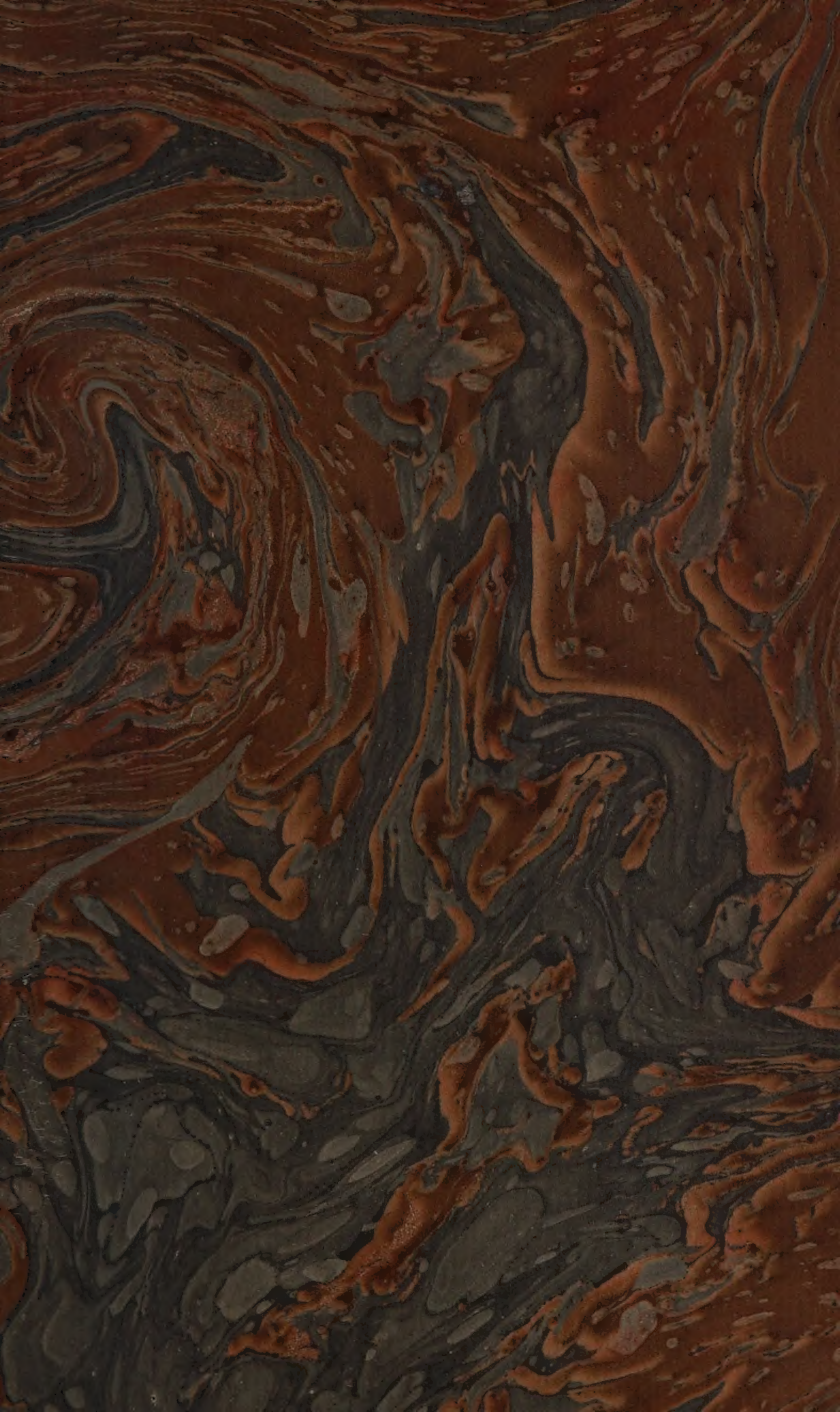


EX
LIBRIS

OSCAR
SVTRO





ÉTUDES CRITIQUES

D'APRÈS LES TEXTES

SUR L'HISTOIRE DE JEANNE D'ARC

TROISIÈME SÉRIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

L'Année chrétienne au lycée et dans le monde. *Homélies, conférences, discours.* 2 vol. in-8°. Paris, L. Vivès.

Christianisme et liberté. *Introduction à l'étude de la foi chrétienne.* 2 vol. in-8°. Lyon, E. Vitte.

Grand catéchisme, par demande et par réponse, composé par ordre du cardinal Ml. Desprez, archevêque de Toulouse. 1 fort volume in-12; Toulouse, Édouard Privat.

OUVRAGES SUR JEANNE D'ARC :

Histoire complète de Jeanne d'Arc, avec appendices, notes, cartes et plans. 3 vol. in-8°. Paris, Ch. Poussielgue.

ÉTUDES CRITIQUES. Paris, Ch. Poussielgue.

1^{re} série : **Les Visions et les Voix.** 1 vol. in-8°;

2^e série : **L'abjuration du cimetière de Saint-Ouen; — Le procès de rechute,** etc. 1 vol. in-8°;

3^e série : I. **La Société de l'histoire de France, Jules Quicherat et Jeanne d'Arc,** ou les idées caractéristiques des deux Ecoles, française et franco-anglaise, sur l'héroïne.

II. **Jeanne d'Arc et l'Église,** ou le dernier mot du procès de Rouen. 1 vol. in-8°.

N.-B. — *L'Histoire complète* et les deux séries d'*Études* parues en 1904 ont été couronnées cette année-là par l'Académie française : prix Marcelin Guérin.

Une page d'histoire, ou qui a fait juger, condamner et brûler la Pucelle. Brochure in-12 de 80 pages.

L'Imitation de Jeanne d'Arc. *Ses vertus de française et de sainte.* In-18; Paris, P. Lethielloux.

Histoire illustrée de Jeanne d'Arc. In-32; Paris, P. Lethielloux.

PHILIPPE-HECTOR DUNAND

ÉTUDES CRITIQUES
D'APRÈS LES TEXTES
SUR L'HISTOIRE DE JEANNE D'ARC

TROISIÈME SÉRIE.

I.

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

JULES QUICHERAT ET JEANNE D'ARC

OU

DES DEUX ÉCOLES HISTORIQUES, FRANÇAISE ET FRANCO-ANGLAISE

« La critique est l'âme de l'histoire. »
Ferdinand BRUNETIÈRE.

Amicus Plato, magis amica veritas.

II.

JEANNE D'ARC ET L'ÉGLISE

OU

LE DERNIER MOT DU PROCÈS DE ROUEN

*Indocti discant, et ament meminisse
periti.*

« Le rappeler à ceux qui savent, l'ap-
prendre à ceux qui ne savent pas. »

AVEC UNE TABLE ALPHABÉTIQUE GÉNÉRALE

PARIS

LIBRAIRIE CH. POUSSIELGUE

15, RUE CASSETTE, 15

TOULOUSE

LIBRAIRIE ÉDOUARD PRIVAT, RUE DES ARTS, 14

1908

IMPRIMATUR :

Toulouse, le 30 mai 1907.

‡ AUGUSTIN,
Archevêque de Toulouse.

LETTRE DE M^{GR} DEVAUX

RECTEUR DES FACULTÉS CATHOLIQUES DE LYON

A L'AUTEUR

Lyon, 10 décembre 1907.

MONSIEUR LE CHANOINE,

Vous voudrez bien excuser le retard de ma réponse à votre bonne lettre et au gracieux hommage qu'elle accompagnait¹. Je tenais à lire votre nouvel ouvrage avec l'attention qu'il mérite, comme tous les ouvrages que votre plume a consacrés à notre Vénérable héroïne. J'achève cette lecture. Permettez-moi de vous dire tout simplement que j'ai été non seulement intéressé, mais ravi : ravi des conclusions auxquelles vous

1. En faisant hommage de *l'Etude sur la Société de l'histoire de France, Jules Quicherat et Jeanne d'Arc*, à M^{GR} le Recteur, l'auteur avait prié Monseigneur de vouloir bien l'examiner lui-même ou la faire examiner par un des professeurs de la Faculté les plus compétents.

êtes arrivé, grâce à une logique aussi ferme que votre science de la question est profonde.

Vous avez fait là, Monsieur le Chanoine, une œuvre de justice, du patriotisme pur qui assurera, même auprès de la critique indépendante, l'heureux résultat obtenu déjà pour la cause de Jeanne d'Arc, résultat dont il vous revient une si belle part. La mémoire de J. Quicherat, comme critique, en souffrira peut-être ; mais n'est-il pas juste que le prétendu portrait, poussé si fort au noir dans ses *Aperçus nouveaux*, fasse place à la pure et radieuse image de l'héroïque Jeanne ?

D'ailleurs, vous avez mis dans la réfutation de ses erreurs une courtoisie que tout le monde appréciera. Les disciples de l'ancien Directeur de l'Ecole des Chartres vous sauront gré d'avoir cherché l'explication de son système dans le subjectivisme historique, et de l'avoir séparé soigneusement lui-même du groupe des historiens sectaires.

Combien vous avez raison de lutter ainsi pour l'honneur de Jeanne d'Arc, puisque c'est lutter pour la vérité et pour l'Eglise ! C'est une belle page d'apologétique que vous venez d'écrire.

En vous offrant mes vives félicitations et mes meilleurs remerciements, je vous prie, Monsieur le Chanoine, de vouloir bien agréer l'hommage de mes sentiments bien respectueux.

Signé : DEVAUX,

Recteur.

EXTRAIT DE LA REVUE THOMISTE.

On lit dans la *Revue thomiste* de janvier-février 1908, sous la signature du R. P. Th.-M. PÈGUES, des Frères-Prêcheurs :

La Société de l'Histoire de France, Jules Quicherat et Jeanne d'Arc; 3^e série des *Études critiques, d'après les textes, sur l'histoire de Jeanne d'Arc*, par M. LE CHANOINE DUNAND. I vol. in-12, XXIII-484 pages. Paris, Poussielgue; Toulouse, Privat.

Le nom de M. le chanoine Dunand restera attaché à celui de Jeanne d'Arc. C'est lui qui, le premier, nous a donné l'*Histoire complète* de la Pucelle. Lui encore qui, par son étude sur l'abjuration du cimetière de Saint-Ouen, a fait avancer d'un pas décisif la question de la béatification de Jeanne. Il ne lui restait plus qu'à mettre au point la question des sources ou la valeur des documents sur lesquels repose toute l'histoire de la Pucelle. Il l'a fait dans le volume que nous annonçons et qui donne, on peut le dire, le dernier mot sur une question d'où il semble que toutes les appréciations ultérieures dépendaient : c'est le rôle précis et l'autorité qu'il faut reconnaître à Jules Quicherat. Tout le monde sait que Jules Quicherat, au nom et sous les auspices de la Société de l'Histoire de France, a publié les deux procès de con-

damnation et de réhabilitation de Jeanne. Mais ce que l'on ne savait pas jusqu'ici, ce qui tendait, au contraire, à disparaître pour jamais sous le couvert d'une fausse légende, c'est que Jules Quicherat n'avait peut-être pas tout le mérite qu'on se plaisait à lui reconnaître dans la publication des deux procès. Non pas, sans doute, qu'il n'y ait eu un réel mérite et même, si l'on veut, un mérite très grand. Mais il est faux, contrairement à ce qu'on lit dans une Notice placée en tête de ses *Mélanges* posthumes d'*Archéologie*, qu'il ait eu, le premier, l'idée de publier les deux procès et que la *Société de l'Histoire de France* se soit contentée de l'y encourager et de l'y aider. L'initiative de cette publication revient tout entière à la docte Société. Jules Quicherat n'en a été que l'instrument. De même, on serait facilement porté à croire que les appréciations de Quicherat sur la valeur respective des deux procès sont des appréciations autorisées entre toutes et définitives. Or, il se trouve que le jugement de cet auteur est d'une partialité manifeste en faveur de l'évêque Cauchon et du premier procès, tandis qu'il est injuste pour les auteurs du procès de réhabilitation. Ce second point, d'une importance extrême pour la vérité historique sur le rôle de Jeanne et sur sa mission divine, a été mis en pleine lumière par M. le chanoine Dunand. On peut dire, après sa dernière étude, que désormais la cause est entendue. Il était réservé au savant historien de Jeanne de venger définitivement l'honneur de l'héroïne et la gloire de la sainte.

AU LECTEUR

I.

La première des deux Études qui composent ce volume est un hommage avant d'être une Étude.

Un hommage à la Société de l'Histoire de France qui, reprenant en 1840 le projet formé dès 1628 par le premier historien en date de la Pucelle, Edmond Richer, docteur de Sorbonne, a donné des manuscrits des deux procès une édition digne d'elle et de la France.

Un hommage également à la mémoire des deux érudits, François de L'Averdy et Jules Quicherat, qui ont préparé les esprits à cette publication : l'un par ses Notices si fouillées sur les deux procès; l'autre par les deux volumes de chroniques et de documents qu'il a joints au texte paru, et par ses *Aperçus nouveaux*.

Ces deux érudits n'ont pas les mêmes idées sur l'histoire de l'héroïne, sur les deux procès en parti-

culier ; ils représentent deux Écoles différentes. Mais ils sont les ouvriers principaux de la revision critique d'où sortira l'histoire définitive de Jeanne d'Arc. L'œuvre qu'ils ont exécutée, comme celle de la Société de l'Histoire de France, sont des œuvres éminemment nationales ; elles ont droit à la gratitude de tous les bons Français.

II.

Nous ne dirons qu'un mot des sujets traités dans cette troisième série de nos Études critiques : les questions soulevées par les deux procès, entre autres celles de l'héroïsme de Jeanne et de la responsabilité de l'Église dans le procès de condamnation, en fournissent la matière.

Les deux procès ne sont pas toute l'histoire de la Pucelle, mais toute l'histoire de la Pucelle est contenue dans les deux procès.

On a dit du procès de condamnation trop de bien

On a dit du procès de revision trop de mal ;

Ni l'un ni l'autre ne le méritent.

Le procès de condamnation a valu à l'Angleterre une indulgence, une bienveillance même dont on n'a jamais produit les raisons. Et l'on a rendu

l'Église responsable d'une sentence capitale à laquelle elle est demeurée tout à fait étrangère.

En 1431, on avait condamné Jeanne sans avoir rien à lui reprocher.

Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, on a condamné l'Église non moins injustement.

L'on n'a pas dit seulement qu'elle avait jugé à faux une première fois en 1431, à Rouen; l'on a ajouté que, en revisant le procès, elle s'était déjugée et que de sa part la sentence de réhabilitation était une contradiction.

Ce qui mène les esprits à méconnaître le grand acte de réparation nationale que la France et son roi Charles VII, l'Église et son chef Calixte III, ont accompli en 1456. Le jugement solennel qui fut alors rendu, a proclamé l'innocence de Jeanne d'Arc et l'a, quoi qu'on ait insinué, justement réhabilitée.

Le devoir d'un peuple est souvent de réparer.

A l'endroit de Jeanne d'Arc, le devoir de la France paraît être de réparer sans doute, mais aussi de ne pas méconnaître et de ne pas oublier.

Octobre 1907.

N. B. — Pour la *Bibliographie* de ces Études, voir celle de notre *Histoire complète de Jeanne d'Arc*. t. I, après l'*Introduction*.

LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

JULES QUICHERAT

ET JÉANNE D'ARC

ÉTUDE CRITIQUE

A PROPOS
DE
CETTE NOUVELLE ÉDITION

Quelques réflexions ne seront peut-être pas inutiles.

1° Du texte de cette nouvelle édition nous n'avons rien à dire. Aucun changement n'y a été apporté.

On a paru croire que, dans la partie de notre travail relative aux dits et faits de l'héroïne, nous avions abandonné les voies suivies par les historiens. Ce n'est pas tout à fait exact.

Que nous nous soyons écarté des voies suivies par plusieurs historiens et critiques de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, c'est très vrai. Ce qui n'est pas moins vrai, c'est que nous nous en sommes écarté parce que ces voies étaient celles-là mêmes qu'avait ouvertes le juge de la Pucelle, Pierre Cauchon. Mais, en renonçant à les suivre, nous avons

repris les voies tracées par des historiens d'un sens critique tout aussi juste et d'une autorité tout aussi recommandable ; ces historiens ayant nom Edmond Richer, François de L'Averdy, Le Brun de Charmettes. Nous nous sommes souvenu des vers du poète :

... *Res antiquæ laudis et artis*
Ingredior, sacros ausus recludere fontes ;

et nous avons essayé de rouvrir les sources vraiment sacrées d'où jaillit la lumière qui met en pleine évidence la grandeur morale et l'héroïsme intégral de Jeanne d'Arc.

2° On voudra bien nous permettre de détacher d'un article qui a paru sur notre travail quelques lignes qui en signalent et motivent l'opportunité :

« Il fallait, dit l'auteur, que tôt ou tard une étude semblable s'écrivit. Les admirateurs d'une Jeanne d'Arc vraiment française la réclamaient depuis longtemps. Ils estimaient que Jules Quicherat, dans ses *Aperçus nouveaux*, Henri Martin, Vallet de Viriville et autres érudits, dans leurs *Histoires*, ont parlé de l'héroïne et de son juge Pierre Cauchon un peu trop à l'anglaise.

« Au fond, les écrivains de cette Ecole refusent à la martyre de Rouen l'« héroïsme intégral » que

lui reconnaissaient les historiens antérieurs, et qu'a proclamé le décret pontifical du 6 janvier 1904. Entre ces deux jugements éclate une incompatibilité manifeste. A coup sûr, quelqu'un se trompe ici. Est-ce Jules Quicherat, est-ce le Chef de l'Eglise ? Qui nous le dira ? Sans doute, un supplément sérieux d'enquête, dûment vérifié, dûment contrôlé, sur lequel finira par se prononcer le monde savant.

« Pour notre compte, nous appelions du fond du cœur la publication d'une Etude spéciale dénonçant les assertions trop ouvertement cauchoniennes des *Aperçus*, suivant leur auteur pied à pied, le rappelant au respect des textes, à la loyauté de la discussion, et lui faisant observer qu'il oublie trop souvent de fournir la preuve de ce qu'il avance. M. Dunand publie, après l'avoir mûrement préparée, l'Etude que nous désirions. On ne pourra que lui en savoir gré. Désormais, il sera facile aux esprits sérieux d'entendre les deux Écoles d'historiens sur la question Jeanne d'Arc, et de se prononcer en connaissance de cause¹. »

3° La brochure que M. Georges Goyau publiait récemment à la librairie académique Perrin et C^{ie}

1. Article de M. l'abbé Clément Tournier, vicaire à la cathédrale de Toulouse, dans l'*Univers* du 5 mars 1908.

sous ce titre : *Jeanne d'Arc devant l'opinion allemande*, nous suggère une seconde réflexion.

L'auteur y mentionne le dessein que l'historien allemand de la Pucelle, Guido Goerres, caressait en 1839 de composer et de faire paraître une histoire complète de l'héroïne, « pour la honte de la France, disait-il, dont ç'eût été le devoir ». M. Goyau rappelle les voyages de cet écrivain à Domremy, Paris, Orléans, Blois, Tours, ses visites à la Bibliothèque nationale et aux bibliothèques de la province, les espérances dont il se berçait et dont il faisait part à son père dans sa correspondance. En fin de compte, « le journalisme actif rendit Goerres infidèle à Jeanne d'Arc, et l'immense matériel qu'avait rapporté le jeune Allemand demeura dans ses cartons ».

« La France, remarque M. Goyau, n'y a rien perdu puisque, de 1841 à 1849, la publication qu'avait projetée Guido Goerres nous fut donnée d'une façon définitive par Jules Quicherat, et c'est une initiative française qui nous a fait connaître, en leur intégralité, tous les actes concernant la Pucelle. » (*Brochure citée*, VI, p. 56-64.)

Pourquoi M. Goyau ne joint-il pas au nom de Jules Quicherat le nom de la Société de l'Histoire de France ; pourquoi semble-t-il faire honneur à l'éru-
dit seul de cette « initiative française » ?

Sans doute, parce que M. Goyau était persuadé, lui aussi, comme M. R. de Lasteyrie, comme beaucoup d'autres savants et hommes de lettres, que telle était la vérité. En présence des pièces que nous avons produites, il sera malaisé désormais de donner à la fausse légende la place et les droits de l'histoire.

C'est la Société de l'Histoire de France, disons-le une fois encore, qui, par la publication des deux procès de Jeanne d'Arc, a sauvé l'honneur du pays — honneur que à l'étranger on déclarait compromis — et qui l'a préservé de « la honte d'avoir, comme l'en accusait l'Allemand Guido Goerres, manqué à son devoir ».

4^o M. Anatole FRANCE, sa *Vie de Jeanne d'Arc*.

Au cours de la présente étude, nous avons exprimé l'espoir qu'il se ferait prochainement un plein et définitif accord entre les historiens des deux écoles, française et franco-anglaise, sur les graves questions intéressant la Pucelle. La *Vie de Jeanne d'Arc* dont M. Anatole France publie le premier volume jette un froid sur cet espoir. Si M. France tient ce qu'il promet, cette vie, en ce qui concerne le procès, la condamnation et la mort cruelle de la Libératrice d'Orléans, sera l'apologie de Pierre Cauchon,

le juge inique de Jeanne, et la condamnation morale, le déshonneur final de sa victime.

On dirait que la réhabilitation récente d'un Juif fameux a mis M. France en goût, et qu'il a estimé venu le moment de réhabiliter l'évêque-juge non moins fameux du quinzième siècle. M. Anatole aura toutefois de la peine à prouver que l'évêque P. Cauchon, en livrant Jeanne au bûcher, faisait acte de bon Français et ne trahissait pas son pays.

C'est à la page III de sa Préface que l'auteur de cette *Vie de la Pucelle* à l'anglaise exhibe sa profession de foi. Il y avise ses lecteurs que, entre autres documents sur lesquels on est loin de s'accorder, il admet comme authentique et digne de créance la fameuse *Information posthume*, cette pièce bâtarde, sans nom, abominable, qualifiée de « libelle diffamatoire » par Jules Quicherat lui-même, qu'une plume cauchonienne a rédigée, et qu'une main non moins cauchonienne a mise à la suite du procès de condamnation ; personne, même l'interpolateur Thomas de Courcelles, n'ayant osé prendre la responsabilité de l'y insérer¹.

1. Pour que le lecteur sache bien de quoi il s'agit, disons où il pourra trouver le document en question et en quoi il consiste.

L'*Information posthume* figure à la fin du texte du

M. France ne se borne pas à cette déclaration : il condescend à dire un mot du motif qui le détermine. Appliquant la méthode chère aux coryphées de l'Ecole franco-anglaise, il se contente d'employer l'argument auquel son maître, l'auteur des *Aperçus nouveaux*, a eu si souvent recours, et que l'on peut nommer « la preuve par affirmation pure ».

« L'instrument du procès, dit-il, est suivi d'une information sur plusieurs paroles dites par Jeanne

procès de condamnation publié par la Société de l'Histoire de France. Elle remplit neuf pages, de 477 à 485 inclusive-ment, *Procès*, t. I. On n'en a jamais connu l'auteur. A la fin, point de signature, ni celle des juges de Jeanne, ni celle des prétendus témoins cités, ni même celle du copiste. C'est donc un document pis que bâlard, *res nullius*, ne méritant aucune créance, soit en bien, soit en mal.

Par quel personnage un tel document a-t-il été joint au procès? A coup sûr, par un personnage ami chaud de Pierre Cauchon et ennemi déclaré de la Pucelle.

Pourquoi? par la raison bien simple que les sept témoins inventés attribuent à Jeanne les reniements les plus déshonorants pour sa mémoire.

Des contemporains ont pu croire ce document authentique. Ils ont été trompés, voilà tout. Personne n'a jamais dit avoir eu entré les mains la preuve de cette authenticité.

D'après les règles de la critique la plus large, un document dans ces conditions est indigne de toute créance. « Libelle diffamatoire », comme l'a dit J. Quicherat, et pire encore, il a été fabriqué pour la plus détestable des causes. (Voir le chapitre xvi de l'Etude suivante.)

in articulo mortis. Cette information ne porte pas la signature des greffiers. De ce fait, la pièce est irrégulière au point de vue de la procédure : *elle n'en constitue pas moins un document historique d'une authenticité certaine.* »

Vous attendez les raisons. M. France n'en donne pas : les historiens de sa taille en sont dispensés ; ils affirment, et c'est tout. Ainsi procède M. Anatole. « Je crois, ajoute-t-il, que les choses se sont passées à peu près comme ce procès-verbal extra-judiciaire les rapporte. »

Seulement, M. France a le soin de ne pas dire toute la vérité. Entre autres choses, il ne dit pas que ce « procès-verbal » n'est point un procès-verbal, ne portant aucune signature, pas plus celle des greffiers que celle des juges et des témoins supposés ; qu'il n'est en soi qu'un factum apocryphe dont personne n'a voulu revendiquer la paternité, un pur libelle diffamatoire.

Donc, par cela seul que M. France est de cet avis, bien qu'il n'en donne aucune raison, l'on doit réputer la dite *Information* authentique. Donc on doit, les yeux fermés, accepter comme avérés les reniements de sa foi religieuse et patriotique, les fautes graves, la communion sacrilège que ce document sans nom impute à la malheureuse jeune fille.

Telle est l'argumentation, telle est la logique du nouvel historien de la Pucelle. Nous craignons que les vrais logiciens ne les jugent au moins insuffisantes.

D'autre part, les érudits accepteront-ils comme exact le portrait que M. France esquisse dans le volume qui vient de paraître, faisant de l'héroïne une « hallucinée perpétuelle, que ses hallucinations mettaient le plus souvent hors d'état de distinguer le vrai du faux » (*Préface*, p. III)? Nous ne le pensons pas.

Cela, c'est du Voltaire démarqué.

En bon français, une « hallucinée » de cette espèce s'appelle une « idiote ». Voltaire ne qualifiait pas autrement la Libératrice d'Orléans dans l'article *Jeanne d'Arc* de son *Dictionnaire philosophique*. « Cette malheureuse *idiote*, dit-il, avait eu assez de courage pour rendre de très grands services au roi et à la patrie¹. » Écrivain madré, M. France évite le mot qui choquerait aujourd'hui les sceptiques eux-mêmes, mais il garde la chose.

M. Anatole France et M. Emile Faguet. — Est-ce d'avoir usé de ce procédé qu'un académi-

1. VOLTAIRE, *Œuvres complètes*, édit. in-8° de 1785, t. XXXVIII, pp. 493-499.

cien, ami de l'auteur¹, entendait le louer lorsque, tout récemment, il proclamait bien haut la « probité historique » de sa *Vie de Jeanne d'Arc*?

En se portant caution pour M. Anatole France devant les jeunes personnes qui suivent les cours de l'Université des Annales, et sans doute aussi devant ses collègues de l'Académie française, M. Emile Faguet aurait-il oublié que la « probité historique » est une chose qui a besoin, non d'être affirmée, mais d'être prouvée? Impuissance ou dédain, M. France n'a pas donné la preuve de la « probité » qu'affirme son honorable ami; M. Faguet ne l'a pas donnée davantage. Les historiens et les érudits qui, sur l'autorité de documents connus, sont convaincus de l'héroïsme de la Pucelle, attendent de l'un ou l'autre des deux académiciens les preuves indispensables à la thèse contraire. Tant que ces preuves ne seront pas produites, on aura le droit de tenir pour « suspecte » sinon absente, la probité historique de l'auteur de la *Vie de Jeanne*, et pour insuffisante la garantie de son honorable ami.

Il n'est pas permis de traiter avec ce sans-façon méprisant les traditions et les croyances de tout un peuple. On ne jette pas à la face de la Libératrice

1. Emile FAGUET, *Annales littér.* du 16 février 1908.

d'un grand pays, au moment où ce pays s'apprête à la glorifier, les deux affirmations outrageantes et gratuites qui font d'elle, avec Voltaire, une « idiote perpétuellement hallucinée », et avec son premier historien, Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, sur la foi d'un libelle diffamatoire, une fille plusieurs fois renégate et parjure.

En écrivant de cette sorte la *Vie de Jeanne d'Arc*, en usant d'une critique qui nous ramène à cent cinquante ans en arrière, M. Anatole France aura eu la peu enviable fortune de faire revivre l'Ecole anglaise et cauchonienne pure que l'on croyait disparue à jamais.

Des questions à examiner et des preuves à fournir. — On demandera quelles sont les questions que, d'après les lois de la critique historique, M. France ne saurait résoudre qu'avec preuves à l'appui.

Ces questions sont avant tout celle de l'hallucination perpétuelle de Jeanne, et celle de l'authenticité de l'Information posthume.

Pourquoi ces deux questions principalement ?

Pour deux motifs : 1° parce que M. France lui-même les a posées ; 2° parce que de la solution de ces deux questions dépend l'idée, favorable ou défa-

vorable, que l'on devra concevoir historiquement de la Pucelle, de son intelligence, de sa mission, de son patriotisme et de la conduite admirable ou lamentable qu'elle a tenue durant son procès¹.

De quelle nature doivent être les preuves à fournir pour qu'elles soient recevables?

Ces preuves doivent être avant tout d'ordre documentaire; elles doivent se fonder sur des textes et des documents dignes de foi. Il ne suffit pas que M. France vienne dire qu'il est personnellement convaincu de la réalité historique de tels ou tels

1. La fausse pièce d'origine cauchonienne que M. France couvre de son patronage, prête à la Pucelle les aveux suivants :

Elle aurait reconnu s'être rendue coupable, dans l'affaire de la couronne apportée au roi Charles VII, de mensonge et d'imposture.

Elle aurait persisté à soutenir la réalité objective de ses apparitions; mais, ajoutant qu'elles l'avaient trompée, elles n'étaient plus à ses yeux que des apparitions diaboliques : donc, reniement de ses révélations célestes.

Elle aurait convenu devoir demander pardon aux Anglais de leur avoir fait la guerre et causé maints dommages : reniement de son patriotisme.

Enfin, au moment de communier, elle aurait une fois encore protesté devant l'hostie consacrée que Frère Ladvenu tenait en ses mains, « qu'elle ne voulait plus ajouter foi à ses Voix, puisqu'elles l'avaient trompée. »

En somme, renouvellement des aveux du prétendu formulaire inséré au Procès.

faits : il doit produire à l'appui des textes probants, authentiques et dignes de créance. (*Voir, dans la Préface ci-après, la page consacrée à FUSTEL DE COULANGES et à sa méthode.*)

Pour prévenir toute méprise, ajoutons que, non seulement la réalité de l'Information ou Enquête dont M. France affirme l'authenticité requiert des textes attestant positivement ladite authenticité; mais que le fait des hallucinations perpétuelles attribuées à la Pucelle doit, lui aussi, être attesté de la même manière.

Au sujet de ces hallucinations, qu'il nous soit permis d'adresser en toute courtoisie à l'auteur de la nouvelle *Vie de Jeanne*, ainsi qu'aux historiens inféodés à l'Ecole anglaise pure ou franco-anglaise, la proposition suivante.

Nous les invitons à produire — tout en les défiant d'y parvenir — des documents et des textes dignes de foi spécifiant positivement les cas dans lesquels la Pucelle aurait été surprise par des témoins, amis ou ennemis, en flagrant délit d'hallucination.

D'après M. France, Jeanne y aurait été surprise perpétuellement.

D'après nous, sauf un seul cas — et il est discutable — Jeanne ne l'a jamais été.

Qu'on forme, si l'on veut, un tribunal de critiques et d'historiens indépendants : nous attendrons avec confiance son verdict.

A vrai dire, nous craignons que, invitation ou défi, l'auteur de la nouvelle histoire n'accepte pas l'une et ne relève pas l'autre. Molière va nous en donner l'explication.

Ce grand homme, voulant faire d'un de ses personnages¹ un éloge peu banal, nous apprend qu'il était « fort comme un Turc sur les principes », et qu'il ne démordait jamais de son opinion.

L'on peut, sans exagérer la flatterie, appliquer à M. France le premier de ces éloges, à savoir qu'il « est fort comme un Turc sur les principes ». A la condition toutefois de noter que ses principes et sa critique dans la question de Jeanne d'Arc sont des principes et une critique à la turque, ayant pour raison unique le bon plaisir, l'arbitraire et le parti pris. N'est-ce point au nom du bon plaisir et de l'arbitraire qu'il fait des Voix de l'héroïne un cas pathologique, de Jeanne même un sujet d'hôpital, et de plus une idiote? N'est-ce point de parti pris

1. M. Thomas DIAFOIRUS. Voir *le Malade imaginaire*, acte II, scène VI.

qu'il met un libelle apocryphe au rang des documents authentiques et dignes de créance¹?

Quant au second éloge, à savoir que l'auteur de la nouvelle *Vie de Jeanne* ne « démord jamais de son opinion », la publication du volume à paraître nous apprendra s'il le mérite. M. France continuera-t-il à peindre l'héroïne en proie à de perpétuelles hallucinations, incapable jusqu'au bout de « distinguer le vrai du faux », le bien du mal? S'efforcera-t-il de concentrer l'intérêt des lecteurs sur le bénéficiaire de l'Information posthume réhabilitée, le magnanime et trop méconnu Pierre Cauchon, évêque de Beauvais?

1. Le lecteur voudra bien ne pas perdre de vue deux choses :

1^o Les raisons que nous faisons valoir contre les J. Quicherat, les Michelet et les H. Martin à propos de la Pucelle gardent toute leur valeur contre les opinions de M. A. France, qui sont anglaises au plus haut degré. Il est regrettable que les historiens de l'école franco-anglaise hésitent à discuter à fond les questions qui nous divisent : le rapprochement des esprits ne pourrait qu'y gagner.

2^o Existe-t-il entre les idées de M. A. France sur Jeanne d'Arc et le jugement pontifical du 6 janvier 1904 une incompatibilité manifeste? ce n'est pas douteux. A coup sûr, comme nous le disions plus haut, quelqu'un se trompe ici. Les catholiques sont persuadés, et bon nombre d'érudits le sont comme eux, que ce n'est point le pape, que son jugement est de ceux que les études les plus approfondies et que les arguments les plus solides ont motivé.

XXVIII A PROPOS DE CETTE NOUVELLE ÉDITION.

S'il reste fidèle à ce programme, s'il continue à s'arroger le droit d'imposer ses idées sans en donner les raisons, ses jugements sans les justifier, en vérité il n'aura pas « démordu » de l'opinion qu'il énonce en sa Préface. La France que Jeanne a sauvée aura de sa Libératrice une histoire conçue à l'anglaise, écrite à l'anglaise, qui ne laissera subsister de l'héroïsme de la martyre de Rouen que des miettes éparses, pas même le *disjecti membra poetæ*.

Février 1908.

PRÉFACE

I.

Parmi les événements littéraires de la première moitié du dix-neuvième siècle, il en est un qui a exercé une influence décisive sur les destinées de l'histoire de Jeanne d'Arc : nous voulons parler de la publication des deux procès de l'héroïne par les soins de la Société de l'Histoire de France dans les années 1841-1849.

Qu'on le considère en lui-même ou dans ses résultats, un événement de cette importance — car elle a été des plus grandes — mérite mieux qu'une mention passagère; c'est pourquoi nous avons cru devoir en faire le sujet d'une Etude spéciale qui sera comme le dernier mot de nos travaux.

Dans cette Etude nous entretiendrons d'abord le lecteur de la décision par laquelle la Société de

l'Histoire de France tira les manuscrits des deux procès de la poussière dans laquelle ils étaient ensevelis.

Nous l'entretiendrons ensuite du savant que la Société s'adjoignit à titre d'auxiliaire pour cette publication, Jules Quicherat, alors élève sortant, plus tard directeur de l'Ecole des Chartes.

En dernier lieu nous essaierons de préciser le jugement que l'étude approfondie des documents, grâce à la publication des deux procès, permet à l'heure présente de porter sur l'héroïsme de notre grande Française.

Entre autres effets produits par la mesure si patriotique de la Société de l'Histoire de France, l'on doit mettre au premier rang la revision, probablement définitive, de l'histoire et du procès de Jeanne d'Arc. Cette revision a suscité deux sortes de travaux : les uns dans le sens des idées de l'Ecole historique représentée par Edmond Richer, Lenglet-Dufresnoy, François de l'Averdy, Le Brun de Charmettes ; les autres conformes aux idées d'une Ecole nouvelle dont les représentants s'appelaient Michelet et Henri Martin et dont Jules Quicherat fut et est demeuré le théoricien.

M. Emile Faguet, cité par son collègue de l'Académie française, Albert Sorel, a dit : « On est quel-

quefois l'origine d'un mouvement intellectuel auquel on ne croit pas¹. »

En faisant suivre l'édition des deux procès de la publication des *Aperçus nouveaux sur l'histoire de Jeanne d'Arc*, Jules Quicherat est devenu en vérité « l'origine d'un mouvement intellectuel spécial » ; mais on ne saurait ajouter qu'il « n'y croyait pas » ; encore moins qu'il « l'a condamné ». La seule remarque à faire c'est que ce mouvement a été lui-même un des effets particuliers du mouvement général dont l'initiative de la Société de l'Histoire de France reste le point de départ.

Pour ces raisons, nous aurons à nous occuper beaucoup de Jules Quicherat dans la présente Etude. Nous parlerons tour à tour de son rôle comme éditeur auxiliaire des deux procès, et des idées plus inattendues que nouvelles dont ses *Aperçus* entreprennent la défense.

De J. Quicherat, éditeur des deux procès, nous ne dirons pour le moment qu'une chose : c'est qu'on lui attribue par erreur, dans une Notice placée en tête de ses *Mélanges posthumes d'Archéologie*, le mérite d'avoir appelé le premier l'attention du Con-

1. A. SOREL, *Etudes de littérature...*, p. 72. In-18, Paris, 1901, Plon-Nourrit.

seil de la Société de l'Histoire de France sur l'intérêt et l'opportunité de la publication des deux procès de la Pucelle.

« Son cœur, dit l'auteur de la Notice en question, s'était épris de cette noble figure de Jeanne d'Arc qui lui apparaissait comme l'image même de la patrie. Il voulut la connaître et la faire connaître à fond, et il conçut l'idée de publier ses deux procès de condamnation et de réhabilitation. La Société de l'Histoire de France, à laquelle il soumit ce projet en 1840, l'accueillit avec empressement¹. »

Si l'auteur de ces lignes les eût « soumises » à J. Quicherat lui même, l'éditeur des procès n'eût pas manqué d'en relever l'inexactitude et de faire observer que, seule, la Société de l'Histoire de France avait pris l'initiative qu'on lui attribuait à lui, Quicherat; que, à la vérité, il avait été son collaborateur dans l'exécution du projet arrêté, mais qu'il n'avait été que cela.

Ainsi naissent les légendes; ainsi les voit-on se substituer à l'histoire. Les *Bulletins* officiels de la Société de l'Histoire de France ne permettent pas à celle-ci de s'imposer.

1. Robert DE LASTEYRIE, *Notice sur la vie et les œuvres de J. Quicherat* p. 6; en tête des *Mélanges d'Archéologie*, t. I; Paris, A. Picard, 1885.

II.

Les pensées justes et généreuses, quand elles répondent à un vrai besoin, sont ordinairement des pensées fécondes. Féconde a été au premier chef la pensée qui a inspiré à la Société de l'Histoire de France la résolution de mettre à la disposition du public lettré le texte des deux procès de la Pucelle. Nous essaierons de caractériser en son lieu le mouvement intellectuel qui en a été l'effet. Ce mouvement ayant mis en présence deux Ecoles distinctes, l'Ecole française ancienne et l'Ecole nouvelle dont Jules Quicherat venait de publier le manifeste, de courtoises passes d'armes ont eu lieu entre les historiens qui les représentaient. Nous rappellerons les principales, et nous dirons de quel côté, à notre avis, paraît être resté l'avantage.

Ce qu'il nous est agréable de constater, c'est que les deux Ecoles ne se divisent qu'à propos des questions relatives à la captivité et au procès de l'héroïne : sur les autres parties de son histoire, elles sont à peu près d'accord. Nous songeons volontiers à cet accord lorsque nous lisons l'éloge qu'un des élèves les plus distingués de J. Quicherat fait des *Aperçus nouveaux* en ces termes :

« Dans les cinq volumes des deux procès, l'auteur avait analysé tous les détails intéressants à relever. Il ne se borna pas là : il voulut faire la synthèse de tous les renseignements qu'il avait recueillis, et présenter sous une forme claire et substantielle tout ce que la critique la plus rigoureuse pouvait tirer de ces documents. C'est là le but qu'il s'est proposé en publiant ses *Aperçus nouveaux*, l'œuvre la plus profonde, la plus parfaite peut-être qui soit sortie de sa plume.

« Dans ces quelques pages, Jules Quicherat s'est surpassé lui-même, c'est-à-dire qu'il a surpassé tous les historiens de Jeanne d'Arc. Aucun autre n'a su exprimer en termes plus sobres et plus convainquants les caractères de cette grande image. Nul n'a mieux fait comprendre l'intelligence, la pureté, le désintéressement de la Pucelle ; nul n'a mieux dépeint les difficultés qu'elle rencontra à la cour, auprès de ceux mêmes qui auraient dû être ses premiers auxiliaires. Nul n'a plus contribué à faire aimer « cette sainte du moyen-âge » qui doit devenir la sainte des temps modernes ; cette noble fille qui « a confessé par sa mort bien des sentiments pour lesquels il convient qu'il y ait encore des martyrs¹ ».

1. Robert DE LASTEYRIE, *Notice citée*, pp. 6-7.

En lisant cet éloge du maître par un de ses disciples préférés, plus d'un lecteur formulera des réserves. Qu'on ne soit pas surpris si nous formulons les nôtres, et si nous essayons de les justifier au cours de cette Etude. On n'hésite pas à dire que Jules Quicherat « a surpassé tous les historiens de Jeanne d'Arc ». L'éloge n'est-il point exagéré ? L'auteur des *Aperçus nouveaux* n'a point écrit l'histoire de la Pucelle. Michelet, lui, l'a écrite ; on sait comment. Faudrait-il admettre que, même sans l'écrire, J. Quicherat a surpassé Michelet ? Nous doutons, nous, qu'il ait surpassé L'Averdy, en ce qui regarde la critique des deux procès. Ou plutôt, nous sommes persuadé du contraire. De même, c'est notre conviction bien arrêtée qu'il n'a pas eu de l'héroïsme de la Pucelle la haute idée qui se dégage de l'interprétation fidèle des documents.

III.

Avant de clore cette préface, qu'on veuille bien nous permettre d'indiquer les raisons déterminantes qui ont amené la plupart des historiens de nos jours à se prononcer en faveur des idées de L'Averdy et de l'Ecole française.

Ces raisons sont en particulier celles-ci :

La première se tire de l'étude attentive des travaux inspirés, depuis la publication des deux procès, par la Société de l'Histoire de France;

La seconde tient à la méthode nouvelle qui, en matière de critique historique, a remplacé la méthode inaugurée par J. Quicherat.

L'historien à qui nous sommes redevables de cette méthode n'est pas moins réputé que l'auteur des *Aperçus nouveaux*. Il a écrit *La Cité antique* et il a nom Fustel de Coulanges.

Nous n'insisterons pas sur la première de ces raisons : elle est aisée à comprendre ; mais il ne sera pas inutile de caractériser succinctement les deux méthodes entre lesquelles érudits et critiques ont eu à choisir.

La méthode suivie par J. Quicherat dans l'étude du procès de Rouen est surtout subjective ; l'auteur interprète les textes au gré de ses convenances et de ses idées personnelles : il use de ceux qui lui sont favorables ; il écarte et passe sous silence ceux qui le gênent et le combattent.

La seule méthode qu'admette Fustel de Coulanges est la méthode objective¹. Comme les sciences de

1. Voir, aux *Pièces justificatives*, la note sur Fustel de Cou-

la nature, l'histoire est, à son jugement, une étude objective des choses.

Les choses, pour l'historien, sont les faits. Les faits ne s'étudient que dans les textes, et les textes, il faut les lire tous : ils se complètent et se rectifient les uns les autres.

Pour justifier le subjectivisme de sa méthode, l'auteur des *Aperçus nouveaux* appelle souvent l'imagination à son aide.

Aux yeux de l'auteur de *La Cité antique*, « la méthode historique est le contraire de la méthode imaginative. L'histoire n'imagine pas, elle observe ».

En dernière analyse, la méthode de J. Quicherat fait de la valeur purement relative du document son principe fondamental.

La méthode de Fustel de Coulanges fait son principe fondamental, non de la valeur relative du document, mais de sa valeur absolue.

J. Quicherat formule ce qu'il appelle son droit en matière de documents quand, dans son compte rendu de l'*Histoire de France* de Michelet, tome V, il écrit :

« Notre opinion est qu'on a le droit — dans les questions historiques — *d'affirmer et d'imposer sa*

langes, et au cours de l'ouvrage, le chapitre xix sur la *méthode* de J. Quicherat.

*conscience aux autres, sans qu'il soit besoin de pièces à l'appui*¹. »

Fustel de Coulanges résume sa méthode — celle qu'il a éprouvée par plus de trente-cinq ans d'essais — en ces trois règles :

« 1° Etudier directement et uniquement les textes, tous les textes, dans le plus minutieux détail;

« 2° Ne croire que ce qu'ils démontrent;

« 3° Enfin, écarter résolument de l'histoire du passé les idées modernes qu'une fausse méthode y a portées². »

Telle est la méthode à laquelle nous nous sommes conformé dans nos « *Etudes critiques, d'après les textes, sur l'histoire de la Pucelle* » ; telle est celle que nous tâchons d'appliquer dans l'Etude présente. C'est en conséquence de cette méthode que nous dé-nions à l'auteur des *Aperçus nouveaux* et à son Ecole le droit d'écarter les textes concernant la Pucelle qui ne sont pas à leur convenance, et que nous maintenons pour les défenseurs de l'héroïne le droit d'exiger des « pièces » à l'appui des accusations soulevées contre elle.

C'est aussi en se réclamant de cette même mé-

1. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1^{re} série, t. III, p. 107.

2. FUSTEL DE COULANGES. *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France : La Monarchie franque*, Préface, p. 15 ; in-8°, Paris, 1888. Voir aussi le *Correspondant* du 25 mars 1905.

thode que les historiens de l'Ecole française d'aujourd'hui déclarent contraire aux textes et aux faits les conclusions des historiens de l'Ecole franco-anglaise sur le procès de Rouen et l'évêque de Beauvais.

Quand nous aborderons ces conclusions — et nous le ferons à partir du chapitre septième — il semblera que nous ne nous occupons plus de la Société de l'Histoire de France : pourtant, nous ne cesserons de nous occuper d'elle et de son œuvre. Considérée en elle-même ou dans ses conséquences, son œuvre restera l'objet de notre Etude : nous en recueillerons pieusement les fruits et nous tâcherons de les mettre en lieu sûr. Et quand, pour dernier mot, nous exprimerons l'espoir que au cinquième centenaire de la naissance de Jeanne d'Arc, le 6 janvier 1912, historiens et critiques seront unanimes à proclamer l'héroïsme sans ombre de la glorieuse Fille de France, nous pensons bien n'être pas désavoué par la Société qui aura été, humainement parlant, la cause première de cet accord.

INTRODUCTION

L'HÉROÏSME DE JEANNE D'ARC

ET LES HISTORIENS

(1431-1840.)

Le trésor d'un peuple c'est avant tout l'héroïsme de ses grands hommes : vérité que Thomas Carlyle a rajeunie, mais que, avant lui et les Anglais, ces Grecs et ces Romains auxquels il faut toujours revenir ont supérieurement démontrée.

A ce point de vue, le peuple français est aussi riche qu'aucun autre peuple moderne. Les historiens rencontreront même chez lui des héroïsmes qui ne se sont produits nulle autre part avec un pareil éclat : tel l'héroïsme de la jeune fille qui a nom Jeanne d'Arc.

I.

LES DEUX HÉROÏSMES, HUMAIN ET DIVIN.

Dans nos sociétés chrétiennes, il se produit deux sortes d'héroïsmes : l'héroïsme humain et l'héroïsme chrétien, c'est-à-dire divin.

L'héroïsme humain tient à la mise en œuvre des grandes qualités de l'âme, à la pratique des hautes vertus naturelles.

L'héroïsme divin s'élève jusqu'à la pratique des vertus divines, jusqu'à des sentiments créés par la parole, l'exemple, la grâce du Christ, fils de Dieu.

On donne aux héros selon l'humanité le nom de grands hommes : aux héros selon le Christ, on réserve le nom de saints.

Parfois ces deux héroïsmes se montrent et s'incarnent en quelque sorte dans un même personnage. Alors les héros ne sont pas seulement des héros, ils sont en même temps des saints. Grands devant les hommes et grands devant Dieu, à l'éclat des vertus et des belles actions publiques s'ajoutent le mérite et ce qu'on pourrait appeler le parfum des vertus cachées. Leur vie tout entière resplendit au dedans et au dehors : le rayon tombé du ciel s'unit au rayon

qui a jailli de la terre; le divin pénètre, transforme et s'assimile l'humain.

Ainsi en a-t-il été de Jeanne d'Arc. Chez elle éclate l'héroïsme humain avec ce qu'il a de plus noble et de plus exquis; sous ce rapport, elle marche de pair avec les femmes illustres de tous les temps.

Dans son âme germent et fleurissent les vertus supérieures dont le Christ sauveur livre le secret à ses élus; à cet égard, une place d'honneur l'attend parmi les saints les plus admirables de l'Eglise catholique.

II.

« INTÉGRALITÉ » DE L'HÉROÏSME DE JEANNE D'ARC.

La question de ce double héroïsme de la Pucelle a été posée de son vivant même et, depuis, elle n'a cessé de hanter ses historiens.

Vingt-cinq ans après sa mort, un jugement d'une solennité exceptionnelle proclamait l'« intégralité » de cet héroïsme. Et hier, à une distance de plus de quatre siècles, la grande voix du Chef de l'Eglise, par un décret non moins solennel et plus explicite encore, confirmait ce jugement.

En prenant la résolution patriotique dont nous

entretiendrons bientôt le lecteur, la Société de l'Histoire de France a ravivé l'intérêt qui s'attache à cette question de l'héroïsme intégral de Jeanne d'Arc, et elle a provoqué un mouvement intellectuel d'où est sortie une solution qu'on peut estimer sur ce point définitive.

C'est que, à la sentence portée par le tribunal divin et moral de l'Eglise catholique (6 janvier 1904), s'est jointe une sentence portée par un tribunal scientifique et humain¹.

Et ces deux sentences se sont accordées en ce point que ni l'héroïsme patriotique et chevaleresque de la grande Française, ni son héroïsme divin — ce que dans la langue des théologiens on appelle « l'héroïcité des vertus » — ne laissent l'un et l'autre rien à désirer.

Du vivant de la Pucelle on ne se bornait pas à professer l'admiration la plus vive pour sa vaillance et ses vertus guerrières; on n'oubliait pas ses vertus

1. Le Congrès des Sociétés savantes tenu à Paris en avril 1902.

Quoique les Congrès de ce genre ne s'érigent pas d'habitude en arbitres et en juges, c'est en considérant sous ce point de vue le Congrès de 1902 que M. Ulysse Chevalier, correspondant de l'Institut, et l'auteur du présent ouvrage soumièrent à son appréciation la question de l'héroïsme intégral de Jeanne.

Nous reviendrons sur ce sujet du décret pontifical et du Congrès de 1902 dans le dernier chapitre du présent ouvrage.

chrétiennes. Non seulement les foules, mais ses compagnons d'armes eux-mêmes la qualifiaient de sainte et la vénéraient comme telle. Il faut entendre les juges de Rouen rappeler ces témoignages dans leur Réquisitoire en soixante-dix articles, et exprimer leur indignation à ce sujet.

« Ladite Jeanne, protestent-ils, a séduit tellement les fidèles par ses inventions, que plusieurs l'adoraient comme sainte, ordonnant en son honneur messes et collectes dans les églises.

« Il y en a même qui la placent au-dessus de tous les saints de Dieu, après la Bienheureuse Vierge.

« Ils lui consacrent des images et des tableaux dans les basiliques; ils portent sur eux des médailles qui la représentent, comme on le fait pour les saints que l'Eglise a canonisés, et ils publient hautement qu'elle est envoyée de Dieu, et plutôt ange que femme : toutes choses scandaleuses et tournant au détriment du salut des âmes¹. »

1. *Procès*, t. I, p. 290, art. 52.

M^{sr} Gouthé-Soulard, archevêque d'Aix, dans un de ses écrits, et M. Godefroy Kurth, l'historien bien connu, dans sa déposition à l'enquête d'Orléans, énoncent le sentiment que Jeanne surpasse en héroïsme « toutes les vierges et femmes chrétiennes », à l'exception de « la Bienheureuse Vierge, mère de notre Sauveur ».

Ils reprennent à leur compte l'opinion des contemporains de l'héroïne.

Les loyaux Français qui témoignaient de la sorte leur admiration pour la jeune guerrière entendaient rendre hommage à l'ardent patriotisme qui les arrachait au joug de l'étranger, et à la piété non moins ardente qui lui faisait donner à tous le bel exemple de toutes les vertus. A leurs yeux, certainement, Jeanne d'Arc atteignait au plus haut degré d'héroïsme dont une créature humaine, une faible jeune fille puisse être capable.

III.

LES DEUX ÉCOLES HISTORIQUES TOUCHANT LA PUCELLE.

L'ÉCOLE ANGLAISE ET L'ÉCOLE FRANÇAISE.

Après le procès de Rouen, deux courants opposés d'idées se formèrent touchant la Pucelle, lesquels donnèrent naissance à deux Ecoles historiques que l'on peut appeler, l'une anglaise, l'autre française.

Les idées qui dominent chez les historiens de l'Ecole anglaise sont celles que les juges de Rouen avaient conçues de Jeanned'Arc et qui les amenèrent à prononcer sa mort.

Les idées qui prévalent chez les historiens de l'Ecole française sont celles qui, en 1456, firent

reviser son procès et prononcer sa pleine réhabilitation.

Le document que l'Ecole anglaise estime seul décisif est le texte du procès de condamnation.

Le document qui fait foi au jugement de l'Ecole française est le texte du procès de revision. Ses historiens ne cherchent pas ailleurs les correctifs réclamés par l'étude critique du procès de Rouen.

L'Ecole anglaise date de 1431, année du supplice de Jeanne.

L'Ecole française date de 1456, année qui vit la suppliciée de Rouen solennellement réhabilitée.

L'École anglaise reconnaît pour chef le fameux évêque de Beauvais et juge de la Pucelle, Pierre Cauchon.

L'École française reconnaît pour chefs, en premier lieu et principalement les juges délégués par le Souverain Pontife, juges à qui l'on est redevable des précieuses enquêtes consignées dans l'instrument du procès de 1455-1456; et, parmi les contemporains, pour ne mentionner que ceux-là, elle y adjoint, à titre d'auxiliaires, d'une part les Prélats et maîtres, auteurs des mémoires justificatifs soumis au tribunal de la revision; d'autre part les chroniqueurs français de l'époque, Perceval de Cagny, Jean Chartier, le héraut Berri, les rédacteurs du *Journal du siège*

d'Orléans et l'auteur de la *Chronique de la Pucelle*.

Dernier trait qui caractérise ces deux Écoles : l'École anglaise n'accorde à Jeanne d'Arc d'héroïsme d'aucune sorte ; l'École française, au contraire, lui reconnaît un héroïsme sans ombre, un héroïsme que nous qualifions d'intégral, un héroïsme enfin qu'il a été donné à bien peu de personnages historiques, grands hommes et grands saints, d'égal.

IV.

DE L'ÉCOLE ANGLAISE. — ELLE DÉNIE A JEANNE D'ARC
TOUTE SORTE D'HÉROÏSME. — DE PIERRE CAUCHON,
CHEF DE CETTE ÉCOLE.

Aujourd'hui comme au quinzième siècle, l'École qui dénie à Jeanne d'Arc toute sorte d'héroïsme se personnifie dans Pierre Cauchon, évêque de Beauvais. Ce prélat n'est pas seulement le grand juge du procès de Rouen, l'auteur responsable de la sentence inique portée contre la Pucelle et de sa mort infâme ; il est, de plus, son premier et son plus redoutable historien. C'est lui qui a rédigé de sa main, ou fait rédiger sous ses yeux, les minutes du procès de condamnation. A l'exception peut-

être des retouches et interpolations pratiquées dans le texte à l'occasion et au moyen de la traduction latine, par son affidé, le docteur de Paris Thomas de Courcelles, il n'est pas une ligne des nombreuses pages du procès que Pierre Cauchon n'ait écrite lui-même, ou dictée, ou revue.

Or, ce texte constitue l'une des deux sources originales que nous possédons sur l'enfance, la jeunesse, la vie publique, la captivité, le procès et le supplice de l'héroïne. Pour ce motif, l'évêque de Beauvais est en date son premier historien.

Il est aussi le plus suspect. D'un bout à l'autre de ce manuscrit, à la fin duquel il a apposé son sceau, s'accuse le dessein de persuader aux contemporains et à la postérité qu'il ne peut y avoir rien de commun entre cette « femme dite la Pucelle » et le véritable héroïsme. Trois parties entre autres : le Réquisitoire et les Douze articles qui le résument, le récit de l'abjuration du cimetière de Saint-Ouen, et la pièce extra-judiciaire dite « Information posthume », exposent les faits prétendus qui, au sentiment de l'Evêque de Beauvais, motivent cette appréciation.

1°

Du Réquisitoire en soixante-dix articles.

C'est en cette pièce principalement que le juge-historien raconte à sa manière ce qu'ont été les visions de la Pucelle, les occupations de sa jeunesse, à quoi se ramènent sa mission libératrice et ce qu'on nommait ses prophéties.

« En sa jeunesse, d'après l'article IV, Jeanne ne fut pas instruite dans la croyance et les principes de la foi ; mais elle apprit de quelques vieilles femmes à user de sortilèges, divinations et autres œuvres de superstition et de magie¹. »

Les apparitions de saint Michel à la jeune fille, ses visions et ses Voix sont, d'après les articles L, LI, « des choses qu'elle a inventées ou que le démon lui a montrées ; et quand elle invoquait et consultait les esprits qui lui apparaissaient, c'étaient les démons qu'elle invoquait² ».

D'après l'article XIX, sa prétendue mission libératrice n'est qu'une œuvre d'imposture et d'orgueil, et les prodiges par lesquels elle a essayé de l'accréditer, comme la découverte de l'épée de Fierbois,

1. *Procès*, t. I, p. 209.

2. *Ibid.*, pp. 278-283.

c'est « après avoir consulté les démons qu'elle les produit, et après avoir eu recours à la divination, afin de séduire les princes, les seigneurs, le clergé et le peuple¹ ».

Ses prétendues prophéties (article LVII) sont une œuvre de présomption et de mensonge.

« En divers endroits, ladite Jeanne prédit beaucoup de choses comme devant arriver, disant qu'elle les savait par révélation : desquelles aucune n'arriva, mais plutôt le contraire². »

Si ces affirmations du Réquisitoire sont fondées, Jeanne d'Arc, d'après l'évêque de Beauvais, n'a été, dans sa vie privée et publique, qu'une aventurière de bas étage, qu'une visionnaire démoniaque, qu'une séductrice des princes et des peuples, et qu'une fausse prophétesse. Or, chez une telle femme, l'héroïsme, à aucun degré, ne saurait trouver place.

S'y montrera-t-il et la transformera-t-il au cours du procès qui va la juger ? Ne l'espérons point, s'il faut nous en rapporter au récit que, de la page 442 du procès à la page 453, Pierre Cauchon fait de l'abjuration du 24 mai 1431 au cimetière de Saint-Ouen.

1. *Procès*, t. I, p. 234.

2. *Ibid.*, p. 298.

2°

L'abjuration de Jeanne d'Arc, d'après l'Evêque de Beauvais.

Ce jour-là, d'après l'Evêque-historien, « cette femme nommée la Pucelle » serait descendue au dernier degré de l'abjection morale et de la lâcheté. Dans une séance des plus solennelles, à la face des juges, de plusieurs évêques, des assesseurs du tribunal et d'une foule considérable, pour échapper au bûcher qu'elle savait avoir mérité et que lui rappelait la présence du bourreau, l'accusée aurait avoué sous la foi du serment la comédie sacrilège qu'elle jouait depuis son adolescence, et confessé les pratiques démoniaques, hérétiques, schismatiques et autres crimes qualifiés contre les lois divines et humaines, qu'elle avait, jusqu'à ce jour, obstinément niés, et elle avait lu et signé, toujours avec serment à l'appui, le long formulaire qui retraçait ces aveux et l'engagement de ne plus recommencer à l'avenir.

3°

Du relaps et de l'Information posthume.

Est ce tout? Non, pas encore, d'après l'évêque de Beauvais. De la page 453 du Procès à la page 462,

il nous dira que l'abjurante du 24 mai, au lendemain des engagements pris et des serments prononcés solennellement, violait outrageusement les uns et les autres et se rendait coupable de relaps. Et dans la pièce extra-judiciaire dite « Information posthume », il ajoutera que, le matin du supplice, avant la communion dernière, la condamnée aurait renouvelé ses reniements du 24 mai, et par cela même reconnu implicitement le fait du relaps et la justice de sa condamnation¹.

Tel est le portrait que Pierre Cauchon nous a laissé de sa victime. S'il est fidèle, il n'y a pas lieu de s'étonner que le juge-historien de Jeanne lui refuse jusqu'à l'ombre du véritable héroïsme. Mais l'est-il, fidèle, ce portrait qu'aucun rayon n'éclaire, et dont toutes les parties sont poussées au noir? Ce n'est pas l'opinion des historiens de l'Ecole française : ils professent à l'endroit de la Libératrice du pays des idées en opposition formelle avec celles que nous venons de rappeler, et ils lui reconnaissent généralement un héroïsme dont aucune ombre n'a terni l'éclat.

1. *Procès*, t. I, pp. 478-485.

V.

DE L'ÉCOLE FRANÇAISE. — SES IDÉES SUR L'HÉROÏSME
DE JEANNE D'ARC.

Remarquons d'abord, pour n'y pas revenir, que l'Ecole anglaise n'a point eu de durée : le procès de réhabilitation et le jugement solennel auquel il aboutit lui portèrent un coup mortel. Les idées que l'Evêque de Beauvais tenait à répandre sur le compte de sa victime ne sortirent guère du cercle des écrivains aux gages de l'Angleterre, tels qu'un Polydore Virgile, et des chroniqueurs bourguignons, tels que Jacques Meyer et Monstrelet. Très peu d'écrivains français les adoptèrent. On pourra citer l'historiographe officiel du Haillan ; les autres, selon le mot du grand Corneille, « ne valent pas l'honneur d'être nommés ». Il n'en resterait plus vestige aujourd'hui si, vers le milieu du dix-neuvième siècle, des historiens, épris de nouveautés, n'eussent créé une Ecole mixte, française pour la première partie de la vie de Jeanne, anglaise pour la seconde partie, dont la présente étude va principalement s'occuper.

Les idées de l'Ecole française sur Jeanne et son

héroïsme « intégral » ont pour point de départ — comme nous le disions plus haut — le procès de réhabilitation de 1455-1456 et le document qui nous en a transmis les actes. Ce document n'est pas, comme le procès de Rouen, un document d'inspiration et d'origine anglaise : l'inspiration et l'origine en sont uniquement françaises. Les précautions qui furent prises dans l'instruction du procès, la loyauté avec laquelle il fut conduit, permettent d'affirmer qu'il plane au-dessus de toute suspicion.

C'est dans ce document que les historiens français ont recueilli principalement les faits qui dévoilent les fausses accusations et redressent les faux témoignages du procès de condamnation, qui en signalent les oublis volontaires et en comblent les lacunes.

Ce document à la main, ils opposent, aux accusations intéressées de l'Evêque de Beauvais et autres ennemis mortels de Jeanne, cent quarante-quatre témoins de tous états, dont les dépositions, se contrôlant les unes les autres, font la lumière sur toutes les questions qu'il importait aux juges d'élucider et de résoudre.

Cinquante-cinq de ces témoins¹, interrogés à

1. Plusieurs de ces témoins ayant déposé deux, trois et quatre fois aux diverses enquêtes, le nombre des dépositions sur ce point s'élève en tout à cinquante-cinq.

Paris et à Rouen, mettent au jour en particulier le rôle de faussaire assumé par l'Evêque de Beauvais dans la « prétendue » abjuration de la Pucelle, et la part qui lui revient dans les incidents qui provoquèrent sa non moins « prétendue » rechute.

Des traits épars en ces dépositions diverses se dégagent un portrait qu'on peut résumer ainsi :

Jeanne, nature supérieure et exquise;

Jeanne, villageoise simple, modeste, et néanmoins d'une intelligence et d'une distinction encore plus remarquables ;

Jeanne, sur les champs de bataille, vaillante à l'égal des preux les plus vaillants ;

Jeanne, au conseil, d'une sagesse qui sauve l'honneur de l'armée et du roi ;

Jeanne, jusqu'au bout chrétienne admirable, vierge de mœurs pures, Française sans reproche ;

Jeanne, enfin, jeune fille sublime de foi religieuse et patriotique, sublime d'héroïsme.

VI.

PRÉDOMINANCE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE JUSQU'AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

Il n'en a pas été de l'École française comme de l'École anglaise. Si elle n'a pas eu grand éclat, du

moins elle est restée debout sur les ruines de sa rivale, elle a vécu, et après quatre siècles d'existence elle était encore maîtresse de l'opinion, au moment où, vers la seconde moitié du dix-neuvième siècle, une École nouvelle allait surgir et travailler à prendre sa place. Tous les historiens français qui se sont occupés de la Pucelle depuis la fin du quinzième siècle, ceux qui l'ont rencontrée sur leur chemin en écrivant nos annales et ceux qui ont pris spécialement à tâche de narrer ses dits et faits, ont accepté et confirmé le jugement émis par les délégués du Saint-Siège sur l'héroïsme intégral de la grande Française.

Nous trouvons cette conviction exprimée dans les œuvres historiques de Belleforest, de Mézeray, du P. Daniel, du P. Longueval, de Villaret, et, si l'on aborde les premières années du dix-neuvième siècle, dans les pages si vivantes de Chateaubriand et de l'historien des ducs de Bourgogne, l'académicien de Barante¹.

Pendant les quatre cents ans écoulés depuis sa mort, Jeanne d'Arc n'a pas inspiré beaucoup d'historiens. Il n'y en a guère que trois qui, la prenant au berceau, la suivent à travers les péripéties de

1. Cf. CHATEAUBRIAND, *Analyse de l'Histoire de France*, p. 265, et *Mélanges littéraires*, pp. 545 et suiv. In-12, Paris, F. Didot, 1845.

son existence jusqu'à la sentence solennelle qui la réhabilite.

Ces trois historiens sont Edmond Richer, docteur de Sorbonne; Lenglet-Dufresnoy, l'érudit bien connu; Le Brun de Charmettes.

On remarque chez eux cette particularité, qu'ils ont écrit chacun en un siècle distinct, Richer au dix-septième, Lenglet-Dufresnoy au dix-huitième, Le Brun de Charmettes dans le premier quart du dix-neuvième, et que les deux premiers appartenaient au clergé. Or, en ces trois siècles, le sentiment que ces trois historiens ont exprimé touchant l'héroïsme de Jeanne d'Arc, c'est qu'il est tout ensemble indéniable et sans ombre.

Ce sentiment est pareillement celui dont est pénétré L'Averdy, l'érudit consciencieux qui, à la fin du dix-huitième siècle, entreprit d'étudier, d'analyser et de résumer les deux procès.

Il n'y traita pas seulement le sujet des manuscrits, mais encore celui des dits et faits de Jeanne d'Arc; et il traita les deux sujets en critique de grande valeur. Sur le sujet des manuscrits, il a été si bien informé, si judicieux et si complet, que, de l'aveu même de Jules Quicherat¹, il n'a laissé à peu

1. Voir les chapitres 1^{er} et II du présent ouvrage.

près rien à dire. Quant au sujet des dits et faits de la vierge lorraine, il l'a si bien approfondi, il a si bien élargi le champ de ses recherches, que l'on trouve dans son travail les éléments d'une histoire critique de Jeanne, et ceux d'un jugement motivé sur son héroïsme.

Ce jugement, comme le jugement d'Edmond Richer et celui de Lenglet-Dufresnoy, élève, peu s'en faut, la Pucelle au-dessus de toute comparaison. Telle a été l'opinion régnante jusqu'au jour où la Société de l'Histoire de France prit la décision de faire imprimer à l'usage du public lettré les manuscrits des deux procès. Cette publication, en mettant les textes à la portée de tous, fournissait à chacun le moyen de contrôler les opinions émises et de s'en former une à soi-même sur une question d'un intérêt qu'on peut appeler national.

Ce fut un jour heureux pour la mémoire de Jeanne d'Arc que celui où le conseil d'administration de la Société arrêta cette résolution importante. Il ne sera pas inutile de rappeler comment il y fut amené. Il sera plus intéressant encore de noter les effets, précieux autant qu'inespérés, qui en ont été le résultat.

Nous devons compter parmi ces effets l'entrée en scène d'une École nouvelle dont Jules Quicherat est

resté le théoricien, et la revision critique de l'histoire de Jeanne dont cet érudit fut l'ouvrier principal. Cette nouvelle Ecole ayant rompu bruyamment avec l'Ecole française, au cours de la revision entreprise, il sera naturel de rechercher les motifs de cette rupture. Etaient-ils vraiment légitimes ? L'étude approfondie des documents et des questions en litige pourra seule le dire. De quelque côté qu'apparaîtra la vérité, pourvu qu'elle apparaisse, nous irons droit à elle, fidèle à la devise :

Amicus Plato , magis amica veritas.

Historien impartial et exact que nous voudrions être, français de cœur avant tout que nous sommes, nous n'estimons pas pouvoir offrir un hommage plus respectueux de gratitude à la Société littéraire qui, avec le concours de Jules Quicherat, a mis à la disposition des esprits cultivés le texte des deux procès de Jeanne d'Arc. Cette publication ne leur a-t-elle pas été inspirée à tous deux par le sentiment que l'auteur des *Aperçus nouveaux*, à la fin de sa Préface, appelait « un reflet de l'amour infini qu'ils portaient à la vérité » ?...

LA
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

JULES QUICHERAT
ET JEANNE D'ARC

PREMIÈRE PARTIE

PUBLICATION DES DEUX PROCÈS
DE CONDAMNATION ET DE RÉHABILITATION DE LA PUCELLE
(1840-1849)

REVISION DE SON HISTOIRE
(1849-1904)

JULES QUICHERAT ET SES « APERÇUS NOUVEAUX »
(1850)

UNE ÉCOLE HISTORIQUE NOUVELLE
L'ÉCOLE FRANCO-ANGLAISE

CHAPITRE PREMIER.

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE EN 1839-40.

I.

LES HISTORIENS DE JEANNE D'ARC ET LES MANUSCRITS DES
DEUX PROCÈS AVANT 1840.

Quatre cents ans s'étaient écoulés depuis la mort de la Pucelle sur le bûcher de Rouen, et un historien (1817) pouvait écrire sans s'écarter de la vérité :

« Jeanne d'Arc sauva la France ; et les Français ne possèdent pas encore une seule histoire régulière et complète de cette héroïne.

« Jeanne d'Arc sauva la France ; et le seul monument que lui avait élevé, aux portes d'Orléans¹, la reconnaissance tardive de son roi, fut renversé sous le règne du dernier Valois² par la main des Français eux-mêmes.

« Jeanne d'Arc sauva la France ; et Corneille ni Racine n'ont embelli du charme de leurs vers le récit de ses exploits. Et au dix-huitième siècle, un homme

1. En 1458.

2. En 1567.

célèbre, Voltaire, ne consacrait, dans un poème sérieux, *qu'un vers et demi*¹ à la gloire de cette héroïne; et, dans une composition ignoble, en employait plus de vingt mille à la déshonorer. »

L'histoire de la Pucelle que l'auteur de ces lignes, Le Brun de Charmettes, sous-préfet de Saint-Calais, venait d'écrire et dont il tenait à motiver la publication, n'était que la seconde imprimée depuis quatre siècles, et la troisième composée sur ce sujet.

Comme historien de Jeanne d'Arc, Le Brun de Charmettes n'avait pour prédécesseurs qu'Edmond Richer, le célèbre docteur de Sorbonne, et l'érudit bien connu l'abbé Lenglet-Dufresnoy.

Edmond Richer écrivait son *Histoire de la Pucelle d'Orléans* de 1625 à 1630; mais il mourait sans avoir eu le temps de la faire imprimer, et les mille vingt-huit pages in-folio du manuscrit s'en allèrent dormir dans les cartons de la Bibliothèque du roi, d'un sommeil qui durait encore hier.

Elles furent néanmoins consultées avec fruit par Lenglet-Dufresnoy, qui leur emprunta les principaux élé-

1. ... *Et vous, brave amazone,*
La honte des Anglais et le soutien du trône!

(HENRIADE, chant VII.)

2. LE BRUN DE CHARMETTES. *Histoire de Jeanne d'Arc*, t. I, pp. II-V, Discours préliminaire. 4 vol. in-8°; Paris, 1817.

ments de l'ouvrage qu'il publiait en 1753-1754 sous ce titre :

Histoire de Jeanne d'Arc, vierge, héroïne et martyre d'Etat, suscitée par la Providence pour rétablir la monarchie française, tirée des procès et autres pièces originales du temps. (Trois tomes, petit in-8°, Paris et Orléans.)

On a reproché à l'ancien clergé de France son indifférence envers la mémoire de Jeanne d'Arc. Pour être juste, toutefois, on ne doit pas oublier que si, pendant trois cents ans, Jeanne n'a compté que deux historiens français, ces historiens sont deux ecclésiastiques, et que tous deux ont rendu un hommage sans réserve à son héroïsme et à ses vertus.

Lorsque Le Brun de Charmettes écrivait les lignes citées plus haut, les manuscrits des deux procès n'étaient point publiés ; mais ils avaient été, de la part du savant François de l'Averdy, l'objet d'une analyse et d'un travail considérable dont nous avons déjà signalé le mérite. Son mémoire, dont il donna communication à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ne compte pas moins de cinq cent quarante pages, petit in-4° : elles remplissent presque tout le tome III des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi* (1790).

Ce volume ne met pas seulement sous les yeux du lecteur tout ce que les deux procès contiennent de

détails pittoresques, de circonstances propres à frapper l'imagination ; il présente, en outre, un examen complet des manuscrits dans lesquels ils ont été reproduits, originaux et copies. L'Averdy en a étudié plus de trente, et, dans les notices qu'il en a données, si l'on relève « quelques omissions, quelques erreurs paléographiques, elles sont si peu importantes que le mérite de les relever devient nul ¹ ».

Pour être exact, observons que L'Averdy n'a pas été le premier érudit français qui ait étudié à fond les deux procès et qui ait consigné dans un mémoire écrit le résultat de ses recherches. Edmond Richer l'avait fait avant lui, et L'Averdy avait pris connaissance de son travail. Sur quatre livres, dont se compose son *Histoire de la Pucelle*, Richer consacre le deuxième et le troisième à l'exposé critique des deux procès et à la traduction d'une partie importante du texte.

Deux histoires de Jeanne d'Arc, dont l'une demeure manuscrite, trois, si l'on veut, en y joignant celle de Le Brun de Charmettes, deux analyses du texte des deux procès, l'une manuscrite, l'autre imprimée, voilà les ouvrages que, dans le premier tiers du dix-neuvième siècle, la France pouvait offrir aux érudits désireux d'étudier cette page de nos annales ².

1. Quicherat, dans le rapport dont il va bientôt être question.

2. Que le lecteur ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous sommes loin de vouloir dire que ces ouvrages soient les seuls qui méritent d'être consultés au sujet de Jeanne d'Arc ; encore moins

Les hommes de savoir qui composaient le Conseil de la *Société de l'Histoire de France* s'émurent de cet état de choses et bientôt remède y fut apporté.

A quelle occasion y pensèrent-ils, à quel moyen eurent-ils recours, les procès-verbaux de la Société vont nous l'apprendre.

II.

UN HISTORIEN ALLEMAND DE LA PUCELLE A PARIS EN 1839.

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Sur la fin de 1839, l'on apprenait à Paris qu'un étranger, le docteur Goerres, de Munich, préparait une nouvelle édition de l'ouvrage qu'il avait publié sur Jeanne d'Arc en allemand, sous ce titre :

Histoire de la Pucelle d'Orléans, d'après les actes de son Procès et les chroniques contemporaines.

que, ces ouvrages mis à part, la bibliographie de l'héroïne se réduit à peu de chose. Cette bibliographie est au contraire des plus considérables : le *Répertoire des sources historiques du moyen-âge* de M. Ulysse Chevalier, et le *Livre d'Or* de Jeanne d'Arc de M. P. Lanéry d'Arc (volume d'un millier de pages) le prouvent surabondamment. Les Orléanais aussi ont publié de nombreux écrits sur le siège de 1429. Mais ce qui n'est pas moins vrai, c'est que très peu d'auteurs avant le dix-neuvième siècle s'étaient occupés de l'histoire entière de la Pucelle, y compris l'étude du procès, et que les quatre historiens nommés sont les seuls qui puissent revendiquer ce mérite.

On trouvera, dans le *Journal des Savants* de novembre 1817, un article de Daunou qui apprécie fort judicieusement la tâche remplie par ces historiens et leur rend pleinement justice.

Les deux premières éditions avaient paru en un volume in-8°, l'édition nouvelle devait paraître en trois volumes. L'on donnait sur les projets du savant allemand de tels détails, « qu'il y aurait peu de chose à faire à ceux qui viendraient après lui ». Il s'était proposé d'exécuter un portrait achevé de Jeanne d'Arc, et aucun effort ne lui coûterait pour rechercher jusqu'aux traits les plus subtils de cette grande figure. Il s'était mis avec ardeur à dépouiller les dépôts littéraires qui pouvaient lui fournir quelques matériaux pour le monument qu'il préparait.

De la sorte, aux deux volumes qui raconteraient l'histoire de l'héroïne, s'ajouterait un troisième volume « contenant un grand nombre de pièces justificatives et le procès de revision publié dans sa forme originale, d'après les manuscrits de la Bibliothèque du Roi ».

Les projets de l'historien allemand de la Pucelle ne pouvaient rester ignorés de la Société de l'Histoire de France. Les membres du Conseil d'administration reçurent communication des bruits que nous venons de rapporter. Ils s'en émurent et, dans la séance du 2 décembre 1839, ils se demandèrent si le moment n'était pas venu de préparer « la publication d'un recueil des témoignages contemporains relatifs à Jeanne d'Arc¹ ».

1. *Bulletin de la Société de l'histoire de France* du 10 février 1840, p. 12.

Le 3 février suivant, un premier pas était fait.

« Le Comité de publication soumettait à l'examen du Conseil, comme pouvant être le sujet d'une publication intéressante, l'idée d'une *Collection des monuments relatifs au procès de Jeanne d'Arc*¹. »

« Il n'existe point encore, remarquait le rapporteur, de recueil imprimé de pièces originales et de témoignages contemporains sur Jeanne, et malgré l'analyse détaillée du procès de condamnation de 1431, et du procès de revision de 1455 et 1456, analyse donnée par M. de l'Averdy et insérée dans le tome III des *Notices des manuscrits* ; malgré le bel ouvrage de M. Le Brun de Charmettes en 4 volumes in-8° sur l'histoire de Jeanne ; malgré plusieurs beaux travaux de MM. Jollois, Buchon et autres écrivains distingués sur l'histoire et sur les monuments de Jeanne d'Arc, il serait encore possible, et même très utile, de publier un choix judicieusement fait de documents originaux contemporains sur cette héroïne.

« Le Comité, n'ayant point encore suffisamment apprécié quelles pourraient être l'étendue et l'importance de ce recueil de pièces relatives à Jeanne d'Arc, demanda qu'un commissaire spécialement désigné pour cet objet examinât la question et en fit un rapport au Conseil dans une prochaine séance.

« M. Lacabane (président de la Société de l'Ecole des

1. *Bulletin* du 10 mars, p. 21, séance du 3 février.

Chartes) fut prié par le Conseil de vouloir bien se charger de cet examen ¹. »

Le 6 avril suivant, « M. Lacabane faisait le rapport demandé par le Conseil sur le projet de publication des deux procès de Jeanne d'Arc ² ».

La question se précise.

Sans renoncer au « recueil de pièces relatives à Jeanne d'Arc », on a compris qu'il fallait d'abord s'occuper des deux procès et, dans la pensée de M. Lacabane, du procès de revision encore plus que du procès de condamnation.

« L'un et l'autre, dit-il, sont connus par les extraits qu'en a donnés M. de l'Averdy et par l'usage qu'en ont fait M. Le Brun de Charmettes, M. Berriat-Saint-Prix, et d'autres historiens dans leurs ouvrages.

« Mais si le *procès de condamnation* est publié pour la plus grande partie, il n'en est pas de même du *procès de revision* qui est presque entièrement inédit, et que rendent plus important les dépositions d'un grand nombre de témoins contemporains sur la vie privée de la Pucelle, témoins plus désintéressés et par conséquent plus véridiques que dans le procès de condamnation. Toutefois, ces deux procès s'éclairant mutuellement, M. le rapporteur est d'avis qu'il serait utile de les publier à peu près intégralement l'un et l'autre, et

1. *Bulletin...*, loc. cit.

2. *Bulletin* du 10 mai, pp. 60-61, séance du 6 avril 1840.

d'y ajouter, en outre, les pièces originales contemporaines les plus propres à jeter du jour sur l'histoire de Jeanne d'Arc. »

Après une échange de remarques en sens divers, « le Conseil, consulté sur la question de savoir si cette publication sera faite sous les auspices de la Société, l'adopte en principe à la presque unanimité, en s'en rapportant à l'éditeur, au commissaire responsable et au Comité de publication sur les retranchements qui seraient jugés les plus indispensables.

« Sont immédiatement désignés : pour éditeur, M. Quicherat, ancien élève de l'Ecole des Chartes; pour commissaire responsable, M. Jollois ¹. »

III.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ. — PUBLICATION DU PROJET ARRÊTÉ.

Le 11 mai suivant (1840), la Société de l'Histoire de France tenait son assemblée générale annuelle et le secrétaire, M. J. Desnoyers, dans son rapport sur les travaux de l'année, proclamait la décision arrêtée par le Conseil.

En vertu de cette décision, disait-il, « l'un des événements les plus importants, les plus merveilleux du

1. *Bulletin...*, loc. cit.

quinzième siècle, la mission et la vie de Jeanne d'Arc, recevra le plus grand jour de la publication intégrale des documents originaux des procès C'était à une Société française à justifier de nouveau le pays d'avoir laissé périr cette héroïne, et d'avoir trop tardé à venger sa mémoire ¹. »

La publication du *procès de condamnation*, ajoutait le rapporteur, aurait l'avantage d'en reproduire toutes les pièces avec « leur caractère original et vrai », et surtout de reproduire fidèlement les « interrogatoires ».

La publication du *procès de revision* ferait connaître un document plus important et plus neuf encore que le premier. Il emprunte son caractère d'originalité et son plus grand intérêt aux nombreuses dépositions des témoins de toutes les époques de la vie et des compagnons de l'enfance de Jeanne d'Arc ².

Le Conseil n'avait point encore adopté de plan définitif; mais quel qu'il fût, « vous pouvez être certains, Messieurs, concluait le secrétaire, que rien ne sera négligé de ce qui pourra donner la plus grande valeur à ce monument tout à fait national. Il contribuera à justifier la France du reproche qu'a trop justement mérité Charles VII, d'avoir laissé mourir victime de la plus illégale procédure, sans le moindre effort pour l'arracher au bûcher dressé par les ennemis de la

1. *Bulletin* du 10 juin 1840, pp. 87, 103.

2. *Ibid.*, pp. 103-105.

nation, la jeune et glorieuse héroïne qui proclamait ses droits royaux, même du haut du fatal échafaud, et que son caractère noble, son enthousiasme sincère, ses mœurs pures, son courage admirable dans un sexe si faible, ont élevée de la plus basse condition au niveau des plus célèbres guerriers de son temps ¹ ».

1. *Bulletin* cité, p. 105.

CHAPITRE II.

JULES QUICHERAT. — SON⁷ RAPPORT.

I.

COMMUNICATION DE J. QUICHERAT AU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Comme on peut le voir dans la notice insérée à la fin de la présente étude, l'érudit à qui la Société de l'Histoire de France venait de confier la publication des deux procès de la Pucelle était un tout jeune homme, sorti récemment de l'Ecole des Chartes, qui n'avait pas trente ans.

Né à Paris, le 11 octobre 1814, Jules-Etienne-Joseph Quicherat, frère cadet de Louis Quicherat le philologue, avait, comme son aîné, fait ses études au collège Sainte-Barbe dont il devait plus tard écrire l'histoire. En 1835, il entra en qualité d'élève pensionnaire à l'Ecole des Chartes; en 1837, il en sortait avec le diplôme d'archiviste paléographe.

C'était le temps où les anciens élèves de cette Ecole songeaient à fonder le recueil d'érudition connu sous le nom de *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*.

Jules Quicherat fut l'un des plus ardents promoteurs de cette création. Il y publia plusieurs articles ; le savoir et les qualités solides qui les distinguaient attirèrent sur lui l'attention du Conseil de la Société de l'Histoire de France. Le moment venu, ces messieurs n'hésitèrent pas à confier à ce jeune homme de vingt-six ans une tâche dont un savant de réputation se fût estimé honoré.

La Société n'eut qu'à s'en féliciter. Le 1^{er} juin 1840, quelques jours après l'assemblée générale, l'éditeur choisi faisait aux membres du Conseil une première communication en ces termes :

« Chargé par le Conseil de la publication des deux procès de Jeanne d'Arc, il n'a point encore arrêté de plan définitif : il n'a pu que jeter un coup d'œil rapide sur les nombreux manuscrits qu'il a à compulser et il ne pourrait, en ce moment, rien ajouter au rapport verbal qui a été fait au Conseil par M. Lacabane. Aussitôt que lui, J. Quicherat, sera en mesure de soumettre à MM. les membres du Conseil des détails plus précis, il s'empressera de le faire et de fixer, de concert avec eux, le plan définitif d'après lequel seront exécutés les travaux matériels de la publication. Il fera tous ses efforts pour que ces préliminaires soient achevés en août et que la transcription commence en septembre. Il ne négligera ni zèle ni activité dans l'accomplissement de la tâche dont il a été honoré, étant doublement excité à bien faire par la grandeur de l'objet, et par le

désir de répondre à la confiance que la Société a cru pouvoir placer en lui¹. »

Dans la séance du 31 août, M. J. Quicherat, fidèle à sa promesse, déposait son rapport sur les travaux préparatoires auxquels il s'était livré. La lecture et la discussion en furent renvoyés à une prochaine réunion².

Le 5 octobre suivant, « M. le secrétaire donna lecture du rapport ». Il fut décidé qu'il serait renvoyé à la Commission de publication, qui apprécierait les modifications dont il serait susceptible et les soumettrait au Conseil³.

Néanmoins, sous la rubrique *Variétés*, le Bulletin du mois, en attendant les décisions du Conseil d'administration, insérait le texte de M. J. Quicherat.

Essayons d'en dégager les idées principales⁴.

II.

RAPPORT SUR LE PROJET DE PUBLICATION DES DEUX PROCÈS DE JEANNE D'ARC.

Ce rapport débute comme il suit :

« Messieurs, d'après la promesse à laquelle je me suis engagé, j'ai l'honneur de vous adresser quelques

1. *Bulletin* du 10 juillet 1840, séance du 1^{er} juin, p. 4.

2. *Bulletin* du 10 octobre 1840, p. 48.

3. *Bulletin* du 10 novembre 1840.

4. Le lecteur trouvera ce rapport *in extenso* à la fin du volume.

notes qui, malgré ce qu'elles ont d'incomplet, vous suffiront, je pense, pour arrêter dès à présent les bases de la publication dont la Société de l'Histoire de France a bien voulu me charger ¹. »

La première chose qu'il ait faite, remarque-t-il, a été de « vérifier le grand travail de M. de l'Averdy » sur les manuscrits de la Bibliothèque royale. Il a constaté que les omissions et erreurs paléographiques relevées dans les Notices de cet érudit étaient de nulle importance, et il s'est convaincu par cet examen que les anciens manuscrits du Roi sont et demeurent encore aujourd'hui les meilleurs et les plus complets.

Un point fondamental à fixer était celui-ci :

Convenait-il de publier intégralement les deux procès, ou devait-on se borner à donner des extraits de l'un et de l'autre ?

M. J. Quicherat avait d'abord été tenté de proposer la suppression des procédures : l'étude des originaux le fit changer d'opinion. « J'ai trouvé, dit-il, dans les actes produits, comme dans ceux qui ont été rédigés aux séances, bien des particularités dignes d'être recueillies... Sans doute l'iniquité du premier tribunal n'a échappé à personne ; mais a-t-on fait ressortir assez comb'en de ressources et de faux-fuyants elle trouvait dans les formalités tortueuses et arbitraires du Saint-Office ? Et quant à la revision, a-t-on jamais exposé

1. *Bulletin* cité, p. 57 et suiv.

avec l'insistance nécessaire tout ce qu'elle avait de grave, de solennel, d'inouï même, puisque, dans cette procédure sans exemple, l'Eglise infailible mettait à néant toute une affaire instruite et jugée par l'Eglise? Ce sont là des points essentiels que la publication intégrale peut seule mettre en évidence. »

Passant à des considérations plus générales, l'auteur ajoutait :

« L'objet de vos efforts est de mettre à la portée de tous, les documents utiles que les manuscrits recèlent pour un petit nombre d'adeptes. C'est cette publicité qui constitue les services que vos livres rendent aux études sérieuses. Réduisez à des extraits l'impression d'un monument qui forme un tout à lui seul, vous risquez de ne plus atteindre votre but, car vous ne dispensez plus les travailleurs de recourir aux originaux. »

Fort de ces raisons, M. J. Quicherat propose aux membres du Conseil l'impression intégrale des deux procès, et désigne les manuscrits qui lui semblent devoir fournir la copie authentique. Au manuscrit du procès de condamnation se joindrait les quinze feuillets du manuscrit de d'Urfé qui reproduisent le français d'une partie des interrogatoires, et que l'on mettrait en regard du latin.

« Des circulaires apologétiques émanées du gouvernement anglais et de l'Université de Paris; un libelle diffamatoire sur les derniers moments de Jeanne d'Arc,

composé par l'ordre de Pierre Cauchon », viendraient comme appendice à la condamnation.

Le procès de revision, d'après J. Quicherat, sera un « monument énorme qui, sous tous les rapports, formera la partie capitale de la publication. On conçoit facilement quels doivent être l'intérêt et l'abondance des matières fournies par une action solennelle où furent entendues comme témoins les personnes qui avaient connu ou vu la Pucelle. Trois informations et quatre enquêtes ordonnées par le tribunal ont fourni jusqu'à cent quarante-quatre dépositions dignes d'être consignées. Ces témoignages sont, sans contredit, les plus précieux matériaux de l'histoire de Jeanne d'Arc ».

Le manuscrit sur lequel l'éditeur a l'intention de prendre sa copie est le manuscrit 138 du fonds Notre-Dame, expédition authentique délivrée à Guillaume Chartier, évêque de Paris, juge délégué par le pape Calixte III. Seraient exclus de la publication, comme n'atteignant pas le but qu'elle vise, les sept mémoires consultatifs qui furent produits au tribunal entre l'achèvement des procédures et le prononcé du jugement, ainsi que la Récapitulation générale (celle de l'inquisiteur Jean Bréhal) des moyens contenus dans ces mémoires.

Comme complément naturel et indispensable de tout l'ouvrage, on réunirait les divers documents que le quinzième siècle nous a laissés sur l'héroïne, fragments de chroniques, poèmes, actes officiels, etc.

« Telles sont, Messieurs, dit en finissant l'auteur du Rapport, les vues que j'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation. En m'accordant les moyens d'une exécution qui réponde à la grandeur du sujet, vous assurerez à la Société de l'Histoire de France l'honneur de ne reculer devant aucun sacrifice, lorsqu'il s'agit d'accomplir une œuvre dont se réjouiront à la fois les amis de la science et ceux de la patrie¹. »

III.

DISCUSSION DU RAPPORT QUI PRÉCÈDE. — IL EST ADOPTÉ.

Le 2 novembre 1840, le Conseil d'administration, réuni en séance ordinaire, discutait le rapport que nous venons d'analyser et se prononçait définitivement sur les propositions qui lui étaient soumises. Ce fut M. Guérard qui, au nom du Comité de publication, approuvant sans réserve le plan de M. J. Quicherat, fut d'avis qu'on l'adoptât entièrement.

« D'après le projet de l'éditeur, approuvé par la Commission, dit M. Guérard, l'ouvrage devra se composer de quatre volumes. Le premier contiendra le *procès de condamnation*, avec quelques documents officiels qui le concernent ; les deuxième et troisième, le *procès de revision*, et le quatrième, des fragments, la plupart

1. *Bulletin* du 10 novembre 1840, pp. 57-65.

inédits, relatifs à la vie de Jeanne d'Arc, soit de pièces originales officielles, soit d'extraits d'historiens contemporains.

« La Commission, ayant examiné les manuscrits proposés par M. Quicherat, comme devant servir de base aux différentes parties de ce recueil, les a considérés, ainsi que lui, comme préférables à tous les autres. Le manuscrit du procès de condamnation regardé comme le meilleur (ms. latin n° 5960, celui que M. de l'Averdy a décrit sous le n° 2 de sa notice) est un recueil rédigé par ordre de l'autorité postérieurement à l'événement, d'après les pièces originales, perdues depuis, et dont il contient la traduction latine et un choix des plus importants. On joindrait à ce premier volume les fragments d'interrogatoires, en français, conservés dans le manuscrit de d'Urfé, et dont la concordance parfaite avec les parties correspondantes de la rédaction latine servira à prouver l'exactitude de celle-ci, et à lui donner la même autorité qu'aux textes originaux eux-mêmes.

« La deuxième partie, celle qui contiendra le procès de revision, quoique beaucoup plus étendue, puisqu'elle formera deux volumes, n'a pas paru à la Commission susceptible d'être abrégée; car elle se bornera aux pièces originales authentiques, en écartant les nombreux écrits ou *factums* rédigés de seconde main, à l'occasion de ce procès, par des docteurs, des membres du clergé, des magistrats, en vue d'éclai-

rer ou de corroborer la conscience des nouveaux juges.

« Le dernier volume semble indispensable pour grouper dans un même recueil, à côté de ces deux monuments authentiques, tous les renseignements originaux que l'histoire contemporaine nous a transmis sur l'héroïne. La Commission pense qu'en adoptant le plan proposé, il ne sera pas possible de donner plus tard une édition plus complète des documents authentiques, quoiqu'on puisse trouver peut-être, dans différents recueils, des pièces d'un moindre intérêt, d'une bien moindre valeur, et dont l'impression accroîtrait inutilement l'étendue de l'édition telle qu'elle est proposée. »

M. Michelet, qui s'est beaucoup occupé de l'époque de Jeanne d'Arc, appuie les conclusions de la Commission et insiste sur le vif intérêt et l'utilité que lui paraît devoir offrir cette publication. Il trouve difficile de rien retrancher des pièces officielles des deux procès. « Jusqu'ici, dit-il, on s'est trop attaché à l'intérêt dramatique qu'ils présentent. Mais ce qui est plus propre à éclairer l'histoire, c'est la série continue et la liaison des faits et des témoignages, c'est leur déduction naturelle, dont on ne peut se faire une idée d'après les analyses et les extraits qui en ont été donnés jusqu'ici. L'ensemble des deux procès est le plus complet que l'histoire du moyen âge nous ait transmis. La portion des interrogatoires en français qui a été conservée

reproduit presque certainement les réponses textuelles de Jeanne d'Arc. C'est le plus ancien procès dont la rédaction française ait été en partie conservée, et, sous ces différents aspects, il offre encore plus d'intérêt que le procès des Templiers. »

En conséquence de ces observations, « le Conseil adopte à l'unanimité le plan de publication des deux procès de Jeanne d'Arc, en quatre volumes, tel qu'il a été présenté par M. Quicherat et approuvé par la Commission »¹.

IV.

PUBLICATION DU TEXTE DES DEUX PROCÈS (1841-1849).

Le jeune paléographe ne fit pas longtemps attendre le travail dont il était chargé : la Société qui le lui avait confié n'eut qu'à se louer de sa conscience et de son zèle. Seulement, au lieu de quatre volumes, la publication en compta un cinquième devenu indispensable à cause de l'abondance et de l'intérêt des matières.

A la date du 1^{er} août 1841, c'est-à-dire neuf mois après la décision prise par le Conseil d'administration, le commissaire responsable désigné avait reçu communication du texte d'un premier volume, et il déclarait

1. *Bulletin* du 10 janvier 1841, pp. 79-80, séance du 2 novembre 1840.

qu'il « lui paraissait digne d'être publié par la Société de l'Histoire de France ».

Signé : JOLLOIS ;

Certifié :

Le Secrétaire de la Société :

J. DESNOYERS.

Avant la fin de cette année 1841, ce premier volume, contenant le procès de condamnation de la Pucelle, voyait le jour en un in-8° de 507 pages, à Paris, chez Jules Renouard, libraire de la Société.

La première partie du procès de réhabilitation (t. II de la publication) paraissait en 1844, et la deuxième (t. III) en 1845.

A la première page de ce tome III, figure l'attestation du Commissaire responsable déclarant « que le travail de M. JULES QUICHERAT sur le PROCÈS DE RÉHABILITATION DE JEANNE D'ARC lui a paru digne d'être publié par la *Société de l'Histoire de France*. —

Fait à Paris, le 16 janvier 1844.

Signé : Ch. LENORMANT.

Certifié :

Le Secrétaire : J. DESNOYERS.

En 1847 le tome IV contenant « *les suites aux Procès de JEANNE D'ARC* » était livré au public, et en 1849 le tome V auquel, outre « *les suites aux Procès de*

Jeanne d'Arc », était jointe une « notice littéraire sur les mêmes Procès ».

En tête de chacun de ces derniers volumes on lit les approbations de MM. Charles Lenormant et J. Desnoyers ; l'une à la date du 31 janvier 1847, l'autre à celle du 30 décembre 1849. Une table analytique des matières traitées dans les cinq volumes termine l'ouvrage.

CHAPITRE III.

EFFETS PRODUITS PAR LA PUBLICATION DES DEUX PROCÈS.

(1850-1904.)

Il en est des productions de l'esprit comme des actions dignes de mémoire : parfois le mérite en est reconnu dès le premier moment; d'autres fois, il ne l'est que tard et le temps seul le met en lumière. Près de cinq siècles — ne l'oublions pas — se sont écoulés avant que la France et le monde civilisé reconnussent l'héroïsme hors de pair de Jeanne d'Arc et lui rendissent un suprême hommage.

Le temps n'a pas été nécessaire pour faire aux deux procès publiés par la Société de l'Histoire de France la place d'honneur qui leur appartient à titre de documents nationaux. L'importance et l'intérêt en furent signalés le jour même de leur publication, et, depuis, ils n'ont fait que s'affirmer chaque année davantage. Savants et historiens conviennent que cette édition des deux procès fait autorité à l'égale des manuscrits mêmes.

L'on pourra concevoir une idée sommaire des heureux effets qu'a produits l'initiative patriotique de la Société de l'Histoire de France, en considérant les avan-

tages que les érudits, la France et l'Eglise catholique en ont retirés.

Signalons en premier lieu le mouvement littéraire et artistique dont la figure de Jeanne a été l'objet, et les nombreux et remarquables travaux que ses dits et faits ont inspirés.

Grâce à ces travaux et à la publication qui en a été le point de départ, la cause de béatification de la vierge française a pu être introduite.

Cette même publication a provoqué chez les historiens et mis à l'ordre du jour une revision véritable de l'histoire de la Pucelle : revision qui, arrêtant le jugement à porter sur son héroïsme, détermine le rang qui lui revient parmi les serviteurs du pays et les héroïnes de tous les temps.

Disons quelques mots des deux premiers de ces effets, le troisième devant être traité amplement au cours de la présente Étude.

I.

DU MOUVEMENT INTELLECTUEL DONT LA PUBLICATION DES DEUX PROCÈS A ÉTÉ L'OCCASION.

On n'a pas oublié l'impression que produisirent sur quelques membres de la Société de l'Histoire de France la présence à Paris de l'historien allemand Guido Goerres et les déclarations peu modestes auxquelles il se livrait. Ces messieurs, les prenant au sérieux,

appréhendaient qu'il ne s'emparât de la question de Jeanne d'Arc, qu'il ne la traitât à fond, et ne laissât presque rien à faire et à dire à ceux qui viendraient après lui¹.

Lorsque le Conseil d'administration eut arrêté les lignes du projet que le Comité de publication lui avait soumis, ces appréhensions étaient à peu près dissipées.

Lorsque l'éditeur désigné, Jules Quicherat, eut exposé à Messieurs du Conseil le plan qu'il avait dessein de suivre, la conviction s'établit que, « en adoptant le plan proposé, il ne serait pas possible à l'avenir de donner une édition plus complète des documents authentiques »².

Cette espérance aurait-elle été déçue?

Dans les cinquante années qui ont suivi la publication projetée, a-t-on vu des savants français ou étrangers, faisant autorité, juger que l'œuvre exécutée était à refaire soit totalement, soit partiellement?

Un point excepté dont nous parlerons au chapitre suivant, les faits donnent à ces questions une réponse négative. Depuis 1850, une bibliographie considérable a vu le jour sur le sujet de la Pucelle. Toutefois aucun savant, aucun historien n'a émis l'opinion qu'il y aurait lieu de reprendre en sous-œuvre la publication des deux procès ou des Chroniques qui les accompagnent. Au

1. *Bulletin* du 10 février 1840, p. 12.

2. *Bulletin* du 10 janvier 1841, pp. 79, 80.

contraire, toutes les monographies, études critiques, histoires publiées dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle ont pris les cinq volumes de J. Quicherat pour base, et il n'est pas d'écrivain qui n'en ait proclamé la valeur et reconnu l'utilité. Si on mettait à part les centaines d'ouvrages en ce genre parus depuis 1850, il n'y aurait qu'une voix pour assurer que ces ouvrages ne vaudraient jamais, à titre de sources documentaires, les cinq volumes en question, et qu'ils ne les remplaceraient pas.

Cet hommage rendu à la Société et à son œuvre, rappelons le mouvement dont cette œuvre a été l'occasion; mouvement artistique et littéraire dans toute l'acception des mots.

Littéraire, il s'est étendu aux recherches d'érudition, à l'histoire proprement dite, à la poésie, à l'éloquence.

Artistique, bon nombre d'œuvres remarquables en musique, peinture, statuaire en ont été l'effet.

On a commencé par des recherches d'érudition sur tous les points se rapportant aux dits et gestes de l'héroïne, par des histoires écrites d'après les interrogatoires, les enquêtes et autres pièces des deux procès. On a fouillé les bibliothèques publiques, les archives des hôtels de ville et celles des particuliers. On a donné de nouvelles et savantes éditions des chroniques du temps; et de cet ensemble de travaux s'est dégagée une revision à peu près totale de l'histoire de notre grande Française.

Parini ces travaux, les uns, comme ceux de Siméon Luce, de MM. de Bouteiller et de Braux, de Boucher de Molandon, ont dissipé les ombres qui subsistaient encore sur l'enfance, l'adolescence et la famille de la Pucelle ; les autres, comme ceux des érudits orléanais, ont décrit dans les moindres détails le siège de 1429. Qu'on ajoute à ces travaux ceux de Vallet de Viriville et de Du Fresne de Beaucourt sur Charles VII, les recherches du Père dominicain Henri Denifle sur l'Université de Paris au quinzième siècle, les éditions nouvelles du *Journal d'un bourgeois de Paris*, des chroniques de Gruel, Monstrelet, Georges Chastellain, les notes si exactes de M. Germain Lefèvre-Pontalis sur la partie de la chronique Morosini qui regarde Jeanne d'Arc, et l'on conviendra que la Société de l'Histoire de France, en faisant éditer les deux procès, a exécuté une œuvre aussi glorieuse pour elle que féconde pour l'histoire de La Pucelle.

Si l'on tenait à s'en rendre mieux compte, le *Répertoire des sources historiques du moyen âge*, qui a pour auteur M. le chanoine Ulysse Chevalier, en fournirait un moyen aisé. Qu'on veuille bien ouvrir ce Répertoire au mot « Jeanne d'Arc » : on verra se dérouler aussitôt soixante-neuf pages de quarante et une lignes chacune, remplies des titres des études, monographies, histoires, discours, poèmes, écrits de tout genre composés sur ce sujet national depuis la publication de J. Quicherat, ce qui représente environ

sept cents ouvrages distincts, dont plus de cent histoires et récits¹. Encore une fois, à qui revient le mérite d'avoir provoqué ces travaux ? A la Société de l'Histoire de France et à sa généreuse résolution.

Avec ce mouvement d'érudition historique s'est produit un mouvement artistique et littéraire non moins accusé. Les poèmes lyriques ou dramatiques, les panégyriques, les discours, les pièces d'éloquence en l'honneur de la Pucelle n'ont cessé de se succéder depuis 1850. De leur côté, les artistes peintres, musiciens, statuaires l'ont célébrée à l'envi. Les fresques du Panthéon, les verrières de la cathédrale d'Orléans racontent ses hauts faits : les voûtes de Notre-Dame de Paris et de Reims ont retenti des harmonies qu'elle a inspirées.

Et des statues dont les Frémiet, les A. Mercié, les Dubois ont peuplé les musées de nos grandes villes et couvert les places de la capitale, que pourrions-nous dire ? Qu'elles font grand honneur à l'Ecole française, qu'elles accusent la fécondité de son génie et la vitalité de son patriotisme. Elles nous font ressouvenir d'un mot écrit par le premier historien de Jeanne, il y aura bientôt trois cents ans.

« Cette Pucelle, disait Edmond Richer, devrait avoir autant de statues de bronze en France, que jadis on en

1. M. U. Chevalier a fait faire un tirage à part de cet article, à l'usage des érudits qu'intéresse spécialement l'histoire de Jeanne d'Arc. Valence, in-32, mars 1905.

dressa à Démétrius de Phalères, le méritant mieux¹. »

Encore quelques années, et ce souhait du vieil historien sera exaucé. Il n'est guère de mois, depuis l'ouverture du procès de béatification, durant lequel les feuilles publiques n'annoncent l'inauguration, dans quelque ville ou bourgade, d'un monument commémoratif de Jeanne la Pucelle.

Il nous semble que les nouvelles de cette nature doivent être accueillies avec joie au siège de la Société de l'Histoire de France. Elle est bien un peu la cause des acclamations qui s'élèvent de tous les points du territoire en l'honneur de l'héroïne. Si les esprits, profondément divisés en notre malheureux pays, en viennent jamais à s'entendre et à s'unir, ils le feront autour de l'image de la grande Française, et la Société qui en a ravivé l'éclat pourra se rendre à elle-même le témoignage qu'elle y a été pour beaucoup.

II.

LA PUBLICATION DES DEUX PROCÈS ET LA BÉATIFICATION DE JEANNE D'ARC.

Nous avons mentionné tout à l'heure le procès qui se juge actuellement à Rome, et qui permet d'espérer la béatification prochaine de Jeanne d'Arc. Si nous

1. *Histoire manuscrite*, Bibliothèque nationale, Fonds français, 10448, livre I^{er}, folio 35, verso.

ajoutions que, sans la décision prise en 1840 par le Conseil de la Société de l'Histoire de France, cette cause n'eût pas été introduite, et, supposé qu'elle l'eût été, n'eût pas fait les progrès qu'elle a faits, nous surprendrions beaucoup de lecteurs, et néanmoins nous ne dirions que la vérité.

Pour introduire la cause de la servante de Dieu par devant le tribunal de la Congrégation des Rites, plus de quatre cents ans après sa mort, il fallait pouvoir invoquer des sources historiques d'une autorité exceptionnelle, et il fallait que les juges du tribunal les eussent à leur disposition.

Sans doute, les sources existaient, on savait où les trouver; mais avant 1840-49, elles n'étaient pas aisément accessibles, et elles ne pouvaient être mises facilement à la disposition des personnages qui en eussent eu besoin.

Lorsque le grand évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup, invita les évêques de France à soumettre au tribunal du chef de l'Eglise la cause de la canonisation de la Pucelle, on n'avait plus à se préoccuper de ces difficultés : la Société de l'Histoire de France avait fait le nécessaire, les deux procès étaient imprimés, et la pureté du texte en avait été reconnue.

En ces conditions, rien de plus simple, pour les consultants de la Sacrée Congrégation des Rites et pour les avocats de la cause, que de se renseigner à bonne source; rien de plus facile que de vérifier l'exactitude

des faits allégués en vue d'établir que la servante de Dieu avait pratiqué à un degré héroïque les vertus chrétiennes et celles de son état.

Supposez qu'il en eût été autrement, que l'on eût dû s'enquérir d'abord de savants capables de mener à bien l'œuvre exécutée par J. Quicherat, et attendre qu'ils eussent rempli leur tâche à la satisfaction de tous, quel laps de temps eût été nécessaire ? N'aurait-on pas vu les déceptions succéder aux déceptions ? N'eût-il pas surgi de ces obstacles qui rendent inutiles les meilleures volontés ? Peut-être n'en serions-nous pas encore au décret déclarant Jeanne d'Arc vénérable.

Cette conjecture est d'autant plus fondée, que la grande bataille dont le décret sur l'héroïcité des vertus de la servante de Dieu a été le résultat, s'est livrée sur le terrain de l'histoire et sur un terrain où la bêche de Pierre Cauchon avait passé. Les enquêtes préliminaires de la béatification n'ont elles-mêmes abouti que grâce à la connaissance que les témoins cités avaient du texte des deux procès. C'est sur ce texte que les hommes distingués entendus à Orléans par la Commission diocésaine, MM. Godefroy Kurth, Bague-nault de Puchesse, Georges Goyau, Marius Sepet, de la Rocheterie, ont basé leurs dépositions. Qu'on ouvre le volume qui a pour titre : *Positio super Virtutibus*, (in-4° de 527 pages, Romæ, Typis de propaganda fide, MCMI), aux pages 9, 10 et 11, on y lira des déclarations comme celles-ci :

M. Marius SEPET, page 10 :

« J'ai puisé la connaissance que j'ai de la vie de Jeanne d'Arc dans les documents recueillis par M. Quicherat (publication de la Société de l'Histoire de France).

M. le comte BAGUENAUT DE PUCHESSE, p. 11 :

« J'ai fait des lectures variées sur Jeanne d'Arc. J'ai lu, dans le texte, les procès publiés par Quicherat. »

M. Georges GOYAU, p. 9 :

« J'ai consulté le procès de condamnation, et j'ai lu du procès de réhabilitation ce qui en est publié dans certains dossiers de la cause. »

M. Godefroy KURTH, p. 9 :

« J'ai étudié tout le procès tel qu'il a été publié par Quicherat. »

Prenons maintenant le volume qui contient, d'un côté les 86 pages d'*Animadversiones* ou objections du Promoteur de la foi, M^{sr} Lugari, de l'autre les 206 pages de réponses des avocats de la cause (*Positio super virtutibus*, in-4^o, même imprimerie, même date), nous y verrons que les 26 pages in-4^o d'objections, à l'appui des 60 pages de considérations qui précèdent, sont toutes sans exception extraites des deux procès de J. Quicherat. Pour réfuter ces objections, les avocats sont obligés, eux aussi, de s'occuper des textes auxquels on les a empruntées. De la sorte, comme nous le disions il n'y a qu'un instant, c'est bien sur le terrain de l'histoire, tel que l'a préparé la publication de la Société de

L'Histoire de France, que s'est livrée la bataille dont l'héroïcité de Jeanne est sortie victorieuse, et si nous avons la joie de voir la servante de Dieu prochainement béatifiée, c'est à cette Société littéraire et française que nous le devons en grande partie.

Quand bien même les cinq volumes publiés par ses soins ne seraient pas ceux que les consultants de la Congrégation des Rites ont ouverts le plus souvent, ces volumes n'en ont pas moins exercé sur eux et autour d'eux une influence considérable par les travaux dont ils ont été l'occasion depuis cinquante ans, et par la revision critique de l'histoire entière de Jeanne qu'ils ont provoquée.

Cette revision est une chose trop importante pour que nous nous bornions à l'indiquer. Nous nous en occuperons comme il convient, après avoir exposé brièvement les *desiderata* qu'a suggérés à quelques érudits l'étude attentive de l'édition préparée par Jules Quicherat.

CHAPITRE IV.

DESIDERATA DE L'ÉDITION DES DEUX PROCÈS.

Est-ce à dire que les cinq volumes publiés par Jules Quicherat au nom de la Société de l'Histoire de France, cette œuvre si substantielle, si respectueuse des opinions et des croyances qu'on n'y rencontre aucune page susceptible de froisser le lecteur, n'aient été l'objet d'aucun *desideratum* ?

Ce serait bien extraordinaire.

Qu'on ne s'étonne donc pas si, en ce qui regarde la réhabilitation, des érudits peu exigeants regrettent que le texte des mémoires soumis aux délégués pontificaux n'ait pas été publié, en tout ou dans ses principales parties, à la place qui leur a été assignée dans le procès, ou du moins après la sentence elle-même.

En ce qui concerne la connaissance que les historiens de Jeanne ont eue des deux procès et l'usage qu'ils en ont fait, ces mêmes érudits estiment que la notice littéraire de l'éditeur ne rend pas au premier historien en date de la Pucelle, Edmond Richer, la justice qui lui est due.

Quelques mots sur chacun de ces points.

I.

DES MÉMOIRES CONSULTATIFS DU PROCÈS DE RÉHABILITATION.

Ces mémoires, au nombre de sept, sans compter la *Recollectio* de l'inquisiteur Jean Bréhal, ne se trouvent que dans un seul des manuscrits authentiques du procès, celui du fonds latin coté n° 5970.

Juiles Quicherat se demanda si, dans son rapport, il en proposerait la publication au Conseil de la Société. Réflexion faite, il se prononça pour la négative, par la raison que « le caractère de ces mémoires les excluait du genre de monuments qu'il était du désir et dans les attributions du Conseil de publier ».

En effet, ajoutait le jeune paléographe, ces mémoires sont des écrits « de discipline et de dogme. Ils roulent uniquement sur un fait et sur un principe : le fait, c'est un jugement suspect dont ils sont destinés à signaler les vices ; le principe, c'est la révélation divine dont ils prétendent établir les caractères de telle façon qu'il soit visible qu'une femme vouée au métier des armes ait pu y participer. Vainement donc vous chercheriez là quelque notion nouvelle sur Jeanne d'Arc ».

L'auteur du rapport n'oublia pas de signaler le « dénûment absolu de génie que ces compositions présentent et l'ennui mortel qu'elles provoquent ». Sa conclusion fut que les seuls « casuistes et théologiens peu-

vent lire avec fruits ces sortes de dissertations, et c'est à eux qu'il faut laisser le soin de les imprimer ¹ ».

Cette argumentation de J. Quicherat ne trahit qu'un sentiment : la crainte d'avoir à préparer le texte de travaux ressortissant à deux sciences pour lesquelles il avait peu de goût, qu'il ignorait encore, et qu'il eût été dans l'obligation d'étudier, n'ayant pas eu jusque-là le loisir de les apprendre. Ces deux sciences étaient la théologie et le droit canon : elles sont invoquées à chaque page dans les mémoires consultatifs du procès de revision.

Mais — en quoi perce l'inexpérience du rapporteur — il est question dans ces mémoires de bien d'autres choses que du fait et du principe qu'il allègue ; il y est question de tous les faits sur lesquels portait le procès. J. Quicherat avait oublié la remarque du judicieux L'Averdy. « Ce procès, écrivait ce critique, n'est qu'un composé de révélations et d'apparitions. Jeanne y paraît toujours comme ayant été l'objet des visites fré-

1. Peut-être, à ce moment, J. Quicherat songeait-il à ses *Aperçus nouveaux* et au plan qu'il avait intérêt à adopter. Présenter comme dépourvus d'intérêt les mémoires consultatifs de la réhabilitation n'était pas du temps perdu. Ce discrédit excusait le futur critique de ne pas prendre ces mémoires au sérieux et, le cas échéant, de ne pas leur opposer de réfutation.

Pourtant, il fallait bien que les questions traitées en ces mémoires fussent d'un intérêt réel pour le procès de Rouen et pour la Pucelle elle-même, quand on voit J. Quicherat consacrer seize chapitres de ses *Aperçus nouveaux* sur vingt-six, à traiter des matières discutées en ces mémoires.

quentes de l'ange saint Michel, et des visites journalières de sainte Catherine et de sainte Marguerite ; de n'avoir agi, parlé, et répondu toute sa vie que par leurs ordres et en vertu de leurs révélations ¹. »

Ce qui n'empêche pas qu'il ne soit à chaque instant question, dans le même procès comme dans les mémoires qui l'étudient, des dits et gestes de la Pucelle, de ses chevauchées, de ses faits d'armes, et en général de la vie qu'elle avait menée soit dans son petit village, soit au cours de sa mission guerrière. Le procès de condamnation étant ce qu'il est, non un poème épique ou une pastorale, les maîtres qui en ont examiné la valeur juridique ont dû composer, non des discours académiques ou des essais de critique littéraire, mais des études fortement motivées, établissant que Jeanne n'était point le jouet de l'esprit du mal, que sa conduite était au-dessus de tout reproche, et qu'il n'existait aucune loi ecclésiastique lui interdisant de poursuivre l'œuvre qu'elle avait commencée ².

Il nous plaît de penser que la Société de l'Histoire de France s'arrêta aux conclusions du rapporteur, à cause des frais qu'il eût fallu ajouter à une dépense déjà fort élevée, et qu'elle regretta de laisser de côté cette partie des pièces du procès de revision.

1. *Notices...*, t. III, p. 23.

2. Voir sur ce sujet, *Histoire complète de Jeanne d'Arc*, t. III, pp. 536, 638-641, et *Voix et visions*, appendice II, pp. 542-558, première série des *Etudes critiques*, in-8°, Paris, Poussielgue, 1903.

Il n'en est pas moins vrai que, à la suite de cette résolution suggérée par les circonstances, la publication du procès de 1456 est demeurée incomplète. Une lacune, un vide subsistent. Ne pourrait-on pas reprendre le projet de les combler? La dépense portant, non plus sur sept volumes, mais sur un ou deux seulement, ne surchargerait pas le budget de la Société.

On prétend que ces mémoires ne nous apprennent rien de nouveau sur la Pucelle. — Ils ne nous apprennent pas, si l'on veut, de fait particulier nouveau, mais ils mettent en lumière le fait supérieur de sa grandeur morale et de son héroïsme intégral. Ce fait n'est-il pas d'une importance souveraine et d'ordre essentiellement historique? Il ne suffit pas à la France de savoir que, en 1456, la suppliciée de Rouen, son enfant à elle, sa glorieuse Libératrice, a été réhabilitée; elle tient plus encore à savoir si elle l'a été conformément aux règles du droit humain et de la justice éternelle. Qu'on mette à la portée des érudits une édition correcte des mémoires qui établissent la justice de ce grand acte, et les obscurités seront plus aisément, plus complètement dissipées.

Si ces Messieurs de la Société de l'Histoire de France renonçaient à mettre la dernière main à l'œuvre nationale exécutée en sa principale partie, de 1840 à 1849, il y aurait grandement à craindre que les théologiens et les casuistes ne se préoccupassent que peu de la publication de ces documents. Jusqu'à présent, les

docteurs et professeurs de Sorbonne, Edmond Richer excepté, n'ont considéré Jeanne d'Arc que de très loin.

Aussi n'est-ce pas au nom de la théologie, mais au nom de l'érudition française qu'une édition soigneusement revue des mémoires consultatifs de la réhabilitation paraît désirable. Le monde savant apprendrait avec satisfaction qu'un autre J. Quicherat s'occupe d'en établir le texte de façon irréprochable, et qu'il l'accompagne de notes propres à éclairer et intéresser le lecteur¹.

II.

JUSTICE A RENDRE AU PREMIER HISTORIEN EN DATE DE LA PUCELLE.

Le désir de voir briller en tout son éclat l'innocence de Jeanne d'Arc a inspiré le regret que nous venons d'exprimer. Le désir de voir rendre au premier histo-

1. Ce travail a été exécuté pour la *Recollectio* de l'Inquisiteur Jean Bréhal par les RR. PP. Belon et Balme, 1 vol. in-8°, Paris, Lethielleux, 1893.

M^r Lanéry d'Arc, avocat à Aix, en publiant chez A. Picard les *Mémoires de la réhabilitation*, a rendu aux érudits un véritable service. Malheureusement, le texte laisse beaucoup à désirer sous le rapport de la correction, et les notes explicatives font à peu près totalement défaut. Pourquoi M. Lanéry d'Arc ne reverrait-il et ne compléterait-il pas sa publication? Les RR. PP. dominicains Belon et Balme ont donné, dans leur édition de Jean Bréhal, un exemple qui mérite d'être suivi.

rien en date de l'héroïne la part d'éloges qu'il paraît avoir méritée, a suggéré les observations que nous nous permettons d'ajouter.

De même que nous eussions applaudi au projet de ne pas disjoindre du procès de revision les mémoires consultatifs soumis aux délégués du Saint-Siège, de même nous eussions été heureux de voir J. Quicherat, dans la *Notice littéraire* de son cinquième volume, donner sur l'historien en question, sur l'originalité de son œuvre, sur l'emploi qu'il a fait du texte et des manuscrits des deux procès, autant de détails qu'il en a donnés sur les travaux de Lenglet-Dufresnoy, de L'Averdy et de Le Brun de Charmettes¹.

Edmond Richer, l'historien dont nous parlons, était prêtre et Français.

Il n'était pas indifférent à des Français d'apprendre que, dès le premier quart du dix-septième siècle, un prêtre français avait écrit, de la Pucelle, une histoire qui, en somme, faisait honneur à l'héroïne et au pays.

Supprimez l'œuvre de Richer, et vous serez obligé d'avouer que, de 1431 à 1753, c'est-à-dire dans un laps de temps de plus de trois cents ans, il ne se serait pas rencontré un seul écrivain français qui eût songé à écrire l'histoire de la jeune fille sans laquelle la France serait actuellement une province anglaise.

1. Sur Edmond Richer, voir la Notice qui le concerne dans nos *Etudes critiques*, 2^{me} série, pp. 703-729, et aux pièces justificatives.

Edmond Richer était docteur de Sorbonne et syndic de la Faculté de théologie de Paris. Supprimez son Histoire de la Pucelle et, pas plus du sein de l'*Alma mater studii Parisiensis* que de la foule de ses suppôts et élèves, docteurs, prélats, évêques, il ne s'élèvera, postérieurement à la sentence de 1456, un seul cri de protestation contre le triste rôle joué par l'Université de Paris durant le procès de Rouen.

Avant Edmond Richer, le texte des deux procès n'était connu que d'un petit nombre d'érudits. Etienne Pasquier avait gardé ce texte quatre ans en sa possession et s'en était servi pour composer le cinquième chapitre du livre VI des *Recherches de la France*. Quelques écrivains inconnus en avaient donné des sommaires.

Edmond Richer est le premier qui ait fait des deux procès une étude approfondie. Il est le premier qui y ait puisé la matière de son Histoire de la Pucelle.

Il est le premier et le seul qui ait traduit le procès de condamnation presque tout entier; le premier qui ait analysé le procès de revision et qui en ait publié de nombreux extraits.

Il est le premier et le seul qui ait fait suivre le texte des interrogatoires et des principales séances, de réflexions qui, sous la rubrique *Advertissement*, mettent en lumière les iniquités et les irrégularités du procès de Rouen.

Enfin, deux cents ans avant la Société de l'Histoire

de France, Edmond Richer avait eu la pensée de publier les deux procès, et il offrit gratuitement son temps et sa peine à qui voudrait se charger des frais d'une édition. « Personne ne répondit à ce généreux appel, et le monument capital de l'Histoire de Jeanne d'Arc continua à défrayer seulement les élucubrations de quelques obscurs compilateurs. »

Voilà des faits qui méritaient d'être portés à la connaissance du public lettré, des faits que n'ignorait pas J. Quicherat, car il avait eu bien des fois sous les yeux le manuscrit de cette Histoire; des faits que, à l'exception du dernier, en sa Notice littéraire, le jeune paléographe a passés sous silence. En les mettant au jour, il n'eût certes pas dépassé les limites de son mandat, et il eût peut-être suggéré à quelqu'un de ses lecteurs la pensée de tirer le manuscrit du premier historien de Jeanne de la poussière dans laquelle il était enseveli.

Avec une impartialité qui l'honore, l'éditeur des deux procès saisit toutes les occasions qui se présentent pour rendre justice aux travaux de L'Averdy. Il n'oublie pas de mentionner dans sa Notice les documents relatifs à la Pucelle que Lenglet-Dufresnoy et Le Brun de Charmettes avaient signalés avant lui.

Tels par exemple, l'acte de garantie donné par le gouvernement anglais aux juges de Jeanne d'Arc (*Procès*, t. V, p. 468); la lettre du sire de Rotselaer, transcrite dans le livre de la Chambre des comptes de

Brabant (t. IV, p. 425), publiés l'un par Lenglet-Dufresnoy, l'autre par Le Brun de Charmettes.

J. Quicherat va même jusqu'à énumérer les documents que le même Lenglet se proposait de faire entrer dans une seconde édition de son Histoire qu'il allait publier, quand la mort le surprit. (*Procès*, t. V, p. 468.)

Au sujet d'Edmond Richer, cette abondance de détails n'est plus de saison.

On rappelle le nom des auteurs qui ont donné des sommaires des procès de Jeanne; mais le nom de Richer, cité une première fois pour rappeler l'offre gratuite qu'il faisait « de son temps et de sa peine à qui se voudrait charger des frais d'une édition » (*Procès*, *ibid.*, p. 389), ne paraît ensuite, aux pages 395, 452, 460, 465 du même volume, que pour faire connaître les manuscrits dont le Docteur de Sorbonne s'était servi dans la préparation de son Histoire de la Pucelle¹.

1. Les citations assez rares que J. Quicherat fait d'Edmond Richer dans les cinq volumes des procès prouvent qu'il connaissait à fond le manuscrit du Docteur de Sorbonne, et que, s'il n'a pas donné plus de renseignements sur son compte, c'est qu'il le voulait bien.

Voici le nombre exact de ses citations. Deux au tome II des Procès, pp. 2 et 390; — six au tome V, pp. 389, 390, 395, 452, 460, 465.

Nulle part, dans les procès, il n'apprécie son Histoire proprement dite. Il ne le fait que dans les *Aperçus nouveaux* (page 163), et d'une façon peu bienveillante. Même en ce passage des *Aperçus*, il a l'air d'ignorer que cette Histoire est le premier ouvrage de cette importance écrit en français et d'après les manuscrits des procès.

III.

DÉCOUVERTE PAR E. RICHER DES VRAIES SOURCES
DE L'HISTOIRE DE JEANNE D'ARC.

L'occasion était belle pour apprendre aux esprits cultivés qui l'ignoraient, et même à de nombreux érudits, qu'Edmond Richer avait composé son Histoire en critique de grand sens, et qu'il l'avait écrite en une langue ne visant aucunement à l'élégance, mais empreinte d'une incontestable originalité.

Avec un sens critique hors de pair, le Docteur de Sorbonne découvrit, on peut le dire, les vraies sources de l'histoire de Jeanne qui se trouvent, non dans les chroniques et mémoires de l'époque, mais dans les deux procès de condamnation et de réhabilitation.

Avec ce même sens critique, il comprit que, à vouloir écrire une histoire sérieuse de l'héroïne, il fallait non seulement exposer les faits qui se dégagent des deux procès, mais étudier et discuter ces procès eux-mêmes au point de vue de la morale éternelle et du droit positif, afin de pouvoir porter un jugement motivé sur l'héroïsme et la grandeur morale de la jeune guerrière.

Aussi dans la préface ou « Avertissement au lecteur », Edmond Richer déclare que « auparavant ce jourd'hui, l'histoire de la Pucelle d'Orléans n'ayant été traitée que par lambeaux ou parcelles » il a formé le

dessein de l'exposer tout entière et que quatre livres y seront consacrés.

« Quant au premier livre, il contiendra bien exactement la vie de cette fille, recueillie tant de ses propres dépositions que de celles de cent et douze témoins ouïs en la revision du procès.

« Le second livre sera l'examen de tout son procès;

« Le troisième la revision d'iceluy;

« Et le quatrième sera dédié à des éloges extraits de divers auteurs de toutes nations¹. »

Désire-t-on juger de l'étendue et de l'importance relative de ces livres, des trois premiers principalement?

Sur un total de 1028 pages in-folio, le premier livre en compte 212, le deuxième 462, le troisième 216. Sur huit cent quatre-vingt-dix pages, en voilà donc six cent quatre-vingts consacrées à l'exposé et à la discussion des deux procès, et deux cent douze seulement réservées au récit proprement dit². Au reste, remarque l'auteur, ce récit est tiré « d'actes publics et de pièces originales », entre autres des « actes du procez que les ennemis conjurés de la France, les calomniateurs de la Pucelle, les Anglais, lui firent faire. De telle sorte qu'il n'en peut jaillir sur sa mémoire qu'une lumière très certaine

1. *Manuscripts de la Bibliothèque nationale*, fonds français, 10448.

2. La fin du volume reproduit les éloges de divers auteurs. Chaque feuillet du manuscrit est à *verso* et *recto* : les feuillets seuls sont comptés et marqués.

et que jamais histoire humainement écrite ne fût plus véritable ».

N'oublions pas cette circonstance à l'honneur du patriotisme d'E. Richer, à savoir qu'il a écrit son histoire, non en latin, mais en français.

En ces premières années du dix-septième siècle, tout historien qui avait souci de sa réputation de lettré n'avait garde d'écrire ses ouvrages en langue vulgaire ; c'était bon, à la rigueur, pour les auteurs de mémoires et de chroniques ; mais un humaniste qui se respectait ne pouvait composer une histoire qu'en latin. L'homme que Bossuet a proclamé « le grand auteur, le fidèle historien », le président Jacques-Auguste de Thou, écrivit en latin l'*Histoire de son temps*, l'un des plus beaux monuments des temps modernes. Edmond Richer s'écarta, en la composition de son ouvrage sur la Pucelle, de l'exemple de de Thou ; mais il s'en écarta pour d'excellentes raisons et à bon escient.

« Il m'eust été beaucoup plus facile, observe-t il, d'essayer de écrire cette histoire en latin qu'en langue vulgaire, considéré mesme que le procez, tous les actes et traitez s'y rapportant sont couchez en latin. Neantmoins, pour faire connaître à ma patrie combien, après Dieu, elle est obligée à cette fille *qui ne parloit que très bon françois*, j'ay mieux aymé l'essayer en nostre langue, afin que ceux qui n'entendent pas le latin, et mesme les femmes et les filles, puissent profiter et reconnaître les merveilles de Dieu envers le royaume de France, du-

quel il a toujours eu un soin particulier. » (*Advertissement au lecteur.*)

IV.

JUGEMENTS DE DAUNOU ET DE L'ACADÉMICIEN MIGHAUD
SUR L'ŒUVRE D'EDMOND RICHER.

Toutes ces choses, Jules Quicherat les savait. Lorsqu'il écrivait (*Procès*, t. V, p. 468) que à l'Histoire de Lenglet-Dufresnoy, à l'analyse de L'Averdy contenue dans les *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi* « se ramènent les essais qui ont précédé son édition des Procès », il n'oubliait que l'auteur de la première Histoire française de la Pucelle, et il oubliait que cette Histoire comprenait un exposé critique du procès de condamnation, et un résumé analytique avec citations nombreuses du procès de réhabilitation.

Toutefois, nous ne ferons pas un grief sérieux à Jules Quicherat de son opinion sur l'œuvre d'Edmond Richer. Il était jeune alors et enivré d'un succès qui dépassait ses espérances. Peut-être ignorait-il, sinon ce que L'Averdy pensait de l'Histoire du docteur de Sorbonne, du moins les jugements que deux hommes dont le talent égalait l'autorité, Daunou, membre de l'Institut, et Michaud, de l'Académie française, avaient, peu de temps auparavant, émis à ce sujet.

« L'ouvrage de Richer, écrivait Daunou dans le *Journal des savants* de novembre 1817, composé en 1628 sur les pièces authentiques alors connues, doit être envisagé comme le premier travail considérable sur Jeanne d'Arc, comme le germe déjà très développé de tout ce qu'on a publié depuis¹. »

L'appréciation de Daunou est encore aujourd'hui d'une justesse inattaquable : l'ouvrage de Richer reste toujours, même après les nombreuses histoires parues dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, « comme le germe très développé de tout ce qu'on a publié ».

De son côté, l'académicien Michaud écrivait à la date de 1837, l'année même où J. Quicherat sortait de l'Ecole des Chartes :

« On trouve aux manuscrits de la Bibliothèque du Roi une *Histoire de la Pucelle d'Orléans*, par Edmond Richer, que les historiens modernes ont souvent mis à contribution et qui mériterait bien de voir le jour. Son mérite, et c'en est un grand, consiste dans une parfaite exactitude. »

Plus loin, Michaud ajoutait ces lignes qui ne sauraient déplaire à Messieurs de la Société de l'Histoire de France :

« Edmond Richer s'affligeait que les manuscrits des deux procès ne fussent pas imprimés. Il offrait ses soins pour les préserver de l'oubli. Plus de deux siè-

1. *Op. cit.*, p. 687.

cles se sont écoulés et les deux procès sont encore en manuscrit. L'ouvrage de ce pauvre Edmond Richer n'a pas un meilleur destin; son *Histoire de la Pucelle* et les deux procès dorment dans la même tombe ou dans la même poussière¹. »

Grâce à une généreuse initiative, les deux procès se sont éveillés de leur sommeil et sont sortis de leur poussière. Espérons qu'il en sera de même de l'*Histoire manuscrite* d'Edmond Richer.

1. MICHAUD et POUJOLAT, *Notice sur Jeanne d'Arc*, pp. 271-273. 1 vol. in-8°, Paris, 1887.

CHAPITRE V.

J. QUICHERAT ET SES « APERÇUS NOUVEAUX ».

En signalant le mouvement intellectuel dont la publication des deux procès par la Société de l'Histoire de France a été l'occasion, nous avons dit qu'il convient de compter parmi les principaux effets de ce mouvement la revision, probablement définitive, de l'histoire de Jeanne d'Arc.

Nous devons ajouter que le premier auxiliaire de la Société en cette œuvre inattendue, le premier ouvrier de cette revision critique, fut l'éditeur même des deux procès, Jules Quicherat. Les *Aperçus nouveaux sur l'histoire de la Pucelle* qu'il fit paraître immédiatement après les cinq volumes de son grand ouvrage ont marqué le point de départ de nombreux travaux sur les faits et gestes de Jeanne. Le grand acte pontifical du 6 janvier 1904 en a marqué le point d'arrivée.

I.

LES DEUX J. QUICHERAT. — L'ÉDITEUR PALÉOGRAPHE
ET LE CRITIQUE CHEF D'ÉCOLE.

Dans l'intervalle de ces deux dates, sous l'influence des idées présentées dans les *Aperçus nouveaux*, une Ecole historique nouvelle a surgi dont Jules Quicherat s'est trouvé, sans y prétendre peut-être, le théoricien et le chef. A cette Ecole, qui est comme intermédiaire entre les deux Ecoles, anglaise et française, dont il a été parlé dans notre premier chapitre, se sont ralliés des historiens au talent desquels on ne peut que rendre hommage. Michelet et Henri Martin en furent les inspirateurs, avant d'en être les premiers adhérents. De nos jours, des professeurs de l'Université, des membres de l'Académie française en défendent et propagent les conclusions.

On ne s'attendait peut-être pas à rencontrer chez J. Quicherat un double personnage, en ce qui regarde Jeanne d'Arc; pourtant rien n'est plus exact. Il y a l'éditeur paléographe des deux procès, et il y a le critique préoccupé des graves problèmes que soulève l'histoire de l'héroïne.

Il y a l'érudit qui, acceptant avec joie la mission honorable dont l'investit une Société savante, la remplit à la satisfaction générale;

Et il y a l'historien qui, brisant le cadre étroit dans lequel l'éditeur s'était enfermé, reprend sa liberté de jugement et en use dans l'intérêt de ce qu'il estime la vérité.

L'œuvre de l'éditeur-paléographe, c'est les cinq volumes sur les deux procès, publiés au nom de la Société de l'Histoire de France ;

L'œuvre du critique historien, c'est l'Etude qu'il a publiée en 1850 sous le titre déjà rapporté. Etude serrée, disant beaucoup en un petit nombre de pages, paraissant ne vouloir s'occuper que de questions de détail et néanmoins soulevant des problèmes de première importance ; étude dans laquelle la pensée de l'auteur s'enveloppe plus d'une fois, comme s'il ne tenait pas à ce que le lecteur y voie clair.

Cette étude étant en quelque sorte le manifeste de la nouvelle Ecole, nous en étudierons les cent soixante-sept pages et les vingt-six chapitres, sans nous laisser rebuter par les difficultés qu'elle présente. Nous tâcherons de dire simplement, franchement, ce qu'il nous en semble, et, à la fin, en manière de conclusion, nous enfermerons l'essentiel de notre pensée dans le jugement propre à caractériser et à définir « l'héroïsme » de Jeanne d'Arc.

Toutefois, avant d'aborder la discussion proprement dite des *Aperçus nouveaux*, nous devons traiter deux points : l'un relatif à la genèse de cet ouvrage ; l'autre concernant les idées que l'auteur a cru devoir y adopter.

Sur le premier de ces points, il y a lieu de se demander pourquoi un ouvrage de la valeur des *Aperçus nouveaux* n'a point occupé la place que l'auteur lui destinait à la suite des deux procès.

Sur le second, on voudrait bien savoir comment ce mécompte, si mécompte il y a eu pour Jules Quicherat, a fait de lui le chef de l'Ecole historique nouvelle sur le sujet de Jeanne d'Arc.

Questions délicates auxquelles nous allons essayer de répondre.

II.

LES APERÇUS NOUVEAUX. — LEUR GENÈSE.

Pendant que plein de jeunesse et d'ardeur, âgé de vingt-six ans à peine, justement fier de la confiance que venait de lui témoigner la Société de l'Histoire de France, Jules Quicherat s'apprêtait à s'en montrer digne, il lui arriva de faire un beau rêve.

Il se voyait élevant, d'une part, un monument d'érudition impérissable, au nom de la Société qui l'avait choisi; et, d'autre part, construisant pour son compte une œuvre critique qui renouvelait la merveilleuse histoire de la Pucelle.

Ce qu'il ne paraît pas avoir rêvé, c'est d'écrire dans la manière d'Hérodote ou de nos vieux chroniqueurs cette histoire de la vierge française. Le jeune éditeur des deux procès ne fit pas ce rêve, parce qu'il avait

conscience de n'être pas né pour le réaliser. Tout en le douant richement, la Providence ne lui avait pas départi les dons qui font les délicieux conteurs et les grands historiens. En retour, elle lui avait donné l'esprit d'observation, la puissance de travail, l'amour du vrai et les autres qualités qui font les paléographes de talent, les critiques et les archéologues.

Toutes choses dûment considérées, J. Quicherat arrêta ses résolutions et se dit qu'il serait le théoricien d'une œuvre d'art dont il appartiendrait à d'autres d'être les exécutants. Restait à déterminer les lignes de sa théorie.

On sait que, séduit par le sujet que l'Académie de Dijon proposait en 1749 aux hommes de lettres, Jean-Jacques Rousseau hésita longtemps entre les deux thèses à soutenir. L'amour du paradoxe autant que l'horreur du lieu commun finirent par lui inspirer ce discours dans lequel, avec plus d'éloquence que de logique, il prétend que « le progrès de la littérature et des arts a contribué beaucoup moins à épurer les mœurs qu'à les corrompre ».

Nous ne pensons pas que, se ressouvenant de l'exemple de Jean-Jacques, J. Quicherat se soit demandé s'il se bornerait à creuser un peu plus et à élargir davantage le sillon ouvert par les critiques ses prédécesseurs, ou bien s'il ouvrirait un sillon nouveau ; nous ne pensons pas non plus qu'il ait hésité longtemps. Son parti fut bientôt pris.

Au moment même où notre jeune paléographe se mettait à l'œuvre pour préparer l'édition des deux procès, un fait considérable venait de se produire. Michelet, qui avait commencé en 1837 la publication de son *Histoire de France*, faisait paraître en 1841 le volume consacré à la Pucelle. J. Quicherat lut et médita ce volume. Il le goûta si profondément qu'il voulut en rendre compte dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*. Dès les premières lignes de son article, on voit que les idées du nouvel historien l'ont séduit et qu'il ne s'arrêtera pas à une orientation différente.

Il commence en rappelant les espérances que le tome IV de l'Histoire de Michelet avait donnée pour le reste du règne de Charles VII. On comptait bien que « l'apparition de la Pucelle serait un des tableaux où se révélerait l'âme du nouvel historien. Prévvision facile, ajoute J. Quicherat, car comment l'auteur fût-il resté insensible en présence de l'action la plus élevée et la plus touchante dont les hommes aient conservé la mémoire » ?

Mais il y avait deux écueils. « Ici le doute et ses glaces ; là, le mysticisme et ses écarts. Entre ces deux écueils contre lesquels ses devanciers ont tous fait naufrage, M. Michelet a su tenir une route assurée.

« Après lui, que reste-t-il à faire ? Amplifier, revenir sur les circonstances particulières, examiner de plus près la question des extases ; constater d'une manière plus positive les trahisons dont la Pucelle a été la vic-

time dans sa campagne sur la Haute-Loire et au siège de Compiègne ; jeter quelque lumière nouvelle sur la marche du procès de Rouen, tous objets de pure critique qui pourront peut-être apporter quelques changements à la rédaction de l'historien, mais qui, à coup sûr, ne changeront nulle part le sens de sa pensée ¹ ».

On reconnaîtra sans peine dans ces dernières lignes comme une première ébauche du plan général des *Aperçus nouveaux* ; et on ne doutera pas de l'influence exercée par Michelet sur J. Quicherat au point de vue des idées, si l'on relève l'observation que voici.

Après les pages si colorées, si ardentes que le nouvel historien a écrites sur l'héroïne dans le sens des historiens de l'Ecole française, on le voit rompre tout à coup avec ces derniers dès qu'il aborde la captivité de Jeanne et son procès. A partir de ce moment, il prend pour guide et pour maître le juge de la Pucelle, Pierre Cauchon, évêque de Beauvais.

Or, Jules Quicherat fera de même : comme Michelet, il tournera le dos à l'Ecole française dès qu'il s'occupera de Jeanne captive et de son procès.

A l'influence exercée par Michelet sur le jeune critique se joignit celle de Henri Martin. Lui aussi publiait une troisième édition, soigneusement revue, de son *Histoire de France* et de la Pucelle, dans les années où

1. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1^{re} série, t. III, pp. 102-103. Bulletin bibliographique par J. Quicherat.

J. Quicherat poursuivait sa tâche d'éditeur paléographe. Ses idées sur le procès étaient, à peu de chose près, celles de Michelet. J. Quicherat lut ces pages comme il avait lu les premières; après les avoir lues, il resta plus que jamais décidé à suivre la voie dans laquelle il avait résolu de s'engager.

C'est sous l'influence de ces historiens, dont les *Aperçus nouveaux* d'ailleurs ne font pas un mince éloge, que le jeune éditeur, tout en préparant le texte des deux procès et des chroniques complémentaires, élaborait les idées qu'il se proposait de mettre au jour, lorsque sa tâche serait terminée. Celle-ci, nous l'avons dit, le fut en 1849. Cette même année, J. Quicherat mettait la dernière main à son étude critique. En 1850, elle était publiée.

III.

DE LA DISJONCTION DES *Aperçus nouveaux* D'AVEC L'ÉDITION DES DEUX PROCÈS

Ici, deux questions surgissent.

Pourquoi les *Aperçus nouveaux* n'ont-ils pas été compris dans la publication faite au nom de la Société de l'Histoire de France?

Pourquoi, du moins, n'ont-ils pas paru sous son patronage?

Ces questions n'ont point échappé à l'esprit de J. Qui-

cherat, et elles ont provoqué de sa part des explications que nous reproduirons tout à l'heure. Mais ces explications ne constituent qu'une demi-réponse. Pour avoir la réponse tout entière, il y a lieu de tenir compte des faits suivants :

La Société de l'Histoire de France attendait de l'éditeur paléographe qu'elle avait choisi une œuvre d'inspiration uniquement française.

Or, les *Aperçus* de J. Quicherat sont une œuvre, sinon d'inspiration « principalement anglaise », du moins d'inspiration mi-partie française, mi-partie anglaise.

Les textes du Bulletin de la Société que nous avons cités dans les premiers chapitres de la présente Etude mettent le premier de ces faits hors de discussion ;

Les pages qui suivent établiront clairement le second.

Ces précautions prises, nous pouvons écouter d'une oreille attentive les explications de l'auteur.

La première est d'un intérêt assez piquant.

En écrivant les *Aperçus nouveaux*, nous apprend J. Quicherat, il avait songé d'abord à ne pas les séparer des éclaircissements qu'il a joints au texte des deux procès. Il l'indique sans détours dans les lignes de la Préface :

« Ouvrage de pure critique, dit-il, ces *Aperçus* étaient destinés à accompagner la publication des procès de Jeanne d'Arc que j'ai récemment achevée pour la Société de l'Histoire de France. Son étendue l'ayant

empêché d'être mis à la place pour laquelle il avait été fait, je me décide à le publier séparément. »

« L'étendue des *Aperçus nouveaux* » — cent soixante-sept pages — est-elle la seule raison, est-elle même la principale raison pour laquelle ils ont été publiés à part? question qu'il serait peu discret de poser à l'auteur lui-même, mais à laquelle il est permis de chercher une réponse.

Pressons un peu les termes dans lesquels J. Quicherat vient de s'exprimer et nous la trouverons.

« Les *Aperçus*, nous dit-il en premier lieu, sont un ouvrage de pure critique. »

Et en second lieu : « L'étendue de ce livre l'a empêché d'être mis à la place pour laquelle il avait été fait. »

Il est d'abord très vrai que les *Aperçus nouveaux* sont un « ouvrage de pure critique ».

Il est tout aussi vrai que les cinq volumes des procès ne le sont pas.

De la critique, sans doute il y en a dans les cinq volumes, mais il y a beaucoup et plus d'autres choses. En fait de critique, il y a celle qui est nécessaire pour établir la valeur documentaire des textes; mais Quicherat n'a garde d'aborder le fond même des questions que ces textes soulèvent. Il se tient sur la réserve, et, à raison de cette réserve, les cinq volumes des procès constituent un ouvrage de grand sens et de haute valeur. Cent soixante-sept pages de critique pure eussent peut-être brisé l'unité de ces volumes de simple

exposition documentaire; cent soixante-sept pages dans lesquelles l'auteur avertit qu'il n'a « visé aucunement à l'intérêt d'un récit continu ».

Voilà ce que dit J. Quicherat; voici ce qu'il ne dit pas et ce qu'il y a lieu pourtant d'ajouter.

Si « l'étendue de son livre l'a empêché d'être mis à la place pour laquelle il avait été fait », c'est moins à cause de son étendue « matérielle » qu'à cause des questions qui y sont traitées et de l'esprit dans lequel elles sont résolues. Ces questions sont difficiles par elles-mêmes. De plus, les *Aperçus nouveaux* exposent un « certain nombre de faits saisis à travers les incertitudes, les contradictions, les mensonges des contemporains, dont l'auteur espérait que l'évidence serait reconnue après qu'ils auraient subi le contrôle de l'opinion ».

Des questions difficiles, avec des solutions heurtant les idées reçues; des faits nouveaux, passés inaperçus, dont l'évidence aurait besoin de subir le contrôle de l'opinion, lesquels, par suite, pouvaient n'être qu'illusoires et la création d'une imagination trop vive, devaient trouver malaisément place à la fin d'un ouvrage destiné à soulever le moins de divisions possibles, et à fournir un terrain commun d'études aux historiens et savants, quelques idées qu'ils pussent y apporter.

Entre l'auteur des *Aperçus nouveaux* ainsi conçus et l'éditeur des deux procès, il existe cette différence,

que tous les érudits seront en communion parfaite d'idées avec l'éditeur des procès, et qu'un grand nombre d'entre eux seront au contraire bien loin de partager les opinions de l'auteur des *Aperçus nouveaux*.

Des considérations de cette nature suffisent, si nous ne nous abusons pas, à expliquer pourquoi l'Etude critique de J. Quicherat n'a pas été jointe à la publication de la Société de l'Histoire de France. La règle qui fait loi pour les ouvrages de l'esprit :

Denique sit quodvis simplex dumtaxat et unum,
eût été trop ouvertement méconnue.

Nous devons recourir à des considérations d'un ordre différent pour répondre à cette autre question : D'où vient que la Société de l'Histoire de France n'a pas au moins accordé aux *Aperçus* de J. Quicherat la faveur de son patronage?

A notre sens, cette attitude de la Société tient à la position inattendue prise par le jeune critique dans la plupart des questions, et plus spécialement dans les questions se rapportant à Pierre Cauchon et à l'appréciation des deux procès. Cette position et les solutions présentées par J. Quicherat durent causer à Messieurs de la Société quelques surprises. Ils en étaient aux idées accréditées sur Jeanne d'Arc par l'Ecole française; et le nouveau critique rejetait la moitié de ces idées pour y substituer des idées toutes différentes, sacrifiant la Pucelle, indulgent à ses juges,

inaugurant et préconisant un système historique dont le vrai nom ne pouvait être que celui de « système franco-anglais ».

Les membres des divers Comités, les rapporteurs dont on avait entendu les communications pendant que le projet du Conseil était à l'étude, l'éditeur choisi lui-même notaient comme chose indiscutable, d'une part « l'iniquité du tribunal de Rouen », d'autre part « la supériorité non moins indiscutable à tous les points de vue du procès de réhabilitation sur celui de condamnation ». Et les *Aperçus nouveaux* paraissaient accepter « l'irréprochable régularité » du procès de Rouen, et, n'osant frapper expressément de suspicion le procès de revision, l'insinuaient, le donnaient à entendre, n'en parlant qu'avec dédain et passant sous silence, en mainte question capitale, des témoignages de première valeur.

Dans ces conditions-là, il ne pouvait être question d'étendre à l'Etude nouvelle le bénéfice du patronage qui avait couvert la publication des deux procès. Un sentiment de dignité et d'indépendance ne permettait pas plus à l'auteur de solliciter ce patronage, qu'à la Société elle-même et à son Conseil de l'offrir. Tôt ou tard ces Messieurs eussent été mis en demeure de ratifier ou de désavouer formellement les idées avancées par le jeune critique : situation fausse que la prudence la plus élémentaire commandait de prévoir, et surtout d'éviter.

CHAPITRE VI.

J. QUICHERAT ET SON SYSTÈME HISTORIQUE. PROGRAMMES DES DEUX ÉCOLES.

Nous voilà renseignés sur les *Aperçus nouveaux* de J. Quicherat, sur leur genèse et sur l'Ecole naissante dont cette Etude critique a été comme le manifeste. Ce qu'il nous importe, après cela, de savoir, c'est le sens dans lequel les deux Ecoles, l'ancienne et la nouvelle, celle de L'Averdy et celle de J. Quicherat, ont entendu la revision de l'histoire de la Pucelle, et la manière dont elles y ont procédé.

Quelles sont, en premier lieu, les idées des nouveaux venus sur l'héroïne et son histoire?

I.

DU SYSTÈME DE J. QUICHERAT SUR JEANNE D'ARC ET SON HISTOIRE.

Ces idées n'ont rien d'original. Elles sont loin de former un système tout d'une pièce, fondé sur un de ces principes supérieurs dont l'évidence s'impose aux

esprits de bonne foi. Si l'auteur semble faire allusion à une théorie philosophique, c'est à mots couverts et, de cette théorie, il craindra de prononcer le nom¹.

Quant à la structure du système en question, elle est aisée à concevoir : un éclectisme peu compliqué y a présidé. J. Quicherat a simplement emprunté les éléments de la première partie à l'Ecole française, ceux de la seconde à l'Ecole anglaise pure, et en les juxtaposant il en a fait un tout.

La première de ces parties va de la naissance de Jeanne d'Arc à sa captivité ; la seconde, de sa captivité à sa mort.

La première embrasse ce que l'auteur appelle « les grandes actions de la Pucelle » ; ses faits et dits que

1. Ce que J. Quicherat ne dit jamais ouvertement, il le donne à entendre dans un passage de ses *Aperçus nouveaux* (page 164) où il est question de l'abbé Lenglet-Dufresnoy.

La lecture des manuscrits des deux procès, remarque J. Quicherat, avait ouvert les yeux de Lenglet et lui avait révélé la beauté du caractère de la Pucelle. Son Histoire produisit le même effet sur le dix-huitième siècle.

« C'est un médiocre livre, ajoute le jeune critique ; mais il était accommodé aux *tendances rationalistes* de l'époque, et par là il eut le mérite de rendre à l'histoire des faits qu'on n'osait plus y introduire, de peur de la déshonorer. »

L'esprit philosophique des *Aperçus nouveaux* est tout autant « accommodé aux *tendances rationalistes* de l'époque » que celui de l'Histoire de Lenglet-Dufresnoy. Et l'auteur y aspire manifestement au « mérite de rendre à l'histoire (entendue de façon rationaliste stricte) » les faits merveilleux que les documents racontent de Jeanne d'Arc.

« le talent » des Michelet et des Henri Martin a — toujours d'après le jeune critique — « préservés pour jamais des atteintes du doute ». (*Aperçus nouveaux*, préface.)

Dans la seconde partie rentrent les graves incidents des deux procès de chute et de rechute, le drame du cimetière de Saint-Ouen, les prétendus aveux et reniements de l'abjuration, le relaps et le supplice.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* douterait plutôt de sa propre existence que de la réalité de ces faits et de la véracité de l'unique historien qui s'en porte garant. Mais, par égard pour la victime, il consent à oublier sa conviction dans le jugement qu'il porte sur l'héroïsme de cette « sainte du moyen âge ». Il ne lui en coûte pas d'être sourd à la voix de la logique pour écouter la voix de la pitié.

En tout cas, ce n'est pas à la Libératrice du pays que profite pleinement la préférence que J. Quicherat accorde en certains points à l'Ecole anglaise stricte. Logiquement, elle profite au tribunal de Rouen, et tout particulièrement à Pierre Cauchon, évêque de Beauvais.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* se défend d'avoir été son « panégyriste » ; il ne se défend pas assez d'être son « avocat ». —

« Ce livre, dit-il en commençant, n'est ni une histoire, ni un panégyrique. »

Accordons-lui que son livre n'est point une « his-

toire ». Ajoutons même qu'il n'y a pas assez d'histoire ; que trop souvent, quand l'auteur y a intérêt, il donne congé à l'histoire vraie et que des innocents souffrent de cette absence.

Accordons-lui encore que son livre n'est pas un « panégyrique ». Pour ce qui est de Jeanne, ce n'est malheureusement que trop exact. Pour ce qui est de Pierre Cauchon, le juge de Jeanne, ç'eût été dépasser cyniquement les limites d'une réhabilitation que d'aller jusqu'au panégyrique. C'était bien assez, c'était même trop, pour un historien français, de paraître aller jusqu'au plaidoyer et d'en forcer le ton.

En ce qui regarde la Pucelle, le panégyrique est absent là où il serait inutile. Le plaidoyer n'intervient pas, là où la justice, la simple équité le rendraient nécessaire.

II.

DE L'HISTOIRE DE JEANNE TELLE QUE L'A VUE L'AUTEUR DES *Aperçus nouveaux*.

De cette systématisation éclectique des idées de Michelet, Henri Martin, Pierre Cauchon, quelle histoire de Jeanne d'Arc devrait-il sortir ?

Demandons-le à J. Quicherat. Il voudra bien nous répondre, mais dans un langage plus propre à déconcerter qu'à renseigner.

« Je ne mériterais pas, dit-il, d'être pris au sérieux,

si j'annonçais que mon travail a eu pour effet de me montrer la vie de Jeanne absolument différente de ce qu'on l'a vue jusqu'à présent. »

Au fond, cette réponse exprime le contraire de ce qu'elle semble dire.

Elle semble dire que l'auteur des *Aperçus nouveaux* voit l'histoire de l'héroïne comme on l'a vue pendant les quatre cents ans écoulés depuis sa mort, c'est à savoir telle que la montraient les historiens de l'Ecole française jusqu'en 1840, à l'exclusion des historiens de l'Ecole anglaise.

Et, en réalité, cette réponse dit que J. Quicherat la voit comme la voyaient, à l'heure où il écrivait, les historiens nouveaux qui venaient de rompre avec une tradition quatre fois séculaire, en écrivant à l'anglaise la partie la plus importante de cette histoire.

Ces historiens, qui sont Michelet et Henri Martin, J. Quicherat les désigne dans le passage qui suit :

« Loin de là, je m'empresse de reconnaître que *nos auteurs modernes* en ont saisi les traits sublimes avec une intelligence qui ne laisse rien à désirer. Leur talent a préservé pour toujours des atteintes du doute les grandes actions de la Pucelle¹. »

A qui s'adresse ce compliment ? A « nos auteurs modernes ».

Il ne s'adresse donc pas aux représentants de l'Ecole

¹ *Aperçus nouveaux...*, Préface.

française des siècles précédents, Etienne Pasquier, Edmond Richer, Lenglet-Dufresnoy, L'Averdy. S'il subsistait le moindre doute à ce sujet, J. Quicherat le dissiperait par la déclaration significative que voici :

« De notre temps, des écrivains de cœur autant qu'habiles à manier les textes ont affermi à tout jamais les esprits dans la voie d'admiration où la science les fait avancer depuis un siècle. M. Michelet, en surpassant les autres, a prouvé que la critique, si minutieusement qu'elle opère à l'avenir, n'aura qu'à constater de plus en plus l'intelligence, la pureté, le désintéressement de la Pucelle¹. »

Le nom de Henri Martin ne figure pas à côté de celui de Michelet; mais l'historien lui-même n'est pas oublié. Certainement, dans la pensée de J. Quicherat, Henri Martin comptait parmi les « écrivains de cœur, habiles à manier les textes », auxquels il faisait allusion.

III.

J. QUICHERAT THÉOLOGIE ET CANONISTE.

L'histoire nous apprend qu'il ne suffit pas à l'ambition du cardinal de Richelieu d'être le premier homme d'Etat de son temps : la gloire de Pierre Corneille troubla son sommeil ; il voulut être poète, lui aussi, et poète dramatique.

1. *Aperçus nouveaux...*, page 165.

Pierre Corneille avait écrit *le Cid*;

Richelieu écrivit *Mirame* et, sans doute, mourut content.

Il n'a pas suffi non plus à Jules Quicherat d'avoir été chargé par la Société de l'Histoire de France de préparer la publication des deux procès de la Pucelle, et d'avoir obtenu, en les publiant, un succès remarquable; il ne lui suffit pas d'aspirer à devenir un des premiers archéologues de son temps : il voulut encore être théologien et canoniste et, en attendant qu'il le devînt, il écrivit les *Aperçus nouveaux*.

Sur les vingt-six chapitres dont se compose cette Etude critique, près de la moitié, pour être traitée pertinemment, devrait être écrite par un historien doublé d'un canoniste et d'un théologien. Edmond Richer s'était trouvé dans ces conditions; mais elles ont fait défaut à L'Averdy, et J. Quicherat n'a pas oublié de le remarquer.

De quoi traitent, en effet, ces douze chapitres des *Aperçus nouveaux*? De sujets se rapportant au procès de Jeanne — du procès lui-même, par exemple, chap. xi; — des vices de forme signalés au procès, chap. xii; — du droit de Jeanne à être mise en prison ecclésiastique, chap. xiii; — de l'instruction du procès, chap. xv; — de la correction des douze articles, chap. xvi, etc.

Le procès de Rouen était un procès ecclésiastique en cause criminelle; il a été instruit et mené con-

formément aux principes du droit canonique et aux règles de la procédure inquisitoriale ; les matières qui y étaient traitées, les visions, apparitions, révélations de la Pucelle, les incidents de sa vie guerrière, l'étaient sous un point de vue uniquement théologique. Pour ne pas s'égarer dans les détours, compliqués à dessein, d'un tel procès, pour l'apprécier lui-même exactement dans les détails et dans l'ensemble, il était indispensable d'avoir, non pas une teinture superficielle, mais une connaissance sérieuse des sciences canonique et théologique.

En 1850, J. Quicherat avait-il eu la facilité d'acquiescer ce double savoir ? On ne s'improvise pas théologien et canoniste. *Nascuntur poetæ, fiunt oratores*, dit un adage connu. On ne naît pas canoniste, on ne naît pas théologien, pas plus qu'orateur, pas plus qu'archiviste paléographe. Il faut le devenir et, pour le devenir, des maîtres et du temps sont nécessaires.

A ne parler que du temps, notre jeune critique a-t-il pu l'avoir ? Certes, il dut veiller plus d'une fois pour en arriver à réunir et à reviser les textes reproduits dans les cinq volumes de sa publication. Il lui resta peu de loisirs pour s'initier à d'autres sciences. Voulant à tout prix parler théologie et droit canon, il ne put guère le faire que par improvisation.

Telle est la conviction que produit la lecture attentive des douze chapitres rappelés tout à l'heure. Pour n'apporter qu'un exemple, emprunté à l'un des inci-

dents les plus graves du procès de Rouen, quel cas plus gros de conséquences redoutables que celui de l'abjuration qu'on s'efforça d'arracher à la Pucelle au cimetière de Saint-Ouen? Jeanne a-t-elle vraiment abjuré en cause de foi, a-t-elle prononcé de plein gré le formulaire et les aveux que lui attribue l'évêque de Beauvais? Le jugement à porter soit sur l'héroïne, soit sur le procès de Rouen, dépend de la réponse que les documents et les témoins du drame font à cette question.

Il s'agit, ne le perdons pas de vue, non d'un fait historique quelconque, mais d'un acte judiciaire réglé par le droit ecclésiastique.

J. Quicherat résout le cas de cette façon très peu canonique.

Pierre Cauchon, dans le texte du procès, raconte que la Pucelle a réellement abjuré de la manière qu'il rapporte, qu'elle a prononcé le formulaire et les aveux qu'on lit au procès.

Pierre Cauchon, d'après notre critique, a dit la vérité; il n'a ni trompé, ni voulu tromper, car il était « trop honnête » pour le faire, et « trop habile pour le vouloir ».

Donc la Pucelle a réellement abjuré.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* consacre six pages à développer, sans preuves à l'appui, ces trois propositions. Les six pages disent et redisent ce qu'on vient de voir : elles ne disent pas autre chose.

De ce qu'elles ne disent pas autre chose, un juriste

du métier tirera des conclusions peu flatteuses pour la science canonique de l'auteur.

Il remarquera d'abord que le canoniste improvisé raisonne en homme qui ne paraît pas se douter de la nature particulière et des conditions spéciales de l'abjuration en question.

Car il y a, même dans l'ordre des choses religieuses, des abjurations de plusieurs sortes, et chacune a ses lois qui la régissent¹.

Si J. Quicherat avait pris la précaution de s'instruire en la matière, il n'eût pas manqué de rappeler en tout premier lieu les conditions que les lois ecclésiastiques fixaient aux « abjurations en cause de foi », et les règles dont elles imposaient aux juges l'observation.

Ces conditions et ces règles déterminées, il aurait dû rechercher dans le récit officiel et dans les affirmations de P. Cauchon si, le 24 mai, elles avaient été observées ou violées. Le silence des textes et les dépositions des témoins prouvant qu'aucune n'avait été observée et que la plupart avaient été violées, la conséquence na-

1. L'auteur des *Aperçus nouveaux* n'est ni le premier ni le seul qui n'ait pas songé à définir le genre d'abjuration qu'on voulait imposer à la Pucelle, et à rappeler les lois qui la réglementaient. Presque tous les historiens de Jeanne, même les historiens ecclésiastiques, ont gardé le silence sur ce point. De là le peu d'importance que la plupart attachent à l'acte du cimetière de Saint-Ouen, comme s'il s'agissait d'une rétractation vulgaire, d'une abjuration quelconque ; de là aussi les erreurs de fait et de droit qui ont été commises à ce propos.

turelle était qu'il y avait eu ce jour-là, au cimetière de Saint-Ouen, un semblant, une parodie d'abjuration, mais que, d'abjuration canonique telle que le droit la réglementait, il n'y en avait certainement pas eu.

Les réflexions que nous aurons à présenter dans les chapitres suivants achèveront de montrer, s'il en était besoin, que, en se considérant comme un canoniste et un théologien renseigné, le défenseur de l'évêque de Beauvais s'établissait dans une douce illusion.

IV.

DU NOM D'ÉCOLE FRANCO-ANGLAISE DONNÉ A L'ÉCOLE DE J. QUICHERAT. — EN QUOI SON PROGRAMME LE DISTINGUE DE CELUI DE L'ÉCOLE FRANÇAISE.

Toute Ecole historique nouvelle choisit ordinairement ou reçoit des contemporains le nom qu'elle portera devant la postérité.

J. Quicherat n'a pas donné de nom à l'Ecole dont il est devenu le chef. Les contemporains n'y ont pas songé non plus. N'y aurait-il pas lieu de réparer cet oubli ; et, à le réparer, le nom qui conviendrait le mieux ne serait-il pas celui d'« Ecole franco-anglaise » ?

D'abord, ce nom aurait l'avantage de distinguer l'Ecole nouvelle des deux qui l'ont précédée : l'Ecole anglaise pure qui a pour fondateur et pour chef l'évêque de Beauvais, et l'Ecole française qui était, jusqu'à J. Quicherat, demeurée maîtresse de l'opinion.

De plus, ce nom serait amplement justifié, car il rappellerait sans erreur possible l'origine et la raison d'être des idées que les défenseurs de cette Ecole ont adoptées : idées qui, venant, les unes de l'Ecole anglaise, les autres de l'Ecole française, font d'elle une Ecole vraiment franco-anglaise. Personne ne contesterait que l'auteur des *Aperçus nouveaux* ne tende une main à chacun des deux groupes d'historiens que l'on sait : qu'il ne soit avec Edmond Richer et L'Averdy, quand il s'agit de l'adolescence et de la vie guerrière de l'héroïne, et avec Pierre Cauchon et les juges de Rouen, quand il s'agit de sa captivité et de son procès.

Mais ne nous bornons pas à ces considérations un peu superficielles : comparons l'un à l'autre les programmes des deux Ecoles en présence ; nous verrons bien alors quelles idées les rapprochent et quelles idées les séparent.

Ce qui tout d'abord frappe dans ces deux programmes, c'est que l'un, celui de l'Ecole française, sauvegarde pieusement l'unité morale de Jeanne d'Arc, tandis que l'autre, celui de l'Ecole franco-anglaise, la brise et la sacrifie.

Avec les historiens de l'Ecole française, il n'y a qu'une Jeanne d'Arc, chrétienne, vaillante, Française, héroïque jusqu'au bout, même en face de ses ennemis, aux plus mauvais jours du procès de Rouen.

Avec Jules Quicherat et ses adeptes, il y a, non plus une seule, mais deux Jeanne d'Arc : l'une qui se main-

tient pieuse, vaillante, Française, héroïque jusqu'à la sortie de Compiègne ; l'autre qui, à partir de sa captivité, glisse de faiblesse en faiblesse, roule de chute en chute, et finit dans l'apostasie de sa foi religieuse et patriotique.

Le jour où la jeune guerrière se réveille, chargée de chaînes, au pouvoir de ses ennemis, le jour surtout où l'on va la vendre aux Anglais, est celui où l'Ecole de J. Quicherat fait naître une Jeanne nouvelle qui s'engagera dans une voie de plus en plus ténébreuse, au terme de laquelle elle ne sera plus que le contraire d'une héroïne et l'envers d'une sainte.

Sur la première partie de l'histoire de la Pucelle, les deux Ecoles sont à peu près d'accord. L'une et l'autre reconnaissent en Jeanne d'Arc la chrétienne, la Française, la guerrière admirable de tout point. A cet égard, il n'y a pas d'opposition entre leurs programmes. Il n'en est plus ainsi pour la partie qui va de la sortie de Compiègne au supplice du Vieux-Marché : les deux programmes deviennent l'opposé l'un de l'autre. L'on n'a, pour s'en convaincre, qu'à les placer successivement sous les yeux.

Voici d'abord le programme de l'Ecole française, d'après le savant modeste, le critique pondéré, en qui on peut saluer le chef moderne de cette Ecole, François de l'Averdy.

Qu'on nous permette d'ouvrir une parenthèse.

Si nous plaçons à la tête de cette Ecole, dont Qui-

cherat va devenir en bien des points l'adversaire, l'auteur des *Notices sur les deux procès*, nous n'obéissons pas à une inspiration fantaisiste; nous ne faisons que nous unir à l'hommage que des écrivains d'un savoir reconnu et d'une compétence indéniable, Michaud, de l'Académie française, Daunou et Walkenaer, de l'Institut, rendent à cet historien de Jeanne d'Arc.

Le travail de M. de L'Averdy, écrivait Daunou, « est sans contredit le plus savant qui eût encore paru sur cette époque de notre histoire¹ ».

« M. de L'Averdy, remarque Michaud, a publié en 1790 le travail le plus étendu, le plus complet que nous ayons sur le procès de la Pucelle. Ses *Notices* se distinguent par une érudition profonde mêlée à une rare sagacité. L'auteur met à nu les vices, les fraudes, les mensonges de l'évêque de Beauvais qui dirigeait ce procès inique². »

De son côté, Walkenaer parlait des *Notices* du savant français dans ces termes élogieux³ :

« Ce travail, plein de recherches curieuses, est un des plus satisfaisants et des plus originaux que l'on ait exécutés sur l'histoire de notre héroïne. Il a entièrement dissipé les nuages qui enveloppaient plusieurs vérités historiques d'une haute importance. »

1. *Journal des savants*, novembre 1817, p. 688.

2. *Notice sur Jeanne d'Arc*, pp. 279-281, vol. in-8°, Paris 1837.

3. MICHAUD, *Biographie universelle*, t. XXI, p. 23, 2^e édition, article *Jeanne d'Arc*, par Walkenaer.

Jules Quicherat lui-même n'a-t-il pas porté sur L'Averdy ce jugement si flatteur dans sa concision :

« L'honneur restera à M. de L'Averdy d'avoir composé le premier répertoire exact, le premier ouvrage digne de la science moderne : et notre siècle lui doit d'avoir eu la matière toute prête pour traiter l'histoire de la Pucelle, après que l'expérience des révolutions l'eût mis à même de saisir toute la beauté d'une telle histoire¹. »

Programme de l'Ecole française.

Voici donc le programme que L'Averdy trace de notre Ecole française.

En ce qui a trait à l'histoire de Jeanne d'Arc, dit-il, « les personnes raisonnables doivent rester convaincues :

1^o Que le procès qu'on a fait à la Pucelle était aussi nul qu'injuste;

2^o Que les assertions que les Douze articles lui ont imputées étaient fausses;

3^o Fausse encore la formule d'abjuration qui est au procès, et faux le fait du prétendu relaps;

4^o Fausse enfin la prétendue Information faite après le supplice;

5^o Que Jeanne était de bonne foi dans la ferme

1. *Aperçus nouveaux*....., p. 165.

croissance de l'inspiration divine ; qu'elle a été, par conséquent, une victime parfaitement innocente de la fureur de ses ennemis ;

6° Qu'elle a tenu toujours la conduite la plus pure et la plus pieuse ; qu'elle était véritablement soumise à l'Eglise, et qu'elle est morte en pratiquant d'une manière supérieure toutes les vertus chrétiennes.

7° En ce qui regarde le procès de revision et le jugement auquel il a abouti, il ne peut pas y avoir de jugement plus réfléchi, mieux préparé, ni plus juste en lui-même¹ ;

8° Pas plus qu'il ne peut y avoir de doute sur la nullité et l'injustice manifeste de la sentence de condamnation prononcée contre l'héroïne².

9° En ce qui regarde les juges de Jeanne, en particulier l'évêque de Beauvais, il n'y a pas de qualifications suffisantes pour exprimer l'horreur qu'on doit concevoir contre eux, et contre ceux qui sont entrés dans un complot aussi affreux³.

10° La mort de la Pucelle fut un véritable assassinat prémédité et exécuté sous l'apparence de l'ordre et de la forme judiciaire⁴.

A ce programme, qui est celui du plus grand nombre des historiens d'aujourd'hui, J. Quicherat et son Ecole

1. *Notices et extraits*....., p. 540.

2. *Ibid.*, p. 432.

3. *Ibid.*, p. 446.

4. *Ibid.*, p. 463.

répondent par un programme dont les articles sont plus d'une fois le contraire des précédents.

Programme de l'Ecole franco-anglaise.

1° Le procès fait à la Pucelle, et à la suite duquel elle a été condamnée au bûcher, est d'une forme irréprochable et suffisamment régulier ;

2° Le texte même du procès est un document au-dessus de toute suspicion ;

3° Sa valeur juridique n'est pas moins indiscutable ;

4° Le procès de réhabilitation, au contraire, reste contestable aux deux points de vue documentaire et juridique, sinon suspect ;

5° Les douze articles sont excusables à la rigueur, vu la procédure imposée aux juges ;

6° L'abjuration canonique du cimetière de Saint-Ouen est un fait indubitable : indubitable aussi l'authenticité du formulaire inséré au procès ;

7° Point de doute possible sur le fait du relaps ; légales en ont été les conséquences ;

8° L'Information posthume, pièce au fond authentique et ne rapportant que la vérité ;

9° Les juges de Rouen, Pierre Cauchon principalement, personnages qui ont pu accidentellement se tromper, mais de bonne foi et, en définitive, inattaquables ;

10° La Pucelle, héroïne admirable jusqu'à sa capti-

tivité. A partir de ce moment, cet héroïsme tombe en ruines et, à la fin, il n'en reste plus que le souvenir.

Telles sont les idées sur lesquelles les historiens ont eu à se prononcer. Nous allons les examiner et les discuter dans l'ordre suivant.

Nous nous occuperons d'abord de celles qui ont trait aux documents essentiels, c'est-à-dire aux deux procès et à leur valeur soit historique, soit juridique.

Nous étudierons ensuite successivement les parties les plus suspectes du procès de condamnation : l'abjuration du cimetière de Saint-Ouen, le narré du procès de rechute, l'Information posthume¹.

Trois chapitres, un sur la Pucelle, un sur l'évêque de Beauvais, tels que les présente chacune des deux Ecoles, un autre sur la méthode adoptée par l'auteur des *Aperçus nouveaux*, un quatrième et dernier, en manière de conclusion, sur l'héroïsme de Jeanne d'Arc, mettront fin à ce travail.

1. Pour les parties « suspectes » dudit procès dont nous ne pouvons nous occuper ici, voir la 2^{me} série de nos *Études critiques*, pp. 681-688.

LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

JULES QUICHERAT

ET JEANNE D'ARC

DEUXIÈME PARTIE

LA REVISION DE L'HISTOIRE DE LA PUCELLE

ÉTUDE CRITIQUE DES DOCUMENTS

LES DEUX ÉCOLES EN PRÉSENCE :

L'ÉCOLE FRANÇAISE AVEC FRANÇOIS DE L'AUVERDY;

L'ÉCOLE FRANCO-ANGLAISE AVEC JULES QUICHERAT.

DE LA VALEUR HISTORIQUE ET JURIDIQUE
DU PROCÈS DE CONDAMNATION
ET DU PROCÈS DE RÉHABILITATION

CHAPITRE VII.

LA REVISION DE L'HISTOIRE DE JEANNE D'ARC ET LES DOCUMENTS. — DU PROCÈS DE CONDAMNATION.

En écrivant les trois dernières parties du présent ouvrage, nous nous sommes proposé, comme le fit J. Quicherat, d'écrire, non un chapitre d'histoire, mais une Etude critique. Qu'on ne s'étonne donc pas si, tout en traitant des faits les plus marquants de la vie de la Pucelle, nous nous occupons principalement de la valeur des documents dans lesquels ils sont rapportés. Ainsi a procédé J. Quicherat : ainsi devons-nous procéder nous-même, si nous tenons à contrôler l'exactitude de ses *Aperçus* et à le suivre sur le terrain qu'il a choisi.

Les deux Ecoles française et franco-anglaise étant d'accord sur la première partie de la vie de Jeanne, nous n'en parlerons pas. Les procès de condamnation et de revision formant les sources originales de l'histoire de l'héroïne durant sa captivité, c'est de ces documents et de leur valeur que nous allons immédiatement traiter.

Commençons par le premier en date, c'est-à-dire par le procès de condamnation. Demandons-nous, dans ce chapitre-ci, quelle en est l'autorité historique, d'après J. Quicherat et son Ecole.

Dans les chapitres suivants nous opposerons à cette opinion celle de l'Ecole française qui semble prévaloir aujourd'hui, et nous aborderons la question de l'autorité juridique du même procès.

I.

DE LA DOUBLE AUTORITÉ DONT LES DEUX PROCÈS SONT SUSCEPTIBLES.

Le procès de Rouen — et il en faut dire autant du procès de réhabilitation — est susceptible d'une double autorité, d'une autorité historique et d'une autorité juridique : d'une autorité historique, à titre de document qui relate un certain nombre de faits intéressant l'histoire du quinzième siècle ; d'une autorité juridique, ce document n'étant que la rédaction d'un procès instruit conformément au droit ecclésiastique du temps.

Aux historiens et aux juristes incombe la tâche d'examiner dans quelle mesure il convient de reconnaître aux dits procès l'une et l'autre de ces autorités.

En ce qui regarde l'autorité historique et documentaire, l'historien s'enquerra de l'authenticité des textes, de la sûreté des informations recueillies, de l'impartia-

lité des rédacteurs, des témoins invoqués, et de leur véracité. Il recherchera si les faits rapportés n'ont point été altérés, faussés, inventés, dénaturés. Et s'il lui arrive de constater que la confiance doit raisonnablement faire défaut, qu'une suspicion légitime frappe le document dans l'ensemble ou dans quelques-unes de ses parties, il fera ses réserves et portera sur l'autorité du document un jugement en conséquence.

En ce qui regarde l'autorité juridique des dits procès, aux juristes de rechercher, et aux historiens de s'enquérir, si la cause jugée l'a été dans les conditions voulues de justice et d'équité, si la procédure en a été conduite conformément au droit naturel et aux règles du droit positif en vigueur. De la fidélité à ces conditions et de l'observation de ces règles, dans le cas des deux procès, dépendra le jugement à porter sur leur autorité juridique.

Au reste, il se tromperait grandement le lecteur qui croirait que, jusques en 1850, ces graves questions n'avaient jamais préoccupé les érudits.

Lorsque J. Quicherat publia ses *Aperçus nouveaux* et qu'il émit sur les procès de Jeanne les appréciations que nous examinerons tout à l'heure, il revenait sur une cause jugée et il appelait des jugements portés avant lui.

Chacun des historiens de la Pucelle dont nous avons mentionné les travaux, Edmond Richer, Lenglet-Dufresnoy, de l'Averdy, Le Brun de Charmettes, n'avait

reconnu au procès de condamnation qu'une autorité historique suspecte. J. Quicherat n'a point protesté ouvertement contre cette suspicion; mais il s'est exprimé en des termes qui, au fond, la repoussent.

Un tribunal suprême a cassé le jugement du tribunal de Rouen, et, par cela même, au for ecclésiastique il a dépouillé le procès de toute valeur juridique.

Des juristes d'une compétence indéniable, contemporains de la réhabilitation, des théologiens de grand savoir, les historiens mentionnés plus haut, ont conclu dans le même sens.

J. Quicherat, s'improvisant canoniste et théologien, estime « suffisamment régulier » le procès conduit par Pierre Cauchon; de là le langage qu'il tient lorsqu'il est question de la valeur documentaire et juridique du dit procès.

II.

LE PROCÈS DE CONDAMNATION ET SON AUTORITÉ HISTORIQUE.

Le procès de 1431 n'est point ce qu'assure une certaine Ecole, à savoir un procès ecclésiastique engageant la responsabilité du chef de l'Eglise lui-même : c'est là une erreur dont nous nous réservons de faire constater l'évidence dans une Etude complémentaire à la fin du volume.

Qu'est-ce donc que le procès qui a condamné Jeanne à mourir sur un bûcher ?

C'est un procès d'Etat engagé par des chefs d'Etat, en vue d'une vengeance d'Etat :

Procès hypocrite et déloyal, car au lieu de faire juger l'accusée par les tribunaux ordinaires, les puissants personnages entre les mains desquels la Pucelle était tombée la firent juger par des hommes d'Eglise, dans l'espoir de rejeter la responsabilité du jugement sur l'Eglise même. Ils exigèrent donc un procès en cause de foi, procès dans lequel l'accusée était prévenue des crimes d'hérésie, d'erreurs en la foi, de sorcellerie et de pratiques démoniaques. La sentence à laquelle ils entendaient que ce procès aboutît était une sentence de relaps, parce qu'une sentence de ce genre était toujours capitale et exclusive de toute rémission.

Un procès qui se présente dans ces conditions peut-il avoir d'autre issue qu'un jugement inique ; et le document dans lequel les juges eux-mêmes en rapporteront les phases à leur manière, pourrait-il être, au point de vue historique, autre chose que suspect ?

J. Quicherat, dans ses *Aperçus nouveaux*, semble n'être pas de cet avis.

Son opinion repose-t-elle sur des raisons solides et des faits irrécusables ?

Nous avons cherché dans son *Etude* ces raisons et ces faits ; nous les y avons cherchés en vain.

Que le jeune critique estime l'autorité documentaire du procès de condamnation inattaquable et au-dessus de tout débat, cela résulte d'abord de ce que

jamais il n'émet de doute à ce sujet, bien qu'il n'établisse nulle part son opinion en thèse générale.

Cela résulte en second lieu de l'usage qu'il fait, sans chercher à le justifier, des parties du dit procès réputées particulièrement suspectes, et des preuves qu'il y puise en faveur de ses propositions.

Manifestement, ces parties « ouvertement suspectes » pour la généralité des historiens, ne le sont pas pour J. Quicherat.

Il doit même estimer les raisons de ceux-ci bien faibles et les siennes bien fortes, puisqu'il ne condescend pas plus à réfuter les unes qu'à présenter les autres.

C'est du dédain transcendant, si l'on veut. Mais le dédain, même transcendant, peut-il suppléer au défaut de raisons et créer à lui seul l'évidence?

Sur toutes choses, il y a lieu de s'étonner que J. Quicherat n'ait pas songé à dire et n'ait dit nulle part pourquoi le rôle étrange rempli par l'évêque de Beauvais, Pierre Cauchon, dans le procès de Rouen, les liens qui l'attachaient à la cause anglaise et le désir hautement avoué d'accomplir les volontés de ses seigneurs et maîtres, ne l'empêchaient pas, lui Quicherat, de croire à son impartialité. Car il fallait qu'il y crût sincèrement pour embrasser l'opinion que trahit sa façon de s'exprimer quant à la régularité juridique du procès de condamnation.

En somme, dans les quatre cents pages de ce procès, il n'y a point de textes suspects, pour l'auteur des

Aperçus nouveaux, ou il y en a si peu qu'ils ne sauraient compromettre la valeur du document.

Dans le Réquisitoire en soixante-dix articles, il relèvera l'étrangeté de deux ou trois affirmations, ce qui ne l'empêchera pas d'en user avec cette partie du procès comme si les faits qui y sont supposés et les accusations qui y sont formulées contre la Pucelle étaient l'expression de l'exacte vérité.

III.

DU RÉQUISITOIRE EN SOIXANTE-DIX ARTICLES. — AUTORITÉ
DONT IL JOUIT AUX YEUX DE J. QUICHERAT.

Il ne faut pas être grand clerc pour s'apercevoir que ledit Réquisitoire n'est qu'une œuvre passionnée de mensonge et de parti pris. De mensonge : à chaque pas, on prend l'auteur de ce factum en flagrant délit d'inexactitude et d'erreur. De parti pris : car, s'il se trouve en présence de deux interprétations possibles, l'une favorable à l'accusée, l'autre défavorable, c'est toujours à l'interprétation défavorable qu'il accorde la préférence.

On pourrait ajouter sans exagérer : œuvre d'effronterie et d'impudence ; car à l'appui et en preuve de mainte de ses assertions, le rédacteur de ces articles renvoie aux interrogatoires du procès d'office ; et quand on se reporte aux interrogatoires indiqués, c'est

souvent toute autre chose qu'on y trouve et plus d'une fois le contraire.

Ainsi, par exemple, les premiers articles font de Jeanne une « enfant formée par de vieilles femmes à la pratique de la magie, des sortilèges et de la divination ». Ils diront « qu'elle portait sur elle une mandragore pour arriver plus tôt à la fortune » et qu'elle avait été « servante dans une auberge où fréquentaient des femmes débauchées et des gens de guerre ».

Qu'on demande aux juges de la cause dans quels interrogatoires du procès d'office se trouve la preuve de ces imputations ? L'on peut bien les défier et défier qui que ce soit d'en citer aucun.

C'est pourtant du Réquisitoire que J. Quicherat extrait certains faits et propos qu'il attribue à Jeanne et qu'il retourne contre elle.

PREMIER EXEMPLE : *Jeanne exterminatrice des Anglais*. — A la page 44 de ses *Aperçus*, il reproche à l'héroïne d'avoir manqué sa mission.

Pourquoi ? Parce qu'elle aurait dû exterminer les Anglais jusqu'au dernier.

Où donc Jeanne a-t-elle dit qu'elle exterminerait les Anglais jusqu'au dernier ?

Nulle part ; mais l'auteur du Réquisitoire lui prête ce langage à l'article xvii :

« *Johanna... promisit quod adversarios omnes interficeret* ; Jeanne a assuré qu'elle exterminerait tous

les ennemis », et J. Quicherat, sur la foi de cet article, ajoute :

« Jeanne s'était annoncée comme l'exterminatrice des Anglais. Les juges de Rouen en avaient la preuve écrite. »

Cette « preuve écrite », ni J. Quicherat, ni personne, ne l'ont jamais vue, s'il est question d'une preuve autre que cet article de l'acte d'accusation. En homme d'imagination, l'auteur des *Aperçus nouveaux* affirme, pour les besoins de la cause, qu'une preuve pareille a existé, et cette affirmation en l'air lui suffit.

AUTRE EXEMPLE : *Le prétendu saut de Beurevoir.*

— Que fut en réalité ce prétendu saut que, d'après le Réquisitoire, la Pucelle aurait fait du haut du donjon de Beurevoir où elle était prisonnière ?

Aujourd'hui aucun historien ne songe à y voir autre chose qu'une simple tentative d'évasion dont le récit, présenté en termes équivoques dans les interrogatoires du procès, a été fait en termes des plus clairs par une chronique bourguignonne contemporaine, connue sous le nom de *Chronique des Cordeliers*.

Cette chronique raconte la chose en ces termes : « Il fut partout grand bruit de la prise de la Pucelle ; ce fut un grand sujet de joie pour le parti bourguignon, de grande douleur pour le parti opposé ; car ceux-ci fondaient sur elle grande espérance, tandis que les autres en avaient grande frayeur.

« Elle fut enfin amenée prisonnière à Beaufort où elle fut grand espace de temps, au point que par malice elle cuida escaper (*elle faillit s'échapper*) par les fenêtres; mais ce à quoi elle s'avalait (*elle se tenait*) rompit si bien qu'elle tomba de haut en bas, et se rompit presque les reins et le dos, et fut longtemps malade de ses blessures. »

Sur les motifs de cette évasion, Jeanne a donné à Rouen toutes les explications désirables. Elle voulait, cela va sans dire, échapper aux Anglais, recouvrer sa liberté, et voler, pleine d'ardeur et d'espoir, au secours de ses bons amis de Compiègne.

Cette tentative classique d'évasion, aux motifs si naturels et si légitimes, l'auteur du Réquisitoire la dénature et la transforme en une tentative de suicide. A l'article XLI, il la dépeint de cette manière :

« Ladite Jeanne, comme une désespérée, tenta de se précipiter du sommet d'une tour élevée et, à l'instigation du diable, fit ce qu'elle put pour accomplir son dessein. »

Remarquons avec quel soin les termes de cet article sont pesés.

Il s'agit, non d'une tentative d'évasion, mais d'un véritable suicide suggéré par le désespoir : « *ut desperata, se precipitare tentavit.* » Pour ne pas être frustrée dans son espoir, la prisonnière monte au sommet d'une haute tour : ... « *a summitate unius altæ turris;* » ce n'est point de la fenêtre de son cachot

qu'elle s'élancera, mais de ce sommet. Si elle ne s'est point tuée, il n'y a point de sa faute : elle a fait tout ce qui dépendait d'elle : « ... *fecit quod potuit de facto.* »

Ce récit de l'auteur du Réquisitoire et la double accusation de désespoir et de suicide qu'il implique, J. Quicherat n'éprouve aucun embarras à les admettre. « L'idée vint à la Pucelle, dit-il, *de se jeter en bas* de la tour où elle était enfermée... Les chances étaient plutôt pour la mort que pour le salut... Jeanne se précipita. Elle ne se tua point, mais ne réussit pas non plus à se sauver. »

L'auteur des *Aperçus nouveaux* admet avec une telle confiance de telles assertions, qu'il se préoccupe de les compléter.

Il tient à juger de quelle hauteur exactement la prisonnière se précipita. Adoptant les termes de l'acte d'accusation, *a summitate unius turris altæ*, et ne songeant même pas à ce qu'ils ont d'invraisemblable, il exprime l'avis que « soixante à soixante dix pieds sont la moindre élévation qu'on puisse supposer à un donjon comme celui de Beaurevoir »¹.

En prenant sur le fait cette confiance absolue du jeune critique en l'autorité du Réquisitoire, on ne s'étonnera pas qu'il l'accorde également à toutes les parties du procès, sans excepter les pages qui racontent

1. *Aperçus nouveaux*, pp. 55-58.

la prétendue abjuration du cimetière de Saint-Ouen, et les séances du procès de rechute. Nous n'aurons que trop souvent, au cours de ce travail, à constater ce fait de l'autorité documentaire que l'auteur des *Aperçus nouveaux* reconnaît sans réserve à toutes ces parties pour n'avoir pas à insister davantage ; les preuves en apparaîtront décisives et surabondantes.

Nous inférons de là que, dans la pensée de J. Quicherat, le procès de condamnation ne pouvait être, à titre de document purement historique, frappé d'une légitime suspicion.

Telle n'a point été, durant quatre siècles, l'opinion dominante : tel n'est pas, au commencement de ce vingtième siècle, le sentiment de la grande majorité des historiens et des érudits. Il est bon de savoir pourquoi et nous allons essayer de le dire.

CHAPITRE VIII.

DU PROCÈS DE ROUEN, A TITRE DE DOCUMENT HISTORIQUE.
SUSPICION DONT IL EST FRAPPÉ.

Chose étrange ! la sentence qui disqualifie, comme document historique, le procès de condamnation, c'est un disciple de la nouvelle Ecole franco-anglaise qui l'a portée ; c'est un admirateur de J. Quicherat, Vallet de Viriville, qui a dit :

« Nous ne saurions trop répéter que, à nos yeux, le texte du procès est un texte suspect, évidemment partial, rédigé par des juges iniques et hostiles ¹. »

Les raisons que nous allons présenter, d'après les historiens de l'Ecole française, ne sont que la justification et le commentaire de cette parole.

1. *Procès de condamnation traduit...*, p. 87, note 2. Paris, in-8°, 1867.

I.

DES RÉDACTEURS DU PROCÈS DE CONDAMNATION.

Quels sont les rédacteurs responsables de ce texte « suspect, évidemment partial », juges « iniques et hostiles » ?

Ils sont deux, l'Evêque de Beauvais, Pierre Cauchon, et un Docteur de Paris, son homme de confiance, Thomas de Courcelles.

L'un, Pierre Cauchon, a rédigé le texte du procès, comme nous l'avons dit ailleurs ; l'autre, Thomas de Courcelles, a mis le procès en forme et a traduit la minute française en latin.

Tous deux étaient en vérité, selon le mot de Vallet de Viriville, des « juges iniques et hostiles », par cela seul qu'ils avaient accepté du Grand Conseil d'Angleterre la mission de juger Jeanne en cause de foi, et de mener le procès de telle façon qu'il aboutit à une sentence de condamnation irrévocable et au supplice du feu.

Aussi ont-ils, l'un rédigé, l'autre traduit et remanié le texte du procès en juges « iniques », en ennemis mortels de l'accusée, s'attachant à présenter ledit procès de telle sorte, que le dénouement en parût légitime et que les contemporains et la postérité n'y pussent voir qu'un acte de haute et sereine justice.

Pierre Cauchon étant l'ennemi public et déclaré de la Pucelle, les lois divines et humaines lui interdisaient de consentir à la juger.

La jeune fille, dans une séance du procès, lui en jeta le reproche à la face.

L'évêque-juge ne sourcilla pas. Dédaignant de donner le change sur les sentiments qui l'animaient, il répondit sèchement :

« Le roi m'a commandé de faire votre procès et je le ferai ¹. »

En présence d'un document « suspect », évidemment partial, tel que le texte du procès de Rouen, quelles règles une saine critique commandera-t-elle à l'historien d'observer ?

Pas d'autres que celles-ci :

1^o Considérer comme irrecevables les textes et témoignages à charge contre la Pucelle, toutes les fois qu'ils procèdent uniquement de ses ennemis mortels et ne présentent point d'autres garanties de « véridicité » ;

2^o Estimer irrecevables au même chef les accusations infamantes, les imputations de faits déshonorants qui se produisent dans les mêmes conditions, et que des témoignages venant d'ailleurs et dignes de créance ne confirment pas.

La disqualification prononcée par Vallet de Viriville contre les juges de Rouen et les motifs qu'il en

1. *Procès*, t. III, p. 154. Dépos. de Jean Massieu.

produit ne sont que trop justifiés par les faits. L'hostilité de ces personnages contre la Pucelle n'est pas demeurée à l'état platonique. Le texte du procès a été de leur part l'objet d'omissions, de suppressions, d'interpolations, d'altérations, de retouches attestées par de nombreux témoins.

En dehors des procès-verbaux officiels, Pierre Cauchon faisait rédiger par des écrivains à lui des procès-verbaux de fantaisie où l'on n'insérait que ce qui lui plaisait.

Dans l'acte d'accusation ou Réquisitoire en soixante-dix articles, le promoteur ne s'est pas fait scrupule de travestir les faits et de dénaturer les réponses de l'accusée.

L'évêque de Beauvais n'a pas reculé devant la substitution de pièces fausses aux pièces authentiques, pour faire croire à la réalité d'une abjuration qu'il voulait et n'avait pu arracher.

Enfin, postérieurement au procès, le traducteur, Thomas de Courcelles, profita de la facilité qui lui en était offerte pour pratiquer cinq infidélités de sens dans l'unique interrogatoire du procès de rechute, en vue de dissiper jusqu'au plus léger doute sur la réalité de l'abjuration canonique du 24 mai 1431.

Rapportons quelques-uns des faits qui, aux yeux des historiens de l'Ecole française, motivent ces affirmations.

II.

LES PRINCIPAUX MOTIFS DE SUSPICION.

Aux raisons générales qui frappent de suspicion le texte du procès de Rouen, s'ajoutent des motifs particuliers fournis par les faits que voici :

1^o *Il y a d'abord les omissions pratiquées au détriment de l'accusée* : la preuve n'en paraît pas contestable.

Jeanne était traduite devant un tribunal en cause de foi.

Pour que le procès s'instruisît régulièrement, le droit canonique exigeait des présomptions fondées à l'endroit de la culpabilité de l'accusée. De là, pour les juges, l'obligation de faire procéder à des informations préalables et de les consigner dans les écritures du procès.

L'évêque de Beauvais donna l'ordre de recueillir ces informations. Il les communiqua, le samedi 13 janvier, quatre jours après l'ouverture de la cause, aux assesseurs qu'il avait mandés chez lui. Or, il advint que ces informations étaient favorables à la prévenue.

Le tabellion royal qui les avait recueillies, Nicolas Bailly, d'Andelot, déclarait « n'avoir rien trouvé en la Pucelle qu'il n'eût voulu trouver en sa propre sœur ¹. »

1. *Procès*, t. III, p. 193. Dépos. de Jean Moreau.

Devant des informations de cette nature, Pierre Cauchon, qui en espérait d'autre sorte, se garda bien de les faire figurer au procès.

Les notaires n'en eurent jamais connaissance ; et le traducteur des minutes françaises, Thomas de Courcelles, assura ne les avoir jamais vues ¹.

2° Il y a, de plus, le silence du texte du procès sur le refus de mettre l'accusée en prison ecclésiastique. — Une loi formelle de l'Eglise requérait que tout prévenu en matière de foi fût enfermé, non en prison séculière, mais en prison ecclésiastique. Jeanne demanda plusieurs fois que cette règle lui fût appliquée.

Des assesseurs le demandèrent également au début et au cours du procès.

Pierre Cauchon n'en fit rien. On eut beau insister. « Cela, dit-il, déplaisait aux Anglais ². »

Pourquoi ne trouve-t-on pas trace de cette question et des explications échangées entre l'évêque de Beauvais et les assesseurs, dans les écritures du procès ?

N'est-ce pas à cause de l'injustice flagrante dont l'évêque-juge se rendait coupable envers la Pucelle, et dans l'espoir que, grâce au silence des textes, cette injustice resterait ignorée ? Car, ce n'est pas dans une prison séculière ordinaire, mais dans une prison

1. *Procès*, t. III, p. 57.

2. *Procès*, t. II, pp. 7-8.

d'Etat, dans le château royal même, que Jeanne passa tout le temps du procès.

Il ne faut pas chercher d'autre raison au mutisme de Pierre Cauchon sur son refus de donner un avocat et un conseil judiciaire à Jeanne avant le procès d'office. C'était pourtant le droit de l'accusée. Evidemment, le prélat ne tenait à renseigner sur ce point ni les contemporains, ni la postérité ¹.

3^e *Notons la rédaction partielle de la minute officielle des interrogatoires.* — Nous ne nous occuperons pas en détail de la manière dont furent conduits les interrogatoires de la Pucelle. De nombreuses dépositions de témoins oculaires nous apprennent que, loin de fournir à l'accusée le moyen de s'expliquer clairement, on ne cherchait qu'à l'embarrasser et à lui tendre pièges sur pièges.

« Je l'ai vue, déposait un des assesseurs, le chanoine de Grouchet, soumise à des questions embrouillées, captieuses : on voulait la prendre par ses paroles, la détourner de son propos ² »

Les maîtres, remarque le P. Henri Denifle, ne se gênaient pas et s'appliquaient à poser des « questions perfides, non pour pénétrer la vérité, mais pour tendre des embûches à l'accusée » ³.

1. *Procès*, t. II, pp. 334, 364.

2. *Procès*, t. II, pp. 357-358.

3. *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, 1897, p. 10.

Si les interrogatoires étaient conduits de façon partielle, ils n'étaient pas rédigés différemment. Non pas que les notaires-greffiers nommés par le tribunal aient trahi leurs devoirs; ils ne demandaient qu'à le remplir jusqu'au bout. Mais leurs seigneurs et maîtres n'étaient pas toujours de cet avis.

« Bien souvent, déposait à l'enquête de la revision Guillaume Manchon, le principal notaire, j'eus à subir la mauvaise humeur de l'évêque de Beauvais et de plusieurs autres maîtres. Ils voulaient me forcer à écrire selon leur imagination et contrairement à ce que Jeanne avait voulu dire. Et quand il y avait quelque chose qui ne leur plaisait pas, ils défendaient de l'écrire, disant que cela ne servait pas au procès¹. »

Thomas Marie, prieur de Saint-Michel, près Rouen, et Nicolas de Houpeville, un des assesseurs, confirment ces déclarations de l'honnête notaire.

« Plus d'une fois, dit le premier, on pressait les notaires officiels d'écrire autrement qu'il ne fallait. »
« Souvent, ajoute le second, on les empêchait de relater telles ou telles choses². »

Rappelons-en deux exemples.

1. « Pendant les cinq ou six premières journées, c'est-à-dire à l'occasion des premiers interrogatoires, les juges, déposait J. Manchon, voulurent à plusieurs

1. *Procès*, t. II, p. 12.

2. *Procès*, t. II, pp. 325, 371.

reprises m'obliger à modifier ma rédaction ; ils me disaient en latin d'employer d'autres termes, de façon à changer le sens des paroles.¹ »

2. Au cours des débats, Jeanne dit un jour à ses juges qu'elle se soumettrait volontiers au concile de Bâle. Le greffier, Guillaume Manchon, demanda à l'évêque de Beauvais s'il devait prendre acte, dans le procès-verbal, de cette déclaration de l'accusée et mentionner sa soumission au concile.

L'évêque répondit que c'était inutile.

Et, en effet, la déclaration de Jeanne fut passée sous silence. « Ce qui, ajoute le déposant, Frère Isambard de la Pierre, suscita de grands murmures dans l'assemblée. »

C'est alors que Jeanne dit à ce juge inique : « Vous écrivez bien ce qui est contre moi, vous qui refusez d'écrire ce qui est pour moi². »

4^o Mentionnons, en dernier lieu, les deux procès-verbaux des interrogatoires. — Il ne suffit pas à Pierre Cauchon de chercher à diriger au gré de sa passion la rédaction des procès-verbaux officiels ; il voulut avoir ses procès-verbaux à lui.

Les notaires du tribunal répugnant manifestement à cette besogne, il choisit des clercs à sa dévotion qui,

1. *Procès*, t. II, p. 13.

2. *Procès*, t. II, pp. 349-350.

installés près des juges, dressaient le procès-verbal conformément aux instructions qu'ils avaient reçues.

« Le premier jour où Jeanne fut interrogée, déposait Guillaume Manchon, il y avait dans la salle deux ou trois secrétaires du roi d'Angleterre qui écrivaient selon leur fantaisie les réponses de l'accusée, taisant ce qui était de nature à la justifier. »

Manchon, notaire officiel, se plaignit. On le laissa dire, et les clercs apostés continuèrent leur office.

« L'honnête notaire ajoute, en effet, que durant une grande partie du procès, pendant qu'il écrivait, deux autres personnages, cachés près d'une fenêtre, écrivaient par ordre de Monseigneur de Beauvais. Comme ils rapportaient les choses autrement que lui, Monseigneur se fâchait et voulait que lui, Manchon, modifiât ses écritures. »

Un des principaux assesseurs, Pierre Migiet, s'aperçut aussi bien que Manchon de la présence des deux faux secrétaires, et s'en plaignit comme d'un procédé déloyal. Les juges ne se troublèrent pas pour si peu, et les faux secrétaires continuèrent à instrumenter comme auparavant¹.

Le faux procès-verbal ne fut pas oublié. Pierre Cauchon le mit à la disposition du promoteur d'Estivet pour la rédaction du réquisitoire. Peu après, il en donna communication à l'Université de Paris, afin de faire

1. *Procès*, t. III, p. 137.

accepter à l'*alma mater* les Douze articles comme l'expression authentique des aveux de la Pucelle.

III.

LE DRAME DU CIMETIÈRE DE SAINT-OUEN ET LA « PRÉTENDUE ABJURATION ».

Arrivons aux pages que le procès de Rouen consacre au drame du cimetière de Saint-Ouen et au procès de rechute. Ces pages ne sont pas seulement suspectes, au même titre que celles dont nous venons de parler ; elles le sont comme peuvent l'être les mensonges et les interpolations les plus abominables.

En effet, elles nous mettent en présence d'un faux en écriture publique, d'une substitution de pièce fausse à la pièce authentique, et d'altérations du texte primitif en vue de dissimuler ces faux et de confirmer la croyance publique aux actes reprochés mensongèrement à la jeune fille dont on voulait la mort.

Ayant à revenir plus loin sur ces graves questions, nous ne dirons en ce moment que l'indispensable.

Le comte de Warwick, parlant au nom du roi d'Angleterre, entendait que la Pucelle mourût, non de maladie ou de mort naturelle, mais « par arrêt de justice et qu'elle fût brûlée »¹.

1. *Procès*, t. III, p. 51.

Or, un procès de relaps permettait seul d'y parvenir à coup sûr, toute condamnation pour cause de relaps vouant le condamné à la mort, sans rémission ni grâce possible.

Pour ouvrir un procès de relaps, il fallait que l'accusée eût déjà bénéficié d'un premier jugement en cause de chute et d'une sentence d'absolution.

Pour bénéficier de cette sentence, il fallait enfin que l'accusée eût consenti à prononcer, avec serments à l'appui, un formulaire d'abjuration spécifiant les crimes touchant la foi qu'elle reconnaissait avoir commis, et qu'elle jurât de ne plus les commettre à l'avenir.

Si elle avait, l'abjuration prononcée, le malheur de transgresser les engagements pris sous la foi du serment, elle *rechutait* et devenait *relapse*. Le fait du relaps constaté, un nouveau procès, dit de rechute, s'ouvrait et une condamnation infamante et capitale en était l'inévitable issue.

La préparation du drame du cimetière de Saint-Ouen et toutes les péripéties que les enquêtes de la réhabilitation ont fait connaître n'avaient qu'un but : amener Jeanne à prononcer et à signer le formulaire d'abjuration que l'évêque de Beauvais avait fait rédiger d'avance.

Jeanne paraissant devoir s'y refuser absolument, le prédicateur lui présenta un formulaire de six à huit lignes. On le lui lut, et comme il se ramenait en définitive à un acte de soumission à « l'Église univer-

selle », la jeune fille finit par consentir à le prononcer et à le signer.

Mais l'évêque de Beauvais ne s'accommoda pas de ce formulaire qui faisait obstacle à ses desseins. Il lui fallait à tout prix celui qu'il avait fait préparer. Aussi, n'hésita-t-il pas à le substituer à la cédule de huit lignes et à le faire insérer au procès.

On trouvera ce texte dans l'ouvrage que J. Quicherat a publié. Au lieu de sept à huit lignes, dont se composait la cédule authentique, ce texte en compte une cinquantaine.

Ces dessous du procès de Rouen furent dénoncés aux juges de la réhabilitation par les témoins oculaires de la scène.

Ils révélèrent également les faits qui, au lendemain de la prétendue abjuration, provoquèrent le cas de relaps qu'attendait l'évêque-juge.

Ces faits, le texte officiel du procès de rechute n'a garde de les rappeler. Pas un mot qui y fasse allusion. On s'efforce de cacher à tout prix la vérité. En revanche, dans l'unique interrogatoire de ce second procès, les questions et réponses sont rédigées de manière à ce que le fait de la prétendue abjuration canonique de Jeanne passe pour avéré.

Le traducteur de la minute française en latin, jugeant une traduction fidèle compromettante, prit sur lui de la faire telle qu'il la souhaitait.

On reconnaît, à cette absence de scrupule, le colla-

borateur dévoué de l'évêque de Beauvais, soucieux de leur réputation à tous deux, et peu rassuré sur le jugement de la postérité.

Quoique les historiens sachent à quoi s'en tenir, il n'est pas inutile toutefois de rappeler les précautions que Thomas de Courcelles a prises, en traduisant le procès de Rouen, pour que l'on ne sût rien du rôle qu'il avait rempli, les jours où furent lus les articles du Réquisitoire, et dans la séance où l'on délibéra sur la mise de Jeanne d'Arc à la torture.

Treize assesseurs avaient assisté à cette délibération. Trois seulement opinèrent qu'il serait bon de torturer l'accusée.

Courcelles fut un des trois.

Il espérait que la postérité n'en saurait rien ; mais son espoir a été déçu.

La Providence a permis que des fragments de la minute française des procès-verbaux officiels soient arrivés jusqu'à nous.

Grâce à cette minute française (manuscrit de d'Urfé), les historiens savent ce fait : ils savent, de plus, qu'à Thomas de Courcelles fut confié le soin de donner lecture publique du Réquisitoire.

Grâce à la minute française, l'auteur de la présente Etude eut, en 1901, la bonne fortune de découvrir cinq altérations des plus graves, pratiquées par le même docteur dans sa traduction latine de l'interrogatoire du procès de rechute.

Ces altérations avaient, jusqu'à nous, échappé aux recherches des érudits : J. Quicherat lui-même ne les avait pas remarquées.

Avec la satisfaction toujours grande de découvrir une parcelle de vérité, elle nous ont procuré celle d'ajouter à notre essai de justification de Jeanne sur le chapitre de l'abjuration, un argument dont les esprits les plus prévenus n'ont pu contester la portée ¹.

En voilà bien assez, n'est ce pas, pour montrer que les historiens de l'Ecole française ont de bonnes raisons de considérer comme suspect en général, et comme faussé, interpolé en plusieurs parties, le texte du procès de condamnation.

Si l'histoire s'écrivait comme l'ont écrite en ces quatre cents pages Pierre Cauchon et Thomas de Courcelles, il n'y aurait bientôt plus d'histoire.

1. Le lecteur trouvera ces textes au chapitre xv.

CHAPITRE IX.

DE LA VALEUR JURIDIQUE DU PROCÈS DE CONDAMNATION.

Le procès de condamnation de la Pucelle n'est pas un document sur l'autorité historique duquel on puisse arrêter un jugement définitif, indépendamment du caractère juridique dont il est revêtu. Ces deux questions sont étroitement liées l'une à l'autre. De là, pour l'historien, la nécessité d'étudier le procès de Rouen sous ce dernier rapport, s'il tient à se former une conviction solidement établie.

I.

OPINION DE J. QUICHERAT A CE SUJET.

On l'a déjà vu : le droit selon lequel le procès de Rouen a été conduit est le droit canonique ; la procédure qui lui a été appliquée est la procédure inquisitoriale ; plusieurs des questions qui y ont été agitées sont des questions théologiques. Sur ce terrain nouveau, J. Quicherat va prendre le caractère d'un per-

sonnage nouveau; nous allons avoir affaire, non plus seulement à l'historien et au critique, mais au canoniste et au théologien.

L'opinion du nouveau personnage sur la valeur juridique du procès de la Pucelle n'est pas douteuse. Il en est, à ses yeux, de la valeur juridique de ce procès comme de sa valeur historique; l'une et l'autre sont inattaquables.

Une sentence solennelle a prétendu, en 1456, l'invalider en tant que procès canonique, et le déclarer nul.

Cette sentence l'aurait invalidé à tort, et annulé sans raison suffisante.

Telles sont les conclusions qui se dégagent, non d'une thèse spéciale et d'arguments propres à la soutenir, — J. Quicherat ne procède pas de la sorte, sa méthode critique est celle des petits paquets, — mais des réflexions qu'il sème en ses *Aperçus nouveaux*, et des quelques phrases dans lesquelles il a jugé bon de les formuler.

Ces conclusions, tout comme celles qui s'appliquent à l'autorité historique du même document, sont en opposition formelle avec la tradition qui régnait avant 1850, et dont le savant et consciencieux L'Averdy est le représentant autorisé. Car, en l'an de grâce 1850, l'opinion à peu près unanime des historiens et érudits sur ce point, était celle que le tribunal de 1456 avait sanctionnée par le jugement de réhabilitation de la Pucelle, jugement qui, à partir de cette année, s'im-

posa peu à peu aux esprits cultivés et finit par faire loi.

« Il ne peut pas y avoir, écrivait L'Averdy, de jugement plus réfléchi, mieux préparé, ni plus juste en lui-même¹ », que le jugement de réhabilitation. En tout cas, il est de ceux que les historiens de poids ne songeront à critiquer qu'avec de graves raisons à l'appui.

Il ne sera pas hors de propos de rappeler quelques-unes des circonstances dans lesquelles fut prononcée cette sentence qui invalidait juridiquement le procès de Rouen, et de reproduire les passages principaux de cette invalidation.

*Sentence des juges de 1456 invalidant le procès
de Rouen et réhabilitant la Pucelle².*

Le 7 juillet 1456, jour désigné pour la sentence définitive du procès de revision, à huit heures du matin, les juges délégués par le Saint-Siège, Jean Jouvenel des Ursins, archevêque et duc de Reims, Guillaume Chartier, évêque de Paris, Richard de Longueil, évêque de Coutances, et Jean Bréhal, inquisiteur de la perversité hérétique au royaume de France, s'assemblèrent dans le palais archiépiscopal de Rouen et se transportèrent dans la salle réservée aux audiences judiciaires. A côté d'eux figurèrent, en qualité de

1. *Notices et Extraits...*, p. 540.

2. *Procès*, t. III, pp. 355-362.

témoins, plusieurs prélats, maîtres en théologie et en décret, chanoines et avocats de la cour archiépiscopale, convoqués officiellement à cet effet.

Quand les représentants du Souverain Pontife furent montés sur leur tribunal, on vit paraître Jean d'Arc, un des frères de la Pucelle ; maître Guillaume Prévosteau, représentant d'honorables personnes Isabelle d'Arc, mère de la Pucelle, et Pierre d'Arc, son frère ; maître Simon Chapitault, promoteur de la cause, et maître Pierre Maugier, avocat de la famille de Jeanne.

Après quoi, le seigneur Archevêque de Reims, président de la Commission pontificale, prononça la sentence définitive :

« Au nom de la Trinité sainte et indivisible du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit, *Amen*.

« Nous..., juges spécialement désignés par Notre-Seigneur le très saint Pape récemment élu :

« Vu le procès solennellement agité devant Nous, en vertu du mandat apostolique qui Nous a été adressé et que Nous avons respectueusement accepté... ;

« Vu la requête des demandeurs tendant à la cassation du procès fait naguère et exécuté contre la défunte Jeanne par Pierre Cauchon, alors évêque de Beauvais ; à l'annulation des sentences ainsi que de toutes les choses qui en sont résultées, à la réhabilitation de la dite défunte, comme aux autres fins qui y sont exprimées ;

« Vu et considérés divers traités dus à des prélats,

docteurs, hommes d'expérience illustres et de grand renom, qui après s'être longuement rendu compte des livres et instruments du susdit procès, ont entrepris d'en étudier les points douteux en des écrits composés et publiés sur nos ordres ;

« Afin que notre présent jugement soit comme un rayon de la face de Dieu qui pèse les esprits ;

« En premier lieu Nous disons, et, la justice l'exigeant, Nous déclarons que les articles commençant par les mots *Certaine femme* demeurent, ont été et sont un extrait corrompu, dolosif, calomnieux, frauduleux et inique du prétendu procès et des aveux de ladite défunte ;

« Que la vérité a été passée sous silence, et le mensonge introduit en plusieurs points essentiels ;

« Qu'on y a indûment ajouté des circonstances aggravantes non contenues dans ledit procès et dans lesdits aveux ;

« Qu'on y a omis plusieurs circonstances favorables et justifiant l'accusée, et qu'on y a altéré jusqu'à la forme du langage, de manière à changer le sens même des choses ;

« En conséquence, Nous cassons, annulons, anéantissons lesdits articles comme faux, extraits calomnieusement et dolosivement, et non conformes aux aveux, et Nous décrétons que ces dits articles seront ici lacérés judiciairement.

« En second lieu, après avoir de nouv. au examiné

les autres parties dudit procès, et principalement les deux sentences prétendues de chute et de rechute ;

« Nous disons, prononçons, décrétons et déclarons que lesdits procès et sentences sont entachés de dol, de calomnie, d'iniquité, de contradiction, d'erreur manifeste en droit et en fait, et qu'avec l'abjuration, leur exécution et tout ce qui a suivi, ils ont été, sont et seront nuls, sans valeur aucune, sans effet et mis à néant ;

« Et néanmoins, autant que besoin est et comme le prescrit la raison, Nous les cassons, irritons, annulons et les dépouillons de toute valeur ; et Nous déclarons que ladite Jeanne, les demandeurs et ses parents n'ont contracté ni encouru, à l'occasion des procès et sentences susdites, aucune note ou tache d'infamie ; que ladite Jeanne n'est nullement atteinte par eux, qu'elle en est et demeure purgée, et, autant que besoin est, l'en purgeons totalement. »

Telles sont, écrivait L'Averdy, « les dispositions de ce jugement aussi juste que célèbre. Il a été rendu après la procédure la plus impartiale et la plus complète. Il ne l'a même été qu'après avoir entendu en déposition la plupart de ceux qui étaient assesseurs dans le premier procès et que la mort n'avait point encore moissonnés ; même après leur avoir fait examiner le procès de condamnation qu'ils ne connaissaient pas, puisqu'on avait eu l'adresse infernale de ne les

faire opiner que sur les douze articles substitués aux véritables interrogatoires »¹.

II.

OBSERVATIONS A PROPOS DE CE JUGEMENT.

Ce qu'il y a lieu de remarquer tout d'abord en ce jugement solennel, c'est le soin que les délégués du Saint-Siège prennent de s'exprimer en termes si clairs, qu'il ne puisse y avoir l'ombre d'un doute sur la condamnation poursuivie et sur les actes atteints par cette condamnation.

A quoi s'applique cette condamnation ?

Aux personnes ? point du tout. Le tribunal de la révision n'a pas voulu s'occuper de Pierre Cauchon et de ses assesseurs : il ne songe pas à flétrir directement et expressément leur mémoire. En revanche, il flétrit directement et expressément les actes du procès auquel ils ont pris part ; il les « casse, les irrite, les annule et les dépouille de toute valeur ».

1. *Notices et Extraits...*, p. 531. — Nous avons redressé une légère inexactitude de l'auteur, en ajoutant les mots soulignés *la plupart de...* L'Averdy a mis : « tous ceux... » Or, parmi les assesseurs encore vivants au temps de la réhabilitation, il y en eut plusieurs qui ne furent pas appelés en témoignage. Jusqu'à preuve du contraire, on est en droit de penser que, si les juges ne mandèrent pas certains personnages, c'est qu'ils avaient de bonnes raisons.

Que peut-il rester, juridiquement, après une pareille sentence, de la régularité du procès de Rouen ?

Rien absolument : s'il est permis de s'exprimer de la sorte, elle aussi est « cassée, irritée, annulée et dépouillée de toute valeur ».

Eh bien, c'est à l'opinion contraire que J. Quicherat s'arrête sans hésiter dans ses *Aperçus nouveaux*. Qu'on ne soit pas dupe des précautions qu'il prend, des ménagements qu'il affecte. Ce n'est pas aux mots qu'il faut regarder, mais au fond, mais à la pensée ; et celle-ci est si résolument arrêtée, qu'on ne daignera produire aucune raison pour la justifier. On insinuera d'abord, puis on affirmera la régularité du procès de Rouen ; mais ces affirmations seront gratuites et aucun argument sérieux ne leur servira d'appui.

« Le vœu du gouvernement anglais, dans le procès de la Pucelle, dira J. Quicherat, était qu'on évitât tout excès » — pourvu que l'issue fût celle qu'il attendait. « Le procès allait si bien, *qu'on doit croire* que toutes les précautions furent prises *pour en rendre la forme irréprochable*¹. »

Avez-vous remarqué cet *on doit croire* ? C'est ainsi qu'on se dispense de fournir des preuves.

« On doit croire... » Et sur la parole de qui ? de l'auteur des *Aperçus nouveaux* ? Elle n'a pas encore l'autorité nécessaire. Nous attendons ses raisons.

1. *Aperçus nouveaux...*, p. 101.

Tant qu'il ne les aura pas produites, nous persistons à croire que « toutes les précautions furent prises pour sauver les apparences », mais que « ni le fond ni la forme n'en furent rendus d'aucune manière irréprochables ».

A défaut d'arguments rationnels et de faits probants, J. Quicherat, craignant sans doute de n'être pas cru sur parole, étaie son affirmation gratuite de l'opinion d'un contemporain du procès.

« Un obscur dominicain, dit-il, — Frère Isambard de la Pierre, — n'a pas laissé de convenir que l'évêque de Beauvais avait, dans le procès de la Pucelle, observé suffisamment les règles du droit¹. »

Qu'était-ce que cet « obscur dominicain » dont on invoque l'autorité? Un grand homme méconnu? Les dominicains eux-mêmes ne s'en sont jamais douté. Un canoniste de savoir? point du tout. Avait-il au moins des titres, à défaut de savoir; était-il docteur *in utroque jure, in sacra pagina*? pas davantage. C'était un simple bachelier en théologie² : jamais, en dehors des deux procès, il n'a été question de lui.

Que peuvent valoir l'opinion et la parole de ce bon frère?

Tout juste ce que valent l'opinion et la parole du canoniste qu'était J. Quicherat.

1. *Aperçus...*, ibid.; — *Procès*, t. II, p. 351.

2. *Procès*, t. I, p. 337.

Et puis, que signifient ces expressions?

« L'évêque de Beauvais a suffisamment observé les règles du droit. »

Elles signifient uniquement que « l'évêque de Beauvais avait suffisamment observé les règles du droit, pour en arriver à « sauver les apparences¹ ».

Jeanne parut, aux yeux des assesseurs, « condamnée légalement et dans les formes voulues ».

Les juges de la revision, qui examinèrent le procès de plus près, acquirent la conviction qu'il n'en était rien, que le procès tout entier demeurerait nul dans la forme aussi bien que dans le fond, et ils le cassèrent en conséquence.

J. Quicherat proteste contre leur arrêt, et, pour toute raison, déclare s'en tenir à l'opinion de son dominicain. « Ce que j'ai dit du procès — et de sa régularité, pourrait-il ajouter, — n'est pas autre chose que le commentaire de cette parole trop peu remarquée². »

Nous voilà bien avertis : une critique nouvelle vient de faire son apparition dans l'histoire.

Elle se nomme la critique de l'affirmation pure.

Elle entend remplacer la vieille critique française qui ne veut pas faire un pas sans s'aider de ces béquilles gênantes qu'on appelle des « raisons ». Avec la nou-

1. « Sauver les apparences » était, en effet, la grande préoccupation du gouvernement anglais. Voir *Aperçus...*, p. 102.

2. *Aperçus...*, p. 147.

velle critique, les raisons deviendront superflues : des affirmations réitérées conduiront au même résultat.

III.

QUE LE JUGEMENT PRONONÇANT L'IRRÉGULARITÉ DU PROCÈS
DE ROUEN EST UN JUGEMENT MOTIVÉ.

Les raisons qui ont amené les délégués du Saint-Siège à prononcer le jugement qui déclare irrégulier le procès de Rouen et le dépouille de toute valeur ne pouvaient être ignorées de l'auteur des *Aperçus nouveaux*. Elles sont exposées d'abord dans les tomes II et III de l'ouvrage dont il a été l'éditeur.

Elles le sont ensuite dans les « traités dus à des prélats, docteurs, hommes d'expérience, illustres et de grand renom, qui, après s'être longuement rendu compte des livres et instruments du procès de condamnation, en ont élucidé les points douteux en des écrits composés et publiés sur les ordres des délégués pontificaux.

« Ces prélats et solennels docteurs, versés dans la connaissance du droit divin et humain, représentent les faits de la Pucelle comme dignes non de condamnation, mais d'admiration ; ils disent que les crimes qui lui sont imputés ne sont nullement prouvés ; ce qui les amène à exposer de nombreuses considérations des-

quelles résulte la nullité et l'injustice du procès¹. »

Les noms et les mémoires de ces prélats et solennels docteurs ne nous sont pas inconnus. Il y a parmi eux quatre évêques :

Elie de Bourdeilles, évêque de Périgueux, plus tard archevêque de Tours et cardinal ;

Thomas Basin, évêque de Lisieux ;

Martin Berruyer, évêque du Mans ;

Jean Bochard, évêque d'Avranches.

Viennent ensuite :

Guillaume Bouillé, doyen de Noyon ;

Robert Ciboule, chancelier de l'Université de Paris ;

Jean de Montigny, chanoine de Paris et docteur en décret.

Plusieurs de ces docteurs et prélats composèrent leurs mémoires à la requête du roi lui-même ; Elie de Bourdeilles et Thomas Basin, par exemple : les autres les composèrent sur les ordres des juges de la réhabilitation.

Ces mémoires, ainsi que le traité composé par Gerson en mai 1429, furent insérés au procès.

N'oublions pas la Recollection du grand inquisiteur Jean Bréhal, qui est plutôt un réquisitoire doctrinal sur le cas de Jeanne qu'un mémoire consultatif.

Ce sont encore des consultations de valeur que les mémoires composés en 1452 par les canonistes romains

1 *Procès*, t. III, pp. 357-359.

Camille de Leliis et Paul Pontanus, à la demande du cardinal d'Estouteville, légat du pape et archevêque de Rouen¹.

Qu'on ne voie pas en ces mémoires *verba et voces prætereaque nihil* : ils sont pleins de choses substantielles et, s'ils ne charment pas, ils éclairent et instruisent. On leur a reproché de n'être pas des chefs-d'œuvre d'éloquence ; ce qui n'était nullement requis. On ne leur reprochera pas d'être de mauvaises consultations de juristes : quand il s'agit de procès, là est le point important.

Or, voilà ce qu'on cherche en vain dans les pages des *Aperçus nouveaux*, à savoir la substance, ou bien le canevas, ou du moins la monnaie d'un bon et solide mémoire sur la régularité du procès de Rouen, des raisons claires, des textes probants, des arguments décisifs tirés des principes du droit naturel ou de la jurisprudence de l'époque, établissant clairement que les auteurs des mémoires en question se sont trompés de quelque manière, quand ils prononcent que le procès de la Pucelle a été irrégulier dans le fond et dans la forme, et qu'il est, par conséquent, dépouillé de toute valeur juridique.

1. Ces écrits et quelques autres moins importants ont été publiés par M. Lanéry d'Arc, avocat, dans un volume in-8° d'environ 600 pages, lequel complète les deux volumes de J. Quicherat sur le procès de revision.

IV.

QUE L'OPINION CONTRAIRE DE J. QUICHERAT N'EST ÉTAYÉE
D'AUCUNE RAISON.

Mais alors sur quoi se fonde l'auteur des *Aperçus nouveaux* quand, faisant fi de l'opinion reçue depuis quatre cents ans sur l'irrégularité juridique du procès de Rouen, il informe le monde savant que, à son avis, le contraire est la vérité, car le dit procès lui paraît être de « forme irréprochable » ?

Serait-ce sur des arguments décisifs présentés avant lui par des historiens de valeur, arguments dont il s'appliquerait le bénéfice ?

Mais les historiens de valeur, J. Quicherat ne l'ignore pas, sont contre lui, non pour lui. L'Averdy qu'il prise si haut, après avoir étudié le sujet à fond, concluera son Etude par cet arrêt :

« Le procès qu'on a fait à la Pucelle était aussi nul qu'injuste.

« Il ne peut y avoir de doute sur la nullité et l'injustice de la sentence de condamnation prononcée contre l'héroïne¹. »

Reste l'explication par la théorie de « l'affirmation pure » ; car on ne peut même pas dire que l'auteur

1. *Notices...*, p. 540.

se retranche derrière l'autorité d'un seul mémoire spécial, de quelque nom qu'il soit signé.

Il existe plus de dix écrits concluant pour de nombreuses raisons à l'irrégularité juridique et à la nullité du procès qui a condamné la Pucelle.

Il n'en existe pas un seul qui mette en doute cette conclusion et qui entreprenne de faire prévaloir une conclusion différente.

Si ce mémoire existait, l'auteur des *Aperçus nouveaux* n'eût pas manqué de l'indiquer et d'y renvoyer ses adversaires. Il ne l'a pas fait. Donc, ce mémoire n'existe pas.

Alors, pourquoi ne l'a-t-il pas composé lui-même? — Sans doute parce qu'il n'y a pas songé.

Pourquoi n'en a-t-il pas tracé au moins le canevas? — Sans doute parce qu'il n'en a pas eu le temps.

Mais qu'il donne au moins une raison valable de ce qu'il avance, une seule. La chose en vaut la peine. Cette proposition : « Le procès de Rouen a été d'une régularité irréprochable », est grosse des conséquences les plus graves. Car, si la vérité en était démontrée, il s'ensuivrait que les juges de 1456 auraient jugé à faux ;

Que leur procès à eux serait irrégulier ;

Et que, en définitive, la Pucelle ne serait pas juridiquement et historiquement réhabilitée.

Certes, de pareilles conséquences et la vérité de la proposition d'où elles découlent ne sauraient s'imposer d'office. Si la production des preuves exigibles est ren-

voyée aux calendes grecques ou chinoises, c'est que la critique à laquelle nous avons affaire ne prend pas son rôle au sérieux : ce n'est pas le prendre au sérieux que de mettre des mots creux à la place des bonnes raisons.

N'est-ce-pas, en effet, se payer de mots creux que de cueillir dans le procès de réhabilitation un propos en l'air, une affirmation « gratuite », et de prendre des airs vainqueurs comme si l'on avait réduit au silence les tenants de l'opinion opposée ?

Cette opinion, d'ailleurs, ne s'est pas produite seulement à l'occasion de la revision : elle avait cours ouvertement au moment où les débats se poursuivaient. J. Quicherat ne peut l'ignorer, car ce sont les documents publiés par ses soins qui nous l'apprennent. En cette année 1431, à Rouen, des docteurs en décrets, des jurisconsultes réputés, émettaient sur l'irrégularité du procès un sentiment autrement motivé que celui du frère Isambard de la Pierre. Maître Lohier, le premier canoniste de Normandie, disait à qui voulait l'entendre, et à l'évêque de Beauvais lui-même, que le procès, tel qu'il se présentait, ne valait rien et il disait pourquoi¹.

D'après un des assesseurs, Nicolas de Houppesville, « l'opinion commune était que tout, en ce procès, était nul² ».

1. *Procès*, t. III, p. 138.

2. *Ibid.*, p. 173.

Que si l'on alléguait le respect dont l'évêque-juge se piquait pour les canons et les lois de l'Eglise, le trait suivant rapporté par J. Quicherat lui-même montrera de quelle manière ce respect se manifestait.

Lorsqu'il fut question de délibérer sur les Douze articles, avant le premier jugement, un des assesseurs, maître Pierre Minier, exposa son opinion par écrit et cita les textes du droit canon sur lesquels il s'appuyait. Cette citation ne fut pas du goût de l'évêque de Beauvais. « Pourquoi, s'écria-t-il, mêler le droit à la théologie ? Il faut laisser les décrets aux juristes¹ ».

Quand, instruit de ces faits, sans raison valable, sur un simple mot tombé des lèvres d'un pauvre moine et nullement justifié, un critique, chef d'Ecole, s'estime en droit de qualifier d'irréprochable et de régulier un procès dans lequel les juges s'appliquaient à « laisser les décrets aux juristes », ce critique bâtit, non sur le roc, mais sur le sable ; pas même sur le sable, mais sur une pointe d'aiguille.

A vouloir créer un courant nouveau d'opinion à ce sujet, il y avait deux choses à faire :

- 1^o Montrer le peu de solidité de l'opinion d'hier ;
- 2^o Etablir sur des raisons péremptoires l'opinion de demain.

J. Quicherat n'a fait ni l'une ni l'autre de ces choses.

1. *Procès*, t. II, p. 325.

Tant que ces deux conditions n'auront pas été remplies, l'avantage restera aux historiens de l'Ecole française qui, pour des raisons présentées au grand jour, contestent la régularité du procès de condamnation et lui dénie toute valeur juridique¹.

1. C'est une chose hors de doute que, au point de vue de ce que les juristes nomment la « forme » du procès de Rouen, les juges de Jeanne, d'après J. Quicherat, ont « suffisamment observé les règles » que le droit imposait. Mais admet-il, de même, que, au point de vue du « fond » ou de la matière, c'est-à-dire des faits sur lesquels portait l'accusation, le procès de Rouen soit « suffisamment irréprochable » ? Le cas n'est pas clair : c'est un de ceux dans lesquels la pensée de l'auteur s'enveloppe d'une obscurité qu'il paraît ne pas tenir à dissiper. Ce qui est certain, c'est que J. Quicherat, à la suite de Pierre Cauchon, soutient que la Pucelle a été « fausse prophétesse », qu'elle a tenté de se suicider à Beauvoir, qu'elle a été abjurante et relapse. Mais, à ce compte, comment l'auteur des *Aperçus nouveaux* pourra-t-il concilier ces accusations et les faits qu'il y rattache, avec la proclamation sans réserve de ce qu'il appelle « l'intelligence, la pureté, le désintéressement de la Pucelle » (*Aperçus nouveaux*, p. 166) ?

Les règles de la critique historique dispenseraient-elles par aventure d'être logique ?

CHAPITRE X.

J. QUICHERAT ET LE PROCÈS DE RÉHABILITATION.

Entre le moment où J. Quicherat écrivait le rapport qu'il devait soumettre au Conseil de la Société de l'histoire de France, et celui où il rédigea ses *Aperçus nouveaux*, ses idées subirent un changement seul capable d'expliquer la différence qu'on remarque entre ces deux écrits.

Dans le rapport, il parlait en ces termes du procès de Rouen :

« Sans doute l'iniquité du tribunal n'a échappé à personne ; mais a-t-on fait ressortir combien de ressources et de faux-fuyants elle trouvait dans les formalités tortueuses et arbitraires du saint-office ? »

Dans les *Aperçus nouveaux*, « l'iniquité du tribunal qui n'échappe à personne » se transforme en une « régularité irréprochable ». Et s'il faut absolument convenir de l'iniquité qui a inspiré la rédaction des douze articles, J. Quicherat, qui veut à tout prix que les juges n'aient rien à se reprocher, en rejette la respon-

sabilité sur le droit de l'époque qui les plaçait dans la nécessité de « faillir ».

Pour ce qui est du procès de revision, voici comment en parle le rapport :

« Quant à la revision, a-t-on jamais exposé avec l'insistance nécessaire tout ce qu'elle avait de grave, de solennel, d'inouï même, puisque, dans cette procédure sans exemple, l'Eglise infallible mettait à néant toute une affaire instruite et jugée par l'Eglise ? »

Dans quels termes différents vont en parler les *Aperçus nouveaux* !

I.

AUTORITÉ HISTORIQUE ET JURIDIQUE DÉNIÉE INDIRECTEMENT PAR J. QUICHERAT AU PROCÈS DE RÉHABILITATION.

J. Quicherat a composé quatorze chapitres et écrit cinquante-quatre pages pour défendre les juges de Rouen et l'autorité documentaire et juridique du procès de condamnation.

Il n'a pas fait les mêmes frais pour démontrer l'autorité documentaire et juridique du procès de réhabilitation.

Ne point parler de cette pièce, si importante, d'après M. Lacabane, qu'elle devait donner à la publication projetée des deux procès son plus grand intérêt, J. Quicherat ne le pouvait pas. Mais dans les pages où il s'en

est occupé, a-t-il dit toute sa pensée ? Il n'y a pas témérité à répondre : Non. Cette pensée, pour l'avoir tout entière, il faut la déduire par opposition des idées qu'il a émises sur le procès de condamnation.

Ces idées, maintenant l'autorité de celui-ci, mettent d'abord à néant, par voie de conséquence, l'autorité juridique de celui-là. Si le procès de Rouen, comme paraît le penser J. Quicherat, est d'une « régularité irréprochable », c'est à tort que les juges de la revision l'ont cassé et déclaré nul. Ce n'est plus le procès de condamnation, c'est le procès de revision qui perd toute valeur juridique.

Ce point obtenu, l'auteur des *Aperçus nouveaux* fera ce qui est en son pouvoir pour ne pas laisser subsister grand chose de sa valeur documentaire. Non pas qu'il risque une déclaration formelle à cet endroit : il est trop avisé pour cela. Il ne permettra même que rarement à sa pensée de se montrer : d'habitude, elle restera dans l'ombre. Ce que, par exemple, il ne dissimulera pas, c'est que le procès de revision, de quelque point de vue qu'on l'envisage, n'est pas de son goût : le langage qu'il tient et le silence qu'il affecte de garder sur les dépositions qui y sont rapportées en fourniront la preuve.

Ouvrons les *Aperçus nouveaux* et parcourons le chapitre xxv qui traite du procès de réhabilitation.

Ce chapitre touche à deux points : 1^o à la réhabilitation même ; 2^o à ce qu'auraient eu d'incomplet, pour ne

pas dire de vicieux, d'après J. Quicherat, les enquêtes prescrites à cette occasion.

La réhabilitation même fut « une bonne action de Charles VII, un retour courageux sur les préventions de sa jeunesse ». Mais cette bonne action ne fut pas tout à fait désintéressée. Peut-être Charles VII n'eût-il pas poursuivi la réhabilitation de Jeanne, peut-être ne l'eût-il pas obtenue du Saint-Siège, s'il ne l'eût pas présentée comme la sienne propre.

C'est J. Quicherat qui fait ces réserves. Nous ne lui en dénierons pas le droit ; mais nous ferons, nous aussi, les nôtres à propos de l'observation qu'il ajoute : « Il s'agissait de faire déjuger l'Eglise par elle-même¹ ».

Moins que personne, J. Quicherat historien ne pouvait ignorer que le Saint-Siège et l'Eglise même n'avaient eu, ni directement, ni indirectement, aucune part au procès de 1431. N'ayant pas eu encore à juger, comment l'Eglise, en 1456, aurait-elle pu se déjuger ? Elle n'a jugé qu'une fois, et souverainement. Il ne lui était pas possible, en ces conditions, de « se déjuger elle-même ». En 1431, ce n'est pas l'Eglise qui jugea, ce furent des *hommes d'Eglise*.

Une cour d'appel, à plus forte raison une cour suprême qui casse le jugement d'un tribunal de première instance, ne se déjuge pas elle-même. Le tribunal de la réhabilitation fut un tribunal suprême appréciant

1. *Aperçus nouveaux...*, pp. 149, 150.

et cassant le jugement qu'avait porté injustement un tribunal de première instance au for ecclésiastique, et il ne fut pas autre chose ¹.

Au sujet des juges de la réhabilitation, l'auteur des *Aperçus nouveaux* prononce une parole qui, logiquement, devrait le conduire à proclamer la valeur historique et juridique du procès qu'ils ont dirigé.

« Les juges de la réhabilitation, dit-il, étaient la probité même. »

Si, malgré cette parole, J. Quicherat dénie au procès en question l'une ou l'autre de ces valeurs, c'est qu'il n'a dit que la moitié de sa pensée, et que, *in petto*, il ajoutait cette restriction : « Si ces juges étaient la probité même, ils manquaient néanmoins d'intelligence, et encore plus peut-être de caractère et de volonté. »

Cette seconde moitié de pensée est celle qui relie la phrase qui précède à la phrase que voici :

« Mais parce que c'est là un fait constant, il ne faut pas que la critique s'abdicque devant leur procès, et que tout ce qui est dedans soit accepté sans observation ². »

Notre jeune paléographe ne fait pas attendre le lecteur. Il émet à l'instant une simple observation ; mais elle est formidable. Si elle était justifiée, elle atteindrait mortellement le procès tout entier.

Cette observation est la suivante :

1. Voir, à la fin de la présente étude, notre opuscule : *Qui a fait juger, condamner, brûler Jeanne d'Arc*.

2. *Op. cit.*, pp. 150, 151.

« Les dépositions des témoins, qui en forment la partie capitale, ont l'air d'avoir subi la plupart de nombreux retranchements. »

C'est là un fait-principe. L'auteur se contente de l'énoncer : il ne tire aucune conclusion, laissant au lecteur le soin de le faire. La plus importante ne sera pas difficile à formuler. Si la partie capitale du procès a subi, dans le plus grand nombre des dépositions, des mutilations et des retranchements, le procès tout entier demeure frappé d'une suspicion incurable.

Telle est, dans sa crudité, la pensée de J. Quicherat. Reste à chercher si elle est aussi fondée en vérité que brutale en son expression.

La première chose à faire pour cela est de peser la valeur exacte des termes employés. La seconde sera d'examiner si l'auteur fournit la preuve péremptoire de ce qu'il avance, ou bien si, comme il l'a déjà fait à propos de la validité du procès de Rouen, après avoir émis une opinion qui déconcerte, quand il faut présenter les preuves, il ne sait que se dérober.

Commençons par nous rendre compte de la valeur des termes.

II.

SENS PRÉCIS DES EXPRESSIONS DE J. QUICHERAT.

« Les dépositions des témoins, qui en forment la partie capitale... »

Il n'y a rien à dire quant à ce membre de phrase :

« qui en forment la partie capitale. » C'est exact. Les dépositions recueillies dans les enquêtes constituent le fondement duquel dépend la solidité définitive du procès de réhabilitation. La question de leur importance numérique et morale est donc capitale. Précisons d'abord ce qui a trait à leur importance numérique.

Ces dépositions sont au nombre de cent quarante-quatre.

Quant à leur importance morale, elle sera de premier ordre, elle aussi, et décisive si, étant donnée la qualité des témoins et leur véracité, l'historien est assuré de l'authenticité substantielle du texte de leurs dépositions.

Personne, que nous sachions, n'a élevé de doute sur les garanties qu'offraient les témoins de la réhabilitation, et sur leur véracité. Ces témoins sont, en premier lieu, les compatriotes de la Pucelle, ses compagnons d'enfance, des habitants de la vallée de la Meuse, villageois et gentilshommes, curés et chanoines, prêtres et laïques, hommes d'armes et bourgeois, qui, au nombre de trente-quatre, nous renseignent sur l'enfance, l'adolescence, les habitudes, les mœurs de Jeanne à Domremy. Parmi ces témoins figurent les deux officiers de Baudricourt qui la conduisirent de Vaucouleurs à Chinon.

Sur les faits et gestes de l'héroïne durant les treize mois qui s'écoulèrent du siège d'Orléans à la sortie de Compiègne, on entend déposer cinquante-six

témoins, entre autres Frère Pasquerel, son aumônier et secrétaire ; des princes du sang comme le duc d'Alençon, des capitaines comme le bâtard d'Orléans et Raoul de Gaucourt, des chevaliers comme Thibault de Termes, des théologiens, des magistrats, des avocats, des chanoines et des bourgeois d'Orléans, des dames de qui elle a reçu l'hospitalité, des jeunes filles, et l'intendant qui lui a servi d'écuyer jusqu'à sa dernière campagne, l'honnête Jean d'Aulon.

En ce qui concerne le procès et la captivité, cinquante-cinq dépositions, recueillies en cinq enquêtes à Rouen et Paris, permettent de contrôler l'exactitude des affirmations du procès de condamnation et d'en combler les lacunes.

Reprenons maintenant le texte de J. Quicherat et voyons de quelle manière il bat en brèche l'autorité de ces cent quarante-quatre témoins.

« Ces dépositions, à son avis, ont l'air d'avoir subi, la plupart, de nombreux retranchements. »

Dans cette phrase, il n'y a qu'une expression prêtant à équivoque : « Ces dépositions *ont l'air*... » A la prendre à la lettre, il ne serait question que d'une simple apparence, d'un léger doute à écarter.

Dans la pensée de l'auteur, il s'agit d'une proposition ferme, et l'on peut, sans en altérer le sens, lire sa phrase ainsi : « Ces dépositions ont subi, pour la plupart, de nombreux retranchements. »

Si J. Quicherat dit vrai, s'il fait la preuve de ce qu'il avance, les historiens peuvent faire leur deuil de l'autorité morale des enquêtes de la réhabilitation, et, par suite, du procès de revision tout entier : le fondement se dérochant, l'édifice s'écroule.

Mais le jeune critique produit-il la preuve qu'il s'engage à donner, et la produit-il dans les conditions que lui-même détermine?

En premier lieu, quelles sont ces conditions?

J. Quicherat ne borne pas à un petit nombre de dépositions la tare qu'il s'imagine avoir découverte : il l'applique à « la plupart », c'est-à-dire au plus grand nombre, à la moitié plus une. Le total des dépositions atteignant le nombre de cent quarante-quatre, dont la moitié est soixante-douze, il s'ensuivrait que soixante-douze dépositions plus une, soit au moins soixante-treize, auraient été mutilées.

Et, d'abord, signalons le caractère inattendu de la proposition qu'émet J. Quicherat. Ce n'est pas une proposition d'ordre critique uniquement ; c'est une accusation d'ordre moral de la plus haute gravité qu'il porte contre les juges de la revision, les seuls responsables devant l'histoire des mutilations déloyales dont les dépositions consignées aux diverses enquêtes auraient été l'objet. A ce compte, les historiens ont le droit d'exiger de l'accusateur la preuve complète des faits qui seuls peuvent légitimer l'accusation.

A l'auteur des *Aperçus nouveaux*, maintenant, de

spécifier les soixante-treize dépositions qui auraient subi les retranchements dont il est si fort indigné.

Cette preuve, on la cherchera vainement dans les six pages du chapitre xxv des *Aperçus nouveaux* : on ne l'y trouvera pas. On ne la trouvera pas davantage ailleurs. L'auteur ne cite pas une seule déposition de laquelle il soit établi qu'elle a subi des retranchements. On en pourra juger tout à l'heure. A plus forte raison se garde-t-il de désigner — on le dispenserait de les reproduire — les soixante-douze autres dans lesquelles des mutilations auraient été pratiquées.

III.

QUATRE OBSERVATIONS ET POINT DE PREUVES.

Pour démontrer le bien fondé d'une opinion, ne tendant à rien de moins qu'à déconsidérer des personnages qui étaient « la probité même » et qu'à discréditer comme suspect en ses parties essentielles le procès qui a réhabilité Jeanne d'Arc, J. Quicherat se borne à présenter quatre observations. Il les estime sans doute suffisantes. Seraient-elles des plus justes, elles ne suffiraient pas dans une cause de cette gravité. Mais elles ne sont pas justes : encore moins seront-elles suffisantes.

*Première observation de J. Quicherat touchant
les Enquêtes de la réhabilitation.*

« Il n'y a qu'une déposition, observe-t-il d'abord, où soit relaté un seul trait, le seul fourni par la réhabilitation, de toute la partie si ignorée de Jeanne qui s'écoula entre le retour de Paris et sa captivité. »

Réponse. — Cette observation n'est pas heureuse. Elle énonce une grave erreur historique, une inexactitude historique également, pour ne pas dire une deuxième erreur, et elle ne produit pas le fait d'une seule déposition ayant subi des retranchements.

1^o J. Quicherat commet une grave erreur historique en écrivant « qu'il n'y a qu'une seule déposition au procès de réhabilitation, parlant de la partie de la vie de Jeanne qui s'écoula entre le retour de Paris et sa captivité ».

Il n'y a pas qu'une seule déposition, il y en a deux, aussi intéressantes l'une que l'autre. Il y a celle du chevalier d'Aulon, qui nous parle du siège de Saint-Pierre-le-Moutier, et il y a celle de dame Marguerite la Touroulde, veuve du trésorier des guerres, René de Boulogny, qui fut à Bourges l'hôtesse de la Pucelle et qui (*Procès*, t. III, pp. 85-88) nous dit quelles relations elle entretenait avec l'héroïne.

2^o J. Quicherat, par ces expressions « la partie si ignorée de la vie de Jeanne qui s'écoula entre le retour

de Paris et sa captivité », commet au moins une inexactitude historique, car cette partie de la vie de Jeanne n'est pas si ignorée qu'il le dit. Sans doute, l'héroïne eut en ce temps moins à faire que dans les cinq mois qui venaient de s'écouler ; mais elle ne disparaît pas de la scène de l'histoire, et nous la suivons sans interruption jusqu'à son départ pour l'Ile-de-France et à sa prise devant Compiègne.

D'octobre à fin décembre 1429, il y a l'expédition de la Haute-Loire et les deux sièges de Saint-Pierre-le-Moutier et de la Charité. Cette expédition fut l'occasion des deux lettres de l'héroïne aux habitants de Riom et de Clermont-Ferrand.

Après l'échec de La Charité, nous voyons Jeanne s'occuper du cas de Catherine de La Rochelle, rencontrer de nouveau Frère Richard, puis revenir à Bourges, d'où elle ira tour à tour à Mehun-sur-Yèvre, à Orléans, à Sully-sur-Loire. Elle trouvera le temps d'écrire aux Hussites et, fin mars, prendra la route de l'Ile-de-France. Inutile de rappeler la part qu'elle a, dès ce moment, aux coups de main tentés contre les Anglo-Bourguignons, l'affaire de Franquet d'Arras, ses séjours à Lagny, ses visites à Compiègne, les pointes poussées à Pont-l'Évêque et à Soissons.

Peut-on qualifier d'ignorée une période de vie sur laquelle les historiens possèdent de telles informations ?

3° Nous demandons à J. Quicherat, à propos de son

observation, des faits établissant qu'il a vu juste en avançant que « la plupart » des dépositions de la réhabilitation ont été mutilées. Il n'en produit aucun. Donc, jusques à présent, son affirmation n'est que gratuite, et l'odieux de l'accusation qu'elle implique retombe sur lui.

Deuxième observation de J. Quicherat.

« Pour tout ce que Gaucourt a dit de la délivrance d'Orléans et du voyage de Reims, on met seulement qu'il concorde avec le sire de Dunois. »

Réponse. — L'auteur n'ajoute pas : Donc, cette partie de la déposition de Gaucourt a été supprimée. Mais il paraît le penser.

S'il le pense, et s'il tire la conclusion indiquée, en a-t-il raisonnablement le droit?

Pas un historien, pas un critique ne le lui reconnaîtra, car, de fait, les commissaires de l'enquête n'ont rien supprimé de la déposition de Gaucourt, la partie qu'il n'a pas signée se trouvant relatée tout au long et approuvée par Gaucourt lui-même, dans la déposition du sire de Dunois. Si quelque chose a été supprimé, ce n'est pas un témoignage, mais une redite. Quant à des retranchements, on n'en aperçoit jusques à présent d'aucune sorte,

Troisième observation.

« La déposition de G. Manchon en 1456 ne contient plus certaines choses qu'il avait avouées en 1450. »

Réponse. — Ici, pareillement, J. Quicherat conclut : Donc, ces choses ont été retranchées de la déposition de 1456.

Nous concluons, nous, qu'elles n'ont pas été retranchées, mais qu'on a évité des redites, le texte de 1450 disant tout ce que les juges de 1456 avaient intérêt à savoir.

A moins qu'on n'adopte une explication plus simple et tout aussi naturelle, à savoir, que Manchon, en 1456, n'a point eu l'occasion ou n'a pas jugé bon de revenir sur un point qu'il avait suffisamment éclairci.

Quatrième observation.

« Quant au formulaire d'après lequel eurent lieu les interrogatoires, tant à Orléans qu'à Paris et à Rouen, il manque au procès. »

Réponse. — En premier lieu, que ce formulaire manque au procès [actuellement, ce n'est pas une preuve manifeste qu'il a manqué aux témoins lorsqu'ils ont eu à déposer.

En second lieu, qu'il ait manqué, même alors, il n'en résulte rien quant au fait des retranchements pra-

tiqués dans les soixante-treize dépositions visées. Ce fait reste toujours à prouver.

En troisième lieu, le formulaire en question n'a pas manqué, quoi que dise l'auteur des *Aperçus nouveaux*. Qu'on ouvre le tome II des deux procès, à la page 269, on y trouvera une décision des juges de la revision arrêtant que, aux Enquêtes de Paris, Orléans et Rouen, les trente-trois premiers des cent un articles présentés par les avocats de la famille de Jeanne et admis par le tribunal serviront de questionnaire.

« Decernimus articulos jamdudum coram nobis præsentatos... admittendos fore, *ordinantes super ipsis vestram inquestam fieri debere.* »

Au tome III, page 1, du même ouvrage, au sujet de l'enquête d'Orléans, on lit cet avertissement dont J. Quicherat, qui l'a transcrit, aurait dû se souvenir :

« Item sequitur inquesta facta Aurelianis per dominum archiepiscopum Remensem, de et super contentis in primo, secundo, tertio, quarto et quinto articulis articulorum in hac causa productorum, aliis omissis, quum testes de et super aliis nil deponere sciverunt.

« *Item*, s'ensuit l'enquête à laquelle a procédé à Orléans le seigneur archevêque de Reims sur le contenu des articles premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième des (cent un) articles présentés dans la cause : il n'y sera pas question des

autres articles (de VI à XXXIII), les témoins ignorant les faits auxquels ils se rapportent, et n'ayant rien à dire à leur sujet¹. »

A ces quatre observations se bornent les considérations que J. Quicherat estime capables de rallier les historiens à son opinion sur les points faibles du procès de revision. Avec la meilleure volonté du monde, ces considérations ne sauraient passer pour péremptoires : elles ne suppléent pas aux preuves qu'on est impuissant à produire. Et lorsque, en matière de conclusion, l'auteur ajoute :

« Je vois là autant de suppressions commandées par les circonstances », il voit ce qui n'a jamais existé, ce qu'il n'a certainement pas présenté — les exemples fournis ne constituant aucun cas de suppression et de retranchement.

Notre critique ne s'en tiendra pas là ; lâchant la bride à l'imagination, il dira avec encore moins de raison :

« Les juges purent ou retrancher des dépositions les

1. Pour cette raison, les témoins d'Orléans n'eurent à déposer que sur les cinq premiers des cent un articles. Aux enquêtes de Paris et de Rouen, les témoins cités furent interrogés sur les trente-trois premiers articles. Le procès-verbal de la déposition de Manchon mentionne expressément jusqu'aux articles XXVII et XXVIII (*Procès*, t. III, p. 147), et finit par ces mots : « De contentis in cæteris articulis dicit ipse loquens... », c'est-à-dire à propos des articles XXIX-XXXIII. Il en est de même pour la déposition de J. Massieu, *ibid.*, pp. 150-165.

passages qui auraient compromis d'autres personnes, ou laisser aux témoins la faculté d'éluder les questions, lorsque la réponse leur eût été préjudiciable à eux-mêmes. »

Les historiens qui ne se paient pas de mots et qui ne prennent pas des affirmations gratuites pour des sentences d'Evangile, laisseront à notre jeune homme le mérite peu enviable de faire, de ces juges qu'il a dit être « la probité même », les émules de l'évêque P. Cauchon quant à la mutilation des interrogatoires et à l'interprétation des procès-verbaux.

En l'absence de toute preuve, aucun écrivain impartial ne réputera ces personnages capables d'avoir usé de procédés qui, s'il faut appeler les choses par leur nom, auraient fait de leur procès une œuvre inique et d'eux-mêmes de malhonnêtes gens.

IV.

J. QUICHERAT ET LES TÉMOINS DE LA RÉHABILITATION.

Parmi les procédés critiques mis en œuvre jusqu'à présent par l'auteur des *Aperçus nouveaux*, on doit placer au premier rang un sans-gêne remarquable en fait d'affirmations pures et de dénégations gratuites. Nous aimons à croire que, pour lui, ces affirmations pures et ces dénégations gratuites ne le sont pas, qu'il a des motifs graves de les produire. Mais ces motifs,

quels qu'ils soient et à quelque ordre, instinctif ou rationnel, qu'ils se rattachent, restent uniquement subjectifs : ils ne passent pas de l'intelligence de l'auteur dans celle du lecteur, et c'est pourquoi les opinions exprimées, privées de base et d'états solides, demeurent flottantes et ne peuvent s'imposer que par surprise.

C'est là un principe que, en matière historique, il ne faut jamais perdre de vue. Quelque évidente que paraisse à l'historien telle ou telle opinion, elle ne créera la certitude chez ses lecteurs qu'à la condition, lorsqu'il ne s'agit pas de choses évidentes par elles-mêmes, qu'il leur donnera pour appui des faits vérifiables ou des raisons à portée objective.

Peut-être ce principe est-il de ceux que J. Quicherat n'admettait pas. C'est que, alors, pour y suppléer, il comptait sur la puissance des affirmations répétées. — « Mentez, mentez, a-t-on dit; il en restera quelque chose. » Moins osée est la maxime suivie par notre jeune critique : « Affirmez, affirmez, vous ne le ferez jamais inutilement. Soutenez que vous avez donné la preuve de ce que vous affirmez; et, bien que vous ne l'ayez pas donnée, les naïfs — ils sont légion — vous croiront sur parole. »

Telle est à peu près la tactique observée par J. Quicherat dans la question de l'autorité des deux procès. Il insinue plutôt qu'il n'affiche son opinion. Il annonce à haute voix les preuves; mais elles n'arrivent jamais. Nous l'avons bien vu pour le procès de condamnation :

quelles preuves a-t-il présentées de sa régularité? Aucune, car une parole de moine n'est pas une preuve. Et pour le procès de réhabilitation qu'il juge suspect, quelle preuve annonce-t-il de cette suspicion? le fait de retranchements opérés dans « la plupart des dépositions ». De combien de retranchements a-t-il fourni la preuve? d'aucun, pour dire vrai.

Et alors que faut-il penser?

Que le jeune critique compte toujours, à défaut de preuves, sur la puissance persuasive de l'affirmation.

Il n'en use pas autrement vis à vis des dépositions que les enquêtes de la réhabilitation nous ont transmises. Sans fournir la moindre raison, il les traite de Turc à More. Il accusera des témoins de manquer de sincérité et parlera d'eux en ces termes :

« Les témoins de la réhabilitation, aussi peu sincères en ce point que sur le précédent, ne firent qu'environner de nuages ce qui se passa¹. »

Il dédaignera d'invoquer leurs témoignages, et il ne le fera que lorsqu'il espérera pouvoir, en les sollicitant, remettre sur pied une opinion boiteuse qu'il a fort à cœur, par exemple quand il voudra opiniâtrément métamorphoser la pièce bâtarde dite Information posthume en interrogatoire officiel.

Ne vient-il pas d'émettre, sans preuves d'aucune sorte, contre les délégués du Saint-Siège, l'accusation

1. *Aperçus nouveaux...*, p. 125.

d'avoir pratiqué ou laissé pratiquer des retranchements intéressés dans les dépositions des témoins ?

Quand le succès de ses opinions le demandera, par exemple dans la question de l'abjuration, ce même J. Quicherat ne se bornera pas à remanier les dépositions qui le gêneraient, il les passera sous silence, pratiquant le plus radical des retranchements, ce qui lui évitera l'embarras d'avoir à les discuter, et il raisonnera comme si elle n'avaient jamais existé¹. Des procédés de ce genre n'étaient pas en usage dans la vieille critique française : elle les laissait au louche personnage qu'était l'évêque de Beauvais.

Chose plus pénible encore à constater, c'est au profit de cet homme qu'il a proclamé « passionné, artificieux, corrompu » que notre auteur discrédite une œuvre essentiellement honnête et française, le procès qui a réhabilité Jeanne d'Arc. Comment a-t-il pu concilier cette campagne avec l'admiration que ce même procès lui inspirait et qu'il exprimait dans son rapport au Conseil de la Société de l'Histoire de France ? Alors, sa conviction était celle que rendait en ces termes M. Lacabane, de l'Ecole des Chartes :

« Les deux procès qu'on se propose de publier sont connus par les extraits qu'en a donnés M. de l'Averdy

1. Il en usera de même, nous le verrons plus loin, à l'égard des dépositions qui ont dénoncé le guet-apens dont la Pucelle fut victime dans son cachot de la part de ses gardiens. De ces dépositions J. Quicherat ne tiendra aucun compte.

et par l'usage que les historiens en ont fait dans leurs ouvrages. Mais si le procès de condamnation est publié pour la plus grande partie, il n'en est pas de même du procès de revision qui est presque entièrement inédit et que rendent plus important les dépositions d'un grand nombre de témoins contemporains sur la vie privée de la Pucelle : témoins plus désintéressés et par conséquent plus véridiques que dans le procès de condamnation¹. »

Il n'est pas un historien de l'Ecole française qui n'admette, avec M. Lacabane, cette supériorité morale du procès de revision sur le procès de condamnation.

Quant au jugement final à porter sur la valeur respective des deux documents et des sentences auxquelles ils aboutissent, on ne saurait mieux dire que L'Averdy :

« Il est aisé d'avoir un sentiment sur la nullité et l'injustice manifeste du jugement prononcé contre la Pucelle : il ne peut pas y avoir de doute à ce sujet. Quant aux juges de la revision, ils ont examiné le procès de Rouen jusque dans ses moindres détails. Ils ont motivé les dispositions que la justice leur prescrivait de prononcer. Il ne peut donc pas y avoir de jugement plus réfléchi, mieux préparé ni plus juste en lui-même². »

1. *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 10 mai 1840, pp. 60-61. Séance du 6 avril.

3. *Notices et Extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi*, pp. 2, 432.

LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

JULES QUICHERAT

ET JEANNE D'ARC

TROISIÈME PARTIE

LA REVISION DE L'HISTOIRE DE LA PUCELLE

(SUITE)

DES PARTIES PLUS SPÉCIALEMENT SUSPECTES

DU PROCÈS DE CONDAMNATION

DE LA SCÈNE DE L'ABJURATION DU CIMETIÈRE
DE SAINT-OUEN

DU FORMULAIRE QU'ON LIT AU PROCÈS

DU PROCÈS DE RECHUTE

DES INTERPOLATIONS PRATIQUÉES
DANS LA TRADUCTION LATINE DE L'INTERROGATOIRE

DE LA PIÈCE EXTRA-JUDICIAIRE
DITE « INFORMATION POSTHUME »

SENTIMENT DES DEUX ÉCOLES, FRANÇAISE ET FRANCO-
ANGLAISE, SUR CES DIVERSES PARTIES

CHAPITRE XI.

DE LA « PRÉTENDUE ABJURATION »¹ DE JEANNE D'ARC.

Il importait à l'historien d'être fixé sur l'opinion que les deux Ecoles française et franco-anglaise. l'Ecole de L'Averdy et celle de J. Quicherat, conçoivent des deux procès de Jeanne d'Arc et de leur autorité soit documentaire, soit juridique, et sur les raisons dont elles se réclament. Actuellement, c'est, pensons-nous, chose faite.

En ce qui regarde le procès de réhabilitation, notre tâche est remplie, nous n'y reviendrons pas.

En ce qui regarde le procès de condamnation, elle est loin d'être remplie tout entière. Certaines parties de ce procès sont frappées d'une suspicion spéciale : elles altèrent si profondément la physionomie morale de l'héroïne, qu'il y a un intérêt majeur à ne laisser planer aucune ombre sur les graves motifs de cette suspicion.

Du reste, l'Ecole franco-anglaise et son chef dépendent encore plus d'ardeur à défendre Pierre Cauchon et

1. Expression des juges de la revision dans leur sentence.

son œuvre, que les historiens de l'Ecole française n'en mettent à défendre sa victime. Au lecteur de juger, la cause entendue, de quel côté s'élève la voix sereine de la justice et de la vérité.

I

DES PARTIES PLUS SPÉCIALEMENT SUSPECTES DU PROCÈS DE CONDAMNATION. — LA « PRETENDUE ABJURATION » DE JEANNE D'ARC.

Les parties plus spécialement suspectes du procès de Rouen sont :

Le Réquisitoire ou acte d'accusation du ministère public en soixante-dix articles ;

Les Douze articles auxquels ces soixante-dix furent ramenés : articles soumis à la délibération de l'Université de Paris et à celles des assesseurs du procès ;

La « prétendue abjuration » du cimetière de Saint-Ouen, considérée soit dans l'ensemble de la scène historique, soit dans le formulaire qu'on lit au procès ;

La provocation du cas de relaps, au lendemain de la première sentence ;

L'interrogatoire du procès de rechute ;

La pièce extra-judiciaire dite « Information posthume ».

Nous ne reviendrons pas sur le sujet du Réquisitoire : ce qui en a été dit au chapitre viii suffit.

Nous ne soumettrons pas les Douze articles à un exa-

men approfondi : « l'iniquité » et la « fausseté » de leur rédaction étant généralement reconnues.

Sur les autres points, sur celui de l'abjuration principalement, quoique nous les ayons traités à fond dans la deuxième série de nos *Etudes critiques*, nous devons, à cause de leur importance, nous appliquer à rappeler ici l'indispensable.

1°

*De la « prétendue abjuration » du cimetière
de Saint-Ouen ¹.*

A propos de cette partie du procès de condamnation, il y a lieu de distinguer deux choses : la scène même dans laquelle se produisit le fait que l'évêque de Beauvais prétend avoir constitué une véritable « abjuration canonique en cause foi » ; et le formulaire d'abjuration que l'évêque-juge déclare authentique, et qu'il a fait insérer au procès.

Ces deux questions, telles que les présente l'évêque de Beauvais, tendent au même but, c'est-à-dire à faire accroire, comme chose indubitable, que la Pucelle, au cimetière de Saint-Ouen, se prêta volontairement à une véritable abjuration canonique, et qu'elle accepta, prononça, signa de plein gré le formulaire et les aveux

1. Pour le récit historique de l'abjuration, voir notre *Histoire complète de Jeanne d'Arc*, t. III, chap. xxxix ; in-8°, Paris, Pous sielgue, éditeur.

que Pierre Cauchon lui attribue. Pour dissiper tous nuages et voir clair à travers les textes et les faits, après quelques observations préliminaires, nous reproduirons d'abord le récit que l'évêque-historien nous a laissé du drame de Saint-Ouen ; — nous étudierons ensuite le formulaire qu'on lit au procès ; — en dernier lieu, nous mettrons au jour, dans un récit complémentaire extrait des témoignages de la revision, les incidents que l'évêque de Beauvais a passés sous silence.

2°

Positions prises par les deux Ecoles.

La « prétendue abjuration » de la Pucelle est la page de son histoire où nous voyons J. Quicherat passer définitivement à l'ennemi, c'est-à-dire se ranger ouvertement du côté de l'Ecole anglaise pure et de son chef, Pierre Cauchon. L'auteur des *Aperçus nouveaux* avait dessiné déjà un premier mouvement en ce sens, à propos du Réquisitoire en soixante-dix articles. Il aurait pu s'en tenir là, mais il en décida autrement. Ayant à se prononcer sur le drame de Saint-Ouen, J. Quicherat arbore sans balancer les couleurs anglaises et il suit jusqu'au bout, jusques après le supplice, y compris les extravagances de l'Information posthume, le juge-historien dont il entreprend de défendre la véracité et de venger l'honnêteté.

Le jeune critique ne se borne pas à soutenir l'au-

thenticité du formulaire que, d'après l'évêque de Beauvais, la Pucelle aurait agréé, prononcé et signé : de même qu'il déclare Pierre Cauchon incapable de la plus légère « supercherie » en pareille matière, de même il l'estime incapable d'avoir altéré la vérité historique dans le récit du drame du 24 mai, et il accepte de confiance ce récit avec toutes ses conséquences.

Tel n'est pas le sentiment des historiens de l'Ecole française. Presque tous, depuis Edmond Richer, L'Averdy, Le Brun de Charmettes, jusques à Guido Goerres, Abel Desjardins, Petit de Juleville, ont jugé ce récit altéré dans ses parties essentielles. Aux affirmations comme au silence de l'évêque de Beauvais, ils opposent les témoignages des enquêtes de la revision. Hier encore, des travaux victorieusement documentés¹ établissaient, non seulement que Jeanne n'avait jamais eu entre les mains le fameux formulaire du procès, mais encore qu'il n'y avait jamais eu, le 24 mai, au cimetière de Saint-Ouen, d'abjuration canonique en cause de foi ; que les juges n'avaient réussi ni à l'imposer, ni à l'arracher à l'accusée, et qu'ils avaient dû se

1. Travaux publiés sur ce sujet dans leur ordre chronologique : Ph.-H. DUNAND, *L'abjuration du cimetière de Saint-Ouen*. Etude critique, in-8° de 260 pages, insérée au dossier du procès de béatification. Paris, Ch. Poussielgue, 1901.

M. le chanoine Ulysse CHEVALIER, *L'abjuration de Jeanne d'Arc au cimetière de Saint-Ouen et l'authenticité de sa formule*. Brochure in-8° de 88 pages. Paris, A. Picard, 1902.

M. Marius SEPET. *L'abjuration de Jeanne d'Arc au cimetière de Saint-Ouen*. Article paru dans le numéro d'avril de la *Revue des questions historiques*, pp. 586-606, année 1903.

contenter d'un simulacre, d'une parodie d'abjuration, se réservant de faire passer aux yeux du public cette parodie pour une abjuration véritable.

Nous allons présenter successivement ces deux récits au lecteur. Si, après les avoir entendus, il estime devoir suspendre son jugement, nous osons espérer que sa conviction sera faite au moins sur un point : c'est que l'opinion de J. Quicherat et de son Ecole concorde parfaitement avec la version anglaise, et que, de l'aveu même des Vallet de Viriville et des Henri Martin, Jeanne n'en sort que flétrie et déshonorée.

Comme préparation à une saine appréciation des faits, signalons deux observations de première importance qui ont échappé aux historiens de la Pucelle et à Jules Quicherat en particulier.

II.

OBSERVATIONS PRÉALABLES. — PREMIÈRE OBSERVATION : LA « PRÉTENDUE ABJURATION » EST, AU FOND, TOUT LE PROCÈS.

Ni J. Quicherat, ni aucun des historiens de la Pucelle, que nous sachions, n'ont remarqué ni dénoncé la place exceptionnelle qu'occupe l'abjuration du cimetière de Saint-Ouen dans le procès de Jeanne. D'ordinaire, on n'y voit qu'un incident fortuit. Or, la dite abjuration est l'acte visé dès le commencement, pré-

paré par l'évêque-juge ; il est le centre auquel aboutissent les interrogatoires du procès d'office, le Réquisitoire et les délibérations sur les Douze articles.

Mais, remarquera-t-on, l'évêque de Beauvais, avant le 24 mai 1431, n'en a jamais parlé.

L'évêque de Beauvais était un homme habile : mieux que personne il savait que, si « la parole est d'argent, le silence est d'or ».

Avant le 24 mai, il ne parlait jamais d'abjuration, mais il y pensait toujours.

Et quand la pièce eut été jouée, parce que le dénouement avait trompé ses espérances, tous ses efforts, tous ses calculs, tous ses actes tendirent à donner le change à l'opinion, à propager le bruit que la Pucelle avait spontanément sollicité la faveur d'une abjuration canonique, et que ses juges, poussant la miséricorde à l'excès, avaient permis qu'elle prononçât et signât le formulaire dans lequel elle confessait avoir commis tous les crimes dont on l'accusait et dont elle n'avait jamais voulu convenir jusque-là.

Qu'on se rende compte des actes postérieurs au drame du 24 mai : l'on saisira promptement que ces actes, à savoir le refus de mettre l'abjurante en prison ecclésiastique, malgré la promesse qu'on lui en avait faite, la provocation du cas de relaps, le guet-apens préparé à ce sujet, la traduction interpolée de l'interrogatoire du 28 mai, le procès de rechute, le refus par les juges de faire donner à la relapse, par-devant les asses-

seurs, ainsi qu'ils le demandaient, lecture du formulaire que l'accusée passait pour avoir accepté, la fabrication de la fausse information posthume, tous ces faits n'ont qu'une raison d'être et qu'un seul but, accréditer l'opinion que Jeanne avait réellement abjuré en cause de foi, et légitimer la condamnation capitale dont on l'avait frappée.

On conviendra de la justesse de ces remarques, si on veut bien les mettre en regard des faits suivants dont la preuve est acquise :

1^o L'évêque de Beauvais avait reçu et accepté du comte de Warwick, représentant autorisé du Grand-Conseil d'Angleterre, la mission de juger, condamner et faire brûler la Pucelle. (*Procès*, t. III, p. 51.)

2^o Pour s'acquitter de cette mission, l'évêque-juge n'avait à sa disposition qu'un seul moyen assuré : intenter à la prisonnière un procès de rechute et prononcer contre elle un arrêt en conséquence.

3^o Mais pour ouvrir un procès de rechute, il était nécessaire que Jeanne tombât dans un cas de relaps.

4^o Pour tomber dans un cas de relaps, il n'était pas moins nécessaire que l'accusée eût prononcé une abjuration impliquant, avec serment à l'appui, l'engagement de ne pas enfreindre les promesses faites et de ne pas retomber dans ses erreurs premières; abjuration suivie, dans ce cas, d'une sentence d'absolution.

Il fallait donc à tout prix une abjuration de Jeanne à l'évêque son juge. Sans abjuration préalable pas de

relaps possible, sans relaps pas de bûcher, Voilà pourquoi l'abjuration du cimetière de Saint-Ouen fut le nœud vital du procès, encore plus que les Douze articles. Ceux-ci étaient le moyen, l'abjuration demeurerait le but prochain, la sentence de relaps le but final.

Aucun historien ne s'est présenté pour défendre les fameux Douze articles et relever l'accusation de mensonge et de perfidie portée généralement contre les Docteurs qui les ont rédigés. J. Quicherat lui-même, l'un des rares érudits qui ne les ont pas flétris sans réserve, ne les excuse que la rougeur au front.

La machination du drame de l'abjuration et de la première sentence n'était pas moins perfide. D'une audace infernale, elle donnait à la cause une impulsion décisive.

Avec les Douze articles sans l'abjuration, la haine des Anglais n'eût pu être assouvie : ces articles, par eux-mêmes, ne posaient pas le cas du relaps.

Ce qu'ils ne pouvaient faire, la tentative de l'abjuration, même manquée, l'a fait. A défaut d'une abjuration formelle et d'un relaps évident, Pierre Cauchon s'est assuré le semblant d'abjuration et le semblant de relaps dont un juge comme lui, que n'embarrassaient pas les scrupules, était décidé à se contenter ¹. Ainsi

1. J. Quicherat porte le même jugement sur le compte de l'évêque de Beauvais dans ces lignes qui dévoilent les desseins secrets du juge de Jeanne, lorsqu'il préparait le guet-apens du 24 mai.

« Cauchon, dit-il, voulait se donner l'apparence d'avoir procédé

qu'il l'avait promis au comte de Warwick, l'évêque-juge a condamné l'ennemie de l'Angleterre « par arrêt de justice » et il l'a fait brûler.

Encore une fois, la « prétendue abjuration » du cimetière Saint-Ouen, et — si on veut à toute force les y joindre — avec elle les Douze articles, c'est le nœud vital du procès de Rouen.

III.

SECONDE OBSERVATION. — UN OUBLI DES HISTORIENS DE LA PUCELLE ET PARTICULIÈREMENT DE J. QUICHERAT.

La seconde observation qu'il est bon de présenter a trait à un oubli des historiens de la Pucelle et de J. Quicherat lui-même. Aucun d'eux n'a songé à la précaution qui leur fournissait un moyen sûr de constater si la prisonnière des Anglais avait, ou non, pétré une véritable abjuration en cause de foi. Cette

contre la Pucelle en juge bienveillant. C'est pourquoi il imagina de la déconcerter par l'appareil d'une scène publique et de tirer de son trouble une rétractation. Il était sûr d'avance que, revenue à son sang-froid, elle retirerait cette rétractation, et par là il faisait d'elle une relapse : il la mettait dans un cas qui entraînait la mort sans rémission. »

(Note 2, deuxième colonne, p. 20, à l'article *Jeanne d'Arc* de Walkenaer, *Biographie universelle* de Michaud, de l'Académie française, t. XXI; Paris, sans date, in-8° à deux colonnes. M^{me} Desplaces, éditeur.)

précaution consistait simplement à s'enquérir des lois et décrets canoniques qui réglaient la matière, et, ces pièces en main, à rechercher si, au cimetière de Saint-Ouen, ces lois avaient été appliquées ou non.

Au quinzième siècle comme de nos jours, il y avait dans l'ordre des choses religieuses, ainsi que nous le remarquons plus haut, des abjurations de plusieurs sortes. Sans sortir du domaine théologique et canonique, il se produisait des cas divers suivant lesquels on se trouvait en présence d'une réglementation différente. L'abjuration d'un hérétique adulte, rentrant de son plein gré dans le sein de l'Eglise, était réglée tout autrement que l'abjuration d'un hérétique opiniâtre, jugé par un tribunal ecclésiastique, hérétique à qui ses juges imposaient une abjuration en rapport avec les erreurs dont il était reconnu coupable.

L'abjuration spéciale dont il était indispensable, dans le cas de la Pucelle, de rechercher les règles, était « l'abjuration judiciaire en cause de foi ». Comment a-t-il pu se faire que J. Quicherat n'ait point songé à s'assurer de la nature de cette abjuration, des conditions auxquelles elle était soumise, et des prescriptions que les juges étaient tenus d'observer ?

On conçoit, à la rigueur, que les autres historiens aient redouté de s'aventurer sur le terrain d'une science dont ils ignoraient les « détours ». Mais l'auteur des *Aperçus nouveaux*, qui fait la leçon aux plus fameux docteurs en décret de l'Université de Paris, qui, du haut

de sa chaire improvisée de « Droit canon », casse sans sourciller la sentence des juges délégués du Saint-Siège qui déclarent le procès de Rouen partial, irrégulier, nul de plein droit dans le fond et dans la forme ; J. Quicherat, l'avocat retors que nous rencontrerons bientôt s'efforçant de justifier envers et contre tous, à la décharge de Pierre Cauchon, des actes réputés jusqu'à lui absolument inexcusables, pourquoi n'a-t-il pas pris la peine d'ouvrir un *Corpus juris canonici* ou bien le *Directorium Inquisitorum*, de Nicolas Eymeric, commenté par le P. Pegna, et n'a-t-il pas extrait de ces ouvrages une courte notice expliquant aux profanes ce que le droit canon entendait au juste par « abjuration en cause de foi », et résumant les règles auxquelles les juges, sous peine de forfaiture, étaient en pareil cas obligés de se conformer ?

Ces règles déterminées, les conditions de l'abjuration nettement définies, Quicherat n'aurait eu qu'à mettre les unes et les autres en regard des informations que les deux procès, l'un par l'organe de l'évêque de Beauvais, l'autre par celui des témoins de la réhabilitation, nous ont transmises sur le drame du 24 mai, et de ce rapprochement eût jailli la lumière. Il eût fourni à chacun le moyen de voir clairement si les règles essentielles de toute abjuration judiciaire avaient été observées ou non, et suivant le résultat de cette constatation, chacun eût conclu si, oui ou non, la Pucelle avait abjuré canoniquement.

La précaution que l'auteur des *Aperçus nouveaux* n'a pas songé à prendre, nous ne l'avons pas négligée; on en aura la preuve avant qu'il soit longtemps. Mais d'abord disons ce qu'aurait été l'abjuration de Jeanne s'il fallait s'en tenir uniquement au récit qu'en retrace le texte du procès.

IV.

L'ABJURATION DE LA PUCELLE D'APRÈS LE RÉCIT
DU PROCÈS DE ROUEN.

L'abjuration du cimetière de Saint-Ouen fut un guet-apens véritable pour Jeanne, un coup de surprise pour les assistants, à l'exception des juges et du petit nombre d'assesseurs à qui l'évêque de Beauvais en avait fait part.

Jamais pièce de théâtre ne fut plus artificieusement conçue, plus secrètement préparée, plus soigneusement montée. Les acteurs avaient été bien choisis : c'étaient les affidés de Pierre Cauchon, maître Jean Beaupère, Nicolas Loiseleur, Nicolas Midy, maître Guillaume Erard, le « prêcheur », désigné pour prononcer le sermon d'usage, et jusqu'à Laurent Calot, secrétaire du roi d'Angleterre. L'évêque de Beauvais avait marqué à chacun le rôle qu'il aurait à remplir au moment décisif, c'est-à-dire pendant le prononcé de la sentence.

Car ce n'était pas l'abjuration de l'accusée, mais bien

le prononcé de la sentence définitive qui allait avoir lieu le jeudi 24 mai, à huit heures du matin, sur la place du cimetière de Saint-Ouen. Cette sentence devant, comme l'exigeaient les Anglais, vouer la prisonnière au bûcher, le jeudi, à l'heure dite, en même temps que l'accusée, montée sur une charrette, débouchait sur la place du cimetière, à peu de distance les spectateurs apercevaient une autre charrette et un autre personnage, la charrette et le personnage du bourreau.

Le sermon du prédicateur ouvrit la séance. Maître Erard prit pour texte ces paroles de saint Jean : « Le sarment, de lui-même, ne portera pas de fruit, à moins qu'il ne demeure attaché à la vigne. »

Le sermon achevé, le prédicateur, s'adressant à Jeanne, la somma de soumettre à l'Eglise ceux de ses dits et faits qui étaient réprouvés par les clercs.

Jeanne répondit à maître Erard d'abord, puis à l'Evêque de Beauvais lui-même, qu'elle « se rapportait de tout à Dieu et à Notre Saint Père le Pape. Toutes les choses qu'elle avait dites et faites, qu'on les envoyât à Rome : c'est au Saint-Père, après Dieu, qu'elle s'en rapportait ».

« Ladite femme refusant de dire autre chose, — c'est le texte officiel qui poursuit en ces termes, — l'évêque-juge se mit à prononcer sa sentence définitive. Il l'avait lue en grande partie lorsque Jeanne, élevant la voix, dit qu'elle voulait tenir tout ce que l'Eglise ordonnerait

et que les juges voudraient dire et sentencier, ajoutant qu'elle obéirait en tout à ce qu'ils ordonneraient.

« Alors, en présence des juges et maîtres susnommés, et de la multitude du clergé et du peuple, l'accusée fit et proféra une rétractation et une abjuration dans la forme d'une cédule dont on lui donna en ce moment lecture, cédule rédigée en français, qu'elle-même prononça et signa dans la forme qui suit :

« Toute personne qui a erré..., etc¹. »

C'est là tout ce que le récit officiel juge bon de rapporter à propos de l'abjuration du 24 mai. Des incidents qui se produisirent, de la pression exercée sur l'accusée dont il sera question plus loin, pas un mot. L'évêque de Beauvais avait ses raisons pour ne pas en dire davantage. Il savait bien que ce qu'il passait sous silence se retournerait contre lui. Pour l'instant, il ne se préoccupait que de deux choses : en premier lieu, de créer cette opinion, que la Pucelle avait vraiment accepté et prononcé le formulaire qui lui était attribué ; en second lieu, de s'assurer que le texte dudit formulaire, et non un autre, prendrait place dans l'instrument du procès. Ce formulaire avait été rédigé en des termes tels, que l'évêque-juge ne concevait aucune inquiétude du moment qu'il figurerait au procès et qu'il serait considéré comme ayant été prononcé et signé véritablement par la Pucelle.

1. *Procès*, t. I, pp. 444-447. Voir ce texte au chapitre suivant.

En résumé, de ce drame dont les enquêtes de la réhabilitation vont nous révéler les dessous, le procès de condamnation ne mentionne que deux circonstances : le recours de l'accusée à ses juges, lequel fait suspendre la lecture du jugement, et le prononcé par Jeanne du formulaire de l'abjuration.

De là cette conséquence. Evidemment l'évêque de Beauvais ne tenait pas à informer le public s'il avait ou non observé les prescriptions canoniques relatives à l'abjuration, puisqu'il n'y fait pas même allusion. Le silence qu'il garde est plutôt un silence accusateur. Pierre Cauchon l'aurait-il gardé s'il avait pu se rendre le témoignage, sans craindre d'être contredit, d'avoir donné à ses assesseurs, en ce cas, l'exemple de l'obéissance que lui, évêque, devait aux décrets et aux lois de l'Eglise? N'avait-il pas, dans une autre circonstance, proféré ce mot peu épiscopal :

« Il faut laisser les décrets aux juristes? »

Si c'est une règle qu'il se traçait à lui-même, il n'a pas oublié de l'appliquer à propos de l'abjuration : il a laissé totalement aux juristes, et il s'est dispensé de mettre lui-même en pratique les décrets et les lois obligatoires en cette matière.

CHAPITRE XII.

LES DEUX ÉCOLES ET LE FORMULAIRE D'ABJURATION DU PROCÈS.

La pensée de J. Quicherat n'est pas toujours, on a pu s'en apercevoir, de celles qui se plaisent dans la lumière. On doit convenir cependant qu'il n'en est plus ainsi lorsqu'il aborde le sujet du formulaire de l'abjuration. Son opinion s'exprime en termes qui coupent court à toute équivoque et dissipent toute obscurité. Ici, le chef de l'Ecole franco-anglaise achève de brûler ses vaisseaux et range définitivement le procès de Rouen parmi les documents dont il juge l'autorité inattaquable.

En refusant de faire état des témoignages qu'on lui oppose, témoignages puisés dans les enquêtes de la réhabilitation, en ne daignant ni les discuter, ni même les produire, il rend plus forte encore chez le lecteur la conviction que, pour lui J. Quicherat, le procès de 1456 est un document vicié.

N'importe, ces témoignages existent. L'Averdy et les historiens de l'Ecole française les estiment irrécusables. Ils y trouvent la preuve que le formulaire du

procès n'est point celui que la Pucelle a prononcé et signé, et ils y voient en conséquence une pièce fabriquée par l'évêque de Beauvais pour les besoins de la cause. J. Quicherat défend, lui, désespérément l'authenticité dudit formulaire. Impossible d'aboutir à une solution du problème sans débats contradictoires : nous allons sur le champ les ouvrir.

I.

DU FORMULAIRE DE L'ABJURATION. — QUESTIONS
QUI SE POSENT.

Les questions qui se posent sont celles-ci :

Le formulaire d'abjuration dont le procès de condamnation reproduit le texte est-il vraiment authentique en ce sens que la Pucelle, le 24 mai 1431, sur la place du cimetière de Saint-Ouen, en présence de ses juges, du cardinal d'Angleterre, de plusieurs prélats, d'un nombreux clergé et d'une foule considérable, eut cette pièce entre ses mains, qu'il lui en fut donné lecture, qu'elle consentit à la prononcer et à la signer, et de fait la prononça à haute voix, phrase par phrase, les redisant à la suite de l'huissier Jean Massieu qui les lisait avant elle, et enfin la signa de son nom : Jehanne?

Ou bien, le formulaire que l'abjurante eut entre ses mains, qu'elle prononça et signa, fut-il absolument différent comme texte et comme longueur : en sorte

que l'évêque de Beauvais, dont ce formulaire ne remplissait pas les desseins, n'hésita pas à substituer à la pièce authentique un formulaire de sa façon, préparé d'avance, qu'il adjoignit aux minutes officielles, ne reculant pas devant la perpétration d'un faux en écritures publiques?

Nous l'avons dit : une réponse affirmative à la première de ces questions, une réponse négative à la seconde sont les seules qu'admette l'auteur des *Aperçus nouveaux*.

Avant lui, les historiens de l'Ecole française, Lenglet-Dufresnoy, L'Averdy, Le Brun de Charmettes, s'étaient ralliés à l'opinion contraire : ils estimaient inadmissible l'authenticité du formulaire du procès, et valables les déclarations des témoins de la réhabilitation, Même quand la preuve positive laissait à désirer, les présomptions de droit et de fait leur paraissaient suffisantes. De nos jours, la preuve positive a été élargie, approfondie, fortifiée : présentée à des juges compétents, discutée en haut lieu, elle a été reconnue satisfaisante. Les adeptes de l'Ecole franco-anglaise considèrent comme non avenues ces discussions et ce résultat. Leur attitude n'empêchera pas la lumière de se répandre, et, plus que jamais, les historiens de l'Ecole française tiendront la fausseté du formulaire d'abjuration inséré au procès pour un fait acquis à l'histoire.

Au demeurant, pas n'est besoin de se livrer à des

recherches érudites pour sentir naître en soi la conviction que la Pucelle était incapable de se prêter aux aveux, aux reniements de sa foi patriotique et religieuse exprimés dans le prétendu formulaire. Comme le remarque Lenglet-Dufresnoy, « cette pièce est une pièce telle qu'à peu près on la pourrait exiger d'un Jean Huss, d'un Jérôme de Prague, d'un Luther ou d'un Calvin, et non d'une fille aussi peu instruite¹ ». Pour en juger, il n'y a pas de meilleur moyen à prendre que de lire ce document de la première ligne à la dernière.

Le voici, tel que nous l'a conservé l'instrument du procès.

Texte du formulaire qu'on lit au Procès.

« Toute personne qui a erré et mespris en la foi chrestienne, et depuis, par la grâce de Dieu, est retournée en lumière de vérité et à l'union de notre mère sainte Eglise, se doit moult bien garder que l'ennemi d'enfer ne le reboute et face recheoir en erreur et en damnacion. Pour ceste cause, je Jehanne, communement appelée la Pucelle, misérable pécheresse, après ce que j'ay cogneu les las (filets) de erreur ouquel je estoie tenue, et que, par la grâce de Dieu, sui retournée à nostre sainte mère Eglise, affin que on voye que non pas fainctement, mais de bon cuer et de bonne volonté, sui retournée à icelle, je confesse que j'ay très griefment péchié, en faignant mençongeusement avoir eu révélacions et apparicions de par Dieu, par les anges et sainte Katherine et sainte Marguerite, en séduisant les autres, en créant folement et légèrement,

1. *Histoire de Jeanne d'Arc*, première partie, p. 101. In-12, Amsterdam, 1759.

en faisant supersticieuses divinations, en blasphement Dieu, ses Sains et ses Saintes; en trespasant la loy divine, la sainte Escripiture, les droits canons; en portant habit dissolu, difforme, et deshonneste contre la décence de nature, et cheveux rongnez en ront en guise de homme, contre toute honnesteté du sexe de femme; en portant aussi armeures par grant présumpcion; en désirant crueusement effusion de sang humain; en disant que toutes ces choses j'ay fait par le commandement de Dieu, des Angelz et des Saintes dessusdictes, et que en ces choses j'ay bien fait et n'ay point mespris; en mesprisant Dieu et ses sacremens; en faisant sédicions et ydolatrant, par aourer, mauvais esperis et en invocant iceulx. Confesse aussi que j'ay esté scismatique et par plusieurs manières ay erré en la foy. Lesquelz crimes et erreurs, de bon cuer et sans fiction, je, de la grâce de Nostre Seigneur, retournée à voye dē vérité, par la sainte doctrine et par le bon conseil de vous et des docteurs et maistres que m'avez envoyez, abjure, déteste, regnie, et de tout y renonce et m'en dépars. Et sur toutes ces choses devant dictes me soubzmetz à la correccion, disposition, amendement et totale détermination de nostre mère sainte Eglise et de vostre bonne justice. Aussi je vous jure et prometz à monseigneur saint Pierre, prince des apostres, à notre saint père le Pape de Romme, son vicaire, et à ses successeurs, et à vous, mes seigneurs, révérend père en Dieu, monseigneur l'évesque de Beauvais, et religieuse personne frère Jehan Le Maistre, vicaire de monseigneur l'Inquisiteur de la foy, comme à mes juges, que jamais, par quelque enhortement ou autre manière, ne retourneray aux erreurs devant diz, desquelz il a pleu à Nostre Seigneur moy délivrer et oster; mais à tousjours demourray en l'union de nostre mère sainte Eglise, et en l'obéissance de nostre saint père le Pape de Romme. Et cecy je diz, afferme et jure par Dieu le Tout Puissant et par ces sains Evangiles. Et en signe de ce, j'ay signé ceste cédule de mon signe. »

Ainsi signée :

« JEHANNE † ».

II.

QUE LA PUCELLE N'A PAS PRONONCÉ CE FORMULAIRE
D'ABJURATION.

Ce formulaire d'abjuration est bien celui qui donnait satisfaction à l'évêque de Beauvais ; mais ce n'est pas là une raison suffisante pour en mettre l'authenticité hors de cause. Cette raison, à qui la demanderons-nous ?

Ne nous adressons ni à J. Quicherat, ni à P. Cauchon lui-même : ils prodigueront les affirmations gratuites ; mais de preuve péremptoire, ils n'en fourniront pas.

De raison établissant positivement l'authenticité du formulaire entendue dans le sens précisé plus haut, il n'y en pas ; et il faut bien qu'il n'y en ait pas, car, malgré toutes les investigations auxquelles on s'est livré, on n'en a pas encore trouvé.

Ce qu'on dit et ce qu'on redit, c'est que figurant parmi les pièces du procès, ledit formulaire doit bénéficier de l'authenticité du procès tout entier.

En raisonnant de la sorte, on oublie que le procès tout entier est historiquement suspect, et le chapitre de l'abjuration encore plus ; en outre, il a été annulé juridiquement et cassé par l'autorité compétente.

On dit encore que, s'il n'était pas authentique, il

faudrait qu'il eût été fabriqué par ordre de l'évêque de Beauvais. Or, ce prélat était trop pénétré de ses devoirs, trop bon juge, pour commettre cette « supercherie », ainsi que l'appelle J. Quicherat, cette « malhonnêteté », pour s'exprimer comme s'expriment les braves gens.

L'argument est loin d'être décisif. Avancer que l'évêque de Beauvais était trop consciencieux pour se rendre coupable de cette « malhonnêteté », c'est avancer une proposition dont il serait malaisé d'exhiber la preuve : on apporterait plus facilement la preuve du contraire.

Demander qu'on se fie à la loyauté d'un tel personnage, qu'on le croie sur parole, c'est demander aux historiens un acte de naïveté dont bien peu seraient capables.

En dernière analyse, tous les arguments présentés en faveur de l'authenticité du formulaire du procès se ramènent à l'attestation d'un seul témoin, lequel témoin n'est autre que l'évêque de Beauvais lui-même. Or, l'attestation de ce témoin est de celles qui, de plein droit, excluent toute confiance.

Et quand nous disons qu'un témoin unique, Pierre Cauchon, juge de Jeanne, témoin par conséquent suspect autant que peut l'être un bourreau déposant contre sa victime, atteste l'authenticité dudit formulaire, nous invoquons un fait dont nous nous faisons fort de donner immédiatement la preuve.

Cent quarante-quatre témoins furent entendus aux

enquêtes du procès de revision. Qu'on cherche, parmi leur cent quarante-quatre dépositions, un seul texte dans lequel le témoin déclare avoir vu dans les mains de la Pucelle au cimetière de Saint-Ouen, et ouï de sa bouche, ou bien de celle de maître Erard, le prédicateur, et de Jean Massieu, l'huissier du tribunal, le prononcé des articles du formulaire officiel; on ne le trouvera pas.

En dehors des enquêtes de la réhabilitation, qu'on cherche dans les chroniques et mémoires du temps un seul document affirmant le même fait comme attesté par des personnages dignes de foi; on ne le trouvera pas davantage.

Aussi, l'auteur des *Aperçus nouveaux*, à bout de ressources, en est-il réduit à ressasser son sempiternel éloge de « l'honnêteté », de « l'habileté » de l'évêque-juge, et à répéter que son client était incapable de ce que, en avocat plus qu'en critique sérieux, il qualifie de « supercherie », quand les honnêtes gens l'appellent plus exactement — pourquoi ne pas le redire; — un « faux en écriture publique ».

III.

PREUVES POSITIVES DE LA FAUSSETÉ DU FORMULAIRE DU PROCÈS.

Le défaut de toute raison valable et celui de tout témoignage confirmant les déclarations, suspectes par

elles-mêmes, de l'évêque de Beauvais, les preuves nombreuses que ce prélat a données, durant le procès de Rouen, de toute absence de scrupules et de tout mépris de l'équité, ne sont pas les seules considérations qui portent les historiens de l'Ecole française à révoquer en doute l'authenticité du formulaire officiel ; des textes formels, des faits irrécusables les obligent, non seulement à l'estimer douteuse, mais encore à la nier catégoriquement.

Aux enquêtes de la revision, les prélats délégués par le Saint-Siège mandèrent à leur tribunal cinq des témoins encore vivants qui, le 24 mai 1431, s'étaient trouvés tout près de la Pucelle au moment de la rétrac-tation, les uns sur l'échafaud même de Jeanne, à ses côtés, les autres à proximité, de manière à tout voir et entendre. Ces cinq témoins étaient :

Maitre Guillaume Delachambre, médecin qui avait soigné la Pucelle pendant sa maladie ;

Nicolas Taquel, un des notaires du procès ;

Pierre Migiet, bénédictin, prieur de Longueville-Giffard ;

Jean Monnet, chanoine de Paris ;

Jean Massieu, prêtre, exécuter des commandements du tribunal.

Or, ces cinq témoins firent, sous la foi du serment, des dépositions qui dénoncent le faux de l'évêque de Beauvais et contredisent les faits qu'il avance dans le récit du procès.

Ainsi, par exemple, Pierre Cauchon affirme que le formulaire prononcé par l'abjurante est bien celui qu'il présente « en la forme qui suit ». Or, ce formulaire, en cette forme, remplit quarante-cinq lignes de petits caractères, équivalant à soixante lignes de caractères ordinaires.

D'après les cinq témoins ci-dessus nommés, le formulaire que Jeanne eut sous les yeux, qu'elle prononça et signa, n'était que de six, sept, huit lignes au plus de grosse écriture.

De huit lignes à soixante, même à quarante-cinq de petite écriture, la différence est appréciable.

L'évêque de Beauvais ajoute que, avant le prononcé du formulaire de soixante lignes — celui qu'on a vu plus haut, — on en donna lecture à la jeune fille.

Jean Massieu lut, en effet, à Jeanne le texte qu'elle répéta après lui, phrase par phrase. Mais Massieu nie que ce texte fût le texte interminable de soixante lignes : celui qu'il lut ne comprenait que sept ou huit lignes au plus.

Dans les conditions indiquées par l'évêque-juge, cette lecture à trois reprises d'un texte de soixante lignes eût exigé près d'une heure. On aurait lu le formulaire une première fois sans arrêt. Puis, Jean Massieu l'aurait lu phrase par phrase. Jeanne aurait redit ces phrases après lui. Répétition qui, par sa longueur, eût provoqué dans l'assistance des surprises et des signes nombreux de mécontentement, que les déposi-

tions de la revision n'eussent pas manqué de rappeler.

Cette lecture interminable à trois reprises, que Pierre Cauchon dit avoir eu lieu, ne se produisit pas. La lecture qui fut faite de la cédule authentique ne dura pas une heure, mais seulement, d'après les témoins de la scène, ce que dure la récitation d'un *Pater noster*.

En regard de ces dépositions, que subsiste-t-il des affirmations de l'évêque de Beauvais ? Rien et, si c'était possible, moins que rien. On en conviendra sans peine si l'on pèse les termes mêmes de ces dépositions.

Pour ce qui est de la brièveté de la cédule authentique,

Jean MASSIEU, l'huissier du procès, dira : « Ce que je sais bien, c'est que la cédule de l'abjuration contenait environ huit lignes, pas davantage. »

Maître G. DELACHAMBRE : « Jeanne prononça le contenu d'une petite cédule qui avait six ou sept lignes sur une feuille de papier double : et j'étais si proche, que je pouvais aisément voir les lignes et leur disposition¹. »

Le notaire Nicolas TAQUEL : « J'étais à Saint-Ouen lors de la première prédication ; mais je n'étais pas avec les autres notaires sur l'estrade. J'étais cependant assez proche pour entendre ce qui se disait et voir ce qui se faisait. Je me souviens bien d'avoir vu ladite

1. *Procès*, t. III, p. 156, 52.

Jeanne lorsque la cédule d'abjuration lui fut lue, et celui qui la lut fut messire Jean Massieu : et elle contenait environ six lignes de grosse écriture¹. »

Pierre MIGIET, prieur de Longueville-Giffard : « Quant au fait de l'abjuration, il dura à peu peu près ce que dure un *Pater noster*². »

Messire Jean MONNET, chanoine de Paris : « J'ai vu, moi aussi, la cédule de l'abjuration, et c'était, me semble-t-il, une petite cédule de six à sept lignes³. »

Voilà pour l'écriture et la longueur de la cédule authentique. Sous ce rapport, impossible de l'identifier avec la cédule d'une soixantaine de lignes. Mais ne pourrait-on pas les identifier quant à la substance et au contenu ? Le prêtre Jean Massieu va nous renseigner sur ce point :

Jean Massieu, c'est-à-dire l'officier du tribunal qui reçut la cédule des mains du prédicateur, maître Guillaume Erard ;

Jean Massieu qui, par l'ordre du même Erard, l'expliqua à l'accusée et qui, ensuite, sur l'ordre du prédicateur, suspendit l'explication ;

Jean Massieu qui, tenant à la main ladite cédule, la lut à haute voix, Jeanne répétant après lui chaque article ;

Jean Massieu qui, enfin, la lui fit signer ;

1. *Procès*, t. III, p. 197.

2. *Ibid.*, p. 132.

3. *Ibid.*, p. 65.

Eh bien, ce prêtre et témoin s'exprime sur la substance de la cédule authentique en ces termes : « Je suis absolument sûr que la cédule prononcée par la Pucelle n'était point du tout celle dont il est fait mention au procès : l'abjuration qui a été insérée au procès diffère totalement de celle que moi, Jean Massieu, ai lue et que la Pucelle signa¹. »

Il n'y a pas jusqu'à la manière dont l'abjurante, au rapport de Massieu, signa, qui ne constitue une preuve complémentaire de la fausseté de la cédule officielle. D'après J. Massieu, Jeanne signa en faisant une croix, « avec une plume que Massieu lui avait baillée ». D'après l'évêque de Beauvais, la signature que porte la cédule officielle n'est pas une croix, mais le nom même de l'abjurante : JEHANNE.

De l'ensemble de ces témoignages découle cette conséquence capitale : que la cédule authentique de la « prétendue abjuration » différerait totalement de la cédule du procès quant à la longueur et quant au contenu.

Quant à la longueur : en bonne arithmétique, le nombre 8 n'égalera jamais le nombre 60 ;

Quant au contenu : en bonne logique, le *oui* ne sera jamais identique au *non*.

Telles sont les raisons, tels sont les textes, tels sont les faits sur lesquels les historiens de Jeanne, anciens

1. *Procès*, t. III, p. 156.

et nouveaux, se sont fondés pour qualifier de faux et répudier ouvertement le formulaire d'abjuration qu'on lit au procès.

V.

HYPOTHÈSES ET POSSIBILITÉS PURES QUI, CHEZ J. QUICHERAT, TIENNENT LIEU DE RAISONS.

Ici, une question surgit naturellement.

Est-ce que, demandera-t-on, l'auteur des *Aperçus nouveaux*, le chef de l'Ecole qui fait de l'abjuration canonique de la Pucelle un des articles de foi de son *Credo* historique, n'a point répondu à l'argumentation qui précède et n'a point essayé d'entourer de raisons convaincantes l'opinion qu'il estime devoir embrasser?

Répondre à l'argumentation qui précède, J. Quicherat, nous ignorons pourquoi, n'a pas jugé bon de le faire. Construire une thèse solide et quant à la base et quant aux murs d'appui, pour démontrer la vérité de sa manière de voir, il ne l'a pas essayé davantage.

Réfuter les arguments exposés plus haut n'était pas chose facile : ce qui en fait la force, c'est la parfaite concordance des textes et des témoignages invoqués, ce sont les conditions exceptionnelles dans lesquelles les témoins se sont trouvés, ayant eu la bonne fortune, le jour du drame de Saint-Ouen, d'être placés ou sur l'échafaud de la Pucelle, ou tout proche, de manière à bien voir et entendre; c'est enfin l'absence de tout

mobile intéressé, de toute passion susceptible de leur inspirer un langage en opposition avec la vérité.

Est-ce sous l'influence de ces considérations que le jeune critique a pris la résolution de ne citer et de ne discuter aucun de ces témoignages¹ ?

1. J. Quicherat revient sur ce sujet dans ses *Notes sur l'article Jeanne d'Arc* de la *Biographie universelle* de MICHAUD, t. XXI.

Walkenaer, auteur de l'article, dit que la cédula d'abjuration présentée à la Pucelle ne spécifiait guère que les trois points dont parle Jean Massieu. J. Quicherat proteste et met en note 1, p. 21, première colonne :

« Erreur de ceux qui ont admis sans examen les dires des témoins entendus dans le procès de réhabilitation. La cédula contenait l'aveu que les apparitions des saints et des anges étaient de pures fictions » ; c'est-à-dire que la cédula signée par l'abjurante était celle qu'on lit au procès.

Walkenaer, à l'appui de son affirmation, invoque les dépositions citées plus haut. Nouvelle protestation et nouvelle note de J. Quicherat :

« Ces dépositions, dit-il, loin de porter l'évidence, ne laissent voir que contradictions et obscurités. » (*Ibid.*, note 2.)

Et il renvoie le lecteur, pour en avoir la preuve, aux *Aperçus nouveaux*, sans toutefois indiquer de passage précis. — Or, dans les *Aperçus nouveaux*, on ne trouve pas un mot du texte de ces dépositions : elles ne sont ni discutées, ni examinées, ni même notées.

Des procédés semblables de critique sont-ils sérieux ?

Sur quelles raisons s'était fondé Walkenaer pour répudier le formulaire du procès ? Il s'était fondé sur les raisons présentées par L'Averdy dans son mémoire. Walkenaer considérait la fausseté de la pièce en question comme un de ces points autour desquels l'auteur des deux *Notices* « avait fait la pleine lumière », et il en avait le droit : nous avons cité plus haut ses expressions.

C'est la portée de cette déclaration de Walkenaer que s'efforce de détruire la note de J. Quicherat. Seulement Walkenaer et Michaud

En tout cas, c'était laisser debout et victorieuse l'opinion adverse; s'était se déclarer implicitement hors d'état de la combattre et impuissant à la renverser.

A moins qu'on ne songe à évoquer les fameux « retranchements » de l'invention de J. Quicherat lui-même, que les commissaires des enquêtes de la révision auraient pratiqués ou laissé pratiquer dans le texte des dépositions. Et ici, ce ne serait pas de « retranchements » qu'il s'agirait, mais plutôt d'« additions » et d'« interpolations ».

Quoi qu'il en soit, à vouloir procéder loyalement et correctement, le nouveau critique aurait dû prendre l'une après l'autre les cinq dépositions invoquées, les discuter, en faire ressortir les contradictions et les obscurités, et montrer autrement que par le dédain ou par des dénégations, c'est à savoir par de bonnes raisons, qu'il y avait lieu de n'en point tenir compte.

J. Quicherat en eût usé de la sorte, assurément, si les bonnes raisons ne lui eussent pas fait défaut.

Alors, à quoi se ramène sa défense de l'authenticité du formulaire du procès et de l'honnêteté de l'évêque-fausseur?

Nous le disions tout à l'heure : d'abord et avant tout à protester de sa confiance en la loyauté, la véracité de l'évêque de Beauvais; puis à des hypothèses, à de pures

donnent des raisons à l'appui de leur sentiment. J. Quicherat n'en donne pas et, qui pis est, il assure en avoir donné dans ses *Aperçus nouveaux* où, vérification faite, on n'en trouve pas l'ombre.

possibilités, à des propositions comme les suivantes :

« Les deux cédules de l'abjuration, dont le procès de Rouen et les témoins de la réhabilitation révèlent l'existence, *pourraient bien avoir été* identiques. »

« *Il pourrait se faire* que ces deux cédules n'aient été que « deux copies différentes, l'une courte, l'autre longue de la formule officielle de l'abjuration¹. »

Remarquons ces expressions : ... *pourraient bien avoir été* — *il pourrait bien se faire*... On se rejette sur des possibilités, sur des hypothèses en l'air, quand il faudrait des faits établis, des raisons irréfutables.

Pourtant, peu après, l'auteur semble rougir de n'avoir que ce clinquant à opposer : il part en guerre comme un homme qui vient de découvrir une raison décisive.

« La rétractation proprement dite, observe-t-il, se réduit, dans le formulaire inséré au procès, à un petit nombre d'articles qui pouvaient tenir en cinq ou six lignes. »

Voilà qui est clair et net; mais cette affirmation, à savoir que « la rétractation du procès pourrait tenir en cinq ou six lignes », portant sur une chose nullement évidente par elle-même, J. Quicherat va sans doute en donner la preuve.

Cette preuve, J. Quicherat ne l'a pas donnée.

Pourquoi ne l'a-t-il pas donnée? mystère, mystère.

1. *Aperçus nouveaux*....., pp. 136, 137.

Pourtant, extraire de la longue formule les articles qualifiés d'essentiels n'était pas chose difficile.

Ces articles, J. Quicherat ne les a pas extraits; il ne les a pas mis sous les yeux du lecteur. Et pourtant il conclut comme s'il avait fourni la preuve attendue en vain, et comme s'il avait obtenu satisfaction.

Comme procédé critique, c'est un peu léger; nous n'en dirons pas autre chose. Il est bon cependant que l'on sache pourquoi l'auteur des *Aperçus nouveaux*, s'il a tenté « l'extraction des articles essentiels », n'a pas fait connaître le résultat de la tentative. C'est que le résultat est celui-ci; nous avons pris la précaution de le vérifier :

La rétractation proprement dite, dans le formulaire officiel, ne se réduit pas à cinq ou six lignes, comme on le disait, mais à vingt-cinq lignes au moins. Qu'on ouvre le présent volume aux *Notes et pièces justificatives*, et l'on y en trouvera la preuve textuelle que, pour ne point fatiguer le lecteur, nous n'insérons pas ici.

Il n'est donc pas possible de prétendre que la courte cédule a pu résumer la longue cédule officielle : les deux étaient et restent irréductibles.

En finissant, nous nous permettrons de signaler aux adeptes de l'Ecole franco-anglaise deux faits d'une authenticité indéniable qui achèveront, s'il en était encore besoin, de leur démontrer la fausseté du formulaire du procès.

Ces deux faits se rapportent au refus que fit l'évêque de Beauvais, en deux circonstances des plus graves, de placer sous les yeux de la Pucelle et des assesseurs le texte de la cédule que, d'après l'évêque-juge, elle aurait signée.

Pierre Cauchon s'y refusa une première fois dans l'interrogatoire qu'il fit subir à la prisonnière le 28 mai, quand elle eût revêtu l'habit d'homme.

Le prélat s'y refusa une seconde fois dans la délibération du 29 qui avait pour objet de faire déclarer Jeanne hérétique et relapse. Sur ces quarante et un assesseurs présents, trente-huit mirent pour condition à leur délibération qu'il serait d'abord donné lecture à Jeanne du formulaire que, d'après P. Cauchon, elle avait signé, et des engagements que, toujours d'après l'évêque, elle avait violés.

Cette fois encore, Pierre Cauchon s'y refusa absolument.

Pour quel motif s'y refusa-t-il ?

On n'en découvre qu'un seul :

C'est que, aux premiers mots de cette lecture accusatrice, la prisonnière se fût récriée d'indignation, et, prenant à témoin les notaires du procès et les ecclésiastiques qui avaient vu et ouï le texte qu'elle avait accepté, elle eût convaincu de forfaiture et de faux, à la face de l'assemblée, l'évêque de Beauvais.

Le personnage était trop clairvoyant pour s'abuser sur le sort qui l'attendait, et trop avisé pour s'y exposer.

Resterait une dernière question ; il suffit de la poser pour la résoudre :

A qui doit-on attribuer la fabrication du formulaire qu'on lit au procès, et la substitution qui en a été faite à la place de la cédule authentique ?

Quoi qu'en puissent penser les adeptes de l'Ecole franco-anglaise, il n'est pas douteux que l'auteur responsable de l'une et de l'autre de ces choses ne soit Pierre Cauchon même. C'est le cas d'appliquer la règle du droit : *Is fecit cui prodest*. « Celui-là en est l'auteur qui en a retiré les avantages ¹. »

1. Pour un examen plus complet et plus approfondi de ce problème, nous nous permettons de renvoyer à notre *Etude sur l'Abjuration*, 2^e série des *Etudes critiques sur l'histoire de la Pucelle*, pp. 161-422. In-8°. Paris, Poussielgue, 1903.

Voir également, sur la fausseté du formulaire du procès et la nullité de l'abjuration, L'AVERDY, *Notices et Extraits...*, pp. 110-118 et 429-432.

CHAPITRE XIII.

LES DEUX ÉCOLES ET LES ENQUÊTES SUR L'ABJURATION.

Sortons maintenant de l'espace étroit dans lequel le critique des *Aperçus nouveaux* s'était confiné, nous obligeant à l'y suivre et à y souffrir du manque d'air et de lumière. Transportons-nous en plein soleil devant ce monument gothique merveilleux qu'était l'abbaye et l'église Saint-Ouen, et tâchons de saisir les incidents caractéristiques du drame qui va se jouer.

Nous sommes au 24 mai 1431. Sur la vaste place, en face du cimetière, un tribunal est dressé ; des juges viennent d'en gravir les marches et siègent ; de nombreux ecclésiastiques et de hauts personnages les entourent ; la foule accourt de tous côtés. Soudain, la Pucelle apparaît ; elle descend de sa charrette et monte sur l'échafaud qu'on lui a préparé. On va la « prêcher » et la juger. Quelles seront les surprises pénibles réservées aux spectateurs ?

Avant de le dire, avant de reconstituer ce drame d'après ce qu'en ont rapporté les témoins oculaires, rappelons à quelles démarches se livrèrent les ouvriers

de la réhabilitation pour parvenir à dissiper les nuages et à découvrir enfin la vérité.

I.

DES TÉMOINS ENTENDUS EN 1450-1456 SUR L'ABJURATION DU CIMETIÈRE DE SAINT-OUEN.

Le procès de revision ne fut ouvert effectivement par le pape Calixte III qu'en l'année 1455; mais, antérieurement à cette date, la revision de fait avait commencé. Le roi, qui était redevable de sa couronne à la supplicée de Rouen, chargea Guillaume Bouillé, doyen de la cathédrale de Noyon, de procéder dès 1450 à une enquête sur les circonstances du procès, de la condamnation et de la mort de la Pucelle.

Deux ans plus tard, en 1452, le cardinal d'Estouteville, archevêque de Rouen, se conformant au désir de Charles VII, ouvrit une deuxième enquête qu'il présida lui-même, mais qu'il ne put mener à sa fin, ce qui donna lieu à une troisième enquête que, par l'ordre du cardinal, Philippe de la Rose, trésorier de la cathédrale, ouvrit peu après et termina.

Il y eut donc trois enquêtes distinctes avant les enquêtes officielles ordonnées en 1455-1456 par les délégués du Saint-Siège et les résultats des trois furent consignés au dossier de la réhabilitation.

L'enquête dont Bouillé fut chargé s'ouvrit à Rouen

en février 1450. On y entendit sept témoins : quatre dominicains, entre autres les deux qui assistèrent Jeanne à l'heure de la mort, frère Isambard de la Pierre et frère Martin Ladvenu ; — deux officiers du procès de 1431, messire Guillaume Manchon, le principal notaire, et messire Jehan Massieu, prêtre, exécuteur-huissier des commandements du tribunal, — et maître Jehan Beaupère, l'assesseur qui présida les six interrogatoires publics du procès d'office.

L'enquête que présida le cardinal d'Estouteville en personne s'ouvrit en mai 1452, toujours à Rouen. Cinq témoins seulement purent être entendus, parmi lesquels messire Guillaume Manchon et frère Martin Ladvenu, déjà nommés.

La troisième enquête, présidée par Philippe de la Rose, suivit immédiatement la deuxième. Elle eut encore lieu à Rouen et dix-sept témoins y furent entendus¹.

Voilà donc, antérieurement au procès de réhabilitation, trois enquêtes préparatoires et vingt-neuf dépositions recueillies sur le compte de la Pucelle et sur le sujet du procès. Les témoins entendus à ces enquêtes avaient tous suivi les débats de 1431 en grande partie, sinon d'un bout à l'autre.

Mis en possession des procès-verbaux des trois en-

1. J. Quicherat, à la table des matières du tome II, n'en nomme que seize. Il a omis le témoin Jean Riquier, dont la déposition figure aux pages 272-275.

quêtes dont nous venons de parler, les juges de la réhabilitation voulurent en contrôler les dépositions et au besoin les compléter. En conséquence, ils procédèrent à deux nouvelles enquêtes sur le sujet du procès et de la mort de Jeanne. L'une s'ouvrit à Paris, l'autre à Rouen. A Paris, on recueillit huit dépositions ; à Rouen, dix-huit. Ces vingt-six dépositions, ajoutées aux vingt-neuf précédentes, formèrent un total de cinquante-cinq émanant de témoins de toute condition, prélats, chanoines, religieux, prêtres séculiers, assesseurs du procès, officiers du tribunal, docteurs en théologie et en décret, avocats, bourgeois de Rouen, chevaliers, etc.

C'est à ces cinquante-cinq témoignages que nous emprunterons les informations relatives au drame de Saint-Ouen. Elles complètent et rectifient le récit de l'évêque de Beauvais.

II.

DES INCIDENTS PASSÉS SOUS SILENCE DANS LE PROCÈS DE CONDAMNATION.

Nous l'avons déjà remarqué : du drame de Saint-Ouen, le procès de condamnation ne mentionne, avec le prononcé de la sentence, que le recours de la Pucelle à ses juges et la lecture du formulaire de la rétracta-

tion. Entre ces deux circonstances, de graves incidents s'étaient produits; ils ont été révélés par les témoins de la réhabilitation.

Dès que l'évêque de Beauvais eut commencé la lecture de la sentence définitive, le prédicateur, Guillaume Erard, qui était sur l'échafaud tout près de Jeanne, se tourne vers elle et, exhibant une feuille de papier où l'on voyait six ou huit lignes de grosse écriture, lui dit qu'il faut qu'elle abjure et révoque les articles stipulés dans cette cédule.

Jeanne répond « qu'elle n'entendait pas ce que c'était qu'abjurer ».

Erard lui lit alors les articles qu'elle doit révoquer.

Jeanne réplique que « sur ce elle demandait conseil ».

Erard donne au prêtre huissier Jean Massieu l'ordre de la conseiller.

Massieu, de qui nous tenons ces détails ¹, commence aussitôt ses explications.

Mais on ne laisse pas les choses se passer aussi tranquillement.

Les affidés de P. Cauchon, comprenant que l'accusée n'est nullement disposée à abjurer — les paroles échangées entre elle et Massieu ne permettaient pas d'en douter, — interviennent chacun de leur côté et remplissent le rôle dont ils ont été chargés. Menaces, pro-

1. *Procès*, t. II, p. 17.

messes, instances sont mises en œuvre pour amener la Pucelle à se rendre aux injonctions de maître Erard.

C'est le chanoine Nicolas Loiseleur qui la presse « de consentir à reprendre l'habit de femme », conformément à l'un des articles de la cédule d'Erard.

Ce sont, avec Nicolas Loiseleur, Erard lui-même et Nicolas Midy qui garantissent à Jeanne, au nom du tribunal, si elle consent à ce qu'on lui demande,

Qu'elle serait mise en prison ecclésiastique ;

Qu'elle aurait une femme avec elle ;

Qu'elle irait à la messe ;

Qu'elle recevrait son Sauveur ;

Qu'elle serait délivrée de ses fers ;

Et enfin, qu'elle pourrait bien être rendue à la liberté ¹.

Cependant Jean Massieu poursuivait comme il le pouvait ses explications. Il ne cacha pas à la Pucelle qu'en se refusant à toute rétractation elle courait risque d'être « brûlée ». Il ajouta que, si elle suivait son conseil, elle déclarerait vouloir « s'en rapporter à l'Eglise universelle ».

Ce fut pour Jeanne un trait de lumière. S'adressant aussitôt à maître Erard, elle lui dit : « Je m'en rapporte à l'Eglise universelle si je dois abjurer ou non. »

Erard lui répond brutalement : « Tu abjureras présentement ou tu seras brûlée. »

1. *Procès*, t. III, p. 149 ; t. I, p. 455 ; t. III, p. 52.

Ces échanges de propos, ces conseils, ces instances, ces menaces ne laissent pas d'être bruyants et d'intriguer les spectateurs. L'évêque de Beauvais, qui suivait d'un œil encore plus attentif les péripéties du drame que la lettre de son texte, suspendit sa lecture. Grand émoi parmi les Anglais. Ils s'imaginent qu'on veut arracher leur ennemie au bourreau et ils murmurent hautement. Des pierres sont lancées contre l'estrade des juges, on les accuse de trahir le roi.

D'autre part, la foule, qu'intéresse profondément cette jeune fille dont le sort dépend d'un *oui* ou d'un *non*, lui crie : « Jeanne, Jeanne, ne vous faites pas mourir. »

Après un temps qui parut bien long, l'accusée élève soudain la voix et « les mains jointes », les yeux regardant le ciel, elle proclame trois choses :

En premier lieu, elle « se soumet au jugement de l'Eglise » ;

En second lieu, elle « supplie saint Michel de la conseiller et de la diriger » ;

En troisième lieu, quant à ce qu'elle n'entend pas des articles de la cédule, — maître Erard ayant défendu à Massieu d'en achever l'explication, — « elle ne veut rien révoquer, si ce n'est pourvu que cela plaise à Dieu ¹ ». Déclaration suffisante pour dégager sa responsabilité.

1. *Procès*, t. II, pp. 17, 331 ; t. III, p. 55 ; t. II, p. 338, 323 ; t. I, p. 458.

Telle est, en réalité, l'acte que Pierre Cauchon et le procès nomment « l'abjuration de cette femme, dite la Pucelle » ; ce que la sentence des juges de la réhabilitation nomme plus justement « la prétendue abjuration ». Oui, « prétendue abjuration », car cet acte a été, non point une abjuration canonique, mais :

1^o Un acte de soumission pleine et entière à l'Eglise *simpliciter*, c'est-à-dire à l'Eglise universelle et à son chef le pape de Rome à qui l'accusée en a si souvent appelé ;

2^o Un acte de soumission conditionnelle à ses juges ;

3^o Un acte de foi en ses Voix et révélations ;

Actes accompagnés de rétractations implicites et de promesses sans importance dont nous indiquerons l'objet tout à l'heure.

Acte de soumission à l'Eglise universelle et à son chef, conformément au conseil de l'honnête Jean Massieu : « Je me soumets au jugement de l'Eglise *simpliciter* » ;

Acte de soumission conditionnelle à ses juges. « Elle ne veut rien révoquer, sinon pourvu que cela plaise à Dieu » ;

Acte de foi en ses Voix et révélations : « Elle supplie saint Michel de la conseiller et de la diriger. »

Dès que Jeanne a fait entendre ces déclarations, maître Erard, après avoir pris les ordres de l'évêque de Beauvais, enjoint à Massieu de lire le contenu de la cédula, article par article, et à l'accusée de redire de

même chacun de ces articles, à la suite de Massieu.

Quelle était la teneur de ces articles et de la cédule elle-même ?

La cédule ayant disparu le jour même du drame, personne n'ayant jamais su et révélé ce qu'en avait fait l'évêque de Beauvais, il n'y a point de témérité à penser que Pierre Cauchon s'est empressé de la détruire : la pièce, si jamais on l'avait retrouvée, eût été par trop compromettante pour sa mémoire et pour la régularité du procès.

Pourtant, nous savons quelque chose du contenu et de l'esprit de cette cédule. Trois témoins de Rouen, l'huissier Jean Massieu, Nicolas Taquel, un des notaires du procès, et un des assesseurs, le chanoine Dudésert, en avaient retenu des parties et ils les énoncèrent dans leur déposition. En réunissant ces trois fragments, on obtient le texte incomplet qui suit :

« Je, Jehanne, promets de ne plus porter à l'avenir des armes, l'habit d'homme et les cheveux courts ; (Dépos. de Nicolas Taquel et J. Massieu.)

« Je déclare me soumettre à la détermination, au jugement et aux commandements de l'Eglise » ; (Dépos. du chanoine Dudésert.)

Ces articles, il faut bien en convenir, ne sont pas matière à abjuration. Ils ne disent rien qui ait trait à des pratiques démoniaques ou à des erreurs en la foi. La partie de la cédule demeurée ignorée n'en devait pas contenir davantage.

Lorsque Jeanne eut fini, Massieu lui « bailla » une plume et elle fit une croix au bas des articles en manière de signature.

Aussitôt l'évêque de Beauvais, qui venait de s'entendre avec le cardinal d'Angleterre, se remit à lire une seconde sentence avec un texte nouveau dont il avait eu soin de se munir. Cette sentence, dite d'absolution, relevait Jeanne de l'excommunication ; mais elle ne la condamnait pas moins « à la prison perpétuelle, au pain de douleur et à l'eau d'angoisse ».

Au moment de quitter le théâtre de ce drame douloureux, la Pucelle, confiante aux promesses qu'on venait de lui faire, dit aux officiers du tribunal : « Or ça, entre vous, gens d'Eglise, menez-moi en vos prisons et que je ne sois plus en la main de ces Anglais. »

L'évêque de Beauvais ne fut pas de cet avis. « Menez-la où vous l'avez prise », dit-il à Jean Massieu.

« Pour quoy, remarque Guillaume Manchon, Jeanne fut ramenée au chasteau duquel elle était partie ¹. »

III.

DES PRESCRIPTIONS DU DROIT EN MATIÈRE D'ABJURATION.

Il y avait, observions-nous dans un des chapitres précédents, un moyen bien simple à prendre pour s'as-

1. *Procès*, t. II, p. 14.

sur si la Pucelle avait fait ou non, au cimetière de Saint-Ouen, une véritable abjuration canonique en cause de foi. Ce moyen, auquel les historiens de Jeanne n'ont pas songé, consistait à s'enquérir de ce que le droit de l'époque entendait par une abjuration de ce genre, et des prescriptions imposées aux juges en cette matière. Ces prescriptions reconnues, les conditions essentielles de la dite abjuration définies, il ne restait qu'à interroger les documents et à constater si, oui ou non, ils s'accordaient à prononcer que l'acte de la Pucelle remplissait les conditions voulues.

Que faut-il donc entendre, au point de vue du droit, par abjuration en cause de foi, et en quoi consistaient les règles que les juges ecclésiastiques étaient tenus d'observer?

1^o Par abjuration en cause de foi, le droit canonique entendait une rétractation extérieure, parfois privée, parfois solennelle et publique, prononcée en présence des juges ou de leurs délégués, d'erreurs contraires à la foi catholique, apostasie, hérésie, schisme, pratiques démoniaques, dont l'abjurant s'était rendu coupable; rétractation accompagnée de l'engagement de ne pas retomber, sous peine d'encourir le châtiment réservé aux relaps : le tout, rétractation quant au passé, promesses quant à l'avenir, placé sous la religion du serment;

2^o L'abjuration pouvait être exigée par le tribunal compétent, non seulement des hérétiques formels, mais encore des personnes suspectes d'hérésie;

3° Dans les procès criminels en matière de foi, il appartenait aux juges de décider, *cum consilio peritorum* (après avoir pris l'avis de gens de savoir), s'il y avait lieu d'obliger le prévenu à abjurer ;

S'il s'agissait d'un hérétique reconnu ou d'un accusé gravement suspect, l'abjuration devenait obligatoire, et en ce cas elle avait lieu publiquement ;

4° L'abjuration une fois décidée, aux juges incom-
bait le soin de faire annoncer aux fidèles, dans toutes les églises de la ville, quelques jours auparavant, que, tel jour, à telle heure, en tel endroit, il y aurait un sermon de circonstance, suivi d'une abjuration publique ;

5° Au jour marqué, après le sermon, le juge signifiait à l'accusé que, vu les motifs établissant qu'il avait erré en matière de foi, il le somrait de rétracter ses erreurs et de lire à haute et intelligible voix l'acte d'abjuration qu'on allait lui présenter ;

6° Alors on plaçait devant l'abjurant le livre des Évangiles, sur lequel il devait tenir la main étendue ;

7° S'il ne savait pas lire, un des clercs présents lisait le formulaire de l'abjuration, membre de phrase par membre de phrase, et l'abjurant répétait en langue vulgaire ces membres de phrase l'un après l'autre jusqu'à la fin ;

S'il savait lire couramment, l'abjurant lisait devant tout le peuple le formulaire qu'on lui avait remis ;

8° Dans le texte de l'abjuration, les juges devaient

spécifier les articles de foi au sujet desquels l'abjurant avait été reconnu coupable ;

9° Un des notaires du tribunal devait, l'abjuration terminée, en rédiger le procès-verbal séance tenante, et mentionner de quelle manière elle avait été faite, afin que l'on sût bien que si, à l'avenir, l'abjurant retombait dans ses erreurs, il n'échapperait pas à la peine réservée aux relaps ;

10° Le procès-verbal rédigé, le juge prononçait la sentence.

Ces prescriptions de détail étaient dominées par deux règles d'ordre moral qui engageaient tout particulièrement la conscience des juges et leur responsabilité.

La première de ces règles les obligeait à prendre les moyens nécessaires pour faire comprendre à l'accusé la nature, la portée, les conséquences de l'abjuration qu'on allait exiger de lui ;

La seconde leur interdisait d'exercer sur l'abjurant aucune sorte de pression, et leur enjoignait de respecter scrupuleusement sa liberté.

En vertu de la première de ces règles, les juges ecclésiastiques étaient tenus d'expliquer ou de faire expliquer à l'abjurant ce que c'était qu'une abjuration en cause de foi, le sens du texte dont il devait donner lecture, et la portée des engagements qu'il allait contracter sous la foi du serment.

En vertu de la seconde, il était expressément défendu aux juges et à qui que ce fût, de mettre en

œuvre à l'égard de l'abjurant aucun procédé attentatoire à sa liberté morale, tel que le dol, la violence, l'ignorance, les menaces, promesses mensongères et autres actes que théologiens et juristes estiment capables de vicier les contrats les plus solennels en matière religieuse aussi bien qu'en matière civile.

Telles sont les règles et prescriptions que les juges de Rouen auraient dû respecter et observer dans l'abjuration de la Pucelle ¹.

Les ont-ils vraiment respectées et observées ? Peut-on invoquer un seul document fournissant la preuve que, sous ce rapport, ils n'ont rien eu à se reprocher ? Ce document, en tout cas, ne sera ni le texte du procès de condamnation, ni celui des enquêtes de la réhabilitation. Quant à le chercher ailleurs, il n'y faut pas songer.

En fait de preuves, les seules qu'on trouve dans les deux procès, c'est que les juges de Jeanne ont fait des prescriptions de l'Eglise et du droit deux parts : ils n'ont pas observé les unes, les traitant comme si elles

1. Les juges de la réhabilitation, dans leur sentence, faisaient manifestement allusion à ces prescriptions du droit canonique et à leur violation, lorsqu'ils parlaient de « la prétendue abjuration » de Jeanne en ces termes :

« Vu, quant à la matière du procès, une certaine *abjuration prétendue*, entachée de fausseté et de dol, extorquée par la violence et par la crainte, en présence du bourreau et sous la menace du bûcher, sans que ladite défunte l'ait aucunement prévue et comprise... » (*Procès*, t. III, p. 260.)

n'existaient pas, et ils ont violé ouvertement les autres. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à mettre en regard des prescriptions et règles ci-dessus les dits et faits de l'évêque de Beauvais tels que les documents les ont rapportés.

Ainsi, par exemple, l'abjuration de la prisonnière ne fut pas plus annoncée, quelques jours à l'avance, aux fidèles de Rouen qu'aux assesseurs du procès, les conseillers intimes de P. Cauchon exceptés.

Jeanne, avant le 24 mai, n'ouït jamais parler d'abjuration, encore moins de celle qui la concernait. Elle arriva sur la place de Saint-Ouen, n'ayant jamais su et ne sachant pas encore ce que c'était qu'abjurer.

Au moment du prononcé de la rétractation « prétendue », il n'y eut sur l'estrade de l'accusée aucune exhibition du livre des Evangiles; Jeanne ne fit aucun serment et les notaires, avant la sentence, ne rédigèrent aucun procès-verbal.

On a vu de quelle manière les affidés de l'évêque-juge respectèrent la liberté de l'abjurante, mettant en œuvre à qui mieux mieux l'intimidation, la violence, les menaces et les promesses, en particulier celle de briser ses fers, de lui donner une femme pour compagne et de la mettre en prison d'Eglise.

Le fait qui se dégage de ces rapprochements, c'est que l'évêque de Beauvais ne tint pas plus compte des prescriptions des lois positives que de celles de la loi naturelle et divine, et qu'il viola d'un cœur léger, à

l'égard d'une malheureuse jeune fille, les unes et les autres ;

C'est que, en dernière analyse, le drame du cimetière de Saint-Ouen n'a été que la parodie lugubre d'une abjuration en cause de foi.

La vérité historique, que le récit de l'évêque-juge et les dépositions concordantes entre elles des cinquante-cinq témoins du procès de réhabilitation mettent en lumière, se ramène à ce qui suit :

Il n'y a eu, le 24 mai 1431, au cimetière de Saint-Ouen, d'abjuration véritable en cause de foi ni du côté des juges, ni du côté de l'accusée ;

La Pucelle n'en a pas posé l'acte ;

Les juges n'en ont pas observé les prescriptions ;

Jeanne a prononcé un acte solennel de soumission à l'Eglise universelle et à son chef ;

Mais elle n'a fait de serment d'aucune sorte ;

Mais elle n'a pas révoqué ses aveux antérieurs, pas plus qu'elle n'a renié sa mission et ses Voix. Jusqu'au bout, elle est demeurée fidèle à sa foi religieuse et à sa foi patriotique.

IV.

UNE DERNIÈRE EXPLICATION.

Nous ne quitterons pas ce sujet de l'abjuration de Jeanne d'Arc sans procéder à un dernier éclaircissement dont on n'hésitera pas, nous l'espérons bien, à

reconnaître l'importance. Il est de nature, ce nous semble, à dissiper un malentendu qui constitue le principal obstacle à une entente définitive entre les historiens.

Si, au commencement du vingtième siècle, à la veille du cinquième centenaire de la naissance de la Libératrice du pays, il existe encore une Ecole historique plus anglaise que française, du moins autant, à l'endroit de Jeanne d'Arc, ce n'est pas que les hommes de talent qui la représentent soient antifrançais et anglais de cœur, Dieu nous garde de le penser ! c'est que, pleins de confiance en la loyauté scientifique des J. Quicherat, des J. Michelet, des H. Martin, ils n'ont pu se résoudre à supposer que ces historiens de savoir et de conscience, à l'esprit aussi large et aussi aiguisé, se soient résignés, sans des raisons de premier ordre, à faire de la Pucelle, à la fin de sa vie, une fille renégate et parjure, fournissant à son terrible juge le prétexte qu'il guettait pour la faire brûler.

Eh bien, en ce point, les représentants de l'Ecole franco-anglaise se sont trompés, et ils se sont trompés parce que ceux qu'ils proclament leurs maîtres ont été eux-mêmes induits en erreur. Hélas ! *errare humanum est !*

Un homme les a trompés tous, comme il trompa ses contemporains, et cet homme, ou plutôt ce « surhomme » du quinzième siècle, ce juge qui ne reculait ni devant l'iniquité du but, ni devant celle des moyens, pourvu

qu'ils lui rapportassent des honneurs et de l'or, qui ne l'a déjà nommé ?

Sur la seule parole de cet homme, président du tribunal de Rouen et grand juge de la Pucelle, J. Quicherat et les historiens qui le suivent sont demeurés persuadés :

1° Que Jeanne avait abjuré véritablement en cause de foi ;

2° Qu'elle avait prononcé réellement le long formulaire du procès, plaçant ses reniements et ses promesses sous la religion du serment.

Et parce que bon nombre des témoins de la réhabilitation parlent de la « rétractation » et de « l'abjuration » de la Pucelle comme d'un fait avéré, public, indubitable, l'auteur des *Aperçus nouveaux* a cru, sans procéder à plus complète vérification, que ces témoins entendaient ladite abjuration de la même manière que l'évêque de Beauvais, c'est-à-dire d'une abjuration en cause de foi.

Or, cette interprétation est absolument inexacte.

Qu'il se soit produit de la part de Jeanne, le 24 mai, un acte public qu'on s'est accordé à nommer « abjuration, rétractation », ce n'est pas douteux. Que cet acte, quoi qu'il en soit du nom, revienne à celui qu'a défini l'évêque de Beauvais, non seulement aucune des cinquante-cinq dépositions du procès de revision n'auto-rise à l'affirmer, mais toutes s'accordent à certifier le contraire.

En sorte que l'évêque de Beauvais, juge et partie tout ensemble, est le seul personnage dont la parole atteste la réalité d'une abjuration canonique.

Encore une fois, qu'on cherche dans le procès de 1456 et dans n'importe quel autre document un seul témoin autorisé déclarant avoir vu et ouï l'abjurante :

1° Réciter, phrase par phrase, à la suite de Jean Massieu, le formulaire de cinquante à soixante lignes dont le prononcé eût exigé près d'une heure;

2° Jurer, la main sur les saints Evangiles, qu'elle disait vrai et qu'elle ne retournerait pas à ses erreurs; — ce témoin, on ne le trouvera pas.

Et alors que reste-t-il d'une opinion fondée sur la parole intéressée d'un personnage unique et absolument suspect?

Il en reste ce qui peut rester d'une affirmation en l'air, que des témoignages nombreux et au-dessus de toute suspicion et des faits dûment constatés contredisent expressément.

Cette vérification des textes, cette contre-épreuve à laquelle ni Michelet ni J. Quicherat n'ont songé, nous espérons que désormais les historiens, soucieux d'asseoir leurs convictions sur des bases solides, ne les négligeront pas.

CHAPITRE XIV.

LES DEUX ÉCOLES ET LE PROCÈS DE RECHUTE.

Le drame de la « prétendue » abjuration du cimetière de Saint-Ouen tout entier, plus particulièrement la fabrication d'un formulaire selon les vues de l'évêque de Beauvais, et la substitution de ce formulaire à celui que prononça la Pucelle, n'avaient qu'un but, préparer les voies du procès de rechute au bout duquel se dresserait le bûcher attendu.

Le procès de rechute, on ne saurait trop le redire, ne pouvait s'ouvrir que posé une condition : c'est que l'abjurante violerait un ou plusieurs des engagements pris le jour de l'abjuration sous la foi du serment. Il fallait une violation de ce genre, constatée judiciairement, pour procéder à un second procès dit de rechute ou de relaps, lequel s'expédiait promptement et se terminait par l'abandon du condamné au bras séculier.

La Pucelle ne pouvait donc être livrée au bûcher, ainsi que l'exigeaient les Anglais, qu'à la condition de retomber dans ses prétendues erreurs, et après que cette rechute eût été constatée judiciairement. Alors seulement se jouerait le dernier acte de ce drame san-

glant et s'exécuterait ce que le plus modéré des historiens de Jeanne nomme un « assassinat judiciaire prémédité¹ ».

Jeanne a été brûlée. Elle a donc posé un cas formel ou apparent de relaps. De quelle manière, à quelle occasion l'a-t-elle posé ?

Ce serait à l'évêque de Beauvais de nous l'apprendre ; mais nous ne devons pas espérer que l'évêque-juge soit plus véridique et plus explicite, à propos du procès de rechute, qu'il ne l'a été à propos de l'abjuration. Les pages de l'instrument officiel qui exposent cette partie de la cause ne sont pas moins suspectes que les autres : elles cachent ou bien altèrent notablement la vérité. Ainsi, Pierre Cauchon se garde bien de dire, choses qu'ont révélées les enquêtes de la révision :

1° Que le prétendu relaps de la prisonnière a été provoqué par un ignoble guet-apens ;

2° Qu'il a lui-même passé sous silence, dans le procès-verbal de constat, les plus graves explications de Jeanne relatives à la reprise de l'habit d'homme.

Encore moins nous informera-t-il — et Thomas de Courcelles ne le fera pas davantage — que, dans le texte latin dudit procès-verbal, le traducteur a pratiqué cinq altérations de sens aisément vérifiables, en vue d'établir que Jeanne avait réellement abjuré le 24 mai.

1. L'AVERDY, *Notices...*, p. 278.

I.

LE GUET-APENS DU RELAPS. — SA PRÉPARATION.

Les faits dont l'évêque de Beauvais s'autorisa pour ouvrir le procès de rechute furent la reprise par la Pucelle de l'habit d'homme, après avoir promis d'y renoncer et après avoir effectivement repris, le jour même de l'abjuration, les vêtements de son sexe; — et l'affirmation réitérée de ses révélations ¹.

C'est la reprise de l'habit d'homme qui fut l'objet d'un abominable guet-apens. Il va sans dire que si ce guet-apens compte parmi les faits historiques avérés, ce n'est point au rédacteur du procès officiel de Rouen que nous en sommes redevables.

A qui remonte la responsabilité de ce guet-apens?

1. Faisant, dans cette Étude, de la critique appliquée aux documents, non de l'histoire proprement dite, nous nous bornerons à rappeler que les deux faits reprochés à la Pucelle ne constituaient pas un véritable cas de relaps : d'abord, parce que Jeanne ne s'était engagée à rien sous la foi du serment; en second lieu, parce qu'elle n'avait jamais pris l'engagement de ne plus parler de ses révélations; troisièmement enfin, parce que le port de l'habit d'homme n'impliquant aucune erreur dans la foi, la reprise dudit habit n'en impliquait pas davantage. Mais la raison fondamentale, celle qui coupe court à toutes les distinctions scolastiques et à toutes les subtilités, c'est que la rétractation de la Pucelle ne constituait pas une abjuration en cause de foi et qu'elle n'a jamais eu connaissance du formulaire inséré au procès.

On en jugera lorsqu'on aura pris connaissance des faits.

Et d'abord, il est difficile de ne pas voir qu'un rapport étroit rattache le guet-apens aux deux mesures qui suivirent le drame de Saint-Ouen. Si ces mesures ne furent pas comme une préparation dudit guet-apens, il faut convenir qu'elles le servirent admirablement et qu'elles en assurèrent le succès.

La première de ces mesures fut l'ordre donné par l'évêque de Beauvais, après l'abjuration, de reconduire la Pucelle en sa prison du château, et son refus de la faire mettre en prison ecclésiastique, avec une femme pour compagne ;

La seconde fut l'oubli — très volontaire probablement — qu'on fit des habits d'homme dans le cachot de Jeanne, après qu'elle eut repris les habits de son sexe ; au lieu de les enlever et de les faire disparaître, on les laissa sous la main et à la disposition des gardiens.

Ces deux mesures prises, le guet-apens projeté devait sans peine aboutir.

Y a-t-il eu complot ? On se le demande et on n'est pas éloigné de le penser lorsqu'on rapproche les deux incidents que voici.

L'évêque de Beauvais rencontre, après la sentence de Saint-Ouen, le comte de Warwick qui, profondément irrité de cette sentence inattendue, lui dit :

— Cette fille nous échappe ; vous trahissez le roi.

Un des assistants, sinon l'évêque, répondit :

— Seigneur, n'ayez cure : nous la rattraperons bien.

Quatre jours après, l'évêque de Beauvais était allé dans la prison de la Pucelle constater le relaps. L'interrogatoire terminé, il rencontra de nouveau, en sortant de la prison, le comte de Warwick en compagnie de quelques seigneurs anglais. L'évêque, dès qu'il l'aperçut, se dirigea vers lui en faisant de grandes démonstrations de joie, et lui dit : — *Farewell, Farewell*, elle est prise¹.

Ce qui, dans sa pensée, signifiait : — Je vous l'avais bien dit que nous la rattraperions. La voilà maintenant rattrapée ; elle ne nous échappera plus.

En rappelant le premier de ces incidents, L'Averdy ajoute :

« Cette réponse au comte de Warwick trahit le projet préparé : il va faire naître de nouvelles horreurs dans les jours suivants². »

La première de ces « horreurs », c'est le refus, par l'évêque-juge, de mettre Jeanne en prison ecclésiastique et de lui donner une femme pour compagne.

Ce refus, le rédacteur du texte du procès n'a garde de le mentionner, pas plus qu'il n'a mentionné les promesses faites au nom du tribunal à l'accusée pour lui arracher une rétractation. Ce silence du document officiel devient d'autant plus suspect, que la mise de la Pucelle

1. *Procès*, t. II, p. 8.

2. *Notices...*, p. 433.

en prison ecclésiastique avec une femme pour compagne eût rendu la reprise de l'habit d'homme impossible, en soustrayant l'infortunée jeune fille à la surveillance des Anglais et à leur brutalité. Les prisons ecclésiastiques avaient des gardiens spéciaux au service de l'Eglise. Les geôliers et gardiens anglais auraient donc été écartés. L'évêque de Beauvais et le comte de Warwick eussent-ils exigé que ces gardiens suivissent Jeanne en sa prison nouvelle, ceux-ci n'eussent pas tenté de lui imposer la reprise de l'habit d'homme. L'eussent-ils tenté, la présence de la compagne de la prisonnière, l'alarme qu'elle eût donnée, le voisinage des gens au service de l'Eglise les eussent empêchés de réussir.

Il fallait donc que la condamnée réintégrât la prison du château, qu'elle fût toujours entre les mains des Anglais et à leur discrétion, pour que le guet-apens préparé s'accomplît sans empêchement. Volontairement ou involontairement, l'évêque de Beauvais y a coopéré de fait quand il s'est opposé à ce que Jeanne fût mise en prison d'Eglise.

La pauvre prisonnière ne se trompait guère quand elle dénonçait cette violation brutale des promesses qu'on lui avait faites, comme la cause première de la sentence qui devait la condamner à périr sur le bûcher.

Elle la dénonçait une première fois, le 28 mai, jour de l'interrogatoire de constat¹.

1. « Devant toute l'assistance, lorsqu'on la réputoit hérétique obstinée et rechue (relapse), elle répondit publiquement : « Si

Elle la dénonçait le matin même du supplice, lorsque l'évêque de Beauvais étant venu dans sa prison, elle lui jeta à la face ce reproche indigné :

— Evêque, je meurs par vous. Si vous m'aviez mise en prison d'Eglise et rendue entre la main des concierges ecclésiastiques compétents et convenables, ceci ne fût pas advenu. C'est pourquoi j'en appelle de vous devant Dieu¹.

II.

SILENCE DU PROCÈS DE CONDAMNATION SUR LE GUET-APENS DU RELAPS.

La Pucelle est donc ramenée au château royal, dès que la scène du cimetière de Saint-Ouen a pris fin. Ce même jour, en présence des membres du « conseil d'Eglise », elle reprend l'habit de son sexe.

Deux ou trois jours s'écoulaient. Soudain, le bruit se répand dans la ville que la prisonnière a violé ses promesses, qu'elle est « retombée », et qu'elle a repris l'habit d'homme. Grand émoi parmi tous ceux qui s'intéressaient à la malheureuse fille, clercs, bourgeois, Français, Anglais.

Le lundi 28 mai, l'évêque de Beauvais et le vice-

« vous, Messeigneurs de l'Eglise, m'eussiez menée et gardée en vos prisons, par aventure ne me fust-il pas ainsi. » (*Procès*, t. II, p. 4. Déposit. de frère Isambard, qui assistait à l'interrogatoire.)

1. *Procès*, t. II, p. 4.

inquisiteur Jean Lemaître, accompagnés de huit assesseurs et témoins, se rendent dans la prison de Jeanne pour s'assurer du fait. Ils trouvent Jeanne vêtue, non des habits de son sexe, mais d'une « tunique, avec un chaperon, un gippon et autres vêtements masculins ».

Les juges lui demandent pourquoi elle a repris ce vêtement « qu'elle avait, disent-ils, juré de ne plus reprendre ».

La prisonnière répond (texte officiel) :

1^o Qu'elle n'a jamais juré de ne plus le reprendre;

2^o Que, si elle l'a repris, c'est qu'il était plus licite et plus convenable, étant parmi des hommes, d'avoir l'habit d'homme que d'avoir l'habit de femme;

3^o Que, d'ailleurs, on n'avait pas tenu les promesses qu'on lui avait faites, de la mettre en prison d'Eglise, de lui donner une femme pour compagne et de recevoir son Sauveur.

Les juges lui demandent ensuite si elle a ouï de rechef les Voix de sainte Catherine et de sainte Marguerite.

Jeanne répond affirmativement.

« Interrogée si elle croit que les Voix qui lui apparaissent de la sorte sont saintes Catherine et Marguerite, elle répond que ce sont elles et qu'elles viennent de par Dieu. »

Les juges posent encore à la prisonnière quelques autres questions se rapportant à ce même sujet et à celui de l'abjuration du 24 mai.

Après quoi ils s'estiment fixés et se retirent, « n'ayant plus qu'à procéder comme de droit et de raison¹ ».

Voilà le prétendu relaps constaté. Les faits sont patents. Jeanne, d'après le procès-verbal du 28 mai, convient qu'elle a ouï les Voix de saintes Catherine et Marguerite, et elle persiste à publier qu'elles sont de par Dieu.

De plus, elle est vêtue de l'habit d'homme, et elle conviendrait, d'après le texte officiel, l'avoir repris de son plein gré, comme plus convenable.

Les faits sont patents, soit; mais ce qui ne l'est pas suffisamment, c'est l'explication que l'évêque de Beauvais donne de la reprise de l'habit d'homme. A l'entendre, Jeanne aurait déclaré l'avoir repris de son plein gré, très volontairement. Ceci n'est vrai qu'à demi; nous pourrions dire : ce n'est pas vrai du tout. Jeanne a repris l'habit d'homme une première fois, contrainte par la brutalité des Anglais ses gardiens. Elle l'a repris une seconde fois pour ne plus le quitter, afin de sauvegarder son honneur de femme et de vierge auquel un grand seigneur venait d'attenter. Ces explications, la prisonnière ne les avait pas cachées à ses juges dans l'interrogatoire dont nous venons de parler. Le principal greffier du procès, Guillaume Manchou, le donne clairement à entendre dans la déposition que nous rappor-

1. *Procès*, t. I, pp. 454-459.

terons tout à l'heure. L'évêque de Beauvais supprime ces explications et les remplace par l'affirmation du « plein gré », de la libre volonté avec laquelle Jeanne aurait renoncé à l'habit de son sexe.

III.

LE GUET-APENS DU RELAPS D'APRÈS LE PROCÈS DE REVISION.

Mais possède-t-on la preuve des explications complémentaires de la prisonnière sur la reprise de l'habit d'homme?

Pour s'en convaincre, on n'a qu'à ouvrir le procès de revision et à consulter, avec les dépositions des deux officiers du procès, Guillaume Manchon, le principal notaire, et Jean Massieu, l'exécuteur des commandements du tribunal, celles des religieux dominicains Martin Ladvenu et Isambard de la Pierre. Quand on les aura entendues, on ne doutera plus que l'évêque-juge n'ait retenu des explications de la Pucelle, et inséré dans le procès-verbal du 28 mai, que ce qu'il a voulu.

Guillaume Manchon, en sa qualité de notaire-greffier du procès, assista le 28 mai à l'interrogatoire que les juges firent subir à la prétendue relapse. Il dut en rédiger le procès-verbal tel que le voulut l'évêque de Beauvais. Ce qu'il se réserva de noter en sa mémoire, ce sont les faits que le prélat tenait à cacher au public.

Interrogé sur ce point par les juges de la réhabilitation, il rétablit la vérité, comme le fit de son côté le prêtre Jean Massieu.

Voici les explications passées sous silence par Pierre Cauchon :

« L'on demanda à la Pucelle, déposa Guillaume Manchon, pourquoi elle avait repris l'habit d'homme.

« Elle répondit qu'elle l'avait repris pour défendre sa pudeur. »

Et elle reprocha à ses juges de l'y avoir forcée, en refusant de tenir les promesses qu'ils lui avaient faites.

Pleine d'illusion à leur endroit, persuadée qu'ils chercheraient le moyen de la préserver de tout danger, elle ajoutait naïvement :

« Que les seigneurs juges la missent en lieu sûr, c'est-à-dire en prison d'Eglise, où elle n'eût à redouter aucune violence, qu'elle eût une femme avec elle, et elle était prête à reprendre l'habit de son sexe. Avec les gardiens qu'on lui avait donnés elle n'était pas en sécurité : ils avaient voulu attenter à son honneur ; l'évêque de Beauvais et le comte de Warwick le savaient mieux que personne¹. »

Guillaume Manchon résume l'explication de la Pucelle à ses juges, sans entrer dans aucun détail. Ne l'ayant pas vue en particulier, il n'a pas recueilli de sa

1. *Procès*, t. III, p. 149

bouche le récit des violences dont, depuis le 24 mai, elle avait été l'objet. Ce récit, Jeanne le fit, le lendemain de l'interrogatoire, au prêtre Jean Massieu pour une partie; pour une autre, elle se confia aux religieux dominicains Martin Ladvenu et Isambard de la Pierre.

Le mardi 29 mai, Massieu avait accompagné le promoteur du procès dans la prison de la jeune fille. D'Estivet, ayant à parler à « Monseigneur Warwick », quitta Jeanne et la laissa seule avec Massieu. Ce dernier profita de ce moment de liberté pour demander à la Pucelle ce qui l'avait décidée à reprendre l'habit viril. La Pucelle le lui raconta comme il suit :

« Le dimanche matin, jour de la Trinité, la prisonnière dit aux Anglais qui la gardaient : « Déferrez-moi ; je suis obligée de me lever. » Lors un de iceulx Anglais lui oste ses habillements de femme que avait près d'elle et ils vuidèrent le sac auquel estoit l'habit d'homme, et ils jetèrent ledit habit sur elle en disant : « Lève-toi » ; et ils remirent l'habit de femme audit sac. « Messieurs, leur dit Jeanne, vous savez que cet habit m'est deffendu : sans faute, je ne le prendray point. » Et ils ne voulurent luy en bailler d'autre. Et finalement fut contrainte de prendre ledit habit. Et après qu'elle fût retournée, ils ne luy en voulurent point bailler d'autre, nonobstant quelque supplication ou requête qu'elle en fist¹. »

1. *Procès*, t. II, p. 18. Déposition de Jean Massieu.

C'est ainsi que la prisonnière fut amenée à reprendre l'habit d'homme : la brutalité de ses gardiens l'y contraignit.

Après l'avoir repris, quels motifs puissants lui firent comme une nécessité de le garder? Toujours les mêmes : le souci de son honneur ; sa volonté bien arrêtée de le défendre à tout prix. Seulement, au guet-apens des soldats anglais se joignit, dans la nuit du dimanche au lundi, une tentative de viol de la part d'un grand seigneur ; tentative dont la malheureuse prisonnière fit la confidence aux deux religieux dominicains, frère Isambard de la Pierre et frère Martin Ladvenu.

« J'ai appris de la bouche même de Jeanne, déposait frère Ladvenu, qu'un grand seigneur anglais pénétra de nuit dans son cachot et tenta de lui faire violence. C'était la cause pour laquelle elle avait repris (le lundi) l'habit d'homme. »

Frère Isambard dit la même chose, à peu près dans les mêmes termes¹.

Est-il nécessaire d'ajouter que Jules Quicherat passe totalement sous silence, dans les *Aperçus nouveaux*, ces dépositions formidables des deux religieux et des deux officiers du tribunal? Il est fidèle en ce point à la tactique dont il use toutes les fois que les arguments de la partie adverse sont à peu près irréfutables. Cette

1. *Procès*, t. II, pp. 305, 365.

tactique consiste à n'en rien dire, s'il le peut, et s'il est obligé de les mentionner, à leur opposer pour toute réfutation des affirmations ou des dénégations pures. Dans les *Aperçus nouveaux*, il s'en est tenu au silence. Dans ses notes sur l'article *Jeanne d'Arc* de la *Biographie universelle* de Michaud, il a dû parler pour combattre l'opinion de Walkenaer; mais selon son habitude, il s'est borné à des affirmations sans preuve. Il n'admet pas « la violence » dont on aurait usé à l'égard de la Pucelle. « Elle ne ressort pas, dit-il, des paroles de Jeanne dans son dernier interrogatoire. » Mais ne ressort-elle pas du récit que Manchon et Massieu ont rapporté?

« Tout, ajoute-t-il, porte à croire que la prisonnière fut tentée par la vue d'habits qu'on avait mis dans sa chambre, mais qu'elle ne fut pas forcée de les vêtir¹. »

Ceci, c'est l'affirmation pure, sans preuve d'aucune sorte.

« Tout porte à croire... » Qu'est-ce à dire, *tout*? Les documents, sans doute? Car, dans une question historique de fait, les documents et les textes seuls font foi. Or, où sont les documents invoqués par J. Quicherat, où sont les textes qu'il produit à l'appui de ce *tout* et en preuve de l'initiative, de la « tentation » qu'il attribue à la Pucelle? Ces documents, ces textes ne sont indiqués ni dans les *Aperçus nouveaux*, ni dans la

1. *Biogr. univ...*, t. XXI, p. 21, 2^e colonne, note 1.

note de la *Biographie universelle*. Ce tout, en somme, est moins que rien.

S'il est quelque chose c'est, nous le répétons, une affirmation pure de l'auteur, qui nous ramène à la critique du bon plaisir, à la prétention d'imposer ses opinions, sans jamais fournir de preuves à l'appui. Malheureusement pour J. Quicherat, les théories de ce genre ont fait leur temps : elles ne sont pas à la veille de reflleurir¹.

Reprenons la suite des idées et concluons.

Quelle réponse convient-il de faire à cette dernière question :

Est-ce de leur propre mouvement que les soudards anglais contraignirent Jeanne à reprendre l'habit masculin, ou suivirent-ils, sinon des ordres, du moins des inspirations, des excitations venues de plus haut?

Les trois faits déjà mentionnés projettent sur ce point une lueur sinistre :

Refus de P. Cauchon de faire mener l'abjurante en prison d'Église ;

Refus de lui donner une femme pour compagne ;

1. Henri Martin ne craint pas de rompre ici avec l'auteur des *Aperçus nouveaux*. Il admet sans hésiter les explications rapportées par Jean Massieu et par les deux dominicains Martin Ladvenu et Isambard de la Pierre. Le grand seigneur qui aurait tenté de faire violence à la prisonnière serait, d'après lui, le comte de Stafford, le même qui voulait la percer de sa dague en présence de Warwick. (*Procès*, t. III, p. 122. — *Hist. de France*, t. VI, p. 290.)

Ordre de laisser l'habit d'homme dans le cachot de Jeanne, à la merci des soudards anglais.

Le silence du texte officiel sur ces incidents est significatif. Les historiens de l'Ecole française n'eussent-ils pas d'autres motifs de tenir cette partie du procès en suspicion, celui-ci serait plus que suffisant¹. Mais il y en a d'autres encore, et ceux-là sont de ceux qui ne se discutent pas.

1. L'Averdy, dans les lignes suivantes, résume très clairement la pensée de l'Ecole française sur les points principaux du procès de rechute.

« Jeanne, dit-il, n'a jamais été relapse; elle a déclaré qu'elle n'avait fait sa révocation que sous la condition qu'elle plairait à Dieu. Elle n'avait jamais adopté la fausse abjuration qui est au procès.

« Elle n'a quitté l'habit de femme, après l'avoir repris, que par le dol de ses ennemis eux-mêmes et pour la défense de son honneur : *dolo, malitia, violentia et tuitione virginitatis*.

« Ses juges l'ont condamnée seuls, et contre l'avis de leur conseil. (Nous avons rappelé ce fait plus haut et nous y reviendrons.)

« Il n'y a jamais eu, d'ailleurs, ni délibération, ni jugement d'aucun tribunal séculier, en sorte que son supplice est un *vérifiable assassinat judiciaire prémédité*. » (*Notices et Extraits...* pp. 277, 278.)

CHAPITRE XV.

L'INTERROGATOIRE DU PROCÈS DE RECHUTE.

TEXTES SUPPRIMÉS ET INTERPOLÉS.

Après avoir pris acte du silence que le texte du procès de rechute garde sur les incidents qui contraignirent la Pucelle à reprendre l'habit d'homme, nous allons demander au texte de l'interrogatoire lui-même la preuve des faits qui le frappent d'une incurable suspicion. Ces faits consistent dans la rédaction même de l'interrogatoire d'abord, en second lieu dans les interpolations et suppressions que présente la traduction latine de la minute française. Le manuscrit de d'Urfé nous ayant conservé cette minute, il n'y aura qu'à mettre la traduction latine en regard de l'original français pour avoir la raison de la défiance que mérite le document¹.

1. Sur ce sujet, voir L'Averdy, *Notices et extraits...*, pp. 118-123 et 435-440.

I.

RÉDACTION PERFIDE DE L'INTERROGATOIRE DU 28 MAI.

En rédigeant l'interrogatoire du 28 mai comme il l'a fait, l'évêque de Beauvais se proposait, sans doute, de placer au-dessus de toute discussion la réalité des deux faits matériels qu'il devait transformer en cas de rechute; mais ce point ne soulevant aucune difficulté, la Pucelle convenant de la matérialité des faits, le prélat se proposait, en outre, de persuader aux assesseurs et au public les trois choses sans lesquelles l'accusation de relaps n'eût pas tenu debout, c'est à savoir :

1^o Que la condamnée avait juré de reprendre l'habit de son sexe et de renoncer définitivement à l'habit d'homme;

2^o Qu'elle avait également juré de ne plus parler de ses révélations et de les considérer comme venant de l'esprit du mal;

3^o Qu'elle convenait avoir réellement abjuré en cause de foi, le 24 mai, au cimetière de Saint-Ouen.

Pour nous en convaincre, rappelons les questions posées dans le texte officiel.

Sur le premier point :

« Il fut dit à l'accusée qu'elle avait promis et *juré* de ne pas reprendre l'habit d'homme. — Jeanne répond

que jamais elle n'a compris avoir fait serment de ne pas reprendre ledit habit. »

Sur le deuxième point :

« *Item*, parce que nous, juges, avions ouï dire à quelques personnes que la prisonnière persistait encore à soutenir les illusions de ses révélations prétendues, auxquelles elle avait antérieurement renoncé, nous lui avons demandé si, depuis jeudi, elle avait entendu les Voix des saintes Catherine et Marguerite.

« Jeanne répond qu'elle les a entendues, et qu'elles venaient de Dieu. »

Sur le troisième point :

« Alors on lui rappela que, étant sur l'échafaud, elle avait dit, devant nous, juges, et d'autres, et devant le peuple, quand elle fit son abjuration, qu'elle s'était vantée mensongèrement que ces Voix étaient saintes Catherine et Marguerite.

« Jeanne répondit qu'elle n'avait pas compris ainsi faire et dire¹. »

Qu'on ne s'y trompe pas : cet interrogatoire est le plus terrible de tout le procès, et la pièce dans laquelle il fut consigné en est la plus importante. C'est de ce texte que l'évêque-juge fit donner lecture aux assesseurs dans la dernière séance (celle du 29 mai), et c'est ce texte qui servit de base à leurs délibérations. C'est sur ce texte que Pierre Cauchon se fonda pour juger

1. *Procès*, t. I, pp. 455-458.

la Pucelle relapse, la condamner au nom de l'Eglise et la livrer au bras séculier.

Aussi, avec quel soin minutieux, avec quel artifice il la composa ! Le procès tout entier n'offre pas d'interrogatoire où les faits gênants soient écartés de façon plus délibérée, les faits allégués présentés aussi perfidement ; les questions posées, les réponses de Jeanne travesties, de manière à l'accabler et à masquer la vérité plus impudemment ¹.

Prenons, par exemple, la réponse de la Pucelle à propos du serment qu'elle aurait fait de renoncer à l'habit viril. Elle nie catégoriquement qu'elle ait jamais juré pareille chose, et très vraisemblablement ne s'entient pas aux quelques mots qu'on lui attribue. Or, le texte officiel ne place sur ses lèvres qu'une demi-dénégation : « Jamais elle n'a compris avoir fait serment... »

On la fait s'exprimer comme si elle n'était pas bien sûre de ce qu'elle dit.

Il y a tout lieu de penser que la prisonnière revint sur ce sujet du serment lorsque l'évêque de Beauvais lui reprocha de n'avoir pas persévéré dans le renie-

1. On a vu, dans le chapitre précédent, le silence gardé par le procès-verbal de l'interrogatoire de constat sur le double guet-apens des gardiens de la prisonnière. Henri Martin convient que l'évêque de Beauvais « n'a pas permis d'écrire toutes les paroles de Jeanne » (*op. cit.*, p. 290), et p. 291, note 2, il désigne la partie de l'interrogatoire où « il faut suppléer aux réticences imposées par Cauchon au procès-verbal ».

ment qu'elle avait fait, d'après lui, de ses révélations. Jeanne avait promis — mais non juré — de reprendre et de garder l'habit de son sexe. Elle n'avait fait aucune promesse au sujet de ses révélations et apparitions. Lorsque Pierre Cauchon lui opposa le prétendu reniement qu'elle en avait fait « à la face du tribunal et du peuple, au cimetière de Saint-Ouen », la jeune fille dut protester avec indignation et déclarer derechef qu'elle n'avait pas plus juré de ne point parler de ses Voix que de ne pas reprendre l'habit d'homme.

De trace de protestations pareilles, n'en cherchons pas dans l'instrument officiel; toujours des demi-dénégations. L'accusée « répond qu'elle n'a pas compris ainsi dire ou faire ». Comme si elle avait posé ces actes réellement, mais sans les comprendre et s'en rendre parfaitement compte.

Puisque Pierre Cauchon tenait tant à faire pénétrer dans les esprits la conviction de ces trois faits :

1^o Que Jeanne avait juré de ne pas reprendre l'habit d'homme;

2^o Qu'elle avait renié de même, c'est-à-dire sous la foi du serment, ses apparitions et révélations;

3^o Qu'elle avait, le jeudi précédent, prononcé une véritable abjuration en cause de foi;

Pourquoi ne recourut-il pas à un moyen qui eût imposé cette conviction aux esprits les plus récalcitrants? Pourquoi, au cours de l'interrogatoire, ne fit-il pas représenter à la relapse ce fameux formulaire signé

de son nom « Jehanne », qu'il lui attribuait ? Si ses affirmations étaient irrécusables ; si, en vérité, la Pucelle avait prononcé et signé ladite pièce, du moment qu'on la lui eût exhibée, elle se serait inclinée la rougeur au front et elle eût convenu de sa culpabilité.

Mais, d'autre part, si on ne lui eût exhibé qu'un faux, qui pourrait dire ce que l'indignation lui eût inspiré ?

L'évêque de Beauvais sentit qu'il n'avait rien à gagner à user de ce moyen : c'est lui, et non sa victime, qui eût été pris en flagrant délit de faux. Voilà pourquoi il se garda bien d'y recourir et il appliqua tous ses soins à présenter l'interrogatoire du 28 mai sous une forme assez astucieuse et en termes assez perfides pour faire accroire aux assesseurs du procès que, après l'Évangile, rien n'était plus vrai que les serments prononcés par la Pucelle et que son abjuration du cimetière de Saint-Ouen. Quant au fameux formulaire du procès, au bas duquel Jeanne avait apposé sa signature, ni aucun des assesseurs de Pierre Cauchon, ni J. Quicherat lui-même n'ont pu affirmer l'avoir jamais vu.

II.

DES ALTÉRATIONS ET SUPPRESSIONS DE TEXTES DONT LA TRADUCTION LATINE DE L'INTERROGATOIRE DU 28 MAI FOURNIT LA PREUVE.

Pourtant, nous n'en avons pas encore fini avec ce sujet de l'abjuration du 24 mai. Il faut que nous y revenions encore. Nous ne saisisons bien à quel point l'évêque de Beauvais et ses conseillers intimes s'en préoccupaient, que lorsque nous aurons vu les précautions — loyales, déloyales, ne les qualifions pas — auxquelles ils ont eu recours pour créer autour d'eux l'opinion que la simple exhibition de la pièce eût à tout jamais établie.

L'un des buts que visait l'évêque de Beauvais, par la rédaction si perfide de l'interrogatoire du 28 mai, c'était de persuader au lecteur que les questions posées à l'accusée ce jour-là lui avaient certainement arraché l'aveu de son abjuration publique et des serments qui l'avaient accompagnée. Pour y réussir, cet homme habile se surpassa et accomplit des prodiges. Eh bien, une heure vint où il jugea ces prodiges insuffisants. Il s'en ouvrit à son confident, le docteur de Paris Thomas de Courcelles, et ils arrêtèrent d'un commun accord que, le moment venu de traduire la minute française en latin, Courcelles profiterait de

l'occasion pour pratiquer les interpolations et suppressions utiles dans les passages qui laissaient à désirer.

Le docteur de Paris traita la minute française du procès de rechute comme il avait été convenu, et c'est ainsi que la traduction latine, dûment interpolée, est arrivée jusqu'à nous.

Ces interpolations ont échappé aux critiques, historiens et paléographes, avant le jour où l'étude approfondie des textes sur le sujet de l'abjuration nous fit confronter phrase par phrase, ligne par ligne, le français de la minute originale et la traduction latine correspondante. Cette confrontation nous mit en présence des altérations que nous allons signaler : il nous semble que la cause de la vérité historique et en particulier la mémoire de Jeanne d'Arc n'en souffriront pas.

Additions et suppressions pratiquées dans la traduction latine.

Ces additions et ces suppressions — il est bon que le lecteur en soit prévenu — ne portent pas sur une matière considérable. Qu'on ne s'attende pas à voir des pages entières, ni même des paragraphes ajoutés ou supprimés ; il ne s'agit guère que de mots et de membres de phrase. Mais dans le sujet dont traite l'interrogatoire en question, il ne faut pas oublier que les mots, même pris isolément, ont une importance capitale ; à plus forte raison les membres de phrase. Nous sommes

ici sur un terrain théologique, non sur un terrain littéraire. Les mots expriment des réalités desquelles dépendent la vie ou la mort, l'honneur ou l'infamie d'une jeune fille, d'une Française. Même quand il ne supprimait ou n'ajoutait qu'un mot, Thomas de Courcelles ne visait qu'à rendre l'infamie et l'opprobre de cette Française, de cette jeune fille, éternels aux yeux de ses compatriotes, et qu'à faire passer sa condamnation et sa mort cruelle pour un acte d'incorruptible justice, aux yeux des contemporains et de la postérité. Ne sortons pas de ce point de vue, si nous tenons à juger sainement les altérations qui suivent.

1°

Première altération de la minute française.

C'est une altération par suppression d'un membre de phrase.

Minute française : « Interrogée si elle avait abjuré, et mesmement de celui habit non reprendre, respond qu'elle aime mieux mourir que d'estre aux fers; mais que si on la veult laisser aller à la messe et oster hors des fers, et mettre en prison gracieuse, *et qu'elle eust une femme*, elle sera bonne et fera ce que l'Eglise voudra¹. »

Thomas de Courcelles a supprimé dans sa traduction

1. *Procès*, t. I, pp. 455, 456.

les mots soulignés, *et qu'elle eust une femme*. Pour quoi ? parce que ces mots de Jeanne rappelaient que les trois choses dont elle venait de parler n'étaient point les seules qu'on lui avait promises, qu'on lui avait promis également de lui donner une femme pour compagne, et que, cette promesse, les juges l'avaient violée comme ils avaient violé les autres.

Les critiques superficiels et peu au courant des infamies du procès estimeront que la suppression des mots soulignés n'a pas d'importance. L'historien Henri Martin n'est point de leur avis. La suppression pratiquée par le traducteur ne lui a point échappé. Cette altération du texte original, remarque-t-il, en dit assez : « Il n'y a rien de plus terrible contre Courcelles¹. »

Pour en saisir la gravité, qu'on veuille bien relire le passage dans lequel nous démontrons plus haut que la violation de la promesse mentionnée était d'une telle importance que jamais, si ladite promesse eût été tenue, le guet-apens dont la prisonnière fut victime n'aurait pu avoir lieu.

2°

Deuxième altération de la minute française.

Celle-ci est une interpolation de trois lignes ajoutées à la traduction latine.

La minute française n'a qu'une ligne et demie.

1. *Histoire de France*, t. VI, p. 291, note 3; in-8°, Paris, 1857.

« Interrogée si, depuis jeudi, elle n'a point eu ses Voix, répond que oui. »

Sur cette ligne et demie, Courcelles improvise une traduction de cinq lignes :

« Item, quia ab aliquibus nos, iudices, audieramus, quod illusionibus suarum revelationum prætentarum, quibus ante renuntiaverat, adhuc inhærebat, interrogavimus an, de post diem jovis, ipsa audiverat voces sanctarum Katharinæ et Margaretæ. Respondit quod sic. »

Latin dont voici le sens :

« Item, parce que nous, juges, avons ouï dire à quelques personnes que la prisonnière persistait encore à rester attachée aux illusions de ses révélations prétendues, auxquelles elle avait récemment renoncé, nous lui avons demandé si depuis jeudi elle avait entendu les Voix des saintes Catherine et Marguerite. Elle a répondu que oui. »

On saisira sans peine la gravité de cette interpolation de trois lignes. Elle a pour but de persuader au lecteur que Jeanne avait certainement renié ses révélations divines et juré de ne plus s'en occuper. C'était là, on l'a vu, l'un des trois points que l'évêque de Beauvais tenait à mettre hors de cause. Dans l'interpolation ci-dessus, il traite ce point comme acquis aux débats et rappelle comme faits constants :

1^o Que les révélations prétendues de la Pucelle n'étaient, même pour elle, que des illusions coupables ;

2° Qu'elle l'avait reconnu et en conséquence avait renoncé à les soutenir, au jour de son abjuration;

3° Qu'elle y revenait de nouveau, posant ainsi le cas du relaps.

Dira-t-on cette fois que ces trois lignes ajoutées n'ont aucune importance? L'évêque de Beauvais a trouvé le moyen d'y faire entrer sa thèse tout entière.

3°

Troisième altération, encore par addition.

A la page 456 du procès nous lisons dans la minute française :

« *Item*, dit (Jeanne) que de peur du feu elle a dit ce qu'elle a dit. »

Réponse prudente assurément et de laquelle on ne peut rien inférer contre la prisonnière.

Cette prudence n'est pas du goût de Courcelles : il préfère une réponse compromettante et il rend telle la réponse de Jeanne en la modifiant de cette manière :

« *Item, dixit quod quæcumque dixit ET REVOCAVIT, IPSA DIE JOVIS, hoc solum FECIT et dixit præ timore ignis* — De même, elle dit que tout ce qu'elle a dit et *rétracté*, le jour du jeudi, elle *l'a fait* et dit par peur du feu. »

Jeanne n'a point parlé de « rétractation » ; le docteur de Paris en parle expressément. Et pour qu'il n'y ait

pas de méprise possible, il rappelle le jour où elle a eu lieu : « le jour du jeudi. »

Jeanne ne parle que de « ce qu'elle a dit », sans rien spécifier.

Courcelles parle de « ce qu'elle a dit *et fait* — *quæcumque fecit et dixit* ». Ce qu'elle a fait, d'après lui, c'est la rétractation du jeudi précédent. Mais, chose beaucoup plus grave, c'est, d'après Courcelles, Jeanne elle-même qui, à s'en rapporter à la traduction latine, aurait fait un semblable aveu.

Parce qu'il n'y a guère ici que quatre ou cinq mots ajoutés à la minute française, persistera-t-on à dire que l'interpolation n'a pas d'importance, et que prêter fausement à l'ennemie des Anglais l'aveu qu'elle a vraiment abjuré, ne tire pas à conséquence, même lorsque la conséquence inévitable est la mort sur un bûcher ?

4°

Quatrième interpolation de la minute française.

Même page 456, tout au bas, la minute française est ainsi conçue :

« Et quant à ce qui lui fut dit que en l'eschafault avoit dit, que mensongneusement elle s'estoit vantée que c'estoient saintes Katherine et Marguerite :

« Respond qu'elle ne l'entendoit point ainsi faire ou dire. » Voulant dire par là qu'elle n'entendait ni mentir, ni se vanter, mais affirmer simplement la vérité de ses révélations.

La réponse de la Pucelle est claire et inattaquable : elle ne laisse rien subsister de l'observation qu'on lui a présentée, d'après la minute française.

Le docteur Thomas de Courcelles estime que l'accusée s'en tire à trop bon marché d'une part, mais que d'autre part l'évêque de Beauvais a été imprévoyant et aurait dû formuler moins bénévolement son interrogation. Alors, il la reprend et la modifie dans sa traduction comme il suit :

« Tunc fuit ei dictum quod ipsa dixerat in scafaldo seu ambone, *coram nobis judicibus, et aliis, et coram populo*, QUANDO FECIT ABJURATIONEM, quod mendose se jactaverat, quod illæ voces erant sanctæ Katharina et Margarita. Respondit quod ipsa non intelligebat sic facere vel dicere. »

Traduction de ce latin : « Alors on lui représenta qu'elle avait dit sur son échafaud ou ambon, *devant nous, les juges, et les autres, et devant le peuple*, QUAND ELLE FIT SON ABJURATION, qu'elle s'était vantée mensongèrement que ses Voix étaient saintes Catherine et Marguerite.

« Elle répondit ... (comme ci-dessus) ... »

Mots ajoutés à la minute française :

« ... Devant nous les juges, et les autres, et devant le peuple,...

« Quand elle fit son abjuration... »

La voilà donc encore une fois mentionnée fausement cette abjuration à laquelle l'évêque de Beauvais

et Courcelles, son confident, éprouvent sans cesse le besoin de révenir.

Et notez la perfidie que recouvre l'addition de ces deux lignes.

La réponse de Jeanne au texte primitif ne saurait être retournée contre elle : c'est une dénégation pure et simple ; elle n'a pas menti et ne s'est pas vantée.

Avec la traduction interpolée, la réponse de la prisonnière laisse subsister l'accusation de « vantardise », les faits articulés dans les lignes ajoutées, surtout le *quando fecit abjurationem*, et, par cela qu'elle ne proteste pas, elle semble en convenir.

En sorte que le lecteur de bonne foi et non averti ne doutera pas que les choses ne se soient passées comme le dit le texte officiel, et que l'abjuration dont il y est question ne soit un fait incontestable.

C'est tout ce que se proposaient l'évêque de Beauvais et son intelligent et peu scrupuleux traducteur.

5°

Cinquième altération de la minute française.

Cette dernière altération est une altération par suppression d'une gravité exceptionnelle.

A la fin de l'interrogatoire, Jeanne revient sur la révocation de ses apparitions et révélations que les juges lui attribuent. « Elle n'a point dit ou entendu révoquer ses apparitions, c'est à sçavoir que ce fussent saintes Catherine et Marguerite ;

« Elle aime mieux faire sa pénitence à une fois, à savoir mourir, que d'endurer plus longuement ce qu'elle endure en sa prison ; »

« Elle ne fit jamais chose contre Dieu et contre la foi, quelque chose qu'on lui ait prescrit de révoquer. »

Mettant sa pensée dans un plus grand jour, la prisonnière ajoute « *qu'elle dit* EN L'HEURE, c'est-à-dire au moment même de l'abjuration, QU'ELLE N'ENTENDAIT RÉVOQUER quoi que ce fût, SINON POURVU QUE CELA PLÛT A DIEU¹. »

Thomas de Courcelles ne se fit pas illusion sur l'importance capitale de ces quatre mots : « Elle dit qu'elle dit en l'heure..., » et de la condition que la Pucelle avait mise à sa rétractation. Une condition semblable, stipulée en présence du prédicateur même, du prêtre Jean Massieu, des trois notaires-greffiers et des assesseurs qui l'avaient ouïe, dégageait Jeanne de toute responsabilité quant aux articles de la cédule qu'elle n'entendait pas. Sa prétendue rétractation devenait l'acte du monde le plus inoffensif, et c'était se moquer des théologiens, des juristes et du public, que de venir après cela parler d'abjuration et de relaps.

Courcelles ne balançait pas : les quatre mots gênants n'eurent pas les honneurs de la traduction. Il mit perfidement : *Item, dixit quod ipsa non intendebat aliquid revocare, nisi proviso quod hoc placeret Deo.*

1. *Procès*, t. I, p. 456.

Cette suppression perfide des quatre mots « *elle dit en l'heure,* » dénaturait la déclaration de la Pucelle et, en la rendant imprécise, ouvrait la voie à d'interminables discussions. Si la minute française n'eût été providentiellement retrouvée, il eût été difficile aux historiens de répandre sur l'innocence de l'héroïne une lumière absolument satisfaisante. Il n'a pas tenu à l'évêque de Beauvais et à Thomas de Courcelles — ces suppressions et interpolations confirment les raisons venues d'ailleurs — que la Libératrice du pays ne demeurât confondue dans la foule des hérétiques opiniâtres, des aventuriers et des relaps.

CHAPITRE XVI.

LES DEUX ÉCOLES ET L'INFORMATION POSTHUME.

A la suite du procès de condamnation, J. Quicherat a publié, en forme d'appendice, une pièce extra-judiciaire de neuf pages, en tête de laquelle on lit :

*Informatio post executionem, super multis per eam dictis in fine suo ac in articulo mortis*¹.

« Information faite après le supplice de la Pucelle sur beaucoup de choses qu'elle a dites au moment de sa fin et à l'article de la mort. »

Cette pièce est connue sous le nom d'*Information posthume*. Les historiens de l'Ecole française la tiennent pour suspecte au plus haut degré.

Est-ce à tort, est-ce à raison ?

Quelles sont la valeur documentaire et l'autorité morale de cette Information ?

A qui doivent en être attribuées la rédaction et la responsabilité ?

A la date de 1840, dans son rapport au Conseil de la

1. *Procès*, t. I, pp. 477-485.

Société de l'Histoire de France, J. Quicherat répondait à ces questions :

« C'est un libelle diffamatoire sur les derniers moments de Jeanne, composé par l'ordre de Pierre Cauchon. »

A la date de 1850, dans ses *Aperçus nouveaux*, le même J. Quicherat se constituait le défenseur du « libelle diffamatoire » et de son auteur présumé, Pierre Cauchon.

La pièce en question n'ayant pour objet évident que de flétrir et de déshonorer Jeanne d'Arc, il n'est pas indifférent de savoir ce qu'en vaut l'apologie¹.

I.

DE L'INFORMATION POSTHUME CONSIDÉRÉE DANS LA FORME SOUS LAQUELLE ELLE SE PRÉSENTE.

Il n'est pas douteux que l'auteur de l'Information posthume l'a présentée sous la forme qu'il estimait la plus propre à produire l'effet qu'il en attendait, et conséquemment à garantir son authenticité. Si, malgré cette précaution, la non-authenticité de la pièce se trahit et si, pour toute valeur morale, elle ne peut reven-

1. Pour les détails que nous ne pouvons donner dans ce chapitre, voir notre deuxième série d'*Etudes critiques*, pp. 521 et suiv., in-8°, Paris, 1903. Voir également L'Averdy, *Notices et extraits...*, pp. 130-134 et 448-450.

diquer que celle des libelles diffamatoires, on sera fixé sur le cas qu'il sied d'en faire, et une place spéciale lui sera réservée parmi les documents fabriqués pour les besoins d'une cause et privés de toute autorité. Instruisons-nous donc de ce qu'elle est, soit dans la forme sous laquelle nous l'avons reçue, soit dans le fond même.

Considérée dans la forme sous laquelle nous l'avons reçue, il faudrait voir d'abord en cette pièce le procès-verbal d'une enquête quasi-judiciaire que les juges de Jeanne seraient censés avoir provoquée le 7 juin 1431, huit jours après le supplice. Cette enquête aurait eu pour but de recueillir de la bouche de sept ecclésiastiques, assesseurs au procès, les propos tenus dans sa prison par la condamnée, quelques heures avant qu'on la menât à la place du Vieux-Marché pour y être « prêchée », sentenciée, abandonnée à la justice séculière et brûlée vive.

D'après le texte de la pièce, l'enquête aurait été présidée par l'évêque de Beauvais lui-même. Il y prend maintes fois la parole, il parle comme si les comparutions supposées avaient eu lieu par-devant lui.

« *Item*, lisons-nous aux premières lignes du document, jeudi, septième jour du mois de juin, Nous, les juges susdits (Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, et Jean Lemaitre), en vertu de notre office, — le temps de cet office était expiré depuis le 30 mai, — avons fait plusieurs informations sur des choses que la défunte

Jehanne avait dites en présence de personnes dignes de foi, étant encore en sa prison, avant d'être menée en jugement¹. »

Les choses qu'auraient dites la Pucelle, d'après les prétendus témoins de l'Information posthume, revindraient au reniement renouvelé de ses révélations et apparitions, à des détails sur le mode de ces apparitions qui en dénonçait l'origine diabolique, à des mensonges qu'elle se serait permis pour soutenir son rôle jusqu'au bout ; choses dont plusieurs auraient été avouées par la condamnée au moment même de sa dernière communion.

Sous ce rapport, l'Information posthume est le pendant et le complément du formulaire d'abjuration qu'on lit au procès.

Le formulaire d'abjuration, fabriqué par ordre de l'évêque de Beauvais, était destiné — on le sait — à égarer l'opinion et à faire accepter comme chose indéniable que la prisonnière des Anglais avait abjuré en cause de foi et renié avec serment sa mission et ses Voix. Pierre Cauchon avait trouvé le moyen de faire enregistrer parmi les pièces officielles ce dit formulaire.

L'Information posthume a été imaginée par le même personnage pour confirmer et compléter la prétendue abjuration. Jeanne l'aurait renouvelée le matin même

de son supplice et, de plus, elle aurait attribué formellement ses révélations à l'esprit du mal.

A qui remonte la paternité et la responsabilité du formulaire du procès? A Pierre Cauchon, sans aucun doute.

A Pierre Cauchon remonte également la paternité et la responsabilité de la prétendue Information qu'il voulait, mais qu'il n'a pu cette fois faire insérer au procès.

Sa signature ne figure pas au bas de la pièce; mais deux contemporains le dénoncent comme l'auteur responsable de ce document, maître Simon Chapitault, promoteur du procès de revision, et un officier du tribunal de Rouen que nous connaissons bien, Guillaume Manchon.

Dans l'exposé des motifs de droit qui réclament la réhabilitation de la Pucelle, maître Simon Chapitault s'exprime ainsi :

« Il faut considérer encore, que même après la mort de ladite Jeanne, les juges, persévérant dans leur malice, ajoutèrent au procès de condamnation des informations fausses, non signées, attribuées à des notaires qui publiaient ouvertement qu'ils ne les avaient point faites, informations qui servent de fondement aux lettres qui furent envoyées à des princes et prélats de diverses contrées. Les juges de la revision voudront bien mettre au jour et condamner comme il convient la fausseté desdites informations ¹. »

1. *Procès*, t. III, p. 273.

Personne, au cours du procès de revision ni plus tard, n'a contesté les révélations du promoteur Chapitault.

Les juges de la revision « mirent au jour la fausseté desdites informations », non point en les condamnant, ils ne les en jugèrent pas dignes, mais en les tenant pour non avenues, en ne s'en occupant pas et ne les nommant même pas dans leur sentence : c'était le cas qu'il convenait de faire d'une pièce apocryphe, non signée, dépourvue de toute garantie, libelle diffamatoire dont, en définitive, personne n'avait voulu assumer la responsabilité.

Ainsi donc, du témoignage de maître Chapitault, se dégagent les faits suivants :

1^o Aux juges de Rouen, principalement à l'évêque de Beauvais, doivent être attribués le dessein de l'information posthume et le texte qu'on en trouve à la suite du procès¹;

1. J. Quicherat convient que « ce point, c'est-à-dire celui de l'Information posthume et de sa valeur documentaire, est certainement le plus faible du procès de Rouen » — et qu'il « n'a pas été touché lors de la réhabilitation ».

J. Quicherat commet une erreur en disant que ce point « est un point du procès de Rouen ». S'il l'eût été, les juges de la réhabilitation s'en seraient occupés, et ils ne l'ont pas fait. *L'Information posthume* est essentiellement une pièce extrajudiciaire.

J. Quicherat commet une seconde erreur, celle-ci très volontaire, quand il ajoute :

« Sans conclure à rien, il me semble impossible de condamner l'évêque de Beauvais sur un point où l'ont absous implicitement

2° Les dépositions qu'elles mentionnent, postérieures à la mort de la Pucelle, sont fausses, non signées et sans garantie d'aucune sorte;

3° Pour les mettre en valeur, ceux qui y avaient intérêt en ont attribué la rédaction à des notaires dont on citait les noms;

4° Mais ces notaires ont protesté, et ne voulant pas se charger de la responsabilité d'un faux, ils ont nié avoir été pour quelque chose dans la rédaction de ladite pièce.

A ces déclarations et révélations du promoteur Chaptault s'ajoute le témoignage non moins explicite de Guillaume Manchon. Nous le reproduirons tout à l'heure, après avoir dit ce qu'il convient de penser de l'Information posthume considérée en elle-même et quant au fond.

II.

DE L'INFORMATION POSTHUME CONSIDÉRÉE EN ELLE-MÊME. SA VALEUR COMME DOCUMENT.

Considérée comme pièce judiciaire, la valeur de l'Information posthume est nulle. C'est une pièce en dehors

les juges de sa mémoire. » (*Aperçus nouveaux*, pp. 143, 144.)

J. Quicherat, aussi bien que tous les historiens, sait parfaitement que les juges de la revision n'ont absous Pierre Cauchon d'avoir publié l'Information posthume, ce « libelle diffamatoire », ni implicitement, ni explicitement. Ils lui ont fait la grâce de ne pas s'en occuper.

du procès : personne n'a jamais assumé la responsabilité d'une requête à l'effet de l'y faire insérer ou adjoindre; elle est donc *res nullius*.

Considérée comme document historique, elle vaut ce que valent les documents apocryphes, fabriqués dans un but diffamatoire.

Au point de vue moral, il y aurait lieu de porter un jugement encore plus sévère et de qualifier la pièce d'immorale au plus haut degré, n'ayant d'autre visée que d'égarer l'opinion, de calomnier lâchement et de flétrir au regard de tous et à jamais une jeune fille victime d'un « assassinat judiciaire ».

Considérée en elle-même, l'Information posthume provoque des réflexions qui la discréditent entièrement.

D'après la date que le texte même lui assigne, cette pièce aurait été dressée postérieurement au procès et en dehors. Les débats étaient clos, le jugement rendu, la sentence exécutée. Dans ces conditions, il n'y avait plus lieu de rédiger de procès-verbal d'aucune sorte, encore moins de procéder à une enquête : ni procès-verbal ni enquête ne pouvaient prendre place parmi les minutes de l'instrument officiel.

L'Information posthume eût-elle été ouverte conformément aux coutumes de la procédure et rédigée de même, elle n'aurait jamais eu d'autre valeur que celle d'une pièce extra-judiciaire. Mais ayant été rédigée et produite contrairement à toutes les formes, sans ga-

rantie d'aucune sorte, elle est moins encore qu'une pièce extra-judiciaire, et l'on n'y doit voir qu'un texte bon à jeter au vent.

Qu'on veuille bien considérer ce libelle en lui-même. On veut le faire passer pour un procès-verbal d'enquête, et il n'y est question d'aucune convocation de témoins. Aucune signature, pas même pseudonyme, n'atteste la fidélité des prétendues dépositions. Du reste, aucune signature ne s'y remarque, pas plus celles des témoins entendus que celles des notaires du procès et d'aucun autre notaire.

Dans le procès de condamnation, les notaires du tribunal ont apposé leur signature au bas de chaque feuillet de l'instrument officiel. Dans l'Information posthume, aucune signature de notaire, ni au bas de chaque feuillet, ni à la fin de la pièce.

Le texte même du procès de Rouen était revêtu du sceau des deux juges, Pierre Cauchon et Jean Lemaître. Le texte de l'Information posthume n'est revêtu ni du sceau des juges, ni d'aucun sceau.

Cette pièce est donc, à tous les points de vue, une pièce « en l'air », sans ombre d'authenticité, et le texte qu'elle contient est un texte dont personne n'a voulu prendre la trop lourde responsabilité¹.

Il existait cependant un moyen de lui conférer une

1. L'Averdy, dans ses *Notices sur les manuscrits du procès*, constate que l'Information posthume « n'était même pas dans quelques-uns de ces manuscrits ». (*Notices...*, p. 449.)

valeur apparente à laquelle par elle-même elle ne pouvait prétendre. Ce moyen, l'évêque de Beauvais en avait usé à l'occasion du formulaire fabriqué par son ordre : quoique faux, ce formulaire avait été inséré parmi les minutes du procès. Pourquoi Pierre Cauchon ne tenterait-il pas, à l'occasion de l'Information posthume, ce qu'il avait tenté à l'occasion du formulaire de l'abjuration et qui lui avait réussi ? Personne, autour des juges, ne paraissait révoquer en doute l'authenticité dudit formulaire ; on ne contesterait pas davantage l'authenticité de ladite Information.

Ce que nous disons là, l'évêque de Beauvais se le dit à lui-même, et, sans délai, il passa du projet à l'exécution. Mais il fut moins heureux en cette seconde tentative qu'il ne l'avait été dans la première. Devant lui se dressèrent des obstacles que, avec toute son audace et son habileté, il ne parvint pas à surmonter.

Il essaya d'obtenir des notaires du tribunal qu'ils signassent les feuillets de la pièce nouvelle, comme ils avaient signé les feuillets du procès. Aucun des trois notaires n'y voulut consentir. C'est à ce propos que nous allons entendre le témoignage de Manchon que nous aurions, sans cela, reproduit plus haut.

Dans sa déposition à l'enquête de 1450, l'honnête notaire rappelait qu'il avait assisté à toutes les séances du procès, depuis l'abjuration de Saint-Ouen jusqu'au supplice du Vieux-Marché. « Excepté toutefois, ajoutait-il, à certain examen de gens qui parlèrent à la Pucelle

à part comme personnes privées. Néanmoins, Monseigneur de Beauvais le voulut contraindre à signer : laquelle chose ne voulut faire¹. »

Ainsi, l'évêque de Beauvais voulait « contraindre » Guillaume Manchon à signer le procès-verbal d'un « examen » nullement officiel, auquel il n'avait pas assisté. C'était vouloir le contraindre à commettre une indécatesse et une malhonnêteté; c'était vouloir le rendre complice de ce faux nouveau qui devait transformer en pièce officielle une pièce qui ne l'était à aucun titre. « Une pareille circonstance, remarque L'Averdy, ressemble beaucoup au projet de valider une fausseté². »

Guillaume Manchon s'y refusa catégoriquement.

L'expression « le voulut contraindre » donne à entendre que Pierre Cauchon mit en œuvre menaces et promesses pour amener, bon gré, mal gré, l'officier du tribunal à signer les feuillets de la pièce qu'il lui présentait. Promesses et menaces furent inutiles. La conscience de l'honnête homme eut raison de la corruption du juge inique. « Signer », Guillaume Manchon « ne le voulut faire. » Ce à quoi Manchon se refusa, les deux autres notaires du procès, Guillaume Colles et Nicolas Taquel, ne s'y prêtèrent pas davantage. Refus d'autant plus méritoire, d'autant plus courageux, que ces braves gens n'ignoraient pas à quelles extré-

1. *Procès*, t. II, p. 14.

2. *Notices...*, p. 449.

mités l'évêque, dans son irritation, était capable de se porter.

Devant ce refus des trois notaires, et dans l'impuissance où il se trouvait de recruter des complices prêts à le seconder à visage découvert, il devenait impossible à l'auteur de l'Information posthume de la ranger parmi les pièces officielles et de l'entourer des garanties d'authenticité les plus élémentaires. Il ne lui resta d'autre ressource que de la faire placer en dehors et à la suite du texte du procès. C'est ce qui fut exécuté, et c'est dans ces conditions que cette pièce dix fois suspecte a été conservée.

Si, maintenant, nous ramenons la question à ses termes les plus simples, elle se posera ainsi :

L'Information posthume est elle un document authentique, relatant des faits réels et les relatant comme ils se sont passés ?

D'après les considérations qui précèdent, la seule réponse à faire à cette question est négative de tout point.

Tel est, au fond, le sens dans lequel y répondaient, avant J. Quicherat, les principaux historiens de l'Ecole française. « Cette pièce, dit Edmond Richer, est un acte hors du procès, non signé, ni attesté d'aucuns greffiers ou notaires, et conséquemment ne peut faire foi, ni servir contre cette fille, mais seulement contre ledit évêque ; car cet évêque ayant fait mourir cette fille, n'est plus juge après sa mort, mais partie intéressée,

voulant à tort ou à droit maintenir sa fausse sentence. »

Le dessein principal de l'évêque de Beauvais, dit encore le même historien, était d'inventer « après la mort de cette fille, des preuves moyennant lesquelles on reconnût que les révélations de la Pucelle provenaient des malins esprits » ; preuve qu'il n'avait pu « avoir en tout le procès ¹ ».

Aussi catégoriquement que Edmond Richer, François de L'Averdy déclare que l'Information posthume « est fausse de tout point », et qu'elle « a été fabriquée pour déshonorer Jeanne après sa mort ».

« On sent aisément, ajoute-t-il, que le plus grand intérêt a dû dicter cet ouvrage de ténèbres. On ne sera pas surpris qu'il ait été rédigé par ceux qui ont été capables de commettre tous les faux qu'on vient de voir ; ce sera un nouveau crime à ajouter à tant d'autres ². »

III.

DÉFENSE DE L'INFORMATION POSTHUME PAR J. QUICHERAT. ECHAFAUDAGE D'HYPOTHÈSES.

C'est donc aujourd'hui un point généralement admis des historiens de l'École française que l'Information

1. *Histoire manuscrite*, f^{os} 216, 223.

2. *Notices...*, pp. 448-450. Voir, aux pages citées, les raisons que présente L'Averdy pour motiver un jugement aussi sévère ; raisons que J. Quicherat n'a pas essayé de réfuter.

posthume est une pièce nullement judiciaire, bâtarde, acéphale, dont personne, pas même son auteur présumé, n'a osé revendiquer la paternité; une pièce qui, pour ces raisons, ne doit figurer que parmi les *spuria* rejetés à la fin des volumes.

Cette pièce dont les juges de la réhabilitation n'ont pas daigné s'occuper, ainsi que nous le rappelions tout à l'heure, a trouvé cependant un défenseur de marque, Jules Quicherat. Comme elle cadre à merveille avec son système sur le formulaire et l'abjuration de Saint-Ouen, il la met au nombre des documents propres à rabaisser l'idée par trop favorable qu'on pourrait concevoir des derniers moments de la Pucelle.

Pourtant, l'auteur des *Aperçus nouveaux* n'ose aborder la question de face et dire sans hésiter :

« Certains critiques déniaient toute valeur documentaire et toute autorité à la pièce dite Information posthume. C'est une erreur : la pièce est authentique et, au fond, elle mérite toute confiance. »

En posant le problème de la sorte, il s'engagerait à donner, de son sentiment, des raisons positives et directes; ce qu'il était, — il ne s'y trompait pas, — dans l'impossibilité de faire. Alors il exécute un mouvement tournant, il ne prend le problème que par côté, ce qui lui permettra de donner, en guise de raisons, des hypothèses pures et des aperçus imaginatifs.

D'après J. Quicherat, deux propositions suffisent à résoudre le problème.

Première proposition : — « L'Information posthume peut être admise quant au fond. »

Seconde proposition : — Au point de vue de la forme, il faut y voir non « le résultat d'une conversation fortuite », ou d'une enquête survenue après la mort de la Pucelle, mais « les lambeaux d'un dernier interrogatoire subi par l'accusée ¹ ».

Avant de nous arrêter à chacune de ces propositions et aux preuves que l'auteur en présente, il est bon de noter que la première seule est importante en soi et que la seconde n'a qu'une importance relative. Ce qui est important en soi, c'est de savoir si l'Information peut être et doit être admise quant au fond. Si elle peut et doit être admise quant au fond, il sera loisible de s'occuper de la forme qu'elle a revêtue. Mais si le fond en est inadmissible, à quoi bon s'inquiéter d'une forme qui ne s'appliquerait qu'à du néant? Le fond étant inadmissible, la forme, quelle qu'elle soit, le devient également.

Reprenons maintenant chacune des deux propositions.

Relevons d'abord l'imprécision — disons mieux — la rédaction insidieuse de la première. J. Quicherat la formule ainsi : « L'Information posthume peut être admise quant au fond. » C'est « doit être admise » qu'il fallait mettre ; c'est là aussi ce qu'il fallait prouver.

1. *Aperçus nouveaux...*, p. 142.

Quels sont les historiens « pouvant admettre l'Information posthume quant au fond » ? Ce sont uniquement les historiens qui admettent l'authenticité du formulaire du procès et la réalité de l'abjuration canonique de la Pucelle. Les historiens qui n'admettent ni l'un ni l'autre, n'admettront pas davantage l'admissibilité du fond de l'Information posthume, cette pièce n'étant qu'un appendice justificatif du chapitre de l'abjuration. Des raisons de premier ordre ne leur permettent pas plus d'admettre celle-là que celle-ci. D'où il suit que, sous peine de ne pouvoir faire un pas en avant, le défenseur de l'Information posthume est obligé d'en démontrer l'authenticité et l'admissibilité.

Cette démonstration, l'a-t-il donnée ?

Nous ouvrons les *Aperçus nouveaux* à la page indiquée, nous avons le regret de ne pas l'y trouver. Nous n'y trouvons pas davantage la réfutation des arguments présentés plus haut.

Pour fermer la bouche à ses contradicteurs, J. Quicherat leur dit :

« Un habile homme comme l'évêque de Beauvais ne forge pas de toutes pièces le mensonge. »

On répond : Un habile homme comme l'évêque de Beauvais, un homme tel que lui, audacieux et sans scrupules, forgera de toutes pièces le mensonge, lorsqu'il aura un intérêt majeur à le faire. Or, c'est ici le cas.

J Quicherat ajoute : Aussi bien, l'Information pos-

thume ne peut pas être une pure invention : d'abord, parce que le témoignage de Courcelles, le rédacteur du procès, y est allégué ; ensuite, parce qu'elle fut admise par le plus considérable des docteurs consultés lors de la réhabilitation ¹. »

On répond : Qu'importe que le témoignage de Courcelles y soit allégué ? Courcelles était d'accord avec l'évêque de Beauvais. Le serviteur n'est pas moins suspect que le maître, l'assesseur que le juge.

Qu'importe encore que Théodore de Leliis ait admis l'authenticité de la pièce ? Sa bonne foi a été surprise, il a été induit en erreur ; voilà tout.

Le défenseur de l'Information posthume ne produisant pas d'autres raisons, nous concluons qu'il n'a pas donné la démonstration requise, et que, tout au contraire de ce qu'il prétend,

« L'Information posthume ne peut ni ne doit être admise quant au fond. »

En bonne logique, nous serions dispensé d'examiner la seconde proposition ; nous l'examinerons toutefois, *ad abundantiam juris*. Cet examen aura l'avantage de montrer au lecteur de quels prodiges, en fait d'imagination, J. Quicherat était capable pour mettre en faveur les opinions qui lui étaient chères.

1. *Aperçus nouveaux*, pp. 139, 140.

IV.

LEÇONS DONNÉES PAR J. QUICHERAT A L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS.

La seconde proposition à laquelle se ramènerait la question de l'Information posthume, d'après l'auteur des *Aperçus nouveaux*, se présente ainsi :

« Au point de vue de la forme, il faut voir dans cette pièce, non le résultat d'une conversation fortuite, ou d'une enquête survenue après la mort de la Pucelle, mais les lambeaux d'un dernier interrogatoire subi par l'accusée. »

Ce qui revient à dire que, quoi qu'assurent les textes, quoi qu'avance dès les premières lignes l'évêque de Beauvais lui-même, l'Information posthume n'est ni une information, ni posthume. Elle n'est pas une information ou enquête, mais un lambeau d'interrogatoire. Elle n'est pas posthume, l'interrogatoire supposé ayant eu lieu, non sept jours après la mort de l'accusée, mais le matin même de son supplice.

Quand on a lu jusqu'au bout les pages dans lesquelles l'auteur développe son hypothèse et essaie de la justifier, on est tenté de se demander de qui il se moque ; si c'est de l'évêque de Beauvais ou du lecteur, et quel mobile le pousse à traiter aussi peu sérieusement les choses les plus sérieuses.

Car est-il possible de voir autre chose qu'une moquerie et qu'un jeu dans les quatre erreurs qu'il impute à Pierre Cauchon, et dans les quatre leçons qui en découlent ?

Ces quatre erreurs, les voici :

1^o Pierre Cauchon a fait mettre tout au commencement de l'Information posthume, qu'il s'agit vraiment d'une Information ou enquête sur les dits de la Pucelle.

Pierre Cauchon s'est trompé : J. Quicherat sait, lui, qu'il y est question non d'une enquête, mais d'un interrogatoire.

2^o Pierre Cauchon y a fait mettre encore que ladite Information ou enquête avait eu lieu huit jours après la mort de l'héroïne.

Pierre Cauchon s'est trompé : J. Quicherat sait, lui, que ledit interrogatoire a eu lieu le matin même du 30 mai et avant le supplice.

3^o Pierre Cauchon s'exprime en des termes qui placent le théâtre de l'Information ailleurs que dans le cachot de Jeanne.

Pierre Cauchon s'est trompé : c'est au château de Rouen et dans le cachot même de la suppliciée qu'on aurait procédé audit interrogatoire.

4^o D'après l'évêque de Beauvais, les assesseurs qui ont déposé à l'enquête posthume n'auraient recueilli qu'à titre de personnes privées les propos qu'ils prêtent à Jeanne.

C'est encore une erreur ; l'évêque de Beauvais s'est

trompé comme tout à l'heure. Les assesseurs nommés étaient investis d'un mandat officiel, quand ils ont entendu Jeanne et certifié ses propos.

Ainsi, le défenseur de l'Information posthume en sait plus sur ce sujet que l'auteur lui-même. Sans ménagement aucun, il relève ses erreurs et lui inflige quatre démentis.

Pour que de tels procédés ne soient pas un jeu, il faudrait qu'il existât un document authentique et véridique tout ensemble, dénonçant ces erreurs, ajoutant que, le matin de l'exécution, un interrogatoire officiel avait mis la condamnée en présence de ses juges et de leurs assesseurs, mais que l'on avait négligé d'en dresser le procès-verbal, et que le résumé fidèle des questions des juges et des réponses de Jeanne avait pris place dans l'Information posthume.

Or, un document semblable existe-t-il ?

J. Quicherat aurait-il eu la bonne fortune de le découvrir et de le produire ?

Non, un document semblable n'existe pas : J. Quicherat ne l'a pas découvert et ne l'a pas produit.

Ce qui n'est pas contestable, c'est le fait d'un témoignage établissant catégoriquement qu'il n'y a point eu, le matin du supplice, d'interrogatoire officiel dans le cachot de Jeanne : ce témoignage, nous l'avons déjà entendu, c'est celui de Guillaume Manchon. Si l'honnête notaire refuse de signer la pièce que lui présentait l'évêque de Beauvais, c'est, déclare-t-il, parce qu'elle

n'était pas le compte rendu d'une séance officielle. Autrement, son devoir eût été de signer, et il n'y eût point failli.

Alors, sur quel fondement le défenseur de l'Information posthume a-t-il construit son château de cartes ?

Il l'a construit sur un texte du procès de réhabilitation : — cette fois-ci, J. Quicherat a jugé les dépositions de ce procès bonnes à quelque chose.

Mais ce texte, à moins d'être modifié et sollicité, ne pouvant servir de rien, le jeune critique a été obligé de l'interpréter d'une façon très peu classique, et telle qu'un professeur de lycée y verrait un contresens.

Ce texte le voici :

L'un des notaires du procès, Nicolas Taquel, rappela, dans sa déposition à l'enquête de Rouen, « qu'il vint, après que la Pucelle eut communiqué, dans la chambre où les interrogations avaient été faites. — *Venit loquens, post susceptionem (eucharistiæ), in camera qua fuerunt interrogationes factæ*¹ ».

Quelle était cette chambre ? C'était le cachot même de la Pucelle, car il est prouvé que, le matin du supplice, elle y demeura jusqu'au moment du départ pour la place du Vieux-Marché. Or, dans ce même cachot, Jeanne avait subi durant le procès de nombreux interrogatoires, en particulier les neuf derniers du procès

1. *Procès*, t. II, p. 320.

d'office¹. Nicolas Taquel ne spécifiant pas, la traduction exacte de ses paroles serait qu'il vint « dans la chambre où avaient eu lieu *les interrogatoires* ».

J. Quicherat, sollicitant le texte à sa façon, et substituant le singulier au pluriel, traduit comme s'il y avait : « Le témoin vint dans la chambre où avait eu lieu *l'interrogatoire du matin du supplice*. » Et c'est sur cette traduction fantaisiste — ou plutôt sur ce contresens, — qu'il échafaude sa théorie de la « forme de l'Information posthume ». Celle-ci, à l'entendre, aurait été non une enquête, mais un interrogatoire officiel dont le procès-verbal n'aurait pas été dressé et inséré dans l'instrument du procès. »

Nous ne dénoncerons pas l'invraisemblance énorme, pour ne pas dire le ridicule, de l'hypothèse que représente l'évêque de Beauvais oubliant (!) de faire dresser le procès-verbal d'un interrogatoire qui faisait renouveler expressément à la condamnée ses reniements et son abjuration. Tout rappelait à Pierre Cauchon l'importance et l'urgence de le faire sans retard, si cet interrogatoire avait eu lieu : la présence des assesseurs et des notaires, la fuite rapide du temps, et sur-

1. Nous lisons, t. I du *Procès*, pp. 113-114, au sujet de ces interrogatoires *in carcere* : *Sabbato sequente, nos, episcopus accessimus ad cameram quamdam... quæ Johannæ fuerat assignata pro carcere, et ibidem... eadem Johanna fuit interrogata*. Il faut autre chose que de la bonne volonté pour ne pas apercevoir la relation étroite de ce texte avec les paroles du notaire Taquel.

tout la joie suprême qu'il eût ressentie à fournir une preuve sans réplique possible des aveux et de la culpabilité de la relapse¹.

CONCLUSIONS DE L'ÉCOLE FRANÇAISE.

Des considérations qui précèdent, les historiens de l'Ecole française tirent les conclusions que voici :

L'interrogatoire que l'on voudrait substituer à l'enquête supposée n'a jamais eu lieu que dans l'imagination de l'auteur des *Aperçus nouveaux*.

L'Information posthume elle-même, comme enquête, n'a pas existé davantage.

La lecture des documents prouve que, dans les der-

1. En bonne critique, pour avoir raison de pures hypothèses, il eût suffi de ce fait incontesté, que le texte officiel du procès ne mentionne même pas la visite de Pierre Cauchon à la condamnée dans son cachot le matin du supplice, tandis qu'il note à deux reprises sa visite le jour même de l'abjuration, bien qu'il n'y ait pas eu, cet après-midi-là, d'interrogatoire. A plus forte raison, la visite du 30 mai eût-elle été mentionnée et le procès-verbal dressé, s'il y avait eu visite et interrogatoire.

Il n'est pas permis de se jouer de la sorte des documents, de les mutiler ou de les transformer selon les besoins d'une cause. Les historiens de l'école franco-anglaise n'auront jamais rien à répondre à ces paroles de L'Averdy :

« Si les aveux de l'Information posthume avaient été vrais, avec quel soin ne les aurait-on pas judiciairement constatés? Combien n'aurait-on pas été attentif à revêtir de formes au-dessus de tout soupçon des faits aussi essentiels? » (*Notices et Extraits...*, pp. 449-450.)

niers moments de l'héroïne, « il ne se passa aucun des faits articulés dans la fausse information.

« Tout ce qu'on y lit est absolument démenti par les dépositions unanimes de tous les témoins entendus dans la revision, notamment par celles des témoins qui restaient encore en vie des sept qu'on a fait figurer dans cette pièce fausse¹. »

En tant que pièce extra-judiciaire, elle est impure à tous égards, *spuria*, indigne de toute créance, « vrai libelle diffamatoire », selon l'expression, juste cette fois, de J. Quicherat.

« Dernier monument des faux émanés des juges de la Pucelle, elle doit disparaître à jamais pour aller se réunir aux fameux Douze articles, à la fausse cédule d'abjuration, et faire place à la vérité attestée par une nuée de témoins². » Elle ne prouve qu'une chose : l'audace, la ténacité, l'absence de tout scrupule de l'homme qui en a conçu et qui en a procuré l'exécution.

1. L'AVERDY, *Notices et Extraits...*, pp. 448-450.

2. *Ibid.*

LA
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

JULES QUICHERAT
ET JEANNE D'ARC

QUATRIÈME PARTIE

LA REVISION DE L'HISTOIRE DE LA PUCELLE

(SUITE ET FIN)

CONCLUSIONS DES DEUX ÉCOLES
SUR LA PUCELLE ET SUR L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS

DE LA MÉTHODE CRITIQUE DE J. QUICHERAT

CONCLUSION FINALE
LES HISTORIENS FUTURS ET L'HÉROÏSME DE JEANNE D'ARC

HÉROÏSME MUTILÉ
OU
HÉROÏSME INTÉGRAL

CHAPITRE XVII.

LES DEUX ÉCOLES ET JEANNE D'ARC.

Le lecteur a maintenant sous les yeux les pièces du débat : il se rendra compte des idées que professent, au sujet des documents essentiels de l'histoire de Jeanne d'Arc, les deux Ecoles, française et franco-anglaise. Celle-ci, l'Ecole franco-anglaise, part de ce principe que le procès de condamnation doit être considéré comme à peu près au-dessus de toute suspicion — elle n'excepte que les Douze articles, et encore ! — Elle estime le rédacteur du procès, l'évêque Pierre Cauchon, véridique et impartial ; en conséquence de quoi, elle prend à son compte la plupart des faits qu'il reprochait à Jeanne et des accusations qu'il portait contre elle, accusations et faits de la plus haute gravité.

La seconde, c'est-à-dire l'Ecole française, considère au contraire le procès de condamnation comme frappé de suspicion en plusieurs parties, et elle n'accorde sa confiance qu'au procès de revision. C'est dans ce dernier qu'elle puise les témoignages et les faits que, avec les prescriptions inobservées du droit ecclésiastique de l'époque, elle oppose aux affirmations sans preuves de l'évêque de Beauvais. Ce sont les dépositions des

témoins de la revision qui ont mis au jour les mensonges et les inventions accrédités par le juge de la Pucelle pour faire croire à l'abjuration canonique de sa victime. Ce sont, enfin, ces mêmes témoins qui nous montrent l'envoyée de Dieu déjouant les efforts de ses ennemis, et gardant jusqu'au bout la foi qu'elle avait vouée à son Dieu, à son pays et à son roi.

Sur cette question de la valeur comparée des documents et de la confiance qu'ils méritent, nous avons dit le nécessaire. Il ne nous reste plus qu'à rappeler, à propos des personnages eux-mêmes, l'évêque de Beauvais et Jeanne d'Arc, les traits sous lesquels les deux Ecoles les présentent.

I.

TRAITS SOUS LESQUELS LES ÉCOLES FRANÇAISE ET FRANCO-ANGLAISE PRÉSENTENT LA PUCELLE.

C'est de Jeanne que nous nous occuperons en premier lieu.

J. Quicherat, dans ses *Aperçus nouveaux*, passe assez rapidement sur la première partie de la vie de la Pucelle. Les idées qu'il expose sont le plus souvent en accord avec celles de l'Ecole française, mais il en est d'autres qui s'en éloignent quelque peu. Telle est, par exemple, la manière dont il conçoit et explique la mission de la jeune fille, ses prédictions et ses Voix.

Dès qu'il s'agit du procès, les dissonances entre les

deux Ecoles s'accroissent et se multiplient. C'est à partir de ce moment que l'on voit s'ouvrir le fossé qui les sépare, et qui ira se creusant et s'élargissant de plus en plus. Alors apparaissent dans toute leur opposition les idées qu'elles s'appliqueront l'une et l'autre à faire prévaloir.

Nous l'avons déjà dit, et il n'y a aucun inconvénient à le redire, d'après les historiens de l'Ecole française il n'y a qu'une Jeanne d'Arc, chrétienne, pieuse avant tout, patriote ardente, fidèle à la France et à son roi ; sur les champs de bataille vaillante à l'égal des plus vaillants ; plus héroïque encore dans l'épreuve qu'aux jours du triomphe ; non moins admirable de foi, de prudence, de courage sur l'échafaud du cimetière de Saint-Ouen, que sur l'échafaud et au poteau de la place du Vieux-Marché.

D'après les historiens de l'Ecole franco-anglaise, il y aurait, non pas une, mais deux Jeanne d'Arc :

La Jeanne d'Arc de Domremy, d'Orléans, de Patay, de Reims et enfin de Compiègne ; cœur vaillant et esprit faible, visionnaire tantôt sublime, tantôt triviale ; d'abord victorieuse, puis vaincue, mais qui, vaincue, tombe néanmoins de façon glorieuse ;

Et la Jeanne d'Arc, vendue aux Anglais, pauvre fille que le succès n'enivre plus, qui d'abord soutient généreusement l'épreuve, mais qui, sous le poids de la solitude affreuse à laquelle on la réduit, traitée par ses juges en coupable condamnée d'avance, délaissée de

tous côtés, sans conseil, sans amis, finit par s'effondrer moralement, se parjure, se déshonore et succombe.

Au sentiment de l'Ecole française, dans l'histoire de l'héroïne, les vaincus sont, en définitive, malgré des succès de surface, partout et toujours les Anglais, Talbot et le comte de Warwick, aussi bien que le cardinal de Winchester et l'évêque de Beauvais.

Au sentiment de l'Ecole franco-anglaise, jusqu'à la sortie de Compiègne, les vaincus sont les Anglais; mais à partir de ce moment ils reprennent l'avantage. Une campagne nouvelle sur un terrain nouveau s'ouvre avec des chefs nouveaux, eux aussi, dont le principal, le plus habile et le plus opiniâtre sera le trop fameux Pierre Cauchon. Après cinq mois de luttes, la Pucelle se rend à discrétion. Avec des ennemis comme les siens, il n'y a point à espérer de quartier, il lui faudra mourir. Et elle meurt en effet, non le casque en tête, l'étendard et l'épée à la main; elle meurt avilie et flétrie, garrottée comme les malfaiteurs, coiffée de la mitre des apostats, attachée au poteau d'exécution par la main du bourreau, et elle expire dans les flammes d'un bûcher.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* ne célébrera pas, à l'honneur de la Pucelle, d'autre triomphe que celui-là dans les pages où il rappelle les vertus modestes et l'âme tendre de son juge l'évêque de Beauvais. Telle est, avec le deuil mené autour du cadavre moral de Jeanne relapse, la note caractéristique de la nouvelle Ecole.

II.

HENRI MARTIN ET JEANNE D'ARC. — LA PUCELLE,
SORTE DE LUTHER FÉMININ.

Autre note sur Jeanne, moins caractéristique, à la vérité, mais singulière néanmoins de l'Ecole franco-anglaise; Henri Martin, qui la donne, prête, en effet, à l'héroïne un rôle historique qui ne laisse pas de surprendre. Il voit comme une sorte de libre-penseuse avant la lettre, comme un embryon de Luther féminin dans la naïve chrétienne qu'était la Pucelle. Les réponses de Jeanne à ses juges sur la soumission à l'Eglise lui en fournissent le sujet.

Aux questions tortueuses et pressantes que l'évêque de Beauvais adressait à la prisonnière, Jeanne finit par faire cette réponse, en somme, inattaquable.

« Oui, je crois être sujette à l'Eglise de Dieu qui est sur la terre, à notre Saint Père le Pape, aux cardinaux, archevêques, évêques et autres prélats, MAIS NOTRE SIRE DIEU PREMIER SERVI. » (*Procès*, t. I, p. 326.)

Dans la bouche d'une simple fidèle n'ayant aucune notion de théologie, à plus forte raison dans la bouche d'une jeune fille mineure, d'une villageoise qui ne sait ni lire ni écrire, dont la piété ne s'est jamais démentie, qui n'a jamais donné dans la manie de dogmatiser, cette réponse est inattaquable en elle-même et par la

bonne foi qui l'inspire. Le « notre Sire Dieu premier servi » ne coupe-t-il pas court à toute réplique? et dans l'ensemble, la réponse de l'accusée est-elle autre chose qu'une variante de la règle fondamentale de toute foi et de toute pratique religieuse : « Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes? »

Entre théologiens sans parti pris, le malentendu que Pierre Cauchon tient à ne pas dissiper se fût évanoui à la première explication¹. Henri Martin, qui n'est pas théologien, se range à l'avis de Cauchon et estime ce malentendu fondé. Il voit dans les paroles de Jeanne une protestation contre toute autorité doctrinale infaillible et, transporté d'admiration, il s'écrie :

« Le voilà dans toute sa solennité, ce débat dont le vrai caractère a été trop longtemps voilé. Il s'agit ici de bien autre chose que des vengeances des chefs anglais ou des bassesses de leurs serviteurs français. C'est la lutte de la tradition organisée, de la règle extérieure, de l'infailibilité constituée, contre la spontanéité individuelle, l'inspiration immédiate, la voix intérieure [c'est-à-dire, pour parler la langue de nos jours, c'est la lutte de l'autorité doctrinale et divine contre la libre-pensée]. »

Le philosophe dont l'historien est doublé chez H. Martin, saisit avec bonheur l'occasion d'apprendre à ses lecteurs que sans cette lutte « le monde périrait

1. Voir, sur ce sujet, notre *Histoire complète*, t. III, chapitre xxxvi, p. 275 et suiv.

étouffé sous les pouvoirs infaillibles ». Nous ne savons pas ce qu'est l'infailibilité : il nous fait la grâce de nous le dire.

« L'infailibilité n'est que la révélation de Dieu dans la conscience du genre humain : elle n'est pas matériellement organisable. Les majorités d'un jour peuvent dire : non, quand l'éternelle conscience dit : oui. La voix infaillible ne parle que dans l'âme humaine (laquelle?) et dans l'histoire (laquelle encore?) »

En réponse à ces deux questions, l'on ajoute :

« Est-il nécessaire d'expliquer que nous entendons, par l'histoire, les révélations progressives de l'intelligence et de la moralité humaines, constatées par l'histoire universelle?¹ »

De pareilles idées n'ont jamais hanté l'esprit de notre héroïne. Sa véritable pensée est toute dans sa réponse à Jean Massieu : « On me parle d'Eglise triomphante et d'Eglise militante, — d'infailibilité organisée et d'infailibilité inorganisable, — je n'entends pas ces termes-là; mais je veux obéir à l'Eglise comme doit le faire une bonne chrétienne². »

C'est assurément la réponse qui résumait toutes ses explications, après les tentatives de l'évêque de Beauvais pour lui arracher des déclarations compromettantes.

Vallet de Viriville a prononcé un mot bien juste quand il a dit :

1. H. MARTIN, *Histoire de France*, t. VI, pp. 273, 274.

2. *Procès*, t. III, p. 156.

« Nous ne saurions trop répéter que, à nos yeux, le texte du procès est un texte suspect, évidemment partial, rédigé par des juges iniques et hostiles¹. »

Le traducteur du procès de condamnation s'exprimait de la sorte à propos du signe du roi et de la couronne. Le jugement qu'il formulait n'est pas moins juste, appliqué aux interrogatoires sur la soumission à l'Eglise. J. Quicherat et Henri Martin, en esquissant l'image de la petite paysanne de Domremy, ne s'en sont pas suffisamment pénétrés. Jeanne n'a pas été un Luther féminin : elle s'est contentée d'être une bonne chrétienne, et de mettre ses pensées et ses actes, sa vie et sa mort d'accord avec sa foi.

Telle est la conviction à laquelle se tiennent attachés les historiens de l'Ecole française : les documents ne leur donnent pas tort².

1. *Procès de condamnation...* traduit, p. 87, note 2. In-8°, Paris, 1867.

2. On n'en a pas fini avec les déclamations boursoufflées dont H. Martin a semé sa *Vie de Jeanne d'Arc*. Dans *Jeanne d'Arc libératrice de la France*, M. Joseph Fabre dira que ce sont « les Hoche, les Kléber, les Marceau qui ont fait comprendre au monde la grandeur de cette vierge; » et il ajoutera sans rire que « ils en ont été les fils spirituels ». (*Op. cit.*, p. 185. In-8°, Paris, Delagrave, sans date.)

Henri Martin a vu dans la Pucelle « l'âme de la France, la France même incarnée ».

Joseph Fabre ne se contente pas de cette incarnation : il lui en faut une autre et il ajoutera que « au moyen-âge, l'héroïsme civique, celui qui a fait les Washington, s'est incarné dans Jeanne d'Arc ». (*Op. cit.*, préface, p. v.)

A défaut des grandes vertus qu'on lui refuse, du moins pendant le procès, on lui prodigue les grands mots.

III.

DE LA PUCELLE AVANT SA CAPTIVITÉ.

Pour la partie de la vie de Jeanne comprise entre sa naissance et sa captivité, les idées de J. Quicherat et de son Ecole s'accordent, avons-nous dit, avec celles de la généralité des historiens, et c'est par ces idées que son Ecole est vraiment française. Il serait donc inutile de traiter la question des rapports de l'héroïne avec Charles VII et ses ministres, aucune dissidence sérieuse ne se produisant à ce sujet. Les seules questions qui prêteront à quelques observations sont les trois suivantes :

La question de la mission de la Pucelle ;

La question de ses Voix ;

La question de ses prédictions.

Eu égard à la grandeur patriotique et morale de Jeanne, ces questions sont loin d'offrir l'importance de celles qui se rencontrent dès qu'on a franchi le seuil du procès de Rouen. Pourvu qu'on ne les traite pas dans le sens de l'Ecole anglaise stricte qui faisait de l'envoyée de Dieu un suppôt de l'esprit du mal ; ou bien encore pourvu qu'on ne l'assimile pas à une visionnaire et à une aventurière de bas étage, libre à chacun de résoudre ces questions comme il l'entendra.

Toutefois, un double devoir s'impose : le respect des documents et le respect de l'héroïne.

Avant de répondre aux questions posées, signalons chez J. Quicherat un passage relatif à l'enfance de la Pucelle qui n'est pas sans charme. L'auteur se demande ce qui se passait dans l'âme de Jeannette à Domremy, avant que sa vocation se décidât. Il note d'abord « le mélange de religion et de patriotisme qui fermentait dans sa pensée enfantine » ; puis, faisant de la fillette une sorte de René féminin, il la montre « communiquant à cette fontaine des Rains, au bel arbre, à ces bois sanctifiés par une superstition vieille comme le monde, sa sublime inquiétude et, dans leur murmure, cherchant à démêler les accents de son cœur¹ ».

Ce n'est pas l'historien scrupuleux, le critique sévère que l'on entend ici, c'est l'homme d'imagination, c'est le poète que tout esprit élevé porte en soi ; c'est le fils du siècle sur lequel a passé le grand souffle de Chateaubriand, qui se souvient ; et l'on s'étonne qu'il n'ajoute pas :

« Levez-vous, orages désirés, qui devez m'emporter dans les espaces d'une autre vie. — Ainsi disant, elle marchait à grands pas, ne sentant ni pluie, ni frimas, enchantée, tourmentée et comme possédée par le démon de son cœur². »

1. *Aperçus nouveaux...*, pp. 5, 6, 9.

2. CHATEAUBRIAND, *René*.

1°

De la mission de Jeanne d'Arc : l'a-t-elle remplie ?

Nous ne dirons qu'un mot de cette question.

D'après J. Quicherat, Jeanne n'aurait pas rempli sa mission. Pour la remplir, elle aurait dû : 1° exterminer les Anglais jusqu'au dernier ; 2° délivrer de sa captivité le duc d'Orléans. Or, elle n'a fait ni l'un ni l'autre.

A notre avis, c'est là une façon bien étroite de concevoir la mission de la Pucelle.

Quoi qu'il en soit, le texte que l'on invoque à l'appui de cette conception étant un texte emprunté au Réquisitoire, par conséquent « suspect », il n'est d'aucune valeur et l'on n'en peut rien conclure.

Le problème de la nature et de l'étendue de la mission de Jeanne d'Arc, celui de rechercher si elle l'a vraiment remplie, sont des problèmes autrement importants.

Pour les poser nettement, à plus forte raison pour les résoudre, il faut s'engager en des recherches ardues dont J. Quicherat s'est dispensé. Il n'a touché à ces problèmes qu'incidemment, à l'occasion d'un texte du procès : il ne les a ni posés expressément, ni discutés à fond, encore moins résolus. Nous les avons posés, nous, dans l'*Histoire complète de Jeanne d'Arc*, nous croyons les avoir examinés à fond, nous n'ose-

rions dire toutefois que nous les avons résolus. Au lecteur, s'il prend la peine de parcourir ces pages, de les peser et de prononcer.

2^o*Des apparitions de la Pucelle et de ses Voix.*

Le fait des Voix de la Pucelle est un fait historique sur la réalité duquel il ne saurait y avoir de doute. Selon la juste remarque de J. Quicherat, « il tient une si grande place en son existence, qu'on peut dire qu'il en était devenu la loi ».

Et qu'on ne range pas ce fait parmi les faits du ressort de la science médicale. « Je prévois, dit toujours J. Quicherat, de grands périls pour ceux qui voudront le classer parmi les cas pathologiques. Mais que la science y trouve ou non son compte, il n'en faudra pas pas moins admettre les Voix¹. »

Les documents nous apprennent que le fait des Voix se produisait chez la Pucelle depuis l'âge d'environ treize ans. Ordinairement, elle les entendait lui parler. Mais comme les phénomènes auditifs étaient souvent accompagnés d'apparitions, de visions, de révélations, parfois aussi d'inspirations, d'avis et de conseils, Jeanne en vint à désigner sous ce nom de Voix toutes ces manifestations psychiques, lesquelles étaient à ses yeux autant de manifestations surnaturelles.

1. *Aperçus nouveaux...*, pp. 46, 60, 61.

A s'en rapporter à la jeune fille, ces Voix étaient celles des archanges saint Michel et saint Gabriel, de saint Michel principalement, et celles des saintes Catherine et Marguerite. Pendant sept années, ces personnages célestes ne cessèrent de l'assister, de la conseiller, de la « gouverner ».

Sur le bûcher de Rouen, en face de ses juges et de la foule qui remplissait la place du Vieux-Marché, Jeanne fit un dernier acte de foi en la réalité de ses Voix et s'écria :

— Non, mes Voix ne m'ont pas trompée, mes révélations étaient de Dieu.

J. Quicherat n'est pas de l'avis de la Pucelle quant à l'objectivité et à l'extériorité de ses Voix. Pour lui, comme pour les historiens de son Ecole, elles ne sont que de purs phénomènes subjectifs, résultant de la constitution physique, imaginative et morale de l'héroïne et d'un « état personnel de conscience ».

A son avis, ni les visions, ni les révélations, ni les inspirations de Jeanne n'étaient l'effet d'une illumination provenant d'une cause intelligente supérieure. Il s'accorde avec Vallet de Viriville à voir en elle une visionnaire et à n'y voir que cela. Visionnaire parfois sublime, parfois triviale ; clairvoyante à de certains moments et prophétesse véritable, induite en erreur par l'imagination à d'autres moments, et alors fausse prophétesse.

Visionnaire sublime quand elle voyait les Anglais

vaincus et chassés du territoire, la France rendue à elle-même, le roi recouvrant sa bonne ville de Paris ;

Visionnaire triviale quand, interrogée sur ses apparitions et sur la forme qu'elles revêtaient, elle répondait, à s'en rapporter à l'Information posthume, qu'elles étaient de toutes petites dimensions et en quantité infinie.

Visionnaire clairvoyante dans la découverte de l'épée de Fierbois et dans sa prédiction de la blessure d'Orléans ;

Visionnaire imaginative et fausse prophétesse quand elle assurait devoir exterminer les Anglais jusqu'au dernier.

Ayant traité ces questions diverses dans notre Etude sur les *Voix et les visions de la Pucelle* avec tous les détails désirables, nous nous permettrons d'y renvoyer le lecteur, laissant à J. Quicherat la responsabilité de ses appréciations.

Les vues que l'auteur des *Aperçus nouveaux* émet sur les prédictions de l'héroïne méritent que nous y insistions davantage.

IV.

DES PRÉDICTIONS DE LA PUCELLE.

Les visions et Voix de Jeanne, remarque J. Quicherat, mirent chez elle en jeu « des facultés extraordinaires ». Ces facultés n'étaient pas de même ordre que

l'intelligence et la raison, c'est-à-dire illuminatrices : elles formaient plutôt un « instinct sublime », mais « non infallible ; instinct qui se retrouve parfois chez les personnages les plus incultes, car c'est lui qui fait les « visionnaires ».

Les prédictions et les révélations attribuées à la Pucelle ne doivent pas, d'après notre auteur, s'expliquer autrement que par ces « facultés extraordinaires » ou « instinct ». Mais, parmi ces prédictions, s'il y en a de vraies, J. Quicherat prétend qu'il y en a eu de douteuses et même de fausses.

Les prédictions et révélations vraies, d'après lui, sont certainement au nombre de trois. « Elles reposent, déclare-t-il, sur des bases si solides, qu'on ne peut les rejeter sans rejeter le fondement de l'histoire¹. »

La première de ces révélations concerne la connaissance du secret que Jeanne découvrit à Charles VII, à Chinon et Poitiers ;

La deuxième se rapporte à la découverte de l'épée de Fierbois ;

La troisième, à la prédiction qu'elle fit au jeune roi de la blessure qu'elle recevrait au siège d'Orléans, mais dont elle ne mourrait point².

Les prédictions douteuses sont celles qui peuvent

1. *Aperçus...*, p. 61.

2. *Ibid.*, pp. 62-66, 68, 75-76.

tout aussi bien passer pour des « pronostics de politique ou de stratégie, comme en ont fait dans tous les temps les hommes d'Etat supérieurs et les grands capitaines ».

Les prédictions fausses ont trait aux choses que la voyante avait dit devoir arriver et « qui ne sont point arrivées », à ce que prétend J. Quicherat¹.

A ces idées du chef de l'Ecole franco-anglaise, nous opposerons, au nom de l'Ecole française, ces simples observations dont notre Etude sur les Visions et les Voix fournit la preuve aux chapitres xvi et xvii.

1° Aucune fausse prédiction ne figure parmi les prédictions expresses et authentiques de la Pucelle. Les deux cas invoqués par l'auteur des *Aperçus nouveaux* dans le passage auquel il renvoie : « l'extermination des Anglais jusqu'au dernier », et « la délivrance par l'héroïne elle-même du duc d'Orléans prisonnier », n'ont jamais été de la part de Jeanne l'objet d'une prédiction formelle : les textes en font foi. La voyante a dit « que les Anglais seraient boutés hors de toute France » ; que « le duc d'Orléans ne mourrait pas captif en Angleterre, qu'il en reviendrait plein de vie » ; prédictions littéralement accomplies l'une et l'autre. Jamais elle n'a dit qu'elle « exterminerait les Anglais », ni que ces deux prédictions s'accompliraient de son vivant.

1. *Aperçus...*, p. 75.

2° Les prédictions de Jeanne authentiques sont toujours exprimées en termes catégoriques et nets qui les distinguent essentiellement des prévisions vagues, incertaines, hypothétiques qu'on nomme « pronostics ».

3° Ce n'est point à trois seulement qu'il faut ramener les cas de clairvoyance extraordinaire attribuables à la Pucelle. Dans notre Etude sur les Visions et les Voix, nous avons relevé cinq cas incontestables de clairvoyance intuitive, et vingt de clairvoyance prophétique.

De ces vingt-cinq cas, détachons les trois acceptés par J. Quicherat, c'est-à-dire :

La révélation du secret du roi;

La prédiction de la blessure d'Orléans;

La découverte de l'épée de Fierbois.

Restent ceux qui ont pour objet la connaissance surnaturelle et la prédiction des faits suivants :

La défaite de Rouvray;

La levée du siège d'Orléans;

La défaite des Anglais et leur expulsion du pays de France;

Le retour du duc d'Orléans de sa captivité;

La rentrée de Paris en l'obéissance du roi;

Ces quatre dernières prédictions prononcées en présence des membres de la Commission royale de Poitiers :

Le sacre de Charles VII à Reims pendant l'été de 1429;

Le peu de durée de Jeanne elle-même, « un an au plus! »;

La paix et le traité d'Arras;

La recouvrance du royaume tout entier par Charles VII, et de son vivant.

Voilà, non trois, mais douze faits de clairvoyance intuitive ou de prédictions, le plus grand nombre à courte échéance, concernant des événements qui, à l'heure où la Voyante les annonçait, passaient pour impossibles au jugement des esprits les plus éclairés et les plus optimistes, et qui cependant ont été tous littéralement accomplis.

Qu'on explique ces prédictions par des « facultés extraordinaires » ou simplement ordinaires, naturelles ou surnaturelles, peu importe; c'est une autre question à résoudre. Ce qui n'est pas en question, ce qui demeure incontestable, c'est la réalité des faits que nous venons de rappeler et le fait non moins indéniable de leur prédiction.

V.

LA PUCELLE A PARTIR DE SA CAPTIVITÉ.

Jusqu'à présent, la mémoire de la Pucelle n'a pas eu trop à souffrir des idées et du langage du chef de l'Ecole franco-anglaise. Elle en souffre pourtant : le jeune critique n'attend pas le procès pour exprimer la sympathie qu'il porte à l'évêque Pierre Cauchon. Il lui

concède que Jeanne a parfois prophétisé à faux : il accepte ses explications sur la manière dont les Voix se manifestaient à la Voyante ; et si, avec lui, il ne fait pas de l'héroïne un suppôt du démon, il la range, avec Vallet de Viriville, dans la foule des visionnaires.

La question des Voix réservée, l'auteur des *Aperçus nouveaux* fait à Jeanne la part assez belle jusqu'à la sortie de Compiègne. Il l'assimile, nous l'avons vu tout à l'heure, aux hommes d'Etat supérieurs et aux grands capitaines. Il convient que, pour la première partie de sa vie publique, les historiens de l'avenir n'auront qu'à « constater de plus en plus son intelligence, sa pureté, son désintéressement¹ ».

Mais ce n'est plus la même chose dès que l'héroïne est au pouvoir de ses ennemis. S'en rapportant à leurs accusations et à leurs récits qu'il estime dignes de confiance, le chef de l'Ecole franco-anglaise s'accorde avec eux pour dépouiller de son auréole la jeune fille qui les a vaincus, et, quand on met en doute le bien fondé de ces accusations et la véracité, l'impartialité de ces récits, il met tout en œuvre, même l'in vraisemblable, pour les défendre et les justifier. Un historien anglais ne ferait pas davantage. Suivons donc cette *via crucis* qui de Compiègne, en passant par Beaulieu, Beurevoir, Rouen, la place du cimetière de Saint-Ouen, mène la Libératrice d'Orléans au calvaire de

1. *Aperçus nouveaux*, pp. 165, 166.

la place du Vieux-Marché. A chacune de ces stations douloureuses, c'est une chute nouvelle que les historiens de l'Ecole franco-anglaise s'empressent de signaler, là où, grâces à Dieu, les historiens de l'Ecole française constatent une série d'actes héroïques de plus en plus dignes d'admiration.

1°

De Compiègne à Rouen.

Tombée au pouvoir des Anglo-Bourguignons, Jeanne est détenue successivement au château de Beaulieu et à celui de Beurevoir, propriétés de Jean de Luxembourg dont elle était la prisonnière. A Beaulieu, la captive tente de s'évader, mais sans succès. A Beurevoir, elle renouvelle la tentative et ne réussit pas davantage.

L'évêque de Beauvais, dans le Réquisitoire du procès, accuse Jeanne d'avoir voulu, non recouvrer la liberté, mais se suicider.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* suit Pierre Cauchon sur ce terrain et formule contre la captive la même accusation.

2°

A Rouen, pendant le procès.

A propos de la couronne remise au roi Charles VII par un ange, l'évêque de Beauvais accuse la Pucelle de mensonge.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* fait encore sienne cette accusation.

En s'engageant dans cette fiction, dit-il, « Jeanne la développa avec l'emportement d'une personne qui se précipite : *offense manifeste à la vérité*, dont elle ne voulut pas emporter le poids dans l'autre monde, car le matin de sa mort elle s'en confessa publiquement¹ ».

J. Quicherat justifie son accusation en se réclamant du texte de l'Information posthume, c'est-à-dire d'un document qu'il a lui-même qualifié de « libelle diffamatoire ».

L'Ecole française répudie le document, désapprouve l'abus qu'on en fait et ne voit dans l'accusation qu'on en tire qu'une calomnie de plus.

3^o

L'abjuration du cimetière de Saint-Ouen.

On n'a pas oublié l'ardeur avec laquelle notre critique défend, envers et contre tous, au bénéfice de l'évêque de Beauvais et de sa mémoire, d'un côté la vérité de l'abjuration canonique de la Pucelle, de l'autre, l'authenticité du formulaire inséré au procès.

L'Ecole française nie catégoriquement ces deux points.

Qu'advient-il et que reste-t-il de la grandeur morale

1, *Aperçus nouveaux*..., p. 64.

de l'héroïne, de la sublimité de sa foi patriotique et religieuse, du moment qu'on la représente désavouant les réponses de ses interrogatoires, et reconnaissant qu'elle a commis tous les crimes dont on l'accuse ?

Car telle est la conséquence du fait de la prétendue abjuration.

Et de l'authenticité du prétendu formulaire, il suivrait :

1° Que la prisonnière des Anglais s'est rendue coupable au cimetière de Saint-Ouen de deux parjures, avec la circonstance aggravante du parjure « en cause de foi ou jugement criminel ecclésiastique », et celle du scandale public ;

2° Qu'elle a renié ses apparitions et révélations célestes ;

3° Qu'elle s'est engagée par serment à persister à l'avenir dans ce reniement ;

4° Qu'elle a pareillement renié son patriotisme, confessant qu'elle a fait œuvre de séduction en pressant le peuple de se soumettre à Charles VII ;

5° Qu'elle s'est rendue coupable d'imposture, en donnant comme véritables des révélations qu'elle inventait et des réponses qu'elle savait mensongères ;

6° Qu'elle a commis des erreurs en la foi et qu'elle s'est livrée à des pratiques démoniaques ;

7° Enfin, qu'elle a promis avec serment de renoncer à ces pratiques et à ces erreurs, la main sur les saints Évangiles.

4°

La Pucelle a-t-elle, soit au cimetière de Saint-Ouen, soit le matin de sa mort, renié ses révélations et ses Voix?

C'est là un des articles de foi de l'Ecole franco-anglaise et une des accusations invoquées par l'évêque de Beauvais à l'effet d'ouvrir le procès de relaps. Pour en établir la vérité, J. Quicherat invoque un incident du procès. Malheureusement pour sa démonstration, cet incident ne s'est jamais produit et n'a laissé aucune trace. Voici en quoi il aurait consisté.

D'après l'auteur des *Aperçus nouveaux*, « Jeanne fut instruite, le 24 mai, sur la place du cimetière de Saint-Ouen, des points capitaux contenus dans le formulaire de l'abjuration, notamment de celui qui concernait la fausseté de ses révélations. » Il ajoute que « la preuve de ce fait existe; que, dans l'interrogatoire qui précéda le supplice, les juges lui rappelèrent tous ces points, celui notamment qui avait la fausseté de ses révélations pour objet¹ ».

Réponse. — Illusion, imagination pure que les faits allégués dans cette prétendue démonstration.

Non, sur la place du cimetière de Saint-Ouen, la

1. *Aperçus nouveaux*..., p. 135.

Pucelle n'a jamais été instruite, avant l'abjuration, des points capitaux sur lesquels elle allait se prononcer. La preuve du contraire existe, et celle-ci n'est point une affaire d'imagination. Les juges et Guillaume Erard veillèrent soigneusement à ce que l'accusée ne fût instruite de rien, ne se doutât de rien, pas même qu'on allait lui imposer une abjuration. On la laissa, non seulement dans l'ignorance des articles du formulaire, mais on ne lui expliqua même pas ce que c'était qu'abjurer.

J. Quicherat, à l'appui de ce qu'il avance, se réfère à l'interrogatoire du procès de rechute. Il allègue, par une illusion manifeste, « l'interrogatoire qui précéda le supplice ». Or, le procès ne contient qu'un seul interrogatoire, celui du 28 mai. Dans cet interrogatoire, il n'y a pas un seul mot disant qu'on y instruisit la Pucelle de l'article concernant la fausseté de ses révélations. La preuve détaillée de ce fait s'établit au moyen d'un simple rapprochement des textes : on la trouvera aux pièces justificatives ; qu'on nous permette d'y renvoyer le lecteur.

La conséquence à recueillir de cette vérification, c'est que la Pucelle n'a jamais renié ses révélations et apparitions, pas plus qu'elle n'a « juré » de persister dans ce reniement.

5^o

La Pucelle relapse. — Le dernier procès.

Prétendus aveux du matin du supplice.

Sur la question du relaps, il y a cette différence entre les deux Ecoles française et franco-anglaise, que le chef de celle-ci, J. Quicherat, tout en admettant que la Pucelle a posé un cas réel de relaps, ne convient pas du guet-apens qui la mit dans la nécessité de reprendre l'habit d'homme¹, tandis que l'Ecole française le signale à l'attention des historiens, et, de plus, soutient qu'il n'y a pas eu de rechute proprement dite :

1^o Parce que la reprise de l'habit d'homme n'impliquait aucune erreur dans la foi et qu'elle ne s'était pas engagée par serment à ne plus le reprendre ;

2^o Parce que Jeanne n'avait jamais renié ses révélations, ni pris l'engagement de ne plus les soutenir ;

3^o Parce que, d'ailleurs, le 24 mai, elle n'avait souscrit qu'une rétractation sans conséquence, et nullement le formulaire d'une abjuration en cause de foi.

La pièce dite Information posthume ajoute au portrait que le procès fait de la Pucelle un coup de pinceau digne du peintre d'histoire qui s'appelle Pierre Cauchon. Elle insiste sur ces points :

1. Henri Martin, en ce point, se sépare, nous l'avons dit, de l'auteur des *Aperçus nouveaux*.

1^o Que l'accusée, pour séduire les princes et le peuple, avait mis en œuvre le mensonge et l'imposture;

2^o Que ses Voix l'avaient abusée et trompée, et que, par conséquent, elles ne provenaient pas des bons esprits;

3^o Qu'elle devait les renier devant ses juges et devant la foule;

4^o Que, de fait, elle les avait reniées de cette manière, le jour de son supplice;

5^o Que, ce même jour, au moment de la communion suprême, devant l'hostie consacrée, elle avait dit : « Je crois en Dieu seul ; je ne crois plus à mes Voix, puisqu'elles m'ont trompée ¹. »

Le chef de l'Ecole franco-anglaise suit l'évêque de Beauvais jusqu'au bout de ses inventions et de ses calomnies. Quand il s'agit d'emprunter à l'Information posthume un dernier trait réduisant à néant l'héroïsme de Jeanne d'Arc, ce document à ses yeux se transfigure : ce n'est plus le « libelle diffamatoire » composé pour déshonorer la jeune fille qui a vaincu les Anglais ; c'est un document qui mérite toute confiance, parce qu'il est, ou quoiqu'il soit « diffamatoire ».

Qu'est devenu l'écrivain qui, à la première page de ses *Aperçus nouveaux*, protestait de « l'amour infini qu'il portait à la vérité » ? N'oubliait-il pas cet amour, lorsqu'il accablait la mémoire de la suppliciée de

1. *Procès*, t. I, pp. 482-483.

Rouen sous les insanités et les mensonges d'un factum qu'il a été le premier à flétrir?

VI.

DÉLIBÉRATION CONDITIONNELLE DES ASSESSEURS DU PROCÈS
SUR LA QUESTION DE DÉCLARER JEANNE HÉRÉTIQUE RELAPSE
ET DE LA LIVRER AU BRAS SÉCULIER.

A la fin d'un chapitre qui traite de la Libératrice de la France, nous ne voudrions pas laisser le lecteur sous l'impression pénible produite par les pages précédentes. Pour l'atténuer, nous rappellerons un incident qui, passé trop inaperçu, ne peut que réjouir les âmes vraiment françaises. Nous y avons fait allusion plus haut, nous l'exposerons brièvement.

Il est peu de lecteurs de l'histoire de Jeanne chez lesquels ne soit demeurée cette conviction que, la veille du supplice, l'évêque de Beauvais ayant convoqué les assesseurs du procès pour délibérer s'il y avait lieu de déclarer Jeanne hérétique relapse et de la livrer à la justice séculière, les assesseurs votèrent, à l'unanimité, dans le sens de l'affirmative.

« Le lendemain du 28 mai, dit l'*Histoire de France* de M. Ernest Lavisse, une assemblée de docteurs déclara que Jeanne, hérétique relapse, devait être livrée au bras séculier¹. »

1. *Histoire de France*, t. IV, p. 69. Paris, Hachette, 1902.

Ce n'est pas l'assemblée des docteurs composée de quarante-deux ecclésiastiques, non compris les deux juges; c'est trois assesseurs sur quarante-deux qui émiront ce vote : les trente-neuf autres, avant de déclarer l'accusée hérétique relapse et de la livrer à la justice séculière, mirent à leur vote la condition suivante.

Avec messire Gilles Duremort, abbé de la Sainte-Trinité de Fécamp, ils demandèrent que les juges « fissent lire à Jeanne, en présence de l'assemblée, la cédule qu'elle passait pour avoir acceptée et signée — cédule dont on venait de donner lecture aux maîtres et docteurs, — qu'on la lui expliquât en lui proposant la parole de Dieu.

« Ces mesures prises, *his peractis*, si, comme l'ajouta dans sa délibération le prieur de Longueville-Giffard, l'accusée confessait sans passion toutes les choses contenues dans la cédule — *si, cessante passionis, dicta mulier confessa est illa que continentur in schedula*, alors il n'y aurait plus qu'à la déclarer hérétique et à l'abandonner à la justice séculière. »

Maître Guillaume Haiton *stat in deliberatione domini Fiscampnensis* et ajoute que « si les articles acceptés par la Pucelle sont bien ceux de la cédule qu'on vient de lire — *attentis articulis perlectis*, — ladite femme est retombée et doit être condamnée comme hérétique¹ ».

1. *Procès*, t. I, pp. 463-467.

En définitive, tous les maîtres présents, trois exceptés, Nicolas de Venderès, Denys Gastinel et Jean Pinchon, distinguent avec l'abbé de Fécamp entre déclarer Jeanne relapse de fait, et la déclarer relapse de droit et hérétique.

Relapse de fait matériellement, elle l'est *præsumptione juris* à cause de la reprise matérielle de l'habit d'homme.

Relapse de droit c'est-à-dire formellement, et hérétique, elle ne le sera qu'autant qu'il sera prouvé qu'elle a souscrit les articles de la cédula insérée au procès et lue aux docteurs assemblés ¹.

C'est pour avoir la preuve de la culpabilité de l'accusée à cet endroit que les trente-neuf assesseurs requièrent des juges qu'ils fassent comparaître Jeanne devant eux, et qu'ils lui fassent lire et expliquer la cédula dont on leur a donné connaissance : *Bonum est quod schedula nuper lecta, legatur iterum coram ipsa, — notez cet iterum et ce coram ipsa, — et sibi exponatur.*

1. Cette explication permettra de comprendre la déposition de Thomas de Courcelles à l'enquête de la réhabilitation :

« *Nunquam positive deliberavit Johannam esse hæreticam.* » (Procès, t. III, p. 58.)

Or, voici les termes de sa délibération du 29 mai : « *Magister Thomas de Courcellis deliberavit conformiter ad deliberationem sæpe dicti domini abbatis Fiscampnensis.* — Maître Thomas de Courcelles a délibéré conformément à la délibération du seigneur abbé de Fécamp souvent nommé. » (Procès, t. I, pp. 466, 467.)

Pourquoi ces trente-neuf assesseurs tenaient-ils tant à cette lecture de la cédula du procès faite à l'accusée en leur présence?

Ils y tenaient parce que c'était le seul moyen qui leur permit de dégager leur conscience et de s'assurer si ce texte était bien celui que Jeanne avait prononcé, ou si, comme le prier de Longueville-Giffard paraissait le croire, elle avait accepté un texte différent. C'est ce religieux, on ne l'a pas oublié, qui déposa que la lecture de la cédula authentique n'avait guère duré que le temps d'un *Pater noster*.

Que serait-il advenu si les juges eussent admis la requête des maîtres et docteurs? Il serait advenu l'une de ces deux choses : ou bien Jeanne eût reconnu l'authenticité du long formulaire; ou bien elle en eût dénoncé la fausseté.

Dans le premier cas, l'assemblée n'avait qu'à la déclarer relapse et hérétique.

Dans le second cas, un scandale affreux éclatait, l'évêque de Beauvais se trouvait pris en flagrant délit de faux, et les pires conséquences étaient à craindre.

Qu'on juge de la fureur des Anglais apprenant cette déconvenue!

Pierre Cauchon n'était pas homme à s'y exposer. Le vin de l'iniquité était tiré : il le but jusqu'à la dernière goutte. La requête et la délibération conditionnelle des trente-neuf docteurs n'obtinrent de lui qu'un silence et qu'un accueil glacial. En vertu du droit suprême dont

il était investi, il n'en tint aucun compte et, le lendemain, sur la place du Vieux-Marché, au nom de trois assesseurs seulement et du vice-inquisiteur Jean Lemaitre, il déclara Jeanne hérétique relapse et la livra au bras séculier.

Par cela que les juges repoussèrent la condition exprimée par l'abbé de Fécamp et par la presque unanimité des docteurs, l'accession de ces derniers au vote absolu de la condamnation de la Pucelle fit défaut. C'est donc pire qu'une inexactitude, c'est une erreur d'avancer que les assesseurs présents à la délibération du 29 mai reconnurent Jeanne hérétique relapse et invitèrent l'évêque-juge à la traiter en conséquence. La délibération conditionnelle de trente-neuf d'entre eux sur quarante-deux, véritable protestation contre l'iniquité de Pierre Cauchon, honore trop la mémoire de ces prêtres, tous français hormis deux, pour n'être pas notée soigneusement et signalée aux amis de l'Eglise et de la France¹.

1. L'extrême gravité de cette requête des trente-neuf assesseurs n'a point échappé à la clairvoyance de L'Averdy. « On ne pouvait, remarque-t-il, lire à l'accusée la cédula de l'abjuration que pour la mettre elle-même à portée de s'expliquer. Si les juges n'ont pas suivi l'avis des assesseurs quant à cette lecture, c'est qu'il eût été bien dangereux pour eux de le faire si elle était faussement rédigée ; ce qui rend très probable le fait du changement de cette cédula. » (*Notices et Extraits...*, p. 118.)

Elle n'a pas échappé non plus à Michelet. (*Hist. de France*, t. V, p. 165.)

Mais, objectera-t-on, pourquoi les assesseurs « n'ont-ils pas exigé que Jeanne s'expliquât sur la cédule substituée? »

Les assesseurs l'ont exigé autant qu'ils le pouvaient par la condition exprimée dans leur vote : le droit ne leur permettait pas de faire davantage ; de même que le droit laissait les deux juges, Pierre Cauchon et Jean Lemaitre, libres de condamner l'accusée, quoiqu'ils eussent contre eux la presque unanimité des délibérants.

Finissons par une observation qui coupera court à toutes les difficultés et qui ne permettra plus de soutenir que l'évêque de Beauvais, en condamnant la Pucelle, la condamnait au nom de ses quarante-deux assesseurs.

Non seulement Pierre Cauchon ne l'a pas condamnée à l'unanimité de l'assemblée, mais il n'a même pas eu la majorité pour lui.

Sur les trente-neuf assesseurs qui se rangèrent à la délibération de l'abbé de Fécamp, il y en eut, il est vrai, quelques-uns, six en tout, qui embrouillèrent leur adhésion, laquelle, à la rigueur, pourrait être qualifiée de douteuse. Mais trente-deux, plus des trois quarts des docteurs, se rallièrent purement et simplement à la délibération de l'abbé de Fécamp, sans ajouter un seul mot.

Il y eut donc trente-trois voix en tout contre la condamnation, six douteuses ; trois pour, et cinq avec celles des deux juges.

C'est une page à déchirer et une page nouvelle à écrire dans toutes les histoires de l'héroïne.

Voir 2^e série de nos *Etudes critiques*, de la page 480 à la page 505. On y trouvera les développements que nous n'avons pu donner ici.

CHAPITRE XVIII.

LES DEUX ÉCOLES ET L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS.

Le crayon que nous venons de tracer de la Pucelle, d'après J. Quicherat, appelle comme pendant celui de son juge, l'évêque de Beauvais, toujours d'après J. Quicherat. Nous allons en reproduire les lignes aussi fidèlement qu'il sera possible. Mais, auparavant et afin de n'y pas revenir, ne laissons pas dans l'ombre l'image qu'en présentent les historiens de l'Ecole française.

I.

LES HISTORIENS DE L'ÉCOLE FRANÇAISE ET L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS.

Ce que pensent de l'évêque de Beauvais les historiens de l'Ecole française, personne ne l'ignore. Le peuple de Rouen, au lendemain du supplice, prenait en horreur les juges du procès¹. Nos historiens français ont de la peine à ne pas traiter de même le prélat qui, à l'âge de soixante ans, avec l'expérience qu'il

1. *Procès*, t. III, p. 165.

possédait des choses de la vie, n'avait pas hésité à vouer aux flammes une pauvre fille, une Française, dont le seul crime avait été de se battre contre les Anglais et de les vaincre. S'ils réclament pour lui une place à part dans les annales de notre pays, ce n'est pas une place d'honneur. Les gémonies, non le panthéon de l'histoire, attendent cet évêque traître à la France, vendu à l'Angleterre, payant le riche archevêché de Rouen, qu'il ambitionnait, de la condamnation et du supplice de l'héroïne dont le seul crime fut, encore un coup, d'avoir aimé et sauvé son pays.

En ce vingtième siècle, les esprits éclairés ne paraissent pas disposés à retoucher ce sombre portrait et à réformer ce jugement. Plus ils les considèrent, plus ils leur semblent fidèles.

Pierre Cauchon est bien le type de ces prélats politiques du moyen-âge qui n'avaient jamais assez de titres, de bénéfices et d'argent; de ces prélats qui ne pouvaient prendre leur parti de la parole du Sauveur : « Mon royaume n'est pas de ce monde »; de ces prélats qui passaient la moitié de leur temps à solliciter des princes et du Pape de nouveaux honneurs ou de nouveaux bénéfices, et l'autre moitié à plaider en cour d'Eglise pour duper ou dépouiller un rival.

A cinquante ans, Pierre Cauchon était :

- « Chanoine de Reims, de Chartres, de Beauvais,
- « Archidiacre de Chartres et de Châlons,
- « Référendaire du Pape,

- « Bénéficiaire de Saint-Clair, au diocèse de Bayeux,
- « Chapelain, à Dijon, de la chapelle des ducs de Bourgogne,
- « Vidame de l'église de Reims,
- « Conservateur des privilèges de l'Université de Paris,
- « Maître des requêtes.

Or, à cet âge, comblé comme il l'était, il plaidait encore pour obtenir la prévôté de Lille, vacante par la mort de Jean de Montreuil, et, en 1419, il parvenait à l'obtenir.

Et parce que cette accumulation de titres et de revenus violait quelque peu les règlements ecclésiastiques, l'Université de Paris, toute dévouée au Conservateur de ses privilèges, adressait au Pape une supplique, à l'effet d'autoriser le futur évêque de Beauvais à réunir les bénéfices réputés incompatibles, à titre de récompense pour les travaux entrepris et les « souffrances endurées », dans l'intérêt et au service de l'Eglise¹.

Quelles souffrances le juge de la Pucelle avait-il endurées « au service de l'Eglise », il serait malaisé de le dire pour la partie de sa carrière qui précéda le procès de Rouen. Aux nombreux bénéfices qu'il possédait déjà, il joignit en 1422 le siège épiscopal de Beauvais qui faisait de lui un des pairs ecclésiastiques du

1. *Mémoire de la Société de l'histoire de Paris*, t. XXIV, p. 16.

royaume : le sacrifice, si sacrifice il y eut, ne dut pas beaucoup lui coûter.

Mais après la mort de Jeanne, l'évêque de Beauvais souffrit vraiment dans son ambition déçue et son orgueil humilié. On ne lui paya pas le prix qu'il attendait de la besogne infâme à laquelle il s'était prêté : il ne fut pas nommé archevêque de Rouen, et il lui fallut se résigner à vivre et à mourir simple évêque de Lisieux.

Si l'Allemand Nietzsche eût été le contemporain de Pierre Cauchon, il eût trouvé en lui la parfaite image du « surhomme » qu'il rêvait.

Il eût volontiers reconnu dans le juge de la Pucelle ce personnage qu'il voulait sans scrupules et sans préjugés. Les honnêtes gens manquent généralement d'audace : Pierre Cauchon, sous ce rapport, ne se piqua pas de ressembler aux honnêtes gens.

Le criterium du « surhomme, » d'après le penseur allemand, c'est d'être dur, impitoyable pour tous, pour les faibles principalement ; c'est de demeurer inaccessible à tout sentiment de compassion et d'humanité ; c'est de dominer les autres et de rester fort quand même par l'intelligence et la volonté.

On peut, à chaque page du procès de Rouen, invoquer ce criterium : l'on n'aura que l'embarras du choix pour trouver des faits qui s'y appliquent à merveille. Vis-à-vis de la Pucelle comme vis-à-vis des assesseurs du procès, l'évêque de Beauvais reste uniformément,

dur, violent, astucieux, impitoyable : son intelligence toujours ouverte prévoit tout, sa volonté de fer assouplit ou brise tout. Les intellectuels de nos jours peuvent, sans crainte d'erreur, saluer en Pierre Cauchon le « surhomme du quinzième siècle ».

II.

CONCLUSIONS DE L'ÉCOLE FRANCO-ANGLAISE SUR L'ÉVÊQUE
DE BEAUVAIS.

Ce qu'il nous importe de préciser ce n'est pas tant l'idée qu'il sied de concevoir de l'évêque de Beauvais à un point de vue général, que les points de vue spéciaux sous lesquels J. Quicherat et l'Ecole franco-anglaise l'ont considéré.

Il n'est ici question, cela va de soi, que du rôle rempli par le prélat dans le procès de la Pucelle. Nous ne nous occuperons pas des services d'autre sorte qu'il a pu rendre au roi d'Angleterre et au duc de Bourgogne. Nous ne verrons en lui que le maître ouvrier du procès de Jeanne d'Arc, que le juge responsable de sa condamnation et de sa mort.

Écoutons donc le chef de l'Ecole franco-anglaise sur le sujet de Pierre Cauchon.

Qu'est-ce qui décida le Grand Conseil d'Angleterre à choisir ce prélat pour faire le procès de Jeanne d'Arc?

« Les politiques anglais », dit l'auteur des *Aperçus*

nouveaux, voulaient la mort de leur ennemie. « Ils n'eurent garde d'imaginer mieux que le procès d'Eglise » pour obtenir cette mort « sans y coopérer en apparence ».

Pour cela, il leur fallait « un homme à eux » qui consentît à diriger la cause.

Cet homme, ils le trouvèrent dans Pierre Cauchon, « prélat réfugié auprès des Anglais et totalement à leur dévotion : homme politique, d'ailleurs, très considérable, et grand praticien en matière de droit¹ ».

L'évêque de Beauvais se chargea du procès de Jeanne et le conduisit comme le voulaient les Anglais. Ceux-ci entendaient que leur prisonnière « mourût par arrêt de justice et qu'elle fût brûlée ».

Pierre Cauchon rendit cet arrêt de justice et la fit brûler.

« Dans cette affaire de Jeanne, remarque J. Quicherat, l'évêque de Beauvais ne se révéla que comme un homme passionné, artificieux, corrompu². »

Y a-t-il lieu de voir dans ces paroles de J. Quicherat un jugement définitif sur l'évêque de Beauvais ? On le croirait tout d'abord, et l'on se tromperait. C'est un jugement d'introduction que l'auteur semblera vouloir motiver, mais il le fera suivre d'un second jugement qui montrera Cauchon sous un jour différent. On donnera à entendre qu'il ne faut pas prendre au sérieux

1. *Aperçus nouveaux...*, pp. 97-99.

2. *Ibid.*..., p. 99.

les graves accusations portées contre le personnage : on se fera fort de les réfuter, on essaiera de le faire, et l'on suggérera au lecteur bienveillant que c'est chose faite.

J. Quicherat motive son jugement d'introduction en deux chapitres de ses *Aperçus*, le onzième et le douzième¹.

Dans le chapitre douzième, il résume en quelques lignes le plan que conçut et exécuta l'évêque de Beauvais pour en arriver à faire de la Pucelle une relapse et à la livrer au bourreau.

Dans le chapitre onzième, il montre Pierre Cauchon amenant Thomas de Courcelles « à faire de ces choses qui devaient, aux yeux du plus grand nombre, le couvrir entièrement lui, Cauchon, ou dans l'esprit des clairvoyants faire passer Courcelles pour son complice, en lui faisant rédiger l'acte authentique du procès² ».

Un évêque qui conçoit et exécute le plan ci-dessus, un juge prévaricateur qui met au premier rang de ses dupes et de ses complices, un prêtre, un docteur émérite, « jeune homme de bonne réputation et de grande espérance », n'est pas de l'étoffe avec laquelle se font les honnêtes gens.

1. On peut joindre à ces deux chapitres la note citée plus haut, page 183, qu'on trouve à l'article *Jeanne d'Arc* de la *Biographie universelle* de Michaud ; note dans laquelle J. Quicherat dénonce comme une iniquité et une perfidie le dessein que conçut l'évêque de Beauvais d'imposer par surprise à la Pucelle une abjuration.

2. *Aperçus...*, pp. 106, 109, 111.

Cela n'empêche pas l'auteur des *Aperçus nouveaux* de paraître persuadé de l'honnêteté de Pierre Cauchon. L'inconvénient ne serait pas grand, si la mémoire de Jeanne ne devait pas en faire les frais. C'est vraisemblablement cette persuasion qui le conduit, après un jugement d'introduction si peu flatteur, à formuler une appréciation quasi-rectificative et en somme favorable. Le procès de Rouen lui en fournira le prétexte.

J. Quicherat commence par insinuer que ce procès n'est pas autant irrégulier qu'on le croit : il l'estime, lui, nous l'avons assez dit, de forme à peu près irréprochable. Il estime même inattaquables les parties du procès plus particulièrement suspectes. Après cela, passant aux actes reprochés à Pierre Cauchon, aux violations du droit relevées à son compte, il en entreprend résolument la justification. Le tout se ramène à une défense à peu près complète, et même à un éloge du juge de la Pucelle. Quoique l'évêque de Beauvais « ne se soit révélé que comme un homme passionné, artificieux, corrompu », il n'en a pas moins été, dans le procès de Rouen, un juge suffisamment respectueux des règles canoniques.

Ce qui légitime cette appréciation aux yeux de J. Quicherat, c'est, redisons-le, la régularité du procès même. « Toutes les précautions, estime-t-il, furent prises, pour en rendre la forme irréprochable; et il loue fort le religieux obscur — de mince autorité, il est vrai — d'après lequel, dans la conduite de la

cause, « les juges observèrent suffisamment les règles du droit ».

L'opinion que l'auteur des *Aperçus nouveaux* a exprimée, au sujet de la valeur documentaire et juridique du procès, conduit par une pente sensible à ce résultat et à d'autres encore plus suprenants ¹.

Les prélats et docteurs de la revision, dans leurs mémoires, les juges délégués du Saint-Siège, dans leur sentence, ont beau conclure à la nullité du procès de Rouen dans le fond et dans la forme, leur savoir, leur compétence, leur impartialité, leur autorité sont réduites à néant par le mot tombé des lèvres d'un obscur bachelier en théologie. L'évêque de Beauvais peut dormir en paix son dernier sommeil : les délégués du Saint-Siège croyaient réhabiliter la Pucelle ; c'est son juge qu'ils ont plutôt réhabilité.

Conséquent avec ce principe, notre jeune critique estime très naturelle l'attitude de Pierre Cauchon dans les divers incidents du procès, et il répudie toute interprétation des textes qui justifierait la Pucelle. Au cimetière de Saint-Ouen, dans la prison, quand elle reprend l'habit d'homme, quand elle continue à parler de ses révélations, c'est toujours Jeanne qui a tort, toujours l'évêque de Beauvais qui a raison.

P. Cauchon affirme que l'accusée a vraiment abjuré en cause de foi.

1. *Aperçus...*, p. 101. — *Procès*, t. II, p. 352.

Donc, c'est vrai ; donc elle a abjuré ; donc le formulaire du procès est authentique.

Donc l'évêque-juge n'a commis aucun faux ; donc c'est le plus consciencieux des magistrats.

P. Cauchon affirme que l'accusée avait juré de ne plus reprendre l'habit d'homme et de ne plus soutenir la vérité de ses révélations.

Donc, malgré les dénégations de Jeanne, c'est vrai ; donc elle a été vraiment relapse.

Une fois relapse, Pierre Cauchon ne pouvait plus la sauver : le droit inquisitorial lui forçait la main, comme on la lui avait forcée pour la rédaction des Douze articles. Un juge d'Eglise n'avait qu'à prononcer une sentence définitive de condamnation et qu'à livrer la relapse au bras séculier. C'est, en quelque sorte, contre la volonté de l'évêque de Beauvais que l'ennemie des Anglais a été sentenciée et exécutée. Ce prélat ne fut après tout que l'instrument obligé, mais nullement injuste, d'une législation inexorable.

Au regard de l'impartiale histoire, il n'y a pas qu'une victime du procès de Rouen, il y en a deux.

Jeanne d'Arc n'avait certes pas mérité la mort cruelle qu'elle a subie.

Son juge n'avait pas mérité davantage d'être contraint par les lois de l'époque de l'y condamner.

Ainsi, jusqu'au bout, le chef de la nouvelle Ecole maintient l'évêque de Beauvais dans le cadre d'intégrité, d'austérité, de légalité où se placent les magis-

trats soucieux avant tout de faire œuvre de justice et de conscience. Tout à l'heure, on nous insinuera qu'il eût été le plus paternel, le plus miséricordieux, le plus tendre des juges, si le droit, la coutume et des circonstances impérieuses ne l'eussent obligé de prendre une tout autre attitude. En sorte que, sous un rapport, Pierre Cauchon est encore plus victime que Jeanne elle-même¹.

Depuis le jugement de 1456, Jeanne d'Arc a compté dans le monde civilisé de nombreux admirateurs. Depuis ce même jugement, l'évêque de Beauvais n'a cessé d'être l'objet de la réprobation universelle. N'y a-t-il pas là une injustice à réparer, une grande mémoire à réhabiliter? J. Quicherat ne se le demande pas en termes exprès, mais c'est l'impression que laissent la lecture des *Aperçus nouveaux* et son empressement à justifier ceux des actes de Pierre Cauchon réputés les moins excusables.

Entre temps, comme pour se faire la main, le défenseur de l'évêque de Beauvais jettera un voile sur les

1. Emprisons-nous de reconnaître que tous les historiens de l'Ecole de J. Quicherat sont loin de partager l'opinion qu'il conçoit de Pierre Cauchon. M. Petit-Dutaillis, dans l'Histoire de France de M. E. Lavisse, dira plus justement de lui : « Cet évêque, homme prêt pour toutes les besognes, Bourguignon fanatique, vieux praticien, depuis longtemps exercé aux roueries de la chicane, sut conduire les débats de manière à donner l'illusion qu'il respectait les règles du droit. En réalité, il ne chercha qu'à étouffer la vérité. » (*Hist. de France*, t. IV, pp. 63, 64.)

violences que le prélat avait exercées contre les assesseurs qui résistaient à ses volontés ou ne se prêtaient pas à ses caprices; il déclarera imaginaire la terreur que les Anglais faisaient planer autour du procès. (*Aperçus nouveaux*, pp. 200, 207.)

A propos du procès de réhabilitation, le même J. Quicherat, oubliant les injures proférées le 24 mai en séance publique par le prédicateur Erard contre Charles VII, et les termes dans lesquels parlent de ce prince les articles du Réquisitoire, écrira que le procès fut « un chef-d'œuvre de réserve à l'égard du roi de France ». (*Ibid.*, p. 150.)

Enfin, après sa mort, il le présente comme une victime, comme un homme sacrifié, personne n'ayant osé prendre sa défense au tribunal des délégués du Saint-Siège : ce qui doit s'expliquer, observe-t-il, moins par « la notoriété de son infamie » que par « la lâcheté de ses complices ». (*Ibid.*, p. 153.)

Nous ne reprendrons pas, pour l'opposer à cette apologie continue, l'image tourmentée, souverainement pénible à voir, que le chef de la nouvelle Ecole trace de la Pucelle. Nous ne lui demanderons pas pourquoi, avec une sorte de prédilection, il invoque à chaque instant le document le plus suspect de tout le procès — il en convient lui-même — et le plus atroce, l'Information posthume, pour défendre Pierre Cauchon, tandis que de ce même document pressé, tordu à l'excès, il exprime les accusations les plus calom-

nieuses, les plus déshonorantes contre la sublime martyre. Mais nous ne pouvons nous défendre d'une émotion douloureuse, quand nous sommes forcé de constater que, en face de l'acharnement avec lequel Pierre Cauchon traque, circonvient, accable la malheureuse prisonnière, on ne voit jamais l'auteur des *Aperçus nouveaux* se départir de son calme, s'indigner et prendre ouvertement la défense de la faiblesse contre la force brutale, de l'accusée contre les accusateurs, de la victime contre les bourreaux.

III.

J. QUICHERAT, CANONISTE ET THÉOLOGIEN. — JUSTIFICATION DES ACTES LES MOINS EXCUSABLES.

Jusques à présent, dans ce plaidoyer en faveur de l'évêque de Beauvais, J. Quicherat n'a fait œuvre que d'historien et de critique : il lui reste à faire œuvre de canoniste et de théologien. On ne lui reprochera pas de ne pas s'y être essayé, par exemple, à propos de la régularité du procès et de celle de l'abjuration. Mais il n'y a pas donné sa mesure, et il s'est tenu en réserve pour le moment où il faudrait laver la mémoire de Pierre Cauchon des accusations réputées les plus graves.

Le tome II du procès reproduit, pages 64-66, l'article de Paul Pontanus dans lequel le canoniste romain

relève dix-neuf irrégularités desquelles ressortait la nullité du procès de Rouen.

Un canoniste du même temps, le sous-doyen de Saint-Martin de Tours, Pierre l'Hermite, ajoutait que, parmi ces irrégularités, il y en avait douze qui constitueraient chacune un cas légitime de cassation.

L'occasion était excellente pour le défenseur de la régularité du procès : il n'avait qu'à soumettre à une discussion approfondie ces divers doutes et à les réduire à leur juste valeur. J. Quicherat n'a cru devoir le faire que pour cinq d'entre eux. Comme ils impliquent les irrégularités les plus compromettantes, il importe de constater la valeur de ses justifications.

Les actes auxquels elles s'appliquent, et qui intéressent spécialement l'historien¹, sont :

- 1° La rédaction dolosive des Douze articles ;
- 2° Le refus de mettre la Pucelle en prison d'Eglise ;

1. J. Quicherat (*Aperçus nouveaux*, pp. 116, 124) parle longuement des informations préalables auxquelles les juges devaient procéder avant tout procès de foi. Ses raisonnements peu clairs ne modifient en rien les faits, à savoir qu'il n'y a pas de trace du texte de ces informations au procès. Ce que l'auteur avance, à propos du Réquisitoire en soixante-dix articles dont la matière aurait été puisée dans ces Informations tenues secrètes, n'est pas dénué de vraisemblance. Mais cette hypothèse ne peut que confirmer la suspicion dont sont frappés, historiquement parlant, le procès lui-même, et tout particulièrement le Réquisitoire et les Douze articles.

Les textes des *Aperçus nouveaux* que nous rappelons visent les doutes xv, ix, x, xvii du canoniste Paul Pontanus.

3° Le refus de lui donner un avocat dès le commencement du procès ;

4° Les traitements barbares qu'on lui fit subir ;

5° Le rôle infâme joué par le chanoine Loiseleur, avec l'approbation de l'évêque de Beauvais.

1°

Des Douze articles.

Le premier point sur lequel l'auteur des *Aperçus nouveaux* entreprend de justifier, ou du moins d'excuser l'évêque de Beauvais et les docteurs de Paris, est la rédaction des Douze articles. « Extrait corrompu, dolosif, calomnieux des aveux de la Pucelle », cette pièce fut celle qui servit de fondement aux délibérations de l'Université de Paris et des assesseurs du procès. Les juges de la réhabilitation frappèrent ces articles d'une flétrissure spéciale et prononcèrent qu'ils seraient « lacérés judiciairement¹ ».

J. Quicherat ne met pas Pierre Cauchon en cause à propos de cette pièce : il ne parle que des docteurs de Paris ; mais, au tribunal de l'histoire, la responsabilité de l'évêque de Beauvais n'en demeure pas moins toute entière.

L'excuse invoquée en faveur des docteurs, c'est qu'ils ont pu, en 1431, ne pas s'apercevoir des contradictions

1. Voir notre *Histoire complète de Jeanne d'Arc*, t. III, chap. xxxvii, pp. 280-292.

existant entre le texte qu'ils arrêtaient et les paroles de Jeanne. « Ils n'avaient pas le calme d'esprit si nécessaire pour entreprendre un travail si délicat. »

Ce n'est pas notre auteur qui les soupçonnera d'une « intention criminelle » : il aimera mieux s'en prendre à la procédure inquisitoriale qui, soumettant « des hommes prévenus comme eux à une telle épreuve, les plaçait dans l'impossibilité de ne pas faillir¹ ».

Il ont failli, soit. Mais, au jugement de notre critique, il n'y a pas de leur faute : il n'y a pas davantage de la faute de l'évêque de Beauvais, qui leur demandait simplement un texte d'accusation auquel la Pucelle ne pût échapper.

Tous innocents dans cette affaire des Douze articles, tous victimes, Pierre Cauchon et les docteurs de Paris. A l'heure psychologique, la loi ecclésiastique les a placés, comme la débauche, la cupidité, les vices y placent tous les scélérats, « dans l'impossibilité de ne point faillir² ».

1. *Aperçus...*, p. 129.

2. *Ibid.*, p. 129.

A rapprocher, de la « superficialité » avec laquelle J. Quicherat traite les plus graves questions du procès de Rouen, la manière consciencieuse et profonde du chef de l'Ecole française, L'Averdy.

Dans sa Notice sur le procès de condamnation (*Notices et Extraits...*, pp. 58-98), L'Averdy veut se rendre un compte exact de « ce que contenaient les Douze articles, des qualifications que l'Université de Paris leur a données, et du plus ou moins de fidélité avec laquelle ils les avaient rédigés ».

Pour mettre les lecteurs à même d'y voir clair, lui aussi

2°

Du refus de mettre Jeanne en prison d'Eglise¹.

En tout procès de foi, la loi obligeait les juges à mettre les accusés en prison ecclésiastique. L'application de cette loi s'imposait tout particulièrement quand l'accusé était une femme, à plus forte raison une jeune fille. Cauchon refusa opiniâtement de s'y soumettre,

dresse « une espèce de tableau à quatre colonnes dont la première contient les articles en latin, la deuxième en français, la troisième les qualifications de l'Université, et la quatrième les observations dont le tout est susceptible ».

Ce tableau a exigé 40 pages petit in-4°.

C'est avec cette conscience que ce savant français a traité l'analyse des deux procès : analyse qui compte en vérité, comme le proclamait Walkenaer, beaucoup de pages de bonne et définitive histoire.

1. Les lettres patentes du roi d'Angleterre qui (*Procès*, t. I, p. 19) ordonnent que la Pucelle soit remise à l'évêque de Beauvais contiennent la réserve expresse de reprendre la prisonnière, « si elle n'était pas atteinte ou convaincue des crimes dont on l'accusait ».

L'Averdy observe que « cette réserve est probablement la cause pour laquelle l'accusée n'a pas été mise dans les prisons ecclésiastiques; le roi d'Angleterre n'ayant fait que la prêter aux juges pour décider si elle devait souffrir la peine de mort ».

(*Notices et Extraits...*, p. 14.)

Cette observation peut expliquer, mais non justifier le fait. L'évêque de Beauvais ne sera pas moins coupable d'avoir violé la loi de l'Eglise : seulement, il aura eu pour complice le roi d'Angleterre; voilà pourquoi J. Quicherat s'est mis en frais d'une excuse de sa façon qui, malheureusement, n'a pas pour fondement le texte des lettres patentes.

quelque criante que fût l'injustice de son refus. Quicherat n'est pas embarrassé de l'excuser. Il le fait par l'argument suivant :

« La loi n'avait pas prévu le cas où l'hérétique serait en même temps un grand capitaine prisonnier de guerre, une personne d'un ascendant tel que son aspect faisait fuir les armées. » (*Aperçus nouveaux...*, p. 112.)

Le critique français parlait-il sérieusement quand il disait que les Anglais voyaient en la Pucelle « un grand capitaine prisonnier de guerre » ? Avait-il donc oublié le langage tenu dans ses lettres par le roi d'Angleterre ? Pour ce prince, pour les seigneurs anglais, pour les juges du procès, Jeanne était, non un grand capitaine, prisonnier de guerre, mais « une femme réputée suspecte de superstition, faulses dogmatisations et autres crimes de lèse-majesté divine, notée et diffamée ». (*Procès*, t. I, p. 18.)

Donc, le cas dont parle Quicherat ne pouvait pas s'appliquer à Jeanne.

La loi « n'avait pas prévu... ». Était-ce une raison pour la violer ? Où sont les lois qui prévoient tous les cas possibles ?

La loi avait prévu pourtant le cas où l'accusé serait une femme. Jeanne était une femme. Pourquoi Cauchon ne lui a-t-il pas appliqué une loi que la morale et le droit s'accordaient à proclamer nécessaire ?

Qui estimera décisif le plaidoyer de Quicherat ?

Mais le fût-il quant à l'emprisonnement de la Pucelle au château de Rouen dès son arrivée, comment justifier Cauchon de la violation de la promesse formelle faite à Jeanne (sur la place Saint-Ouen) de la mettre en prison d'Eglise, si elle acceptait la cédule qu'on lui présentait? C'est la violation de cette promesse qui permit à l'évêque de provoquer la reprise par la prisonnière de l'habit d'homme et de la livrer au bûcher. Justifier Cauchon de cette violation et de « l'assassinat judiciaire » qui en résulta, pourquoi Quicherat ne l'a-t-il pas essayé?

3°

Du refus de tout conseil à Jeanne.

Autre irrégularité non moins criante. D'après le droit les juges eussent dû donner à l'accusée, tout au commencement du procès, un avocat-conseil et un curateur. L'évêque de Beauvais ne lui accorda ni l'un ni l'autre.

J. Quicherat convient que « ce fait lui paraît être d'une monstrueuse iniquité ».

Pourtant, ajoute-t-il, il « avait sa justification dans la manière de procéder contre les hérétiques ».

Et en preuve de cette justification, il rappelle que, d'après le *Directorium* d'Eymeric, « si l'hérétique avouait, il était superflu de lui accorder un avocat ».

Mais est-ce bien le cas de la Pucelle? où J. Quicherat a-t-il découvert qu'elle ait jamais avoué?

D'ailleurs, il s'agit ici non du cours ou de la fin du procès, mais du commencement et des premiers interrogatoires. C'est alors que l'accusée réclamait, selon le droit que les canons lui reconnaissaient, un avocat et un défenseur, et c'est alors que l'évêque de Beauvais refusa opiniâtrement de le lui donner. En cela, l'évêque-juge violait ouvertement les lois de l'Eglise et les règles du droit naturel.

La décrétale de Clément V, que J. Quicherat invoque à tort en faveur de sa thèse, maintient le droit de l'accusé à un défenseur.

Le *Directorium Inquisitorum* dit expressément que « ce droit de défense est de droit naturel. Pour aucun motif, on ne peut et on ne doit le dénier à personne. L'avocat ne devient inutile que lorsque les accusés ont avoué leurs crimes¹ ».

Encore une fois, Jeanne n'a jamais avoué les crimes dont on l'accusait. Et pour le commencement du procès, supposer qu'elle l'ait fait, confine à l'absurde.

Mais supposons que Cauchon ait eu pour lui la légalité, n'était-ce pas le cas de passer outre ? L'humanité, la charité, l'équité, la justice la plus élémentaire, enfin, ne faisaient-elles pas un devoir au juge de Jeanne de lui offrir un défenseur, et au besoin de le lui imposer ? Sur ce point, les arguties de tous les avocats du monde ne justifieront pas l'évêque de Beauvais.

1. *Directorium...*, p. 446 et suiv. Voir la note aux Pièces justificatives.

4°

*De la cage de fer et des rigueurs de la captivité
de la Pucelle.***Autre irrégularité...**

Autre essai malheureux de justification de l'évêque de Beauvais.

On sait que, à son arrivée à Rouen, la Pucelle fut mise, comme une bête fauve, dans une cage de fer. L'évêque de Beauvais n'aurait eu qu'à dire un mot pour que ce traitement barbare lui fût épargné. Qu'il eût réclamé pour elle la prison d'Eglise, qu'il eût menacé le Grand Conseil d'Angleterre de ne pas ouvrir le procès, si on ne faisait pas sur-le-champ droit à ses réclamations, et Jeanne eût été traitée de façon moins inhumaine.

Quelque désir qu'il ait de justifier son client mitré, Quicherat estime la tâche onéreuse, et il garde d'abord sur ce point un silence prudent. Il renvoie la responsabilité de ces mesures au gouvernement anglais. Mais l'instant d'après, entraîné par l'ardeur de la défense, il appelle les erreurs historiques à son secours, et il remarque trop légèrement « que la prison de Jeanne s'adoucit du moment que le procès commença ; au lieu d'être dans une cage de fer, elle n'eut plus que les fers aux pieds ». (*Op. cit.*, p. 113.)

Elle n'eut plus que les fers aux pieds ! C'est une

erreur. L'avocat de Cauchon a oublié ce qu'attestent les documents. Jeanne n'eut pas seulement les fers aux pieds, mais elle y eut aussi une grosse pièce de bois qui y demeurait fixée.

« De nuit, dit un témoin oculaire, elle était couchée, ferrée par les jambes de deux paires de fers à chaîne, et attachée moult étroitement d'une chaîne traversant par les pieds de son lit, tenant à une grosse pièce de bois de longueur de cinq à six pieds et fermant à clef ; par quoy ne pouvait mouvoir de place. » (*Procès*, t. II, p. 18. Déposit. de Jean Massieu.)

Est-ce là n'avoir « que les fers aux pieds » ?

Quicherat, prêtant des sentiments d'humanité à l'évêque de Beauvais, ajoute « qu'il n'eût *peut-être* pas mieux demandé que de pouvoir épargner à la jeune fille cette rigueur ». Ce qui est hors de doute, c'est qu'il n'en fit rien et qu'il ne la lui épargna pas. Ce qui n'est pas moins avéré, c'est que, après le drame de Saint-Ouen, au lieu de placer Jeanne sous la sauvegarde d'une femme, ainsi qu'il s'y était engagé, il l'exposa sans défense aux outrages et à la brutalité des Anglais ses gardiens.

5°

*Du rôle infâme joué auprès de Jeanne
par Nicolas Loiseleur.*

Ce rôle consistait à s'introduire auprès de la prisonnière sous un déguisement, afin de surprendre sa

bonne foi et de l'égarer par de perfides conseils. Loiseleur ne pouvait en user ainsi qu'avec le consentement de l'évêque de Beauvais, s'il ne le faisait point par son ordre. A celui-ci remontait par conséquent la responsabilité de cette trahison infâme. Quicherat s'empresse de l'atténuer en disant que, « dans la forme, cette *supercherie* (ce terme lui plaît) eut encore son excuse ». (*Op. cit.*, p. 131.) Et il invoque une pratique de ce genre usitée dans les procès de l'Inquisition.

Non, cette *supercherie*, ou plutôt cette trahison ignoble n'est pas de celles qu'une pratique quelconque, fût-elle inquisitoriale, et qu'un critique de renom, s'appelât-il Jules Quicherat, puissent excuser. La pratique inquisitoriale expliquera la possibilité du fait; elle ne le justifiera pas. Quicherat, en invoquant cette pratique, n'excusera pas le procédé infâme de l'évêque de Beauvais et de son instrument, Nicolas Loiseleur, et il ne les justifiera pas davantage.

Les actes dont nous venons de parler sont de ceux que la conscience humaine ne consentira jamais à absoudre. Mais si elle devait accorder à l'un d'eux le bénéfice des circonstances atténuantes, ce ne sera jamais au refus de donner un avocat à l'accusée, et à celui de la mettre en prison ecclésiastique. Par ce double refus l'évêque de Beauvais s'assurait le moyen de réduire à néant les défenses légitimes de sa victime, et de provoquer au moment voulu le cas apparent de relaps qui devait la livrer au bûcher.

Sans avocat et sans conseil, comment la Pucelle aurait-elle pu revêtir des formes requises par la procédure ses récusations fondées de l'évêque de Beauvais comme juge et ses appels réitérés au Saint-Siège? Pierre Cauchon, sous le prétexte que ces appels et ces récusations ne se faisaient pas dans les formes d'usage, pouvait affecter de les ignorer et n'en tenir aucun compte.

Dans la prison d'Eglise où l'évêque-juge refusa de faire conduire Jeanne après la scène de Saint-Ouen, l'abjurante aurait été protégée contre la brutalité de ses geôliers. Dans la prison du château où elle fut réintégrée, ces misérables purent préparer à loisir le guet-apens d'où sortirent le relaps apparent et la sentence du Vieux-Marché.

CHAPITRE XIX.

DE LA MÉTHODE CRITIQUE DE J. QUICHERAT.

Nous touchons au terme que nous avons fixé à cette Etude. Le lecteur peut juger maintenant des divergences profondes qui existent entre les idées de la vieille Ecole française et celles de l'Ecole nouvelle sur Jeanne d'Arc et le caractère de sa mission, sur son procès et les graves incidents qui l'ont marqué, sur les juges et leur victime. Il ne sera pas moins aisé de démêler la pensée dont le chef de l'Ecole franco-anglaise, J. Quicherat, s'est inspiré, et d'entrevoir le but qu'il s'est proposé.

Sous une forme modeste, dans un travail dont le titre ne laisse pas soupçonner les vues quelque peu ambitieuses, le nouveau critique a tout simplement entrepris une revision totale de l'histoire de la Pucelle, et plus spécialement des deux procès de condamnation et de réhabilitation. Le but qu'on entrevoit, c'est de discréditer les idées qui avaient prévalu durant quatre siècles sur le degré de confiance que méritaient les documents originaux, et sur les personnages qui ont rempli les premiers rôles dans la tragédie du procès de Rouen.

N'est-on pas obligé de convenir que les *Aperçus*

nouveaux visaient ce discrédit, lorsqu'on y voit les documents anglais prônés, et les documents français disqualifiés ?

On réhabilite, on exalte le procès de condamnation ;
On traite en « suspect » le procès de réhabilitation.

Pierre Cauchon, quoique « passionné, artificieux, corrompu » dans le procès de Jeanne, n'en demeure pas moins un juge respectueux du droit, un historien digne de confiance.

Les délégués du Saint-Siège qu'on proclame « la probité même » n'ont pas été moins faibles que probes : les dépositions des témoins entendus ont, la plupart, subi des retranchements, et le jugement qui en est résulté n'a pu revêtir le caractère d'impartialité requis.

Il n'y a pas qu'une Jeanne d'Arc, il y en a deux : l'une cœur vaillant, l'autre esprit faible, qui finit dans l'apostasie de son patriotisme et dans le relaps.

Si l'on se trouvait en face d'historiens aux gages de l'Angleterre, ou plus anglais que français comme un Du Haillan, on s'expliquerait une théorie semblable et de pareils résultats. Mais que cette théorie soit proposée, que ces résultats soient accusés en plein dix-neuvième siècle par un critique français s'adressant à des historiens français, il y a là de quoi déconcerter les esprits les moins prévenus.

Qu'est-ce qui a pu amener un Jules Quicherat à juger de la sorte ? Aurait-il fait son siège d'avance ? L'effrayante habileté que le juge de la Pucelle a dé-

ployée dans tout le procès l'aurait-elle séduit? A la rigueur, cette séduction exercée par la figure hautaine de Cauchon pourrait bien être pour quelque chose dans l'intérêt qu'on lui témoigne. Mais la raison dernière doit en être cherchée ailleurs; dans la méthode même dont on croyait pouvoir user.

Car nous ne ferons pas aux historiens de l'Ecole franco-anglaise, hommes de talent et de conscience, l'injure de leur attribuer des vues sectaires ou des sentiments antifrçais. Celui que nous considérons comme leur chef s'en est tenu aux règles d'une saine critique tant qu'il n'a été question que de la mission guerrière de l'héroïne. Mais quant a surgi le procès embrouillé de Rouen, voulant donner du nouveau, il a dédaigné les procédés classiques de discussion, et il a préféré ceux d'une critique subjective, plus commode à coup sûr, mais qui, pour être plus commode, devenait inévitablement suspecte. C'est là, non ailleurs, qu'il faut chercher la cause et l'explication des surprises pénibles que nous avons trop souvent éprouvées.

I.

DE LA MÉTHODE CRITIQUE DE J. QUICHERAT DANS SES *Aperçus nouveaux*. — SON OPPOSITION EN CERTAINS POINTS AVEC LES LOIS FONDAMENTALES DE TOUTE CRITIQUE HISTORIQUE.

Nous ne reviendrons pas sur les différences profondes qui séparent en bien des points la méthode

inaugurée par l'auteur des *Aperçus nouveaux* et la méthode classique renouvelée par l'auteur de la *Cité antique*, Fustel de Coulanges¹ : les observations qui vont suivre n'en seront que le développement et l'application.

L'auteur de la *Cité antique* ne trouverait rien à redire à la méthode de l'auteur des *Aperçus nouveaux*, tant qu'il ne traite que des faits de la vie de la Pucelle antérieurs au procès de Rouen. Mais il en jugerait autrement lorsque l'auteur des *Aperçus nouveaux* inaugure, à propos du procès, une méthode qui le mène à méconnaître et à violer les lois fondamentales de toute critique historique. Avec la meilleure volonté du monde, on ne saurait approuver une mesure aussi radicale, sauf à dire en toute franchise pourquoi.

Un premier pourquoi de cette désapprobation, c'est le subjectivisme, l'arbitraire du principe que l'auteur assigne à sa méthode, principe qu'il formule en ces termes :

« Notre opinion est que — en matière historique — on a le droit d'affirmer et d'imposer sa conscience aux autres, sans qu'il soit besoin de pièces à l'appui². »

Se réclamer d'un principe semblable, c'est proclamer son infaillibilité propre ; c'est élever à la hauteur d'un

1. Voir notre préface et la Note 1 à la fin du volume.

2. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1^{re} série, t. III, p. 107.
Compte rendu du tome V de l'*Histoire de France*, de Michelet.

dogme de droit divin la théorie de « la preuve par l'affirmation pure ».

Et il n'y a pas lieu de faire observer que, après avoir émis le principe, J. Quicherat en a répudié les conséquences : au contraire, il les a tirées sans hésiter et appliquées jusqu'au bout.

Il en fait l'application lorsqu'il passe sous silence et se refuse à discuter les textes qui pourraient le gêner ;

Lorsqu'il affecte d'ignorer les arguments de ses adversaires, afin de n'avoir pas à les réfuter ;

Lorsque, dans les problèmes les plus graves, il se dispense de produire des preuves à l'appui de ses opinions, et qu'il y supplée en multipliant les affirmations et les dénégations gratuites ;

Lorsque, enfin, à la place des textes et des faits, il met des imaginations et des hypothèses, oubliant que « la méthode historique est le contraire de la méthode imaginative ».

Nous donnerons la preuve de ces propositions diverses, après que nous aurons fourni celle des libertés que l'auteur des *Aperçus nouveaux* prend envers les lois fondamentales de toute critique historique.

La critique historique, ses lois.

La première de ces lois a pour objet la religion du document authentique et l'autorité du témoignage digne de confiance.

Par contre, la même loi commande la défiance à l'endroit des documents « suspects », et des témoignages que la passion, le mensonge, le parti pris ont dictés.

Devant les uns, l'historien n'a qu'à s'incliner : c'est son devoir et son droit.

Devant les autres, il n'a qu'à se dérober, sauf à les dénoncer et à justifier son attitude.

Or, cette loi fondamentale, bien des fois J. Quicherat, dans ses *Aperçus nouveaux*, la méconnaît et la transgresse ouvertement.

En ce qui concerne les documents, il la méconnaît quand, de son autorité privée, sans raison sérieuse, sans preuve solide, il fait du procès de revision un document altéré par ordre ; quand il le répudie, quand il le tient habituellement à l'écart, n'y recourant que par exception.

Il la méconnaît encore lorsqu'il place, de fait, au dessus de toute discussion la valeur documentaire et juridique du procès de condamnation, empruntant aux parties les plus suspectes dudit procès les conclusions qui accablent la Pucelle, et prenant le parti de son persécuteur.

Il la méconnaît surtout lorsque, oubliant la flétrissure qu'il a lui-même imprimée au « libelle diffamatoire » qu'est l'Information posthume, il met cette pièce acéphale au rang des documents authentiques et dignes de foi.

Une deuxième loi essentielle de toute critique histo-

rique, loi fondée sur les règles de la justice même, est celle qui déclare irrecevables, à moins de preuves extrinsèques et formelles, les accusations et témoignages d'un ennemi mortel. C'est une loi respectée de tous les tribunaux qui rendent la justice : elle s'impose pour les mêmes raisons au tribunal de l'histoire.

Cette loi, J. Quicherat la méconnaît tout autant que la première, en estimant toujours recevables le témoignage et les accusations de l'évêque de Beauvais contre la Pucelle, même dans les questions les plus discutables, les plus complexes, et en les estimant le plus souvent décisifs.

Personne ne contestera que le juge de Jeanne ne fût son ennemi mortel. J. Quicherat lui-même en eût convenu, s'il eût été mis en demeure de se déclarer. Alors, pourquoi présente-t-il comme indubitables des faits de la plus haute gravité qui n'ont d'autre garantie que la parole de Pierre Cauchon ?

C'est en violation de cette deuxième loi de toute critique historique que l'auteur des *Aperçus nouveaux*, s'en rapportant uniquement au Réquisitoire du procès et aux Douze articles, accuse la Pucelle :

1° D'avoir tenté de se suicider, en se précipitant du haut du donjon de Beauvais ;

2° D'avoir manqué sa mission, puisqu'elle n'a pas exterminé tous les Anglais ;

3° D'avoir fait plusieurs fausses prophéties. (*Aperçus nouveaux*, pp. 39, 45, 51.)

Il méconnaît encore cette même loi :

Quand il soutient, avec l'évêque de Beauvais, la réalité de l'abjuration canonique de Jeanne et l'authenticité du formulaire inséré au procès ;

Quand, sur la foi de l'Information posthume, il reproduit les explications non moins inconvenantes que ridicules des apparitions de la Voyante ;

Quand, à propos de la couronne dont il est question au procès, il l'accuse d'avoir menti ;

Quand il entend qu'on ne révoque pas en doute les aveux et les reniements que le même libelle diffamatoire lui attribue.

Ce ne sont pas des témoins nombreux, impartiaux, dignes de foi, qui se portent garants de ces faits accusateurs : un seul personnage intervient, l'évêque de Beauvais, et c'est à son témoignage irrecevable que l'auteur des *Aperçus nouveaux* s'en rapporte les yeux fermés. Il ne sera pas inutile d'insister sur ce point. Nous y verrons le chef de la nouvelle Ecole appliquer les procédés de la critique que nous avons appelée « critique par l'affirmation pure ».

II.

JULES QUICHERAT ET SA MÉTHODE DE LA PREUVE
PAR « L'AFFIRMATION PURE ».

Avec le promoteur de la méthode qui remplace les faits et les raisons, en matière historique, par « l'affir-

mation pure », nous n'avons plus devant nous l'érudit exact, précis, défiant de lui-même, demandant aux documents et aux faits la preuve vérifiable des opinions qu'il avance. Ce n'est plus le temps où le jeune paléographe prépare, avec un désir très légitime de réussir, le texte des deux procès : c'est le temps où il écrit les *Aperçus nouveaux* ; le succès désiré a dépassé ses espérances ; il ne doute plus de lui-même ni de rien, et il attend de son *Etude critique* un vif rayon de gloire.

Le voilà donc à l'œuvre, visant à l'originalité du fond beaucoup plus qu'à celle de la forme, réduit pour y atteindre à mettre sur pied des opinions suggérées par l'amour de la nouveauté plutôt que par l'investigation approfondie des documents et des faits, et obligé par le choix même de ces opinions à revêtir la défroque de l'évêque de Beauvais.

Les textes résistant, les idées qu'il se proposait de discréditer ayant pour elles la logique et les documents, J. Quicherat dut renoncer à faire de la critique « à voie large et en ligne droite » : force lui fut de mettre en œuvre la critique « à voie étroite et en zig-zag », et de substituer dans ses procédés de discussion, à l'autorité des raisons et des preuves, l'autorité de l'« affirmation pure », méthode commode s'il en fût quand on est à bout d'arguments, mais méthode que le grand public, encore moins le monde des érudits ne prendront jamais au sérieux.

Cette méthode était, il est vrai, en grand honneur chez les hiérophantes et mystagogues de l'antiquité païenne. Plutarque nous apprend que, dans les cérémonies de l'initiation, « ils exposaient simplement et brièvement leur doctrine aux initiés, sans jamais donner aucune preuve de ce qu'ils avançaient, ni aucune raison pour y faire croire¹ ».

C'est peut-être l'ambition d'être le critique hiérophante du dix-neuvième siècle qui a déterminé Jules Quicherat à suivre cette voie, et à user, pour y réussir, du même procédé.

Le cas se présente à peu près toutes les fois qu'un des incidents du procès met en cause la Pucelle et l'évêque de Beauvais. D'habitude, l'auteur des *Aperçus nouveaux* se prononce en faveur de Pierre Cauchon contre sa victime. Qu'on ne lui demande pas, dans les cas douteux, de fournir ses preuves : il répondra que la parole du prélat doit faire foi par elle-même. Ce qui revient à dire que, en fait de preuves, il n'en produit aucune. L'évêque de Beauvais affirme : l'auteur des *Aperçus nouveaux* affirme également de son côté. De preuves, le lecteur n'en a jamais d'autres que ces deux affirmations gratuites.

Si l'on faisait observer que J. Quicherat se porte lui-même garant de la véracité de Pierre Cauchon, tous les historiens protesteraient et répliqueraient que le juge

1. PLUT., *De oracul. defectu*, cité par Charles Magnin dans ses *Origines du théâtre antique*, pp. 89, 90. Un vol. in-8°, Paris 1868.

de Jeanne est de ces hommes qu'aucune caution ne saurait couvrir. Jamais sa parole seule ne sera réputée suffisante pour s'imposer; si honorable que soit J. Quicherat lui-même, jamais non plus son affirmation ne créera chez l'évêque de Beauvais la « respectability » qui, comme juge, lui fait totalement défaut.

En élevant de son autorité privée l'évêque de Beauvais à la dignité d'historien et de juge incapable de tromper autrui et de se tromper lui-même, et en exigeant tacitement qu'il soit cru sur parole, J. Quicherat a donné — convenons-en — un bel exemple de cette méthode nouvelle qui, pour accréditer une opinion, remplace les raisons et les faits par « l'affirmation pure ». Il n'en a pas moins usé dans les questions où il s'est trouvé en opposition avec les idées de l'Ecole française.

III.

ENCORE DES PREUVES « PAR L'AFFIRMATION PURE », CHEZ
L'AUTEUR DES *Aperçus nouveaux*.

Prenons ces questions dans l'ordre selon lequel nous les avons examinées : il n'en est pas une seule où l'auteur des *Aperçus nouveaux* ne donne pour fondement à ses idées anglaises des affirmations dépourvues de toute preuve.

D'après lui, le procès de condamnation, au point de vue historique et juridique, est placé au-dessus de

toute suspicion. Quelle preuve apporte-t-il en faveur de l'autorité historique du document? pas d'autre que son opinion personnelle.

Et l'autorité juridique du même procès, sur quelle base l'établit-il? Sur son opinion à lui, que « toutes les précautions durent être prises pour que la forme en fût irréprochable », et sur le mot de Frère Isambard de la Pierre, qu'il n'a eu garde de justifier, tout comme le sentiment que J. Quicherat exprime à ce sujet. *Verba et voces prætereaque nihil!*

L'autorité du procès de réhabilitation est biffée d'un trait de plume. Le chef de la nouvelle Ecole accuse les juges de ce procès, lesquels étaient, d'après lui, « la probité même », d'avoir pratiqué ou laissé pratiquer dans les dépositions des témoins des retranchements intéressés. Mis en demeure de présenter un seul cas de ce genre, quoiqu'il assure qu'il y en a plus de soixante-douze, il ne produit pas ce cas unique.

Pour mettre hors de doute la réalité de l'abjuration canonique du cimetière de Saint-Ouen, J. Quicherat multiplie les affirmations; mais les preuves à l'appui ne paraissent jamais.

La Pucelle, dit-il, a vraiment abjuré en cause de foi.

Elle a vraiment prononcé le formulaire qu'on lit au procès.

Elle a renié ses révélations.

Sur l'autorité de quel témoignage le jeune critique accepte-t-il et prétend-il imposer ces trois articles? Sur

l'autorité, sur le témoignage du seul évêque de Beauvais.

Ce n'est pas tout : J. Quicherat affirme comme fait prouvé que, sur la place Saint-Ouen, avant l'abjuration, Jeanne fut instruite des points capitaux que contenait le formulaire du procès, « notamment de celui qui concernait la fausseté de ses apparitions ».

Nous allons à la référence indiquée : il n'y est pas plus question du fait allégué que de la canonisation de Pierre Cauchon lui-même.

Autre affirmation. Considéré dans ses articles essentiels, le formulaire de cinquante lignes se ramène aisément à un formulaire de six à huit lignes. Sans doute, l'auteur de la proposition a pris le soin de s'en assurer.

Nous renouvelons l'expérience ; et nous constatons que les articles essentiels du formulaire de cinquante lignes se ramènent, non à six ou huit lignes, mais à vingt-cinq.

A propos de l'Information posthume, J. Quicherat ne se contente pas de redoubler ses affirmations ; il veut de plus qu'on lui reconnaisse le pouvoir d'opérer de véritables métamorphoses. Ainsi, cette pièce n'était d'abord à ses yeux qu'un « libelle diffamatoire ». Dans les *Aperçus nouveaux*, elle devient un document authentique et véridique, le plus écrasant des documents invoqués contre l'héroïne.

Au jugement de Pierre Cauchon, qui devait en savoir quelque chose, et d'après le texte même de la

pièce, elle n'était que le procès-verbal d'une enquête à laquelle on aurait procédé huit jours après le supplice du Vieux-Marché. J. Quicherat est mieux renseigné que l'auteur : de son autorité propre, il métamorphose ladite enquête posthume en un interrogatoire qui aurait précédé le supplice de la Pucelle.

Sur quoi se fonde-t-il pour avancer des opinions aussi singulières ?

Toujours sur des idées personnelles qui, d'après sa profession de foi, « n'ont pas besoin de pièces ni de preuves à l'appui ».

C'est le sempiternel « ... *stat pro ratione voluntas* ».

On sollicite, on exige des actes de confiance à l'aveugle. En fait de garantie, l'on doit se contenter de la parole de l'évêque de Beauvais et, si elle ne suffit pas, de celle de son défenseur, l'auteur des *Aperçus nouveaux*.

C'est une ressource de grand prix pour la nouvelle critique à l'anglaise appliquée à Pierre Cauchon au détriment de Jeanne d'Arc.

IV.

LA MÉTHODE CRITIQUE DE J. QUICHERAT ET LA RÉFUTATION DES ARGUMENTS DE SES ADVERSAIRES.

Nous ne pouvons quitter ce sujet de la nouvelle méthode critique mise en œuvre par J. Quicherat, sans

noter quelques-unes des conséquences qui en sont résultées. Conséquences avantageuses en apparence pour l'auteur, parce qu'elles lui ont permis d'éluder de graves difficultés ; conséquences peu flatteuses quand même, parce qu'elles le montrent d'une part manquant à ses engagements de critique, d'autre part, hors d'état de répondre autrement que par le silence et une retraite peu digne aux arguments de ses adversaires.

On voit, en effet, l'auteur des *Aperçus nouveaux* manquer à ses engagements de critique dans les deux cas suivants :

1° Quand il soutient l'existence d'un texte de procès établissant que, au cimetière de Saint-Ouen, la Pucelle avait été instruite de l'article de l'abjuration « concernant la fausseté de ses apparitions » ;

2° Quand il prétend que la cédule de six à huit lignes contenait les points essentiels de la cédule de cinquante.

En s'exprimant de la sorte, J. Quicherat s'engageait, en premier lieu, à présenter le texte dont il affirmait l'existence ; et en second lieu, à mettre sous les yeux du lecteur ce qu'il appelait « les points essentiels » de la cédule du procès. Or, n'ayant fait ni l'un ni l'autre, le critique, chez lui, a manqué à ses engagements.

En invoquant un texte qui n'existe pas, en évitant une expérience qui se retourne contre lui — nous en avons donné la preuve — l'auteur fait plus que man-

quer à ses engagements : il commet un abus de confiance à l'égard de ses lecteurs. Ceux-ci, s'en rapportant à ses affirmations, ne songent pas à exiger les preuves et demeurent persuadés qu'elles existent. Ces preuves n'existant pas, ils sont induits frauduleusement en erreur, et on leur extorque une confiance qui n'est pas justifiée.

Quant à la manière dont l'auteur des *Aperçus nouveaux* répond aux arguments de ses adversaires en des questions de la plus haute gravité, nous pouvons produire les spécimens que voici.

Prenons, entre autres, la question du relaps de la Pucelle, par la reprise de l'habit d'homme, et celle du formulaire d'abjuration qu'on lit au procès.

Sur la première de ces questions, les documents établissent que les explications de la Pucelle rapportées par l'évêque de Beauvais dans l'interrogatoire du 28 mai sont incomplètes, que l'évêque-historien en a supprimé la partie qui dégage la responsabilité de l'accusée ; que cette partie se retrouve dans les dépositions des officiers du tribunal Guillaume Manchon et Jean Massieu, des religieux Martin Ladvenu et Isambard de la Pierre, consignées au procès de réhabilitation.

Ces dépositions capitales, J. Quicherat n'en fait point état. Il ne daigne ni les discuter, ni les réfuter. Sa réfutation se réduit à cette affirmation gratuite et dédaigneuse : la violence qu'on allègue « ne ressort

pas des paroles de Jeanne dans son dernier interrogatoire¹ ».

Ainsi, les dépositions de témoins oculaires ne comptent pas pour Quicherat : le texte manipulé par l'évêque-juge fait seul autorité à ses yeux. C'est une façon commode de répondre à ses adversaires. Est-elle également loyale et rationnelle ?

En ce qui concerne la question du formulaire qu'on lit au procès, nous avons vu plus haut que la preuve de sa fausseté se tire des dépositions que firent aux enquêtes de la revision cinq témoins qui avaient pu voir l'original même de la cédule dont lecture fut donnée à la Pucelle.

Ces dépositions, J. Quicherat ne peut dire qu'il les ignore. Pourquoi ne condescend-il pas à les reproduire, à les discuter, à montrer dans ses *Aperçus nouveaux*, « qu'elles ne portent pas l'évidence avec elles », « qu'elles ne laissent voir que contradictions et qu'obscurités », comme il l'affirme ailleurs ?

Il le dit, en effet, dans ses notes sur l'article *Jeanne d'Arc* de la *Biographie universelle* de Michaud² ; mais il ne le prouve pas plus dans ces notes, qu'il ne l'a fait dans les *Aperçus*. Et cependant, oubli singulier, illusion plus qu'étrange, sa note de la *Biographie*

1. *Biographie universelle* de Michaud, art. *Jeanne d'Arc*, p. 21, 2^e colonne, note 1.

2. *Biographie universelle* de Michaud, art. *Jeanne d'Arc*, p. 21.

renvoie, pour la preuve « des contradictions et obscurités » des dépositions en question, aux *Aperçus nouveaux* qui n'en produisent aucune.

Mais revenons à notre sujet.

Des historiens, dont l'autorité n'est pas inférieure à celle de notre critique, estiment décisives les cinq dépositions du procès de revision, et ils motivent leurs sentiments. Puisque J. Quicherat les estime, lui, « suspectes » ; puisqu'il n'y découvre que « contradictions et qu'obscurités », pourquoi — je le répète, parce que la chose en vaut la peine, — ne présente-t-il pas les raisons de cette suspicion ; pourquoi ne fait-il pas toucher du doigt ces prétendues « contradictions » et ces prétendues « obscurités » ?

C'est donc sans faire état des arguments de ses adversaires, sans les produire, sans les discuter, qu'il conclut à l'authenticité d'un formulaire que cinq témoins désintéressés et impartiaux se sont accordés à reconnaître tout à fait différent de celui que Jeanne avait eu entre les mains. Des procédés de ce genre ne sont pas seulement inadmissibles dans les discussions vraiment libres, vraiment loyales : ils constituent une violation flagrante de ce principe de haute moralité :

« Dans tout problème d'histoire, la justice la plus élémentaire requiert qu'on ne passe jamais sous silence les arguments de l'adversaire, et que toutes les pièces pour ou contre soient versées aux débats. »

V.

DE LA PART QUE FAIT A L'IMAGINATION LA MÉTHODE CRITIQUE
DE J. QUICHERAT.

« La méthode historique, dit Fustel de Coulanges, est le contraire de la méthode imaginative. L'histoire n'imagine pas, elle observe. »

Dans la solution des problèmes relatifs à la Pucelle et à son procès, J. Quicherat a beaucoup imaginé. Avec des affirmations réitérées, les prétendues preuves qu'il invoque se ramènent bien des fois à de pures imaginations. Sa critique est, en réalité, beaucoup plus imaginative que rationnelle. Citons-en quelques cas.

N'est-ce pas à l'imagination que l'auteur des notes sur l'article *Jeanne d'Arc* de Walkenaer s'en est rapporté lorsqu'il affirme, comme on vient de le voir, que les cinq dépositions alléguées en faveur de la Pucelle ne sont que « contradictions et obscurités », et que, pour en fournir la preuve au lecteur, il le renvoie aux *Aperçus nouveaux*? Ceux-ci ne disant pas un traitre mot de ces « obscurités et contradictions », nous sommes obligé de soutenir que J. Quicherat a écouté son imagination de préférence à sa mémoire, sous peine d'avoir, si l'on ne veut pas de cette explication, à l'accuser de subterfuge et de... loyauté... imaginaire.

Il n'est pas une seule des questions abordées en cette Etude qui ne nous fournisse plusieurs exemples de la prédominance de l'imagination chez l'auteur des *Aperçus nouveaux*.

N'est-ce pas faire de la critique imaginative que d'attribuer à un obscur bachelier en théologie et à une affirmation sans preuve, quelque peu évasive d'ailleurs, tombée de sa bouche, une autorité annulant l'autorité judiciaire des délégués du Saint-Siège, et l'autorité scientifique des maîtres en Droit canon les plus renommés ?

Est-ce la raison, est-ce l'imagination qui lui fait écrire cette courte introduction à la justification dont il veut faire bénéficier l'évêque de Beauvais, à propos des irrégularités canoniques devant lesquelles le personnage n'avait pas reculé ?

« Il est inadmissible, dit J. Quicherat, que le procès dont à tout prix on voulait assurer la réussite fût entaché des irrégularités flagrantes dont il serait tissu, si l'on prenait à la lettre ce que dirent la plupart des témoins et la partie civile, lors de la réhabilitation¹. »

Cette « inadmissibilité » n'ayant pour toute garantie que « l'affirmation » de l'auteur, l'évidence n'en saurait être, pour l'auteur, qu'un effet de mirage et qu'une affaire d'imagination. C'est le moyen que J. Quicherat « imagine » pour se dispenser de tenir compte des illé-

1. *Aperçus nouveaux...*, p. 111.

galités dénoncées par les témoins du procès de revision.

Autre cas de critique imaginative.

Lorsque l'auteur des *Aperçus nouveaux* affirmait l'existence de retranchements pratiqués dans plus de la moitié des dépositions du procès de revision, sans en produire un seul cas avéré, faisait-il autre chose que de la critique imaginative intensive ?

Critique imaginative encore, celle qui lui fait dire que la formule d'abjuration de huit lignes contient la substance de la formule de cinquante lignes.

Critique imaginative toujours, celle qui l'amène à soutenir que, avant le drame du cimetière de Saint-Ouen, la Pucelle fut instruite des points sur lesquels portait l'abjuration, et en particulier du reniement de ses Voix.

Critique imaginative au plus haut degré, celle qui lui fait inventer un Pierre Cauchon miséricordieux envers sa victime et ne « demandant pas mieux *peut-être* (1) que d'épargner à la Pucelle la rigueur des fers aux pieds¹ ».

Critique imaginative, enfin, pour ne pas trop prolonger ce chapitre, celle qui s'est exercée au sujet de l'Information posthume et qui a suggéré à l'auteur les transformations et les métamorphoses que nous avons rappelées plus haut.

En ces divers cas et en plusieurs autres, J. Quicherat

1. *Aperçus nouveaux...*, p. 113.

a « imaginé », et n'a point « observé » ; il a usé d'une méthode qui est le contraire de la « méthode historique ». Raison décisive pour ne pas accepter aveuglément, comme expression de la vérité, les opinions élevées sur des bases aussi fragiles.

Qu'on nous permette, en terminant, une observation d'ordre tout ensemble moral et critique.

Dans tout problème historique, si plusieurs questions se posent, d'ordinaire elles se tranchent, tantôt en faveur des uns, tantôt en faveur des autres, rarement au profit d'un seul et même personnage.

Dans les problèmes qui mettent en présence la Pucelle et l'évêque de Beauvais, il ne surgit pas une question que J. Quicherat et son Ecole ne la tranchent à l'avantage du juge, au désavantage de l'accusée. Jamais Jeanne n'a raison, jamais Pierre Cauchon n'a tort.

Il y a plus : ces questions sont loin de briller par la clarté. Les historiens de l'Ecole franco-anglaise recourant pour les résoudre à la parole de l'évêque de Beauvais, il n'est pas possible que quelque doute sur sa véracité, son équité, son impartialité ne se soient glissés dans leur esprit. Aujourd'hui ils ont le courage de dire que le juge de Jeanne « ne cherchait qu'à étouffer la vérité. » Quand on parle ainsi, c'est que déjà l'on doute. Mais, de ce doute, qui donc devrait bénéficier ? N'est-ce pas Jeanne, l'accusée ? *Nemo damnetur nisi probetur*, dit le droit. Ici, l'accusée est une toute jeune fille, une Française qui a sauvé son pays. Ses

accusateurs sont ses ennemis mortels et ceux de la France. Pour la condamner, des historiens français ne devraient-ils pas exiger des preuves dix fois évidentes ? Alors pourquoi, dans leur récit des incidents du procès, dans celui de l'abjuration et des derniers moments de l'héroïne, sont-ils tellement catégoriques, tellement affirmatifs, qu'ils semblent imputer à crime les doutes en faveur de Jeanne d'Arc ?

CHAPITRE XX.

L'HÉROÏSME « INTÉGRAL » DE JEANNE D'ARC.

Nous venons d'entendre les deux Ecoles, française et franco-anglaise, l'une avec L'Averdy, l'autre avec Jules Quicherat, formuler leurs conclusions sur la Pucelle et sur son juge, l'évêque de Beauvais. Il n'y a pas à se méprendre, ces conclusions en ce qui concerne Jeanne prisonnière, abjurante et relapse, sont absolument opposées. Force est donc de choisir entre les unes et les autres, car les unes ou les autres se trouvent nécessairement en opposition formelle avec la vérité historique. Ayant dit très franchement de quel côté, à notre sens, se rencontre la vérité, nous ne nous occuperons actuellement, pour être fidèle à notre programme, que du jugement à porter en conséquence sur l'héroïsme de Jeanne d'Arc.

Le principe qui nous paraît indiscutable, c'est que les deux Ecoles française et franco anglaise ne peuvent logiquement porter à ce sujet un jugement identique. Lorsque les historiens de l'Ecole française, L'Averdy, Le Brun de Charmettes, Abel Desjardins, Henri Wallon, Guido Goerres, Petit de Julleville, estimant que

la Pucelle a été « sans peur et sans reproche » d'un bout à l'autre de sa carrière, y compris sa captivité, son procès et son supplice, lui décernent un brevet d'« héroïsme intégral », ils sont conséquents avec eux-mêmes; leur conclusion jaillit toute seule des prémisses qu'ils ont posées.

Mais que Jules Quicherat, Vallet de Viriville, Michelet, Henri Martin et autres historiens de l'Ecole franco-anglaise prétendent à conclure de même, ils n'en ont pas le droit, parce que le tableau qu'ils ont tracé de Jeanne pendant sa captivité exclut ouvertement un jugement de cete portée. L'héroïsme qu'ils attribueront à la Libératrice d'Orléans ne saurait être qu'un héroïsme partiel, amoindri, mutilé, ne pouvant s'appliquer à sa carrière tout entière. La médaille n'est d'or pur et resplendissante que par une moitié; l'autre moitié est de plomb et toute noire.

Essayons de présenter ces idées avec la netteté désirable.

I.

L'HÉROÏSME DE JEANNE D'ARC D'APRÈS LES DEUX ÉCOLES.

Depuis la seconde moitié du quinzisième siècle jusqu'aux premières années du dix-neuvième, disions-nous dans notre Introduction, il n'y avait que deux Ecoles historiques concernant la Pucelle, l'Ecole anglaise stricte et l'Ecole française.

L'Ecole anglaise faisait du procès de condamnation son document fondamental : l'Ecole française mettait à sa place le procès de revision.

L'Ecole anglaise, marchant à la suite de son chef, Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, déniait toute sorte d'héroïsme à la Pucelle.

L'Ecole française, avec Etienne Pasquier, Edmond Richer, François de L'Averdy, Le Brun de Charmettes, lui reconnaissait un héroïsme sans ombre et lui assignait une place exceptionnelle parmi les plus glorieux défenseurs de l'indépendance nationale.

Vers le milieu du dix-neuvième siècle surgit l'Ecole des Michelet et des J. Quicherat. Les nouveaux venus ne veulent ni de la thèse de Pierre Cauchon tout entière, ni de celle des Richer et des L'Averdy. Ils empruntent à l'Ecole française la première moitié de leurs idées, à l'Ecole anglaise la seconde, et, de ces deux moitiés, ils forment un tout, et quel tout !

Car seront-ils plus heureux que l'artiste d'Horace et réussiront-ils à éviter le

... *turpiter atrum*
Desinit in piscem mulier formosa superne ?

C'est plus que douteux. A la vérité, ils bénéficieront des idées qu'ils partagent avec les historiens de l'Ecole française :

... *mulier formosa superne.*

D'autre part, ayant partie liée avec Pierre Cauchon et

l'Ecole anglaise, ils subiront toutes les conséquences de ce contact :

... *turpiter atrum desinit in piscem.*

Grâce à leurs idées françaises, ils seront en droit de concéder à Jeanne un certain héroïsme ; mais leurs idées anglaises mettront sur le blason de cet héroïsme la barre de la bâtardise. Enchaînés qu'ils sont à l'évêque de Beauvais, celui-ci, avec sa logique diabolique, leur interdira de suivre l'Ecole française jusqu'au bout et ne leur permettra que la concession d'un héroïsme mutilé, décapité, frappé à mort par les reniements de l'abjuration et du relaps.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* et ses disciples ont beau admettre que sur les champs de bataille Jeanne a été vaillante à l'égal des plus vaillants, que durant son adolescence et sa vie publique la régularité de ses mœurs, l'ardeur de sa piété, la foi en sa mission, son dévouement à son roi, son patriotisme enfin n'ont point subi de défaillance. Puisque, à les entendre, un jour s'est levé où cette phase admirable s'arrête brusquement ; puisqu'une heure fatale a sonné où tout ce qu'il y avait d'héroïsme au cœur de la Pucelle guerrière et libre, sombre sans retour chez la Pucelle captive, dans les parjures qu'elle commet et dans les reniements qu'elle souscrit, que restera-t-il de cet héroïsme ? des lambeaux épars, *disjecti membra poetæ*, un souvenir !

Du moment que ces historiens, désertant l'Ecole française, passent à l'Ecole de Pierre Cauchon, qu'ils l'acceptent pour maître — sans oser toutefois l'avouer, — du moment qu'ils écrivent sous sa dictée l'histoire de la captive durant le procès de Rouen, ils l'écrivent à l'anglaise, quoi qu'ils prétendent, et comme de véritables anglais du quinzième siècle, ils se portent garants des accusations contre Jeanne enregistrées au procès.

II.

LA PUCELLE, A SAINT-OUEN, « ABJURANT SON PATRIOTISME ».

Et qu'on ne prête pas aux historiens de la nouvelle Ecole la résolution de voir dans les actes que l'évêque de Beauvais attribue mensongèrement à Jeanne d'Arc prisonnière, des faiblesses de peu d'importance : c'est le contraire qui est la vérité. Ainsi, par exemple, l'abjuration du cimetière de Saint Ouen revêt, aux yeux de Henri Martin, une gravité telle qu'il l'assimile au reniement de l'apôtre saint Pierre.

« Jeanne aussi, donc, s'écrie-t-il, devait avoir son jour de défaillance et de reniement ¹ ! »

1. *Jeanne d'Arc*, p. 261. Paris, in-12, 1857.

On représentera peut-être que Henri Martin ne tient pas rigueur à Jeanne de ce « jour de défaillance et de reniement ». Il ne l'en proclame pas moins, dans le jugement définitif qu'il porte sur elle, « le messie, l'âme, l'incarnation de la France. »

Soit; mais que devient la logique, que fait-on du bon sens en cette

Vallet de Viriville est encore plus cruel. Il voit en cet acte de la Pucelle « l'abjuration même de son patriotisme ».

« L'abjuration de Jeanne d'Arc et de Galilée, écrit-il, affligent beaucoup leurs admirateurs. Pour nous, nous ne connaissons rien de plus émouvant que de voir Jeanne, au cimetière de Saint-Ouen, en présence de Cauchon et du bourreau, abjurer son patriotisme¹. »

Pour les historiens d'une Ecole qui qualifie aussi sévèrement la « prétendue abjuration de la Pucelle », et qui nonobstant fait de cet article un des dogmes intangibles de son *Credo*, il ne saurait être question d'attribuer à la suppliciée de Rouen un héroïsme intégral ; la logique et le bon sens le leur défendent : tout au plus leur sera-t-il permis de la faire bénéficier d'un héroïsme partiel et mutilé.

Au demeurant, le jour où Jeanne tombe à Compiègne

façon bigarrée d'écrire l'histoire ? Cette femme, « incarnation de la France », est la même, d'après H. Martin — il l'a écrit dans les pages précédentes — qui « se rétracte une première fois et diffame sa mission ; » la même qui rechute et, par sa rechute, « motive son supplice et l'infamie qui rejaillit sur elle » ; la même qui « se rétracte une seconde fois, et renie ses célestes apparitions ». (*Hist. de France*, t. VI, pp. 293-295.)

Jeanne « incarnation de la France », et Jeanne « se rétractant, diffamant sa mission, rechutant, reniant ses Voix, motivant son supplice et se couvrant d'infamie », ne peuvent être la même personne ; il y en a logiquement deux. Aux historiens de choisir.

1. *Procès de condamnation traduit...*, p. 232, note 1. Paris, in-8°, 1867, F. Didot.

entre les mains de ses ennemis, elle disparaît de la scène en tant qu'héroïne, au jugement de J. Quicherat et de son Ecole. A partir de ce jour, au contraire, la Française, la chrétienne qu'est la Pucelle, d'après l'Ecole française, apparaît plus vivante, plus héroïque que jamais. A la place des faiblesses déplorables, des actes infamants que Pierre Cauchon et les historiens, ses disciples, lui prêtent, le travail de revision qui s'est poursuivi depuis 1850 et l'étude patiente des documents ont découvert des prodiges d'héroïsme patriotique et religieux. Aussi, peut-on sans crainte avancer que, aujourd'hui, le plus grand nombre des érudits concluent à l'héroïsme « intégral » de la vierge française, et que, demain, les quelques dissidents qu'on peut citer revenant à l'unité, toute division cessera et l'on s'inclinera devant la chose jugée.

Car il y a chose jugée — autant du moins qu'il peut y en avoir en ces matières-là — depuis les années 1902 et 1904.

En ces années, deux jugements ont été prononcés, couronnant le travail de revision poursuivi depuis la publication des deux procès de Jeanne par la Société de l'Histoire de France.

Un tribunal laïque et scientifique a prononcé à Paris, en 1902, le premier de ces jugements. Un tribunal canonique et religieux a prononcé à Rome le second en 1904.

Les questions à résoudre étant tout ensemble d'ordre

historique et d'ordre théologique, Paris les a tranchées au point de vue historique, Rome au point de vue théologique. L'accord a été parfait. Aucune dissonance n'a subsisté. Les deux tribunaux se sont rencontrés sur les considérants du jugement à porter et sur le jugement même.

Rappelons — ce ne sera pas sans intérêt — les circonstances qui ont amené ces résultats.

III.

L'HÉROÏSME DE JEANNE D'ARC A ROME ET A PARIS.

1^o *Le tribunal romain de la béatification et « l'héroïcité des vertus » de Jeanne d'Arc.*

Jusqu'à l'ouverture du procès de béatification de la Vierge française, la question de son « héroïsme intégral » demeurait une question libre, un problème spéculatif d'ordre historique et moral.

Du jour où la servante de Dieu fut déclarée Vénérable et la cause de sa canonisation introduite, la question se trouva posée officiellement et, affirmative ou négative, une solution devint indispensable. Avec une solution affirmative, établissant que l'héroïsme de Jeanne n'avait jamais subi d'éclipse totale, le procès de béatification devait poursuivre son cours. Avec une solution négative, le cours en était arrêté et il fallait

renoncer à voir la servante de Dieu placée sur les autels.

La séance du tribunal romain dans laquelle le promoteur de la foi et les avocats de la cause devaient traiter contradictoirement la question à fond, avait été fixée au 17 novembre de l'année 1901. L'on n'ignorait pas que le point visé principalement par le promoteur de la foi était l'abjuration du 24 mai telle que l'évêque de Beauvais la rapportait dans le texte du procès, et que la présentaient après lui un certain nombre d'historiens.

Il fallait donc que les défenseurs de l'héroïsme intégral de la vierge française eussent à leur disposition une Etude critique démontrant par les documents et par les faits, de façon péremptoire, d'une part la fausseté de la version du procès, de l'autre la vérité de la version opposée, à savoir que, malgré les pièges tendus à la captive pour lui arracher une abjuration en cause de foi et le prononcé d'un formulaire en conséquence, elle s'y refusa absolument; et si, à la fin, elle consentit à prononcer et à signer une cédula de rétractation, ce fut une cédula dont la teneur n'avait aucune portée théologique, et qui par suite différait essentiellement de celle que Pierre Cauchon lui attribuait.

Avec une démonstration de ce caractère, les avocats de la cause étaient assurés de réduire à néant les arguments de la partie adverse et de mettre en pleine lumière l'héroïsme de la servante de Dieu.

En décembre de l'année 1900, Mgr Touchet, évêque d'Orléans, demanda cette Etude critique à l'historien qui venait de publier en trois volumes in-8° l'*Histoire complète* de l'héroïne. Dans les premiers mois de 1901, l'Etude demandée était terminée. Soumise à la Commission diocésaine d'Orléans, elle fut l'objet d'une approbation sans réserve et elle prit place au dossier de la béatification¹.

On sait ce qui advint à Rome, dans la séance tenue le 17 novembre 1901. Le Promoteur de la foi présenta les objections attendues. Les avocats de la cause y répondirent par les arguments de la nouvelle Etude. Le moment de voter étant venu, leurs conclusions furent adoptées à une majorité qui, dans les séances ultérieures de 1902, 1903, ne fit que se fortifier.

*2° Du congrès des Sociétés savantes à Paris,
en avril 1902.*

Six mois ne s'étaient pas écoulés qu'un tribunal laïque — on nous permettra de donner cette qualification au Congrès des Sociétés savantes — portait à Paris, sur l'héroïsme intégral de la Pucelle, un jugement identique à celui que venait de porter le tribunal ecclésiastique romain.

1. Cette Etude a paru en un volume in-8° à Paris, chez Pous-sielgue, 1901. Nous en avons donné une 3^e édition, 2^e série de nos Etudes critiques, 1903, même éditeur.

En avril 1902, un érudit bien connu, M. Ulysse Chevalier, correspondant de l'Institut, à la première séance du Congrès des Sociétés savantes, section des Etudes historiques, donnait lecture, devant un auditoire de choix, d'un Mémoire sur l'Abjuration de Jeanne d'Arc dans lequel il établissait ces deux propositions :

1° La formule d'abjuration que contient le procès de condamnation n'est pas, comme longueur et comme contenu, celle qu'on a lue à l'accusée et qu'elle a signée;

2° La formule authentique ne constituait pas une abjuration canonique en cause de foi.

C'était, en des termes nouveaux, une confirmation expresse des conclusions présentées l'année précédente au tribunal de Rome, une reconnaissance sans réserve de « l'héroïsme intégral » de la vierge Lorraine, et une réfutation catégorique de la fausse légende créée par Pierre Cauchon.

La communication de M. Ulysse Chevalier fut écoutée avec le plus vif intérêt. Aucun de ses auditeurs — ils étaient forts nombreux et plusieurs très compétents — n'opposa d'objection.

Peu de temps après, l'auteur publiait son Mémoire.

Nous ne sachons pas qu'aucun critique l'ait pris à partie et l'ait trouvé en défaut sur quelque point.

3^e Décret pontifical du 6 janvier 1904. Sentence définitive de réhabilitation.

Il eût été regrettable que ces discussions et ces recherches approfondies n'eussent pas la sanction dont elles étaient susceptibles.

Cette sanction ne s'est point fait attendre, et c'est l'autorité morale la plus élevée de ce monde qui s'est chargée de la porter.

En 1456, un jugement suprême du Chef de l'Eglise catholique prononçait que la suppliciée de Rouen, Jeanne d'Arc, était innocente des prétendus crimes pour lesquels on l'avait condamnée.

En 1904, un jugement suprême du Chef de cette même Eglise catholique a prononcé que Jeanne d'Arc ne s'est rendue coupable d'aucun des actes et d'aucune des faiblesses qu'on invoque pour nier absolument ou partiellement son héroïsme.

En effet, le 6 janvier de cette année, en présence du Sacré-Collège et d'une assistance des plus solennelles, le Souverain Pontife Pie X, sur le rapport du Cardinal Préfet de la Congrégation des Rites, décrétait que la Vénérable servante de Dieu Jeanne d'Arc avait en toute vérité pratiqué les vertus chrétiennes et celles de son état, au degré d'héroïsme requis pour mériter les honneurs d'un culte public.

S'il avait manqué quelque chose à la sentence du

tribunal de 1456; si les termes dans lesquels elle était rendue avaient laissé subsister quelques ombres sur l'héroïsme de la Vierge française, le décret pontifical de janvier 1904 les dissipe entièrement. On pourra dire désormais que, à cette date, la pleine réhabilitation de la condamnée de Rouen a été définitivement prononcée, et que l'« intégralité de son héroïsme » est un fait acquis désormais à l'histoire.

IV.

CE QU'IL EST PERMIS D'ESPÉRER DANS UN AVENIR PROCHAIN.
CONCLUSION.

Après cela, est-il permis d'espérer que prochainement, en cette année 1912 où sonnera l'heure du cinquième centenaire de la naissance de Jeanne d'Arc, à la division entre historiens sur les points controversés succédera un plein et définitif accord ?

Pourquoi pas ? le temps a fait son œuvre : l'esprit critique a fait aussi la sienne et, s'il reste quelque chose à faire, assurément il la fera.

Le temps a fait son œuvre; il y a consacré plusieurs siècles. La raison humaine, qui « voyage à petites journées, du Nord au Midi, avec son intime amie, l'expérience », ne peut se plaindre que le temps lui ait manqué ou qu'il lui ait refusé son concours. L'esprit critique, représentant de la raison au département de

l'histoire, achèvera sa tâche : il triomphera de la routine et brisera les idoles.

Il triomphera de la routine en imposant le respect de ces deux vérités, eu égard à l'histoire de la Pucelle :

Source pure, documents français, à consulter en toute confiance : le procès de réhabilitation, les enquêtes, les mémoires du promoteur et des avocats de la cause, la sentence des juges et leurs considérants ;

Source suspecte dans sa partie historique, document anglais, à n'interroger qu'avec défiance : le procès de condamnation.

Briser les idoles, ce sera briser toute statue qu'on voudrait dresser à Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, tout monument qu'on essaierait d'élever en l'honneur des grands seigneurs anglais, promoteurs du procès de Rouen, et de ses juges.

Les statues ne sont pas faites pour les bourreaux mitrés, ni les monuments pour les juges prévaricateurs.

De quel côté surgirait l'obstacle à l'union ?

Du côté des historiens catholiques ? Mais y en aura-t-il un seul qui, vraiment catholique, pourrait dans le doute ne pas s'incliner devant la grande parole du Chef de l'Eglise ?

Du côté des historiens protestants ou libre-penseurs... ?

Mais y en aura-t-il beaucoup d'humeur à reprendre à leur compte la thèse de Pierre Cauchon sur le défaut

total d'héroïsme chez Jeanne, ou celle de J. Quicherat sur son héroïsme mutilé ?

Se flatteront-ils de trouver des arguments nouveaux ?

A moins qu'ils ne s'imaginent pouvoir décréter d'office la pleine réhabilitation de l'évêque de Beauvais, et transformer en articles de foi ses inventions calomnieuses

Il n'y a donc pas témérité à espérer — et nous nous plaçons à croire que la Société de l'Histoire de France l'espère comme nous — qu'un accord définitif sur la question de l'héroïsme de la Pucelle se fera prochainement.

Dès à présent même ne peut-on pas dire que cet accord est fait en principe ? Les historiens les plus divisés n'oublient-ils pas leurs divisions lorsque, résument leur pensée, ils n'hésitent pas à proclamer Jeanne le « Messie, l'âme même de la France ; la France incarnée¹ » ; lorsqu'ils lui décernent par anticipation ce titre de *sainte* que confirmera bientôt — le pays n'en doute pas — un jugement solennel de l'Eglise catholique ?

Elle est la « sainte du patriotisme français », disait Lamartine ;

« La sainte du moyen-âge, qui doit devenir celle des temps modernes », a dit J. Quicherat ;

1. Henri MARTIN, *Hist. de France*, t. VI, pp. 258, 301-303. Paris, in-8°, Furne, 1857.

« Sainte par toute sa vie, par sa mort une martyre », ajoute Henri Wallon :

« Sainte par la foi et la destinée », conclut F. Guizot : « Jamais créature humaine ne s'est si héroïquement dévouée à l'inspiration qui venait de Dieu et à la mission qu'elle recevait de Dieu¹. »

Si, comme l'écrivait Hippolyte Taine, « la véritable histoire est l'épopée de l'héroïsme² », tout esprit de bonne foi devra reconnaître dans l'histoire de Jeanne d'Arc l'épopée de deux héroïsmes sans ombre, l'héroïsme chrétien et l'héroïsme français.

1. LAMARTINE, *Œuvres complètes*, t. XXXV, p. 194. In-8°, Paris, 1863. — *Aperçus nouveaux...*, p. 166. — F. GUIZOT, *Histoire de France*, t. II, pp. 331-332. In-8°, Paris, Hachette, 1873.

2. H. TAINÉ, *Etude sur Carlyle*, p. 152. In 12, Paris, 1864.

APPENDICES

NOTES

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES

APPENDICE I.

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

La SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE a été fondée à Paris le 21 décembre 1833.

Un décret de Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République, décret en date du 31 juillet 1851, la reconnaissait comme établissement d'utilité publique.

Dans son Règlement arrêté le 23 janvier 1834 et modifié le 10 mai 1836, elle détermine sous trois titres, le *But*, l'*organisation de la Société* et l'*organisation du Conseil*.

TITRE PREMIER.

But de la Société.

ART. 1^{er}. — Une société littéraire est instituée sous le nom de SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

ART. 2. — Elle se propose de publier :

1^o Les documents originaux relatifs à l'histoire de France, pour les temps antérieurs aux États généraux de 1789 ;

2^o Des traductions de ces mêmes documents, lorsque le Conseil le jugera utile ;

3^o Un compte rendu annuel de ses travaux et de sa situation ;

4^o Un annuaire.

ART. 3. — Toutes les publications de la Société sont délivrées gratis à ses membres.

ART. 4. — Elle entretient des relations avec les savants qui se livrent à des travaux analogues aux siens ; elle nomme des associés correspondants parmi les étrangers.

TITRE II.

Organisation de la Société.

ART. 5. — Le nombre des membres de la Société est illimité. On en fait partie après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation faite par un des sociétaires.

ART. 6. — Chaque sociétaire paie une cotisation annuelle de TRENTE FRANCS.

ART. 7. — Les sociétaires sont convoqués au moins une fois l'an, au mois de mai, pour entendre un rapport sur les travaux de la Société et sur l'emploi de ses fonds, ainsi que pour le renouvellement des membres du Conseil.

TITRE III.

Organisation du Conseil.

ART. 8. — Le Conseil se compose de quarante membres, parmi lesquels sont choisis :

Un président.

Un président honoraire,

Deux vice-présidents,

Un secrétaire,

Un secrétaire adjoint,

Un archiviste,

Un trésorier.

ART. 11. — Le Conseil nomme, chaque année, un Comité des fonds, composé de quatre de ses membres.

Il nomme aussi des Commissions spéciales.

Les nominations sont faites au scrutin. La présidence appartient à celui qui réunit le plus de suffrages.

ART. 13. — Le Conseil est chargé de la direction des tra-

vaux qui entrent dans le plan de la Société, ainsi que de l'administration des fonds.

ART. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un commissaire responsable chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

ART. 16. — Tous les volumes porteront l'empreinte du sceau de la Société. Après la distribution gratuite faite aux membres de la Société (art. 3), les exemplaires restants seront mis dans le commerce, aux prix fixés par le Conseil.

ART. 17. — Le Conseil se réunit en séance ordinaire au moins une fois par mois.

Tous les sociétaires sont admis à ses séances.

ART. 23. — Les dépenses seront acquittées par le trésorier sur un mandat du président du Comité des fonds, accompagné des pièces de dépense dûment visées par lui.

Le trésorier n'acquitte aucune dépense, si elle n'a été préalablement autorisée par le Conseil et ordonnée par le Comité des fonds.

ART. 25. — Tous les six mois, en septembre et en mars, le Comité des fonds fait, d'office, connaître la situation réelle de la caisse, en indiquant les sommes qui s'y trouvent et celles dont elle est grevée.

ART. 26. — A la fin de l'année, le trésorier présente son compte au Comité des fonds, qui, après l'avoir vérifié, le soumet à l'assemblée générale pour être arrêté et approuvé par elle.

La délibération de l'assemblée générale sert de décharge au trésorier.

Chaque année, la Société publie un Annuaire-Bulletin donnant la liste des membres de la Société, et celle des ouvrages publiés par ses soins depuis 1834.

Des ouvrages publiés annuellement par la Société.

En tête de la liste des ouvrages, se présente la note suivante :

Font partie de la Société toutes les personnes qui sont agréées par le Conseil sur la présentation de deux membres. Les demandes d'admission peuvent être adressées au secrétaire de la Société, 60, rue des Francs-Bourgeois. Le chiffre de la cotisation annuelle est fixé à 30 francs ; elle est rattachable moyennant le versement d'une somme unique de 300 francs, qui donne le titre de sociétaire à vie. Les sociétaires reçoivent, chaque année, quatre volumes de chroniques, de mémoires ou de correspondances, et un volume d'Annuaire-Bulletin. Ils peuvent acquérir les publications antérieures à leur inscription, au prix de 7 francs le volume ; le prix est de 9 francs pour les personnes qui ne font pas partie de la Société.

Tous les ouvrages publiés par la Société sont pourvus de tables analytiques.

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE, de 1837 à 1863 ; in-18. Prix : 2 fr. *Les années 1845-1848, 1853, 1858, 1859, 1861 et 1862 sont épuisées.*

Entre autres notices et nomenclatures que contient cette collection, nous citerons les listes des évêchés et archevêchés (années 1838, 1844-1849), des monastères de France (1838), des grands feudataires (1855, 1856), des saints (1857, 1860), des ambassadeurs de France et en France (1848 et 1850), la topographie ecclésiastique de la France (1859, 1861-1863).

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE, années 1834 et 1835 ; 4 vol. in-8°. Prix : 20 francs. *Les années 1836-1856 et 1859-1862 sont épuisées.* Années 1857 et 1858. 1 vol. ; prix : 5 francs.

Recueil destiné à faire connaître les travaux de la Société, comprenant, en outre, un grand nombre d'articles bibliographiques, de notices historiques et de documents originaux.

TABLE GÉNÉRALE DU BULLETIN, 1834-1856 ; in-8°. Prix : 2 fr.

Au Bulletin de 1861-1862 est jointe une table des matières contenues dans les volumes des années 1857-1862.

ANNUAIRE-BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE, années 1863-1905 ; in-8°. Prix : 5 francs

Nombreux articles, documents et nomenclatures, tels que la liste des chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit (1863), l'inventaire de la collection Godefroy (1865 et 1866), la notice sur le Cartulaire de Rethel (1867), etc.

Il s'y publie chaque année une bibliographie des ouvrages et brochures relatifs à l'histoire de France jusqu'à 1789.

TABLE GÉNÉRALE DE L'ANNUAIRE-BULLETIN (1863-1884) ; in-8°.

Prix : 2 fr.

Ouvrages sur Jeanne d'Arc et son temps, publiés par la Société de l'Histoire de France, librairie Renouard, rue de Tournon, 6.

Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc, publiés par Jules QUICHERAT, 1844-1849, 5 volumes.

Histoire de Charles VII et de Louis XI, par Thomas BASIN, évêque de Lisieux, publiée par Jules QUICHERAT, 1855-1859, 4 volumes in-8°.

Chronique d'Enguerran de Monstrelet, publiée par M. Douët D'ARCO, 1857-1862, 6 volumes in-8°.

Anciennes Chroniques d'Angleterre (1325-1471), par Jehan DE WAVRIN, publiées par M^{lle} DUPONT, 1858-1863, 3 volumes.

Chronique de Mathieu d'Escouchy (1444-1461), publiée par M. du FRESNE DE BEAUCOURT, 1863-1864, 3 volumes.

Comptes de l'hôtel des rois de France aux quatorzième et quinzième siècles, publiés par M. Douët D'ARCO, 1865, un volume.

Rouleaux des morts du neuvième au quinzième siècles, publiés par M. Léopold DELISLE, 1866, 1 volume.

Chronique de Jean Le Fèvre, seigneur de Saint-Remy, publiée par M. F. MORAND, 1876-1881, 2 volumes.

Chronique d'Arthur de Richemont, par Guillaume GRUEL, édition de M. A. LE VASSEUR, 1890, 1 volume.

Chronique d'Antonio Morosini : extraits relatifs à l'Histoire de France, publiés par M. Léon DOREZ et M. Germain LEFÈVRE-PONTALIS, 1898-1902, 4 volumes.

Journal de Clément de Fauquembergue, greffier du Parlement de Paris, publié par Alexandre TUETÉY, 1903, 1 volume paru (de 1417 à 1420).

Mémoires de Pierre de Fenin (1407-1427), publiés par M^{lle} DUPONT, 1857, 1 volume.

Chroniques de J. Froissart, publiées par Siméon LUCE et par M. Gaston RAYNAUD, 1869-1899, 11 tomes en 13 volumes parus.

Pour les ouvrages ne se rapportant pas à la Pucelle et à son temps, voir l'*Annuaire-Bulletin* de 1907, Paris, librairie de la Société, rue de Tournon, 6.

APPENDICE II.

DE LA VIE ET DES TRAVAUX DE JULES QUICHERAT.

Dans nos écrits sur Jeanne d'Arc (*Histoire complète et Etudes critiques*), nous avons eu souvent à nous occuper de Jules Quicherat et, plus d'une fois, nous avons combattu ses idées. Nous l'avons fait sans oublier un seul instant les égards dus à cet érudit de « grande race », et l'admiration que lui méritent ses travaux. C'est même un dernier témoignage de cette admiration que nous tiendrions à lui donner, en rappelant les principaux traits d'une vie qui fut non moins utile à l'érudition et à l'histoire qu'honorable.

I.

JULES QUICHERAT. — SA VIE.

Jules-Etienne-Joseph Quicherat naquit à Paris le 13 octobre 1814 : il devait y mourir le 8 avril 1882 dans sa soixante-huitième année.

Il était le dernier enfant d'un simple ouvrier ébéniste qui était venu de Paray-le-Monial, son pays, à Paris, dans l'espoir d'élever plus facilement sa nombreuse famille. Son frère, Louis-Marie Quicherat, plus âgé que lui de quinze ans, devait être auteur de plusieurs ouvrages classiques, entre autres du *Thesaurus poeticus lingue latinæ*, et, avec la collaboration de A. Daveluy, des Dictionnaires latin-français et français-latin bien connus dans les lycées et autres établissements d'instruction secondaire.

Tous deux, Louis et Jules, firent leurs études au collège de Sainte-Barbe.

Au sortir du collège, Jules hésita quelque temps sur le choix d'une carrière. Il songea tour à tour aux langues orientales et aux beaux-arts. En 1834, ses préférences étaient fixées : elles allèrent aux cours de l'Ecole des Chartes. En 1835, il était nommé pensionnaire, et, en 1837, il en sortait avec le diplôme d'archiviste paléographe.

Deux ans après, les anciens élèves de l'Ecole fondaient la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, recueil consacré spécialement à l'étude du moyen-âge. L'un des promoteurs les plus ardents de ce projet fut Jules Quicherat, ce qui lui valut d'être nommé membre du Comité de rédaction. Il prit sa tâche grandement à cœur. Durant dix ans, il fut l'âme du Comité et, jusqu'à la fin de sa vie, il resta l'un de ses plus actifs collaborateurs. « Plus de quatre-vingts mémoires ou comptes rendus critiques attestent la part qui lui revient dans le succès de cette publication. Cette suite d'articles le montre tour à tour « philologue émérite, historien exact et ingénieux, archéologue plein d'intuition, critique aussi profond que bienveillant¹ ».

A l'année 1840 se place la préparation du texte des deux procès de la Pucelle dont la *Société de l'Histoire de France* avait décidé la publication. Dès 1841, J. Quicherat faisait paraître le premier volume, qui contenait le procès de con-

1. R. DE LASTEYRIE, *Etude sur J. Quicherat, sa vie et ses travaux*. En tête du premier volume des *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés après sa mort. 2 volumes in-8°, Paris, A. Picard, 1885.

damnation. En 1849, le cinquième et dernier volume voyait le jour.

N'eût-il produit aucun autre ouvrage, cette publication eût suffi pour rendre le nom de l'éditeur impérissable.

Les *Aperçus nouveaux sur l'histoire de Jeanne d'Arc*, qui parurent en 1850 (in-8° de 167 pages, Paris, Renouard), furent écrits à l'occasion des deux procès ; mais ils n'expriment què des vues propres à J. Quicherat.

En 1847, M. de Salvandy ayant reconstitué l'Ecole des Chartes, l'enseignement de l'archéologie nationale fut confié à l'éditeur des deux procès. Pendant trente années, J. Quicherat occupa cette chaire et donna un enseignement que ses élèves déclaraient ne pouvoir assez louer. En 1849, il y joignait l'enseignement de la diplomatique française.

En 1856, surgit la question d'Alesia. Notre paléographe avait été frappé des raisons au moyen desquelles un architecte de Besançon, Alphonse Delacroix, s'attachait à montrer que l'*Alesia* de Vercingétorix et de César devait être cherchée, non à Alise-Sainte-Reine-en-Auxois, mais dans le massif d'Alaise, en Franche-Comté. J. Quicherat embrassa ce sentiment et, dix ans durant, le défendit envers et contre tous.

Avec sa vaste érudition, le professeur de l'Ecole des Chartes était désigné naturellement pour faire partie des grandes Commissions du Ministère de l'Instruction publique. Aussi fut-il tout ensemble membre de la Commission des missions scientifiques, de la Commission des souscriptions aux ouvrages d'art, de la Commission des archives, de la Commission des monuments historiques et, en 1880, du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

En l'année 1871, l'Institut décernait à Jules Quicherat le prix que venait de fonder M^{me} Jean Raynaud, et le Ministre de l'Instruction publique le nommait directeur de l'Ecole des Chartes. C'est dans l'exercice de cette charge que s'écoulèrent les dernières années de sa vie.

Il ne s'était jamais bien remis d'une terrible attaque de choléra qui, jeune encore, avait failli l'emporter. Au commencement de l'hiver 1881-1882, il devint plus souffrant que d'habitude ; toutefois, il ne s'arrêta pas et continua ses travaux. Vers Pâques, le mal prit un caractère soudain de

gravité. Le 8 avril 1882, il expirait dans la soixante-huitième année de son âge.

Personne ne s'étonnera que le directeur de l'Ecole des Chartes fût membre d'un grand nombre de Sociétés savantes. Mais ce qui surprendra ses futurs historiens, c'est qu'il n'ait point occupé un des fauteuils de l'Institut. Sa place était marquée à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Pressé par ses amis, il avait un jour posé sa candidature. Un concours fâcheux de circonstances l'ayant fait échouer, il ne se présenta plus.

Au reste, il eût pu faire sienne la devise connue : « Plus d'honneur que d'honneurs. » Promu chevalier de la Légion d'honneur en 1847, on lui fit attendre plus de vingt ans la rosette d'officier : il ne la reçut que deux ans avant sa mort.

J. Quicherat n'avait pas songé non plus, quand il en était temps, à fonder une famille. « Sur la fin de sa vie, remarque son biographe, il sentit cruellement le vide de son foyer¹. »

II.

JULES QUICHERAT. — SON ŒUVRE.

L'œuvre de Jules Quicherat est considérable.

La bibliographie de ses écrits, rapports, notes critiques qu'on trouve dans le premier volume de ses *Mélanges d'archéologie et d'histoire* ne compte pas moins de 365 numéros.

Naturellement cette œuvre se divise en deux parties, la partie historique et la partie archéologique.

Nous y en ajouterons une troisième, détachée de la première, comprenant les publications ayant pour objet Jeanne d'Arc.

1^o L'œuvre historique.

Elle est représentée par un grand nombre de mémoires, notes, rapports, études, et principalement par les publications suivantes :

1. R. DE LASTEYRIE, *op. cit.*, p. 35.

1. THOMAS BASIN, évêque de Lisieux : *Histoire des règnes de Charles VII et de Louis XI*. Quatre volumes in-8° de CLXIV-336, 436, 399 et 507 pages. Paris, 1855-59, Renouard, libraire.

Cette histoire, jusques à J. Quicherat, était généralement attribuée à un certain Amelgard. J. Quicherat, en 1841, prouva, dans un article de la *Bibliothèque de l'école des Charles*, que l'auteur de cet ouvrage était Thomas Basin, évêque de Lisieux, l'un des docteurs qui composa, pour les juges du procès de réhabilitation, un mémoire justificatif de la Pucelle.

La Société de l'histoire de France, ayant décidé la publication de cette histoire, confia le soin de la préparer à J. Quicherat en 1855.

2. *Les vers de maître* HENRI BAUDE, poète du quinzième siècle, avec les actes qui concernent sa vie. Un volume in-12 de 128 pages. Paris, Aubry, 1856.

3. HISTOIRE DE SAINTE-BARBE, *collège, commune, institution*. Trois volumes in-8° de 382, 415, 428 pages et trois plans. Paris, Hachette, 1862-1864.

En écrivant cette histoire, J. Quicherat a voulu s'acquitter d'une dette de reconnaissance envers la maison où il avait reçu l'instruction classique. On ne peut que lui en savoir gré. Cet ouvrage est un des plus intéressants que nous ayons sur l'histoire de l'enseignement et sur les transformations diverses par lesquelles a passé l'art de la pédagogie.

4. *De la formation française des anciens noms de lieu*. In-12 de 176 pages. Paris, Frank, 1867.

5. RODRIGUE DE VILLANDRADO, l'un des combattants pour l'indépendance française au quinzième siècle. In-8° de v-356 pages. Paris, Hachette, 1879.

J. Quicherat, en 1845, avait rencontré sur son chemin la figure de ce chef de partisans et publié un mémoire dans lequel il retraçait les lignes principales de sa physionomie. Des recherches subséquentes lui permirent de compléter cet essai et d'en faire une véritable étude d'histoire. On y voit merveilleusement peint le rôle de ces chefs de bande qui, aux quatorzième et quinzième siècles, mettaient leur épée au service des princes et traitaient avec eux sur le pied d'une sorte d'égalité.

2^e L'œuvre archéologique.

« Si l'histoire, dit M. de Lasteyrie dans la préface des *Mélanges*, a fait l'objet des études de J. Quicherat pendant sa vie entière, l'archéologie a pris une place encore plus grande dans ses travaux, et c'est comme archéologue plus encore que comme historien qu'il s'est élevé au premier rang parmi les savants contemporains¹. »

La science de nos antiquités nationales était dans l'enfance au temps où J. Quicherat suivait les cours de l'Ecole des Chartes. Grâce à ses écrits et aux trente années de son enseignement, elle devint des plus florissantes.

Un grand nombre de ses articles archéologiques ont paru en divers recueils, principalement dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*. Le volume d'archéologie publié de son vivant, en 1875, est une *Histoire du costume en France* (1 vol. in-8^o de 680 pages, avec 481 gravures pour la première édition, et 483 pour la seconde ; Paris, 1877). Cet ouvrage est formé des articles que l'auteur avait eu l'occasion de donner au *Magasin pittoresque* sur ce sujet, de 1845 à 1869.

J. Quicherat fit paraître aussi sur la question d'Alesia trois brochures portant les titres suivants :

1^o L'Alesia de César rendu à la Franche-Comté. In-8^o de 46 pages ; Paris, Hachette, 1857.

2^o Conclusion pour Alaise dans la question d'Alesia. In-8^o de 97 pages ; Paris, Hachette, 1858.

3^o La question d'Alesia. In-8^o de iv-48 pages ; Besançon, 1862.

Après la mort de notre archéologue, quelques-uns de ses élèves et amis rassemblèrent et mirent en ordre plusieurs de ses articles et les publièrent en deux volumes in-8^o, sous ce titre général :

Mélanges d'archéologie et d'histoire ;

avec ce sous-titre, pour le premier volume :

1. Notice citée.

Antiquités celtiques, romaines et gallo-romaines;
et pour le second :

Archéologie du Moyen-âge.

(Paris, A. Picard, 1885-1886.)

A la fin de ce second volume, pages 350-512, ont pris place des *Fragments inédits du cours d'archéologie* que J. Quicherat avait professé à l'Ecole des Chartes.

Mentionnons pour mémoire un ouvrage sur *l'Histoire de la laine depuis l'époque gauloise jusqu'à nos jours*, auquel notre auteur avait travaillé toute sa vie. On a retiré de ses papiers une vingtaine de chapitres.

Pour plus de détails sur J. Quicherat archéologue, le lecteur les trouvera dans la notice dont M. R. de Lasteyrie a fait précéder les *Mélanges*, t. I, pp. 1-35, et dans le catalogue bibliographique qui la suit.

3^e Publications sur Jeanne d'Arc.

Nous entendions tout à l'heure M. R. de Lasteyrie émettre ce jugement que « c'est comme archéologue plus encore que comme historien que J. Quicherat s'est élevé au premier rang parmi les savants contemporains ».

Nous n'appellerons pas de ce jugement; mais nous ajouterons que, quelle que soit la valeur des savants contemporains, parmi eux, la postérité reconnaissante ne cessera de faire à Jules Quicherat une place exceptionnelle, et qu'il en sera redevable à ses travaux sur Jeanne d'Arc. Il n'a pas écrit l'histoire des faits et gestes de l'héroïne, mais, vu l'importance de ses publications sur ce sujet, il restera un de ses principaux historiens.

1^o Plaçons en première ligne et hors de pair les cinq volumes publiés de 1841 à 1849 sur les deux procès de la Pucelle, le procès de condamnation et le procès de réhabilitation.

Les trois premiers volumes en reproduisent le texte d'après les manuscrits de la Bibliothèque nationale.

Les quatrième et cinquième volumes contiennent tous les

documents que l'éditeur avait pu recueillir, accompagnés de notes et d'éclaircissements. .

J. Quicherat fit cette publication au nom et avec l'approbation de la Société de l'Histoire de France. Nous avons dit à quelle occasion et en quelles circonstances.

2^o En 1850 parurent les *Aperçus nouveaux sur l'histoire de Jeanne d'Arc*, pour servir d'introduction aux procès. Un vol. in-8^o de 167 pages. Paris, Renouard.

3^o *Histoire du siège d'Orléans et des honneurs rendus à la Pucelle*. In-12 de 64 pages. Paris, Hachette, 1854.

4^o *Histoire de Charles VII*, par Thomas Basin, évêque de Lisieux. 4 vol. in-8^o, Société de l'Histoire de France (1855-1859).

5^o *Relation inédite sur Jeanne d'Arc*, extraite du *Livre noir* de l'hôtel de ville de La Rochelle.

Insérée d'abord au tome IV de la *Revue historique*, p. 327 et suivantes, cette chronique parut chez Herluison, libraire d'Orléans, en une brochure in-8^o de 40 pages, 1879, tirée à 60 exemplaires.

Mentionnons encore les notes ajoutées par J. Quicherat à l'article de Walkenaer sur Jeanne d'Arc, dans la *Biographie universelle* de Michaud, 2^e édition, et une brochure in-8^o de huit pages ayant pour titre : *Nouveaux documents sur Charles VII*. Rouen, Cagniard, 1866.

Parmi les articles que J. Quicherat a écrits à propos de la Pucelle, notons ceux qu'il publia dans la *Revue de la Normandie*, t. VI, pp. 395-402, sous ce titre : *Nouvelles preuves des trahisons essayées par la Pucelle*; — et dans la *Revue historique* de 1882, t. XIX, pp. 60-83, sous ce titre : *Supplément au témoignage des contemporains*.

C'est chose touchante de penser que cet article de 1882, écrit peu de jours avant la mort de J. Quicherat, traitait encore de Jeanne d'Arc.

III.

DE LA PUBLICATION DES DEUX PROCÈS.

Nous ne parlerons pas, dans cette Notice biographique, de J. Quicherat, chef d'Ecole : qu'on veuille bien voir ce que nous en avons dit au chapitre VI de l'Étude précédente.

Nous nous bornerons ici à quelques mots sur la publication des deux procès.

C'est au nom de la Société de l'Histoire de France que Jules Quicherat prépara le texte des deux procès et le publia.

Mais à qui revient l'initiative du projet, à la Société même ou à notre paléographe? Est-ce la Société qui, la première, est venue à J. Quicherat, ou bien est-ce J. Quicherat qui, le premier, est venu à elle?

A ce sujet s'est produite et propagée la légende que nous avons déjà signalée. Dans la notice qu'il a mise en tête des *Mélanges d'archéologie*, M. Robert de Lasteyrie écrit que J. Quicherat eut le premier la pensée de la publication des deux procès;

Qu'il la soumit en 1840 à la Société de l'Histoire de France;

Que la Société approuva le projet sans restriction et le chargea de l'exécuter.

Autant d'erreurs dont la preuve est fournie par les Bulletins officiels de la Société de l'Histoire de France. Nous avons raconté d'après ces Bulletins, dans les deux premiers chapitres de l'Etude qui précède, comment cette Société littéraire fut amenée à décider la publication des manuscrits des deux procès. Jules Quicherat ne fut pour rien dans la préparation de cette décision. Seulement, lorsqu'elle eut été prise, le Conseil d'administration, cherchant à qui confier la tâche de préparer les textes avec la correction et les éclaircissements convenables, jeta les yeux sur le jeune élève de l'Ecole des chartes qui venait d'en sortir avec le diplôme d'archiviste paléographe, et le chargea de l'édition des deux procès.

A la Société de l'Histoire de France et à son Conseil d'administration seuls reviennent donc l'initiative et l'honneur de cette décision généreuse et de la publication qui s'ensuivit. Mais après la Société de l'Histoire de France, la meilleure part, en cette œuvre vraiment nationale, doit être attribuée à Jules Quicherat, et elle reste digne d'envie.

Comme chef d'Ecole, l'auteur des *Aperçus nouveaux* a été discuté, et il le sera. Comme éditeur des deux procès, il ne le sera pas. Aucune voix discordante ne s'élèvera pour contester les services inappréciables que sa publication a

rendus et ne cessera de rendre à la mémoire de l'héroïne, à la France sa patrie, et aux esprits cultivés qui, dans toutes les parties du monde, voudront étudier aux sources mêmes les dits et faits de Jeanne d'Arc.

D'autre part, malgré sa haute compétence et ses travaux en matière d'archéologie, si Jules Quicherat n'eût été qu'archéologue, son nom n'eût peut-être pas été préservé de l'oubli : ses cinq volumes sur la Pucelle lui vaudront une renommée dont l'éclat ne s'affaiblira pas.

Telle était, si nous ne nous abusons, la conviction de ses disciples lorsque, le 2 juin 1880, au banquet annuel de l'Ecole des chartes, ils offrirent à leur maître, en témoignage de leur affection et de leur estime, une statuette de Jeanne d'Arc :

De cette Jeanne au nom trois fois béni,
Dont il avait rajeuni
A tout jamais l'antique gloire.

C'était une façon de dire que désormais le nom de l'héroïne et celui de Jules Quicherat resteraient inséparables.

APPENDICE III.

RAPPORT ADRESSÉ A MM. LES MEMBRES DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE SUR LA PUBLICATION DES DEUX PROCÈS DE JEANNE D'ARC, PAR JULES QUICHERAT.

Messieurs, d'après la promesse par laquelle je me suis engagé de vous soumettre, pour le mois d'août, les résultats d'un examen préliminaire sur les manuscrits relatifs aux deux procès de Jeanne d'Arc, j'ai l'honneur de vous adresser quelques notes qui, malgré ce qu'elles ont d'incomplet, vous suffiront, je pense, pour arrêter dès à présent les bases de la publication dont la Société de l'Histoire de France a bien voulu me charger.

I.

J'ai dû me mettre au travail que j'entreprenais comme si rien n'avait été fait avant moi, et voir de mes yeux tous les manuscrits de la Bibliothèque royale qui pouvaient m'être de quelque secours.

En effet, s'il m'était indispensable de recourir aux manuscrits nouvellement entrés, pour reconnaître ce qu'ils ajoutaient aux renseignements fournis par ceux du fonds ancien, il m'importait d'abord de vérifier le grand travail de M. de L'Averdy pour m'assurer que rien n'avait échappé à ce savant, dans l'examen des monuments décrits et consultés par lui. Cette exploration a servi plus à me donner l'usage des originaux qu'à me mettre en voie de découvertes. J'ai pu constater dans les notices de M. de L'Averdy quelques omissions, quelques erreurs paléographiques, mais les unes et les autres si peu importantes que le mérite de les relever sera nul. Quant aux acquisitions nouvelles de la Bibliothèque, elles se réduisent à quatre manuscrits (Supplément latin n° 350, 10-11-12), tous modernes, tous copiés sur les procès-verbaux connus, sans additions de pièces puisées à des sources différentes.

Eclairé par cet examen autant que je pouvais l'être, et convaincu que les anciens manuscrits du Roi sont et demeurent encore aujourd'hui les meilleurs et les plus complets, j'ai eu à chercher dans le nombre ceux que je vous proposerais de préférence comme devant servir de texte à la publication. Il ne m'a pas semblé que ce choix comportât la moindre hésitation. Comme il existe des expéditions de l'un et de l'autre procès, délivrées sous le seing des greffiers qui en ont rédigé les actes, c'est à ces copies authentiques qu'il faudra se conformer, et c'est d'après elles que je vais établir la publication telle que je la conçois. Mais avant de passer aux détails de l'exécution, permettez-moi de fixer un point fondamental à l'égard duquel vous avez bien voulu vous en rapporter à mon jugement. Je veux parler de cette question débattue dans le sein de votre comité à la séance du 6 avril dernier, savoir, si vous adopteriez la publication intégrale

des deux procès, ou si vous vous borneriez à donner des extraits de l'un ou de l'autre.

II.

Messieurs, lorsque je n'avais encore pris connaissance du sujet que par l'excellent mémoire de M. de L'Averdy, j'étais bien tenté de vous proposer la suppression des procédures qui, d'après la forme abrégée et incomplète dans laquelle il les a résumées, ne me paraissaient propres qu'à engendrer l'ennui sans aucun profit pour la science historique. L'étude des originaux m'a fait changer d'opinion. J'ai trouvé, dans les actes produits comme dans ceux qui ont été rédigés aux séances, bien des particularités dignes d'être recueillies. J'ai cru même remarquer qu'en négligeant comme objet de forme tout ce qui ne concernait pas directement la Pucelle, on n'avait peut-être pas bien saisi le caractère de l'une et de l'autre action, non plus que la position des juges saisis des deux instances. Sans doute, l'iniquité du premier tribunal n'a échappé à personne; mais a-t-on fait ressortir assez combien de ressources et de faux-fuyants elle trouvait dans les formalités tortueuses et arbitraires du Saint-Office? Et quant à la revision, a-t-on jamais exposé, avec l'insistance nécessaire, tout ce qu'elle avait de grave, de solennel, d'inouï même, puisque, dans cette procédure sans exemple, l'Eglise infallible mettait à néant toute une affaire instruite et jugée par l'Eglise? Ce sont là des points essentiels que la publication intégrale peut seule mettre en évidence.

Mais, sans m'engager ici dans un exposé critique qui nécessiterait des digressions sans fin, permettez-moi de m'en tenir aux considérations les plus générales. L'objet de vos efforts est de mettre à la portée de tous, les documents utiles que les manuscrits recèlent pour un petit nombre d'adeptes : c'est cette publicité qui constitue les services que vos livres rendent aux études sérieuses. Réduisez à des extraits l'impression d'un monument qui forme un tout à lui seul, vous risquez de ne plus atteindre votre but, car vous ne dispensez plus les travailleurs de recourir aux originaux, ou de déplorer l'impuissance où ils sont de le faire par eux-

mêmes. Ce danger se compliquerait d'un autre dans des matières traitées aussi souvent que celles dont il s'agit : vous auriez à craindre que votre édition ne fût accusée d'augmenter mal à propos et sans fruit la multitude des livres déjà publiés. Songez que MM. Le Brun de Charrettes, Berriat-Saint-Prix, Buchon, Michand, et surtout de L'Averdy, ont extrait des deux procès de Jeanne d'Arc à peu près tout ce qu'ils contiennent de détails pittoresques, de circonstances propres à frapper l'imagination. Si vous croyez que ces notions suffisent, je ne sens pas trop l'avantage de recommencer un travail exécuté tant de fois ; mais si vous voyez la critique sérieuse ne pas trouver dans les compilations qui ont été faites tout ce qu'elle suppose que lui fournirait le monument dans son ensemble, vous êtes appelés, non seulement à faciliter les recherches de quelques hommes studieux, mais à épargner des regrets au plus grand nombre, en décidant la publication entière et complète.

Je vous propose donc l'impression intégrale des deux procès dans la forme qui suit :

La copie authentique à laquelle on se conformerait pour le procès de condamnation serait celle que M. de L'Averdy a décrite sous le n° 2 de sa notice (Ms. latin n° 5966). C'est un volume in-4°, composé de 220 feuillets, 440 pages de 22 lignes lignes chacune, pouvant produire environ 325 pages in-8° de la justification adoptée par la Société. Comme l'écriture du manuscrit est compacte, et qu'il sera nécessaire, dans l'impression, d'espacer les divers actes de la procédure et d'aligner les interrogatoires, je suppose qu'on obtiendra bien 350 pages. Ce chiffre vous donne la possibilité d'admettre dans le premier volume certains compléments qui me paraissent indispensables, comme pièces à l'appui de la condamnation. L'importance de ces additions exige que je vous les signale avec quelques développements.

III.

Vous savez, Messieurs, que la rédaction du procès criminel est en latin et n'a été faite qu'après le supplice de la Pucelle, sur une minute en français que les greffiers avaient

arrêtée d'après leurs notes, dans l'intervalle de chaque audience. Cette traduction était légale aux termes de la jurisprudence ecclésiastique : elle faisait foi pour toute la cause ; par conséquent elle devait seule être reproduite dans les copies émanées du greffe. Aussi, on chercherait en vain la minute française dans les manuscrits revêtus d'un caractère authentique.

Cette absence alarma les historiens jusqu'à la fin du siècle dernier. Ils s'imaginèrent que la minute française ne se rencontrait pas parce qu'elle avait été détruite, et qu'on l'avait détruite parce qu'elle différait de la traduction. M. de L'Averdy, mieux informé par la connaissance des monuments, s'empressa de combattre cette opinion : il démontra que l'original français existait encore en 1456, que les juges de la revision l'avaient eu entre les mains, et qu'il était possible de le retrouver quelque part. De là les peines infinies qu'il se donna pour arriver à la découverte de ce précieux document. Sur sa demande, tous les dépôts de la France et de l'Europe furent fouillés. Les recherches à l'étranger furent sans résultat : le seul manuscrit de d'Urfé, qui était alors au dépôt de la place Vendôme, lui offrit enfin une partie des interrogatoires en français, dans laquelle il reconnut aussitôt une copie presque complète de la pièce qu'il cherchait.

C'est ce fragment que je sou mets à votre appréciation. Outre qu'il établit d'une manière péremptoire le degré de bonne foi qui a présidé à la traduction latine, il est précieux parce qu'il reproduit les réponses de l'accusée, telles qu'elles sont sorties de sa bouche, avec toute leur couleur et dans toute leur vivacité originale. Ces avantages ne sauraient manquer de vous frapper, considéré surtout le peu de frais à quoi l'addition proposée vous engage. Il ne s'agit en effet que de l'impression de 15 feuillets du manuscrit de d'Urfé, que j'évalue à 60 pages in-8°. Une disposition typographique que je crois essentielle, vous permettra d'économiser l'espace en réduisant ce chiffre d'un bon tiers. Comme l'utilité de la minute française sera surtout de mettre le lecteur à même de contrôler la rédaction définitive du procès au moyen des notes recueillies au tribunal, ce travail de comparaison ne saurait être rendu plus commode que si l'on

imprimait le texte du manuscrit de d'Urfé en caractère plus petit sous les passages correspondants de la traduction latine. Par ce moyen, tout pourrait se réduire à environ 40 pages de surcharge.

Je ne saurais passer outre sur la question de la minute française sans avoir dit un mot du manuscrit d'Orléans, publié par M. Buchon. Ce manuscrit est devenu fameux, grâce à M. Dubois, chanoine de Sainte Croix, qui soutenait y avoir découvert la minute française tout entière, tandis qu'il ne contient réellement qu'une compilation du procès fort abrégée, écrite en langue vulgaire pour Louis de Graville, amiral sous Louis XII. L'endroit faible de M. Dubois, c'est qu'il a disserté sans connaître ni la rédaction, ni même le fragment du manuscrit de d'Urfé. Autrement, il s'en tire en homme habile. Je ne sais pas si son argumentation l'a trompé lui-même, mais le fait est qu'elle a déçu M. Buchon, et que de celui-ci l'erreur a passé à tout le monde. Je me contente d'avancer ici le fait, sauf à apporter plus tard des preuves à l'appui. Je préviens seulement toute observation de votre part en niant qu'on puisse compléter le manuscrit de d'Urfé par celui d'Orléans.

IV.

Les autres pièces que je vous propose d'imprimer en appendice à la condamnation consistent en mandats royaux et quittances constatant les salaires affectés aux juges pour prix de leur participation au procès. Ces documents, qui sont tous inédits, figureront d'autant mieux à cette place, que tous les manuscrits donnent à la suite de l'arrêt quelques pièces qui s'y rattachent d'une manière indirecte. De ce nombre sont des circulaires apologétiques, émanées du gouvernement anglais et de l'Université de Paris; un libelle diffamatoire sur les derniers moments de Jeanne d'Arc, composé par l'ordre de Pierre Cauchon; une sentence prononcée contre un moine qui avait mal parlé du tribunal, etc. Tous ces documents, en y joignant le procès de condamnation complété, comme je l'ai dit, une introduction et les notes nécessaires, formeront un volume d'environ 32 feuilles. C'est beaucoup, peut-être, en égard surtout à

ce que, pour le reste du travail, j'aurai besoin encore de plusieurs fois 500 pages ; mais, Messieurs, je ne m'écarterai pas du plan que vous m'avez tracé. Je ne vous propose que ce qui est utile, laissant de côté ce que je pense que votre discernement réprouverait. C'est la valeur réelle des monuments qui me décide, bien plus que l'apparence qu'ils présentent ou que la faveur dont ils jouissent. J'ai exclu déjà quelque chose ; tout à l'heure vous me verrez exclure davantage. Si donc j'ai préparé mes devis avec une sévérité de choix que je me suis efforcé de conformer à vos vues, j'ai conçu l'espoir aussi qu'à la fin votre libéralité ne me manquerait pas, et qu'au lieu de regarder à la grosseur des volumes que je vous demande, vous craindriez, en me les accordant, que l'espace ne me manquât encore plutôt que la matière pour le remplir.

V.

J'arrive au second volume, qui commencera naturellement par les premières démarches essayées contre le jugement de 1431, depuis la conquête de la Normandie jusqu'à l'époque où entra en exercice le tribunal institué par la cour de Rome. Les documents de cette période révèlent déjà des faits curieux sur la Pucelle, et surtout ils établissent quelle a été la participation de Charles VII dans un acte de tardive justice. Malheureusement ils sont extrêmement rares ; peut-être des découvertes ultérieures me permettront-elles d'en augmenter le nombre. Aujourd'hui, je ne puis vous en signaler que deux : une information faite en 1449 par maître Guillaume Bouillé, et une lettre circulaire de l'inquisiteur Jean Bréhal, dans laquelle il demande officiellement des avis doctrinaux sur la revision dont il est chargé par le roi. Cette dernière pièce est inédite ; l'autre a été tirée, par M. de L'Averdy, d'un précieux volume de la Bibliothèque Rohan-Soubise, et imprimée en appendice dans le tome III des *Notices des Manuscrits*. C'est à cette impression que nous serons obligés d'avoir recours, l'original s'étant égaré depuis la révolution : du moins il n'est entré ni aux Archives du Royaume ni dans aucune des bibliothèques publiques de Paris.

Une trentaine de pages consacrées à ces préliminaires introduiront le lecteur à la revision proprement dite, monument énorme qui, sous tous les rapports, formera la partie capitale de la publication. On conçoit facilement quels doivent être l'intérêt et l'abondance des matières fournies par une action solennelle où furent entendues comme témoins toutes les personnes qui avaient connu ou vu la Pucelle. Trois informations et quatre enquêtes ordonnées par le tribunal ont fourni jusqu'à cent quarante-quatre dépositions dignes d'être consignées. Ces témoignages sont, sans contredit, les plus précieux matériaux de l'histoire de Jeanne d'Arc; mais ils donnent au procès un si prodigieux développement qu'on ne peut pas espérer de le faire tenir en moins de 1000 pages, deux volumes. J'établis cette évaluation d'après le ms. 138 du fonds Notre-Dame, sur lequel je me propose de prendre ma copie. C'est l'expédition authentique qui a été déliée à Guillaume Chartier, évêque de Paris, délégué comme juge au procès par le pape Calixte III; on ne saurait donc se conformer à un texte plus digne de foi.

Le manuscrit de d'Urfé avait été désigné dans vos deux séances du 5 février et du 6 avril; mais je me suis assuré qu'il ne donne de la revision qu'une copie dénuée de tout caractère authentique, incomplète, exécutée sans ordre ni intelligence: ainsi il ne mérite aucune considération pour l'objet dont il s'agit.

Je sacrifie également au manuscrit de Notre-Dame, celui du fonds latin n° 5970, le plus beau de tous assurément, mais d'un usage difficile à cause de son volume et de la finesse de son écriture. Il est authentique, par conséquent conforme à l'autre, quant aux actes du procès; il diffère en ce qu'il contient de plus sept Mémoires consultatifs qui furent produits au tribunal entre l'achèvement des procédures et le prononcé du jugement, plus encore une récapitulation générale des moyens contenus dans ces Mémoires.

Par suite de cette addition, le surcroît de la matière est tel que si vous teniez à reproduire intégralement le ms. 5970, au lieu des deux volumes que j'ai demandés ci-dessus, il en faudrait trois et demi pour le moins; mais je suis d'avis que vous pouvez sans inconvénient vous éviter une pareille dépense, parce que le caractère des Mémoires, aussi bien que

de la récapitulation, les exclut du genre de monuments qu'il est de votre désir et dans vos attributions de publier. Permettez-moi quelques explications qui, je crois, ne vous laisseront aucun doute à cet égard.

VI.

Charles VII, avant d'autoriser aucune démarche pour la justification de la Pucelle, eut besoin de se mettre à couvert derrière toute la théologie de son royaume. A cet effet, il s'adressa aux docteurs les plus renommés, avec prière d'examiner le jugement de 1431 et de désigner par écrit tous les moyens qu'on pouvait produire contre sa validité. Un nombre infini de Mémoires furent rédigés en ce sens, et grâce à tant de manifestations non équivoques, le roi appuya les instances de la famille d'Arc auprès de la cour romaine. Le tribunal de revision fut institué : on instruisit, on plaida, on en vint au jugement. Il semble qu'à ce moment solennel les juges devaient trouver dans les pleins pouvoirs dont ils étaient revêtus toute l'autorité suffisante pour se prononcer. Il n'en fut pas ainsi : le dénouement auquel ils allaient en venir était si grave qu'ils crurent qu'il y avait nécessité, même pour eux, d'invoquer l'opinion publique. Ils se firent donc apporter et lire en pleine audience certain nombre de Mémoires choisis parmi ceux qui avaient été écrits pour le roi. Cette précaution ne les rassura pas encore ; il se trouva que les auteurs des consultations avaient divagué en plus d'un endroit, qu'ils n'avaient pas résolu toutes les questions difficiles de droit et de dogme : *Visum est præ/atas opinionones ad elucidationem materiæ minime sufficere et in plerisque eidem materiæ videri impertinentes* ; c'est le texte même du procès-verbal. En conséquence, le tribunal donna la charge à l'inquisiteur qui lui était adjoint de rédiger à frais nouveaux un travail mieux entendu et plus complet, dans lequel il joindrait aux bons moyens allégués par les docteurs tous ceux qu'avaient fournis la procédure et les débats de la revision. Jean Bréhal, l'inquisiteur, s'acquitta de sa tâche en donnant le jour à une monstrueuse harangue en vingt et un points, après laquelle, toutes les objections

paraissant prévues, les juges se décidèrent à lancer leur arrêt.

Cet exposé, Messieurs, vous apprend l'objet de tous les écrits qui y ont donné lieu. Monuments de discipline et de dogme, ils roulent uniquement sur un fait et sur un principe : le fait, c'est un jugement suspect dont ils sont destinés à signaler les vices ; le principe, c'est la révélation divine dont ils prétendent établir les caractères de telle façon qu'il soit visible qu'une femme vouée au métier des armes ait pu y participer. Vainement donc vous chercheriez là quelque notion nouvelle sur Jeanne d'Arc, puisque les consultants dont ces écrits sont l'ouvrage n'ont dû argumenter que d'après les faits consignés aux procès-verbaux de la condamnation et les textes sacrés qu'ils y pouvaient rapporter contradictoirement. Les seuls casuistes et théologiens peuvent lire avec fruit ces sortes de dissertations, et c'est à eux qu'il faut laisser le soin de les imprimer, s'ils les trouvent dignes de cet honneur.

La récapitulation de Jean Brehal semblerait peut-être devoir échapper à l'exclusion que je propose, parce que, vu les circonstances qui l'ont fait naître, elle devient un manifeste du tribunal. Mais au point de vue historique, la sentence définitive et les considérants sur lesquels elle repose, sont les seules choses qui intéressent ; peu importe de savoir par quels versets des Ecritures, par quelles interprétations canoniques la conscience des juges a été décidée ; ce sont là les secrets de la chambre du conseil, et quand même ils ne seraient pas révélés, celui qui a entre les mains toutes les pièces du procès ne pourrait pas se dire moins bien instruit de la forme et du fond de l'instance. Cela est si vrai que le manuscrit de Notre-Dame, copie authentique destinée à faire foi de toutes les circonstances de la révision, ne donne ni la récapitulation ni les Mémoires, mais les mentionne seulement à la place où ils ont été produits.

VII.

Tels sont, Messieurs, les motifs que je puis alléguer contre l'impression des suppléments fournis par le ms. 5970. Je ne parle ni du dénuement absolu de génie que ces com-

positions présentent, ni de l'ennui mortel qu'elles provoquent. Parce que j'ai eu le courage de les parcourir, je ne veux pas vous ôter celui d'en décider la publication, dans le cas où vous la croiriez de rigueur. Mais si vous n'hésitez à l'exclure que par la crainte de n'être pas complets dans un livre après lequel vous ne voulez pas qu'on ait lieu de revenir, je vous proposerai, comme terme moyen, d'exposer, dans une notice consacrée à cet objet, l'esprit des Mémoires et le mode d'argumentation adopté par chacun des docteurs. Le travail sera général et embrassera dans son ensemble tous les écrits de controverse auxquels la Pucelle a donné lieu dans son temps.

Le nombre de ces libelles a été formidable, à en juger par ce qui reste. Outre ceux dont je viens de vous entretenir, le manuscrit de d'Urfé en présente un de Guillaume Bouillé, qui a échappé à M. de L'Averdy; le supplément latin n° 1033 en présente six qui ont été pris à la bibliothèque du Vatican; j'en trouve un de l'archevêque d'Embrun dans le ms. latin 6199; enfin, Melchior Goldaste a publié tout un recueil d'avis doctrinaux sur le même sujet, composés par des docteurs allemands contemporains. Une soixantaine de pages suffiraient pour accommoder tout ce fatras aux besoins de l'érudition. Ces 60 pages commenceraient le quatrième et dernier volume.

VIII.

J'arrive au terme du travail que je m'étais imposé. Vous-mêmes, Messieurs, vous avez désigné comme complément naturel et indispensable de tout l'ouvrage, la réunion des divers documents que le quinzième siècle nous a laissés sur Jeanne d'Arc, fragments de chroniques, poèmes, lettres, actes officiels, etc.

M. Buchon et les éditeurs de la collection des Mémoires ont montré, par de louables tentatives, tout ce qu'un pareil tableau offrirait d'intéressant s'il était complet. Je n'ai pas besoin d'en faire ressortir l'utilité à vos yeux. L'approbation de vos lecteurs vous récompensera du soin que vous aurez pris de leur fournir l'explication ou le contrôle des détails consignés au procès, par les coïncidences que pré-

sentent les histoires ou les pièces détachées. Il me serait impossible de vous soumettre aujourd'hui le relevé de tous ces documents justificatifs. A ceux qui se trouvent disséminés dans les livres dont la Pucelle est l'objet, j'en ajouterai qui n'ont pas encore vu le jour. La bibliothèque du Roi, les archives du royaume m'en ont fourni déjà et m'en fourniront encore. Mais, Messieurs, vous savez qu'on ne peut pas tout attendre des recherches d'un seul; bien des recherches pourront m'être communiquées, si vous appelez à mon aide les relations étendues dont votre Société dispose. Les archives des hôtels de ville, dans les départements du Centre, n'ont pas donné tous les renseignements qu'on a le droit d'en attendre, et peut-être les bibliothèques particulières combleraient-elles des lacunes qui ont fait le désespoir de M. de L'Averdy.

Telles sont, Messieurs, les vues que j'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation. Le travail exécuté sur ce plan dépassera les limites dans lesquelles votre rapporteur avait jugé d'abord que l'on pouvait se renfermer; mais veuillez considérer que la publication dont il s'agit est la plus belle que vous ayez encore décidée, et qu'en m'accordant les moyens d'une exécution qui réponde à la grandeur du sujet, vous assurerez à la Société de l'Histoire de France l'honneur de ne reculer devant aucun sacrifice lorsqu'il s'agit d'accomplir une œuvre dont se réjouiront à la fois les amis de la science et ceux de la patrie.

Jules QUICHERAT.

APPENDICE IV.

FRANÇOIS DE L'AVERDY.

Après avoir entretenu nos lecteurs de la vie et des œuvres du chef de la nouvelle École franco-anglaise, Jules Quicherat, on ne trouvera pas mauvais que nous disions quelques mots de François de L'Averdy, le chef de l'École française.

I.

FRANÇOIS DE L'OVERDY. — SA VIE ET SA MORT...

Clément-Charles-François de L'Overdy, naquit à Paris en 1723 et fut exécuté le 24 novembre 1793, victime du régime terroriste.

Il était conseiller au Parlement, lorsque sa réputation de probité et la protection de M^{me} de Pompadour le firent nommer en 1763, à la place de Bertin, contrôleur général des finances. En ce temps, l'argent était rare, les dépenses excessives. On attendait du nouveau contrôleur des réformes heureuses. On ne lui en donna pas les moyens. Il fallut recourir à une augmentation d'impôts, et Choiseul le fit remplacer en 1768.

Dans une lettre à Taboureau, Voltaire rendait justice à L'Overdy en ces termes :

« Ce ministre, dit-il, avait fait du bien. On lui devait la liberté du commerce des grains, celle de l'exercice de toutes les professions, la noblesse donnée aux commerçants, les privilèges des corps de ville, l'établissement de la caisse d'amortissement. Trop souvent, le public est injuste et ingrat. »

L'Overdy se retira dans sa terre de Gambais, près de Montfort-l'Amaury.

En 1764, l'Académie des inscriptions et belles-lettres l'avait admis au nombre de ses membres honoraires à la place du comte d'Argenson.

Devenu libre, il donna à des travaux d'érudition le temps que lui laissait la surveillance de son domaine, et c'est ainsi qu'il composa ses Notices sur les deux procès.

Aux mauvais jours de la Révolution, les ennemis de l'ancien régime se souvinrent du passage de L'Overdy aux affaires. On l'accusa d'avoir favorisé le pacte de famine sous Louis XV et, pendant son administration, d'avoir autorisé la formation de la Société Malisset (1765-1767) ; ce qui était vrai, mais ce qui ne suffisait pas à le rendre responsable des abus commis. On dit encore qu'il avait fait jeter des blés

dans les étangs de son parc afin d'affamer le peuple. Condamné par le tribunal révolutionnaire, sa mort fut digne et courageuse.

Les articles que consacrent à L'Averdy la *Biographie universelle* de Michaud (Sylvestre de Sacy auctore), la *Nouvelle Biographie générale* du docteur Hoefer (Firmin Didot, Paris), le Dictionnaire de Larousse, et la *Grande Encyclopédie* de M. Berthelot, citent plusieurs de ses ouvrages, entre autres le *Mémoire sur le procès criminel* de Robert d'Artois, pair de France; ils n'oublient que les deux Notices sur les procès de la Pucelle.

Ces Notices étant les seules de notre auteur qui nous intéressent, nous ne nous occuperons pas de ses autres écrits. Les deux Notices remplissent presque tout entier le tome III de ceux que l'Académie royale des inscriptions et belles-lettres a publiés sous le titre de :

Notices et Extraits des Manuscrits de la Bibliothèque du Roi. Paris, petit in-4°, imprimerie royale, M.D.CCXC.

En tête du volume, on lit l'Avertissement suivant :

AVERTISSEMENT.

« M. de L'Averdy, académicien honoraire, unissant avec zèle ses travaux à ceux du Comité (établi par Sa Majesté dans l'Académie royale des inscriptions et belles-lettres), lui a soumis les extraits raisonnés de tout ce que les Manuscrits de la Bibliothèque du Roi contiennent de relatif au procès de Jeanne d'Arc, connu sous le nom de *Pucelle d'Orléans*. Comme tout ce qui concerne cette héroïne aura toujours le droit d'intéresser les amateurs de notre histoire nationale, le Comité a cru devoir insérer dans ses recueils les Notices données par M. de L'Averdy; d'autant plus qu'elles offrent une foule de particularités, que jusqu'ici nos historiens ont ou rapportées confusément, ou totalement négligées. »

II.

TRAVAUX DE L'AVERDY SUR LES DEUX PROCÈS.

L'Averdy a fait de chacun des deux procès de la Pucelle l'objet d'une Notice spéciale. Pour garder une pleine liberté

de jugement, il n'a pas voulu prendre connaissance du Procès de revision avant d'avoir achevé son travail sur le Procès de condamnation (*Notices...*, p. 2); « sauf à réformer dans la Notice deuxième ce qui aurait pu lui échapper dans la première. »

1^o*Première Notice.*

Elle a pour titre :

Notice du Procès criminel de condamnation de Jeanne d'Arc, dite la PUCELLE D'ORLÉANS, tirée des différents Manuscrits de la Bibliothèque du Roi.

Cette Notice va, pour le texte, de la page 1 à la page 142, et à la page 155 en y comprenant les *Notes explicatives*.

Elle est divisée en quatre parties :

La première comprend ce qui a précédé le procès : pages 7-21 ;

La deuxième conduit le procès jusqu'à la rédaction des douze articles : pages 21-50 ;

La troisième va jusqu'à l'abjuration : pages 50-118 ;

La quatrième expose le procès de rechute jusques aux incidents qui suivirent le supplice de Jeanne : pages 118-142.

2^o*Seconde Notice.*

Elle a pour titre :

Notice du Procès de revision et d'absolution de Jeanne d'Arc, dite la Pucelle d'Orléans.

Le texte contient près de 300 pages (247-542).

Il est divisé en quatre parties :

La première expose les procédures suivies jusqu'au jugement définitif : pages 257-296 ;

La deuxième résume les enquêtes jusqu'au moment où les juges de Rouen entrent en scène : pages 296-374 ;

La troisième (la plus importante) passe au crible les actes du procès de Rouen jusqu'à la sentence du Vieux-Marché : pages 374-509 ;

La quatrième reproduit l'avis des docteurs qui ont été

consultés et le jugement définitif des juges de la revision : pages 504-542.

3^o*Autres Notices du même auteur.*

Signalons, dans le même volume de l'Académie des inscriptions et belles-lettres :

1^o Des *Réflexions historiques et critiques sur la conduite de Charles VII après la prise de la Pucelle*, trois questions : pages 156-174 ;

2^o Une *Notice générale historique et critique des vingt-huit Manuscrits concernant les procès criminels et l'histoire de Jeanne d'Arc* : pages 171-247.

1.

Dans les *Réflexions sur la conduite de Charles VII*, L'Averdy examine trois questions .

1^o Charles VII a-t-il pu payer la rançon de Jeanne (pp. 156-162) ?

2^o Pouvait-il traiter les prisonniers anglais de même que les Anglais traitaient la Pucelle (pp. 162-165) ?

3^o A-t-il pu délivrer Jeanne des mains de ses ennemis (pp. 165 *ad finem*) ?

En réponse à la première question, il « paraît à L'Averdy que Charles VII n'a pu délivrer Jeanne soit par voie d'échange, soit par le payement d'une rançon » ; cela parce que le roi d'Angleterre ne voulait pas et « n'était même pas le maître de rendre sa prisonnière ». (*Ibid.*, pp. 157, 158.)

En réponse à la deuxième question, Charles VII, d'après L'Averdy, ne pouvait songer à traiter les prisonniers anglais comme les Anglais traitaient Jeanne. C'eût été une barbarie à laquelle ses sujets se fussent refusés et qui eût provoqué du côté des ennemis d'horribles représailles. (*Ibid.*, pp. 162-165.)

En réponse à la question troisième, Charles VII n'était pas en mesure de délivrer Jeanne par la force. Il n'était pas maître de la Normandie, et il risquait, en cas d'échec, de compromettre les succès obtenus. (*Ibid.*, pp. 165-166.)

L'Averdy avoue néanmoins qu'« il reste au fond du cœur un mécontentement secret contre l'inaction de Charles VII ».

Il ne répugne pas à l'idée que ce prince « a pu hasarder quelques efforts » à l'effet de délivrer la Pucelle (p. 157). Le silence des historiens sur ce point lui semble un motif suffisant de le présumer. Malheureusement, ce même silence est, en général, interprété dans un sens ouvertement défavorable.

2.

Des manuscrits du procès et autres.

La Notice sur les manuscrits des procès et sur ceux qui concernent l'histoire de Jeanne d'Arc se divise en quatre parties :

- 1^o Manuscrits du procès de condamnation, pp. 171-177;
- 2^o Manuscrits du procès de revision, pp. 177-185;
- 3^o Manuscrits concernant l'histoire de Jeanne, entre autres celui d'Edmond Richer, pp. 185-198;
- 4^o Minute française du procès de condamnation, pp. 198-201.

Suivent trois additions relatives à ces quatre notices, pp. 201-247.

3.

Des minutes des deux procès.

L'une de ces additions traite un sujet des plus intéressants. Elle a pour titre :

Dissertation sur les minutes originales des deux procès de condamnation et d'absolution de Jeanne d'Arc. (Op. cit., pp. 228-247.)

Première question. — Les Anglais ont-ils soustrait la minute du procès de condamnation de Jeanne d'Arc ?

L'auteur répond par la négative.

Deuxième question. — Que sont devenues les deux minutes latine et française du procès de condamnation de Jeanne d'Arc, après qu'elles ont été déposées au greffe des juges de la revision ?

L'auteur répond qu'elles sont restées réunies ensemble par la volonté expresse des juges de la revision.

Troisième question. — Que sont-elles devenues, le procès de revision terminé ?

Elles furent, dit-on, par ordre de Charles VII, placées dans le Trésor des Chartes ; puis, par ordre de Louis XI, transférées à la Chambre des Comptes.

L'Averdy, pp. 237-238, mentionne la communication que le marquis de Paulmy lui fit de l'histoire de la Pucelle par Jean Hordal, lequel, à ce qu'assure L'Averdy, dit expressément dans sa préface qu'il a fait son travail sur les actes originaux du procès conservés dans la Chambre du Trésor des Chartes de la Sainte-Chapelle de Paris.

Nous n'avons pas trouvé de déclaration pareille dans la préface de cette histoire (édition de Pont-à-Mousson, in-8°, 1612, Melchior Bernard, typographe), de la page 1 à la page 8 ; mais à la page 194, Hordal fait précéder le texte de la sentence de réhabilitation de cette remarque :

« Sanctissimo jure dicta pro innocente ab Apostolicis iudicibus sententia, quæ asservata in thesauro sanctæ Capellæ Palatii Regii Parisiensis, ut a me diligenter ibidem inspecta, sic fideliter a me hic redditur.

« In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, etc. »

Il n'est pas douteux, puisqu'il l'affirme, que Hordal ait eu entre les mains le texte du procès de revision et que celui-ci, en ce temps-là, fût déposé au Trésor de la Sainte-Chapelle. Mais la sentence des juges mise à part, il est tout aussi certain qu'il ne s'est pas servi des enquêtes et autres actes originaux, d'abord parce qu'il n'en dit rien, puis parce que le contenu de son histoire le prouve surabondamment. (*Op. cit.*, p. 194.)

Observons en passant que, sauf cinq ou six mots, le texte de la sentence, tel que le donne Jean Hordal, est en conformité parfaite avec celui de l'édition de J. Quicherat.

Chose à noter également, Hordal ne dit pas expressément que le texte duquel il a extrait sa copie de la sentence de revision soit celui des minutes du procès : on peut le penser, on peut tout autant penser le contraire.

Si, à cette époque, les minutes des deux procès se trouvaient dans le Trésor des Chartes de la Sainte-Chapelle, l'incendie qui y éclata depuis et qui consuma un grand nombre de pièces dévora, peut-être, ces précieuses minutes.

Quoi qu'il en soit, du vivant de L'Overdy, on les chercha vainement parmi celles qu'on avait sauvées.

J. Quicherat, dans sa notice littéraire du cinquième volume, n'a rien dit de cette question des minutes des deux procès.

L'Overdy ne se borna pas à ses recherches personnelles sur les originaux latins et français des procès de Jeanne. Il pria un de ses amis, M. de Belbœuf, de s'enquérir si, à Rouen, on n'en retrouverait pas quelques traces. M. de Belbœuf chercha beaucoup et ne trouva rien. (*Notices et Extraits...*, pp. 554 et suiv.)

Sur la demande que nous lui avions adressée, M. Henry Martin, administrateur de la bibliothèque de l'Arsenal¹, a bien voulu chercher si, dans les ouvrages, livres, manuscrits ayant appartenu à M. le marquis de Paulmy et recueillis dans la bibliothèque de l'Arsenal, il ne se rencontrait aucun écrit de M. de Paulmy, aucune pièce propre à fournir quelques renseignements sur les minutes en question.

M. l'Administrateur nous a répondu que ni les travaux auxquels il s'était livré pour la préparation de sa biographie de M. de Paulmy et de son *Histoire de la Bibliothèque de l'Arsenal*, ni sa publication de la liste des papiers de la famille d'Argenson qui furent brûlés à la bibliothèque du Louvre en 1871, ne l'avaient mis sur la trace d'aucun mémoire et d'aucune pièce se rapportant au sujet qui lui était signalé.

1. Nous nous étions adressé à M. H. Martin, parce que c'est la bibliothèque de M. le marquis de Paulmy (fils de René-Louis d'Argenson, ministre des affaires étrangères, 1741-1747, sous Louis XV) qui, achetée par le comte d'Artois, en 1785, a formé sous la Restauration la Bibliothèque de l'Arsenal, la plus importante de Paris, après la Bibliothèque nationale.

NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

NOTE I.

FUSTEL DE COULANGES ET SA MÉTHODE.

(*Préface.*)

Fustel de Coulanges a été successivement professeur de Lycée, professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg, à l'École normale supérieure et à la Sorbonne. Né à Paris, le 18 mars 1830, il est mort dans cette ville, le 17 septembre 1889, après une vie consacrée tout entière aux études historiques. Il est un des hommes supérieurs desquels Voltaire a dit :

Quoi que fasse le grand homme,
Il n'est grand homme qu'à sa mort.

Sur sa méthode historique, sur les applications qu'il en a faites, on lira avec intérêt l'article que M. Imbart de La Tour, un de ses élèves, historien distingué lui-même, a publié dans *le Correspondant* du 25 mars 1905.

Nous en extrayons les passages suivants :

Fustel de Coulanges voulut que l'histoire devint une science.

Avant lui, « écrire l'histoire était une façon de travailler pour un parti et de combattre un adversaire. L'histoire est devenue ainsi chez nous une sorte de guerre civile en permanence ».

Ainsi, par exemple, toute l'École historique de 1815 à 1850 est dominée par ces deux concepts : le principe des nationalités et le principe libéral. On adapte moins « les vues personnelles aux faits qu'on ne plie les faits à ces vues ».

Pour que l'histoire devint une science, il lui fallait une méthode spéciale. Fustel de Coulanges chercha cette méthode, l'expérimenta, et, après en avoir vérifié la valeur, la définit. Nous avons rappelé les trois règles dans lesquelles

il la résumait : règles qui se ramènent à l'étude complète des textes et à leur intelligence.

« L'histoire ne se fait qu'avec des textes. Le meilleur historien est celui qui se tient le plus près des textes, qui n'écrit et même ne pense que d'après eux. »

La méthode historique est le contraire de la méthode imaginative. « L'histoire n'imagine pas, elle observe. »

« La lecture des textes est pour l'historien ce que l'observation ou l'expérimentation est pour le biologiste. Point de théories générales dans les sciences de la nature qui ne s'élève sur une constatation répétée de faits. Point de conclusion en histoire qui ne s'échafaude sur un ensemble de documents. »

« On ne saurait se contenter de lire quelques textes, il faut les lire tous. Ils se complètent et se rectifient l'un l'autre.

« Il ne suffit pas de lire les textes ; il faut savoir les lire. C'est la seconde étape de la méthode, interpréter les documents. On prend d'abord les textes par le dehors ; on en vérifie l'authenticité et la provenance, on compare les variantes pour retrouver le document original.

« Cela fait, on s'attaque au dedans : on pénètre le sens des témoignages et on en pèse la valeur ; on arrive de la sorte à distiller enfin le fait précis et positif.

« Ces précautions préliminaires assurées, la méthode scientifique de l'histoire procède au début de ses recherches par l'analyse, au terme par la synthèse. De l'analyse, la synthèse dégage les idées générales, les vues d'ensemble qui sont le but propre de la science.

« Fustel aimait à redire qu'il faut beaucoup d'analyse pour arriver à un peu de synthèse. » Et cette synthèse s'affirme moins comme une création de l'esprit que comme une suggestion de faits. Elle n'est possible que là où il y a des documents certains.

En résumé, l'auteur de la *Cité antique* considère la méthode subjective comme la principale ennemie de la science historique.

L'historien inféodé à la méthode subjective « met ses idées personnelles dans l'étude des textes. Cette méthode

peut convenir à la philosophie ; elle est inconciliable avec l'histoire.

« Il doit y avoir une cloison étanche entre nos opinions et notre méthode. L'esprit critique laisse de côté les conceptions intellectuelles du présent.

« Comme les sciences de la nature, l'histoire est une étude objective des choses. »

Même en art et en littérature, la grande loi, comme le disait Brunetière, c'est « la soumission de l'écrivain et de l'artiste à son objet¹ ».

La méthode appliquée à l'étude du procès de Rouen par J. Quicherat dans ses *Aperçus nouveaux* est la méthode subjective.

Celle que nous avons eu dessein d'appliquer de notre côté étant la méthode objective telle que l'entend Fustel de Coulanges, on ne doit pas être surpris que nous soyons arrivés à des résultats opposés.

Nous nous reprocherions de ne pas reproduire en terminant ces paroles de M. Imbart de la Tour :

« Si l'histoire a cessé d'être une arme de parti ou une légende d'artiste pour devenir une science ; si elle est, en un mot, la maîtresse austère et sereine de la vérité que nous aimons, c'est en grande partie à Fustel de Coulanges qu'elle le doit. »

NOTE II.

LES DEUX HÉROÏSMES, HUMAIN ET DIVIN.

(Page 2.)

Quelques lignes sur ces deux héroïsmes ne seront pas hors de propos.

Nous emprunterons celles qui concernent l'héroïsme humain à Thomas Carlyle, l'auteur du livre qui a pour titre : *Les Héros et l'héroïque dans l'histoire* (1 vol. in-18, trad. de Jean Izoulet ; Paris, Armand Colin, 1905).

1. *Études critiques*, page 238. In-12 ; Paris, 1903.

En ce qui regarde l'héroïsme divin ou ce que la langue théologique nomme *l'héroïcité des vertus chrétiennes*, nous résumerons ce que nous en avons dit dans une des notes de *l'Etude critique sur l'abjuration*, deuxième série de nos Études précédentes, note XII, page 376.

1°

De l'héroïsme humain, d'après Th. Carlyle, et de celui de Jeanne d'Arc.

Thomas Carlyle commence le premier chapitre de son livre sur les *Héros* par ces paroles :

« Nous avons entrepris de discourir ici un peu sur les grands hommes, c'est-à-dire sur les Héros, sur l'accueil qu'ils ont reçu et le rôle qu'ils ont joué; ce que j'appelle le culte des Héros et l'Héroïque dans les affaires humaines. Comme je l'entends, l'histoire universelle, l'histoire de ce que l'homme a accompli en ce monde, c'est au fond l'histoire des grands hommes qui ont travaillé ici-bas. Ils ont été les conducteurs des hommes, ces grands hommes; les modeleurs, les patrons, et en un large sens les créateurs de tout ce que la masse générale des hommes a pu s'efforcer de faire ou d'atteindre.

« Une consolation, c'est que les grands hommes, de quelque façon qu'on les prenne, sont une compagnie profitable. Nous ne pouvons nous occuper, fût-ce imparfaitement, d'un grand homme sans gagner quelque chose avec lui. Il est la vivante fontaine de lumière près de laquelle il est bon et agréable de se trouver. En quelque condition que ce soit, vous ne vous plaindrez pas d'errer dans un tel voisinage quelque temps¹. »

Quoique Carlyle, dans cet ouvrage, ne nomme même pas Jeanne d'Arc, nous pouvons appliquer à l'héroïne ce qu'on vient de lire. Car elle a sa place marquée parmi les héros de notre pays, et elle a droit au culte qui leur est réservé. Peu d'œuvres ont été plus belles et plus durables que la sienne : œuvre de désintéressement, de dignité, de sacri-

1. Thomas Carlyle, *Les Héros et l'héroïque dans l'histoire*, page 3.

fice, de patriotisme. A l'école de son histoire, les Français apprendront le secret de ces grandes vertus. Sous ce rapport, sa compagnie leur sera toujours profitable. Ils trouveront en elle « la vivante fontaine de lumière près de laquelle il est bon et agréable de se trouver ».

Carlyle convient que, « dans les jours où nous sommes, le culte des Héros fait profession de s'en être allé ». (*Ibid.*, p. 21.) N'importe, poursuit-il : les hommes de notre âge qui parlent de la sorte « sont des critiques de petite vision ». (*Ibid.*, p. 22.) Quoi qu'ils prétendent, « le culte des héros durera autant que l'humanité ». (*Ibid.*, p. 23.)

Français admirateurs de Jeanne d'Arc, soyons des « critiques de grande vision ». Transmettons fidèlement aux générations futures le culte de l'héroïne, et ne laissons pas s'éteindre le feu sacré.

Carlyle groupe les héros en six classes :

Le héros-divinité : tel Odin ;

Le héros-prophète : tel Mahomet ;

Le héros-poète : Dante, Shakespeare ;

Le héros-prêtre : Luther, Knox ;

Le héros-homme de lettres : Johnson, Burns ;

Le héros-roi : Cromwell, Napoléon.

A quelque classe qu'il appartienne, le héros est toujours « comme une lumière allumée, une lumière d'intelligence, de noblesse de cœur ». (*Op. cit.*, pp. 45-46.)

Il est toujours « un messenger, envoyé du fond de l'Infini avec des nouvelles pour nous. Ses paroles sont une sorte de révélation. L'inspiration du Tout-Puissant lui donne l'intelligence ». (*Ibid.*, pp. 74, 75.)

Une des caractéristiques du héros, c'est la sincérité. « Une sincérité profonde, grande, ingénue, est le premier caractère de tous les hommes qui sont d'une façon quelconque héroïques. » (*Ibid.*, p. 73.)

Dans nos temps ingrats, « une sincérité supérieure nous console du manque total de l'ancienne grâce grecque. La sincérité, je pense, vaut mieux que la grâce ». (*Ibid.*, p. 49.)

Avec la sincérité, la chose nécessaire pour le héros, c'est d'être brave et vaillant.

« C'est un éternel devoir que le devoir d'être brave. *La valeur vaut.*

« C'est un devoir non moins impérieux que celui de subjuguier la crainte. » (*Ibid.*, pp. 50, 51.)

Qu'on applique ces divers traits à notre grande Française; ils lui conviennent à merveille.

N'a-t-elle pas été brave et vaillante autant que pouvait l'être, je ne dirai pas une faible femme, mais le plus intrépide des chevaliers? A-t-elle jamais connu la peur et la fuite « honteuse? »

Sa sincérité à tous égards était à la hauteur de sa vaillance. Elle ne s'est pas dite seulement « messagère de Dieu », chargée d'apporter des nouvelles de salut et de gloire à son pays. Elle a eu foi en sa mission, et elle l'a proclamée jusque sur le bûcher.

Elle fut au quinzième siècle « la lumière allumée, lumière d'intelligence et de noblesse de cœur », le phare qui montre aux loyaux Français le chemin du port.

Elle le sera en ce vingtième siècle, si nous voulons vraiment nous sauver, si nous ne persistons pas à tourner le dos à cette « lumière allumée », car on ne l'éteindra pas.

Elle le sera tant qu'il y aura dans nos veines plus de sang français que de sang anglais ou allemand.

20

De l'héroïsme divin ou de l'héroïcité des vertus chrétiennes.

L'héroïsme humain tel qu'on vient de le définir ne saurait être le partage que d'un petit nombre d'hommes : les conditions requises sont trop rares et trop élevées pour que les héros selon Carlyle ne forment pas une aristocratie extrêmement limitée. Des barrières infranchissables les séparent du peuple et des foules.

Le christianisme a renversé ces barrières, et, en les renversant, il a introduit dans ce monde un héroïsme nouveau, celui de la sainteté. Ce n'est pas qu'il l'ait démocratisé au sens strict du mot ; l'héroïsme chrétien ne formera lui aussi qu'une aristocratie et qu'une élite. Mais en n'exigeant pas comme élément essentiel la supériorité de l'intelligence, en

ne requérant pour la réaliser que la noblesse du cœur, la droiture et l'énergie de la volonté, la persévérance dans la pratique du bien, la religion du Christ a mis l'héroïsme tel qu'elle l'entend à la portée du peuple et des foules : parmi les saints qu'elle offre à l'admiration et à l'imitation de ses fidèles, s'il y a des hommes de génie comme les Chrysostome et les Thomas d'Aquin, il y a des martyrs de treize ans comme la jeune Agnès, des esclaves comme Blandine de Lyon, d'humbles prêtres au cœur embrasé de charité comme Vincent de Paul, des pauvres comme François d'Assise, des mendiants comme Benoît Labre.

Pour élever au rang des saints les chrétiens que la voix publique signale à la vénération universelle, pour les placer sur les autels, l'Eglise catholique ne regarde ni à la naissance, ni à la richesse, ni à la condition, ni à la supériorité de l'intelligence, ni aux dons de la fortune, ni aux catégories dans lesquelles Carlyle a rangé ses héros : elle demande seulement que le serviteur de Dieu ait pratiqué les vertus chrétiennes, théologiques et cardinales, et les vertus de son état au degré qu'elle estime « héroïque ». C'est la condition que les théologiens appellent, non point « héroïsme », simplement, mais « l'héroïcité des vertus », pour en préciser le caractère essentiellement moral et reléguer à un rang inférieur toute considération spéculative et théorique.

Rappelons brièvement les principes théologiques qui régissent cette matière.

D'après l'enseignement des docteurs et la pratique de l'Eglise, l'héroïcité requise des serviteurs de Dieu, pour qu'ils soient dignes des honneurs de la canonisation, consiste moins en des actes de vertus extraordinaires et inouïs que dans la pratique persévérante des vertus chrétiennes, atteignant un degré de perfection supérieur à celui qu'on remarque dans les personnes vraiment justes.

Reputantur heroes sanctitate, dit Benoît XIV, *qui perstiterunt in continua nunquam interrupta vite innocentis serie*.

Les vertus chrétiennes pratiquées de la sorte doivent être d'abord les vertus théologiques et cardinales, puis celles que réclame la condition à laquelle le serviteur de Dieu appar-

tient. A ce point de vue, la sainteté devient relative : une personne vivant dans le monde y atteindra en faisant des choses qui, dans la vie religieuse, ne suffiraient plus.

L'héroïcité dont il s'agit n'est pas d'un jour ou de quelques semaines, elle doit être continue et persévérante jusqu'à la mort.

S'il survient quelques défaillances, même graves, le serviteur de Dieu aura toujours le moyen de ne pas déchoir de l'état d'héroïcité en les réparant par une pénitence admirable, et en prenant sujet de ces défaillances pour s'élever à un degré de vertu plus haut que celui auquel il avait atteint auparavant.

NOTE III.

EDMOND RICHER.

(Page 62.)

Nous ne considérons pas ici dans Edmond Richer le théologien que ses luttes doctrinales rendirent si célèbres à Paris au commencement du dix-septième siècle, mais l'historien de la Pucelle et le récit qu'il a laissé des dits et faits de l'héroïne.

Né à Chaource (aujourd'hui du diocèse de Troyes), en Champagne, le 30 septembre 1560, Richer vint à Paris à l'âge de dix-huit ans, prit ses grades universitaires et s'adonna à la prédication. A trente-quatre ans, il devenait principal du collège du cardinal Lemoine. En 1600, il était nommé censeur de l'Université de Paris, et le 2 janvier 1608 syndic de la Faculté de théologie. Son livre sur *la puissance ecclésiastique et politique*, qu'il composa en 1611, fut l'occasion de luttes et de persécutions qui ne cessèrent qu'avec sa vie. Il mourut le 28 novembre 1630 et fut inhumé dans la chapelle de la Sorbonne. Baillet a raconté sa vie.

On ignore en quelle année il commença de s'occuper de l'histoire de la Pucelle. Il l'écrivait encore en 1628, ainsi qu'il nous l'apprend aux premières pages du second livre. Mais il mourut sans avoir eu le temps de la faire imprimer.

Le manuscrit fut déposé à la Bibliothèque du roi et on le consulte encore à la Bibliothèque nationale.

Nous ne reviendrons pas sur les détails que nous avons donnés au chapitre III du présent volume et dans l'opuscule de la deuxième série de nos *Etudes critiques*. On a vu en quelle estime L'Averdy, Daunou, Michaud tenaient le travail d'Edmond Richer. Son manuscrit est le premier que mentionne L'Averdy parmi ceux qui se rapportent à l'histoire de Jeanne d'Arc.

« Richer, dit-il, a composé cet ouvrage en langue française avec le plus grand soin sur les manuscrits authentiques des deux procès en latin qu'il cite dans son avertissement. On a la preuve dans le volume même qu'on a eu dessein de faire imprimer cette histoire en 1694, par une lettre de privilège qui est volante, mais conservée dans le volume, et qu'on l'a voulu de même en 1740, comme l'indique l'approbation d'un censeur. » (*Notices et extraits...*, pp. 185-189.)

Le même auteur dit que « si l'on voulait imprimer à présent Richer, sa forme scholastique et son style antique lui nuiraient beaucoup. Mais le manuscrit n'en est pas moins précieux et il peut être utile à ceux qui écriront dans la suite l'histoire de Jeanne ». (*Ibid.*)

Suit l'analyse de l'ouvrage même, avec ses quatre parties et l'*Avertissement au lecteur*, pp. 186-189.

L'abbé Louis MORÉRI (1643-1680), auteur du *Grand Dictionnaire historique*, à l'article RICHER (Edmond), avait mentionné « son Histoire de Jeanne d'Arc, avec les extraits des procès de condamnation et de justification, et les extraits des auteurs qui en ont parlé ». (*Grand Dictionnaire*, t. X, p. 191. In-folio, Paris 1759.)

L'abbé Ladvoat (1709-1765), docteur de Sorbonne, qui, sous le pseudonyme de VOSGIEN, chanoine de Vaucouleurs, publia le *Dictionnaire géographique portatif*, rendait hommage à la profonde érudition d'Edmond Richer, et surtout à l'esprit critique qui règne dans tous ses ouvrages; « mérite qui de son temps, remarque-t-il, était fort rare. »

NOTE IV.

LES IDÉES FRANÇAISES DE J. QUICHERAT ET DE SON ÉCOLE.

(Page 96.)

Nous appelons *idées françaises*, chez J. Quicherat, les idées qui lui sont communes avec les historiens de l'Ecole de L'Averdy sur la mission de la Pucelle, et qui ne sacrifient pas l'honneur de l'héroïne aux intérêts de la cause anglaise et de son représentant Pierre Cauchon. Ces idées sont présentées dans les chapitres I-IV et VIII-X des *Aperçus nouveaux*.

Le chapitre premier sur *l'enfance et la vocation de la Pucelle* rappelle les circonstances à la faveur desquelles Jeanne vit de près les souffrances du sol natal et « la grande pitié du royaume de France ». La résistance que les habitants de la vallée de la Meuse opposèrent aux anglo-bourguignons lui révéla le moyen de mettre fin aux malheurs du pays.

Sachons gré à J. Quicherat de n'avoir pas eu, comme Siméon Luce, la singulière pensée de trouver la raison de la première vision de la jeune Lorraine dans l'enlèvement et la restitution subséquente d'un troupeau de bêtes à cornes.

L'état de la France à l'avènement de la Pucelle est le sujet du chapitre II. Quelque lamentable que fût cet état, l'auteur appelle l'attention sur ces deux points-ci :

1^o Il existait dans les cœurs français des sentiments isolés qu'il ne s'agissait que de confondre en un seul;

2^o Il y avait sur tous les points du territoire des forces morcelées que le mystère était de réunir pour en composer la force nationale.

Et J. Quicherat ajoute :

« Ce sont ces deux choses-là que Jeanne d'Arc vint accomplir en France¹. »

Quelles furent les dispositions du gouvernement français

1. *Aperçus nouveaux*, p. 21.

à l'égard de Jeanne d'Arc? Peu favorables en somme, soit du côté de Charles VII, soit du côté de ses conseillers et ministres. « Jamais, tant que la Pucelle vécut, le jeune roi ne fut subjugué par elle. Il garda toujours une oreille ouverte pour recueillir les mauvais bruits, les paroles défavorables. Il écouta, se tut, laissa faire¹. »

Ainsi s'exprime l'auteur des *Aperçus nouveaux* dans son chapitre III. Le chapitre suivant produit les preuves de l'opposition faite aux desseins de la Pucelle depuis la levée du siège d'Orléans jusqu'à son départ de Sully pour Lagny-sur-Marne.

Les chapitres VIII, IX et X traitent de la sortie de Compiègne, du rôle qu'y joua Guillaume de Flavy et des suites que put avoir la captivité de l'héroïne.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* revint plus tard sur ce sujet des oppositions faites par Charles VII et ses conseillers préférés, Regnault de Chartres, archevêque de Reims, et Georges La Trémouille, aux desseins de la Pucelle. Il en produisit de nouvelles preuves, et ces preuves lui parurent d'une telle gravité, qu'il n'hésita pas à qualifier de trahison la conduite de Charles en ces conjonctures.

NOTE V.

DES HISTORIENS DES DEUX ÉCOLES, FRANÇAISE
ET FRANCO-ANGLAISE.

(Page 100.)

Nous avons dit que, jusqu'au jour où J. Quicherat publia ses *Aperçus nouveaux*, les historiens s'en étaient tenus généralement, sur le procès de Rouen et les questions qui s'y rattachent, aux conclusions des maîtres de la réhabilitation et à la sentence de 1456. Tous s'accordaient à convenir que le procès de 1431 était inique et nul à tous les points de vue : au point de vue du fond, car la vérité historique y

1. *Aperçus nouveaux*, p. 25.

était impudemment outragée, les faits altérés ou faussés ; au point de vue de la procédure et de la forme, car les juges ne s'étaient pas gênés pour laisser de côté ou transgresser ouvertement les prescriptions du droit naturel et celles du droit canonique, toutes les fois qu'ils avaient un intérêt à le faire. Quant à l'auteur responsable de cette altération des faits et de ces transgressions juridiques, ainsi que de la sentence inique à laquelle elles avaient abouti, Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, il restait flétri par l'opinion et il prenait rang, à côté de Judas, parmi les traîtres voués à l'exécration des siècles.

Telle était l'opinion dominante avant 1850, pour ne pas dire la seule que l'on manifestât. Lorsque J. Quicherat eut publié ses *Aperçus nouveaux*, lorsque ses idées eurent recruté des approbateurs, les historiens fidèles à la tradition nationale auraient pu dire ce que disait tout récemment M. Maurice Barrès en son discours de réception à l'Académie française :

« On veut nous désunir et nous dénaturer. On nous propose d'être moins français ; on veut que nous manquions à notre patrie. »

En tout cas, la tentation n'a pas réussi. Les adeptes de l'Ecole franco-anglaise ne sont pas « légion ».

Michelet, Henri Martin, J. Quicherat, Siméon Luce, Vallet de Viriville, Buchon, ces ouvriers de la première heure, ont eu plus d'admirateurs que d'imitateurs.

Cependant, parmi les historiens vivants inféodés à cette Ecole, on pourra nommer encore MM. Ernest Lavisse, Joseph Fabre, Anatole France, Petit-Dutaillis.

Dans nos deux séries d'*Etudes critiques*, nous avons cité assez de passages tirés des ouvrages de ces écrivains de talent pour qu'on ne puisse douter de l'unité de vues qui règne chez eux à l'endroit des problèmes posés par le procès de Jeanne d'Arc.

Cependant il ne serait pas loyal de méconnaître les divergences notables qui s'accusent en certains points. Ainsi, M. Petit-Dutaillis juge l'évêque de Beauvais beaucoup moins favorablement que ne l'a jugé J. Quicherat. Il convient des irrégularités du procès, et particulièrement de celles que

l'auteur des *Aperçus nouveaux* s'efforce de justifier à tout prix.

Henri Martin ne doute pas du guet-apens du relaps dont J. Quicherat ne parle même pas en son *Étude critique*.

Joseph Fabre (*Jeanne Libératrice de la France*, pp. 167, 168) admet les deux cédules de l'abjuration et l'insertion au procès de la fausse cédule. Citons ces lignes à son honneur :

« Guillaume Erard fit lire à Jeanne une pièce qu'on tenait prête. Jeanne traça une croix au bas de la déclaration. Au milieu du tumulte, un secrétaire du roi d'Angleterre s'approcha de Jeanne, lui prit la main et lui fit signer une déclaration dont elle ne connaissait pas le texte, déclaration autrement explicite que la première. Cette déclaration extorquée à Jeanne fut la seule que les juges consignèrent au procès-verbal. Après avoir trompé la pauvre fille, ils espéraient tromper l'histoire. »

Chez les historiens de l'École française, l'unité de vues sur les questions du procès existe comme chez les historiens de l'École de J. Quicherat, mais en sens contraire. Puisqu'ils représentent l'opinion qui n'a cessé de régner en France depuis l'époque de la Pucelle, il ne sera pas inutile de rappeler les noms des principaux, soit antérieurement, soit postérieurement à l'apparition des *Aperçus nouveaux*, c'est-à-dire à 1850.

1°

Les historiens de l'École française de 1600 à 1850.

Laissant de côté les chroniqueurs et historiens des quinzième et seizième siècles, nous commencerons par :

Jean HORDAL DU LYS. — *Histoire*, ou plutôt *Eloge de Jeanne d'Arc*, sous ce titre : *Heroinæ nobilissimæ Joannæ Darc, Lotharingæ... Historia*; vol. in-8°, Pont-à-Mousson, 1612.

Estienne PASQUIER (1529-1615). — Voir dans ses *Recherches de la France* (in-folio, Paris, 1642), le chapitre v du livre sixième, qui a pour titre : *Sommaire du procès de la Pucelle*, pages 459-466; in-folio, Paris, 1645.

Edmond RICHER, docteur en Sorbonne, syndic de la Fa-

culté de théologie de Paris. — *Histoire manuscrite de la Pucelle*. Bibliothèque nationale. fonds français, 10448.

LOUIS MORÉRI (1643-1680), à l'article ARC (Jeanne d'), dit que les juges de Rouen « n'ont pu vérifier contre l'héroïne aucune accusation, sinon qu'elle avait pris l'habit d'homme et les armes, ce qu'ils imputaient à crime ». (*Grand Dictionnaire*, t. I, in-folio, Paris, 1759.)

BOSSUET (né à Dijon le 27 septembre 1627, mort à Paris le 12 avril 1704). — *Histoire de France*, livre XI, pages 174-177. (Édit. L. Vivès, *Œuvres*, t. XXV, Paris, 1864.)

« Les Anglais, au lieu d'admirer une si rare vertu qu'ils devaient estimer même dans un ennemi, la mirent entre les mains de l'évêque de Beauvais pour la juger. Elle fut brûlée vive à Rouen en 1431. Mais son procès fut revu solennellement, et sa conduite approuvée par un dernier jugement que le Pape lui-même confirma. »

MÉZERAY (François de....., 1610-1683). — *Histoire de France*, trois vol. in-folio, Paris, 1646. Voir au règne de Charles VII.

Le Père DANIEL (Gabriel..., Jésuite, 1649-1728). — *Histoire de France*, 17 vol. in-4^o, 1755. Voir au règne de Charles VII.

LONGUEVAL (Jacques), Jésuite (1680-1735). — *Histoire de l'Eglise gallicane*, continuée par les PP. Fontenay, Brumoy et Berthier. Voir t. XX, pages 473-540, le *Discours sur la Pucelle*, in-12, Paris, 1827.

VILLARET (Claude..., 1715-1766). Continuateur de Velly, du t. VIII au t. XVII de son *Histoire de France*.

Daunou (septembre 1817, *Journal des Savants*), donne de la partie concernant la Pucelle l'appréciation suivante :

« Villaret a eu le mérite d'avoir mûrement étudié et fidèlement retracé tout ce qu'il y a d'essentiel dans l'histoire de l'héroïne du quinzième siècle ; d'avoir surtout fait briller du plus vif éclat son innocence, ses vertus, son courage et les services éminents qu'elle a rendus à la France. » (*Op. cit.*, p. 668.)

L'abbé LENGLET-DUFRESNOY (né à Beauvais en 1674, mort à Paris en 1755). — Nous avons donné le titre de son *Histoire de Jeanne d'Arc* dans notre chapitre premier.

L'AVÉRDY (François de..., 1723-1783). — Nous avons dit le nécessaire, IV^e Appendice.

BERRIAT SAINT-PRIX. — Il publia en 1817 un volume intitulé : *Jeanne d'Arc, ou coup d'œil sur les révolutions en France au temps de Charles VI et Charles VII*. Michaud, en sa Notice, constate que « le génie et les vertus de la Pucelle excitent son admiration ».

LE BRUN DE CHARMETTES. — *Histoire de Jeanne d'Arc*, 4 vol. in-8°, Paris, 1817. Daunou dit de l'auteur, dans son article du *Journal des Savants*, septembre 1817 : « M. Le Brun de Charmettes est réellement le premier écrivain français qui ait entrepris une histoire suivie, détaillée et complète de la Pucelle d'Orléans. » (Art. cité, p. 689.) Suit un compte rendu de l'ouvrage, pages 689-694.

Michaud, de l'Académie française, ajoute :

« L'ouvrage de M. Le Brun de Charmettes, tel qu'il est, peut passer pour la plus complète et la meilleure histoire de Jeanne d'Arc que nous ayons. » (*Notice citée*, p. 282.)

JOLLOIS. — *Histoire abrégée de Jeanne d'Arc*, in-folio, Paris, 1821.

MICHAUD ET POUJOULAT. — *Notice sur Jeanne d'Arc*, 1 vol. in-8°, Paris, 1837.

Cette Notice a pris place en tête du volume des Mémoires de la collection Michaud consacré aux documents sur Jeanne d'Arc.

DE BARANTE (1782-1866). — *Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois*, parue en 1824. Plusieurs éditions in-8° et in-18, dont celle en 8 vol. in-18 anglais, Paris, 1859.

On a dit des pages qu'il réserve à la Pucelle : « M. de Barante parlé noblement de Jeanne d'Arc; mais nous n'avons pu savoir ce que l'historien pense de sa mission. » (*Notice de Michaud*, pp. 283-284.)

CHATEAUBRIAND, dans ses *Mélanges littéraires*, félicite de Barante d'avoir « su conserver dans son *Histoire de Jeanne* l'inspiration de la sainte », et d'avoir « vengé d'une manière si patriotique tant de vertus et tant de malheurs ». (*Op. cit.*, p. 149.)

CHATEAUBRIAND. — Voir son *Analyse de l'histoire de*

France, pages 265-267, et ses *Mélanges littéraires*, pages 545-549, in-12, Paris, F. Didot, 1845.

PETITOT. — Notice sur Jeanne d'Arc sous ce titre : Supplément des Mémoires sur Jeanne d'Arc, tome VIII des « Mémoires relatifs à l'histoire de France », pages 229-232, in-8°, Paris, 1825.

WALKENAER. — Article JEANNE D'ARC de la *Biographie nouvelle* de Michaud. Au témoignage de Michaud, cet article en dit plus que de gros livres. (*Notice citée*, p. 282.)

Dans la deuxième édition de la *Biographie*, J. Quicherat a consacré un certain nombre de notes à rectifier ce qu'il appelle les *erreurs* de Walkenaer, *erreurs* que l'auteur de l'article ferait remettre aujourd'hui au nombre des vérités historiques démontrées.

Barthélemy de BEAUREGARD. — *Histoire de Jeanne d'Arc*, 2 vol. in-8°, Paris, 1847.

**L'École française après 1850, c'est-à-dire après
la publication des « Aperçus nouveaux ».**

Alphonse de LAMARTINE. — *Œuvres complètes*, t. XXXV. Vies de quelques hommes illustres : JEANNE D'ARC, pages 121-195, in-8°, Paris, 1860.

F. GUIZOT. — *Histoire de France*, t. II, pages 331-332; in-8°, Paris, 1873.

LAURENTIE. — *Histoire de France*, t. III, chapitre sur Charles VII; 8 vol. in-12, Paris, 1875.

DARESTE (G. M.). — *Histoire de France*, chapitre sur Charles VII; 9 vol. in-8°. Paris, 1874-1880.

Alfred RAMBAUD. — *Histoire de l'Europe*, t. III; in-8°, Paris, 1894.

DU FRESNE DE BEAUCOURT. — *Histoire de Charles VII*; 6 vol. in-8°, Paris.

Parmi les ouvrages publiés sur la Pucelle, citons entre autres, car nous ne prétendons pas être complet, tant s'en faut :

1^o Les Histoires de Guido Gœrres, Henri Wallon, Abel Desjardins, Villiaumé, Marius Sepet, abbé Ricard, Godefroi, abbé H. Debout, Petit de Julleville, etc.

2^o Les Etudes d'Auguste LONGNON (*Paris sous la domi-*

nation anglaise. — *Les limites de la France à l'époque de Jeanne d'Arc*, in-8°, Paris, 1875-1878); — l'ouvrage du président O'Reilly sur les deux procès; — les *Notes* de Charles de Beaurepaire sur les juges et assesseurs; — les travaux de M. Léopold Delisle sur le quinzième siècle; — ceux de M. Noël Valois sur le Grand schisme d'occident; — le P. Henri DENIFLE (*Chartularium universitatis Parisiensis*, 4 vol. in-4°, Paris, Delalain); — les cinq volumes du P. AYROLES sur *La vraie Jeanne d'Arc*, in-8°, Paris, 1890-1902; — les notes de M. Germain LEFÈVRE-PONTALIS sur la *Chronique Morosini* et son Étude sur les *Sources allemandes de l'histoire de Jeanne d'Arc*, in-8°, Paris, 1903; — la Dissertation de M. Ulysse CHEVALIER sur *l'abjuration du cimetière de Saint-Ouen* et son *Répertoire des sources historiques du Moyen âge*, nouvelle édition, A. Picard, éditeur, Paris; etc.

NOTE VI.

L'ÉCOLE FRANCO-ANGLAISE ET LE PROCÈS DE RÉHABILITATION.

(Page 172.)

Étranges, plus qu'étranges sont les idées propagées par les historiens de l'École franco-anglaise sur le procès de réhabilitation. Quelles qu'aient été les intentions des personnages qui poussèrent Charles VII à ouvrir ce procès, il constitue un acte honorable pour la France. Mais, en ce procès, l'Église interviendra, et aussitôt nos historiens susdits perdent leur sang-froid. Écoutez Henri Martin :

1°

*De la manière dont fut conçu et mené le procès
d'après l'École franco-anglaise.*

Pour obtenir l'annulation de la sentence prononcée contre Jeanne et la réhabilitation de la condamnée, il n'y avait qu'un moyen : « Obtenir de l'Église la revision du procès fait par l'Église. » (*Hist. de France*, t. VI, p. 455).

Première naïveté : le procès avait été fait par des « gens

d'Église au service de l'Angleterre », non par l'Église. Henri Martin répète le propos tenu par J. Quicherat : nous en parlerons dans notre prochaine Étude.

Deuxième naïveté :

« Mais dans quelle direction cette revision serait-elle opérée? Évoquer Jeanne d'Arc dans toute sa grandeur et son indépendance?... Mais c'était ébranler le trône et l'Église! »

« Ébranler le trône et l'Église... » rien que cela! Ce procès eût fait plus que Mahomet II, lorsqu'il s'empara de Constantinople. Mahomet II détruisit l'empire grec, mais il ne détruisit pas, il n'ébranla même pas l'Église.

Combien Fustel de Coulanges avait raison d'engager les écrivains qui s'occupent d'histoire à ne pas prêter aux personnages des siècles passés leurs idées propres et celles de leur temps!

« On se proposa donc un triple but, poursuit Henri Martin :

« 1^o Établir que le procès avait été imaginé uniquement par haine contre le roi de France et pour « déprécier son honneur », et faire oublier que la haine contre le roi de France avait eu pour auxiliaire la haine contre l'inspiration religieuse de Jeanne : en d'autres termes, faire ressortir exclusivement le côté anglais et politique de l'affaire et effacer le côté clérical. »

Fausse cette première partie; principalement que le procès « avait été imaginé uniquement par haine contre le roi de France ». L'adverbe « uniquement » est de trop. Les instigateurs du procès savaient aussi bien que Henri Martin de quelle haine les Anglais avaient poursuivi la Pucelle. Puis les deux causes, la cause personnelle de Jeanne et celle du roi Charles VII, étaient inséparables. Les documents du procès de revision l'établissent péremptoirement.

« 2^o Montrer que Jeanne avait été soumise en toute chose au pape et à l'Église, afin qu'il n'y eût plus à imputer au roi d'avoir été conduit au sacre par un hérétique. »

Exacte cette deuxième partie.

« 3^o Rétablir officiellement la renommée prophétique de Jeanne quant aux faits d'Orléans et de Reims, en y ajoutant une vague promesse que les Anglais seraient chassés de France, en étouffant le souvenir des prédictions suivant

lesquelles cette expulsion eût dû être l'ouvrage de Jeanne elle-même, et en couvrant d'un voile épais tout ce qui s'était passé entre le sacre et la catastrophe de Compiègne, surtout la rupture de Jeanne avec le roi. »

Cette troisième partie est sortie à peu près tout entière du cerveau de Henri Martin.

Pourquoi qualifie-t-il de « vague » la promesse ou plutôt la prédiction de la Pucelle « que les Anglais seraient chassés de France ? » Mais elle est consignée en termes exprès dans les interrogatoires du procès de condamnation.

Pourquoi dire que « cette expulsion eût dû être l'ouvrage de Jeanne elle-même » quand il est prouvé que l'héroïne n'a jamais annoncé une chose aussi invraisemblable ? Qu'on se reporte au chapitre de notre *Etude sur les voix* dans lequel nous avons traité ce sujet.

20

Des enquêtes de la réhabilitation.

Nous avons rapporté l'idée peu flatteuse que J. Quicherat donne du procès de réhabilitation et des dépositions consignées dans les enquêtes. Henri Martin (*Histoire de France*, t. I, édit. de 1857) adopte ces idées. Il reprend à son compte l'affirmation gratuite et odieuse des « retranchements subis par la plupart des dépositions ». Il maintient, sans présenter la moindre preuve, « qu'on dispensa de comparaître des témoins qui avaient été cités » ou qu'on supprima leurs dépositions.

Pas plus que J. Quicherat (*Aperçus nouveaux...*, p. 152), H. Martin ne comprend pas que les juges de la revision se soient contentés d'entendre 144 témoins et qu'ils ne soient pas allés jusqu'à 146, en convoquant Pierre Turelure, dominicain, membre de la Commission de Poitiers, et Saintrailles.

Pourquoi ces deux personnages plutôt que d'autres ? Qu'eussent-ils fait sinon confirmer ce que les juges avaient déjà entendu ? N'importe, nos historiens ne pardonnent pas aux délégués du Saint-Siège de ne pas leur avoir procuré la déposition de Pierre Turelure.

Après le discrédit que Henri Martin vient de jeter sur les

enquêtes, s'attendrait-on à ce qu'il propose de les appeler « les Actes du Messie de la France », ajoutant que « la parole est trop faible pour exprimer l'émotion qui en sort » ?

Il est vrai que les juges de 1456 n'y perdent rien. « On aurait eu, poursuit notre historien, si on avait voulu, les actes de la vie entière de l'héroïne jusque dans le moindre détail. »

Et il conclut solennellement, comme s'il en était sûr : « On ne le voulut pas. » (*Op. cit.*, pp. 459-460.) Qui « On ? » Les délégués du Saint-Siège manifestement. Est-ce là de l'histoire ou du roman ?

3°

Les enquêtes de la réhabilitation et la nouvelle
HISTOIRE DE FRANCE.

Toujours préoccupé de l'autorité reconnue au procès de réhabilitation jusqu'à lui, J. Quicherat le rend responsable de « la froide image qui a trop longtemps défrayé l'histoire ». C'est ce procès, dit-il, qui « vint donner une tournure de commande aux souvenirs concernant la Pucelle, souvenirs qu'il eut au moins le mérite de fixer. Il est la source de tout ce qu'ont écrit les chroniqueurs favorables à l'héroïne; il a fourni les traits de cette froide image d'une chaste fille venue pour rendre cœur à son roi. Ce qui était froid au quinzième siècle devint fade au seizième ». (*Aperçus nouveaux...*, pp. 157, 158.

J. Quicherat tient à garder à la Pucelle le titre de « sainte du moyen âge », quoique « le moyen âge l'ait rejetée ». Il devrait se féliciter de l'auréole de chasteté dont les enquêtes de la réhabilitation ont nimbé son front. S'il ne fondait son opinion que sur celle d'un Du Haillan, par exemple, aussi peu admirateur que lui du procès de réhabilitation, la « sainte du moyen âge » risquerait fort de ne jamais monter sur les autels.

Le rédacteur du chapitre concernant Jeanne d'Arc dans la nouvelle *Histoire de France* publiée sous la direction de M. E. Lavisse, n'a point éprouvé le besoin de vérifier l'exactitude des jugements du chef de l'école anglo-française sur le procès de réhabilitation. L'on s'en aperçoit à son langage.

« Le procès, qui dura plusieurs mois, écrit M. Petit-Dutaillis, fut très solennel. Cent quinze témoins furent convoqués. *On les interrogea habilement* de manière à ne pas trop compromettre les juges de Rouen, sauf Pierre Cauchon et Guillaume d'Estivet qui étaient morts. Les dépositions furent un long panégyrique prudent et assez fade des vertus de la Pucelle. » (*Histoire de France*, t. IV, livre I, chap. v, p. 112. In-8°, Paris, Hachette, 1902.)

Ces lignes de M. Petit-Dutaillis sont quelque peu fantaisistes. De qui tient-il que « l'on interrogea habilement » les 115 témoins convoqués en 1455-56 ? Le procès donne le texte des questions sur lesquelles les témoins eurent à dire ce qu'ils savaient. Jamais il ne mentionne la manière dont ils furent « interrogés ». C'est un point au sujet duquel nous ne savons rien et ne pouvons rien savoir.

M. Petit-Dutaillis paraît prendre d'Estivet pour un des juges du procès. Dans les procès en cause de foi, il ne pouvait y avoir que deux juges, l'évêque et l'inquisiteur. Les juges de Rouen, c'était donc Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, et le vice-inquisiteur Jean Lemaitre. Les cent et quelques ecclésiastiques qui figurèrent au procès ne furent que des officiers du tribunal ou des assesseurs n'ayant que voix consultative. Il y avait donc, non des juges à ménager en 1455, mais un juge, Jean Lemaitre, le seul qui fût vivant. De fait, on s'en occupa très peu.

« Les dépositions, remarque M. Petit-Dutaillis, furent un long panégyrique, prudent et assez fade, des vertus de la Pucelle. »

Sous la plume d'un professeur de rhétorique, la remarque serait « assez fade », elle aussi, mais enfin suffisante. D'un historien, on attend autre chose. Que pense M. Dutaillis, non de la *littérature* des dépositions, mais de leur impartialité et de leur « véridicité ? » Sachons-lui gré d'avoir gardé le silence sur les fameux retranchements inventés par J. Quicherat.

Conclusion sur le jugement de réhabilitation.

La conclusion que formule Henri Martin sur le jugement de 1456 n'est point sans venin, *in cauda venenum*.

« Tel fut, dit-il, le célèbre arrêt qui, tout en flétrissant le bourreau et en glorifiant l'immortelle victime, contribua tant à fausser l'opinion pour des siècles sur le vrai caractère de Jeanne et de sa mission. » (*Op. cit.*, p. 463.)

En quoi la sentence de réhabilitation a-t-elle faussé l'opinion des siècles ?

En faisant de Jeanne une vraie fille de France, aimant plus que tout Dieu, le Christ, sauveur des hommes, et le royaume de France ;

En n'assignant d'autre objet à sa mission que celui de rallumer dans les cœurs la flamme du patriotisme et de chasser les envahisseurs du territoire.

D'après Henri Martin, que faut-il voir dans la Pucelle et à quoi se ramènent son vrai caractère et sa vraie mission ?

Il faut y voir une sorte de Luther féminin avant la lettre, un Etienne Dolet en jupon, disant leur fait aux prêtres qui la jugent, à l'Eglise et au pape auxquels elle refuse de se soumettre, et mourant comme Dolet pour le triomphe de la libre pensée.

A ces conditions, l'on comprendra peut-être la protestation indignée de Vallet de Viriville à la seule pensée que Jeanne pourrait être un jour canonisée. Jeanne canonisée?... s'écrie-t-il ; ce n'est pas possible. « Jeanne est et restera l'héroïne des nations, l'héroïne de la France, à qui appartient en propre le droit de célébrer sa mémoire. *Elle n'est pas et ne sera jamais une sainte de l'Eglise.* »

(*Procès de condamnation traduit*, Introduction, p. cv.)

NOTE VII.

WALKENAER ET J. QUICHERAT.

(Page 205.)

Charles-Athanase Walkenaer (né à Paris le 25 décembre 1771, mort à Paris le 4 avril 1852), membre de l'Institut depuis 1813, non moins remarquable par l'étendue de ses connaissances que par les nombreux écrits qu'il a laissés,

mettait très volontiers et très gracieusement sa plume au service des auteurs d'encyclopédie et de biographie. C'est ainsi qu'il composa pour la *Biographie universelle* de Michaud l'article JEANNE D'ARC. Dans cet article, il tint compte des recherches de L'Averdy qu'il avait appréciées à leur juste valeur, et il rompit avec les opinions que devait plus tard prôner J. Quicherat. Il expose les motifs de ses préférences à cet endroit dans les lignes suivantes :

« M. de l'Averdy a examiné sur pièces avec toute la sagacité d'un jurisconsulte et toute l'érudition d'un savant les deux procès de la Pucelle; il en a comparé et rapproché tous les manuscrits et il en a publié des notices savantes dans le tome III des *Notices et extraits des manuscrits de la bibliothèque du roi*. Ce travail, plein de recherches curieuses, est un des plus originaux et des plus satisfaisants que l'on ait exécutés sur l'histoire de notre héroïne. *Il a entièrement dissipé les nuages qui enveloppaient plusieurs vérités historiques d'une haute importance.* » (*Biographie citée*, 2^e édition, t. XXI, p. 23.)

Lorsqu'on s'occupe de donner une édition nouvelle de la *Biographie* et de cet article, je ne sais qui suggéra aux éditeurs que ces « vérités historiques d'une haute importance », dont Walknaer avait trouvé la preuve dans L'Averdy, n'étaient pas en rapport avec les progrès de la science et qu'il y avait lieu de demander à Jules Quicherat des notes rectificatives

Ainsi fut-il fait, et à la page 6 du tome XXI, deuxième colonne, une note en avisa le lecteur.

Nous avons relevé quelques-unes de ces notes « rectificatives » afin qu'on puisse en juger.

Le lecteur se convaincra que l'annotateur, en présentant certaines affirmations comme prouvées dans ses *Aperçus nouveaux*, oubliait qu'il avait négligé de les prouver.

Note 1, page 8, colonne 2 : « Jacques d'Arc, remarque J. Quicherat, n'était pas assez riche pour avoir des chevaux. »

C'est une erreur; les dépositions de plusieurs compatriotes et amis de la Pucelle, qu'on lit au tome II des procès, attestent le contraire.

Page 9, première colonne, texte Walkenaer : « Jamais Jeanne d'Arc n'a varié sur le sujet de ses apparitions... Les

menaces d'être livrée au bûcher, rien ne put lui arracher un désaveu. »

C'est la conviction exprimée par L'Averdy.

J. Quicherat met en note : « Erreur : elle a désavoué ses apparitions le 24 mai 1431 sur la place Saint-Ouen de Rouen. »

Nous avons vu que c'est une assertion dont l'auteur des *Aperçus nouveaux* a toujours oublié de fournir la preuve.

Page 18, colonne 1, Walkenaer attribue au duc de Bethford la pensée de faire juger la Pucelle par un tribunal ecclésiastique.

J. Quicherat, note 1, écrit : « Cette idée de faire juger la Pucelle par l'Eglise a pris naissance dans les conciliabules de l'Université de Paris. Les Anglais n'en eurent pas l'initiative. »

Ces deux points : « Cette idée a pris naissance... — les Anglais n'en eurent pas l'initiative... » sont : 1° invraisemblables en soi, 2° nullement prouvés par l'auteur ni par aucun historien.

L'Université de Paris n'eût jamais songé à ouvrir un procès contre Jeanne, sans avoir pris les ordres du duc de Bethford.

Page 21, première colonne, texte de Walkenaer : — « La cédule qui lui avait été lue contenait simplement une promesse de ne plus porter les armes, de laisser croître ses cheveux et de quitter l'habit d'homme. »

Au bas de la colonne, note de J. Quicherat ainsi conçue :

« Erreur de ceux qui ont admis sans examen les dires des témoins entendus dans le procès de réhabilitation. La cédule contenait l'aveu que les apparitions des saints et des anges étaient de pures fictions » : ce qui revient à dire que la cédule qu'on lit au procès est la seule véritable.

Des dépositions de la réhabilitation sur ce même sujet J. Quicherat dit encore : « Ces dépositions, loin de porter l'évidence, ne laissent voir que contradictions et obscurités. » (*Ibid.*, note 2.) Et J. Quicherat renvoie, pour la preuve de ces « contradictions », à ses *Aperçus nouveaux*. Or, dans ses *Aperçus*, l'auteur n'a jamais cité ni discuté les dites dépositions.

Quoi que prétende et quoi qu'ait tenté J. Quicherat annotateur, le mot de Walkenaer sur L'Averdy demeure :

« Il a entièrement dissipé les nuages qui enveloppaient plusieurs vérités historiques d'une haute importance. »

Les notes ajoutées ne peuvent que dénaturer l'article de la *Biographie universelle*.

NOTE VIII.

DES PREUVES ANNONCÉES PAR J. QUICHERAT
ET QUI N'EXISTENT PAS.

(Page 208.)

En homme qui est sûr de son fait, Jules Quicherat garantit l'exactitude des deux propositions suivantes :

1^o « La rétractation proprement dite [de la Pucelle] se réduit, dans le formulaire inséré au procès, à un petit nombre d'articles qui pourraient tenir en cinq ou six lignes. (*Aperçus nouveaux*, p. 137.)

2^o « La preuve existe que Jeanne fut instruite, sur la place Saint-Ouen, des points capitaux que contient la pièce du procès. Dans l'interrogatoire qui précéda son supplice, les juges lui rappelèrent tous ces points, celui notamment qui concernait la fausseté de ses révélations. » (*Ibid.*, p. 135.)

Seulement, J. Quicherat ne daigne pas joindre à ces propositions les textes qui en établiraient le bien fondé. Pourquoi cette omission ?

Nous allons y suppléer et nous aurons la surprise de constater que, contrairement à ce qu'affirme l'auteur, les textes sont en complet désaccord avec ses deux propositions.

1^o

Il n'est pas exact, il est faux de dire que « la rétractation proprement dite de la Pucelle, dans le formulaire du procès, se réduit à un petit nombre d'articles pouvant tenir en cinq ou six lignes ».

La vérité est que ladite rétractation se réduit à des articles

exigeant, non pas cinq ou six, mais environ vingt-cinq lignes.

En voici la preuve aisée à vérifier.

Le formulaire intégral compte quarante-cinq lignes de petits caractères (voir le Procès, p. 446). Détachons de ces quarante-cinq lignes la rétractation proprement dite, nous sommes en présence du texte suivant :

« Je, Jehanne, confesse que j'ay très griefment péchié en faignant mençoengeusement avoir eu révélacions et apparicions de par Dieu, par les anges et sainte Katherine et Marguerite;

« En séduisant les autres, en créant folement et légièrement;

« En faisant supersticieuses divinations ;

« En blasphémant Dieu, ses sains et ses saintes ;

« En trespasant la loy divine, la sainte Ecriture, les droits canons :

« En portant habit dissolu, difforme et déshonneste contre la décence de nature, et cheveux rougnez en ront en guise d'homme, contre toute honnesteté du sexe de femme ;

« En portant aussi armeures par grant présomption ;

« En désirant crueusement effusion du sang humain ;

« En disant que toutes ces choses j'ay fait par le commandement de Dieu, des angels et des saintes dessus dictes, et que en ces choses, j'ay bien faict et n'ay point mespris ;

« En mesprisant Dieu et ses sacrements ;

« En faisant séditions et idolatrant, par aourer, mauvais esprits, et en invoquant iceulx ;

« Confesse aussi que j'ay été schismatique, et par plusieurs manières ay erré en la foy ;

« Lesquels crimes et erreurs, de bon cuer et sans fiction, abjure, de tout y renonce et m'en dépars ;

« Et sur toutes choses devant dictes me soumetts à la correction, disposition, amendement et totale détermination de notre mère sainte Eglise et de votre bonne justice.

« Aussi je jure et promets que jamais ne retourneray aux erreurs devant diz ;

« Et cecy, je dis, affirme et jure par Dieu le Tout-Puisant et par ses saints évangiles. »

Ainsi signée : « Jehanne †. »

Nous avons là vingt-huit lignes pleines et cinq fragments de lignes.

Dans le texte du procès, elles forment vingt et une lignes de caractères menus. Il n'y a pas exagération à dire que ces vingt et une lignes représentent ving-cinq lignes au moins de caractères moyens et trente de « grosse écriture », telles qu'étaient les lignes de la cédule de huit lignes.

Il était donc matériellement impossible de faire entrer ce texte de vingt à trente lignes dans un formulaire de cinq à six lignes, ainsi que le prétend l'auteur des *Aperçus nouveaux*. Il n'eût pas avancé une proposition aussi erronée, s'il avait pris la précaution que nous venons de prendre, et s'il eût tenu à placer la preuve de son assertion sous les yeux du lecteur.

Soumettons à une épreuve semblable sa seconde proposition.

2^o

C'est, dit notre critique, dans « l'interrogatoire qui précéda le supplice de la Pucelle que ses juges lui rappelèrent qu'ils l'avaient instruite, sur la place Saint-Ouen, des points capitaux de l'abjuration, notamment de celui qui concernait la fausseté de ses révélations. »

D'interrogatoire avant le supplice, le texte officiel du procès n'en mentionne qu'un. Il était facile à J. Quicherat de fournir la preuve qu'il annonçait et d'extraire du texte en question les parties auxquelles il faisait allusion.

Il n'a pas donné cette satisfaction à ses lecteurs.

Pourquoi? Le texte même qu'il n'a pas jugé bon de citer va nous le dire.

Dans ce texte qu'on trouvera aux pages 454-458 du Procès de condamnation, les juges ne rappellent à l'accusée aucun des points capitaux du formulaire de l'abjuration.

Les questions traitées en cet interrogatoire sont au nombre de huit dont voici le sujet :

1^o Pourquoi Jeanne a-t-elle repris l'habit d'homme ?

2^o N'avait-elle pas fait serment de ne pas le reprendre ?

3^o A quel mobile avait-elle obéi ?

4^o N'avait-elle pas fait porter tout spécialement son abjuration sur l'engagement de renoncer à l'habit d'homme ?

5^o Avait-elle entendu, depuis le 24 mai, les voix de sainte Catherine et de sainte Marguerite ?

6^o Que lui ont-elles dit ?

7^o Qu'elle dise la vérité sur la couronne dont elle a parlé au procès.

8^o N'avait-elle pas avoué, en son abjuration, qu'elle s'était vantée mensongèrement que ses Voix étaient sainte Catherine et sainte Marguerite ?

En ces huit questions posées, les juges ne font pas une seule fois allusion à des éclaircissements qu'ils lui auraient donnés, avant l'abjuration de Saint-Ouen, sur les points capitaux — ils étaient au nombre de dix-huit — contenus dans le formulaire.

L'auteur des *Aperçus nouveaux* a donc vu dans l'interrogatoire du procès de rechute ce qu'il n'y a pas. La phrase citée : « La preuve existe que Jeanne fut instruite, etc... » est une phrase malheureuse, puisque ladite preuve n'existe pas. En l'écrivant, l'auteur faisait non de la critique scientifique mais de la critique imaginative, oubliant le principe rappelé par Fustel de Coulanges que l'histoire n'est pas une « œuvre d'imagination », qu'elle se construit sur la base solide des textes, non sur les vapeurs brillantes qu'on appelle des nuages.

Et si l'on nous objectait que l'interrogatoire dont parlait J. Quicherat n'est pas celui que nous avons cité, nous répliquerons qu'il n'y en a qu'un dans le texte officiel du procès et que, « en supposer, en inventer un autre », c'est toujours faire de la critique imaginative, c'est-à-dire toute autre chose que de la vraie critique. Qu'on veuille bien se reporter à notre chapitre sur l'Information posthume; on y verra ce qu'il faut penser de ce deuxième interrogatoire qui, judiciairement et documentairement, n'a jamais existé.

Dans ces questions résolues en sens opposé par les deux Ecoles française et franco-anglaise, il nous est agréable de constater que l'auteur de la *Cité antique* ne trouverait rien à redire à la méthode suivie scrupuleusement par Edmond Richer et François de l'Averdy.

NOTE IX.

LES ENQUÊTES DE LA REVISION.

(Page 212.)

Noms et qualités des témoins qui déposèrent aux diverses
Enquêtes du Procès de revision sur l'abjuration et le procès
de Rouen.

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Ordonnée par Charles VII à Rouen, le 15 février 1450 (nouveau
style), et conduite par maître Guillaume Bouillé, doyen de la
cathédrale de Noyon.

Témoins entendus.

Frère Jehan TOUTMOUILLÉ, des Frères prêcheurs.

Frère ISAMBART DE LA PIERRE, des Frères prêcheurs.

Frère Martin LADVENU, des Frères prêcheurs.

Frère Guillaume DUVAL, des Frères prêcheurs.

Messire Guillaume MANCHON, prêtre, notaire au procès et
en la Cour archiépiscopale de Rouen.

Messire Jehan MASSIEU, prêtre, exécuteur des commande-
ments du tribunal au procès de la Pucelle.

Maître Jehan BEAUPÈRE, chanoine, un des assesseurs de
l'évêque de Beauvais au procès de Rouen.

AUTRES ENQUÊTES PRÉLIMINAIRES

Faites à Rouen en mai 1452.

*Témoins entendus par le cardinal d'Estouteville ; les
cinq dont les noms suivent.*

Messire Guillaume MANCHON, déjà nommé.

Frère Pierre MIGIET, prieur de Longueville-Giffard, asses-
seur au procès.

Frère BARDIN (Isambard) DE LA PIERRE, déjà nommé.

Pierre CUSQUEL, bourgeois de Rouen.

Frère Martin LADVENU, déjà nommé.

Témoins entendus par Philippe de la Rose, trésorier de la cathédrale de Rouen, et représentant du cardinal d'Estouteville, à partir du 8 mai 1452.

Suivent les noms :

Messire Nicolas TAQUEL, prêtre, un des notaires du procès.

Messire Pierre BOUCHIER, prêtre.

Maitre Nicolas de HOUPEVILLE, assesseur au procès.

Messire Jehan MASSIEU, déjà nommé.

Maitre Nicolas CAVAL, chanoine de Rouen, assesseur au procès.

Maitre Guillaume DUDÉPERT, chanoine de Rouen, assesseur au procès.

Messire G. MANCHON, déjà nommé.

Pierre CUSQUEL, déjà nommé.

Frère ISAMBARD DE LA PIERRE, déjà nommé.

Maitre André MARGUERIE, chanoine de Rouen, assesseur au procès.

Maitre Richard de GROUCHET, prêtre, assesseur au procès.

Pierre MIGIET, déjà nommé.

Frère Martin LADVENU, assesseur au procès.

Maitre Jehan LEFÈVRE, assesseur au procès.

Dom THOMAS MARIE, bénédictin, assesseur au procès.

Jean RIQUIER, curé de Heudicourt.

Maitre Jehan FAVE, habitant de Rouen.

En tout, dix-sept.

ENQUÊTES DU PROCÈS DE REVISION

Témoins entendus à Paris, en avril 1456, par-devant l'archevêque de Reims, l'évêque de Paris et Frère Jehan Bréhal, grand inquisiteur, sur le procès de Rouen.

Maitre Jehan TIPHAIN, maître ès arts et en médecine, prêtre, assesseur au procès.

Maitre Guillaume DELACHAMBRE, maître ès arts et en médecine, assesseur au procès.

M^{re} Jehan de MAILLY, évêque de Noyon.

Maitre Thomas de COURCELLES, chanoine de Paris, assesseur au procès.

Maitre Jehan MONNET, ancien serviteur de maitre Jehan Beupère, chanoine de Paris.

Jehan MARCEL, bourgeois de Paris, présent à Rouen lors du procès.

Jehan de LENOZOLES, serviteur de maitre Guillaume Erard.

Haimond de MACY, chevalier, au service de Jean de Luxembourg.

Huit en tout.

Témoins entendus à Rouen sur le même sujet, par les juges susnommés, en 1456.

Pierre MIGIET, pour la troisième fois.

Messire G. MANCHON, pour la quatrième.

Messire Jehan MASSIEU, pour la troisième.

Messire Guillaume COLLES, notaire au procès.

Frère Martin LADVENU, pour la troisième fois.

Maitre Nicolas de HOUPPEVILLE, pour la seconde.

Maitre Jehan LEFÈVRE, pour la seconde.

Messire Jehan LEMAIRE, prêtre de Rouen.

Maitre J. CAVAL, pour la seconde fois.

Pierre CUSQUEL, pour la troisième.

Maitre André MARGUERIE, pour la seconde.

Maugier LEPARMENTIER, appariteur de la Cour archiépiscopale.

Laurent GUESDON, avocat à la Cour archiépiscopale.

Messire Jehan RIQUIER, pour la seconde fois.

Jehan MOREAU, habitant de Rouen.

Messire Nicolas TAQUEL, pour la seconde fois.

Husson LEMAITRE, habitant de Rouen.

Pierre DARON, lieutenant du bailli de Rouen.

En tout, dix-huit.

RÉSUMÉ

Enquête de 1450 : témoins entendus.....	7
— de 1452 : 1 ^o	5
— — : 2 ^o	17
En 1456 : de Paris.....	8
— : de Rouen.....	18

NOTE X.

HENRI MARTIN ET SES IDÉES FRANCO-ANGLAISES.

(Page 293.)

Les idées professées par Jules Quicherat sur les deux procès et les questions qu'ils soulèvent se retrouvent dans tous les écrits des historiens de l'Ecole franco-anglaise contemporains de l'auteur des *Aperçus nouveaux*, ou qui ont publié leurs ouvrages depuis 1882, année de son décès. Mais plusieurs de ses idées, on doit le reconnaître, ont été acceptées aussi de confiance par plusieurs historiens de l'Ecole française, notamment en ce qui concerne l'abjuration et l'Information posthume. Nous l'avons rappelé dans la deuxième série de nos *Etudes critiques* ; nous n'y reviendrons pas. Présentement, comme exemple et preuve de l'unité de vues qui règne dans l'Ecole franco-anglaise, nous prendrons l'Histoire de France de Henri Martin. Nous emprunterons nos références à la 4^e édition de son *Histoire de France*, t. VI, 1857, Paris, Furne, libraire-éditeur.

Le procès de condamnation jouit, aux yeux de Henri Martin, d'une autorité documentaire et juridique non moins inattaquable qu'aux yeux de J. Quicherat.

Henri Martin convient de quelques-unes des « impostures et des brutalités » contenues dans le Réquisitoire du promoteur d'Estivet (*Op. cit.*, p. 275). Mais cela ne l'empêche pas d'emprunter à cette partie du procès des textes peu favorables à la Pucelle.

Henri Martin raconte le « saut de Beaurevoir » comme le fait J. Quicherat et le juge comme l'a jugé le Réquisitoire, récit et jugement qui portent complètement à faux (*Op. cit.*, pp. 243, 244).

Même accord sur le sujet de l'abjuration du cimetière de Saint-Ouen. C'est durement que l'historien français qualifie l'acte de la Pucelle (*Op. cit.*, pp. 283-288).

Arrivé à la reprise de l'habit d'homme par la prisonnière, l'auteur se sépare de J. Quicherat et accepte sans restriction

aucune le récit de Jean Massieu relativement au double guet-apens des gardiens. Il n'hésite pas à écrire que « les gardiens ne firent évidemment qu'exécuter un ordre du dehors » (*Ibid.*, p. 290).

Mais J. Quicherat reprend bientôt son empire sur l'historien français. H. Martin adopte son interprétation de l'information posthume. Dénaturant les textes, il suppose, avec l'auteur des *Aperçus nouveaux*, que le matin du supplice l'évêque de Beauvais « adressa une monition à Jeanne dans la prison, mais sans instrument officiel, sans notaires, car, s'il échouait, si Jeanne s'obstinait à ne vouloir point abjurer de nouveau, sa résistance finale ne devait pas être constatée ».

« Ce qui fut dit entre Jeanne, Cauchon et ses acolytes n'a point été consigné sous forme authentique au procès. Cauchon fit écrire cet entretien, de mémoire, quelques jours après, sous la dictée des gens d'Eglise qui y avaient pris part. Les détails sont suspects; mais il y a du vrai dans le fond. »

Des documents ainsi travestis et des imaginations qu'il y joint, Henri Martin conclut que « tout avait réussi à Cauchon. Il avait obtenu la rétractation pour diffamer la mission de Jeanne, la rechute pour motiver le supplice; maintenant une nouvelle rétractation, réelle ou apparente, venait confirmer le désaveu de la mission » (*Ibid.*, pp. 293-295).

NOTE XI.

LA QUESTION DES VOIX DE LA PUGELLE.

(Page 302.)

Cette question a fait du chemin depuis la publication des *Aperçus nouveaux* de J. Quicherat. En dehors du point de vue documentaire, elle n'est plus considérée comme partie intégrante de l'histoire de Jeanne d'Arc. On y voit généralement aujourd'hui une question à côté, question libre, propre à exercer la sagacité des physiologistes, des occultis-

tes, des psychologues encore plus que celle des historiens.

Ces derniers s'intéressent plutôt à la question de la subjectivité ou de l'objectivité des Voix de la Pucelle qu'au problème physiologique considéré dans l'ensemble. Sur ce sujet même ils se divisent, les uns se plaçant à un point de vue purement rationnel, les autres à un point de vue religieux et chrétien.

1°

Du point de vue purement rationnel.

Les historiens qui tiennent à ne pas sortir de ce point de vue admettent difficilement que les Voix de la Pucelle aient pu être autre chose que des phénomènes uniquement subjectifs, indépendants de toute cause extérieure, intelligente et transcendante. Le plus grand nombre n'hésitait pas à les ranger dans la classe des phénomènes hallucinatoires, tant que ces phénomènes n'avaient été que superficiellement étudiés. Mais actuellement, en présence des résultats scientifiques obtenus, l'on est obligé de convenir qu'entre les visions et révélations de l'héroïne telles que les documents les présentent, et les hallucinations telles qu'elles se montrent au regard de la science, il n'y a rien à peu près de commun.

Ce qui paraît tout au moins indéniable, c'est qu'une partie des visions et révélations de Jeanne est réfractaire à toute explication par l'hallucination ou l'auto-suggestion. Ce sont les visions et révélations à portée objective; les prédictions, par exemple, qui, annonçant un fait positif, extérieur, déterminé, présent ou éloigné quant à la distance, présent, passé ou futur quant au temps, deviennent vérifiables et impliquent une connaissance préalable supérieure à la connaissance humaine ordinaire, lorsque les événements se sont produits tels qu'ils ont été annoncés.

En pareil cas, on est forcé rationnellement et logiquement de donner à des faits transcendants une explication du même ordre, c'est-à-dire transcendante, soit qu'on objective et qu'on extériorise la transcendance en faisant intervenir une cause supérieure; soit qu'on l'attribue à l'intelligence même de la Pucelle qui deviendrait par cela même un être à certains égards « surhumain ».

Les historiens qui se prononceraient volontiers en faveur d'une cause extérieure transcendante sont quelquefois découragés par l'impossibilité où ils se trouvent de découvrir cette cause dans la hiérarchie des causes naturelles connues. L'identifier avec Dieu, ils ne le veulent pas, car ce serait invoquer une intervention surnaturelle dont ils combattent la convenance ou la possibilité. Il ne leur reste d'autre parti à prendre que de se résigner à ne rien expliquer.

2°

Du point de vue religieux et chrétien.

Les esprits que le surnaturel n'effraie pas, c'est-à-dire les esprits pénétrés profondément par la foi chrétienne, sont un peu plus à l'aise : l'éducation qu'ils ont reçue, l'atmosphère religieuse dans laquelle ils vivent les préparent à l'explication des Voix de Jeanne par des causes objectives, supérieures et transcendantes. Les seules questions qu'ils aient à examiner sont d'abord celle de la confiance que méritent les documents invoqués à l'appui des faits extraordinaires sur lesquels il y a lieu de se prononcer ; puis celle des conditions requises par les maîtres en théologie pour distinguer les révélations et apparitions mensongères des révélations et apparitions véritables.

En sorte que la question de l'objectivité des Voix de Jeanne, si on tient à la traiter à fond, est une question mi-partie historique et rationnelle, mi-partie religieuse et théologique. C'est ainsi que nous l'avons traitée dans la première série de nos Etudes critiques.

Cela n'empêche pas que, envisagée de cette manière, la question ne reste une question libre et que les historiens catholiques ne soient maîtres de la trancher dans le sens qui leur paraît préférable, et même de ne pas la trancher du tout.

Edmond Richer, docteur de Sorbonne, a fait suivre le premier livre de son Histoire manuscrite de la Pucelle d'une Dissertation théologique à l'effet de prouver la vérité des apparitions et des révélations de l'héroïne.

Lenglet-Dufresnoy, ecclésiastique aussi bien que Richer,

ne voit dans ces apparitions que l'effet de l'imagination et de la piété de Jeanne d'Arc.

L'Averdy, dont les sentiments chrétiens ne sauraient être révoqués en doute, ne se prononce ni dans le premier de ces sens ni dans le second. « Qu'on répute ces visions d'invention humaine, avec maître J. Beaupère, dit-il, ou d'inspiration divine, avec plusieurs des docteurs consultés par les juges de la revision, c'est affaire d'opinion et l'on ne peut rien assurer de positif. »

Il dit encore : « S'il y a eu invention humaine, il n'en est resté aucune trace dans l'histoire qui puisse en donner d'indication tant soit peu précise. Et s'il y a eu inspiration divine, elle n'a été proclamée aux yeux des hommes par aucun miracle au-delà de l'exécution des prédictions elles-mêmes. »

« Ainsi, de part et d'autre, on peut approcher plus ou moins de la vraisemblance, et tout se réduit à une pure affaire d'opinion sur laquelle les suffrages sont entièrement libres. »

(Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi, t. III, pp. 533, 534).

30

Une question sans réponse.

A propos des prédictions vérifiées de la Pucelle, des esprits hardis se sont demandé s'il n'existerait pas dans l'intelligence humaine une faculté analogue à la mémoire, laquelle deviendrait capable, en des conditions déterminées, de saisir les faits à venir, nécessaires ou libres, comme la mémoire saisit les faits passés, nécessaires ou libres eux aussi, dont actuellement il ne reste plus rien, ou comme la raison saisit les vérités métaphysiques et mathématiques.

Il en serait de cette faculté comme de celle qu'on nomme le génie, poétique, artistique, oratoire, militaire, etc. Elle existerait *in radice* chez tous les hommes, mais elle ne se manifesterait et ne produirait ses effets que chez les natures d'élite et en des conditions spéciales.

La Pucelle aurait été une de ces natures d'élite. Elle aurait possédé la faculté révélatrice de l'avenir à un degré

éminent, et elle aurait vécu au milieu des circonstances les plus propres à la développer.

Telle est la question que l'on pose, telles sont les conjectures qu'on ajoute. Nous laisserons à de mieux informés le soin de répondre.

NOTE XII.

L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS D'APRÈS J. QUICHERAT.

(Page 327.)

Notons les réserves de J. Quicherat sur l'évêque de Beauvais.

1^o

De sa conduite durant le procès.

« Un piège, que les formes du droit pouvaient parfaitement couvrir, suffit pour procurer la condamnation de Jeanne, et ce piège, je ne veux pas que l'évêque de Beauvais eût besoin pour l'imaginer de plus d'une heure d'entretien avec sa victime. Elle était si pénétrée du sentiment de la foi, et en même temps si ignorante de ses termes; elle était si convaincue que sa voix intérieure, venant de Dieu, l'emportait sur tous les autres commandements, qu'il n'était pas difficile de tirer de sa bouche des propositions malsonnantes. Ces propositions, il s'agissait ensuite de les lui faire maintenir dans leur forme répréhensible, en ne l'instruisant pas des correctifs dont l'Eglise veut que l'on se serve en pareille matière. On la condamnait sur cela; mais au moment de la condamnation, on l'amenait à se rétracter publiquement, soit par une instruction incomplète et perfide, soit par l'effet de toute autre surprise. Admise alors à la pénitence, elle ne pouvait tarder de reconnaître le malentendu et de revenir à sa première conviction; ce qui donnait aux juges le prétexte de l'abandonner à la mort comme relapse, et l'apparence d'avoir procédé contre elle avec la charité requise en des ecclésiastiques.

« Telle fut la conduite du procès. » (*Aperçus nouveaux*, pp. 109-111.)

Illogique de ces réserves.

Que va inférer J. Quicherat de semblables prémisses ? Qu'il y a lieu de suspecter les actes judiciaires et extra-judiciaires mis en œuvre pour l'exécution de ce plan inique ? Point du tout : ces actes, il les défendra avec une sorte d'acharnement, et il s'autorisera des prémisses ci-dessus pour soutenir « la régularité » du procès. « C'eût été, conclut-il, mal en assurer la réussite que de l'entacher des irrégularités flagrantes dont il serait un tissu, si l'on prenait à la lettre ce que dirent la plupart des témoins et la partie civile lors de la réhabilitation. » (*Ibid.*, p. 111.)

Conséquence visée : discréditer les enquêtes de la révision et les arguments des avocats de la famille de Jeanne.

2°

Pierre Cauchon et Thomas de Courcelles.

Après avoir fait l'éloge de Thomas de Courcelles, de son savoir, de sa modestie, de son désintéressement ; après avoir reconnu en ce « simple doyen du chapitre de Paris » le père « des libertés gallicanes », J. Quicherat aborde la question de ses rapports avec l'évêque de Beauvais, et il aboutit à cette conclusion que, tout habile qu'il fût, Courcelles a joué un rôle de dupe pendant et après le procès de Jeanne, et que le dupeur était son illustre ami l'évêque de Beauvais.

« Pierre Cauchon, dit-il, employa de préférence à tout autre ce jeune homme de bonne réputation et de grande espérance. Il usa envers lui d'une confiance que je ne puis croire absolue, mais qui alla certainement jusqu'à la limite extrême où la bonne foi se sépare de l'intrigue. L'ayant induit à faire de ces choses qui devaient, aux yeux du plus grand nombre, le couvrir entièrement, lui Cauchon, ou dans l'esprit des clairvoyants faire passer Courcelles pour son complice, il lui ôta tout moyen de décliner plus tard sa part de responsabilité en faisant rédiger par lui-même l'acte authentique du procès. »

(*Aperçus nouveaux...*, pp. 105, 106.)

Des juges et assesseurs du procès.

A la fin du chapitre XI sur « ceux qui firent le procès », l'auteur des *Aperçus nouveaux* parle des juges de la Pucelle en ces termes :

« Par tout ce qui précède, j'ai voulu établir que les juges de la Pucelle n'apparurent point comme des énergumènes poursuivant avec acharnement l'exercice d'une vengeance politique; mais qu'au contraire leur gravité connue, la considération dont jouissaient la plupart et la nature du tribunal autour duquel ils étaient rassemblés durent produire généralement une attente mêlée de confiance et de respect. La conduite du procès ne fut pas si irrégulière que l'opinion, favorablement prévenue, pût se modifier subitement. » (*Op. cit.*, pp. 107, 108.)

Objectif de ces considérations : la défense des juges et la régularité du procès de Rouen.

NOTE XIII.

MICHELET ET JEANNE D'ARC.

(Page 319.)

On ne nous reprochera pas d'avoir fait peu de cas des pages que Henri Martin a consacrées à la Pucelle : nous ne voudrions pas non plus paraître oublier ou négliger Michelet; d'autant que c'est Michelet qui a dressé le monument historique devant lequel la France entière n'a cessé de s'incliner et d'offrir à sa généreuse fille l'hommage de sa reconnaissance, de son admiration et de son amour.

*Michelet, historien plus français que H. Martin
et J. Quicherat.*

Michelet reste un des historiens sur lesquels les idées de l'Ecole franco-anglaise ont eu le moins de prise. Il ne les répudie pas toutes, mais il échappe à quelques-unes par le

silence dans lequel il se renferme et il en combat quelques autres ouvertement.

Il ne dit rien, par exemple, de l'interrogatoire du 29 mai imaginé par J. Quicherat, accepté par Henri Martin et autres, ni de l'Information posthume.

J. Quicherat ayant fort loué le quatrième volume de son *Histoire de France*, Michelet ne veut pas être en reste avec lui, et, oubliant l'intelligente initiative de la Société de l'Histoire de France, il semble faire honneur à l'éditeur uniquement de la publication des deux procès.

« Nous devons, dit-il page 176, note 1, du tome V de son *Histoire*, au jeune et savant M. Jules Quicherat la première publication complète du procès de la Pucelle. »

20

De la soumission de la Pucelle à l'Eglise.

Michelet considère la question de la soumission de Jeanne à l'Eglise de la même façon à peu près que Henri Martin. On dirait que les deux historiens n'ont jeté leurs idées sur le papier qu'après les avoir arrêtées d'un commun accord. Nous avons entendu H. Martin ; écoutons maintenant Michelet.

« Les juges, avec cette question, avaient enfin touché le vrai terrain de l'accusation : la voix secrète égalée ou préférée aux enseignements de l'Eglise, aux prescriptions de l'autorité ; l'inspiration, mais libre ; la révélation, mais personnelle ; la soumission à Dieu, quel Dieu ? le Dieu intérieur !

« La question du procès se trouva ainsi posée dans sa simplicité, dans sa grandeur : le vrai débat s'ouvrit. D'une part, l'Eglise visible et l'autorité, de l'autre l'inspiration attestant l'Eglise invisible. Invisible pour les yeux vulgaires ; mais la jeune fille la voyait clairement, elle la contemplait sans cesse et l'entendait en elle-même ; elle portait en son cœur ces saintes et ces anges. Là était l'Eglise pour elle ; là le Dieu rayonnait ; partout ailleurs, combien il était obscur.

« Tel était le débat ; l'accusée devait se perdre. »

(*Histoire de France*, t. V, pp. 133-134, in-8°, Paris, Hachette, 1841.)

30

Pierre Cauchon était-il le juge naturel de la Pucelle?

M. Petit-Dutaillis aurait dû faire profiter la nouvelle Histoire de France de deux observations que Michelet émet dans la sienne, à propos de la prétention de l'évêque de Beauvais à juger la Pucelle à titre de juge ordinaire, et de la dernière délibération du procès.

« Jeanne ayant été faite prisonnière à Compiègne, écrit M. Petit-Dutaillis, devait être jugée par l'évêque de Beauvais. » (*Histoire de France...* de M. E. Lavisse, t. IV, p. 63.)

M. Petit-Dutaillis paraît persuadé que Compiègne appartenait au diocèse de Beauvais. Si telle est sa persuasion, il se trompe : Compiègne appartenait au diocèse de Soissons.

Michelet ne donne pas dans cette erreur :

« Il se trouva fort à point, écrit-il, que la Pucelle avait été prise sur la limite du diocèse de Cauchon : *non pas, il est vrai, dans le diocèse même*; mais on espéra faire croire qu'il en était ainsi. » (*Op. cit.*, p. 115.)

40

De la dernière délibération du procès.

Sur le sujet de la dernière délibération, M. Petit-Dutaillis n'a que deux lignes, mais erronées : « Le lendemain, une assemblée de docteurs déclara que Jeanne, hérétique relapse, devait être livrée au bras séculier. »

Nous avons relevé l'inexactitude de l'affirmation.

Michelet a pris la peine de consulter les sources et il y a lu ceci :

« Le mardi, les juges formèrent une assemblée d'assesseurs et leur demandèrent leur avis. L'avis, tout autre qu'on ne l'attendait, fût qu'il fallait mander encore la prisonnière et lui relire son acte d'abjuration. » (*Ibid.*, p. 165.)

50

Michelet et le guet-apens du relaps.

Le même historien se sépare de J. Quicherat, à propos du guet-apens dont usèrent les gardiens anglais de la Pucelle

pour la contraindre à reprendre l'habit viril. Il admet sans hésiter le récit de Jean Massieu. (*Hist. citée*, pp. 162, 163.) Dans la note 3 de la page 163, il désapprouve le silence gardé sur ce point par deux historiens anglais.

« N'est-il pas étonnant, remarque-t-il, que MM. Lingard et Turner, historiens anglais, suppriment des détails si essentiels, qu'ils dissimulent la cause qui obligea la Pucelle à reprendre l'habit d'homme ? Le catholique et le protestant ne sont ici qu'Anglais. »

Cette désapprobation de deux historiens anglais atteint par contre-coup J. Quicherat et son refus, sans motif valable, d'admettre le récit de J. Massieu. En cela, J. Quicherat « n'est lui aussi qu'Anglais ». Si c'était l'unique fois !

NOTE XIV.

DE LA DÉLIBÉRATION CONDITIONNELLE DU 29 MAI 1431.

(Page 315.)

L'importance de cette délibération n'est point passée inaperçue des avocats de la réhabilitation et du premier historien de la Pucelle.

Le quatre-vingt-huitième des cent un articles présentés par les premiers aux juges la mentionnent expressément :

« L'accusée, y est-il dit, ne comprit pas la cédule d'abjuration : cela résulte clairement de la dernière délibération du procès. En cette délibération, l'abbé de Fécamp et la grande majorité des délibérants dirent tous qu'il fallait demander à Jeanne si elle avait compris ladite cédule. Or, l'on n'en fit absolument rien. — « Constat satis ex ultima « in processu deliberatione abbatibus Fiscampnensis et aliorum, pro maiore parte, ibidem consultantium, qui omnes « dixerunt quod ab ea quærendum erat si eam intellexerat. NIHIL TAMEN EXINDE FACTUM EST. » (*Procès*, t. II, pp. 254-255.)

S'accorder à demander à Jeanne si elle avait compris ladite cédule, c'était, de la part des assesseurs, s'accorder à

demander qu'on la lui fit lire, afin de se procurer le moyen de s'assurer si vraiment c'était bien le texte qu'elle avait accepté et signé.

Le procureur de la cause, maître Guillaume Prévostean, rappelle le même fait et en tire les mêmes conséquences. « Presque tous les maîtres appelés à délibérer sur le prétendu relaps de l'accusée s'en rapportèrent à la délibération de l'abbé de Fécamp, et dirent qu'il fallait lui demander si vraiment elle avait compris la prétendue abjuration. On n'en fit rien, on ne l'interrogea pas, *ainsi qu'il avait été délibéré et arrêté.* » (*Ibid.*, pp. 186, 187.)

Notons ces derniers mots : « ... *Ainsi qu'il avait été délibéré et arrêté* : — *Nihil tamen esse factum constat super ipsa...* DELIBERATA ET FACIENDA INTERROGATIONE. »

Edmond Richer voit dans le même incident la preuve que l'évêque de Beauvais « faisoit tout à sa teste et ne se servoit des conseillers que pour donner couleur à ses iniques desseins ».

Le docteur de Sorbonne rapporte l'incident ainsi :

« L'abbé de Fécamp, docteur en théologie, dit qu'il estoit d'avis qu'on proposast à la Pucelle ce formulaire et qu'on le luy expliquast bien particulièrement et qu'on usast de remontrances de la parole de Dieu en son endroit : et après cela, *au cas qu'elle ne se recognust*, fust condamnée comme relapse et hérétique et abandonnée à la justice séculière. Duquel avis la plus grande et saine partie des juges furent.

« Et l'évesque de Beauvais, les ayant remerciés, conclut contre la Pucelle comme relapse, sans toutefois lui avoir au préalable fait proposer et expliquer ledit formulaire de révocation, ainsi qu'il avoit été résolu à la pluralité des voix : présomption indubitable que le prélat faisoit tout à sa teste, et ne se servoit des conseillers que pour donner couleur à ses iniques desseins. » (*Hist. manuscrite*, Bibl. nat., fonds franç., 10448, f^{os} 210 v^o et 211 r^o.)

E. Richer infère du texte des délibérations non seulement le fait de la condition posée par les consultants de l'évêque-juge, mais la résolution arrêtée en conséquence à la presque unanimité. Pierre Cauchon la tint pour non avenue.

On a pu voir plus haut le sentiment de L'Averdy : il revient à celui que nous avons exposé.

Le Brun de Charmettes n'oublie pas de reproduire l'avis de l'abbé de Fécamp et l'impression profonde qui en résulta.

« Le premier avis, remarque-t-il, celui de Nicolas de Venderès, tendant à abandonner Jeanne immédiatement à la justice séculière, ne fut adopté par personne dès que l'abbé de Fécamps eut proposé d'y ajouter par préalable la lecture de l'abjuration à l'accusée.

« Ce second avis réunit la très grande pluralité des assesseurs. Leur proposition dut embarrasser beaucoup l'évêque de Beauvais. Il ne se tira d'affaire qu'en ne s'y conformant pas. » (*Histoire de Jeanne d'Arc*, t. IV, p. 176. In-8°, Paris, 1817.)

Ce que dit Henri Martin de cette dernière délibération.

Comment s'expliquer le silence que l'on a fait sur la délibération de l'abbé de Fécamp? N'a-t-on pas un peu trop négligé l'étude des textes du procès? Ce n'est pas douteux pour Henri Martin, qui, lui, ne garde pas le silence à cet endroit.

S'est-il, en vérité, rendu compte de ce qu'il lisait, lui qui a fait imprimer cette chose inconcevable :

« Le lendemain, 29 mai, Cauchon communiqua le résultat de l'interrogatoire à une quarantaine de docteurs et maîtres, *A l'unanimité, moins un seul*, ils opinèrent pour que les juges déclarassent Jeanne hérétique et relapse et l'abandonnassent à la justice séculière. »

L'assesseur qui avait fait exception serait « Pinchon, archidiacre de Rouen, d'après H. Martin. Il déclara Jeanne relapse, mais s'en remit aux juges quant au reste. » (*Hist. de France*, t. VI, p. 292.)

Même ici, H. Martin lit ce qu'il n'y a pas au procès. Il fait de Pinchon un « archidiacre de Rouen » : il était « *archidiaconus Josiaci* », non *Rothomagensis*.

Cet assesseur ne « s'en remit pas aux juges quant au reste », mais « aux seigneurs théologiens, *ad dominos theologos* », — dont l'abbé de Fécamp était un des principaux.

La délibération de Jean Pinchon n'avait été exprimée

qu'après celle de l'abbé de Fécamp. Comment se fait-il que Henri Martin ne mentionne pas celle-ci ? Il ne l'a donc pas lue ? Et s'il l'a lue, pourquoi la passe-t-il sous silence ?

Et les nombreuses adhésions exprimées de cette manière : *Deliberavit conformiter prout dominus abbas Fiscampnensis prædictus* ;

Stat in deliberatione prædicti domini abbatis Fiscampnensis, etc., — était-il difficile de savoir ce qu'elles signifiaient... ?

Du traducteur du procès.

Ce qui pourrait expliquer de quelque manière l'étrange inadvertance des historiens, c'est le mode de rédaction adopté par Thomas de Courcelles dans l'exposé desdites délibérations. Il n'y a pas témérité à dire qu'il s'est préoccupé d'atténuer l'effet que produirait sur les lecteurs l'accusation pure et simple des assesseurs à l'avis motivé de l'abbé de Fécamp. Cet avis est présenté d'une façon si logique et si claire que difficilement on pouvait s'y méprendre.

L'abbé de Fécamp affirme d'abord le fait de la reprise de l'habit d'homme : relaps *matériel*, comme nous l'avons dit en son lieu.

Mais pour que ce relaps *matériel* soit reconnu et déclaré *formel*, il y a une constatation à faire, et alors le seigneur abbé ajoute : « Il faut qu'on donne lecture à l'accusée de la cédule qu'on vient de nous lire... »

Le *bonum est* est ici la forme respectueuse sous laquelle on réclame catégoriquement une lecture nouvelle et une explication de ladite cédule ; on verrait quelle serait l'attitude de l'accusée à la suite de l'une et de l'autre.

Après avoir pris ces précautions, *his peractis*, alors seulement, si les affirmations de l'évêque de Beauvais étaient justifiées, c'est-à-dire si Jeanne reconnaissait et confirmait les aveux énoncés dans la cédule, comme l'indique expressément le prieur de Longueville-Giffard, il n'y aurait plus, d'après l'abbé de Fécamp, qu'à la déclarer hérétique relapse et à la livrer au bras séculier.

Les assesseurs, pénétrés de la sagesse de cette proposition, pouvaient émettre diverses observations ; mais pour conclure, ils n'avaient qu'un oui à formuler du moment

qu'ils se rangeaient à l'avis de l'abbé de Fécamp, et le traducteur du procès-verbal aurait dû faire de même.

Mais ce traducteur était Thomas de Courcelles, le traducteur — *traditore* — du procès-verbal de l'interrogatoire du 28 mai. N'a-t-il pas usé, pour atténuer l'effet de cette quasi-unanimité des docteurs rompant en visière à l'évêque de Beauvais, du système d'additions et d'interrogations dont nous avons eu ailleurs la preuve? Ce n'est pas impossible, ce n'est pas improbable : malheureusement, nous ne possédons pas la minute française des délibérations.

Les nuages à dissiper sont légers et clairsemés : ils ne s'étendent en tout que sur six délibérations.

Trente-deux assesseurs adhèrent purement et simplement à l'avis de l'abbé de Fécamp.

Six autres ensuite, tout en finissant par se ranger au même avis, émettent des réflexions peu bienveillantes, qualifiant l'accusée de « désobéissante, contumace, opiniâtre, impénitente, relapse de fait », etc. Mais en fin de compte, ces six assesseurs adoptent la délibération du dit abbé de Fécamp.

N'y aurait-il pas lieu de se demander si Thomas de Courcelles ne serait pas pour quelque chose dans l'insertion de ces réflexions peu bienveillantes?

En admettant qu'il n'y soit pour rien, n'est-il pas raisonnable de considérer ces réflexions comme la partie accessoire de la délibération, et de placer la partie essentielle dans l'adhésion finale : *Et est in deliberatione scæpe dicti domini Fiscampnensis. — De residuo, stat in deliberatione domini abbatis superius nominati?* (Jean de Nibat et Jean Lefèvre).

En définitive, les résultats de la séance de 28 mai se ramènent à ceux-ci :

Récapitulation finale.

Les deux juges et deux assesseurs seulement sont d'avis que la Pucelle doit être condamnée comme hérétique relapse et livrée à la justice séculière.

Un troisième, maître Jean Pinchon, délibère qu'elle est relapse ; mais il ne parle pas du bras séculier et, pour le reste, il s'en réfère aux « seigneurs théologiens ».

L'abbé de Fécamp et trente-huit maîtres et docteurs demandent que, avant de condamner et de traiter Jeanne de la sorte, lecture lui soit faite du formulaire du procès. La condamnation ne doit être prononcée qu'après que cette précaution aura été prise : « *His peractis, habemus declarare eam hæreticam...* »

Les juges ne tiennent aucun compte de la condition posée par ces trente-neuf assesseurs, y compris l'abbé de Fécamp, — par trente-trois au moins, si on voulait regarder comme douteux l'avis des six docteurs de la troisième catégorie.

Donc, au pis aller, sur quarante-deux voix, il n'y en a eu que deux pour livrer l'accusée au bras séculier, une troisième restant douteuse; et il y en a eu trente-trois très certainement, sinon trente-neuf, y compris la voix de l'abbé de Fécamp, pour juger indispensable l'épreuve de la lecture du formulaire faite avant toute sentence à la jeune fille qui passait pour l'avoir prononcé et signé.

En exprimant cette opinion et en l'appuyant d'une requête formelle, l'abbé de Fécamp et les assesseurs qui l'ont suivi ont libéré leur conscience, et parce que les juges ont été assez iniques pour n'en pas tenir compte, eux assesseurs ne sont à aucun titre responsables de cet « assassinat judiciaire prémédité ».

NOTE XV.

LES DOUZE ARTICLES ET LES DEUX ÉCOLES

(Page 335.)

La question des douze articles est une de celles sur lesquelles les historiens des deux Écoles ne sauraient être d'accord.

Les historiens de l'École française approuvent pleinement les juges de la réhabilitation qui fondent leur sentence sur la rédaction dolosive et infidèle des douze articles.

Michelet, par exception, se range à leur avis et ne voit

en ces articles qu'un « travestissement des réponses de la Pucelle ».

Henri Martin ne convient pas de l'infidélité des articles susdits, mais il ne s'aventure pas à prouver le contraire.

1^o*L'Averdy et l'École française.*

Le représentant autorisé de l'École française, François de l'Averdy, apprécie comme il suit les douze articles et les délibérations auxquelles ils donnèrent lieu.

Thomas de Courcelles, dit-il, nous apprend que, « au lieu de rédiger les douze articles sur les termes dont Jeanne s'était servi, on le fit d'après des conjectures vraisemblables ».

On rendit Jeanne coupable sur presque tous les points. La vérité fut étouffée, les réponses de l'accusée furent dénaturées. C'est une rédaction évidemment fausse, destinée à tromper et ceux qu'on allait consulter et ceux qui auraient à opiner dans le procès.

Le tableau qu'a dressé L'Averdy du texte des douze articles et de ses inexactitudes, tableau dont nous avons parlé dans la note de la page 336, en donne la preuve visible.

Cinquante-huit maîtres et docteurs émirent leurs avis sur les douze articles, plus le chapitre de Rouen et l'Université de Paris. Ils furent presque tous défavorables à Jeanne; seulement, ces avis n'avaient pas la vérité pour base : ils s'appuyaient, non sur les actes du procès qui ne furent pas communiqués aux consultants, mais sur les articles mêmes. Ils furent, par conséquent, évidemment nuls.

Les juges de 1431 ayant eu l'adresse infernale de ne faire opiner que sur des assertions substituées aux véritables interrogatoires, les juges de la revision les mirent dans le cas d'y délibérer de nouveau en leur présence. (*Notices et extraits des manuscrits...*, t. III, pp. 50, 409, 445, 531.)

2^o*Les douze articles et Henri Martin.*

Cet historien s'exprime au sujet des douze articles comme s'ils étaient un résumé suffisamment exact des réponses de la Pucelle.

« Les douze articles, écrit-il, résumaient le procès dans un esprit très hostile à Jeanne, mais en dégageant l'accusation des impostures et des brutalités du promoteur.. »

Au fond, il n'admet pas que ces articles soient un « faux résumé des débats, et il ne pardonne pas aux délégués du Saint-Siège d'avoir basé la sentence d'annulation du procès de Rouen sur « l'infidélité prétendue des douze articles ».

Dans les mémoires de la réhabilitation, dit-il, on arguë « contre la validité de la sentence de Rouen d'après l'infidélité prétendue des douze articles qui ont motivé les déclarations des assesseurs contre Jeanne. Le thème du procès de réhabilitation va être, en effet, que les assesseurs, les consultants, l'Université ont été trompés, qu'ils ont condamné l'accusée sur un faux résumé des débats ».

Quand on porte un jugement aussi catégorique à l'encontre d'une opinion qui ne demande pas à être acceptée sans examen, on prend l'engagement d'honneur de produire les raisons exceptionnelles qui le justifient. Henri Martin n'a pas songé à présenter ses raisons : il s'en est tenu à la méthode de la preuve par « l'affirmation pure ».

Et quand on accuse le procès de revision d'avoir « accredité sur les douze articles tant d'inexactitudes », on n'a pas le droit d'être cru sur parole. (*Hist. de France*, t. VI, pp. 457 et 275, note 2.)

30

Les douze articles, d'après Michelet.

On ne sera pas surpris que les juges de la réhabilitation aient infligé aux douze articles une flétrissure ineffaçable, si on tient compte de ce qu'en rapporte Michelet.

« S'aidant de la plume d'un habile universitaire de Paris, Pierre Cauchon tira des réponses de Jeanne un petit nombre d'articles sur lesquels on devait prendre l'avis des principaux docteurs et des ecclésiastiques. Ces propositions, rédigées sous forme générale, avaient une fausse apparence d'impartialité. Dans la réalité, elles n'étaient qu'un travestissement de ses réponses et ne pouvaient manquer d'être qualifiées par les docteurs consultés, selon l'intention hostile de l'unique rédacteur. »

Fausse apparence d'impartialité, — travestissement des

réponses de Jeanne, — intention hostile de l'inique rédacteur, pas un mot en ce passage qui rappelle le plaidoyer et une ombre de circonstances atténuantes. Michelet parle en historien de la plus pure Ecole française. Ce qu'il ajoute confirme l'impression qu'il a fait éprouver.

« Des assesseurs ayant cru devoir proposer un correctif ainsi conçu (à propos d'un des articles) : « Elle se soumet à l'Eglise militante en tant que l'Eglise ne lui impose rien de contraire à ses révélations faites ou à faire », Cauchon, à qui ce correctif déplaisait, prit sur lui de le supprimer. » (*Hist. de France*, t. V, pp. 136, 137.)

NOTE XVI.

J. QUICHERAT CANONISTE. — SES EFFORTS POUR JUSTIFIER L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS.

(Page 339.)

Un homme qui sait comment on impose des idées aux lecteurs confiants, J. Quicherat, pour justifier l'évêque de Beauvais, présente comme démonstratif un texte qu'il ne cite qu'en partie ou qu'il interprète contrairement au vrai sens, et comme prouvées, des thèses qui ne le sont pas et dont le contraire seul demeure établi.

Le texte qu'il ne cite qu'en partie et qu'il interprète à contresens est celui de la page 109, qui, à son avis, autorise les juges ecclésiastiques à interdire le *strepitus advocatorum*.

Il ne le cite qu'en partie, car il ne produit pas les explications du pape Clément V qui indiquent en quel sens précis il faut l'entendre; ni celles du *Directorium* de N. Eymeric, *Quæst.*, LV, p. 583, *De practica Inquisitionis*.

Il l'interprète à contresens parce que *strepitus advocatorum* signifie, d'après lui, *præsentia advocatorum*, tandis que Clément V, en sa Décrétale, maintient et la présence des avocats et le droit de l'accusé à un défenseur.

La thèse que l'auteur des *Aperçus nouveaux* suppose

juridiquement démontrée, c'est que les juges ecclésiastiques avaient, d'une manière à peu près générale, le droit de refuser un avocat à l'accusé. J. Quicherat est dans l'erreur : cela n'était concédé aux juges que par exception et en des cas déterminés, par exemple lorsque l'accusé s'était reconnu coupable et avait avoué.

C'est sur ces deux points que porteront les éclaircissements ci-après : nous y ajouterons quelques mots relativement au cas du chanoine Nicolas Loiseleur.

I.

Du « *strepitus advocatorum* » de la Décrétale
du pape Clément V.

Texte de J. Quicherat, *Aperçus*..., p. 109 :

« La décrétale sur les hérétiques laissait aux juges la faculté de procéder d'une manière simplifiée et directe, sans vacarme d'avocats, ni figure de jugement : — *simpliciter et de plano, absque advocatorum strepitu et judiciorum figura* ». (Sextus Décretal., liv. VI, tit. I. — Sans indication de page du *Directorium Inquisitorum*. Vérification faite, ce texte se trouve à la page 120 du *Directorium*.)

Première inexactitude d'interprétation :

La décrétale *ne laissait pas aux juges la facilité* de procéder de la sorte en tout jugement, mais seulement dans certains jugements d'exception pour lesquels ils étaient commis par le Saint-Siège. Le texte ci-après en fournira la preuve.

Deuxième inexactitude d'interprétation :

J. Quicherat lit et interprète comme s'il y avait « *absque advocatorum interventu ac præsentia* ».

Or, *absque advocatorum strepitu* n'a jamais eu cette signification. Clément V dira tout à l'heure qu'il ne faut entendre par ces mots autre chose que « *advocatorum contentiones ac jurgia* : les disputes des avocats et leurs bavardages ».

Texte de la Décrétale de Clément V.

(Année 1307.)

« Sæpe contingit quod causas committimus, *et in earum aliquibus* simpliciter et de plano, ac sine strepitu et figura judicii procedi mandamus. »

Remarquons d'abord qu'il n'est pas question d'avocats en ce texte, ni de « strepitus advocatorum ».

Et, en second lieu, que la délégation du Souverain Pontife ne concerne que des causes spéciales; *in earum aliquibus... quas committimus.*

Que fallait-il entendre par ces mots : *simpliciter*, etc. ? Des difficultés, des doutes avaient surgi : « de quorum significatione verborum a multis contenditur, et qualiter procedi debeat dubitatur. »

Clément V publia sa Décrétale pour dissiper ces doutes et résoudre ces difficultés.

« Nos autem dubitationem hujusmodi decidere cupientes, hac in perpetuum valitura constitutione sancimus ut iudex cui taliter causam committimus :

« Necessario libellum non exigat,

« Contestationem non postulet,

« Tempore etiam feriarum procedere valeat,

« Amputet dilationum materiam... »

Telles sont quelques-unes des formalités que, en ces causes spéciales, le juge sera dispensé d'employer. Mais le pape se garde bien de l'autoriser à refuser un avocat aux accusés; au contraire, il lui recommande de s'en tenir sur ce point aux prescriptions du droit et de ne réprimer que les abus. Les abus, il les dénonce en ces termes :

« Litem, quantum poterit, faciet brevior, appellationes dilatorias, partium advocatorum et procuratorum *contentiones et jurgia refrenando.* »

« Mettre un frein aux disputes interminables et au bavardage des avocats », voilà ce que devra faire le juge. Mais « réfréner » le bavardage des avocats n'est pas se refuser à les admettre et à les entendre. Sur ce dernier point, que le juge ne se méprenne pas. Qu'il laisse aux débats l'ampleur voulue pour que l'avocat puisse produire ses preuves nécessaires et présenter ses légitimes défenses.

« Non sic tamen iudex litem abbreviet, quin probationes necessariae et defensiones legitimae admittantur. » (*Director. Inquis.*, p. 120.)

A l'auteur des *Aperçus nouveaux* d'en prendre son parti. Il s'est trompé lorsqu'il a imaginé que les Décrétales autorisaient l'évêque Pierre Cauchon à refuser un avocat à la Pucelle dès le commencement du procès. Les textes suivants établissent que les lois ecclésiastiques ont toujours estimé le droit de tout accusé en cause de foi à un défenseur, intangible et sacré.

II.

Droit de tout accusé en cause de foi à un avocat.

Le principe qui domine la matière est celui que le *Directorium Inquisitorum* énonce en ces termes :

« Le droit de défense est de droit naturel : c'est pourquoi on ne peut et on ne doit pour aucun motif le refuser à personne. — *Iusta defensio est de jure naturæ, et propterea nullo potest aut debet denegari modo.* » (*Directorium...*, p. 447.)

De ce principe, les canonistes tirent cette conséquence, « qu'un avocat doit être donné à l'accusé ». (Bouix, *De judiciis*, t. II, p. 383.)

Reiffenstuel dit que le juge « doit offrir et même donner un avocat capable à l'accusé, alors même que celui-ci ne le demanderait pas; surtout si l'accusé est ignorant et hors d'état de se le procurer. » (*Jus canonicum universum*, t. II, p. 39; t. VI, p. 90.)

L'auteur du *Directorium*, le dominicain Nicolas Eymeric, met au nombre des causes légitimes de récusation du juge le refus par celui-ci de donner un défenseur à l'accusé. « Alors, dit-il, l'accusé a le droit de récuser le juge comme suspect : *Tunc delatus recusat judicem ut suspectum.* » (*Directorium...*, p. 451.)

Tant que les débats se poursuivaient, le droit de l'accusé à un avocat demeurait incontesté; les juges se rendaient coupables de forfaiture s'ils le lui refusaient. Après la clôture des débats seulement, soit que l'accusé eût avoué, soit que les preuves eussent été reconnues pleinement convain-

cantes, — *post probationem plenam vel rei confessionem deliberatam*, — si l'accusé reconnu coupable croyait utile, pour obtenir une sentence plus douce, de demander un avocat, alors les juges étaient en droit de le lui refuser, afin de porter la sentence en toute justice. Voici, du reste, le texte même du *Directorium* :

« Defensionum concessio interdum est superflua, interdum necessaria. Quando delatus confitetur crimen, concedere sibi defensiones ad dicendum contra testes superfluum est, quia magis statuitur tum suo dicto et ejus propriæ confessioni quam testium depositioni. Quando vero crimen diffinitur, et petit defensiones sibi concedi, ad se defendendum admittendus est, *ac defensiones juris sunt ei concedendæ, et nullatenus denegandæ*. Et sic concedentur sibi advocatus, procurator, ac processus totius copia, suppressis testium nominibus. » (*Director. Inquisitorum*, p. 446.)

Ainsi, tant que l'accusé conteste le bien fondé de l'accusation, son droit de défense est pleinement reconnu par les lois inquisitoriales, lesquelles lui concèdent un avocat, un procureur et communication du texte du procès.

On trouvera le même enseignement dans les canonistes postérieurs au quinzième siècle. « Si l'accusé non convaincu de son crime, sommé par trois fois d'avouer la vérité, nie qu'il soit hérétique, alors, dit Bouix, à cause du doute que sa dénégation soulève, on lui donne un avocat : *Tunc propter dubium ex negatione proveniens quod crimen objectum verum non sit, datur illi advocatus*. » (BOUIX, *op. cit.*, t. II, pp. 383-384.)

Les droits reconnus aux femmes, quand elles sont jugées en cause de foi, sont les mêmes.

Dans le *Malleus maleficarum* (t. I, pp. 358 et suiv., in-12, Lyon, 1520), l'auteur, Jacques Springer, pose la question :

Qualiter sint defensiones concedendæ cum deputatione advocati ; — et il répond :

« Si l'accusée demande à être défendue, rien ne s'oppose à ce qu'on lui donne un avocat et un procureur (le même personnage peut être l'un et l'autre à la fois). Au procureur on fournira la copie du procès, en supprimant le nom des témoins.

« Quant à l'avocat, il devra plaider avec modération et conformément à la vérité. »

Des droits reconnus aux avocats.

Les droits reconnus aux avocats de l'accusé en matière de foi sont très étendus et prouvent le respect que les lois de l'Eglise professent pour le droit naturel de la défense. Ces droits sont d'une telle importance qu'ils permettaient aux avocats d'ouvrir comme un nouveau procès que les canonistes appellent *Procès défensif*. (REIFFENSTUEL, *op. cit.*, t. VI, p. 106.) Ils pouvaient faire interroger à nouveau les témoins, en produire qui n'avaient pas été entendus, présenter aux juges des articles ou conclusions en faveur de leur client, articles dont le Promoteur était obligé de discuter la valeur probante en droit et en fait, et procéder à tous autres actes de nature à démontrer l'innocence de l'accusé. (REIFFENSTUEL, *op. et loc. cit.*, pp. 91-106.)

Du droit des accusés mineurs à un curateur.

Aux accusés âgés de moins de vingt-cinq ans, le droit concédait non seulement un avocat et défenseur, mais encore un curateur qui était chargé de les assister et de les guider dans les actes de la défense. (*Director. Inquisit.*, p. 448; BOUX, *op. cit.*, t. II, *loc. supra cit.*)

Le *Directorium Inquisitorum* nous donnera la raison de cette disposition législative. « Avec l'assistance du curateur, observe-t-il, l'accusé ne sera pas exposé, vu sa jeunesse ou son inexpérience, à passer sous silence ce qu'il aurait à dire, et à dire ce qu'il aurait intérêt à céler. » (*Op. cit.*, p. 448.)

Ce curateur ne doit pas cependant être pris parmi les gens du Saint-Office.

Telle est l'importance de cette mesure, que si on oubliait de l'appliquer, je veux dire de nommer un curateur aux accusés mineurs, tout ce qui aurait été fait par lui serait nul de plein droit. — « Si quid vero cum minoribus gestum sit absque horum curatorum auctoritate, id ipso jure irritum est et nullum. » (*Directorium...*, p. 448.)

Non seulement l'accusé mineur a droit à un curateur et à un avocat, de par les lois ecclésiastiques, mais il a droit encore à ce qu'on lui donne copie des charges et des témoi-

gnages recueillis contre lui. Ce droit est constaté et affirmé par le *Directorium Inquisitorum* et par la Clémentine *Sape*, dans les textes que nous avons déjà cités. « Ex his fit esse indiciorum et probationum adversantium copiam. » (Boux, *op. cit.*, p. 883.)

On cherchera vainement dans l'histoire du procès de Rouen le curateur nommé par le tribunal à la Pucelle. On ne trouvera pas trace non plus des diverses communications qui auraient dû lui être faites.

III.

Du cas de Nicolas Loiseleur.

L'une des préoccupations principales des juges en cause de foi était d'amener les accusés soupçonnés gravement de perversité hérétique à faire l'aveu de leurs erreurs et de leurs crimes. Pour y réussir, ils recouraient à des industries dont l'inquisiteur Nicolas Eymeric nous a transmis les plus habituelles : elles sont au nombre de dix. (*Director.*, pp. 431 et seq.) A ce sujet, nous ferons observer que le Droit canonique ne conseille aucune industrie et ne formule aucune règle à l'effet d'obtenir l'aveu de l'accusé. Dans le choix des moyens à employer, les Inquisiteurs suivaient leurs idées personnelles. Dépassaient-ils la mesure, sortaient-ils de la ligne que la bonne foi et la loyauté leur traçaient, on ne devait s'en prendre qu'à eux ; certainement, si les abus qui se produisaient eussent été déférés au tribunal du chef de l'Église, un blâme sévère en eût frappé les auteurs. Les apologistes de Nicolas Loiseleur et de Pierre Cauchon doivent donc chercher ailleurs que dans les règles officielles de la procédure canonique l'explication et la justification des vilenies que l'histoire du procès de Rouen a mises au jour.

Il y a plus. L'auteur du *Directorium* ayant l'air, à propos de maintes industries, d'en recommander de suspectes, son commentateur, François Pegna, y met le holà. « Il y a lieu, dit-il, de blâmer fort et de détester les juges qui usent de pratiques illicites pour en arriver à arracher aux accusés l'aveu de la vérité. — *Magñopere vituperanda et deles-*

tanda consuetudo ut illicita iudices committant ad veritatem eruendam. » (*Directorium...*, p. 438.).

Et il ajoute cette conclusion pratique : « De tous ces moyens, il n'est permis de mettre en œuvre que ceux dans lesquels on ne relèvera aucune trace de mensonge et d'iniquité. — *Ex his cautelis eas tantum in praxi usurpare licet, quæ sine ulla mendacii aut iniquitatis specie possunt ad usum revocari.* » (*Ibid.*) L'abus théorique que ce maître en théologie blâme et condamne chez l'auteur du *Directorium*, à plus forte raison l'eût-il blâmé de toute façon chez les Loiseleur qui le mettaient cyniquement en pratique.

Observation. — Nous avons annoncé, au cours de cette Etude, notre dessein de mettre au nombre des *Appendices* l'opuscule que nous avons publié en 1904 sur cette question : *Qui a fait juger, condamner, brûler Jeanne d'Arc?* Le lecteur l'y cherchera vainement; mais il en trouvera la substance, revue et considérablement augmentée, dans la 2^e étude de cette 3^e série, *Jeanne d'Arc et l'Eglise*. Les incidents qui se sont produits cette année, à l'occasion des fêtes d'Orléans, nous ont décidé à traiter cette question aussi complètement que possible.

-TABLE DES MATIÈRES

Au Lecteur.....	VII
-----------------	-----

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

JULES QUICHERAT ET JEANNE D'ARC.

	Pages.
PRÉFACE.....	xiii
INTRODUCTION.....	1
I. Les deux héroïsmes.....	2
II. Intégralité de l'héroïsme de Jeanne d'Arc.....	3
III. Les deux Ecoles historiques.....	6
IV. De l'Ecole anglaise.....	8
V. De l'Ecole française.....	14
VI. Sa prédominance jusqu'au dix-neuvième siècle.....	16

PREMIÈRE PARTIE

PUBLICATION DES DEUX PROCÈS

CHAPITRE PREMIER. — LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE EN 1839-40.....	23
I. Les historiens de Jeanne d'Arc avant 1840.....	23
II. Un historien allemand à Paris en 1839.....	27
III. Assemblée de la Société. — Projet arrêté de la publication des deux procès.....	31
CHAPITRE II. — JULES QUICHERAT. — SON RAPPORT.....	34
I. Communication au Conseil.....	34
II. Rapports de J. Quicherat.....	36

III. Discussion et adoption.....	40
IV. Publication du texte des deux procès.....	43
CHAPITRE III. — EFFETS PRODUITS PAR CETTE PUBLICATION.....	46
I. Mouvement intellectuel.....	47
II. La publication des deux procès et la béatification de Jeanne d'Arc.....	52
CHAPITRE IV. — DESIDERATA DE L'ÉDITION DES DEUX PROCÈS.....	57
I. Des mémoires de la réhabilitation.....	58
II. Du premier historien de la Pucelle.....	62
III. Découverte par E. Richer des sources de l'histoire de Jeanne d'Arc.....	67
IV. Jugements sur l'œuvre d'E. Richer.....	70
CHAPITRE V. — J. QUICHERAT ET SES APERÇUS NOUVEAUX.....	73
I. Les deux J. Quicherat, le paléographe et le critique chef d'Ecole.....	74
II. Genèse des <i>Aperçus nouveaux</i>	76
III. Disjonction des <i>Aperçus</i> d'avec l'édition des deux procès.....	80
CHAPITRE VI. — SYSTÈME HISTORIQUE DE J. QUICHERAT. LES DEUX ÉCOLES.....	86
I. Système de J. Quicherat sur l'histoire de Jeanne d'Arc.....	86
II. De cette histoire telle que l'a vue J. Quicherat.....	89
III. J. Quicherat théologien et canoniste.....	91
IV. Du nom d'Ecole franco-anglaise donné à l'Ecole nou- velle. — Les deux programmes.....	96

DEUXIÈME PARTIE.

REVISION DE L'HISTOIRE DE LA PUCELLE
LES DOCUMENTS ET LES DEUX ÉCOLES.

CHAPITRE VII. — DU PROCÈS DE CONDAMNATION.....	107
I. Double autorité dont les deux procès sont susceptibles.....	108
II. Le procès de condamnation et son autorité historique.....	110
III. Le Réquisitoire et J. Quicherat.....	113

TABLE DES MATIÈRES.

481

CHAPITRE VIII. — DU PROCÈS DE CONDAMNATION. SUSPICION	
DONT IL EST FRAPPÉ.....	119
I. Des rédacteurs du procès.....	120
II. Principaux motifs de suspicion.....	123
III. La « prétendue abjuration ».....	129
CHAPITRE IX. — VALEUR JURIDIQUE DU PROCÈS DE CONDAM-	
NATION.....	134
I. Ce qu'en pense J. Quicherat. — Jugement de 1456. ...	134
II. Observations à propos de ce jugement.	140
III. Ce jugement est motivé.....	144
IV. Défaut de raisons à l'appui de l'opinion contraire. ...	147
CHAPITRE X. — J. QUICHERAT ET LE PROCÈS DE RÉHABILITATION.....	
I. Autorité déniée indirectement audit procès.....	153
II. Sens précis des expressions de J. Quicherat.....	157
III. Quatre observations et point de preuves.....	161
IV. J. Quicherat et les témoins de la réhabilitation.....	168

TROISIÈME PARTIE.

DES PARTIES PLUS SPÉCIALEMENT SUSPECTES DU PROCÈS DE CONDAMNATION

CHAPITRE XI. — DE LA PRÉTENDUE ABJURATION DE JEANNE	
D'ARC.....	175
I. Parties plus spécialement suspectes.....	176
II. L'abjuration est, au fond, tout le procès.....	180
III. Un oubli des historiens.	184
IV. L'abjuration d'après le récit du procès.....	187
CHAPITRE XII. — LES DEUX ECOLES ET LE FORMULAIRE DU	
PROCÈS.....	191
I. Questions qui se posent.....	192
II. La Pucelle n'a point prononcé le formulaire du procès.	196
III. Preuves de la fausseté dudit formulaire.....	198
IV. Hypothèses de J. Quicherat.....	204
CHAPITRE XIII. — LES DEUX ECOLES ET LES ENQUÊTES SUR	
L'ABJURATION.....	211
I. Des témoins entendus.....	212

II. Incidents passés sous silence dans le procès de condam-	
nation.....	211
III. Prescriptions du droit en matière d'abjuration.....	220
IV. Une dernière explication.....	226
CHAPITRE XIV. — LES DEUX ÉCOLES ET LE PROCÈS DE	
RECHUTE.....	230
I. Le guet-apens du relaps.....	232
II. Silence du procès de condamnation.....	236
III. Révélation du procès de revision.....	239
CHAPITRE XV. — L'INTERROGATOIRE DU PROCÈS DE RECHUTE.	246
I. Sa rédaction perfide.....	247
II. Altérations et suppressions de textes.....	252
CHAPITRE XVI. — LES DEUX ÉCOLES ET L'INFORMATION	
POSTHUME.....	263
I. De la forme de cette pièce.....	264
II. De la valeur du document.....	269
III. Défense que présente J. Quicherat.....	275
IV. Leçons faites à l'évêque de Beauvais.....	280
Conclusions de l'Ecole française.....	285

QUATRIÈME PARTIE.

LA REVISION DE L'HISTOIRE DE LA PUCELLE. (Fin.)

CHAPITRE XVII. — LES DEUX ÉCOLES ET JEANNE D'ARC...	289
I. Portraits que retracent de Jeanne d'Arc les deux Écoles.	290
II. Jeanne d'Arc d'après Henri Martin.....	293
III. De la Pucelle avant sa captivité. — De sa mission.	
— De ses Voix.....	297
IV. De ses prédictions.....	302
V. La Pucelle, à partir de sa captivité.....	306
VI. Dernière délibération. — Sa portée conditionnelle....	315
CHAPITRE XVIII. — LES DEUX ÉCOLES ET L'ÉVÊQUE DE	
BEAUVAIS.....	321
I. Les historiens de l'Ecole française.....	321
II. Les historiens de l'Ecole franco-anglaise.....	325

TABLE DES MATIÈRES.

483

III. J. Quicherat canoniste et défenseur de l'Evêque de Beauvais.....	333
Les douze articles.....	335
Refus de mettre Jeanne en prison d'Eglise.....	337
Refus de tout conseil.....	339
Rigueurs de sa captivité.....	341
Trahison de Nicolas Loiseleur.....	342

CHAPITRE XIX. — DE LA MÉTHODE CRITIQUE DE J. QUICHERAT..... 345

I. Des lois fondamentales de la critique historique.....	347
II. De la preuve par « l'affirmation pure ».....	352
III. Même sujet.....	355
IV. J. Quicherat et la réfutation de ses adversaires.....	358
V. De sa critique imaginative.....	363

CHAPITRE XX. — L'HÉROÏSME INTÉGRAL DE JEANNE D'ARC. 368

I. Son héroïsme d'après les deux Ecoles.....	369
II. La Pucelle abjurant son patriotisme.....	372
III. L'héroïsme de Jeanne à Rome et à Paris.....	375
IV. Qu'espérer pour un avenir prochain? — Conclusion...	380

APPENDICES, NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

1. APPENDICES

APPENDICE I. — LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE... 387

Son objet. — Son règlement.....	387
Des ouvrages publiés annuellement.....	390
Ouvrages publiés sur Jeanne d'Arc.....	391

APPENDICE II. — DE LA VIE ET DES TRAVAUX DE JULES QUICHERAT..... 392

I. Sa vie.....	392
II. Son œuvre historique et archéologique.....	395
Ses publications sur Jeanne d'Arc.....	398
III. De l'édition des deux procès.....	399

APPENDICE III. — RAPPORT DE JULES QUICHERAT A LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE SUR LE PROJET DE PUBLICATION DES DEUX PROCÈS..... 401

APPENDICE IV. — FRANÇOIS DE L'OVERDY..... 413

I. Sa vie et sa mort..... 413

II. Ses *Notices* sur les deux procès, leurs manuscrits, etc. 414

2. NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

NOTE I. — Fustel de Coulanges et sa méthode..... 421

NOTE II. — Les deux héroïsmes..... 423

1° De l'héroïsme humain..... 424

2° De l'héroïsme divin..... 426

NOTE III. — Edmond Richer..... 428

NOTE IV. — Les idées françaises de J. Quicherat et de son
École..... 430NOTE V. — Des historiens des deux Écoles française et franco-
anglaise..... 431NOTE VI. — L'École franco-anglaise et le procès de réhabili-
tation..... 437

NOTE VII. — Walkenaer et J. Quicherat..... 442

NOTE VIII. — Des preuves annoncées par J. Quicherat et qu'il
ne produit pas..... 445

NOTE IX. — Les enquêtes de la revision..... 449

NOTE X. — Henri Martin et ses idées franco-anglaises..... 452

NOTE XI. — La question des Voix de la Pucelle..... 453

NOTE XII. — L'évêque de Beauvais d'après J. Quicherat.... 457

NOTE XIII. — Michelet et Jeanne d'Arc..... 459

NOTE XIV. — La délibération conditionnelle du 29 mai 1431. 462

NOTE XV. — Les douze articles et les deux Écoles..... 467

NOTE XVI. — Jules Quicherat canoniste. — Ses efforts pour
justifier l'évêque de Beauvais..... 470

UNE DERNIÈRE PAGE D'HISTOIRE

JEANNE D'ARC ET L'ÉGLISE

ou

LE DERNIER MOT DU PROCÈS DE ROUEN

*Indocti discant, et ament. memisse
periti.*

« Le rappeler à ceux qui savent ; l'apprendre à ceux qui ne savent pas. »

PRÉFACE

I.

Depuis les *Aperçus nouveaux* de Jules Quicherat, c'est-à-dire depuis 1850, l'histoire de Jeanne d'Arc a été écrite en France beaucoup trop à l'anglaise.

On a fait à l'Évêque de Beauvais l'honneur peu mérité de le considérer comme un historien véridique. Des disciples, dont il n'était pas digne, se sont appliqués laborieusement à montrer que ses mensonges les plus audacieux étaient d'irrécusables vérités. Pierre Cauchon, hélas ! n'est pas plus historien véridique qu'il n'a été juge impartial et consciencieux.

Ecrire à la française cette tragique et merveilleuse histoire de la plus française des héroïnes, arracher à son triste juge, à son prétendu historien, le masque de sincérité derrière lequel il forgeait ses inexactitudes, ses mensonges et ses faux, tel

est le but que nous nous sommes proposé principalement, en racontant l'histoire de Jeanne et en scrutant les problèmes de tout genre qui s'y rattachent; tel est encore le but que nous poursuivons dans le dernier travail que nous offrons au public.

Page d'histoire et Étude critique tout ensemble, nous y examinons si Rome et le Saint-Siège, c'est-à-dire l'Église, ont pris une part quelconque au procès de la Pucelle. Nous y recherchons spécialement s'il est vrai, comme l'ont donné à entendre le gouvernement anglais, Pierre Cauchon et l'Université de Paris, et comme, après eux, l'acceptent de graves historiens français, que à l'Église doit remonter la responsabilité du jugement, de la condamnation et du supplice de l'héroïne.

On ne saurait poser la question à résoudre plus nettement, plus loyalement que nous ne la posons. Que voulons-nous savoir, en effet, et que demandons-nous aux documents? Nous voulons savoir et nous demandons aux documents quel est le personnage, quel est le gouvernement qui a fait « juger, condamner, brûler la Pucelle. » Or, à cette question il ne peut y avoir que l'une de ces trois réponses :

Ou bien, c'est l'Église et son chef;

Ou bien, c'est le chef de l'Église d'accord avec le gouvernement anglais;

Ou bien, c'est l'Angleterre seule et son gouvernement.

A ne tenir compte que des documents dignes de foi, trois résultats, qui sont comme le dernier mot du procès de Rouen, se dégagent de la discussion :

1° L'Église et le Saint-Siège n'ont pris aucune part ni directe, ni indirecte, au jugement, à la condamnation, à la mort de Jeanne d'Arc;

2° La responsabilité en revient tout entière à l'Angleterre et, après elle, aux ecclésiastiques politiques inféodés à son gouvernement;

3° Et il en est ainsi parce que, au lieu de faire juger la Pucelle par un tribunal indépendant et régulier, le gouvernement anglais l'a fait juger à l'insu du Saint-Siège par un tribunal sans compétence, sans liberté, en violant ouvertement les droits de la défense les plus sacrées, et les règles judiciaires les plus obligatoires.

II.

Telle est l'opinion qui n'a cessé de prévaloir chez les historiens, même étrangers, même anglais — le célèbre historien Hume¹ en fournit la preuve —

1. Voir son *Histoire de la maison de Plantagenet*, t. II, p. 470. Petit in-4°, Amsterdam, 1769.

jusqu'au siècle qui vient de finir. Mais, avec le siècle qui commence, on s'efforce d'accréditer l'opinion contraire chez le public français. N'entendions-nous pas, il y a quelques mois, des publicistes, de soi-disant érudits, jusqu'à des ministres d'État, parce qu'on espère voir Jeanne avant peu béatifiée, récriminer contre l'Eglise et l'accuser de se contredire ouvertement en se préparant à élever sur les autels la jeune fille qu'elle a, prétendent-ils, condamnée, il y aura bientôt cinq cents ans, en qualité d'hérétique relapse, et fait monter sur un bûcher ?

D'où procèdent ces beaux sentiments d'indignation ? De la passion politique et religieuse, du parti pris sans doute, mais surtout du demi-savoir et de l'ignorance. On ne regarde les choses qu'à la surface, on n'en scrute pas le fond : l'on s'arrête aux mots ; on ne recherche pas, on ne pèse pas les faits.

Dans cet odieux procès de la Pucelle, on a vu au premier plan un tribunal ecclésiastique fonctionner, un évêque présider, des maîtres et docteurs soutenir l'accusation, les juges condamner l'accusée en alléguant les règles de la procédure inquisitoriale. De cet ensemble on a conclu qu'à l'Eglise et au Saint-Siège devaient remonter les principales responsabilités de ce procès inique.

Il y avait cela, mais il y avait aussi autre chose, et, si l'on s'en était rendu compte, dans cette autre chose on aurait découvert des faits conduisant à des conclusions absolument opposées. Regardez-y de près à ce procès, *intus et in cute*, et vous démêlerez les circonstances aggravantes que voici :

Un tribunal ecclésiastique instruit le procès de la Pucelle, c'est vrai ; mais ce tribunal est un faux tribunal, le procès jugé sera un faux procès.

Un évêque préside ce tribunal et mène ce procès ; mais cet évêque est un juge sans juridiction et sans pouvoirs, un juge intrus, un faux juge lui aussi.

L'on poursuit l'accusation au nom des lois canoniques ; mais, tout en invoquant ces lois, on les méconnaît, on les viole ouvertement.

L'on s'autorise de la procédure inquisitoriale pour condamner la prétendue relapse à être brûlée vive ; mais c'est en s'écartant sans scrupules des règles de cette procédure et en les foulant aux pieds qu'on rend cette sentence : si on eût fidèlement observé ces règles, l'accusée n'eût jamais été condamnée.

Enfin, derrière ce tribunal, derrière ces juges prévaricateurs, derrière et au-dessus, apparaît dirigeant tout, ordonnant tout, ne souffrant ni contradiction ni obstacle, une puissance sans pitié, l'Angleterre, qui, pour assouvir sa soif de vengeance, a

décidé que la Pucelle, sa prisonnière, « mourrait par arrêt de justice et qu'elle serait brûlée ».

Appréciés comme il convient, ces faits suffiraient pour dégager l'Eglise de toute responsabilité dans le procès de Jeanne d'Arc, et pour en faire peser sur le gouvernement anglais la responsabilité tout entière. Mais il y en a d'autres encore, non moins irrécusables, qui imposent la même conclusion. Il ne sera pas inutile de les présenter avec les précisions et les éclaircissements nécessaires. Nous le ferons dans l'ordre suivant.

III.

Après avoir posé la question à résoudre, nous montrerons en premier lieu ce que ne fut pas le procès de Rouen : à savoir un procès ordonné, instruit, jugé soit par le Saint-Siège seul, soit par le Saint-Siège d'accord avec l'Angleterre.

Il n'est pas davantage un procès d'inquisition proprement dit. Le gouvernement anglais voulait un procès qui aboutît sûrement et ne pût tromper sa soif de vengeance.

Nous dirons en second lieu ce qu'il fut : un procès anglais de vengeance d'État d'abord ; puis, non seulement un procès irrégulier, mais un faux procès

ecclésiastique ; procès imposé par l'Angleterre à l'insu du pape régnant, ouvert de même, jugé, conduit par l'homme qu'elle avait choisi, Pierre Cauchon, agent officiel en cette affaire, non de l'Eglise aux yeux de laquelle il ne pouvait être qu'un faux juge et qu'un juge sans indépendance et sans pouvoirs, mais du gouvernement anglais qui a condamné Jeanne par sa bouche et l'a livrée au bourreau.

En troisième lieu, nous examinerons les prétextes qu'on invoque pour attribuer à l'Eglise une part de responsabilité dans la condamnation de la Pucelle, par exemple la présence du vice-Inquisiteur, l'application des règles de la procédure inquisitoriale, etc.

Nous terminerons par un chapitre sur la réhabilitation de Jeanne et sur l'honneur qui doit en revenir à la France et à l'Eglise.

Tel est l'objet, telle est l'économie de cette dernière de nos Etudes critiques. Comme les précédentes, elle s'écarte des errements de l'École franco-anglaise, et elle leur préfère les voies de l'École française retrempee et rajeunie. Puisse-t-elle contribuer à faire cesser une méprise et à dissiper un préjugé qui, si peu qu'ils durent, auront trop longtemps duré !

Janvier 1908.

BIBLIOGRAPHIE

- QUICHERAT (Jules). — *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc* (publication de la Société de l'Histoire de France). Tomes I, II, III; in-8°, Paris, 1844, 1844, 1845.
- RICHER (Edmond), docteur de Sorbonne. — *Histoire de la Pucelle d'Orléans*, manuscrit de 514 feuillets in-folio, recto et verso; Bibliothèque nationale, fonds français, cote 10448.
- EYMERIC (Nicolas). — *Directorium inquisitorum*, avec le Commentaire de François Pegna. 1 vol. in-4°, Romæ, MDCXXXVII.
- AVERDY (François de L'). — *Notices des deux Procès*. 1 vol. in-8°, tome III des *Notices et Extraits des manuscrits de la Bibliothèque du roi*, dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*.
- RAYNALDI (Congreg. Oratorii). — *Annales ecclesiastici*, tome IX, in-folio, Lucæ, 1752.
- LENGLET-DUFRESNOY (abbé). — *Histoire de Jeanne d'Arc, héroïne et martyre d'Etat*. 3 vol. in-12, Paris, 1753-1754.
- LE BRUN DE CHARMETTES. — *Histoire de Jeanne d'Arc*. 4 vol. in-8°, Paris, 1817.
- QUICHERAT (Jules). — *Aperçus nouveaux sur l'histoire de Jeanne d'Arc*. In-8°, Paris, 1850.
- BELON (R. P. Marie-Joseph) et BALME (François), des Frères-Prêcheurs. — *Jean Bréhal et la réhabilitation de Jeanne d'Arc*. 1 vol. in-8°, Paris, P. Lethielleux, 1893.

DENIFLE (Père Henri, O. P.). — *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. IV. 4 vol. in-4^o, Paris, 1897.

MICHELET (Jules). — *Histoire de France*, t. V. In-8^o, Paris, Hachette, 1841.

MARTIN (Henri). — *Histoire de France*, t. VI. In-8^o, Paris, 1857.

LANÉRY D'ARC (Pierre). — *Mémoires de la réhabilitation*. In-8^o, Paris, 1889.

BEAUREPAIRE (Charles de). — *Notes sur les juges et assesseurs du Procès de condamnation de Jeanne d'Arc*. 1 vol. in-8^o, Rouen, 1890.

O'REILLY (Le président). — *Les deux Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc*. 2 vol. in-8^o, Paris, 1868.

AYROLES (Le Père..., S. J.). — *La vraie Jeanne d'Arc*, t. V. In-8^o, Paris, 1902.

VALLET DE VIRIVILLE. — *Procès de condamnation* (traduit). In-8^o, Paris, 1867.

FABRE (Joseph). — *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc*. 3 vol. in-12, Paris, 1884-1888.

Etc., etc.

Voir aussi, à l'article du procès, les historiens de la Pucelle : Henri Wallon, Guido Goerres, Abel Desjardins, Villiaumé, Marius Sepet, Petit de Julleville, etc., etc., et — qu'on nous permette de l'ajouter — avec notre *Histoire complète* dans laquelle le procès de la Pucelle est exposé tout entier, la 2^e série de nos *Etudes critiques* (in-8^o, Paris, Poussielgue, 1903) dans laquelle les questions que ce procès suscite sont l'objet d'un examen approfondi.

En ce qui concerne les références, nous n'avons donné que les principales; à vouloir les donner toutes, il y aurait eu plus de renvois et de notes que de texte.

JEANNE D'ARC ET L'ÉGLISE

CHAPITRE PREMIER.

POINTS QU'ON SE PROPOSE D'ÉLUCIDER.

Jeanne d'Arc et l'Eglise!

Les questions particulières que comprend cette question générale se ramènent à deux :

Celle de la soumission de la Pucelle à l'Eglise, que les juges de Rouen traitèrent avec un acharnement qui a frappé tous les historiens;

Et celle du rôle qu'il y a lieu d'attribuer à l'Eglise même, dans le procès, la condamnation et le supplice de l'héroïne¹.

Sans écarter la première question, nous nous occuperons d'abord et principalement de la seconde. L'Etude critique que nous lui consacrons sera comme un chapitre complémentaire, avec preuves à l'appui, de notre *Histoire de Jeanne d'Arc*.

1. On pourrait joindre à ces deux questions une troisième ainsi formulée : *Les visions et révélations de la Pucelle et l'Eglise*. L'ayant traitée amplement dans la troisième partie de notre Etude sur les Voix de l'héroïne, nous y renvoyons le lecteur.

I.

ÉTAT DE LA QUESTION.

Si nous nous bornions à nous enquérir du personnage qui a jugé, condamné, livré au bras séculier Jeanne d'Arc, nous serions bientôt renseignés : sur ce sujet il n'y a pas d'hésitation possible. Le personnage qui a ouvert le procès, dirigé les débats, porté les deux sentences et, en dernier lieu, dans la cause de rechute, la sentence capitale qui livrait la relapse prétendue au bras séculier, n'est que trop connu ; c'est le fameux évêque de Beauvais, Pierre Cauchon. Mais nous voulons savoir autre chose ; par exemple, s'il a reçu ou non de l'Eglise et de son chef la mission de juger la Pucelle, ou s'il ne l'a reçue que du roi d'Angleterre ; s'il était dans les conditions requises et muni des pouvoirs nécessaires pour constituer un tribunal ecclésiastique régulier, ouvrir et mener les débats ; si, enfin, l'Eglise et son chef ont jamais approuvé, ratifié les actes du procès et la sentence portée contre l'héroïne.

Pour déterminer qui a jugé et fait juger Jeanne, qui l'a condamnée et fait condamner, nous devons examiner les points suivants :

Quel a été le rôle précis de l'Eglise et du Saint-Siège dans le procès de la Pucelle ?

Quel a été celui de l'Angleterre et de son gouvernement?

Quel a été celui de l'évêque de Beauvais et du tribunal qu'il a présidé?

L'examen du premier point nous montrera que le Saint-Siège n'est intervenu d'aucune façon dans le procès de 1431, ni directement ni indirectement, soit avant, soit pendant, soit après. En sorte que c'est soutenir une erreur historique manifeste que d'accuser le Saint-Siège et l'Eglise d'avoir jugé à Rouen.

L'examen du second point nous montrera que si le Saint-Siège n'est intervenu à aucun moment ni d'aucune manière, c'est que l'Angleterre avait pris ses précautions pour qu'il en fût ainsi. Cette puissance tenait à rester, et elle est restée en effet jusqu'au bout, la directrice réelle des débats et la cause active de la condamnation de l'accusée. Sous l'appareil menteur d'un procès ecclésiastique, le procès de Rouen n'a été qu'un procès anglais de vengeance d'Etat.

Enfin, en examinant le troisième point nous constaterons que l'évêque de Beauvais n'a été qu'un faux juge, le tribunal qu'il présidait qu'un faux tribunal, et le procès, non seulement qu'un procès irrégulier, mais qu'un faux procès ecclésiastique; entre autres raisons, parce que Pierre Cauchon, n'étant pas l'évêque « ordinaire » de Jeanne, n'était pas son juge légitime et compétent, qu'il n'avait sur elle ni juridiction ni pouvoir, et qu'il ne s'était pas muni de la délégation

indispensable pour constituer un tribunal légitime.

Quand nous aurons mis en lumière ces divers points, alors nous aurons le dernier mot du procès de Rouen; alors nous pourrons dire *qui a jugé et fait juger, condamner, brûler Jeanne d'Arc*; si c'est l'Eglise et son chef, ou bien l'Angleterre et son gouvernement.

II.

DEUX RÉPONSES A LA QUESTION POSÉE. — DE LA PREMIÈRE DE CES RÉPONSES OU DE LA RÉPONSE ANGLAISE.

A la question posée, comme à la plupart de celles qui se rapportent au procès de Rouen, il y a deux sortes de réponses, la réponse anglaise et la réponse française.

Nous sommes redevables de la réponse anglaise au premier historien en date de la Pucelle, Pierre Cauchon, évêque de Beauvais. (Qu'on ne s'étonne pas du titre d'historien de Jeanne que nous attribuons à ce personnage. Il a écrit, il a même fabriqué sur certains points l'histoire de sa victime. Au titre d'historien, qu'on ajoute seulement le qualificatif : très suspect.)

Cette réponse anglaise ne fut pas longtemps en faveur. Tombée en discrédit à la suite du procès de réhabilitation, elle en a été tirée au cours du dix-neuvième siècle par les deux historiens français, Jules Quicherat et Henri Martin, en qui l'Ecole franco-

anglaise peut reconnaître ses fondateurs et principaux représentants.

Pierre Cauchon a inséré sa réponse dans quelques-unes des pièces qu'on trouve à la suite du texte officiel du procès de condamnation. Ce sont quatre lettres écrites, deux au nom du roi d'Angleterre, deux au nom de l'Université de Paris.

Le roi d'Angleterre écrivit ces lettres immédiatement après l'exécution du Vieux-Marché et adressa l'une, en latin, « à l'empereur, aux rois, ducs et autres princes de toute la chrétienté » ; l'autre, en français, « aux prélats, ducs, comtes, autres nobles et cités de son royaume de France ».

De son côté, l'Université de Paris rédigeait, en latin, une première lettre destinée au Pape et à l'Empereur, et une deuxième beaucoup plus brève destinée au Collège des cardinaux.

L'objet de ces quatre lettres est d'informer Rome et la chrétienté du procès, de la condamnation, du supplice de la Pucelle, et de présenter ces événements sous le jour favorable à l'Angleterre et à l'évêque de Beauvais. On y aperçoit clairement le dessein d'amener les contemporains à croire :

1^o Que le gouvernement anglais était resté à peu près étranger au procès de la Pucelle ;

2^o Que, en livrant Jeanne à des juges ecclésiastiques, il n'avait poursuivi aucun dessein de réparation et de vengeance propres ;

3^e Que l'évêque de Beauvais et le vice-Inquisiteur avaient conduit seuls toute l'affaire;

4^e Et que, en cela, ils n'avaient eu en vue que les intérêts de l'Eglise et la défense de la foi orthodoxe — *ad tuitionem christianæ religionis et exaltationem orthodoxæ fidei*¹. »

Quatre points dont le texte du procès de Rouen suffit à établir l'invraisemblance, et dont les enquêtes de la réhabilitation démontrent la fausseté.

Jules Quicherat et Henri Martin ont accepté de confiance ces affirmations de l'évêque de Beauvais. Ils ont, en outre, relié à la question du procès de 1431 celle du procès de 1456, et ils n'ont point hésité à porter, à l'endroit de l'Eglise et du Saint-Siège, ce double jugement :

« C'est l'Eglise qui a jugé, condamné, fait brûler la Pucelle.

« C'est l'Eglise aussi qui l'a réhabilitée; mais, en la réhabilitant, l'Eglise s'est déjugée. »

Telle est la réponse anglaise aux questions posées plus haut. Voici maintenant la réponse française.

1. *Procès*, t. I, p. 497.

III.

LA RÉPONSE FRANÇAISE.

Le plus consciencieux des critiques et le plus modéré des historiens, François de L'Averdy, en a posé le principe quand il écrivait que, malgré l'appareil et les formes déployées par les juges de Jeanne, sa condamnation et sa mort n'ont été qu'un « assassinat judiciaire », dont la responsabilité pèse tout entière sur le gouvernement anglais qui l'a ordonné, et sur l'évêque de Beauvais qui l'a exécuté.

La réponse française n'est pas, comme la réponse anglaise, la conclusion d'un plaidoyer *pro domo* ayant pour but de fausser la vérité historique; elle ressort naturellement des textes les plus irrécusables, en particulier des pièces officielles que contient le procès de Rouen, et de l'ensemble du procès lui-même. Des travaux de L'Averdy et de nos recherches personnelles, sur le terrain du droit canonique principalement, nous comptons extraire les faits suivants et en produire la preuve :

1^o Le gouvernement anglais ne chargea l'évêque de Beauvais d'acheter Jeanne, captive à Jean de Luxembourg que pour la faire juger, condamner et mourir.

2^o Faire juger, condamner et mourir la Pucelle, le

gouvernement de Henri VI ne le pouvait que par un tribunal anglais aveuglément soumis à ses ordres.

3° Ce tribunal, le gouvernement de Henri VI ne demanda pas au pape régnant, Martin V, de le constituer : il se réserva de le faire constituer lui-même.

4° Il ne fit point appel à l'intervention du pape régnant, et il ne voulut à aucun prix le faire, parce que le pape aurait exigé que le tribunal constitué par ses soins fût, non un tribunal anglais, jugeant dans une ville placée sous la domination anglaise, mais un tribunal qui fût, par le choix des juges désignés et par celui du lieu où ils rempliraient leur mandat, en possession d'une indépendance incontestée.

Or, de pareilles conditions rendaient inexécutables les desseins de l'Angleterre.

5° Afin que Rome ne pût intervenir d'aucune manière, soit avant, soit pendant le procès, le gouvernement anglais prit ses sûretés pour que le Saint-Siège fût laissé dans l'ignorance de l'ouverture du procès, de la formation du tribunal et des incidents qui surviendraient au cours des débats.

6° C'est ainsi que, par ordre du roi d'Angleterre, « son très redouté et souverain seigneur », Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, constitua le tribunal et ouvrit le procès de la Pucelle, dans la cité de Rouen, sous la protection des haliebardes anglaises.

7° Mais la ville et le territoire de Compiègne appartenant au diocèse de Soissons et non au diocèse de

Beauvais, Pierre Cauchon ne possédait pas la juridiction nécessaire pour juger la prisonnière. Cette juridiction, il ne la sollicita pas et ne l'obtint pas du pape ou des évêques qui auraient pu le déléguer. Il en résulta que le procès de Jeanne fut, non un procès ecclésiastique régulier, mais un faux procès d'Eglise, lequel dès la première heure et jusqu'au bout demeura radicalement nul.

De ces faits, au-dessus de toute discussion, se dégage la réponse française aux questions posées.

Qui a jugé Jeanne d'Arc en 1431, dans la capitale de la Normandie?

Est-ce le Saint-Siège; est-ce un tribunal formé par ses ordres, représentant autorisé de l'Eglise?

Manifestement non.

Est-ce un tribunal ecclésiastique régulier?

Pas davantage.

Qu'était-ce donc que ce tribunal innommable?

C'était un faux tribunal d'Eglise, un tribunal purement anglais, un tribunal ayant à sa tête un juge incompetent, sans pouvoirs propres et sans pouvoirs délégués;

C'était un faux tribunal dont les membres étaient acquis à l'Angleterre et aux décisions qu'elle avait arrêtées;

C'était un tribunal anglais chargé d'exécuter, non une mission de justice, mais une vengeance d'Etat;

Un faux tribunal qui se garda bien d'en référer au

Saint-Siège, de lui demander ses instructions, de légitimer ses actes, et qui, tant que Jeanne n'eût pas été brûlée, lui laissa tout ignorer ;

Un faux tribunal enfin qui ne condamna la Pucelle qu'en violant outrageusement ses droits d'accusée, les règles de la procédure et les lois canoniques qu'il eût dû observer.

Nous tenons à mettre sous les yeux du lecteur, dès ce premier chapitre, les grandes lignes de la démonstration que nous allons exposer, afin qu'il puisse embrasser d'un même coup d'œil la physionomie des opinions en présence. En reprenant à leur compte celle de Pierre Cauchon, Jules Quicherat et Henri Martin n'ont point apporté de preuves. Ils se sont contentés de dogmatiser et de figer leur dogmatisation dans les deux formules rappelées plus haut :

« C'est l'Eglise même qui a jugé la Pucelle à Rouen et l'a fait brûler ;

« C'est pareillement l'Eglise qui l'a réhabilitée ; mais en la réhabilitant, elle s'est déjugée. »

A notre sens, en s'exprimant de la sorte, ces historiens ont énoncé deux erreurs flagrantes. Si nous ne nous abusons, l'arrêt définitif de l'histoire fera peser sur l'Angleterre seule et ses agents officiels la responsabilité entière du procès et de la mort de l'héroïne. Un arrêt non moins définitif réservera, pour l'Eglise et son chef, pour la France et son roi, l'honneur de l'avoir réhabilitée.

CHAPITRE II.

LA GLORIFICATION PROJÉTÉE DE JEANNE D'ARC.

Le savant qui a écrit *La Cité antique*, Fustel de Coulanges, disait que « jusqu'à présent l'histoire a été une façon de travailler pour un parti et de combattre un adversaire. Elle est ainsi devenue chez nous une sorte de guerre civile en permanence ».

De nos jours, bon nombre d'historiens souhaitent sincèrement que cette guerre civile prenne fin et qu'une ère féconde de paix lui succède. Ces souhaits ne seront pas stériles si l'on revient à la méthode définie et pratiquée par Fustel lui-même et si, rompant avec la critique imaginative et celle de l'*a priori*, on s'en tient aux textes dignes de foi et à leur interprétation logique. Nous n'en sommes pas encore là malheureusement, à voir de quelle manière beaucoup d'esprits accueillent la glorification de Jeanne que Rome et la France s'apprêtent à célébrer.

I.

DÉSACCORD D'OPINIONS CONCERNANT LES RESPONSABILITÉS DE
L'ÉGLISE DANS LE PROCÈS DE LA PUCELLE.

La France du vingtième siècle, en effet, et l'Eglise catholique se préparent à glorifier Jeanne d'Arc comme elle ne l'a pas encore été : la France, sa patrie temporelle, en reconnaissance des services hors de pair que sa généreuse fille lui a rendus ; l'Eglise catholique, sa patrie spirituelle, en récompense de la foi patriotique et chrétienne dont la vierge française a donné de si nobles exemples pendant sa vie, des grandes vertus qu'elle a pratiquées, et du martyre cruel par lequel elle a su mourir.

L'hommage que la France et l'Eglise, dans leur pleine indépendance, rendent à la Pucelle, l'une en applaudissant au projet adopté par le corps législatif d'instituer à son occasion une fête nationale annuelle, l'autre en décrétant par la voix du pape Pie X (6 janvier 1904) l'« héroïcité » de ses vertus, achève l'œuvre que ces deux puissances avaient commencée d'un commun accord en 1455-56 ; ce sera comme la proclamation, au nom de la conscience humaine, de son entière et définitive réhabilitation.

Par le procès ouvert en 1431 à Rouen, le gouvernement anglais avait aussi peu ménagé l'Eglise que la

France, l'honneur du Saint-Siège que celui de Charles VII : l'honneur de Charles VII, en représentant ce prince comme redevable de sa couronne à une fille démoniaque et hérétique; l'honneur du Saint-Siège, en le désignant aux contemporains et à la postérité comme l'auteur responsable du procès inique dont Jeanne fut victime.

La France et l'Eglise firent alors une réponse dignes d'elles aux visées perfides de l'Angleterre et de son gouvernement.

Un procès essentiellement anglais, un faux procès ecclésiastique avait frayé la voie au mensonge et accompli l'œuvre de l'iniquité : le procès de condamnation.

Un procès essentiellement français, un procès loyal d'Eglise, fit justice du mensonge et rétablit la vérité : le procès de réhabilitation.

Et aujourd'hui, à l'aurore de ce vingtième siècle, voici que se répand et s'affirme l'espérance de voir bientôt la suppliciée de Rouen élevée sur les autels.

Eh bien, aujourd'hui même, preuve que l'accord n'est point fait dans les esprits, des protestations s'attaquent à cette espérance; on conteste à l'Eglise le droit d'inscrire le nom de Jeanne d'Arc au Livre d'or des vierges et des martyres; on lui jette à la face l'accusation de se contredire, par la raison qu'on ne « canonise pas les hérétiques relaps qu'on a fait brûler ».

En sorte qu'elle revit et lève la tête, l'erreur calom-

nieuse semée perfidement par l'évêque de Beauvais en 1431, et remise en faveur par Henri Martin et Jules Quicherat au cours du siècle qui vient de finir.

II.

LES DESSEINS DU GOUVERNEMENT ANGLAIS, D'APRÈS J. QUICHERAT ET HENRI MARTIN.

C'est une observation qui vaut d'être notée que jusqu'à ces deux écrivains, les historiens de la vieille Ecole française, Edmond Richer et L'Averdy, Lenglet-Dufresnoy et Le Brun de Charmettes, Michaud et de Barante n'avaient jamais songé à mettre en cause, à propos du procès de Jeanne, l'Eglise et le Pape régnant et à leur en attribuer la responsabilité. Il y a lieu même d'être surpris que J. Quicherat et Henri Martin aient adopté cette opinion, quand on les entend dévoiler comme ils le font les desseins de la politique anglaise, les exposer sans atténuation et les stigmatiser comme ils le méritent.

Au premier rang des propositions éclairant la thèse que nous tenons à mettre en lumière, nous avons articulé celle-ci :

« Le gouvernement anglais n'acheta la Pucelle à Jean de Luxembourg que pour la faire juger, condamner et mourir. »

Qui va nous en fournir la preuve? les deux historiens nommés, J. Quicherat et Henri Martin.

« Les politiques anglais, écrit l'auteur des *Aperçus nouveaux*, sentaient que leur nation atterrée ne reprendrait courage que lorsque la Pucelle serait morte: ils l'avaient achetée pour s'en défaire. Pourtant, ils ne pouvaient livrer au supplice une personne de si grande chevalerie. Ces politiques n'eurent garde d'imaginer mieux que le procès d'Eglise, et ils virent jour par là à obtenir la mort de leur ennemie sans y coopérer en apparence¹. »

Dans ces quelques lignes, J. Quicherat présente comme indiscutables les deux points suivants :

1^o Les Anglais n'avaient acheté la Pucelle prisonnière que pour « s'en défaire » et la « livrer au supplice » ;

2^o Ils eurent recours à un procès d'Eglise pour la faire mourir, afin de paraître n'y avoir pas coopéré.

Henri Martin ne se borne pas à constater ces deux points du plan conçu par les hommes d'Etat anglais; il remarque, de plus, qu'ils se proposaient, tout en livrant leur ennemie au supplice, de la déshonorer et de la couvrir d'infamie.

« Pour les deux hommes, dit-il, qui gouvernaient l'Angleterre et la France anglaise, le cardinal de Winchester et le duc de Bethford, ce n'était pas assez de

1. *Aperçus nouveaux sur l'histoire de Jeanne d'Arc*, pp. 97-98.

tirer Jeanne des mains des Bourguignons; sa captivité ne pouvait suffire ni à leur vengeance, ni à leur politique. Et cependant, mettre à mort une personne « de si grande chevalerie » eût soulevé par toute la chrétienté une indignation qu'ils n'osaient braver. D'ailleurs, sa mort même, si ce n'était qu'un fait de force, ne défaisait pas son œuvre. Il fallait qu'elle mourût, mais déshonorée, en déshonorant avec elle son œuvre, son roi et son parti. Une seule voie s'offrait pour ce but : un procès d'hérésie ou de sorcellerie, qui montrât dans les miracles de Jeanne des prodiges néfastes, dans la mission qu'elle s'attribuait une révolte contre l'Eglise, dans le sacre de Charles VII un ouvrage de l'enfer, dans le supplice de la Pucelle la conséquence légale d'un jugement de l'autorité ecclésiastique; qui enfin, s'il était possible, obtînt une victoire plus décisive encore que la condamnation, c'est-à-dire une rétractation, un désaveu de la mission de Jeanne par elle-même¹. »

Tout le plan du gouvernement anglais est mis à découvert dans cette page de Henri Martin.

But final : livrer au bûcher la Pucelle « déshonorée et déshonorant avec elle son œuvre, son roi, son parti ».

Moyen menant directement à ce but : un procès d'Eglise en cause de sorcellerie et d'hérésie.

Juge qui se chargera d'ouvrir et de conduire de la

1. H. MARTIN, *Hist. de France*, t. VI, p. 237.

sorte le procès : « Il était tout indiqué, ajoute l'historien français; il se nommait Pierre Cauchon, évêque exilé de Beauvais, tout dévoué à l'Angleterre. »

« Il était tout indiqué. » Pour les motifs qu'on vient de dire sans doute, mais aussi peut-être parce que Pierre Cauchon était un évêque français de naissance, non anglais, originaire de Reims, la ville du sacre. Le duc de Bethford aurait pensé faire injure à l'Angleterre sa patrie, en confiant à l'un de ses fils la préparation de l'assassinat judiciaire qu'il s'agissait de perpétrer.

Ce que nos deux historiens français n'ont point aperçu, c'est le côté perfide du plan en question, ce sont les mesures arrêtées par les deux Régents pour tenir Rome à l'écart, pour empêcher le Saint-Siège de faire obstacle à l'exécution de leurs desseins infâmes. Le procès projeté s'ouvrira, se poursuivra, se terminera sans que le pape régnant soit prévenu et sans qu'il puisse soupçonner le sans-gêne à l'égard des lois canoniques dont on se propose d'user. Car c'est un faux uge, un évêque sans compétence, un tribunal sans pouvoirs qui vont, à l'insu de l'Eglise et de son chef, uger, condamner, faire brûler vivante l'ennemie de l'Angleterre.

Tout en permettant au gouvernement anglais d'en arriver à ses fins, ce huis-clos d'un nouveau genre ne l'empêchera pas de chercher à compromettre l'Eglise, et de lui attribuer la responsabilité de ce procès inique. Les deux Régents ne tenaient pas seulement à

faire mourir la Pucelle, jeune fille innocente, d'une mort ignominieuse et horrible; comme Quicherat le remarquait tout à l'heure, ils tenaient davantage peut-être à « ne paraître point y avoir coopéré ». En cherchant à se décharger sur autrui de la responsabilité qu'ils encouraient, ils joignaient à l'odieux de « l'assassinat judiciaire » décidé, l'odieux d'une injustice flagrante, du mensonge et de l'hypocrisie.

CHAPITRE III.

LE PROCÈS DE ROUEN, J. QUICHERAT ET L'ÉGLISE.

UNE ERREUR GRAVE A SIGNALER.

La réalité historique étant telle que viennent de la présenter Henri Martin et Jules Quicherat, on se demande comment a pu naître et se généraliser le préjugé, pour ne pas dire l'erreur, qui fait de l'Eglise l'auteur ou l'un des auteurs responsables du jugement, de la condamnation et du supplice de la Pucelle.

Ce préjugé ne constitue pas un cas exceptionnel et isolé. Il existe et se rencontre dans toutes les classes de la société, dans les classes élevées comme au sein des masses populaires.

Sans doute, le défaut de culture intellectuelle et les passions religieuses qui font prendre trop souvent « les gens d'Eglise » pour « l'Eglise même » ne sont pas étrangers à la diffusion de cette erreur ; mais pour s'expliquer la ténacité avec laquelle elle règne chez les esprits éclairés, il est nécessaire de recourir à des raisons différentes. La principale se tire du patronage que des hommes d'un talent incontestable et d'une autorité scientifique reconnue lui ont accordé. Ces

hommes sont les deux historiens dont nous venons de citer les paroles. Celui à qui revient la plus large part dans la diffusion de cette erreur est, si nous ne nous abusons, le chef même de l'Ecole franco-anglaise, Jules Quicherat.

I.

JUGEMENTS DE J. QUICHERAT SUR LA RESPONSABILITÉ
DE L'ÉGLISE DANS LE PROCÈS DE LA PUCELLE.

L'éditeur des deux procès a dit sans ambages ce qu'il pensait des responsabilités de l'Eglise touchant le procès de la Pucelle, dans son Rapport au Conseil de la *Société de l'Histoire de France* et dans ses *Aperçus nouveaux*.

Dans son rapport au Conseil de la *Société de l'Histoire de France*, il s'exprimait ainsi :

« Quant à la revision, a-t-on jamais exposé avec l'insistance nécessaire tout ce qu'elle avait de grave, de solennel, d'inouï même, puisque, dans cette procédure sans exemple, l'Eglise infallible mettait à néant toute une affaire instruite et jugée par l'Eglise¹ ? »

Dans ses *Aperçus nouveaux*, l'auteur, rapprochant les deux procès, parle du grand effet produit par le procès de condamnation, et de la difficulté qu'on eut,

1. *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1840, p. 57 et suiv.

pour ce motif, à obtenir du pape Calixte III l'ouverture du procès de revision.

C'est, remarque-t-il, « qu'il s'agissait de faire déjuger l'Eglise par elle-même¹ ».

On ne peut pas être plus laconique ; on ne peut pas, non plus, être plus affirmatif et plus net.

Dans le procès de condamnation, c'est l'Eglise qui a jugé.

Dans le procès de revision, c'est l'Eglise qui s'est déjugée.

Le procès de condamnation a été « toute une affaire instruite et jugée par l'Eglise ».

Dans le procès de revision, « l'Eglise infallible », se déjugant et se contredisant elle-même, a mis « à néant cette affaire qu'elle avait instruite », ce jugement de condamnation son œuvre à elle.

Ce qui ressort en tout premier lieu de ces textes, c'est une erreur inconcevable, dénoncée comme telle par les documents ; à savoir que l'Eglise même, le Saint-Siège ont dirigé les débats du procès de Rouen et prononcé la sentence. C'est là le sens propre, manifeste, unique de ces affirmations : « L'Eglise a instruit et jugé toute cette affaire de 1431. — L'Eglise, en 1456, s'est déjugée : ce qu'elle n'a pu faire qu'à la condition d'avoir jugé préalablement. »

Un tel langage recouvre une erreur historique for-

1. *Aperçus nouveaux...*, p. 150.

melle, une de ces erreurs qu'un *lapsus* de mémoire ou de plume ne saurait expliquer.

Car, enfin, c'est Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, qui seul a mené le procès et prononcé la sentence de Rouen ; jusqu'à présent, personne, pas même Jules Quicherat, n'a prouvé que Pierre Cauchon fût un seul et même personnage avec le pape et avec l'Eglise.

Nous aimons à croire qu'on ne prêtera pas à J. Quicherat l'intention ou le droit d'identifier les « gens d'Eglise » avec le Souverain Pontife et l'Eglise elle-même. Il y a des façons de défendre ses amis plus blessantes que des injures.

Ce dont il faut convenir, c'est que les passages cités tout à l'heure ne sont pas de ceux qui doivent le jour à une sorte d'improvisation et que la réflexion désavoue. Dix années séparent la publication des deux écrits d'où ils sont extraits.

Le Rapport au Conseil de la Société de l'Histoire de France date de 1840 ; les *Aperçus nouveaux*, de 1850.

Dans l'intervalle de ces dates, J. Quicherat a étudié à fond les deux procès. Il ne paraît pas que cette étude ait modifié en quoi que ce soit l'opinion énoncée dès 1840, car nous la retrouvons affirmée tout aussi catégoriquement dans les *Aperçus* de 1850. Une seule chose pourrait dissiper le mystère qui plane sur l'affirmation réitérée d'une opinion aussi extraordinaire : la production de documents ignorés jusqu'ici, et de nature à jeter sur le procès de Rouen des clar-

tés vraiment déconcertantes. Nous rechercherons tout à l'heure si ces documents ont été produits.

Quoi qu'il en soit, une chose est hors de doute : c'est que le sentiment de l'auteur des *Aperçus nouveaux* sur la responsabilité de l'Eglise dans le procès de Rouen fut accepté de confiance. Personne ne lui demanda quelles étaient ses raisons ; on supposa qu'il en avait de péremptoires et on n'alla pas plus loin. Ainsi se répandit peu à peu l'opinion qui voudrait s'imposer aujourd'hui.

On conçoit aisément de quelle manière elle s'est établie.

Professeur d'abord, puis directeur à l'Ecole des Chartes, J. Quicherat enseigne à ses élèves que c'est l'Eglise qui a condamné en 1431, puis en 1456 réhabilité, tout en se déjugant, la Pucelle.

Les chartistes s'en vont à Paris et en province propager cet enseignement qu'ils ont accepté les yeux fermés.

De leur côté, les professeurs de l'Université font leur *vade-mecum* des *Aperçus* de J. Quicherat et enseignent en conséquence.

Résultat final : des milliers de Français sortent des lycées et des écoles, imbus de cette erreur qu'ils n'ont garde d'oublier.

Et il faut qu'elle ait poussé loin ses racines, pour qu'un personnage officiel¹ ait donné à entendre, dans

1. M. Clémenceau, président du Conseil des Ministres.

une lettre adressée à la municipalité orléanaise, que l'Eglise catholique était mal venue à combler aujourd'hui d'honneurs la pauvre fille qu'elle avait autrefois condamnée comme hérétique relapse, et livrée au bûcher.

II.

DES AFFIRMATIONS ET POINT DE PREUVES; DES DÉCLARATIONS
DANS LES JOURNAUX ET POINT DE FAITS.

On vient d'entendre les deux affirmations mises en avant contre l'Eglise par J. Quicherat, reproduites dans les mêmes termes par Henri Martin¹, et redites après eux par toutes sortes de journaux, de revues périodiques, d'ouvrages d'histoire, de livres de propagande, rganes des sectes antichrétiennes et des partis politiques, auxquels font écho les Homais ridicules des petites villes et les Homais solennels des grandes :

« C'est l'Eglise qui, en 1431, a jugé, condamné, fait brûler la Pucelle.

« C'est l'Eglise qui, en 1456, l'a réhabilitée; mais, en la réhabilitant, elle s'est déjugée. »

1. Ainsi, par exemple, Henri Martin dit, page 455 du tome VI de son *Histoire de France*: « Il fallait, pour la réhabilitation, obtenir de l'Eglise la *revision du procès fait par l'Eglise*. »

Et page 456 : « L'idée seule de revenir sur la chose jugée frappait Rome d'une véritable terreur. »

C'est toujours « l'Eglise jugeant en 1431 », et « se déjugant en 1456 ».

Personne n'estimera excessif qu'après avoir ouï les affirmations — vu leur caractère diffamatoire, on pourrait dire aussi bien les « accusations » — on en demande la preuve ; qu'après avoir reçu signification des jugements, on en recherche et on en pèse les motifs ; et, puisqu'il s'agit d'une question d'histoire, puisque le délateur, le juge improvisé est un historien, on ne s'étonnera pas qu'on attende de lui des textes et des faits.

Ces preuves, ces motifs, ces textes et ces faits, nous les avons cherchés dans les œuvres du critique français, nous les avons cherchés sans résultat.

Nous ne nous sommes pas borné à lire attentivement le Rapport à la Société de l'Histoire de France, les *Aperçus nouveaux*, les brochures, les articles parus en diverses revues ; nous avons scruté les écrits posthumes publiés par ses disciples et amis : nous avons le regret d'avouer que nous n'avons pas trouvé un essai, un canevas, une ombre de démonstration, un recueil de textes et de faits propres à établir la vérité ou la probabilité des accusations formidables dont l'éditeur des deux procès n'a pas craint de se porter garant.

Pourtant soixante-sept années se sont écoulées depuis la publication du Rapport présenté à la Société de l'Histoire de France ; cinquante-sept depuis la publication des *Aperçus nouveaux*.

Si l'auteur n'a pas fait connaître les documents et les raisons qui ont inspiré son langage, on ne peut pas dire que ce soit faute de temps. Il n'est mort qu'en 1882,

quarante-deux ans après avoir écrit le Rapport, trente-deux après les *Aperçus nouveaux*.

Qu'inférer de ce silence ?

Ce qu'il y a lieu d'en inférer, c'est que J. Quicherat s'en tient plus que jamais à son principe, « qu'on a le droit — dans les questions historiques — d'affirmer et d'imposer sa conscience aux autres, sans qu'il soit besoin de pièces à l'appui ». Voilà pourquoi il formule ses deux accusations contre l'Eglise et s'estime dispensé de les justifier.

Tout bien considéré, notre critique, impuissant à prouver ce qu'il avance, s'abrite derrière le principe rappelé tout à l'heure et applique sa méthode de la preuve « par l'affirmation pure », dont nous avons relevé tant de cas dans notre précédente Etude.

Au point de vue de la probité scientifique, c'est insuffisant.

Il serait à souhaiter que les anciens élèves du directeur de l'Ecole des Chartes s'essayassent à modifier cette situation.

S'ils étaient en mesure de fournir la démonstration que le maître a oublié de donner, qu'ils en dotent le monde savant.

Si l'entreprise est de celles qui dépassent les forces humaines, ils s'honoreraient et dégageraient la responsabilité de l'Ecole franco-anglaise, en convenant que le chef de cette Ecole et eux-mêmes ont pris un mirage trompeur pour des réalités.

Cet hommage rendu à la vérité historique, avant longtemps les sots, les ignorants et les sectaires incurables seraient les seuls à propager l'ineptie calomnieuse qui fait de l'Eglise l'auteur responsable du procès, de la condamnation et du supplice de Jeanne d'Arc.

CHAPITRE IV.

CE QUE NE FUT PAS LE PROCÈS DE ROUEN, UN PROCÈS
JUGÉ PAR « L'ÉGLISE ».

Nous venons d'entendre l'éditeur des deux procès exprimer aux membres du Conseil de la Société de l'Histoire de France sa conviction que, dans le procès de revision, « l'Eglise infallible avait mis à néant toute une affaire instruite et jugée par l'Eglise ».

Dans ses *Aperçus nouveaux*, il maintient son sentiment et il affirme une fois de plus qu'en engageant ce même procès, « il s'agissait de faire déjuger l'Eglise par elle-même ».

S'exprimer en des termes aussi formels, c'était affirmer que l'Eglise avait jugé la Pucelle à Rouen, et qu'elle « avait instruit toute l'affaire ».

Les documents n'ayant jamais, jusqu'à J. Quicherat, été interprétés en ce sens, le jeune critique prenait par cela même l'engagement tacite de mettre au jour les textes et les faits sur lesquels sa conviction reposait.

La rédaction des *Aperçus nouveaux* procurait à l'auteur l'occasion de fournir la preuve attendue et de faire honneur à son engagement. J. Quicherat n'a pas cru de-

voir profiter de l'occasion, il n'a pas tenu sa promesse, et la preuve indispensable est toujours à venir.

Après tout, c'est chose aisée de s'assurer si cette preuve existe : nous allons essayer de le faire.

Il n'y a pour cela qu'à s'enquérir des personnalités qui ont « instruit et jugé » le procès de 1431. J. Quicherat affirme que c'est « l'Eglise ». Jusqu'à lui, on avait cru que c'était un évêque de Beauvais du nom de Pierre Cauchon, lequel n'avait jamais été pris par les historiens et par les contemporains, pour l'Eglise et son chef, pour Rome et le Saint-Siège.

Les historiens s'en étaient rapportés au témoignage du texte officiel rédigé par P. Cauchon lui-même.

Les contemporains s'en étaient rapportés à ce qu'ils avaient vu de leurs yeux.

Sur la foi de quels documents l'éditeur des deux procès a-t-il répudié les révélations du procès officiel et remplacé l'évêque de Beauvais par l'Eglise même ou par le Pape régnant ? La chose vaut d'être recherchée.

I.

DANS LA QUESTION PRÉSENTE, QUE FAUT-IL ENTENDRE
PAR « L'ÉGLISE » ?

Dans toute recherche loyale de la vérité historique, une des précautions indispensables consiste à préciser, à définir les termes susceptibles d'être pris en des sens

différents, et à couper court ainsi à toute méprise, à toute équivoque.

Le terme qu'il importe de préciser, de définir dans le cas présent, est le terme « Eglise ».

Quand on affirme que « l'Eglise » a jugé la Pucelle en 1431 et s'est déjugée en 1456, et qu'on n'apporte aucune explication, qui désigne-t-on par ce mot « l'Eglise » ?

En premier lieu, il est manifeste qu'on désigne l'Eglise en tant que « pouvoir judiciaire suprême ». La raison en est claire. Il s'agit de l'Eglise jugeant en deux circonstances, à deux dates différentes, et jugeant le même personnage historique, Jeanne d'Arc. Or, qui a jugé à la deuxième de ces dates ? Ici, pas de doute possible : c'est l'Eglise de Rome, c'est le Saint-Siège. Donc, à la première de ces dates c'est cette même Eglise romaine, c'est le Saint-Siège qui aura jugé, et c'est l'Eglise romaine et le Saint-Siège qu'on aura désignés.

Alors à quoi revient le propos de J. Quicherat affirmant que l'Eglise « a jugé en 1431 et s'est déjugée en 1456 », qu'elle a jugé en condamnant la Pucelle, et qu'elle s'est déjugée en la réhabilitant ?

Ce propos revient à dire que le Saint-Siège a « ordonné, instruit, approuvé le procès de condamnation de la Pucelle », comme il a « ordonné, instruit, approuvé » le procès de sa réhabilitation.

Et pour préciser davantage, ce propos revient de plus à dire que l'évêque de Beauvais, Pierre Cauchon, a été

le délégué spécial du pape régnant Martin V, comme l'archevêque de Reims, l'évêque de Paris et l'évêque de Coutances furent les délégués spéciaux du pape Calixte III pour le procès de revision.

Voilà, d'après l'auteur des *Aperçus nouveaux*, ce qu'aurait été le procès de 1431 : un procès instruit, mené, jugé par le Saint-Siège, ou du moins par l'évêque de Beauvais en qualité de juge spécial délégué par le chef de l'Eglise, conséquemment par l'Eglise.

Nous verrons tout à l'heure si c'est là du roman ou de l'histoire.

Qu'on ne soit pas surpris du soin que nous mettons à nous garder de toute confusion et de toute ambiguïté. La notion de l'Eglise est une notion quelque peu élastique, même dans les sens légitimes sous lesquels elle se présente. Tantôt on désigne par l'Eglise la société religieuse fondée par Jésus-Christ, en y comprenant les fidèles et les pasteurs. Tantôt on restreint cette notion à l'ensemble des pasteurs en qui réside le pouvoir d'enseigner et de gouverner les fidèles. Tantôt enfin on applique ce nom au Vicaire du Christ, chef suprême des pasteurs et des fidèles, en qui réside l'autorité souveraine, enseignante, législative, judiciaire, disciplinaire.

A cet égard, le pape, successeur de saint Pierre et évêque de Rome, est le représentant naturel de l'Eglise entière ; il la personnifie en quelque manière, et c'est lui qu'on désigne habituellement quand on parle de

l'Eglise considérée dans l'exercice légitime de sa pleine autorité.

Lorsqu'il se présente des circonstances difficiles, le chef de l'Eglise appelle à son aide l'universalité des évêques : il les convoque et les assemble à l'effet de rechercher, d'étudier et de résoudre les grands problèmes, doctrinaux, moraux, sociaux, qui se posent en ces jours d'épreuves. Ces assemblées des évêques du monde catholique sont connues sous le nom de conciles œcuméniques ou généraux. Dans les évêques unis au pape, c'est-à-dire en ces conciles mêmes, résident alors également le pouvoir et l'autorité suprême de l'Eglise.

Durant les deux années 1430-1431, qui virent la Pucelle tomber au pouvoir des Bourguignons, puis vendue aux Anglais, puis menée à Rouen, jugée, condamnée et brûlée, il ne se tint aucun concile général. Par suite, à prétendre que l'Eglise même fut l'auteur responsable du procès de Jeanne, il ne saurait être question que du Saint-Siège et des papes régnants Martin V et Eugène IV¹.

Demandons maintenant aux documents de l'époque, et en particulier au procès officiel de condamnation, ce qu'il faut penser de l'Eglise « juge de la Pucelle ».

1. Martin V était pape lorsque le procès de Rouen commença ; mais il mourait peu après, le 20 février. Le 4 mars suivant, Eugène IV lui succédait. C'est dans le troisième mois de son pontificat que se termina le procès.

II.

D'APRÈS LES DOCUMENTS DE L'ÉPOQUE, EST-CE « L'ÉGLISE » QUI A JUGÉ LA PUCELLE EN 1431? — DES FAITS QUI CONSTITUENT LA TRAME DU PROCÈS.

Les documents de l'époque et le procès de condamnation en particulier ne disent absolument rien de l'Eglise « juge de la Pucelle », ni des papes régnants, ni d'aucun personnage en tant que délégué spécial du Saint-Siège : ils ne mentionnent qu'un seul juge de Jeanne ayant siégé depuis l'ouverture du procès jusqu'à la fin. Ce juge est Pierre Cauchon, évêque de Beauvais. Le vice-Inquisiteur ne s'adjoint à Cauchon que le 13 mars, c'est-à-dire plus de deux mois après l'ouverture du procès, et n'y remplit d'ailleurs qu'un rôle muet. Ce qui prouve, — sujet sur lequel nous nous expliquerons plus loin, — que le procès de Rouen ne fut pas un procès d'inquisition proprement dit, soit officiel, soit officieux.

Officiel, c'est-à-dire engagé par l'Inquisiteur, *motu proprio*, au nom de l'Eglise, en vertu de ses fonctions de « juge de la perversité hérétique, délégué par le Saint-Siège »; officieux, c'est-à-dire ouvert par ledit Inquisiteur, non plus *motu proprio*, mais à la requête du roi d'Angleterre et de son gouvernement.

Au surplus, il n'y a qu'à évoquer les faits qui consti-

tuent la trame du procès : on verra bien si, à un moment donné, Rome intervient, si elle met sa main dans celle du gouvernement anglais, si enfin de quelque manière elle accuse sa présence.

Un premier point à noter c'est que les dirigeants de la politique anglaise à Paris, avant même la sortie de Compiègne, se préoccupaient de la capture éventuelle de la Pucelle et songeaient au moyen qui leur permettrait de s'en débarrasser par une condamnation capitale, c'est-à-dire à un procès ecclésiastique en cause de sorcellerie et de foi. La preuve de ces préoccupations se trouve dans la copie d'un traité « du bon et du mauvais esprit — *Tractatus de bono et maligno spiritu* », visant le cas de la Pucelle, que l'Université fit exécuter après la tentative de Jeanne sur Paris¹. Or, en cet ordre de choses, le Recteur et les maîtres de l'*Alma mater* ne faisaient rien sans s'être assurés de l'approbation du duc de Bethford.

Lorsqu'on apprit la sortie de Compiègne et ses conséquences, la conduite que le gouvernement anglais se proposait de tenir était arrêtée. Aux démarches qui se produisirent immédiatement, on put voir qu'il voulait : 1^o mettre la main sur la captive; 2^o après y avoir réussi, la faire juger en cause de foi.

Se faire livrer la captive, les Anglais le pouvaient de

1. H. DENIFLE (O. P.), *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 515.

deux manières : à prix d'or, en payant une somme au gré de Jean de Luxembourg; par crainte, en faisant intervenir le pouvoir ecclésiastique et en menaçant de ses foudres le favori du duc de Bourgogne.

Une fois en possession de leur ennemie, les Anglais la faisaient juger soit à Paris, soit à Rouen, et, maîtres comme ils l'étaient dans ces deux villes, ils en arrivaient infailliblement à leurs fins.

Heureuse de servir la cause du roi d'Angleterre dont elle aimait à se dire « la très humble et dévote fille¹ », l'Université craignant que le roi de France ne prévint les Anglais et n'offrit une forte rançon², se hâta de sommer Jean de Luxembourg et le duc Philippe de Bourgogne de livrer la Pucelle au pouvoir ecclésiastique pour lui faire son procès.

De son côté, le duc de Bethford chargeait l'évêque de Beauvais de traiter avec ces seigneurs au nom du gouvernement anglais pour l'achat de la prisonnière. Jean de Luxembourg et le duc de Bourgogne, qui ne se hâtaient pas de céder aux instances de l'Université, prêtèrent une oreille favorable aux propositions de Pierre Cauchon. En conséquence de ce marché, la malheureuse Pucelle était livrée aux Anglais.

Avant même qu'elle fût arrivée à Rouen, l'évêque de Beauvais était agréé du roi d'Angleterre comme

1. *Procès*, t. 1, p. 18.

2. *Ibid.*, p. 10.

juge ecclésiastique de la prévenue; le 9 janvier 1430 (nouveau style), le procès commençait.

On voudra bien remarquer, d'après les documents, que toute cette affaire de la poursuite de la Pucelle en cause de foi, de sa remise entre les mains du pouvoir spirituel, du procès à intenter, du juge à choisir, est réglée en dehors de Rome et du Pape; tout se passe et se décide entre l'Université de Paris, l'évêque de Beauvais et le régent anglais du royaume de France.

Le chef de l'Eglise, Martin V, n'est pas avisé de ce qui se prépare, encore moins consulté.

Quand il s'agit du genre de procès ecclésiastique auquel on donnerait la préférence, le gouvernement anglais ne voulut pas d'un procès d'inquisition proprement dit. Un procès de ce genre se fût ouvert et jugé au nom de l'Eglise; il eût été mené par l'Inquisiteur et non par l'évêque de Beauvais; il eût eu pour conséquence inévitable de mettre les juges en rapport avec Rome. L'Angleterre, dont un procès ainsi mené eût renversé tous les plans, se contenta du genre de procès dit de « l'Ordinaire », et, pour le juger, choisit Pierre Cauchon, évêque de Beauvais.

A la suite d'un pareil choix, l'Angleterre et l'évêque de Beauvais avaient besoin de Rome. Ils auraient dû solliciter du Saint-Siège les pouvoirs qui — nous verrons pourquoi — faisaient défaut au juge choisi. Le gouvernement anglais et l'évêque de Beauvais n'en firent rien. Ils en usèrent comme si le Saint-Siège n'eût point existé.

Pierre Cauchon n'eut pas davantage recours à Rome pour requérir le roi d'Angleterre de lui livrer la Pucelle sa prisonnière : il prit lui-même ce soin. « Et fûmes requis, écrivait Henri VI, par l'évêque au diocèse duquel elle avait été prise, que icelle, comme notée et diffamée de crimes de lèse-majesté divine, lui fissions délivrer¹. »

C'est au nom du roi d'Angleterre, sans mention aucune du Saint-Siège, que nous voyons, dans le texte officiel, l'évêque-juge ouvrir les débats. Jamais, du reste, au cours du procès, Pierre Cauchon n'a prétendu à l'honneur de représenter le Chef de l'Eglise. La prétention qu'il a affichée est tout autre ; c'est celle d'être juge, en matière de révélations, aussi compétent que le pape lui-même.

III.

APRÈS LE SUPPLICE DE JEANNE. — ROME ET L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS.

Quand Jeanne eut été brûlée, alors seulement le roi d'Angleterre informa les princes de la chrétienté de cet événement et des circonstances qui, à l'entendre, l'avaient rendu inévitable ; mais vis-à-vis du pape i garda le silence.

1. *Procès*, t. I, p. 490.

L'évêque de Beauvais le garda pareillement. Ce n'est point à son nom, mais au nom de l'Université de Paris que furent écrites les deux lettres au chef de l'Eglise et au collège des cardinaux, dans lesquelles ces hauts personnages purent voir le résumé « suspect » des incidents qui avaient marqué le procès de Rouen, et la mort ignominieuse qu'on avait fait subir à « cette femme vulgairement nommée la Pucelle ».

Au cimetière de Saint-Ouen, la Pucelle avait demandé que les actes du procès fussent envoyés à Rome et soumis au chef de l'Eglise. L'évêque de Beauvais n'eut garde d'accueillir favorablement sa demande.

Mais lorsque Thomas de Courcelles eût dressé l'instrument du procès, lorsque cinq copies authentiques en eurent été exécutées, pourquoi Pierre Cauchon n'en adressa-t-il pas une au pape Eugène IV ? Pourquoi ne se préoccupait-il que de ne pas oublier le roi d'Angleterre ? C'est que, aux yeux de l'évêque de Beauvais, le procès de la Pucelle était en réalité non un procès d'Eglise, mais un procès anglais ; c'est que, s'il se préoccupait fort d'être agréable à son « maître et seigneur le roi d'Angleterre », la question de ce que le pape pouvait penser du supplice de Jeanne restait son moindre souci. Enfin, dans les années qui suivirent le procès, jamais l'évêque de Beauvais ne sollicita de Rome l'approbation des ses actes comme juge ; jamais non plus le chef de l'Eglise n'écrivit une parole, ne tint un propos qu'on pût considérer comme une ratifica-

tion ou une approbation quelconque de la chose jugée.

Si l'on faisait observer que, dans une affaire de cette importance, un politicien aussi habile que Pierre Cauchon n'était pas homme à ne pas prendre ses précautions, les documents répondraient qu'il ne les a certes pas négligées; mais du côté de l'Angleterre, du côté de l'Université de Paris, jamais du côté de Rome et du pape régnant. Avant, pendant et après le procès, le juge de la Pucelle a toujours été, non l'homme du pape, mais celui des Anglais.

Il l'était à coup sûr, l'homme des Anglais, lorsqu'il négociait l'achat de la captive et qu'il sommait Jean de Luxembourg au nom du roi d'Angleterre, « notre sire », de lui remettre Jeanne, afin de lui faire son procès en cause de foi.

Il l'était, l'homme des Anglais, lorsque, à l'ouverture des débats, il rendait grâce au roi d'Angleterre de lui avoir livré à lui, « évêque de Beauvais, la femme que le bruit public signalait comme suspecte d'hérésie », afin de s'enquérir de ses dits et faits conformément aux lois ecclésiastiques; et qu'il en faisait honneur « à la sollicitude du roi pour la foi orthodoxe¹ ».

Il était l'homme des Anglais, lorsque, pour ne pas leur déplaire, il violait ouvertement les canons qui lui

1. *Procès*; t. I, pp. 4-5.

enjoignaient de mettre l'accusée en prison ecclésiastique et de lui donner un avocat-conseil.

Il était l'homme des Anglais lorsque, pour que leur ennemie ne pût échapper au bûcher, il inventait une abjuration canonique qui n'avait jamais eu lieu, et supposait le cas de relaps qui fut le prétexte de la sentence de condamnation.

Dans toutes ces circonstances, pour ne pas dire à tous les instants du procès, Pierre Cauchon se montra l'homme de l'Angleterre, jamais l'homme du pape.

Le pape, il ne le nomme qu'une fois dans toute la cause, non pour lui rendre hommage ou se couvrir de son autorité souveraine, mais pour donner la date d'une convocation de docteurs : « Die martis, nona mensis januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo, *pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini Martini, divina providentia papa quinti, anno decimo quarto*, nos episcopus prædictus, doctores et magistros fecimus convocari, etc...¹ »

Plus d'un mois après la première séance, le 19 février, l'évêque de Beauvais fera une seconde fois mention du Saint-Siège, mais sans écrire aucun nom. Il s'est souvenu de la mission confiée aux inquisiteurs par les

1. *Procès*, t. I, p. 5. — Traduction : « Le mardi 9 janvier de l'an du Seigneur 1430, et la quatorzième année du pontificat de notre très saint père dans le Christ et seigneur, Martin V, pape par la Providence divine, nous, évêque susdit, avons fait convoquer les docteurs et maîtres dont les noms suivent... »

règlements pontificaux et il propose à ses conseillers, « par égard pour le Saint-Siège apostolique — *ob reverentiam sanctæ Sedis apostolicæ* », de requérir l'Inquisiteur de la perversité hérétique au royaume de France, qu'il veuille bien s'adjoindre au procès¹.

Ces deux cas exceptés, Pierre Cauchon n'éprouvera jamais le besoin de s'abriter sous l'autorité du chef de l'Eglise, de s'inspirer de ses instructions, de se réclamer de ses ordonnances. Il se sent de taille à pouvoir s'en passer et il s'en passera. Quand la malheureuse jeune fille formulera son appel à Rome, l'homme de l'Angleterre n'y répondra que par le dédain et le sarcasme, et il ne sera pas plus respectueux pour le pape dans son langage, que pour le droit qui consacrait l'appel de l'accusée.

En vérité, c'est à se demander comment des historiens sérieux ont pu dire que, en la personne de Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, et par sa bouche, c'est « l'Eglise », c'est « le Saint-Siège qui a jugé la Pucelle² ».

1. *Procès*, t. I, p. 32.

2. En regard de ce raisonnement : « Cauchon, homme d'Eglise, a fait brûler la Pucelle; donc *l'Eglise* même l'a fait brûler; » nous sommes étonné qu'on n'ait pas mis celui-ci : « Cauchon et ses assesseurs, tous Français, ont jugé Jeanne; donc c'est la France, ce sont les Français qui l'ont jugée. » Il y aurait autant de bon sens dans ce raisonnement-ci que dans l'autre.

IV.

PIERRE CAUCHON, SIMPLE ÉVÊQUE, N'ÉTAIT PAS LE PAPE. —
LE TRIBUNAL QU'IL PRÉSIDAIT, EÛT-IL ÉTÉ LÉGITIME,
N'ÉTAIT PAS LE « TRIBUNAL DE L'ÉGLISE ».

A quel titre Pierre Cauchon, le seul juge effectif et visible de Jeanne que les documents signalent, a-t-il pu personnifier le pape régnant et l'Eglise? Serait-ce en sa qualité d'évêque catholique, ou de juge de l'accusée?

Assurément non. Evêque catholique, Pierre Cauchon n'est qu'un simple évêque.

Un simple évêque n'est, par cela seul, ni l'Eglise, ni le chef suprême de l'Eglise.

Le chef de l'Eglise, on ne saurait trop le redire, c'est le pape, évêque de Rome, légitime successeur de saint Pierre, vicaire de Jésus-Christ ici-bas.

L'Eglise, c'est la collectivité des évêques, légitimes successeurs des Apôtres; que ces évêques soient dispersés ou qu'ils soient réunis en conciles généraux.

L'évêque de Beauvais n'était pas évêque de Rome, il n'était pas le successeur légitime de saint Pierre, le vicaire de Jésus-Christ ici-bas : il n'était donc pas le chef de l'Eglise.

L'évêque de Beauvais n'était qu'un évêque isolé, pasteur d'un petit diocèse de France : il n'était donc pas la collectivité des évêques, il n'était donc pas l'Eglise.

Il n'y a donc pas plus de raison de l'identifier avec l'Eglise et le Pape, que de faire le même honneur au dernier des évêques catholiques.

Comme juge du procès de Rouen, Pierre Cauchon, ne pouvait davantage y prétendre; il demeurerait simple évêque de Beauvais; sa qualité de juge ne le transportait pas sur la chaire de saint Pierre, ne le mettait pas plus à la place qu'à la tête de l'Eglise.

Le tribunal sur lequel il siégeait demeurerait, lui aussi, un simple tribunal d'évêque. Au-dessus de ce tribunal d'évêque s'élevait le tribunal de l'*évêque des évêques*; au-dessus de ce tribunal particulier d'*église* restait et s'élevait le tribunal de l'*Eglise*:

Un tribunal particulier d'église ne pouvait rendre que des jugements sujets à cassation; le tribunal suprême de l'Eglise seul était en possession de rendre des jugements irréformables et sans appel.

Nous raisonnons, qu'on veuille bien le remarquer, comme si l'évêque de Beauvais avait été le juge « Ordinaire » et légitime de Jeanne d'Arc, comme si le tribunal de Rouen avait été constitué conformément au droit canonique, et le procès mené conformément aux règles de la procédure en vigueur. Or, nous verrons plus loin qu'il n'en est rien, que Pierre Cauchon a jugé la Pucelle uniquement en qualité d'évêque de Beauvais, sans délégation de Rome ou d'ailleurs, et que telle est la raison irréfutable pour laquelle il n'a jamais été à Rouen juge légitime.

V.

UNE LETTRE DU PAPE EUGÈNE IV, D'AVRIL 1431.

C'est en vain, nous venons de nous en assurer, qu'on attendrait des documents de l'époque, et en particulier du procès de condamnation, des témoignages favorables à l'opinion qui fait juger la Pucelle en 1431, non par Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, mais par « l'Eglise », c'est-à-dire par les papes régnants, Martin V et Eugène IV.

Sur ce terrain, J. Quicherat, Henri Martin et leurs disciples ont contre eux l'évidence historique la plus aveuglante, et jusqu'à Pierre Cauchon lui-même.

Reste à examiner l'explication qui ferait de l'évêque de Beauvais le délégué spécial, le fondé de pouvoirs du Souverain Pontife, comme le furent, en 1456, les trois prélats qui jugèrent le procès de revision. En ce cas, Pierre Cauchon n'aurait ouvert, instruit, jugé le procès qu'en vertu d'instructions et d'ordres exprès du chef de l'Eglise ; et, en lui communiquant ces instructions, en lui intimant ces ordres, en approuvant et en ratifiant la condamnation de la Pucelle, Martin V et Eugène IV eussent revendiqué la responsabilité de cette condamnation et de tout le procès.

Mais où est l'historien qui oserait avancer de pareilles énormités, et qui se ferait fort de produire des

documents authentiques établissant la vérité des faits allégués? Nous possédons le texte du rescrit par lequel le Pape Calixte III ordonna l'ouverture du procès de revision. L'histoire et les pièces de ce procès nous montrent les prélats désignés instrumentant sous le bénéfice de la délégation pontificale dont ils étaient investis. Rien de semblable dans l'histoire du procès de Rouen. Les pièces de ce genre font défaut absolument, et Pierre Cauchon prend le soin de nous rappeler, par ses faits et dits, que Rome, le Pape et l'Eglise ne sont pour rien dans le procès qu'il a conduit.

Le seul fait sérieux sur lequel on pourrait s'appuyer pour conclure à l'intervention du Saint-Siège dans le procès de Jeanne, serait la présence du vice-Inquisiteur aux débats.

Nous traiterons ce point avec les détails nécessaires dans un des chapitres suivants. Nous ne laisserons pas non plus sans réponse l'argument qu'on tire de ces deux faits, que la Pucelle a été jugée par un tribunal ecclésiastique, et que la procédure suivie par le tribunal a été la procédure inquisitoriale. L'examen de ces difficultés nous permettra de rappeler à nos adversaires que, si l'héroïne a été condamnée, ce n'est point parce que les règles de cette procédure furent rigoureusement suivies, mais parce qu'elles furent outrageusement violées : si elles eussent été respectées, Jeanne n'eût jamais été condamnée.

Présentement, nous nous bornerons à relever ce

point-ci, qu'il n'existe pas un document historique attestant que les pontifes régnants durant le procès de la Pucelle aient été instruits, officiellement ou officieusement, par le gouvernement anglais ou ses agents de ce qui se passait à Rouen, qu'ils aient entretenu directement ou indirectement des rapports quelconques avec les juges et assesseurs, qu'ils aient été priés d'intervenir, même par le roi de France, qui aurait dû pourtant y penser, et qu'ils aient songé eux-mêmes à intervenir. Tout ce qui s'est fait, s'est fait à leur insu, et ils n'en ont été avisés qu'après la mort de la victime, quand le mal était sans remède.

Ad abundantiam juris, nous produirons un document peu connu qui coupe court à toute discussion.

C'est une lettre du pape Eugène IV sur les affaires de France et d'Angleterre.

Le successeur de Martin V écrivit cette lettre, en avril 1431, au cardinal de Sainte-Croix, son légat, pour le charger de s'entremettre dans l'intérêt de la paix auprès des rois Henri VI et Charles VII.

Ce document, cité par le continuateur de Baronius, l'oratorien Raynaldi, dans ses « Annales ecclésiastiques », est précieux en ce qu'il prouve de façon péremptoire qu'on ignorait à Rome, à cette date, et qu'on n'avait pas l'air de soupçonner l'œuvre ténébreuse qu'on poursuivait à Rouen : preuve que le gouvernement anglais tenait à couvrir du plus profond mystère l'iniquité qu'il avait hâte de consommer.

Voici la traduction des principaux passages de cette lettre dont on trouvera le texte aux *Notes et pièces justificatives* :

Lettre du pape Eugène IV.

« A notre cher fils Nicolas, cardinal prêtre de Sainte-Croix-de-Jérusalem, notre légat, pour la pacification du royaume de France, salut, etc.

« C'est avec peine que nous voyons de nombreuses cités affligées de maux par suite des funestes et sanglantes divisions auxquelles depuis longtemps est livré le royaume de France. Nous craignons des périls encore plus graves, conséquence inévitable de la guerre et de la discorde qui vont croissant en ces pays : l'Angleterre s'épuisant en ressources et en hommes, et le royaume de France touchant à la dernière extrémité. Ces deux Etats sont les plus puissants et les plus fermes appuis de la république chrétienne ; s'ils viennent à lui faire défaut, la foi catholique ne peut que se trouver en grand danger, soit du côté des hérétiques du Nord, les Bohêmes, qui acquièrent tous les jours des forces nouvelles, soit du côté des infidèles, vrais fléaux de ce monde, qui se déchainent contre les chrétiens. Aussi tous nos sentiments et toutes nos pensées se portent-ils vers la pacification du royaume de France, et désirons-nous que les sujets de guerre cessent entre

nos très chers fils en Jésus-Christ, Charles et Henri, rois illustres de France et d'Angleterre. »

Suivent des instructions détaillées pour atteindre ce but. Au besoin, on menacera des censures ecclésiastiques ceux qui s'opposeraient au rétablissement de la concorde.

« Donné à Rome, l'an mil quatre cent trente et un de l'Incarnation du Seigneur, le troisième jour des Calendes de mai, la première année de notre Pontificat ¹. »

Dans cette lettre, le pape Eugène IV paraît plus préoccupé de la France que de l'Angleterre. Il a cependant les deux rois de ces pays en haute estime, et il les considère comme les plus fermes appuis de la foi catholique. Mais pas un mot qui se rapporte de près ou de loin au procès de la Pucelle ; pas un mot qui autorise à supposer que la Cour de Rome avait été avisée de ce qui se tramait à Rouen. Si Eugène IV en eût su quelque chose, il n'eût pas manqué d'y faire allusion dans un document ayant pour objet unique le rapprochement des puissances belligérantes. Ce silence et l'ignorance qu'il dénote sont la preuve manifeste que le Saint-Siège n'a rien su du procès de Jeanne d'Arc, et qu'il y a été totalement étranger.

1. Odorici RAYNALDI *Annales ecclesiastici, ad annum 1431.*

Le *Chartularium Universit. Paris.* du père H. Denifle fournit une confirmation de cette preuve. De mai 1430 à juin 1431 (pp. 516-528), il n'est question d'aucune communication de Paris avec Rome mentionnant le fait, encore moins les incidents du procès.

CHAPITRE V.

CE QUE FUT LE PROCÈS DE ROUEN : UN PROCÈS UNIQUEMENT ANGLAIS.

Le procès de Rouen n'est point un de ces procès mystérieux jugés dans l'ombre, sur lesquels les contemporains n'ont pu rien savoir. Il se présente dans l'histoire comme un drame retentissant qui, durant près de cinq mois, a tenu en éveil l'attention publique, et dont cinquante-cinq témoins oculaires ont révélé les dessous.

Nous devons à ces cinquante-cinq témoins, ainsi qu'aux rédacteurs du procès de condamnation, de savoir ce que le procès de Jeanne ne fut pas ; mais nous leur devons aussi de savoir ce qu'il fut.

Ils nous ont permis de constater que ce procès ne fut pas un procès instruit par ordre du Saint-Siège ni avec sa coopération ; que le pape régnant n'intervint en aucune manière, ni avant, ni pendant, ni après.

Ces mêmes cinquante-cinq témoins et ces mêmes rédacteurs du texte de 1431 vont nous apprendre maintenant ce que ce procès fut en réalité : je veux dire, un procès uniquement anglais ; un procès anglais de vengeance d'Etat, un faux procès d'Eglise, uniquement anglais lui aussi.

I.

PLAN MANIFESTE DU GOUVERNEMENT ANGLAIS.

Sous tous les rapports, le procès de Jeanne d'Arc fut un procès essentiellement, uniquement anglais.

Procès anglais de vengeance d'Etat d'abord, préparé, conduit par le gouvernement même;

Procès anglais d'Eglise, ensuite, imposé par l'Angleterre, instruit par des juges anglais de sentiment, avec mission expresse de faire brûler la jeune fille dont, comme l'a dit J. Quicherat, les chefs du gouvernement voulaient se venger, sans paraître y coopérer.

Procès anglais d'Eglise, non seulement irrégulier, mais dès la première heure faux procès canonique, parce que, entre autres causes de fausseté, à la tête du tribunal qui jugea la Pucelle, le gouvernement, pour y mettre l'homme dont il avait besoin, prit un juge incompetent et sans pouvoirs, un évêque n'ayant sur l'accusée de juridiction d'aucune sorte, ni ordinaire, ni déléguée; et parce que, dans la conduite du procès, ce juge sans pouvoirs ne se fit pas scrupule de violer les lois naturelles et positives les plus sacrées.

Nous insistons sur ces deux caractères du procès de Rouen : 1^o procès d'Eglise non seulement irrégulier, mais faux dès le commencement; 2^o procès, en tant que procès de vengeance d'Etat et faux procès ecclé-

siastique, uniquement anglais : d'abord parce que ces caractères en sont les caractères essentiels ; et puis parce que nous avons à considérer le procès de Jeanne d'un point de vue plus élevé que n'avaient à le faire, en 1455-1456, les Délégués du Saint-Siège. A raison des circonstances et des instructions qu'ils avaient vraisemblablement reçues, ces prélats durent s'enfermer dans la question canonique et ne point s'occuper des personnes¹. Des ménagements de cette nature ne sont pas l'affaire de l'historien. Aucune barrière ne doit gêner ses investigations ; sa tâche est de rechercher et de dire ce que fut le procès de Rouen, non seulement au point de vue du droit ecclésiastique, mais encore au point de vue du droit naturel, de la raison et des faits. C'est à cette tâche que nous voudrions ne pas faillir.

Les grands juges de ce procès, anglais uniquement, sont le duc de Bethford et le cardinal d'Angleterre, personnages qui se montrent le moins possible et dissimu-

1. Dans le jugement solennel par lequel ils cassent et annulent le procès de 1431, les juges de la réhabilitation ne nomment ni Pierre Cauchon et Jean Lemaitre, les juges, ni le promoteur d'Es-tivet : ils ne les frappent personnellement d'aucun blâme et d'aucune censure. Leur sentence porte expressément sur les Douze articles d'abord qui devront être lacérés judiciairement, puis sur les actes et sentences des deux procès de chute et de rechute qu'ils cassent, s'il en est besoin, et déclarent invalides et nuls.

Un seul nom est prononcé, le nom de « ladite Jeanne — *dictam Johannam* », dont ils proclament l'innocence et réhabilitent la mémoire. (*Procès*, t. III, pp. 359-361.)

lent leur action, tout en ne laissant faire que ce qui leur plaît.

Sous la haute direction des deux princes, Pierre Cauchon, plus Anglais que les Anglais eux-mêmes, est le juge actif et visible de la cause; il le sera jusqu'au bout.

Représentant de l'Etat, le prélat restera en communication constante avec Bethford et Winchester. Pour s'assurer de sa fidélité à exécuter leurs ordres, ceux-ci chargeront le comte de Warwick de le surveiller.

Juge du faux procès d'Eglise, l'évêque de Beauvais, quoique sans juridiction, n'en mènera pas moins tout à sa guise, hommes et choses, Inquisiteur et assesseurs, au cours des débats.

Et il ne se gênera pas quand il rencontrera, faisant obstacle à ses desseins, quelque principe de justice naturelle, quelque loi positive ecclésiastique. Le roi d'Angleterre, « son maître », a donné à son « féal et amé conseiller » un blanc-seing à la faveur duquel « l'amé conseiller » pourra tout se permettre, et dont, en l'accomplissement de son mandat, il usera largement.

Ainsi préparé, ainsi conduit, le procès de Jeanne sera comme l'un de ces drames antiques qui se déroulaient sous l'action d'une puissance irrésistible : il ira de péripétie en péripétie, sans jamais dévier, vers le dénouement qu'une volonté de fer a marqué.

1^o Préparation du procès.

Le gouvernement anglais était au quinzième siècle ce qu'il est aujourd'hui, un gouvernement qui sait prévoir, qui ne se laisse guère surprendre par les événements, qui, s'étant fixé un but, ne s'arrête que lorsque ce but est atteint.

Le duc de Bethford, régent pour Henri VI du royaume de France, ne fut pas — nous l'avons déjà dit — plus étonné qu'il ne fallait du résultat de la sortie de Compiègne. Son plan en vue de cette éventualité était dressé, et il l'était si bien que le 26 mai, vingt-quatre heures après la capture de la Pucelle, il recevait un commencement d'exécution.

Quinze jours plus tard, l'exécution s'en poursuivait de façon décisive : six mois après, il était sûrement en voie de réussir ; l'obstacle qu'on redoutait le plus était écarté ; la Pucelle venait d'être vendue et livrée aux Anglais. Dès ce moment, la cause d'où devait sortir la mort ignominieuse de l'héroïne française était posée ; Bethford n'avait plus qu'à attendre : humainement parlant, son attente ne pouvait être trompée.

Considéré dans ses grandes lignes, le plan des deux régents consistait — Jules Quicherat et Henri Martin nous l'ont appris — à déshonorer leur ennemie au moyen d'un procès anglais d'Etat dissimulé sous un faux procès d'Eglise en cause de foi.

Le procès d'Etat devait saisir la captive comme l'eût fait un engrenage d'acier, la livrer sans défense à des juges qui avaient accepté d'avance l'ordre de la frapper d'une condamnation infâme et de la faire monter sur le bûcher des relaps.

On voit les lignes de ce plan se dessiner le lendemain même de la capture de la Pucelle.

Jeanne tomba le 24 mai au pouvoir des Anglo-Bourguignons.

Le 25 mai, la nouvelle en arrivait à Paris.

Le 26 mai, frère Martin Billory, vicaire général du grand Inquisiteur de France, adressait au « très haut et très puissant prince Philippe, duc de Bourgogne », une lettre dans laquelle « il le requérait instamment d'envoyer et d'amener prisonnière par devers lui Jehanne soupçonnée véhémentement de plusieurs crimes sentant l'hérésie, pour ester à droit contre le procureur de la sainte Inquisition, répondre et procéder comme raison devra...¹ »

Accéder à la demande du vice-Inquisiteur, c'était livrer la captive aux Anglais. Des mains de l'Inquisition, elle fût passée aux mains du duc de Bethford, des prisons de l'Eglise dans une prison d'Etat; s'il n'eût pas été jugé à Rouen, son procès l'eût été à Paris comme l'entendaient les deux Régents, les Anglais occupant en maîtres l'une et l'autre de ces villes.

1. *Procès*, t. I, pp. 12, 13.

Ce même jour, 26 mai, l'Université de Paris écrivait une lettre au duc Philippe pour le requérir de faire droit à la réclamation du vice-Inquisiteur.

Dans le courant de juin, une correspondance s'échangeait au sujet de la Pucelle entre le Grand Conseil de Londres et l'Université de Paris. On sait que en ces lettres, perdues malheureusement, le nom de Pierre Cauchon fut écrit. Et l'on s'explique pourquoi une lettre subséquente de l'Université au duc de Bourgogne, après avoir requis ce prince de livrer la prisonnière à l'Inquisiteur de la foi, le laisse libre, s'il le préfère, « de bailler ou faire bailler cette femme au Révérend père en Dieu, monseigneur l'évêque de Beauvais, en la juridiction spirituelle duquel elle a été appréhendée, pour, à icelle femme, faire son procès dans la foy¹. »

Une autre lettre de l'Université, adressée dans les premiers jours de juillet à Jean de Luxembourg, lui laisse pareillement le choix de remettre Jeanne « à l'Inquisiteur de la foy » ou bien à l'évêque de Beauvais².

Des mentions répétées qui sont faites de ce prélat, on doit conclure que les deux Conseils de France et d'Angleterre et les deux Régents, Bethford et Glocester, avaient décidé d'un commun accord de charger Pierre Cauchon du soin de présider et de mener le procès, même dans le cas où Jeanne dût être jugée à Paris.

1. *Procès*, t. I, pp. 8-10.

2. *Ibid.*, pp. 10, 11.

Le gouvernement anglais ne renonçait pas toutefois à l'espoir de faire le procès dans Rouen même, et il le montrait bien en confiant à l'évêque de Beauvais la mission de négocier l'achat de la Pucelle.

2^e Achat de la Pucelle conclu, au nom du roi d'Angleterre, par l'évêque de Beauvais avec Jean de Luxembourg.

Pierre Cauchon dut être investi de cette mission dans les premiers jours de juillet au plus tard. Le 22 dudit mois, il se présentait au duc de Bourgogne en son camp devant Compiègne, de par le roi d'Angleterre, et il lui remettait une sommation, au nom « du roi notre sire, et de par lui comme évêque de Beauvais », en vertu de laquelle le duc Philippe et Jean de Luxembourg étaient requis « d'envoyer au Roy pour la délivrer à l'Eglise, cette femme que l'on nomme communément Jehanne la Pucelle, prisonnière, pour lui faire son procès ¹ ».

L'on peut mesurer le chemin parcouru en deux mois. Il n'est plus question maintenant « des droits du Saint-Office et de l'autorité commise au vice-Inquisiteur par le Saint-Siège de Rome » ; c'est au nom du « Roy, nostre sire », que l'évêque de Beauvais traite la question de la remise de la Pucelle.

Il est vrai que Pierre Cauchon se sentait en posses-

1. *Procès*, t. I, p. 13.

sion d'arguments capables de faire impression sur Jean de Luxembourg, si ce dernier demeurerait insensible aux sommations du pouvoir spirituel. Une offre d'argent était jointe à ces sommations. Le temps portant conseil, Jean de Luxembourg l'accepta.

En octobre, le marché était conclu; fin novembre, la somme stipulée était versée, et le roi d'Angleterre faisait prendre par ses officiers livraison de la « marchandise payée ». Jeanne était acheminée vers Rouen où elle arrivait dans les derniers jours de décembre.

Quelques jours après, Pierre Cauchon requérait le roi d'Angleterre¹ de lui faire « bailler » à lui, évêque de Beauvais, la femme qu'il avait en son pouvoir, afin d'examiner ses dits et faits. Le roi d'Angleterre la lui faisait « bailler » aux conditions qu'on verra plus loin, et le procès d'Etat commençait, précédant et annonçant le faux procès d'Eglise.

II.

LE PROCÈS ANGLAIS D'ÉTAT. — COMMENT IL DÉBUTE ET S'ACCUSE.

Six mois s'étaient écoulés entre la capture de la Pucelle par les Bourguignons et sa remise au Crotoy entre les mains des officiers du roi d'Angleterre.

Six mois s'écouleront encore avant que le gouverne-

1. *Procès*, t. I, p. 490. Lettre du roi d'Angleterre.

ment anglais obtienne satisfaction. Ce temps est indispensable pour que le juge, entre les mains duquel seront tous les fils du procès, puisse les emmêler de manière à sauver les apparences et à donner aux contemporains l'illusion d'un procès régulier en cause de foi.

Avant même que les débats soient ouverts, le gouvernement anglais manifeste sa volonté d'en diriger la marche et de ne rien permettre qui n'ait point été arrêté dans ses conseils.

Son premier acte est de mettre la main sur la cause. Il décide qu'elle sera jugée à Rouen, non à Paris; que le juge effectif et souverain sera, non l'Inquisiteur, représentant de Rome, mais l'évêque de Beauvais, « juge ecclésiastique et ordinaire de ladite Jehanne¹ » et surtout l'homme de l'Angleterre.

A Rouen, le procès s'ouvrira tout près et, pour ainsi dire, sous les yeux du jeune roi Henri VI, et les interrogatoires publics auront lieu dans les vastes salles de la résidence royale.

A Rouen, le cardinal de Winchester et le comte de Warwick, capitaine de la place, pourront se concerter avec l'habile praticien qui va instruire la cause; ils pourront tracer ensemble la ligne à suivre; et, si des incidents embarrassants surviennent, si des questions imprévues se posent, ils auront à leur disposition assez

1. *Procès*, t. I, p. 18.

de maîtres en théologie et de docteurs *in utroque jure* pour trouver les solutions dont ils auront besoin.

A Rouen, officiers du tribunal et consultants seront à la dévotion de Pierre Cauchon et du comte de Warwick. Ceux des maîtres et docteurs qui se mêleraient indiscrètement de protester contre les violations du droit canonique jugées opportunes, seront avertis que la Seine n'est pas loin.

Dans ces conditions, comment ce procès à double face, d'Etat et d'Eglise, n'aboutirait-il pas au résultat visé? Lorsqu'il prendra fin, les envahisseurs du territoire n'auront plus à redouter le prestige de la jeune guerrière; il leur restera mieux encore peut-être : l'espoir, pour ne pas dire l'assurance, de réparer les défaites subies et de posséder avant peu le beau royaume de France.

**Jeanne prêtée conditionnellement par le roi d'Angleterre
aux juges ecclésiastiques.**

Le procès d'Etat pour la Pucelle devant dominer, en-velopper, informer le procès ecclésiastique, il devait naturellement commencer avant ce dernier.

L'évêque de Beauvais tint la première séance du procès ecclésiastique le 9 janvier 1431 (nouveau style). Le roi d'Angleterre tenait la première séance du procès d'Etat le 3 janvier, six jours auparavant. Par ses Lettres patentes, se prêtant à la requête officielle que

lui avait adressée l'évêque de Beauvais, il consentait à ce que son « amé et féal conseiller » procédât contre la « femme appelée Jehanne la Pucelle, selon les ordonnances et dispositions des droits divins et canoniques ».

De plus, il « ordonnoit et consentoit que toutes et quantes fois que bon sembleroit audit révérend père en Dieu, icelle Jehanne lui fût baillée, et délivrée réellement et de fait par ses gens et officiers qui l'ont en leur garde ¹ ».

Dans ce langage du roi d'Angleterre, il y a lieu de constater deux choses. Premièrement, ce souverain reconnaît l'évêque de Beauvais comme juge ecclésiastique de la Pucelle, et il consent à ce qu'il l'interroge et examine en cause de foi.

Secondement, par les termes de cette déclaration, il l'investit d'une magistrature plus haute, il fait du prélat son représentant autorisé et le juge suprême du procès.

Qu'il s'agisse en ceci d'un procès d'Etat et de vengeance d'Etat, beaucoup plus que d'un procès ecclésiastique, le dernier paragraphe des Lettres royales ne permet pas de le révoquer en doute.

Quelles que fussent les précautions arrêtées en vue d'aboutir à une sentence telle que les Anglais la désiraient, il pouvait advenir que le faux procès d'Eglise

1. *Procès*, t. I, pp. 18, 19.

trompât leur attente. Le monarque anglais prévoit cette éventualité et déclare que, le cas échéant, il reprendrait la Pucelle et que le procès recommencerait sur frais nouveaux. Car Jeanne est sa prisonnière, non celle de Cauchon ou de l'Eglise; elle ne cessera de l'être, soit durant les débats, soit après, si elle échappait au châtimement qu'on entend lui infliger. Voilà pourquoi, conclut Henri VI, « c'est notre intention de ravoir et reprendre par devers nous icelle Jehanne, si ainsi estoit qu'elle ne fust convaincue ou atteinte des cas dessus dits, ou d'aucun d'eulx ou d'autre touchans ou regardans nostre foy¹ ».

III.

LA PUCELLE EN PRISON D'ÉTAT.

Si le procès de Rouen n'eût été qu'un procès ecclésiastique, la Pucelle, avant les débats, eût été mise en prison ecclésiastique et y serait restée jusqu'à la sentence définitive. Même après cette sentence, si elle n'eût été condamnée qu'à la détention temporelle ou perpétuelle, elle n'eût pas eu d'autre prison.

Si le procès de Rouen eût été tout ensemble un procès ecclésiastique et un procès d'Etat sur le pied de l'égalité, ou bien dans les rapports de subordination

1. *Procès*, t. I, pp. 18, 19.

établis par le droit et les mœurs de l'époque, le procès d'État eût cédé le pas au procès ecclésiastique, et la Pucelle, dès l'ouverture des débats, eût quitté la prison d'État pour la prison d'Eglise.

Mais si le procès de Rouen est avant tout un procès d'État, si le procès ecclésiastique n'est qu'un trompe-l'œil et qu'un procès de surface, alors les rôles seront intervertis : l'État prendra et gardera le pas sur l'Eglise, et la Pucelle n'aura pour abri durant tout le procès qu'une prison d'État.

L'histoire attestant que les choses se sont passées ainsi, que l'accusée n'a pu obtenir ni avant, ni pendant le procès, ni après la première sentence, d'être enfermée et gardée en prison d'Eglise, c'est la preuve éclatante que le procès de Rouen, sous l'appareil ecclésiastique, n'a été au fond et avant tout qu'un procès anglais d'État.

A l'arrivée de Jeanne dans la capitale de la Normandie, le comte de Warwick lui donna pour prison une tour du château royal. C'était son droit.

Il avait fait construire, de crainte qu'elle ne s'évadât par sorcellerie ou autrement, une cage de fer. Elle y était tenue droite, attachée par les pieds, par les mains et par le cou. C'était barbare ; mais, à la rigueur, aucune loi positive n'était violée.

Le jour où commença le procès ecclésiastique, le devoir strict du gouvernement anglais, s'il avait l'intention de faire à l'accusée un procès d'Eglise régu-

lier, était de faire sortir Jeanne du château de Rouen et de la remettre en prison archiépiscopale, entre les mains des femmes qui y gardaient les accusées de leur sexe.

Le gouvernement anglais s'y refusa absolument. Il s'y refusa au commencement des débats, il s'y refusa toujours; même quand la malheureuse jeune fille devint gravement malade; même après que, pour lui extorquer un semblant de rétractation, on lui eût promis de la ramener en prison d'Eglise. Jusqu'au jour de son supplice, Jeanne ne quitta pas la prison d'Etat.

Qu'était-ce donc que ce procès, sinon un procès uniquement anglais, et au fond, malgré tout, un procès d'État?

CHAPITRE VI.

LE PROCÈS DE ROUEN, PROCÈS ANGLAIS DE VENGEANCE D'ÉTAT.

Procès uniquement anglais, le procès de la Pucelle, disions-nous au commencement du précédent chapitre : procès anglais d'Etat avant tout, disions-nous à la fin. Pour être exact, nous devons ajouter : et procès de vengeance d'Etat,

Cette vengeance les Anglais l'ont savourée à longs traits, lorsqu'ils virent leur ennemie enchaînée dans une cage de fer. Mais ils ne seront pleinement satisfaits que lorsqu'ils l'auront fait brûler. Maintenant que le procès est commencé, ils vont en presser la marche jusqu'à ce qu'enfin Jeanne ne soit plus du nombre des vivants.

I.

AU NOM DE QUI SE FAIT ET SE POURSUIT LE PROCÈS : EST-CE AU NOM DU PAPE ; EST-CE AU NOM DU ROI D'ANGLETERRE ? QUI EN A FAIT LES FRAIS ?

Ouvert au nom du roi d'Angleterre, c'est au nom du roi d'Angleterre que le procès de Jeanne va se poursuivre et se terminer.

• Dès les premiers jours de la cause, racontait le principal notaire du procès, le prêtre Guillaume Manchon,

l'évêque de Beauvais tint une réunion dans une maison proche du château. Y assistaient le seigneur abbé de Fécamp, maître Nicolas Loiseleur et plusieurs autres. J'y fus mandé aussi, et l'évêque me dit : Il vous faut bien servir le Roi. Nous avons l'intention de faire un beau procès contre cette Jeanne¹. »

Au témoignage du notaire Manchon s'ajoute celui de l'exécuteur des commandements du tribunal, le prêtre Jean Massieu. « Je me souviens, rapporte-t-il, qu'un jour, au commencement du procès, Jeanne dit à l'évêque de Beauvais qu'il était son ennemi. L'évêque lui répondit :

« Le roi m'a ordonné de faire votre procès et je le ferai². »

C'est donc pour « bien servir, non le pape, non l'Eglise, mais le roi d'Angleterre » que Pierre Cauchon va faire un beau procès à « cette Jeanne ».

C'est parce qu'il a reçu, non du pape, non de l'Eglise, mais uniquement du même roi d'Angleterre, l'ordre de « faire ce procès, qu'il le fera ».

Après de pareils propos, comment ne pas convenir que l'évêque de Beauvais a été avant toutes choses, dans le procès de Rouen, l'exécuteur des œuvres — de justice ou de vengeance?... — de l'Angleterre et de son gouvernement? Le prélat ne le publiait-il pas

1. *Procès*, t. III, p. 137.

2. *Ibid.*, p. 154.

et ne cherchait-il pas à s'en faire honneur lorsque, à la première page du procès, il s'exprimait en ces termes :

« Ladite Jeanne ayant été rendue au Sérénissime et très chrétien prince notre Seigneur le roi de France et d'Angleterre et à ses commissaires, ce prince, dans sa royale sollicitude — *regia providentia* — et dans son zèle pour la foi, nous a livré cette femme afin que nous soumettions ses dits et faits à une enquête approfondie¹. »

« La providence ou sollicitude royale du souverain » de P. Cauchon ne cessera de planer sur le procès, du premier moment au dernier. Pour que les assesseurs du tribunal et la postérité ne prennent pas le change, l'évêque de Beauvais, après avoir reçu de son roi livraison de Jeanne, déclarera solennellement qu'il « a commis à la sûre garde de la prisonnière John Gris, écuyer de notre seigneur le roi ; Jean Berwoit et Guillaume Talbot, avec ordre de bien et fidèlement la garder, ne permettant à personne de conférer avec elle sans notre permission² ».

Les choses se seraient-elles passées différemment si le procès de Rouen n'eût été, dans la forme comme dans le fond, qu'un procès laïque d'Etat ?

Au reste, le gouvernement anglais n'entendit laisser à personne le soin de couvrir les frais du procès : les

1. *Procès*, t. I, pp. 4, 5.

2. *Ibid.*, pp. 47-48.

témoins de la réhabilitation, Thomas de Courcelles, Isambard de la Pierre, Martin Ladvenu, Jean de Mailly, évêque de Noyon¹, l'ont déclaré catégoriquement. Les assesseurs furent généreusement rémunérés. Chacun d'eux recevait par vacation vingt sols tournois, c'est-à-dire 7 fr. 20 c. environ de notre monnaie; et, si l'on tient compte du taux actuel de l'argent, une valeur beaucoup plus considérable. Pour indemniser l'évêque de Beauvais de ses déplacements pendant cinq mois au service du roi d'Angleterre, Pierre Surreau, trésorier général de Normandie, comptait au prélat une somme de 725 livres tournois, soit 5,640 francs environ. Qu'on juge, d'après cette base, de la somme totale que valut à Pierre Cauchon le procès de Jeanne d'Arc².

II.

LA MORT DE LA PUCELLE, BUT AVOUÉ DU PROCÈS.

En cherchant à disposer de la personne de Jeanne par achat ou par persuasion, le gouvernement anglais

1. Jean de Mailly, évêque de Noyon et partisan de l'Angleterre, déposait « que l'évêque de Beauvais ne faisait point le procès à ses frais, mais à ceux du roi d'Angleterre, et que les dépenses étaient couvertes par les Anglais. — *Scit quod episcopus Belvacensis, non deducebat hujusmodi processum suis expensis, sed expensis regis Angliæ, et quod misicæ* (mises, dépenses) *quæ fiebant, fiebant per Anglicos* ». (*Procès*, t. III, page 56.)

2. Voir notre *Histoire complète de Jeanne d'Arc*, t. II, p. 495, 528 et suiv.

ne cherchait que le moyen de la faire mourir. Il avait contre elle de terribles griefs, que la mort seule pouvait expier. Il devait en outre préparer l'avenir, se mettre en mesure de recommencer avec le plus de chances possibles l'invasion du royaume si malheureusement interrompue, et la première condition pour réussir consistait à réduire son ennemie à l'impuissance. Il ne pouvait mieux y réussir qu'en s'inspirant de la maxime que « les morts seuls ne reviennent pas ».

Si donc l'évêque de Beauvais est chargé « par son maître et seigneur, le sérénissime roi d'Angleterre », de faire le procès à la Pucelle, c'est, entre autres motifs, afin de venger les défaites passées des Anglais et de préparer leurs victoires futures : vengeance et victoires dont la condition essentielle sera une sentence ignominieuse portée contre la prisonnière et sa mort cruelle dans les flammes d'un bûcher.

Morte, on n'aura plus à la redouter.

Morte à la suite d'une condamnation ignominieuse, elle ne sera pour les contemporains et la postérité qu'une misérable aventurière flétrie, déshonorée, objet d'un souverain mépris.

Les chefs dirigeants de la politique anglaise auraient pu tenir secrets leurs desseins en ce point. Ils n'y songèrent même pas. Ils étaient si sûrs de ne rencontrer sur leur route aucune volonté humaine capable de leur faire obstacle !

Mais il pouvait surgir de ces événements que les

hommes, même les plus puissants, ne sauraient conjurer, par exemple, une maladie mortelle ravissant en quelques jours, en quelques heures, la victime au bûreau.

C'est ce que le cardinal d'Angleterre et le comte de Warwick redoutèrent au commencement d'avril 1431. A ce moment, la Pucelle tomba gravement malade : il ne fallait pas qu'elle mourût. Aussitôt les plus habiles médecins furent mandés auprès des deux grands seigneurs anglais, entre autres maître Guillaume Delachambre, assesseur au procès. Le comte de Warwick leur signifia les volontés royales.

« Il nous dit, déposait plus tard maître Delachambre, que Jeanne était tombée malade et qu'il nous avait mandés afin que nous y pensions. Car, pour rien au monde, le roi ne voudrait qu'elle mourût de sa mort naturelle. Il l'avait eue cher et cher il l'avait achetée. Il entendait qu'elle ne mourût autrement que par arrêt de justice et qu'elle fût brûlée. A nous de faire le nécessaire afin qu'elle guérit¹. »

Heureusement, pour maître Delachambre et ses collègues, la Pucelle guérit. Si elle était morte en dépit de leurs soins, ils en auraient vraisemblablement porté la peine.

Cette crainte que la maladie de Jeanne ne fût mortelle, ce désir avoué de la faire mourir « par arrêt de

1. *Procès*, t. III, p. 51.

justice », nous explique pourquoi, lorsqu'il fut question de la mettre à la torture, les juges et leurs assesseurs hésitèrent d'abord, puis y renoncèrent. Si la jeune fille était morte dans les tourments, le gouvernement anglais ne le leur eût point pardonné.

III.

PRESSION EXERCÉE SUR LES JUGES ET ASSESSEURS DU PROCÈS.
— MISE EN JEU DE L'INTÉRÊT PERSONNEL. — RÉGIME DE
TERREUR.

Dans le troisième des vingt-sept articles sur lesquels devaient répondre les témoins que le cardinal d'Estouteville, en 1452, appelait à comparaître par-devant son délégué le chanoine Philippe de la Rose, il leur était demandé :

« Est-il vrai que les Anglais aient choisi Rouen, où ils exerçaient leur domination tyrannique, pour y faire juger la Pucelle en cause de foi? Est-il vrai que pour en arriver à leurs fins, ils aient mis en jeu l'intérêt et la crainte¹? »

Frère Isambard de la Pierre, dans sa déposition, répondit que, à son avis, c'était exact. Ainsi, quant à la pression exercée par les Anglais, les docteurs de Paris subirent celle de l'intérêt; d'autres, le vice-Inquisiteur, par exemple, celle de la terreur. « Telle fut la ligne suivie par le roi d'Angleterre, le cardinal de

1. *Procès*, t. II, pp. 311, 312.

Winchester, le comte de Warwick et autres seigneurs ; car c'est eux, les Anglais, qui payèrent les dépenses que nécessita le procès¹. »

Ces paroles du religieux dominicain nous révèlent les moyens auxquels le gouvernement anglais eut recours pour que la condamnation de la Pucelle ne rencontrât pas d'obstacle. Il mit en jeu deux mobiles puissants, l'intérêt et la crainte : l'intérêt d'abord, la crainte et la terreur ensuite.

Qu'est-ce qui excite dans l'évêque de Beauvais et qu'est-ce qui entretient en lui, durant tout le procès, le zèle à faire en toutes choses la volonté de l'Angleterre ? La générosité avec laquelle son roi paye ses services, et l'espoir de monter, le procès fini, sur le siège archiépiscopal de Rouen.

On sait, par les pièces de comptabilité qui ont été conservées, les sommes relativement considérables que les docteurs de Paris et les assesseurs complaisants reçurent du trésor anglais en reconnaissance des services rendus. Nous ne parlerons que pour mémoire des dignités ecclésiastiques, canonicats et bénéfices qui leur furent concédés.

Quant aux assesseurs qui, tenant avant tout à faire œuvre de conscience, eussent été capables de gêner les dirigeants du procès, on se servit de la crainte pour les réduire à l'impuissance.

1. *Procès*, t. II, p. 348.

Dès la première heure s'établit à Rouen un régime de terreur véritable. On en jugera par les dépositions de personnages les mieux placés pour être exactement renseignés.

« Des maîtres et docteurs qui furent convoqués, déclarait Guillaume Manchon, aucun n'eût osé ne pas comparaître, et il n'y en avait aucun qui fût exempt de crainte. »

Et, pour ce qui le concernait lui même, l'honnête notaire ajoutait :

« On m'obligea à prendre part au procès comme notaire. *Je le fis bien malgré moi.* Mais je n'aurais osé résister à un ordre du Conseil royal¹. »

Maître Jean Tiphaine, docteur en médecine, fut sommé de prendre part aux débats. Il s'excusa et alléguait la spécialité des études dont il s'occupait. Une seconde sommation, celle-ci tout à fait impérative, lui fut adressée et il dut s'exécuter².

Sous un régime de terreur, de quelle liberté pouvait-on jouir ?

« Le plus grand nombre des assesseurs, répondront Jean Massieu et Pierre Migiet, prieur de Longueville-Giffard, craignaient au point de n'avoir plus leur libre arbitre. »

Jean Lefèvre, évêque de Démétriade, disait de son

1. *Procès*, t. III, p. 137.

2. *Ibid.*

côté : « Ceux qui assistaient au procès n'avaient point leur pleine liberté ; car nul n'osait ouvrir la bouche de peur d'être noté. Il fallait songer beaucoup plus à faire la volonté des Anglais qu'à écouter la voix de la justice¹. »

Des faits nombreux que nous pourrions citer à l'appui de ces révélations, — on les trouvera chap. xxxv, num. IV, de notre *Histoire complète*, — nous ne retiendrons que le cas du vice-Inquisiteur Jean Lemaître : par celui-ci l'on pourra juger des autres.

Avant de siéger à côté de l'évêque de Beauvais à titre de juge, sur l'ordre du grand-Inquisiteur Jean Graverent, Jean Lemaître, vice-Inquisiteur en résidence à Rouen, avait refusé à plusieurs reprises de prendre part au procès. « Mais quelques-uns de ses amis le prévinrent que s'il persistait dans son refus, il serait en péril de mort. Il y assista donc, mais sous la pression des Anglais. « Je vois bien, disait-il souvent à Jean Massieu, de qui nous tenons ces détails, que si on ne procède selon la volonté des Anglais, il y va de la vie. »

Témoignage qu'un des assesseurs du procès, maître Nicolas de Houppeville, confirmait par la déclaration suivante :

« Je puis assurer que le vice-Inquisiteur fut en proie à une terreur extrême pendant tout le procès.

1. *Procès*, t. III, p. 174 ; — t. II, p. 330.

Maintes fois, je fus témoin de sa grande perplexité¹. »

Ce qui déchire tous les voiles et ce qui montre que l'appareil du procès ecclésiastique n'était qu'un décor dissimulant le véritable procès, — procès de vengeance d'Etat, celui-là, — c'est la brutalité dont l'évêque de Beauvais lui-même et ses affidés furent l'objet lorsque les Anglais s'imaginèrent que la Pucelle allait échapper au bûcher.

Le jour même de l'abjuration, Pierre Cauchon et plusieurs maîtres et docteurs se rendaient au château de Rouen pour adresser quelques paroles d'exhortation à la prisonnière. A leur retour, des soldats furieux « levèrent leurs glaives sur l'évêque et les docteurs qui l'accompagnaient, prêts à les frapper ».

Le même fait se renouvela, les jours suivants, à l'égard de maîtres Jean Beaupère et Nicolas Midi, de maître Pierre Maurice et de frère Isambard, des greffiers du tribunal et du chanoine André Marguerie, archidiacre d'Evreux. Un homme d'armes leva sa hache sur la tête de maître André Marguerie en l'appelant : Traître d'Armagnac ! L'archidiacre se sauva en grande hâte, mais il demeura tout bouleversé et malade².

1. *Procès*, t. III, pp. 158, 172.

2. *Ibid.*, pp. 158, 180.

IV.

LA DIRECTION DU PROCÈS ENTRE LES MAINS
DU GOUVERNEMENT ANGLAIS.

Dès la première heure, la direction du procès de Rouen se trouva entre les mains du gouvernement anglais, c'est-à-dire du duc de Bethford et du cardinal de Winchester, représentant du régent d'Angleterre. Les princes de la maison royale des Plantagenets tinrent à se réserver l'honneur et la direction, le bénéfice et les responsabilités de ce procès de vengeance d'Etat.

Les vues et desseins que le duc de Bethford mûrissait à distance, le cardinal de Winchester les transmettait, s'il y avait lieu, au comte de Warwick et à l'évêque de Beauvais. Ces deux personnages, l'un en sa qualité de capitaine de Rouen, l'autre à titre de juge du procès, étaient les exécuteurs des commandements du régent et de son oncle le cardinal. C'est avec le cardinal d'Angleterre que Pierre Cauchon régla toute l'affaire du drame de Saint-Ouen; et si ce n'est pas avec lui, c'est avec le comte de Warwick qu'il arrêta les dispositions qui rendirent possible, sinon inévitable, le guet-apens du relaps.

**Le cardinal d'Angleterre sur la place du cimetière
de Saint-Ouen et sur celle du Vieux-Marché.**

Au reste, encore que ces deux grands seigneurs, le comte de Warwick et le cardinal de Winchester, ne se montrent que de temps en temps au cours du procès, ils le font en des circonstances assez solennelles et d'une façon assez significative, pour qu'on ne se méprenne pas sur les pouvoirs dont ils sont nantis. Ecclésiastiques et laïques, chevaliers et bourgeois, sont persuadés que rien ne se fait que par leur permission ou par leurs ordres.

Le véritable président des séances publiques dans lesquelles furent prononcées les deux sentences, celle du 24 mai et celle du 30, ne fut pas l'évêque de Beauvais, mais le cardinal d'Angleterre. Au cimetière de Saint-Ouen, quand vient le moment de déterminer la peine à infliger à la condamnée, Pierre Cauchon n'ose le prendre sur lui, il demande au cardinal ses instructions. « Admettez-la à la pénitence¹ », répond le cardinal.

Et l'évêque de Beauvais, serviteur docile, prononce un arrêt conforme.

Le 30 mai au matin, le cardinal d'Angleterre ne manqua pas de se rendre sur la place de Rouen où devait

1. *Procès*, t. III, pp. 64, 65.

se prononcer la sentence définitive. Il monta sur l'estrade réservée aux juges et, de là, put suivre tous les détails du drame. « Pour compléter toute l'horreur de cette affaire, remarque L'Averdy, la Pucelle fut conduite au supplice sans aucun jugement émané de la puissance civile qui seule avait droit de disposer de sa personne. »

Le comte de Warwick et le cardinal de Winchester prirent sur eux de supprimer cette formalité; ils avaient hâte d'en finir. Sous leur regard, messire Jean le Bouteiller, bailli de Rouen, au nom de sa gracieuse Majesté Henri VI, se contenta de dire au bourreau : « Fais ton devoir. »

Et, comme si cette parole leur était adressée, « les clercs du cardinal de Winchester et du roi d'Angleterre menèrent Jeanne au bûcher. *Fuit per clericos regios ad supplicium ducta*¹. »

On dit que la fibre humaine ne resta pas, chez le vieux cardinal, insensible à l'affreux spectacle. Des larmes coulèrent de ses yeux. Il s'efforça de les cacher. Néanmoins l'Anglais qu'il était reprit bientôt le dessus. Les larmes versées ne l'empêchèrent pas de faire le nécessaire pour qu'il ne demeurât rien du corps de la jeune fille qui avait osé battre les vainqueurs d'Azincourt et de Verneuil. « Par ses ordres, ce que l'on put recueillir des cendres de la suppliciée, ses entrailles, le

1. *Procès*, t. II, p. 351, 352; — t. III, p. 162.

cœur que le feu n'avait pu consumer, furent jetés dans la Seine¹. »

Ainsi finit ce procès de vengeance d'Etat, procès uniquement anglais et, comme l'a dit L'Averdy, « véritable assassinat prémédité et exécuté sous l'apparence de la forme judiciaire² ».

1. *Procès*, t. III, p. 185.

2. *Notices et Extraits.....*, p. 463.

CHAPITRE VII.

LE PROCÈS DE ROUEN, PROCÈS ANGLAIS D'ÉGLISE, MAIS FAUX PROCÈS.

Le procès de Rouen, nous venons de le voir, a été au fond et avant tout un procès uniquement anglais, et un procès de vengeance d'Etat.

Mais il a été aussi un procès anglais d'Eglise, comme on n'en avait jamais vu auparavant et comme on n'en a pas vu depuis : un faux procès d'Eglise avec un tribunal sans juridiction ; un faux procès d'Eglise dont les juges, acquis à l'Angleterre, ont jugé par ordre et duquel ils ont fait, au point de vue du droit naturel, un procès abominable, et, au point de vue du droit ecclésiastique, un procès radicalement nul.

I.

POURQUOI LE GOUVERNEMENT ANGLAIS A-T-IL CHOISI, DE PRÉFÉRENCE A TOUT AUTRE TRIBUNAL, UN TRIBUNAL D'ÉGLISE JUGÉANT EN CAUSE DE FOI.

Jules Quicherat et Henri Martin nous ont dit en quelques mots — le lecteur ne l'a pas sans doute

oublié — quelques-unes des raisons qui déterminèrent le gouvernement anglais à faire comparaître la Pucelle, non devant une cour martiale ou civile, mais devant un tribunal ecclésiastique jugeant en cause de foi. Quelques explications complémentaires ne seront pas hors de propos.

Les régents de France et d'Angleterre entendaient que leur ennemie mortelle fût frappée judiciairement d'une sentence infamante, capitale et sans rémission possible. Ils désiraient, en outre, se dérober à la responsabilité de cette sentence, de manière à paraître ne l'avoir pas eux-mêmes provoquée.

Or, ni une cour suprême d'Etat, ni une cour martiale, ni aucun tribunal laïque ne pouvaient leur procurer cette double satisfaction. Les juges de ces tribunaux eussent fort hésité, le moment venu, à prononcer la sentence désirée. Jeanne, née française, n'ayant commis d'autre crime que celui de combattre pour son pays et de vaincre; Jeanne ayant traversé les camps, les résidences royales, sans qu'on eût eu jamais à signaler dans ses mœurs la moindre légèreté, quels motifs, quels considérants des juges anglais eussent-ils pu alléguer pour frapper cette jeune fille, cette Française de dix-neuf ans, d'une sentence infamante et capitale? Car, s'ils pouvaient compter sur l'indulgence de la nation anglaise, il n'en était pas de même de l'opinion de la chrétienté. Une sentence infamante, rendue par un tribunal ordinaire, eût flétri les juges, non la condamnée.

Et quant à la sentence capitale, si elle eût été prononcée, elle eût été vraisemblablement commuée ou remise. Jamais souverain, jamais roi de France ou d'Angleterre, pouvant faire grâce, n'eût osé s'y refuser.

Du reste, quel qu'eût été l'arrêt porté, la responsabilité du jugement et de son exécution eût pesé à jamais tout entière sur le gouvernement anglais. Non seulement il ne lui eût pas été possible de dissimuler sa coopération au procès, mais les contemporains et la postérité l'en eussent estimé l'artisan unique. Seul un tribunal ecclésiastique, jugeant en cause de foi, se trouvait investi de pouvoirs assez étendus pour être autorisé, *positis ponendis*, à frapper l'accusée d'une sentence réunissant les conditions exigées, et pour en porter au besoin la responsabilité.

Dans les causes de rechute ou de relaps, un tribunal de cette espèce rendait des arrêts sans rémission et sans grâce à espérer ; morts ou vifs, les relaps étaient inexorablement brûlés.

Un procès d'Eglise en cause de foi n'eût-il présenté que cet avantage au gouvernement anglais, l'avantage, à coup sûr, lui eût paru suffisant pour le décider à choisir un procès de ce genre, de préférence à tout autre.

A le choisir, il y gagnait en outre, tout en prenant des juges comme il les lui fallait, prêts à exécuter ses volontés, de paraître néanmoins n'avoir point coopéré à leur sentence inique. On ne l'accuserait pas de men-

tir, quand il dirait qu'un tribunal de prêtres avait condamné Jeanne.

D'autre part, ces prêtres ayant pour souverain propre, en tant que juges en cause de foi, le chef même de l'Eglise, une certaine opinion, peu favorable à l'Eglise, s'empresserait de la rendre, ainsi que son Chef, responsable de l'arrêt injuste rendu par les juges de la Pucelle et en absoudrait l'Angleterre.

En conséquence de ces calculs, le duc de Bethford et le cardinal de Winchester, au nom des grands Conseils de Londres et de Paris, chargèrent Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, qui n'avait rien à leur refuser, de faire le procès de la prisonnière, de composer le tribunal de maîtres et d'ecclésiastiques sûrs, de le présider en qualité de juge « ordinaire » de l'accusée, de diriger les débats et de prononcer la sentence.

Pierre Cauchon accepta sans balancer l'offre qu'on lui faisait. Nous avons dit comment le procès se déroula en tant que procès anglais de vengeance d'Etat ; nous allons voir sous quel aspect il se présente et se déroule en tant que procès anglais d'Eglise.

II.

PROCÈS D'ÉGLISE ANGLAIS, MAIS FAUX PROCÈS D'ÉGLISE.

D'après ce qu'on vient de dire, c'est bien un procès anglais d'Eglise et non un procès neutre, sans couleur

judiciaire, qui va passer sous nos yeux ; c'est, de plus, un faux procès d'Eglise.

Procès d'Eglise par le dehors, ayant été ouvert, instruit et jugé par des hommes d'Eglise, conformément — en apparence du moins — aux règles de la procédure de l'Eglise. Mais encore plus procès *anglais* et *faux* procès d'Eglise, parce que la constitution du tribunal fut arrêtée par le gouvernement anglais lui-même, parce que les ecclésiastiques appelés au procès étaient la plupart gagnés à la cause anglaise, car au nombre des assesseurs on n'admit aucun prêtre du parti français ; parce que le procès fut jugé, non dans une ville où juges et assesseurs eussent joui de leur pleine indépendance, mais dans la capitale de la Normandie où ils délibérèrent sous la « protection » des épées anglaises ; et enfin parce que les dirigeants ecclésiastiques des débats, n'ayant d'autre souci que celui de donner satisfaction à l'Angleterre, violèrent cyniquement les règles du droit qui leur faisaient obstacle, et n'observèrent que celles qui menageaient les passions et les intérêts anglais.

Qu'on ne s'étonne pas si le premier point qu'il convient de noter et de ne pas perdre de vue dans le procès de Jeanne en tant que procès d'Eglise, est la mainmise du gouvernement anglais, dès le premier moment, sur les hommes et sur les choses, mainmise qui fait de ce procès jusqu'à la fin son procès à lui.

Qu'il nous suffise d'en signaler les actes les plus significatifs.

Le premier de ces actes est le choix du personnage qui, bien que sans la compétence nécessaire, sera le juge suprême du procès de Jeanne, qui l'instruira, le présidera, le jugera comme l'entend l'Angleterre. Ce personnage ne sera ni l'Inquisiteur de Paris, ni le vice-Inquisiteur de Rouen; ce sera Pierre Cauchon, évêque de Beauvais.

Par suite de ce choix, le procès de la Pucelle ne sera pas un procès d'inquisition proprement dit : le gouvernement anglais tient à n'avoir rien à démêler avec le Saint-Siège dont les Inquisiteurs tiennent leurs pouvoirs en tant que juges ecclésiastiques; le procès de la Pucelle sera un procès de « l'Ordinaire », mais un faux procès. — Nous donnerons tout à l'heure l'explication canonique de ce terme « l'Ordinaire ».

Le deuxième de ces actes est l'ordre intimé au juge désigné de se concerter, pour la conduite du procès, avec l'Université de Paris, et de prendre pour conseillers intimes les docteurs qu'elle lui enverra.

Inutile de mentionner l'ordre encore plus formel de ne rien faire, de ne rien décider, au cours des débats, dans les conjonctures difficiles principalement, sans s'être entendu avec les représentants des deux régents, le comte de Warwick et le cardinal de Winchester.

Le troisième de ces actes concerne les pleins pouvoirs conférés à l'évêque de Beauvais à l'effet de pren-

dre toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires ou utiles à l'accomplissement des desseins de l'Angleterre. Pourvu que Pierre Cauchon sauve les apparences, le gouvernement anglais fermera les yeux sur les illégalités, les mesures arbitraires, les violations du droit auxquelles les juges auront recours, et, si besoin est, il les couvrira de son approbation souveraine.

Homme prudent autant qu'audacieux, l'évêque de Beauvais ne s'estima pas suffisamment couvert par l'autorisation verbale que lui accordèrent les régents. Dès que le procès eut pris fin, il requit et obtint des lettres officielles de garantie qui plaçaient « les juges, docteurs, maîtres, clercs, promoteur, avocats, conseillers, notaires et autres » ayant pris part aux débats, sous la protection spéciale du roi d'Angleterre. Preuve que le prélat ne perdit pas de temps, ces lettres furent délivrées « à Rouen, le douzième jour de juin, l'an de grâce MCCCCXXXI », douze jours après le drame du Vieux-Marché¹.

III.

L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS SANS JURIDICTION SUR LA PUCELLE.

Dans ces trois actes se trouve l'explication des choses étranges dont le procès anglais d'Eglise est rempli.

1. *Procès*, t. III, p. 240. — Les avocats de la famille d'Arc s'appuient sur le texte de ces lettres de garantie pour prouver péremp

Une de ces choses, qu'on rencontre à la première page, est la désignation pour juge, d'un personnage incapable de remplir valablement ces fonctions¹; désignation qui faisait du tribunal présidé par cet évêque sans juridiction un faux tribunal ecclésiastique, et du procès un faux procès d'Eglise, frappé mortellement avant que de naître.

Prélat vendu à l'Angleterre, ennemi mortel de la jeune fille que ses maîtres et seigneurs lui livraient à seule fin de les en débarrasser, les lois divines et humaines interdisaient à Pierre Cauchon de présider le tribunal devant lequel comparaitrait la Pucelle.

En outre, la condition essentielle pour juger valablement, la compétence requise, lui faisait totalement défaut : il n'avait sur Jeanne aucune juridiction. Pierre Cauchon n'était qu'évêque de Beauvais. Pour avoir

toirement que le procès de la Pucelle a été fait aux frais du gouvernement anglais et afin de lui donner satisfaction (*Procès*, t. III, pp. 233 et 244).

1. Les deux raisons sur lesquelles nous basons l'« incompétence » manifeste de l'évêque de Beauvais en tant que juge de la Pucelle, ne sont pas les seules qu'on puisse invoquer. Il en est d'autres que Jean Bréhal développe dans sa *Recollectio*, chapitres I et II.

Un des docteurs de la réhabilitation, Thomas Basin, infère cette « incompétence » du fait que Jeanne n'avait commis aucun délit sur le territoire du diocèse de Beauvais. *Non apparet, dit-il, quod Johanna deliquerit in territorio episcopi Belvacensis. Non ergo fuit episcopus Belvacensis iudex competens.* (P. LANÉRY D'ARC, *Mémoires et consultations*, p. 190.)

juridiction sur Jeanne, il eût fallu qu'il fût ou évêque de Toul, ou évêque de Soissons, ou qu'il eût obtenu de l'un ou l'autre de ces évêques la délégation exigée par le droit.

Jeanne, étant mineure, avait pour juge « ordinaire » l'évêque de Toul dans le diocèse duquel se trouvait Domremy, village où elle était née et où ses parents habitaient.

Elle tombait également sous la juridiction de l'évêque de Soissons ¹, en tant qu'elle avait été faite prisonnière sur un point du territoire appartenant à ce diocèse ; car c'est chose indubitable que, au point de vue ecclésiastique, la ville de Compiègne et ses dépendances, en 1430, appartenaient au diocèse de Soissons non à celui de Compiègne. Les délimitations et les cartes géographiques des diocèses de l'ancienne France qu'on peut

1, L'évêque de Soissons était, en 1431, Réginald de Fontaines, un ami de Nicolas de Clémengis. Il fut promu à ce siège par Martin V en janvier 1423. Il y mourut le 3 septembre 1442.

Les œuvres de Clémengis contiennent plusieurs lettres de ce docteur à Réginald de Fontaines, une entre autres qui fait songer à « la pitié du royaume de France » et qui a pour titre :

« Consolatio de depopulata civitate Suessionum et causis omnium malorum » (*Nicolai de Clémengis. Catalaunensis, archidiaconi Baiocensis Opera omnia*, p. 335. Lugduni Batavorum, Elzevirii, 1573, petit in-4°).

La *Gall'a christiana*, t. IX, p. 335, fournit la note que voici .
« In diocesi Suessionensi exstant plures ecclesiæ collegiatæ et 380 parochiæ quibus adnumerantur oppida Compendium (*Compiègne*), Castrum-Theodorici (*Château-Thierry*), etc. »

voir dans la *Gallia christiana*, tome IX, édition de 1751, en fournissent la preuve.

Edmond Richer [*Histoire manuscrite de la Pucelle*] a insisté sur l'importance de cette rectification. Et elle n'a point échappé à Michelet qui, dans son *Histoire de France*, s'exprime ainsi à propos du procès :

« Il se trouva fort à point (pour imposer le choix de l'évêque de Beauvais comme juge) que la Pucelle avait été prise sur la limite du diocèse de Cauchon ; *non pas, il est vrai, dans le diocèse même. Mais on espéra faire croire qu'il en était ainsi*¹. »

L'évêque de Beauvais n'avait donc pas la juridiction épiscopale et territoriale qui eût fait de lui l'évêque propre — par circonstance au moins — et, selon le terme canonique, « l'Ordinaire » de la Pucelle. Pour devenir son juge légitime, il lui fallait une délégation expresse de l'un ou l'autre des évêques susnommés ou bien une délégation du Souverain Pontife lui-même. Il ouvrit donc le procès sans pouvoirs canoniques d'aucune sorte, il posa dès le principe une cause manifeste

1. J. MICHELET, *op. cit.*, t. V, p. 115. In-8°, Paris, 1843. — E. RICHER, *op. cit.*, livre II, f° 8, v°.

On lit dans le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire, au mot JEANNE D'ARC : « Pierre Cauchon revendiquait la Pucelle comme ayant été arrêtée sur les limites de son diocèse, et voulait la juger en qualité de sorcière. Il appuyait son prétendu droit d'un insigne mensonge. Jeanne avait été prise sur le territoire de l'évêque de Soissons. » (*Œuvres complètes*, in-8°, t. XXXVII, p. 495. édition de 1785.)

de nullité; le procès, mort-né, ne fut qu'une comédie audacieuse et sinistre, au demeurant, un faux procès d'Eglise.

Il y a plus encore.

La Pucelle eût-elle été sous la juridiction de l'évêque de Beauvais, jamais Pierre Cauchon n'eût eu le droit de présider le tribunal appelé à la juger. Le fait de notoriété publique par suite duquel il était l'ennemi déclaré de Jeanne et le serviteur gagé de l'Angleterre, qui ne cherchait qu'à la faire mourir, réduisait à néant le droit que lui eût conféré sa qualité d'« Ordinaire » de la prévenue; les lois ecclésiastiques sont formelles sur ce point.

D'autre part, l'évêque de Beauvais eût, dans ce cas, vainement sollicité du Saint-Siège la délégation nécessaire : le Saint-Siège n'eût pu la lui accorder; droit ecclésiastique et droit naturel s'y opposaient absolument. Pierre Cauchon n'ignorait pas ces principes juridiques. C'est peut-être pour cette raison qu'il ne sollicita aucune délégation¹.

1. A la page 5 du procès, l'évêque-juge fait observer qu'il a sollicité du Chapitre de Rouen les pouvoirs spirituels nécessaires pour juger Jeanne dans cette ville dont il n'était ni l'archevêque ni l'administrateur spirituel, et que le Chapitre les lui a concédés « généreusement et gracieusement ».

Cette observation ne résout pas la difficulté. Les pouvoirs dont il s'agit n'ont rien de commun avec la juridiction indispensable au juge soit ordinaire, soit délégué. Concéder à Pierre Cauchon cette juridiction, le Chapitre de Rouen, *sede vacante*, ne le pouvait pas,

Le gouvernement anglais s'inquiéta peu de l'irrégularité flagrante qui, dès la première heure, viciait la cause et devait la vicier jusqu'au bout. Il se garda bien de demander au Saint-Siège les pouvoirs nécessaires ; nous verrons ultérieurement pourquoi. Des flatteurs l'assurèrent sans doute qu'il avait qualité pour conférer ces pouvoirs ; qu'il n'avait qu'à déclarer et qu'à faire déclarer à l'Université de Paris que Jeanne avait été prise sur le territoire du diocèse de Beauvais, et qu'à présenter cette raison comme la raison canonique pour laquelle il avait confié à l'évêque dudit diocèse la mission de juger Jeanne en cause de foi.

Le roi d'Angleterre et l'Université de Paris souscrivirent sans scrupules cette déclaration : le monarque, dans ses *Lettres patentes* du 3 janvier et dans sa lettre aux princes de la chrétienté ; l'Université de Paris, en plusieurs de ses lettres au duc de Bourgogne et au roi d'Angleterre lui-même.

Pour faire du procès de la Pucelle un « procès ordinaire en cause de foi », on charge donc d'instruire ce « procès » un évêque qui n'est pas « l'Ordinaire » de l'accusée, qui n'a sur elle aucune juridiction. Cause manifeste de nullité pour les actes du juge intrus et du tribunal qu'il préside, cause qui fait de ce procès, dès le début, un procès de parti pris, de mauvaise foi,

car il ne la possédait pas : *nemo dat quod non habet*. Jeanne n'appartenait pas au diocèse de Rouen, et elle n'avait pas été capturée sur le territoire de ce diocèse.

cyniquement déloyal, un faux procès d'Eglise enfin : tel sera-t-il jusqu'au bout.

On dirait, en effet, que fier de cette qualité de faux juge, Pierre Cauchon ait tenu à imprimer le sceau de la fausseté sur les principaux actes de la cause. Faux sont les témoins dont s'est inspiré l'auteur du Réquisitoire dans la plupart de ses soixante-dix articles, faux sont dans leur mode de rédaction les douze articles que qualifiera l'Université de Paris, fausse est l'abjuration qu'on prétend avoir obtenue de la Pucelle, faux le formulaire qu'on lit au procès, faux en plusieurs endroits le texte de l'interrogatoire du 28 mai, faux le prétendu fait du relaps, faux les motifs allégués dans la sentence de condamnation, fausses les accusations de l'Information posthume, fausse en définitive, mensongère, l'œuvre juridique du procès tout entier.

IV.

LE PROCÈS DE ROUEN FAUX PROCÈS, DE « L'ORDINAIRE » EN CAUSE DE FOI, ET NON « PROCÈS D'INQUISITION » PROPREMENT DIT. — POURQUOI LE GOUVERNEMENT ANGLAIS LE VOULUT AINSI.

L'un des premiers actes du gouvernement anglais, avons-nous dit, fut de faire du procès de la Pucelle, autant qu'il le pouvait, un procès de « l'Ordinaire¹ »

1. Dans les *Lettres de garantie* mentionnées plus haut, le roi d'Angleterre en convient expressément. Il dit, en effet, avoir « été

en cause de foi et non un « procès d'inquisition » proprement dit. Mais il n'en fit qu'un « faux procès de l'Ordinaire », comme il n'en avait fait qu'un faux procès d'Eglise. Pierre Cauchon n'était pas plus « l'Ordinaire » de la Pucelle, qu'il n'était son juge légitime.

En conséquence de cette résolution, l'évêque de Beauvais s'occupe seul de préparer ce procès, de l'ouvrir et de le présider jusqu'au 12 mars 1431. Il est seul à faire procéder aux informations préalables et à se mettre en relation avec les deux régents et l'Université de Paris.

C'est à lui seul que la prisonnière sera remise et il sera seul à instrumenter pendant deux mois.

requis et sommé très instamment, et par plusieurs et diverses fois, par notre ami et féal conseiller l'évêque de Beauvais, *juge ordinaire* d'icelle femme, que icelle lui voulussions rendre et bailler », et que, en conséquence, il a fait bailler et délivrer la dite femme à son « dit conseiller, *juge ordinaire* ».

Sans doute, le vice-Inquisiteur s'adjoignit au procès, mais assez tard, avons-nous vu.

Ces mêmes lettres ajoutent que le roi Henri VI désira « icelle Inquisition de nostre sainte foy être préférée à toutes autres voies de justice séculière et temporelle ». Cela signifie qu'il préféra un procès ecclésiastique en cause de foi à toute cour civile ou maritale. Le procès ecclésiastique pouvait être dirigé par l'Ordinaire seul, c'est-à-dire par l'évêque de l'accusée, ou par l'Inquisiteur. Mais, dans tous les cas, une seule espèce de procédure devait être appliquée, la procédure dite inquisitoriale : « *Episcopi in causis fidei eundem ordinem tenere debent in suis diœcesibus quem observant Inquisitores.* » (*Directorium Inquisitorum*, p. 602, col. 2.)

La première séance se tint le 9 janvier.

De ce jour sont datées les lettres par lesquelles le faux juge nomme et institue le promoteur, les notaires, l'examineur des témoins et l'appariteur ou exécuter des commandements de son faux tribunal. Les considérants invoqués en ces diverses lettres sont identiques. Ils ont l'avantage de nous fixer sur les accusations portées contre la Pucelle par l'évêque de Beauvais, accusations demeurées jusqu'ici vagues et imprécises.

Dans les pièces antérieures, on a représenté Jeanne « soupçonnée véhémentement de plusieurs crimes sentant hérésie » ; ou bien « d'avoir commis plusieurs crimes touchant notre foy et contre icelle » ; ou bien « de superstitions, fausses dogmatisations et autres crimes de lèse-majesté divine ».

Dans les lettres instituant le promoteur et les officiers de son faux tribunal, l'évêque de Beauvais se prévaut de ce que la « femme nommée la Pucelle lui a été expédiée par le roi d'Angleterre, comme à son juge ordinaire, en tant que publiquement et notoirement diffamée, objet de scandale, *suspecte d'un certain nombre de sortilèges, enchantements, invocations des mauvais esprits, de commerce avec les démons*, et de plusieurs autres cas intéressant la matière de notre foi, à l'effet de lui faire un procès en cause de foi conformément au droit¹.

1. *Procès*, t. I, p. 23.

Ni dans cette séance ni dans les suivantes, il n'est question de l'Inquisiteur.

Le 19 février seulement, c'est-à-dire quarante jours après l'ouverture du procès, l'évêque-juge, conformément à l'avis des maîtres ses conseillers, arrêta que l'Inquisiteur de la perversité hérétique au royaume de France serait requis de prendre part au procès personnellement, ou de s'y faire représenter par le vice-Inquisiteur de Rouen, frère Jean Lemaitre. Pierre Cauchon fit cette démarche « par respect pour le Siège apostolique — *ob reverentiam sedis apostolicæ* », et aussi afin de rehausser la solennité des débats.

Le 4 mars suivant, l'Inquisiteur de Paris, Jean Graverent, donnait l'ordre au vice-Inquisiteur de Rouen de s'adjoindre au procès. Le 13 mars, c'était chose faite. A partir de ce moment, Pierre Cauchon ne fut plus seul à siéger comme juge : Jean Lemaitre siégea lui aussi jusqu'à la fin. Mais, justement à cause de son intervention tardive, le procès demeura ce qu'il fut dès la première heure, un faux procès de l'« Ordinaire » en cause de foi.

Pour que le procès devînt régulier, il eût fallu tout recommencer. Dans ce cas, le procès eût été non un procès de l'« Ordinaire », mais un procès d'Inquisition proprement dit. L'évêque de Beauvais, étant sans pouvoirs, eût dû se retirer. Le vice-Inquisiteur fût demeuré seul juge en la cause, et l'on aurait eu un procès vraiment canonique.

Les deux Régents ne voulurent de ce procès à aucun prix. La direction leur en eût échappé, ils n'eussent plus été les maîtres de la situation. Avec un procès d'inquisition, l'intervention de Rome était à peu près inévitable. En principe, l'Inquisiteur en devenait le juge unique. L'évêque de Beauvais, n'étant pas l'Ordinaire de Jeanne, était forcément écarté. L'évêque de Beauvais écarté, le plan des Anglais échouait piteusement.

Même dans le cas où Pierre Cauchon eût siégé à côté de l'Inquisiteur, avec un procès d'inquisition les rôles eussent été renversés : l'Inquisiteur, en tant que délégué par le Saint-Siège, eût occupé le premier rang, et Pierre Cauchon le second seulement¹.

Le gouvernement anglais ne pouvait y consentir, étant donné le but qu'il poursuivait. Il avait besoin,

1. La règle à suivre dans les cas de ce genre, d'après le droit, était celle-ci :

« L'évêque et l'Inquisiteur jugent-ils à titre de juges délégués du Saint-Siège? Ils sont sur le pied de l'égalité.

« L'évêque juge-t-il à titre de juge « ordinaire », en vertu de son autorité épiscopale, et l'Inquisiteur en vertu de l'autorité que Rome lui a déléguée? En ce cas, l'Inquisiteur est au-dessus de l'évêque; la délégation qu'il reçoit du Souverain Pontife pour juger en cause de foi, lui confère cette supériorité. »

Pierre Cauchon ayant toujours tenu la première place et constamment présidé les débats, l'Inquisiteur reconnaissait par son effacement, en vertu d'ordres reçus, que le procès était non un procès d'« inquisition proprement dit », mais un procès de l'« Ordinaire ». (*Director. Inquisit.*, p. 538).

pour diriger l'affaire, d'un homme tout à fait à lui, d'un homme sur lequel il pût compter en toute hypothèse, d'un homme que n'effrayât pas la plus criante des iniquités. Le dominicain Jean Graverent de Paris n'eût pas été cet homme; Jean Lemaître de Rouen encore moins. L'évêque de Beauvais l'était : inutile, dangereux de chercher ailleurs.

Pour qu'on ne se fit point illusion sur la confiance illimitée qu'on avait mise en lui, il serait seul à former le tribunal, à ouvrir et à diriger les débats. Et puisque le droit exigeait la présence et l'adhésion de l'Inquisiteur de la perversité hérétique, en cas de jugement aboutissant à une condamnation¹, l'on ferait le nécessaire. Au cours de la cause, on inviterait l'Inquisiteur à s'adjoindre au procès ou à se faire représenter. L'invitation acceptée, il serait prié poliment de s'en tenir là, de se contenter du rôle de juge muet ou à peu près. Le gouvernement anglais lui en saurait un gré infini.

Jean Lemaître entendit à demi-mot. Le texte officiel ne fait guère que constater sa présence. D'habitude, le vice-Inquisiteur demeure dans l'ombre. Jamais on ne le voit, durant le procès, donner signe de vie, prendre une initiative, ébaucher une observation

1. Sans le concours et la présence de l'Inquisiteur, la sentence de condamnation portée par P. Cauchon eût été nulle.

« Episcopus sine Inquisitore ad sententiam non absolutariam procedere contra delatos non potest. » (*Directorium Inquisitorum*, pp. 577, 578.)

quelconque, quoi que fasse, quoi que dise l'évêque de Beauvais¹. Ce prélat est seul à s'exhiber, à présider, à faire acte d'autorité, à prendre les plus graves décisions. C'est qu'un procès mené par « l'amé et féal conseiller du roi d'Angleterre » pouvait seul donner satisfaction aux dirigeants de la politique anglaise ; aussi est-ce à lui seul qu'ils se sont adressés.

V.

DE LA COMPOSITION DU TRIBUNAL APPELÉ A JUGER LA PUCELLE.
LUI AUSSI, TRIBUNAL UNIQUEMENT ANGLAIS.

En faisant du procès de la Pucelle un faux procès de l'« Ordinaire » en cause de foi, en réduisant le vice-Inquisiteur Jean Lemaître au rôle de juge muet, l'évêque de Beauvais facilitait singulièrement la tâche qu'il avait assumée ; néanmoins, il eût pu rencontrer de sérieux obstacles si, en constituant le tribunal, il ne l'eût composé de manière à ce qu'il fût lui aussi uniquement anglais. Avec le concours de l'Université de Paris il y réussit à merveille. Dans le choix de ses auxiliaires immédiats, de ses conseillers intimes, des maîtres et docteurs qui devaient former son conseil

1. Henri Martin a remarqué cet effacement de l'Inquisiteur Jean Lemaître. « Nous verrons, dit-il, que les agents officiels de l'Inquisition ne jouèrent au procès qu'un rôle subalterne. » (*Histoire de France*, t. VI, p. 236, note 2. In-8°, Paris, 1857.)

théologique et juridique, des principaux assesseurs, il se préoccupa fort du savoir, de l'intelligence, de la réputation des personnages sur lesquels il avait jeté les yeux ; mais la condition qu'il mit en première ligne fut que tous, officiers du tribunal, conseillers intimes, assesseurs, théologiens, nourrissent des sentiments anglais, qu'ils eussent rompu avec le parti national et qu'ils formassent de la sorte un tribunal uniquement anglais.

Un des incidents qui marquèrent l'ouverture des débats nous renseigne sur ce point.

Le 20 février 1431 (nouveau style), la Pucelle était citée à comparaître par-devant ses juges le lendemain, à huit heures du matin, dans la chapelle du château de Rouen. Jeanne répondit qu'elle comparaitrait volontiers. Mais elle demanda que les juges ne se bornassent pas à s'entourer d'ecclésiastiques du parti anglais, qu'ils s'adjoignissent également des ecclésiastiques du parti français.

L'évêque de Beauvais ne daigna pas donner acte de sa requête à l'accusée ; il n'en donna pas davantage communication aux membres du tribunal et il n'en tint naturellement aucun compte. Jeanne ne fut entendue et jugée que par des prêtres partisans de la cause anglaise.

Procès anglais de vengeance d'Etat, disions-nous plus haut. Faux procès d'Eglise, faux procès de « l'Ordinaire », mais entre les mains d'un tribunal unique-

ment anglais, devons-nous ajouter et maintenir jusqu'au bout.

Pour donner aux débats une solennité exceptionnelle, Pierre Cauchon, au nom du gouvernement anglais, invita l'Université de Paris, les chanoines du chapitre de Rouen et un grand nombre de religieux et de prêtres séculiers des provinces occupées par les Anglais à y prendre part.

Cet appel fut entendu. Plus de cent ecclésiastiques parurent au procès. Cinquante-six, sans compter les trente chanoines du Chapitre métropolitain, donnèrent leur avis dans la délibération qui aboutit à la sentence du 24 mai. Quarante-deux le donnèrent dans la délibération qui précéda la sentence finale.

L'Université de Paris s'empressa de répondre à l'appel de l'évêque-juge en lui envoyant ses docteurs les plus habiles et les plus réputés. L'évêque de Beauvais fit d'eux ses conseillers intimes habituels, et ses coopérateurs dans les conjonctures les plus délicates. Par leur entremise, l'*Alma mater* fut tenue au courant de tout ce qui se faisait. C'est entre Pierre Cauchon, les docteurs de Paris et l'*Alma mater*, cercle anglais s'il en fut, que se traita la question des fameux douze articles; c'est de Paris que vint l'avis doctrinal auquel se rangèrent en très grande majorité les docteurs et maîtres invités à délibérer sur ce sujet.

Parmi les assesseurs qui figurèrent aux débats, il y en eut qui, bien qu'attachés à la cause anglaise, enten-

daient ne faire qu'œuvre de justice et n'obéir qu'à leur conscience. N'y avait-il pas de ce côté un péril à conjurer ? A tout prix, il importait de mettre ces indépendants hors d'état de nuire. L'évêque de Beauvais se chargea d'y pourvoir. La grande autorité que lui conférait son titre de « juge ordinaire en la cause » lui en fournit le moyen. Elle lui donnait le droit d'intervenir dans toutes les questions où l'attitude des assesseurs suspects pouvait susciter de l'embarras. Le prélat usa de son droit tout à son aise. Secondé par le comte de Warwick qu'on apercevait toujours derrière lui, il fit régner la terreur que nous avons rappelée plus haut et qui rendit inutiles les meilleures intentions. A la dernière séance, ayant la surprise désagréable de se heurter contre une majorité hostile à ses desseins, Cauchon paya d'astuce et d'audace. Dissimulant sa vraie pensée, il garda le silence. Le lendemain, on sut ce qu'il pensait, car il rendait contre la Pucelle une sentence de relaps, montrant ainsi le cas qu'il faisait des sentiments et des votes de cette majorité.

CHAPITRE VIII.

LE FAUX PROCÈS ECCLÉSIASTIQUE DE ROUEN, PROCÈS
per fas et nefas. — MONSTRUEUX DÉNIS DE JUSTICE.

L'évêque chargé par les deux Régents de faire son procès à la Pucelle a composé son tribunal ainsi qu'il l'entendait. C'est bien le tribunal, anglais uniquement, qu'il a rêvé ; anglais par le personnel qui le compose, anglais par l'or qui est distribué, anglais par le but poursuivi. Il n'y a plus qu'à les voir à l'œuvre, le juge et ses conseillers. Qu'attendre de la situation dans laquelle ils se trouvent vis-à-vis de la Pucelle ? Un tel procès commencé *per nefas* se poursuivra de même ; et c'est ainsi que, dès l'ouverture des débats, nous sommes en présence de dénis de justice qui, ôtant à la prisonnière tous moyens légitimes de défense, rendent sa perte inévitable.

Ces dénis de justice, vraiment monstrueux, sont le refus opiniâtre de mettre Jeanne en prison ecclésiastique, et celui de lui donner au commencement de la cause un avocat et un conseil.

I.

DU REFUS DE METTRE LA PUCELLE EN PRISON D'ÉGLISE
DURANT LE PROCÈS.

Dans toute cause de foi, le droit exigeait que l'accusé fût détenu, non en prison séculière, mais en prison ecclésiastique. C'était donc pour l'évêque de Beauvais un devoir formel d'accorder cette satisfaction à la Pucelle, dès le commencement du procès. Les lois divines et humaines, les convenances les plus élémentaires, consacraient ce droit de la jeune fille.

L'évêque de Beauvais ne tint compte ni des unes, ni des autres.

« Avant que le procès fût commencé et plusieurs fois pendant qu'il se poursuivait, la Pucelle demanda qu'on la mit en prison d'Eglise. L'évêque de Beauvais n'y voulut jamais consentir¹. »

Plusieurs assesseurs insistèrent afin que satisfaction fût donnée aux lois canoniques et à la loi naturelle elle-même, car c'était une question de décence autant que de justice.

Pierre Cauchon persista dans son refus. Sans s'émou-

1. *Procès*, t. III, p. 137. Déposition du notaire-greffier G. Manchon.

voir, il se contenta de répondre que « cela déplaisait aux Anglais¹ ».

Et il en fut ainsi à chacune des réclamations formulées à ce sujet.

Sourd à la voix de la conscience et du droit, l'homme de l'Angleterre le fut tout autant à celle de la pudeur et de l'humanité. Il savait quelles seraient les conséquences abominables de la mesure qu'il imposait : les vexations, les mauvais traitements, les injures, les sarcasmes, les attentats à l'honneur que la malheureuse prisonnière allait avoir à souffrir durant tout le procès de la part des soudards qui la gardaient nuit et jour. « Du commencement à la fin du procès, Jeanne entre les mains de ses ennemis ne cessa, dit un témoin oculaire, d'être tourmentée et traitée cruellement en prison séculière². »

Il y avait à Rouen une prison ecclésiastique avec des chambres réservées aux femmes. A des femmes également étaient confiés le service des prisonnières et leur garde. Dans la tour où elle était enfermée, jamais Jeanne ne vit paraître une femme pour la servir ; pas même durant la maladie qui, aux environs de Pâques, mit ses jours en danger. Pierre Cauchon veillait à ce qu'il ne se fit rien qui pût « déplaire aux Anglais ». Et ces soins leur eussent déplu.

1. *Procès*, t. II, pp. 7-8. Déposition de Frère Martin Ladvenu.

2. *Procès*, t. II, *loco supra citato*.

Ah ! par exemple, ce qui leur plaisait et, par suite, ce qui devait plaire à cet homme plus geôlier que juge, plus valet qu'évêque, c'étaient les propos lubriques, les injures obscènes dont ne se privaient pas les Anglais qui gardaient la prisonnière, et les violences qui mirent plus d'une fois son honneur de vierge en péril. Procès d'Eglise, un procès pareil ? Qui oserait le prétendre ? Qu'on dise : Faux procès d'Eglise ; ou simplement : Procès anglais *per fas et nefas* !

II.

REFUS, DÈS LE COMMENCEMENT DU PROCÈS, DE TOUT CONSEIL
ET DÉFENSEUR A L'ACCUSÉE.

Une des erreurs les plus graves en elles-mêmes et dans leurs conséquences qu'ait soutenues J. Quicherat a consisté à prétendre que Pierre Cauchon avait usé d'un droit que lui conféraient les Décrétales des papes lorsque, dès le commencement du procès, il repoussa la requête de l'accusée et lui refusa un défenseur et un conseil. Ce langage, s'il était exact, aurait pour effet de soustraire l'évêque de Beauvais à l'écrasante responsabilité et à l'odieux que l'illégalité de son refus fait peser sur lui ; de plus, cette opinion, en attribuant aux Souverains Pontifes des instructions en opposition avec les notions de justice les plus élémentaires, ajoute à l'erreur l'outrage et la calomnie.

Nous avons plusieurs fois traité ce sujet, et tout récemment, dans notre Etude sur *la Société de l'Histoire de France et Jules Quicherat*, note xvi. En cette note particulièrement, nous avons montré par des textes irrécusables que les Souverains Pontifes interdisent aux juges de refuser un défenseur aux accusés en cause de foi.

Telle était la loi au quinzième siècle, comme aux treizième et quatorzième. Voici ce que furent les faits.

Jeanne, forte de son droit, réclame un défenseur. L'évêque de Beauvais le lui refuse.

« Dès le commencement des débats, témoignait le prêtre Jean Massieu, exécuter des commandements du tribunal, l'accusée demanda qu'on lui donnât un conseil pour la diriger dans ses réponses, car elle était trop simple pour répondre d'elle-même. On lui répondit qu'elle ferait comme elle l'entendrait et qu'elle n'aurait pas de conseil¹. »

Et il en fut ainsi jusque vers la fin du procès, à ce que nous apprend Frère Martin Ladvenu. La pauvre fille « n'eut ni avocat, ni conseiller, ni défenseur. Personne n'eût osé se mêler de la conseiller, de la diriger, de la défendre². »

Pourquoi l'évêque de Beauvais en usa-t-il de la sorte

1. *Procès*, t. II, p. 334.

2. *Ibid.*, p. 364. — Sur la fin des débats cependant, le 17 mars, après les quinze interrogatoires, on lui offrit un conseiller qu'elle

envers cette accusée mineure, qui ne savait ni lire, ni écrire? Pourquoi ce déni de justice, vrai crime de lèse-humanité?

La réponse à ces questions n'est que trop aisée; il fallait arriver sûrement et promptement au dénouement fixé par le gouvernement anglais.

Pour cela, qu'y avait-il de mieux à faire que de placer l'accusée dans l'impossibilité de se défendre contre ses accusateurs, d'éviter les pièges que les interrogatoires allaient semer sous ses pas, que de l'obliger à se compromettre malgré tout? Et pour y réussir, quel moyen plus efficace à employer que de lui refuser tout avocat et tout conseil?

Autre motif de ne pas se départir de ce refus.

Jeanne, avec un avocat et un conseil, pouvait causer à ses juges de grands embarras, leur opposer des motifs de récusation, en appeler au pape dans les conditions légales requises. Privée d'avocat et de conseil, ses récusations et ses appels demeuraient stériles; jamais elle ne pourrait remplir les formalités exigées par les règles de la procédure pour que ces récusations et ses appels aboutissent.

En définitive, ce refus de conseil et de défense laissait la pauvre prisonnière à la merci de ses ennemis mortels; il détruisait jusqu'à l'ombre des garanties

refusa; et plus tard, le docteur Pierre Maurice qu'elle accepta (*Procès*, t. II, p. 343).

sans lesquelles un procès n'est plus qu'un guet-apens d'une espèce particulièrement scélérate.

On ne nous reprochera pas ces expressions acerbes, si l'on veut bien peser les conséquences terribles qui résultèrent de ces dénis de justice : l'impossibilité pour l'accusée de faire aboutir ses récusations et ses appels au pape ; la facilité procurée à ses ennemis de susciter en prison séculière le cas apparent du relaps dont ils avaient besoin et, par suite, la sentence infamante qui conduisit Jeanne au bûcher.

III.

CONSÉQUENCES DES PRÉCÉDENTS DÉNIS DE JUSTICE. — EN VAIN L'ACCUSÉE RÉCUSE-T-ELLE PIERRE CAUCHON EN QUALITÉ DE JUGE LÉGITIME.

La Pucelle n'a pas manqué, au cours du procès, de récuser l'évêque de Beauvais, en qualité de juge légitime.

L'exécuteur des commandements du tribunal, le prêtre Jean Massieu, rapporte avoir ouï Jeanne le récuser formellement. Le texte officiel du procès n'a point reproduit ses récusations ; mais on les aperçoit entre les lignes des interrogatoires, et il y a apparence que le rédacteur a pris la précaution de les supprimer.

« J'ai souvenance, déposait Jean Massieu à l'enquête de 1456, qu'un jour, dans les commencements du pro-

cès, Jeanne dit à l'évêque de Beauvais qu'il était son ennemi » et conséquemment qu'il ne pouvait pas être son juge. L'évêque répondit : « Le roi m'a commandé de faire votre procès, et je le ferai¹. »

L'interrogatoire dans lequel la jeune fille paraît avoir fait entendre une protestation identique est celui du 24 février 1431, troisième interrogatoire public.

Jeanne vient de dire que sa Voix lui a « recommandé de répondre hardiment, que Dieu lui viendrait en aide ». Mettant alors en pratique la recommandation que la Voix lui a faite, elle regarde en face l'évêque de Beauvais et l'interpelle en ces termes :

« Vous, évêque, *vous prétendez que vous êtes mon juge*. Prenez garde à ce que vous faites, car, en vérité, je suis envoyée de Dieu et vous vous mettez en grand danger². »

En disant : « Vous prétendez que vous êtes mon juge », l'accusée donne à entendre clairement qu'il ne l'est point pour elle.

Jeanne avait-elle raison de penser de la sorte ; la récusation qu'elle opposait était-elle légitime ? Elle l'était assurément, si les raisons invoquées étaient elles-mêmes légitimes. Nous ne tiendrons pas compte présentement du défaut de juridiction que nous avons constaté plus haut chez l'évêque de Beauvais. Jeanne

1. *Procès*, t. III, p. 154.

2. *Procès*, t. I, p. 60.

ignorait ces choses-là ; mais elle avait d'autres raisons à faire valoir, de ces raisons qui ne se discutent pas.

A un point de vue général, c'est un principe incontesté de droit naturel et de droit positif que l'accusé peut récuser ses juges. — *Posse recusari judicem, hæc sententia summo jure est tenenda*¹. — Par cela que les juges donnent lieu à des causes justes de récusation, ils cessent d'être légitimes.

Les causes justes de récusation en procès de foi sont :

Inimicitia capitalis aut saltem gravis, — conspiratio in reos, — vel quando judex defensiones juris non concessit, vel advocatum delato negavit, aut quid tale.

Que l'évêque de Beauvais, au commencement des débats, ait refusé contre tout droit, pour plaire aux Anglais, un avocat-conseil à la Pucelle, — *defensiones juris non concessit, advocatum delatæ negavit*, — nous l'avons amplement établi.

Que le même prélat ait travaillé durant tout le procès à procurer la perte et la condamnation de la pauvre fille, — *conspiratio in reos*, — c'est aussi peu contestable que le fait même du procès.

Et qu'il ait été son ennemi capital, au regard des assesseurs, des Anglais et du public, c'est encore une chose si évidente qu'il n'a pas pris la peine de la nier. Jean Massieu nous le rappelait tout à l'heure.

1. *Directorium Inquisitorum*, p. 452.

Non seulement Pierre Cauchon ne conteste pas cette inimitié qu'on lui reproche, mais il en donne à l'occasion des preuves manifestes. Mettant à profit les explications qu'on lui a fournies sur la matière de l'Eglise, Jeanne, au cours des débats, déclare se soumettre volontiers et soumettre sa cause au Concile de Bâle. Le notaire-greffier demande à l'évêque de Beauvais s'il doit mentionner cet acte de soumission dans le procès-verbal de la séance. L'évêque répond que c'est inutile.

Et l'accusée de dire alors à ce juge inique : — Vous faites écrire ce qui est contre moi. Pourquoi refusez-vous de faire écrire ce qui est pour moi¹?

La Pucelle avait donc de justes causes de récusation à faire valoir contre son juge. Pourquoi ses protestations n'ont-elles pas abouti?

Nous ne demandons pas pourquoi Pierre Cauchon n'en a tenu aucun compte; nous en savons trop bien la raison. Il entendait que la marche du procès ne subît aucun retard : il avait hâte de conclure. On devait donc s'attendre à ce qu'il demeurât sourd à toutes les réclamations de l'accusée.

Mais il y avait des règles de procédure qu'il ne pouvait supprimer. Si Jeanne eût été à même de les appliquer, si elle avait présenté au tribunal ses réclamations selon les formes voulues, le tribunal eût dû

1. *Procès*, t. II, pp. 349, 350.

lui en donner acte dans le texte officiel du procès, encore que l'on fût décidé à n'en faire aucun cas. Il eût fallu, de plus, avoir l'air d'y prêter attention, de s'en occuper et d'effectuer des semblants d'examen. Pierre Cauchon n'en voulait à aucun prix. C'est pourquoi il mit l'accusée dans l'impossibilité de formuler légalement ses récusations. Comment cela ? En lui refusant un avocat et un défenseur.

On conçoit, en effet, que, ignorante en matière de procédure et de droit, ne sachant ni lire ni écrire, la Pucelle eût absolument besoin des conseils et du concours d'un juriste dévoué pour la mettre au courant des démarches à faire, des moyens à prendre, des formes à employer, et pour rédiger en son nom les requêtes à présenter aux juges par l'intermédiaire des notaires-greffiers. Des conseils et un concours de ce genre lui faisant défaut, l'accusée eut les mains liées ; elle se trouva réduite à une impuissance totale, ses justes causes de récusation ne lui servirent de rien, et aucune puissance au monde ne put empêcher son juge d'instrumenter contre elle, sous la protection du gouvernement anglais, et d'en arriver à ses fins.

Voilà pourquoi, encore un coup, l'évêque de Beauvais, au début du procès, refusa un avocat-conseil à sa victime.

IV.

DES APPELS DE LA PUCELLE AU PAPE. — POURQUOI
N'ONT-ILS PAS ABOUTI.

La raison qui explique pourquoi les justes causes de récusation que la Pucelle aurait pu invoquer contre ses juges ne lui ont servi de rien, est également celle qui explique pourquoi ses appels au Pape ont été de nul effet. Sans doute, ses juges étaient décidés à ne s'y prêter en aucune manière; mais, en prévision, ils avaient mis l'accusée hors d'état de donner à ses appels une forme efficace. Il y a peu de circonstances du procès qui mettent mieux en lumière les sentiments de Pierre Cauchon, juge en la cause, que la façon dont il traite ce sujet si grave de l'appel de Jeanne à l'Eglise et au Saint-Siège.

L'usage des appels au Pape et à Rome dans les causes ecclésiastiques, dogmatiques, disciplinaires, judiciaires, remonte aux premiers siècles. Au quinzième siècle, le droit en était reconnu, la forme réglée, la jurisprudence établie. Pour toutes les causes majeures, cet appel faisait loi. En principe, ces causes majeures étaient réservées au Saint-Siège. Au nombre de ces causes majeures figuraient celles qui avaient pour objet les inspirations, apparitions, révélations surnaturelles. A ce titre, la cause de la Pucelle était manifestement

une cause majeure, car on ne s'y occupait que d'inspirations, de révélations, d'apparitions d'anges et de saintes, et on recherchait principalement si elles procédaient du bon ou du mauvais esprit.

Cause réservée au Pape en tant que cause majeure, la cause de Jeanne devait de plus être évoquée à son tribunal suprême, en vertu de l'appel formulé à plusieurs reprises par l'accusée, notamment le jour du « prêche » du cimetière de Saint-Ouen.

L'auteur du *Directorium Inquisitorum*, contemporain de Jeanne à quelques années près, Nicolas Eymeric, enseigne que « le droit du Souverain Pontife d'évoquer à lui les causes majeures et de recevoir l'appel formé dans tous les tribunaux ecclésiastiques est absolument certain ».

En ce qui concerne les procès en cause de foi, le même canoniste définit le droit légitime d'appel et trace la marche à suivre pour le faire aboutir.

« L'appel de l'accusé, remarque-t-il, peut être juste et il peut ne pas l'être. Quand il est juste, il s'impose de droit. En certains cas où la justice n'en est pas manifeste, il est même du devoir du juge d'y déférer. »

Ce devoir existera toutes les fois que l'accusé en appellera au tribunal du Saint-Siège. Alors, par respect pour le Siège apostolique auquel on fait appel, même dans le cas de doute, le juge devra déclarer qu'il admet ledit appel, qu'il y défère et qu'il renvoie la cause à Notre Très Saint Père le Pape. — *Propter reveren-*

tiam Sedis apostolicæ ad quam extitit appellatum, dicet ipse judex quod dictam appellationem admittit eique defert, totum præsens negotium ad sanctissimum dominum nostrum Papam remittendo.

En même temps, le juge fixera un délai d'un, deux ou trois mois, au terme duquel l'appelant devra comparaître par-devant le tribunal du Siège apostolique et donnera bonne caution à cet effet; à moins que le juge n'estime prudent de ne pas se dessaisir de la personne de l'accusé et de le faire conduire sous bonne garde à Rome, où il enverra, par la même occasion, les minutes du procès closes et scellées¹.

Tels étaient les principes reçus et la jurisprudence usitée, en matière d'appel au Pape, dans toute cause de foi au quinzième siècle.

Et qu'on ne suppose pas ces appels négligés et peu fréquents. Au temps de la Pucelle, les appels et les recours à Rome étaient continuels et se produisaient pour toutes sortes de raisons. « En 1426, lisons-nous dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis* du regretté Père Henri Denifle, des hérétiques accusés de sorcellerie en appelèrent au Pape du fond de leur cachot, à Paris, et furent entendus. Rome ne semblait jamais trop loin aux maîtres et docteurs de l'Université pour envoyer, l'année même du procès de Jeanne, des messagers au Pape, afin d'en obtenir des bénéfices. Et

1. *Directorium Inquisitorum*, pp. 453-455.

c'est à Rome également que l'*Alma mater* recourait pour réclamer à plusieurs reprises l'assistance du Souverain Pontife contre un de ses suppôts rebelles nommé Paul Nicolas¹.

Les plus puissants motifs commandaient à l'évêque de Beauvais de prendre au sérieux l'appel au Pape formé par la Pucelle : la nature même de la cause, « cause majeure » par excellence, la difficulté de la matière, le respect dû au Siège apostolique — *ob reverentiam Sedis apostolicæ*, — les intérêts en jeu, l'honneur et la vie d'une toute jeune fille.

Au cimetière de Saint-Ouen, Jeanne fait de cet appel son unique réponse aux instances de l'évêque de Beauvais pour l'amener à soumettre ses dits et faits « aux clercs et gens en ce connaissants » et à souscrire par avance à l'appréciation qu'ils détermineraient.

L'accusée demande qu'on les soumette, non à ces clercs qui n'ont rien de commun avec l'Eglise, mais à l'Eglise elle-même; et pour qu'on ne se méprenne pas, à l'Eglise de Rome même, « à Notre Seigneur le Souverain Pontife, auquel, après Dieu, elle se réfère ».

Pierre Cauchon, parlant non en évêque mais en avocat vendu à l'Angleterre, réplique que « cela ne suffisait pas » — le jugement du Pape déclaré insuffisant ! — « qu'on ne pouvait aller chercher le Pape si loin ». Et

1. *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris*, t. XXIV, p. 5.
— Article du P. Henri Denifle et d'Emile Châtelain, traduit du *Chartularium*, t. IV.

à trois reprises, il somme l'accusée de s'exécuter comme il l'entend.

A trois reprises, l'accusée déclare publiquement « s'en référer à Rome et à Notre Seigneur le Pape ».

L'évêque-juge, tenant pour non avenu ce triple appel, n'y répond que par la lecture de la sentence, au cours de laquelle se produisit la « prétendue abjuration¹ ».

Reviendra-t-on sur ce prétexte que l'appel à Rome n'avait pas été présenté au tribunal dans les formes voulues? Mais à qui en attribuer la responsabilité? Serait-ce à l'accusée même? Qui songerait à le soutenir? Sans avocat pour la diriger, sans juriste pour la conseiller, impossible à Jeanne de rédiger son appel au Pape dans la forme requise, comme il lui avait été impossible de rédiger sa demande de récusation.

Lorsque l'évêque de Beauvais refusait à la malheureuse prisonnière l'avocat et le défenseur qu'elle réclamait, il avait prévu toutes les conséquences de son refus. Il imprimait au procès ainsi mené le caractère de procès *per fas et nefas*, dont les sophismes les plus spécieux ne le dépouilleront pas.

Il nous resterait à rappeler les conséquences qu'amènent le refus de mettre la Pucelle en prison ecclésiastique avec des femmes pour la garder, soit dès le commencement du procès, soit après la sentence du

1. *Procès*, t. I, pp. 444 et seq.

cimetière de Saint-Ouen, malgré la promesse formelle que les juges lui en avaient faite. Un mot peut donner l'idée de l'horrible situation que créèrent à Jeanne ces cinq mois de réclusion dans la tour du château de Rouen, sous la garde de souldards qui l'accablaient de vexations de toute sorte, d'injures et d'outrages : ce mot est celui de « martyr ». Martyre physique dans une certaine mesure, martyr moral sans mesure. La consommation de ce double martyr fut le guet-apens qui provoqua le cas apparent du relaps et, par suite, avec la sentence du 30 mai, la mort ignominieuse et cruelle de la condamnée.

Le lecteur trouvera dans les histoires de l'héroïne les détails que nous ne pouvons donner ici.

V.

ACCUMULATION DES IRRÉGULARITÉS DE TOUT GENRE.

SATISFACTION DONNÉE AUX ANGLAIS.

Les dénis de justice que nous venons de rappeler sont de ceux dont la simple raison et un sentiment d'équité naturelle suffisent à faire ressortir la monstruosité. Nous n'entreprendrons pas d'énumérer les irrégularités criantes dont le procès est semé ; nous nous bornerons à quelques observations. Ce qu'on peut affirmer sans témérité, c'est que l'évêque de Beauvais usa largement du blanc-seing que lui avaient donné

les chefs du gouvernement. Il prit, avec le droit naturel, les règles canoniques et les simples convenances, toutes les libertés qui lui rendaient sa tâche plus facile. Que dire, par exemple, de la manière dont furent conduits les interrogatoires et des sujets qui y furent traités? Pierre Cauchon n'affichait-il pas effrontément son dessein d'amener l'accusée à se perdre sans retour, en l'interrogeant sur des questions de théologie auxquelles plusieurs des maîtres et docteurs présents eussent été en peine de répondre; en provoquant ces discussions sur le sujet de l'Eglise, sur la détermination de ses dits et faits, matière si aisée à obscurcir et qui, justement en ce quinzième siècle, provoqua des divisions si profondes parmi les Pères des Conciles de Constance et de Bâle? Que pouvait savoir une petite paysanne n'ayant appris que le catéchisme, de sujets théologiques à propos desquels les Gerson, les Pierre d'Ailly et les plus savants docteurs ne trouvaient pas le moyen de se mettre d'accord?

Des interrogatoires ainsi conduits n'étaient pas de nature à faire la lumière sur les crimes imputés à l'héroïne, mais ils servaient merveilleusement les desseins des Anglais, et c'était l'important. Servir ces desseins était la préoccupation unique de l'évêque de Beauvais. Il suffit de parcourir les articles du Réquisitoire pour en être convaincu; il suffit surtout de rapprocher du texte des interrogatoires la rédaction des douze articles qui furent soumis au jugement de l'Université de Paris.

Quatre-vingt six maîtres et docteurs, sans compter les facultés de théologie et de décret de l'Université, transmirent à Pierre Cauchon leur avis sur ces articles. En très grande majorité, ces docteurs adoptèrent les qualifications de l'*Alma mater*. Mais ils les adoptèrent sans avoir pris le soin de vérifier la conformité des douze articles avec les réponses de la Pucelle consignées au procès. Les douze articles dénaturant et falsifiant ces réponses, les délibérations doctrinales n'avaient d'autre base que le faux et n'étaient d'aucune valeur juridique.

L'intervention de l'Université dans la qualification des douze articles révélait, s'il en eût été besoin, le caractère anglais du procès en cours. Les résolutions relatives à l'abjuration du cimetière de Saint-Ouen qui furent arrêtées entre le cardinal d'Angleterre, les docteurs de Paris et l'évêque de Beauvais, achèvent de déchirer les voiles. Pour plus de sûreté, ces personnages tiennent leurs résolutions secrètes. Il est entendu qu'on feindra une abjuration de surprise, afin de paraître n'avoir pu observer les règles prescrites par les lois canoniques. Sérieuse ou non, l'abjuration une fois obtenue, l'on remettrait la condamnée en prison d'Etat. De gré ou de force, le cas de relaps serait obtenu, constaté, soumis aux délibérations des assesseurs, et la conséquence serait l'abandon de l'hérétique relapse au bras séculier.

A partir de ce moment, je veux dire de la prépa-

ration de l'abjuration, les illégalités ne se comptent plus ; elles se succèdent sans interruption.

On voit se produire un véritable complot pour arracher à la Pucelle l'abjuration qu'on désire.

Jeanne s'y refusant, on a recours à un faux et on substitue à la cédule authentique la cédule qui est demeurée au procès.

L'on assiste à une parodie d'abjuration, sans serments, sans l'appareil requis, non à une abjuration telle que le droit la déterminait en cause de foi.

On promet à l'accusée de la mettre en prison ecclésiastique, et l'on viole impudemment cette promesse.

Remise en sa prison du château royal, ses gardiens contraignent la Pucelle à reprendre l'habit d'homme ; après qu'elle l'a repris, un attentat à son honneur l'oblige à le garder.

Pierre Cauchon s'empresse de constater cette reprise dont, à la faveur de la fausse cédule, il fait un cas de relaps.

Le lendemain 29 mai, dernière séance du procès, délibération unique du procès de rechute. Trente-neuf assesseurs, sinon quarante, demandent qu'on fasse lire à la prétendue relapse en leur présence la fausse cédule, et ne votent que conditionnellement.

L'évêque de Beauvais s'y refuse. Il n'a ouvertement pour lui que deux assesseurs sur quarante-deux : il n'en livrera pas moins l'héroïne au bûcher.

Le lendemain, prédication sur la place du Vieux-

Marché, prononcé de la sentence définitive, condamnation infamante et martyr de Jeanne d'Arc.

Pierre Cauchon a tenu sa parole. Le faux procès ecclésiastique a fait son œuvre essentiellement anglaise. L'ennemie de l'Angleterre est morte par arrêt de justice, comme on l'avait ordonné, et elle a été « brûlée vive ».

CHAPITRE IX.

LE PROCÈS DE ROUEN PROCÈS D'ÉGLISE UNIQUEMENT ANGLAIS, AVEC EXCLUSION DU CHEF DE L'ÉGLISE, PAR LA VOLONTÉ BIEN ARRÊTÉE DE L'ANGLETERRE.

Dans ce chapitre, nous nous proposons de mettre en lumière ces deux points :

1^o Etant donnés les desseins du gouvernement anglais; il ne pouvait permettre que le procès de la Pucelle fût jugé par le chef de l'Eglise ou par un tribunal que le pape aurait constitué lui-même.

En fait, aucun des deux Papes régnants n'est intervenu, soit avant, soit pendant la cause : cela, uniquement parce que le gouvernement anglais ne le voulait pas.

2^o On a dit et répété que si Jeanne a été, à Rouen, finalement condamnée, c'est parce que la procédure d'après laquelle elle fut jugée était la procédure inquisitoriale.

C'est le contraire qui est la vérité.

Si Jeanne a été finalement condamnée, c'est parce qu'on n'a pas suivi dans le procès les règles de cette procédure, c'est qu'on les a cyniquement violées. Si

on les eût observées, jamais l'héroïne n'eût été condamnée; jamais, à coup sûr, elle n'eût été brûlée.

En résumé, le procès de Rouen, comme procès d'Eglise, présente cette circonstance aggravante, que le chef de l'Eglise a été mis dans l'impossibilité d'intervenir; cela par la volonté bien réfléchie de l'Angleterre.

I.

OPPOSITION FORMELLE DU GOUVERNEMENT ANGLAIS A L'INTERVENTION DU CHEF DE L'EGLISE.

Le procès de la Pucelle, on vient d'en avoir la preuve, a été, en tant que procès ecclésiastique; un procès uniquement anglais : anglais, car il a été jugé à Rouen, ville à ce moment en la possession de l'Angleterre; anglais, car les prélats et docteurs qui formaient le tribunal étaient eux-mêmes Anglais, ou de nationalité, ou par attache politique, ou de sentiment; anglais, car ils jugeaient sous la « protection menaçante des haches anglaises »; anglais, car anglais était l'or qui leur était compté; anglais enfin, car ils sentaient peser sur eux la main lourde du gouvernement anglais, qui voulait, comme il sait vouloir, que l'accusée, son ennemie, « ne mourût pas autrement que par arrêt de justice et qu'elle fût brûlée ».

En ces conditions-là, était-il possible que les Grands Conseils de Londres et de Paris songeassent à faire

intervenir le chef de l'Eglise? Ils n'y pouvaient pas plus songer qu'à faire juger Jeanne par une cour civile, ou par un tribunal mi-partie français, mi-partie anglais.

Nous pourrions invoquer, comme preuve suffisante de leur hostilité à toute intervention du Saint-Siège, la mesure qu'ils prirent en faisant juger la Pucelle, non par un tribunal d'Inquisition proprement dit, mais par un évêque sans pouvoirs, c'est-à-dire par un faux juge ecclésiastique.

Néanmoins, abondance de preuves ne nuisant pas, nous relèverons parmi les circonstances de la cause celles qui trahissent les desseins des deux Régents.

1^o Notons d'abord le mystère dont on entoure le procès. Le roi d'Angleterre n'a garde d'aviser Rome de ses intentions au sujet de la Pucelle, encore que, d'après ce qu'il écrira plus tard, le procès qu'il a dessein de lui intenter en cause de foi intéresse la chrétienté tout entière. Avant et pendant les débats, ce prince reste en correspondance suivie avec l'Université de Paris, sur laquelle il sait pouvoir compter. Il affecte, au contraire, d'ignorer Rome, parce qu'il sait n'avoir qu'à perdre à son intervention.

Donc, mystère et silence autour de la cause. Le gouvernement anglais veut frapper fort, promptement et à coup sûr. Il a besoin d'avoir les mains libres. L'intervention d'une puissance quelconque, temporelle ou

spirituelle, lui déplairait et le gênerait souverainement : il ne la souffrira pas.

2^o Dans ses Lettres patentes du 3 janvier, le roi Henri VI a dénoncé son intention formelle de ne pas livrer sa prisonnière aux juges ecclésiastiques ; il n'entend que la leur prêter. Et encore ne la prêtera-t-il qu'au seul évêque de Beauvais, son « amé et féal conseiller ». Si la jeune fille n'était pas brûlée comme elle devait l'être, Henri VI se réserve de la « ravoir » pour en décider à sa guise.

Le Pape intervenant, le roi d'Angleterre eût-il pu refuser de remettre Jeanne entre ses mains ? Difficilement. Le plus sûr était donc, pour ne pas avoir à modifier ses intentions, que Henri VI laissât le Saint-Siège dans l'ignorance du procès arrêté.

3^o Les chefs de la politique anglaise ont choisi, pour faire le procès de la Pucelle, un évêque qui n'était pas son juge « Ordinaire », qui n'avait ni pouvoirs propres ni pouvoirs délégués. Choisir un pareil juge, c'était afficher pour une des lois de l'Eglise les plus solennelles un profond mépris. En agissant de la sorte, les auteurs de ce choix n'élevaient-ils pas un mur infranchissable entre le juge choisi et le Pontife suprême ? Ne s'engageaient-ils pas à éviter des rapports qui n'eussent abouti qu'à leur confusion et à celle de leur protégé ?

Cette même volonté d'ignorer Rome et le Saint-Siège

durant la cause explique seule les irrégularités criantes qui ont entaché le procès de Rouen, et qui en ont fait une œuvre exceptionnelle de cynisme et d'iniquité. Pour les commettre sans embarras et sans scrupules, il fallait que maîtres et valets se sentissent loin, bien loin de la capitale du monde catholique et de son Chef.

4° Lorsque le gouvernement anglais fit proposer à l'évêque de Beauvais de se charger du procès de la Pucelle, la question de l'intervention du Pontife romain au procès fut certainement posée et tranchée. En quel sens fut-elle tranchée ? Elle le fut en ce sens que le Saint-Siège ignorerait tout et que, le cas échéant, il serait mis dans l'impossibilité d'intervenir. Pierre Cauchon n'accepta la proposition qui lui était faite qu'à cette condition. Avec des conditions différentes, il n'eût pu mettre au monde les douze articles, le faux récit de la « prétendue abjuration » du 24 mai, le faux texte du formulaire, le guet-apens du relaps et la fausse Information posthume.

Certainement, le duc de Bethford lui donna l'assurance qu'il n'aurait jamais à rendre compte de ses actes, quels qu'ils fussent, au Chef de l'Eglise. Il l'avait, cette assurance, lorsque, à l'ouverture du procès, il disait au notaire-greffier, Guillaume Manchon, en présence de plusieurs maîtres et docteurs : « Il nous faut bien servir le Roi. Nous avons l'inten-

tion de faire un beau procès contre cette Jeanne¹. »

Et le roi d'Angleterre en publia la preuve officielle, lorsque, douze jours seulement après le supplice de la Pucelle, il délivra au juge qui l'avait si bien servi les lettres de garantie qui le plaçaient sous sa protection royale²

Nous en avons déjà fait l'observation : avant le procès, Pierre Cauchon n'agit qu'au nom du roi d'Angleterre ; pendant le procès, il ne parle que du roi d'Angleterre, jamais de l'Eglise et de son Chef.

La vérité historique n'est pas : L'évêque de Beauvais s'est offert au Chef de l'Eglise pour juger la Pucelle. La vérité historique est : L'évêque de Beauvais s'est offert au roi d'Angleterre et à son gouvernement pour faire à la prisonnière son procès.

Jamais, au cours des débats, Pierre Cauchon n'a dit : « Le Pape m'a ordonné de faire votre procès, et je le ferai. »

Il dira, au contraire : « Le Pape est bien loin ; on ne peut pas aller l'y chercher³. »

Il disait vrai. Le pape était loin ; ni le gouvernement anglais, ni l'évêque de Beauvais n'allèrent le chercher.

1. *Procès*, t. III, p. 137.

2. *Ibid.*, t. III, p. 240.

3. *Ibid.*, t. I, p. 445.

II.

DES PIÈCES JOINTES AU PROCÈS EN VUE DE PRÉVENIR ET DE
TROMPER L'OPINION. — DES LETTRES DU ROI D'ANGLE-
TERRE ET DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS EN PARTICULIER.

Tant que dura le procès de Jeanne d'Arc, le gouvernement anglais, nous l'avons vu, fit régner autour des débats le plus profond mystère. Mais quand le bûcher l'eut débarrassé définitivement de son ennemie, il s'empressa de prévenir l'opinion et essaya de la gagner à sa cause. Les rôles furent distribués entre les principaux acteurs comme il suit.

L'évêque de Beauvais publierait, au lendemain de l'exécution, l'Information ou Enquête posthume dans laquelle un certain nombre de témoins attesteraient que l'accusée, le matin même de son supplice, aurait renouvelé son abjuration, le reniement de ses Voix et l'aveu des crimes que ses juges lui avaient reprochés.

Vers ce même temps, le roi d'Angleterre lui-même adresserait deux lettres, travestissant et dénaturant les faits : l'une à l'empereur et aux princes de la chrétienté ; l'autre aux prélats, ducs, comtes et cités de son royaume de France.

L'Université de Paris se réserverait d'informer le Pape et le Sacré-Collège du procès et de son dénouement.

Ce programme fut exactement rempli.

Pierre Cauchon rédigea l'Information posthume projetée et lui assigna pour date le 7 juin 1431.

Les deux lettres du roi d'Angleterre furent écrites à Rouen : la première, aux princes de la chrétienté, en latin, à la date du 8 juin ; la seconde, aux prélats et cités « de son royaume de France », en français, à la date du 28 juin. Le tout fut joint au procès.

Les lettres de l'Université de Paris au Saint-Siège et au collège des Cardinaux ne portent point de date. Elles furent écrites vraisemblablement en même temps que les lettres du gouvernement anglais ; mais on ignore si elles furent envoyées à Rome sans retard, ou si elles y furent portées en octobre seulement, par les ambassadeurs qui allèrent entretenir le pape des affaires de l'Université. Peut-être ces ambassadeurs estimèrent-ils chose sage de les laisser à Paris.

Notons d'abord ce que ces lettres ont de commun ; nous dirons ensuite ce qu'elles ont de spécial.

1° Ce que ces lettres ont de commun.

Ce que ces lettres ont de commun, c'est de présenter le procès de Rouen comme un procès ecclésiastique régulier, soit au point de vue des juges et du tribunal, soit au point de vue de l'objet, lequel, à les entendre, intéressait uniquement la foi catholique ;

car, disent-elles, il s'agissait de réprimer les entreprises d'une pseudo-prophétesse, d'une pseudo-visionnaire qui se mêlait de répandre dans le peuple ses fausses révélations et ses fausses prophéties, sans l'approbation de l'Église et contre son autorité¹.

Elles passent complètement sous silence le rôle rempli par le gouvernement anglais avant, pendant, après le procès, et la pression qu'il a exercée sur le tribunal pour obtenir la condamnation de l'accusée.

Elles insistent tout spécialement : 1° sur la prétendue abjuration que Jeanne aurait faite de ses erreurs, sur la cédule qu'elle aurait acceptée et signée de sa main : *suos errores ore aperto revocavit et abjuravit, schedulam hujus revocationis et abjurationis propria manu subscribens*; 2° sur son relaps et son retour à ses premières erreurs; 3° sur l'avou qu'elle aurait fait avant son supplice du caractère diabolique des esprits qui lui étaient apparus, et sur les mensonges dont ils l'auraient leurrée.

2° Ce qu'ont de spécial les lettres du roi d'Angleterre.

On aurait mauvaise grâce à prétendre que la position prise par le gouvernement anglais vis-à-vis du Chef de l'Eglise, à l'occasion du procès de la Pucelle, témoigne

1. Voir ces lettres, *Procès*, t. I, pp. 485-493 et 496-499.

d'un grand sentiment de respect envers le Vicaire de Jésus Christ : les lettres qu'il fit écrire au lendemain du supplice de l'héroïne n'en témoignent pas davantage ; elles accentuent, sans ombre d'atténuation et de regret, sa volonté bien arrêtée de traiter ses affaires, même dans l'ordre spirituel, indépendamment du Saint-Siège et comme s'il n'existait pas. Il y avait là autre chose qu'un défaut de soumission et d'égards ; un pareil procédé ressemblait fort à une injure.

Qu'on veuille bien le remarquer : aucune des deux lettres, signées du roi d'Angleterre, qu'on lit à la suite du procès officiel dans la publication de la Société de l'Histoire de France, n'est adressée au Pape ou au Sacré Collège. Henri VI continue à ignorer Rome. On dirait que peu lui importe l'opinion qu'on y concevra du procès qu'il vient de faire juger ; il lui suffit d'avoir en sa faveur l'opinion des princes de la chrétienté et celle des prélats, seigneurs et cités du royaume. C'est pourquoi les deux lettres écrites au nom du monarque anglais sont adressées, l'une « à l'Empereur, aux rois, ducs et autres princes de toute la chrétienté » ; l'autre, « aux Prélats d'Eglise, ducs, comtes et autres nobles, et aux cités de son royaume de France ».

Dans ces deux lettres, ni les papes régnants au temps du procès, ni Rome ne sont nommés. Il y est question en passant de « nostre mère sainte Eglise de laquelle voulons les saintes ordonnances préférer à nos volontés ». On y montre la Pucelle « reboutant le jugement

de notre saint père le Pape, du concile général et de l'universelle Eglise militante ». On y parle plusieurs fois de « l'union de sainte Eglise, du retour de Jeanne » et de sa « soumission à l'ordonnance de sainte Eglise ». Mais cette « sainte Eglise », c'est l'Eglise de Pierre Cauchon et des docteurs et « clercs en ce connaisseurs ».

Henri VI, qui tient à honneur « d'avoir livré Jeanne dite la Pucelle au jugement de sainte mère l'Eglise — *Nos... antedictam mulierem iudicio sanctæ matris Ecclesiæ expeditimus* », — nous apprend quel est le personnage qui représente à ses yeux la sainte Eglise. Ce personnage n'est autre que l'évêque de Beauvais, le juge à qui il fit remettre la Pucelle et qui, avec le vicaire de l'Inquisiteur « et notable nombre de solennels maistres et docteurs, mena par grant solennité et due gravité le procès d'icelle Jehanne¹ ».

3° Ce qu'ont de spécial les lettres de l'Université de Paris.

Si, dans ses lettres, le roi d'Angleterre ignore les papes régnants, l'Université de Paris, dans les lettres qu'elle adressera, l'une « au Pape et à l'Empereur », l'autre « au Collège des cardinaux », ignorera le gouvernement anglais et parlera du procès de Jeanne

1: *Procès*, t. I, pp. 487-491.

comme si l'Angleterre y était demeurée étrangère. A l'exemple et par ordre de son « souverain seigneur » Henri VI, l'*Alma mater* vise à dégager la responsabilité royale. Elle s'attache à présenter le procès comme un procès purement ecclésiastique, n'intéressant que la foi de l'Eglise et dont par suite l'Eglise seule doit porter la responsabilité. Elle fait grand éloge du zèle qu'ont déployé en la conduite de la cause l'évêque de Beauvais et le vicaire de l'Inquisiteur. Mais ce zèle, à qui devait-il profiter? A l'Angleterre et à son gouvernement? L'Université se garde bien de le dire. « Ce zèle, à son avis, a fait défendre comme il le fallait la religion et la foi chrétienne — *ad tuitionem christianæ religionis*¹. »

Il eût été naturel que l'une ou l'autre des deux lettres désignât la ville dans laquelle avait eu lieu le procès; elles n'en disent rien. On a pu croire à Rome, en la lisant, que Jeanne avait été jugée à Beauvais, non à Rouen. Mentionner Rouen, c'était attirer l'attention sur l'Angleterre qui l'occupait, et il ne le fallait pas.

Nous n'insisterons pas sur les erreurs d'appréciations et de faits dont la lettre de l'*Alma mater* est remplie. La fausse abjuration, le prétendu relaps, les énormités de l'Information posthume ne sont pas oubliées. L'on note tout particulièrement « l'obstination

1. *Procès*, t. I, p. 497.

de Jeanne à ne reconnaître aucun homme sur terre, de quelque dignité qu'il fût revêtu, pas même le sacré Concile général, pour juge : elle n'entendait se soumettre qu'à Dieu¹ ».

L'Université de Paris, dans la conclusion de sa lettre, assimile le cas de la Pucelle à celui de « plusieurs autres femmes visionnaires qui, peu auparavant, avaient répandu leurs fausses imaginations dans ce royaume très chrétien. Si les peuples se mettaient à les écouter de préférence aux pasteurs et aux docteurs de l'Eglise, l'on verrait la religion périr, la foi s'écrouler, l'Eglise foulée aux pieds et Satan étendre son inique empire sur le monde entier. — *Quod si falso vaticinantes potius audiat levitas populorum quam pastores et doctores Ecclesiæ, confestim peribit religio, fides corruet, Ecclesia conculcabitur, et Satanæ iniquitas universo dominabitur orbi* ».

C'est ce mal effroyable qu'ont empêché, en jugeant et condamnant la Pucelle, l'évêque de Beauvais et le vice-Inquisiteur. Ils ont, de la sorte, rendu à l'Eglise un service inappréciable dont le Pape ne peut que leur savoir gré, et il ne serait pas moins illogique qu'ingrat de ne pas voir dans le jugement et la sentence portés par l'évêque de Beauvais un jugement et une sentence portés, approuvés, ratifiés par l'Eglise elle-même.

1. *Procès*, t. I, p. 498.

Voilà comment le gouvernement anglais d'une part, Pierre Cauchon et l'Université de Paris de l'autre, préparaient les éléments de la thèse que Jules Quicherat et Henri Martin devaient remettre en faveur. Quant à la réponse que pouvaient espérer du Saint-Siège ces communications suspectes, on n'en connaît pas d'autre que le rescrit pontifical dont le procès de 1455-56 fut le résultat.

III.

QUE FÛT-IL ADVENU DU CÔTÉ DE L'ANGLETERRE, SI LE SAINT-SIÈGE EÛT SONGÉ A INTERVENIR DANS LE PROCÈS DE LA PUCELLE.

Ce qui fût advenu d'abord, c'est que les dirigeants de la politique anglaise eussent suscité toute sorte de machines diplomatiques pour empêcher, retarder, gêner cette intervention et, en fin de compte, la rendre inefficace. Avec l'Université de Paris pour auxiliaire, ils auraient gardé quand même la direction du procès et cherché à gagner du temps. Pendant qu'on eût échangé notes sur notes, fait promesses sur promesses, on eût poussé fébrilement les débats, et au moment où à Rome on s'y fût le moins attendu, la curie papale eût appris que la Pucelle venait d'être suppliciée et que tout était bien fini.

Rien n'eût été changé à la comédie jouée après le drame du Vieux-Marché. Le roi Henri VI eût fait

écrire aux rois et princes de la chrétienté les lettres relatant à sa manière les faits accomplis; l'Université de Paris eût écrit dans le même sens au Pape et aux cardinaux; l'on eût joint peut-être à ces lettres un alinéa exprimant le regret de n'avoir pu être aussi agréable à la Cour romaine qu'on l'eût désiré, et l'on se fût réjoui dans l'intérêt de la foi.

Poursuivre l'exécution de ses desseins quand même à la faveur des incidents qu'on aurait fait naître, et barrer tout passage à l'intervention efficace de Rome, telle eût été donc, dans le cas dont nous parlons, la ligne suivie par le gouvernement anglais. L'histoire était là pour lui rappeler l'imprudence qu'il y aurait à procéder différemment. Le duc de Bethford dut songer plus d'une fois aux difficultés que le roi de France Philippe le Bel avait rencontrées sur sa route, lorsqu'il introduisit le pape Clément V dans l'affaire du procès des Templiers. Engagées en 1306, les poursuites se prolongèrent six ans, et l'abolition de l'ordre ne fut prononcée qu'en 1312.

Le Régent ne voulut pas recommencer cette expérience. Il lui déplaisait absolument que le Pape se mêlât du procès de Jeanne. Pierre Cauchon faisait beaucoup mieux les affaires de son gouvernement. Quoi qu'il arrivât, on s'arrangerait pour que Pierre Cauchon conduisît le procès jusqu'au bout.

Mais une autre éventualité pouvait se produire. Par un acte d'autorité suprême, le Pape régnant pouvait

évoquer la cause à son tribunal, comme le fit en 1516 le pape Léon X à l'occasion du procès intenté au célèbre Jean Reuchlin. Que fût-il advenu dans ce cas, soit que le Pape eût jugé lui-même la cause, soit qu'il eût constitué un tribunal spécial dont les juges pussent procéder en toute indépendance ? Cela vaut d'être examiné : nous le ferons après la question suivante.

IV.

DOIT-ON ATTRIBUER LA CONDAMNATION DE LA PUCELLE A LA JUSTE APPLICATION DES RÈGLES DE LA PROCÉDURE INQUISITORIALE ? — OU BIEN JEANNE N'A-T-ELLE ÉTÉ CONDAMNÉE QUE PARCE QU'ON LES A CYNIQUEMENT VIOLÉES ?

Nombreux sont les écrivains et publicistes qui attribuent la condamnation et la mort de la Pucelle à la procédure inquisitoriale d'après laquelle devaient être menés les procès en cause de foi. Cette procédure, disent-ils, força la main aux juges : ceux-ci eussent voulu épargner la jeune fille qu'ils ne l'auraient pas pu.

Apprécier les faits de la sorte, c'est les apprécier bien superficiellement.

Si les juges de Rouen s'étaient conformés strictement aux règles de la procédure inquisitoriale et s'ils en avaient observé les lois essentielles, Jeanne n'eût jamais été condamnée.

Pierre Cauchon a prononcé contre la Pucelle une

condamnation capitale, non parce qu'il avait observé les règles de la procédure inquisitoriale, mais parce qu'il les avait violées. La procédure inquisitoriale n'est pour rien dans le jugement inique du tribunal de Rouen. Les passions, la vengeance, la haine, le mépris de la justice, la volonté formelle d'en arriver coûte que coûte au but fixé, ont tout fait.

C'est une vérité élémentaire que lorsque les gouvernements veulent abattre les têtes qui les gênent, ils ne sont guères embarrassés. A leur disposition se présentent d'abord les tribunaux ordinaires. Si ces tribunaux n'offrent pas les garanties désirables, il y a les tribunaux d'exception. Si les lois dont on a besoin font défaut, on les forge ou on les suppose.

La difficulté n'est pas d'avoir des termes juridiques, des règlements de procédure *ad rem*, mais des hommes capables d'exécuter la besogne indiquée en dépit, s'il le faut, de toutes les lois et de tous les règlements, et en paraissant les observer alors même qu'on les viole outrageusement. Le gouvernement anglais mit la main sur cet homme-là. Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, trouva le moyen de faire brûler Jeanne au nom des lois et de la procédure de l'Eglise, en se moquant de ces lois et en se jouant de cette procédure.

Sans doute, la procédure inquisitoriale du moyen-âge n'était pas parfaite. Mais le moyen-âge était le moyen-âge, un temps de demi-barbarie, de demi-civilisation. Or, en des temps beaucoup plus rapprochés,

dans notre pays de France, on a vu se produire des procédures plus imparfaites encore et autrement sauvages. Les apologistes du régime de la Terreur et de la loi des suspects n'ont rien à reprocher aux tribunaux jugeant en cause de foi.

Telle qu'elle était, la procédure inquisitoriale offrait quand même de si sérieuses garanties de justice qu'il fallait, pour que des innocents en fussent victimes, une réunion de circonstances malheureuses qui, par la force des choses, se rencontrent rarement. Pour l'honneur de l'humanité, les juges comme les Pierre Cauchon sont une exception, un cas tératologique, une monstruosité dans l'histoire de tous les pays.

Sous le bénéfice de ces observations, demandons-nous ce qu'il fût advenu si la Pucelle, au lieu d'être jugée en cause de foi par un tribunal vendu à l'Angleterre, l'eût été par le Saint-Siège ou par des juges de son choix, indépendants, ne s'inspirant que du droit inquisitorial et de leur conscience.

V.

QUE FÛT-IL ADVENU SI JEANNE EÛT ÉTÉ JUGÉE
INQUISITORIALEMENT PAR LE SAINT-SIÈGE.

Un procès jugé de la sorte eût donné les résultats suivants :

Les règles de la procédure inquisitoriale, au lieu

d'être violées, auraient été appliquées ; les lois divines et humaines, au lieu d'être foulées aux pieds, auraient été respectées, observées.

1° Le procès n'eût pas été entaché des cas nombreux de nullité qui forcèrent le tribunal de la revision à casser juridiquement celui de 1431 et à réduire ses effets à néant.

2° Il n'eût pas eu à sa tête, pour l'ouvrir, le mener et conclure, un évêque de Beauvais, un Pierre Cauchon, et des assesseurs ayant pour objectif de donner satisfaction au gouvernement qui les avait achetés. Les juges désignés eussent présenté des garanties d'impartialité qui eussent fait du procès une œuvre de justice et une œuvre de vérité.

3° On eût tenu compte des informations favorables recueillies avant les débats dans les pays français, et on les eût mises en balance avec celles qu'auraient pu fournir les partisans de la cause anglaise.

4° On n'eût pas refusé à l'accusée un avocat-conseil et sa remise en prison d'Eglise dès le commencement du procès : deux abus de pouvoir, deux dénis de justice dont on ne lavera jamais le triste juge de Rouen.

5° Au lieu de ces interrogatoires ne cherchant qu'à prendre en défaut, qu'à mettre en opposition avec les enseignements de l'Ecole, en matière de sorcellerie et de pratiques démoniaques, la villageoise ignorante de toutes ces choses qu'était Jeanne, on aurait eu ces actes complets, ces mémoires sincères, cette histoire naïve

et sublime tout ensemble de la « Fille de Dieu », que Henri Martin reprochait aux commissaires de la réhabilitation de ne pas avoir écrite. On regrette avec raison la disparition trop réelle, la destruction trop probable du Registre de la Commission de Poitiers. Les juges du tribunal constitué par le chef de l'Eglise nous eussent laissé mieux encore que ce Registre; car ils nous l'eussent transmis enrichi et complété par les renseignements que la Pucelle, confiante, eût fourni sur ses apparitions, ses visions et sur toutes les phases de sa vie.

6° Selon toute vraisemblance, le procès mené par les délégués du Saint-Siège eût été plus court que celui de Rouen. La postérité y eût perdu le Réquisitoire du promoteur d'Estivet, les fameux Douze articles inventés par Pierre Cauchon, examinés par les Facultés de l'*Alma mater* et, à Rouen, par quatrè-vingt-six docteurs. Si on en eût rédigé de nouveaux, on les eût rédigés conformes aux réponses de l'accusée, et les docteurs de Rome ne leur eussent pas appliqué les qualifications mensongères de l'Université de Paris.

7° Il n'y eût pas eu davantage d'abjuration publique, Jeanne n'étant pas dans les conditions requises pour y être astreinte, et l'on n'aurait pas à reprocher à Pierre Cauchon le faux qu'il ne craignit pas de commettre, et le formulaire d'abjuration qu'il inventa pour préparer le relaps.

8° Sans abjuration, sans les serments qu'elle impli-

quait, pas de procès de rechute : il devenait impossible. L'histoire n'aurait pas eu à relater le guet-apens de la prison et l'attentat odieux qui amenèrent la prisonnière à reprendre et garder l'habit d'homme,

9^e Par suite, une seule sentence définitive eût terminé le procès : non une sentence ironique d'absolution comme celle de P. Cauchon, condamnant la Pucelle à la prison perpétuelle, « au pain de douleur et à l'eau d'angoisse », mais, vraisemblablement, une sentence mettant l'accusée hors de cause et proclamant sa parfaite innocence.

Tel est le résultat auquel eût abouti le procès ecclésiastique de Jeanne, jugé conformément aux règles de la procédure inquisitoriale la plus stricte, si le Pape régnant eût évoqué à son tribunal la cause de la jeune Française, ou s'il en eût confié l'examen à un tribunal indépendant et libre, à un tribunal qui, en toute hypothèse, n'eût certainement pas été un tribunal anglais présidé par un Pierre Cauchon.

CHAPITRE X.

DIFFICULTÉS ET RÉPONSES.

En montrant, par le simple rapprochement des faits que l'iniquité, la servilité des juges de Rouen ont été les seules causes de la sentence portée contre la Pucelle, que les exigences de la procédure inquisitoriale n'y ont été pour rien, que les juges de Jeanne n'ont pu rendre leur arrêt qu'en violant les règles fondamentales de cette procédure, et qu'un tribunal indépendant, ayant à juger le même procès et se conformant strictement au droit inquisitorial de l'époque, eût abouti à un résultat contraire, nous n'avons rien avancé que le bon sens et l'interprétation exacte des faits ne confirment.

Mais toute thèse a son antithèse, toute proposition soulève des objections. Nous n'aurions garde de passer sous silence les objections et les antithèses; nous les traiterons autrement que par le dédain. Sans recourir à d'autre moyen que celui d'une discussion loyale, nous espérons résoudre les objections et, de l'antithèse, nous élever jusqu'à la synthèse.

Deux des difficultés qu'on soulève visent à rendre le Saint-Siège et l'Eglise responsables du procès inique

de Rouen. La troisième saperait par la base la démonstration du précédent chapitre et maintiendrait que si le Pape eût évoqué à son tribunal la cause de Jeanne, la jeune fille eût été vraisemblablement condamnée.

La responsabilité de l'Eglise, dit-on d'abord, ne saurait être niée, car il est incontestable que le tribunal de Rouen fut un véritable tribunal d'Eglise : par conséquent les juges, d'après le droit, furent les représentants propres et autorisés du Saint-Siège. Il existe, de ce fait, entre Rome et eux, un lien que l'on ne saurait ni rompre ni affaiblir.

Un second point établissant la réalité de cette responsabilité, c'est la présence de l'Inquisiteur aux débats. Or, de qui l'Inquisiteur était-il le représentant en pareille circonstance, sinon du Saint-Siège et de l'Eglise ? N'est-ce pas en qualité de « délégué du Siège apostolique » et du Pape lui-même, qu'il y a siégé et figuré ? Et cette qualité n'est-elle pas celle que le droit canon invoque pour placer l'inquisiteur-juge au-dessus de l'évêque, juge « Ordinaire » dans les procès en cause de foi ?

Telles sont les premières objections. Traitons-les avec le sérieux qu'elles méritent.

I.

LES JUGES DU PROCÈS DE ROUEN REPRÉSENTAIENT-ILS
LE SAINT-SIÈGE ?

Le tribunal de Rouen était, dit-on, un véritable tribunal d'Eglise. Qu'est-ce à dire ? Un tribunal composé d'ecclésiastiques ? Cela ne suffit pas pour former un véritable et légitime tribunal d'Eglise ; il faut, de plus, que ce tribunal soit régulièrement constitué. Or, le tribunal de Rouen était-il régulièrement constitué ? Il paraissait l'être, mais il ne l'était pas.

En premier lieu, l'évêque de Beauvais, que les chefs de la politique anglaise mirent à sa tête et dont ils voulurent faire le juge principal, était sans juridiction sur Jeanne et sans pouvoirs délégués. Nous avons dit précédemment pourquoi, et l'on ne prouvera pas le contraire.

Pierre Cauchon, les deux Régents et l'Université de Paris s'étaient entendus pour faire accroire que la Pucelle avait été faite prisonnière sur le territoire du diocèse de Beauvais. C'était faux, et Michelet, on l'a vu, en convient. Jeanne avait été capturée sur le territoire du diocèse de Soissons. La ville de Compiègne, sous les murs de laquelle la jeune guerrière avait rendu son épée, appartenait en 1431, nous l'avons déjà dit, au diocèse de Soissons, non au diocèse de Beauvais.

Au temps de la Pucelle, les Français ne connaissaient pas mieux leur géographie qu'ils ne connaissent aujourd'hui leur histoire. Ils crurent Pierre Cauchon, le duc de Bethford et l'Université de Paris sur parole, et le procès de Jeanne s'ouvrit avec un juge qui affirmait avoir juridiction sur l'accusée et qui n'en avait pas, avec un évêque qui affirmait être l'« Ordinaire » de l'accusée et qui ne l'était pas.

Le tribunal que Pierre Cauchon présidait de fait se trouvait-il légitimement constitué? Manifestement non. C'était un tribunal à qui il manquait une tête, un tribunal acéphale, sans juges autorisés, surtout au commencement, car l'Inquisiteur ne s'y adjoignit que deux mois après l'ouverture du procès; un tribunal qui paraissait exister et qui n'existait pas, au demeurant, un faux tribunal.

L'évêque de Beauvais, à défaut de la juridiction ordinaire, eût pu se munir d'une juridiction déléguée. Il n'avait qu'à la solliciter du Chef même de l'Eglise ou de l'évêque de Soissons, au diocèse duquel appartenait Compiègne, ou de l'évêque de Toul, dans le diocèse duquel se trouvait le village natal de Jeanne encore mineure, Domremy.

Cauchon ne voulut pas de juridiction déléguée. Il se contenta de la mission qu'il tenait de l'Angleterre et de son gouvernement. De sorte que, à la première heure, le procès fut entaché d'un vice flagrant et irrémédiable de nullité.

Dans ces conditions-là, il n'y a pas à se demander si le tribunal de Rouen n'engageait pas à quelque degré la responsabilité de l'Eglise et du Saint-Siège. Pour agir, il faut d'abord exister : *prius est esse quam esse tale*, disait la scolastique, et c'est encore vrai aujourd'hui. Le tribunal de Rouen, à titre de pouvoir légitime, investi d'une autorité et d'une mission judiciaire, n'existait pas. Jusqu'à la sentence du Vieux-Marché inclusivement, l'évêque de Beauvais n'a été qu'un juge intrus. Entre un juge intrus et le chef suprême de l'Eglise, il n'y a rien de commun, pas plus qu'entre la nuit noire et le plein soleil.

Nous avons dit tout à l'heure que l'évêque de Beauvais aurait pu solliciter du Souverain-Pontife la juridiction qui lui faisait défaut pour juger la Pucelle. Il ne l'a pas sollicitée, on a vu dans le précédent chapitre pourquoi. Mais l'eût-il sollicitée, il ne lui eût pas été possible de l'obtenir : nous en avons effleuré la raison ; il ne sera pas inutile de la présenter dans toute sa force.

Pierre Cauchon n'était pas un évêque quelconque, n'ayant aucun intérêt à prononcer tel arrêt plutôt qu'un autre. Ses attaches au parti anglais, les rapports qui existaient entre les deux Régents et lui, le rôle qu'il venait de jouer dans les négociations pour l'achat de Jeanne prisonnière, le dénonçaient comme l'ennemi déclaré de la jeune fille à juger et comme le serviteur trop zélé du prince qui voulait sa mort. Ennemi capital de la Pucelle, l'évêque de Beauvais ne pouvait à aucun

titre devenir son juge ; les lois divines et humaines s'y opposaient absolument. Aucune puissance au monde, pas même le Vicaire de Jésus-Christ, n'eût pu lui en donner valablement le pouvoir.

Pourtant Pierre Cauchon s'est arrogé ce pouvoir de lui-même, il l'a exercé, il a traduit l'ennemie des Anglais à sa barre, il l'a condamnée, flétrie, fait brûler vive. A quel titre ? Toujours à celui de juge intrus, d'évêque en rébellion indéniable avec son Chef naturel, l'Evêque des évêques, le Pontife romain. Or, un sujet rebelle, en tant que rebelle, ne saurait être le représentant officiel de son Chef suprême.

Allons aussi loin que possible dans la voie des hypothèses favorables aux objections. Admettons que le juge de Jeanne ait été son juge légitime, qu'il ait été en possession de la juridiction voulue et que, menant le procès comme il l'a mené, il ait jugé iniquement, n'aurait-il pas engagé de quelque manière la responsabilité du Saint-Siège ? Ne serait-on pas en droit de dire que l'Eglise a jugé par la bouche de l'évêque de Beauvais ?

Non, répondrons-nous, la responsabilité de l'Eglise ne serait pas engagée ; non, l'on n'aurait pas le droit d'avancer que l'Eglise aurait jugé par la bouche de ce faux juge.

C'est là une question de simple bon sens. Dans toute société bien organisée, une hiérarchie sagement com-

binée de tribunaux et de juges, tribunaux de première instance, d'appel, de cassation, juges au civil ou au criminel, juges suprêmes, rendent la justice. Au-dessus de cette hiérarchie de tribunaux et de juges apparaît le Chef de l'Etat, dépositaire du pouvoir judiciaire. Or, quelle est la loi des responsabilités dans le fonctionnement de ces tribunaux, dans les arrêts justes ou injustes — il y en a inévitablement de tous — qu'il leur arrive de rendre? La loi universellement reconnue, c'est que les responsabilités sont personnelles. Un juge de première instance rend un arrêt d'une injustice manifeste. Ni les juges ses égaux, ni les juges d'appel, ses supérieurs, ne partagent sa responsabilité. Encore moins le Chef de l'Etat.

Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, le vice-Inquisiteur de Rouen Jean Lemaître, condamnent injustement la Pucelle comme hérétique relapse. Ni les autres évêques de France et d'Angleterre, ni les autres inquisiteurs du royaume ne doivent partager leur responsabilité. Notez que jamais personne n'a songé à les en rendre solidaires. On n'y songe qu'à propos du Chef de l'Eglise. Mais si la solidarité en question est inadmissible dans le premier cas, elle l'est tout autant dans le second et, de plus, absurde, ce qui est *à fortiori* de l'inadmissibilité.

Une simple observation pour finir.

Puisqu'il n'est point de société dans laquelle des juges investis de pouvoirs réguliers n'absolvent des

coupables et ne condamnent des innocents, la justice humaine n'étant point, hélas ! infaillible ; puisque néanmoins jamais, nulle part, on n'a réputé responsables de l'injustice de ces arrêts les souverains des Etats dans lesquels ils ont été rendus, même quand l'injustice n'est pas réparée, ne serait-ce pas une monstruosité de faire brèche à cette loi en déchargeant en partie les juges de Jeanne de la responsabilité qui leur incombe, et en transférant l'autre partie au Chef de l'Eglise qui, absolument étranger au mal commis, l'a réparé autant qu'il pouvait l'être, en ordonnant le procès de réhabilitation ? Si on ne veut pas être juste, qu'on soit au moins logique.

II.

DE LA PRÉSENCE DU VICE-INQUISITEUR AU PROCÈS.

N'ÉTAIT-IL PAS, D'APRÈS LE DROIT, LE DÉLÉGUÉ PROPRE
DU SAINT-SIÈGE ?

La participation du vice-Inquisiteur au procès n'engage pas plus la responsabilité de l'Eglise que la présence même de l'évêque de Beauvais.

Ce personnage n'était là qu'à titre de juge, et non en qualité de représentant spécial du Pape, sorte de légat *a latere*, qu'imaginent les écrivains et publicistes auxquels les notions les plus simples du droit canonique sont restées étrangères. En attribuant aux inquisi-

teurs une sorte de mission représentative ou diplomatique, ces publicistes ont pris eux aussi le Pirée pour un nom d'homme : ils ont confondu le mot latin *legatus* avec le mot *delegatus*.

A aucun point de vue, pas plus à celui du droit canonique et des lois de l'Eglise qu'à celui des règles adoptées par la Cour romaine, les inquisiteurs n'étaient, en tant qu'inquisiteurs, les légats, les ambassadeurs, les représentants du Souverain-Pontife, investis d'une mission officielle ou diplomatique. Pour se rendre compte sans équivoque de ce qu'ils étaient, il faut noter le sens bien différent des deux mots latins, *legatus*, *delegatus*, nonobstant leur ressemblance. Les inquisiteurs étaient non pas *legati*, des *légats*, ou représentants officiels de Rome, mais *delegati*. c'est-à-dire des officiers ecclésiastiques investis de fonctions judiciaires déterminées que, en vertu de leur titre ou dignité personnelle, ils n'avaient pas le droit d'exercer.

C'est pour cette raison qu'ils étaient « délégués » par l'autorité supérieure.

Ils l'étaient, non pour toute sorte de choses, mais seulement pour juger; non pour toute espèce de procès, mais seulement pour une catégorie spéciale, celle des procès en cause de foi.

Leur vrai nom n'était pas celui de *delegati* tout court, mais celui de *judices delegati in causa fidei* — de « juges délégués en cause de foi ». A ces causes-là se bornaient leurs pouvoirs judiciaires.

Ce qui distinguait la délégation concédée aux inquisiteurs de la délégation concédée aux autres juges d'exception, c'est qu'elle leur était concédée par le Saint-Siège lui-même, quelle que fût la voie par laquelle cette délégation ou juridiction leur fût attribuée. Tantôt c'était des évêques, tantôt des cardinaux, tantôt des supérieurs ou généraux d'ordre qui leur transmettaient ces pouvoirs d'inquisiteurs de la perversité hérétique; mais, en tous ces cas, ils restaient « *delegati Sanctæ Sedis in causa fidei* ».

Comme en ces matières délicates la confusion et l'équivoque se produisent facilement, et qu'il n'y a jamais trop de précision et de clarté, nous laisserons parler le droit canonique.

« Il y a, dit le droit, deux sortes de juges ecclésiastiques, les juges Ordinaires et les juges délégués. Les juges Ordinaires sont, par exemple, les évêques; les juges délégués sont les inquisiteurs.

« Les évêques sont les juges ecclésiastiques Ordinaires parce que, à leur consécration, ils reçoivent de droit divin le pouvoir et la juridiction nécessaires pour juger les fidèles et les hérétiques dans leurs diocèses. »

Les inquisiteurs, n'étant pas évêques, n'ont pas reçu, par le sacrement de l'Ordre, ce pouvoir et cette juridiction. C'est pourquoi ils ne sont pas « juges ecclésiastiques Ordinaires ».

Mais les fonctions d'inquisiteurs dont le Saint-Siège

les investit les appelant à rechercher et à juger les hérétiques, le Pape leur confère et leur délègue la juridiction nécessaire. C'est pourquoi ils ne sont que des « juges ecclésiastiques délégués ».

Il arrive aux évêques d'avoir, quoique « juges Ordinaires », besoin, pour juger certaines causes, d'une juridiction déléguée; en sorte que tantôt ils siègent à titre de juges délégués, tantôt à titre de juges Ordinaires.

Ce n'est pas le cas pour les inquisiteurs : ils n'usent jamais d'une juridiction Ordinaire ; toujours d'une juridiction déléguée.

Conclusion de ces principes du droit :

Jamais les inquisiteurs ne sont et n'ont été, dans un sens général, « les légats, les délégués du Saint-Siège ».

Ils ne sont et n'ont été que « des juges spécialement délégués et munis par le Pape de la juridiction nécessaire pour connaître uniquement des cas de perversité hérétique, à l'exclusion de tout autre ».

Jamais, par conséquent, leurs fonctions d'inquisiteurs ne leur ont donné le droit de se dire les représentants autorisés du Chef de l'Eglise. Ils ne le sont pas plus que ne le sont les évêques, les prélats et tous autres dignitaires ecclésiastiques dans l'exercice de leurs fonctions.

Quant au vice-Inquisiteur Jean Lemaitre, que nous trouvons au procès de Rouen, il ne représentait pas

plus le Pape et il n'avait pas plus la mission *ex officio* de le représenter, que ne l'avaient l'évêque de Beauvais lui-même et les docteurs de l'Université de Paris¹.

III.

SI LA PUCELLE EÛT ÉTÉ JUGÉE PAR LE SAINT-SIÈGE, SON REFUS DE SE SOUMETTRE A L'ÉGLISE, SON OPINIÂTRETÉ A SOUTENIR LA VÉRITÉ DE SES RÉVÉLATIONS NE L'EUSSENT-ILS PAS FAIT INÉVITABLEMENT CONDAMNER ?

Nous avons dit que l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement anglais n'avait voulu à aucun prix de l'intervention du Saint-Siège dans la cause de Jeanne, c'est qu'il prévoyait que la jeune fille ne serait probablement pas condamnée.

On réplique : raisonner de la sorte, c'est oublier l'opiniâtreté avec laquelle l'accusée refusa pendant le procès de se soumettre à l'Eglise et soutint jusqu'au bout la vérité de ses révélations. Comme l'ont dit Henri Martin et Michelet, en cette question la Pucelle revendiquait les droits imprescriptibles de la conscience et

1. Nous avons remarqué plus haut que le gouvernement anglais n'avait pas voulu d'un procès d'Inquisition proprement dit, parce que ce procès, ouvert au nom de l'Eglise par un juge délégué du Siège apostolique, n'eût pu être entouré de mystère, comme le procès de l'Ordinaire le fut. C'est que cette qualité de « juge délégué du Siège apostolique » propre à l'Inquisiteur et celle de religieux dominicain ouvraient du côté de Rome une porte qu'il était impossible à l'Angleterre de fermer.

de l'inspiration individuelles envers et contre les prétendues infaillibilités humaines. A Rome, tout comme à Rouen, ses revendications et son attitude n'eussent pas changé.

Lorsque nos deux historiens faisaient de Jeanne d'Arc cette sorte de Luther féminin, d'Etienne Dolet en jupon, précurseur des grands apôtres de la libre-pensée, ils prêtaient à la petite paysanne des idées qui n'avaient jamais hanté son cerveau, un rôle pour lequel jamais elle n'avait eu de goût, et ils travestissaient totalement son histoire. Dans quels documents ont-ils découvert la Jeanne dogmatisante et prédicante qu'ils nous servent ?

Dans le texte officiel du procès, répondra-t-on peut-être. Eh bien, pas plus dans le texte du procès que dans les chroniques du temps.

A la barre du tribunal, l'accusée défend sa conscience, son droit — ce n'est pas assez, — son devoir de croire en ses révélations contre un juge qui, eût-il été légitime, ne possédait pas l'autorité doctrinale nécessaire pour lui imposer une rétractation. Pierre Cauchon n'était pas l'Eglise, il n'était pas le Pape. Jeanne refuse de se soumettre à l'Eglise dont P. Cauchon entend être le pape. Jeanne a raison. Mais au cimetière de Saint-Ouen, à plusieurs reprises elle déclare « s'en rapporter au Souverain Pontife, le Pape de Rome », et elle demande qu'on soumette sa cause à son jugement.

Henri Martin et Michelet avaient oublié cette page

du procès lorsqu'ils se livraient à l'exercice littéraire que nous rappelions tout à l'heure¹.

1. Nous n'avons pas à traiter ici cette question du refus de la Pucelle de soumettre ses révélations à la « détermination » de l'Eglise; nous l'avons fait dans notre *Histoire complète* avec tous les développements désirables : qu'il nous soit permis d'y renvoyer le lecteur.

Pour tout historien de bonne foi, deux points sont hors de doute et apparaissent de la façon la plus claire à la lecture du procès.

C'est, en premier lieu, que, en requérant l'accusée de se soumettre à la détermination de l'Eglise militante, Pierre Cauchon voulait seulement qu'elle acceptât le jugement défavorable qu'il se proposait de porter, lui, simple évêque, sur ses révélations. Dans la réalité, l'Eglise militante eût été lui. Le dessein de l'évêque de Beauvais, Jeanne l'entrevit, et c'est pourquoi elle récusait son jugement jusqu'au bout.

C'est, en second lieu, que la jeune fille déclara plusieurs fois, en présence du tribunal, être prête à se soumettre au jugement que le Concile de Bâle ou le Souverain Pontife porteraient sur ses dits et faits. Les détails que le procès donne sur les sommations que l'évêque de Beauvais adressa à l'accusée dans la scène publique du cimetière de Saint-Ouen sont des plus explicites.

Pierre Cauchon, par trois fois, requiert Jeanne de soumettre ses dits et faits à « la détermination de notre Mère sainte Eglise », c'est-à-dire — l'évêque-juge a lui-même le soin de le préciser — « de tenir ce que les clercs et gens en ce connaissant ont déterminé de ses dits et faits ».

Jeanne répond qu'elle s'en rapporte au Pape de Rome, et elle demande que l'exposé de ses dits et faits lui soit envoyé.

« Rome est trop loin et le Pape aussi », répond sarcastiquement l'évêque. Mais il n'ose pas dire alors (il réserve cette calomnie pour la sentence de condamnation) que l'accusée refuse de soumettre ses révélations au jugement du Chef de l'Eglise et à l'Eglise même (*Procès*, t. I, pp. 444, 445). Il se contente de tenir l'appel au Pape pour non avenu. Ce qui fait dire au canoniste Pontanus : « Ce jour-là, ce n'est pas Jeanne qui a refusé de se sou-

Maintenant reprenons l'hypothèse de l'évocation de la cause au tribunal de Rome. On objecte que l'héroïne persistant à s'en rapporter de la vérité de ses révélations à sa conscience individuelle, une sentence de condamnation était inévitable si le tribunal eût exigé d'elle une rétractation.

Avec l'histoire, nous répondrons que Jeanne n'eût pas été aussi opiniâtre qu'on le prétend. Par cela qu'elle en appelait au Pape, elle s'engageait à s'en rapporter sans conditions à son jugement. Et elle l'eût fait : la franchise, la loyauté de son caractère, qui ne se sont jamais démenties, ne permettent pas de penser autrement.

Avec les théologiens et les canonistes, nous ajouterons que, les choses étant ce qu'elles étaient, Jeanne n'eût point été obligée par le jugement d'appel de refuser toute foi intérieure à ses révélations.

Qu'on veuille bien suivre notre raisonnement. Nous ne sommes plus ici sur le terrain de l'histoire seule ; nous sommes sur le terrain de la théologie et du droit ecclésiastique.

D'abord, les conditions du nouveau procès eussent été différentes des conditions du procès de Rouen : il ne faut pas se lasser de le redire. Un Pierre Cauchon n'eût pas été chargé de diriger les débats. Les juges

mettre au jugement de l'Eglise, ce sont ses juges — *Unde ipsi iudices recusaverunt iudicium Ecclesie, non Johanna.* » (P. LAFITTE, *Mémoires et Consultations...*, p. 51.)

du nouveau tribunal eussent observé scrupuleusement les prescriptions du droit. On eût mis l'accusée en prison ecclésiastique, et on lui eût donné un avocat-conseil capable de la diriger et de la défendre.

En second lieu, les débats eussent été conduits régulièrement, et la sentence définitive eût été rendue, quelle qu'en fût la rigueur, conformément aux enseignements de l'Eglise.

Que fût-il advenu ? Au cours des débats, de quelque façon que Jeanne eût répondu sur le sujet de ses visions et révélations, elle ne l'aurait fait qu'après avoir reçu les conseils et les explications de son avocat. Elle aurait parlé selon sa conscience, mais avec la conviction que le jugement du pape ne pouvait que l'éclairer et lui faire connaître plus pleinement cette volonté de Dieu qu'elle voulait avant tout accomplir. Ne sentant plus peser sur elle les regards haineux des juges qui ne se proposaient que sa perte, combien ses réponses eussent été lumineuses, naïves, abondantes en détails des plus intéressants et — ajoutons-le sans hésiter — tout à son honneur !

En mettant les choses au pire, quelle soumission la sentence du juge d'appel eût-elle imposée à la Pucelle eu égard à ses révélations ?

D'après l'enseignement des théologiens, elle n'eût pu lui imposer qu'une soumission extérieure ; elle n'eût pu l'obliger à considérer intérieurement ces révélations comme autant d'illusions diaboliques.

Pourquoi cela? Parce que ces révélations ne touchaient à aucun des points de dogme ou de morale définis par l'Eglise.

Parce que, dès que la foi n'est pas en question et ne court aucun risque, le domaine de la conscience est un domaine que le pouvoir spirituel respecte; les questions qui s'y agitent demeurent des questions libres.

A ces raisons s'ajoute une raison décisive tirée des principes que l'Eglise professe sur le sujet des révélations.

Dans son grand ouvrage *De servorum Dei beatificatione* (lib. III, cap. LIII, num. 12, 13), Benoît XIV énonce comme indubitable la proposition suivante :

« Il est certain, dit-il, que les personnes favorisées de révélations privées, du moment qu'elles sont assurées que ces révélations viennent de Dieu, sont tenues d'y croire fermement »; Dieu, qui les éclaire de la sorte, ne pouvant les induire en erreur¹.

De cette doctrine découlent les conséquences que voici :

1° En possession de ces lumières divines et de cette certitude, l'âme est obligée à l'instant même, *sub gravi*,

1. « Quæres an illi quibus fiunt revelationes privatae, si certo eis constiterit a Deo esse, teneantur illis firmiter assensum præbere. Affirmando respondetur. »

« Nonnulli putant eos, in facta eis revelatione, teneri tali revelationi credere ex speciali lumine superno Fidei. Alii volunt credi debere fide divina theologica. »

Et ce dernier sentiment paraît être celui que préfère Benoît XIV.

de répondre à cette faveur par un acte de foi et de donner une pleine adhésion aux vérités qui lui sont révélées.

2^o Tout commandement positif de Dieu primant les commandements de l'homme, personne au monde ne peut dispenser une âme de l'obéissance et de la foi que Dieu, en pareil cas, réclame d'elle dans le domaine de la conscience. La soumission qu'on puisse humainement imposer ne dépasse pas la limite d'une soumission extérieure, se traduisant par le silence, le respect et une déférence sincère envers les supérieurs.

A la lumière de ces principes, scrutons le cas de la Pucelle.

Supposons, par impossible, une sentence du Chef de l'Eglise prononçant que ses révélations ne sont que des illusions.

La sentence étant celle du juge légitime, Jeanne, qui ne veut pas offenser Dieu, consulte le théologien qui lui sert de conseil.

Ce théologien lui tiendra ce langage — car nous sommes à Rome et non à Rouen, ne l'oublions pas :

« Le juge qui a prononcé est votre juge légitime. Donc il faut vous soumettre dans les limites du possible. La soumission peut être extérieure ou intérieure. Pour ce qui est de la soumission extérieure, conformez votre conduite, votre attitude, vos propos à l'esprit qui a dicté la sentence. Que tout extérieurement prouve à vos supérieurs que vous l'acceptez

comme venant du représentant de Dieu. Faites le silence sur vos révélations, jusqu'à nouvel ordre; n'en parlez à personne, hormis à votre confesseur et aux envoyés spéciaux de votre juge suprême.

« Pour ce qui est de la soumission intérieure, votre devoir se borne à ceci. Sans jamais vous écarter en paroles ou en actes du respect que réclament la personne et les décisions du Chef de l'Eglise, continuez dans le silence du cœur, dans le secret de la conscience, à donner à Dieu la foi qu'il réclame de vous, à ses révélations la confiance et l'adhésion qu'elles méritent.

« De cette manière, par votre conduite extérieure vous ne scandaliserez pas vos frères, vous les édifierez plutôt. Et dans votre for intérieur, vous ne cesserez pas d'être la « *Fille du Dieu* » qui vous éclaire et d'être aimée de lui.

CHAPITRE XI.

LE PROCÈS DE ROUEN ET LES RESPONSABILITÉS.

Dans les chapitres qui précèdent, nous avons établi les principes et les faits propres à résoudre le problème d'histoire que pose le procès de Rouen; il ne nous reste qu'à tirer les conséquences qui en résultent en ce qui concerne les acteurs de ce drame, et qu'à dresser le bilan des responsabilités. Elles se répartissent manifestement entre l'Angleterre et les ecclésiastiques qui, de près ou de loin, concoururent à l'exécution de ses desseins. Dans quelle proportion? C'est ce que nous allons essayer d'apprécier.

I.

DE L'ÉGLISE ET DU SAINT-SIÈGE. — POINT DE RESPONSABILITÉ DIRECTE OU INDIRECTE.

Qui doit être mis hors de cause, c'est le Saint-Siège, c'est l'Eglise. Persister à rendre les papes régnants en 1430-1431, Martin V, Eugène IV, responsables, soit directement, soit indirectement, du jugement, de la

condamnation, de la mort cruelle de Jeanne d'Arc, lorsqu'on ne trouve dans les documents de l'époque aucune trace de leur intervention; lorsqu'il est évident que le gouvernement anglais ne voulait à aucun prix qu'ils s'en occupassent, lui qui ne daigna même pas aviser Rome du procès intenté à la Pucelle, lorsque la pauvre fille eut été brûlée; persister, dis-je, devant ce silence absolu des documents, à soutenir avec les J. Quicherat et les H. Martin que « l'Eglise a jugé la Pucelle en 1431 et qu'elle s'est déjugée en 1456 », c'est faire, non pas seulement de la mauvaise, mais de la fausse histoire.

Il y a des publicistes qui s'imaginent avoir donné de leur opinion une raison sans réplique lorsqu'ils ont rangé le procès de Jeanne parmi les procès d'inquisition, tout procès d'inquisition étant, à leur sens, un procès dont la responsabilité doit remonter à l'Eglise.

Le procès de Jeanne n'a pas été un procès d'inquisition, et il n'est pas vrai que la responsabilité de tout procès d'inquisition doive remonter à l'Eglise. Nous avons donné la preuve de ces deux propositions; nous n'avons pas à y revenir. Il y a eu des procès d'inquisition ordonnés par le Saint-Siège ou par des Conciles. Qu'on rende ces Conciles ou le Saint-Siège en ces cas-là responsables de ces procès, rien de plus juste. Mais qu'on les rende responsables des procès que les inquisiteurs des diverses parties de la chrétienté jugeaient bon d'ouvrir dans l'exercice de leurs fonctions,

c'est appliquer aux Souverains Pontifes une règle qu'on reconnaît ne pouvoir sans injustice appliquer aux chefs dirigeants de la société civile. En demandant aux historiens de ne pas user de deux poids et de deux mesures, suivant qu'il s'agit d'un roi d'Angleterre ou du Chef de l'Eglise, nous ne faisons que les rappeler à l'observation d'une règle de simple équité.

Qu'on fasse tant qu'on voudra un grief au pape Clément V d'avoir prononcé l'abolition de l'Ordre du Temple, aux Pères du Concile de Constance d'avoir livré au bras séculier Jean Huss et Jérôme de Prague, libre à chacun d'adopter l'opinion qu'il préférera : les faits restent incontestables et incontestés ; personne ne trouvera mauvais qu'on les rappelle¹.

Ce qui est incontestable en ce qui regarde le procès de la Pucelle et ce que nous estimons documentairement prouvé, c'est que les Papes régnants y sont demeurés totalement étrangers. Prétendre que l'Eglise « a jugé, condamné, fait brûler Jeanne d'Arc » est tout aussi raisonnable, tout aussi fondé que de prétendre que, en 1549, l'Eglise a « jugé, condamné, fait brûler »,

1. Ce langage prouvera à nos lecteurs que nous faisons dans cette Etude, non de l'apologétique mais de l'histoire, non un plaider mais de la critique fondée sur les documents et les faits. S'il était prouvé que Martin V ou Eugène IV ont pris au procès de la Pucelle la centième partie du rôle qui revient à Clément V dans l'abolition de l'ordre des Templiers, nous n'hésiterions pas à le reconnaître. *Amicus Plato, magis amica veritas.*

LE PROCÈS DE ROUEN ET LES RESPONSABILITÉS. 661
avec Calvin, l'hérétique Michel Servet sur la place publique de Genève.

II.

RESPONSABILITÉ DE L'ANGLETERRE ET DE SON GOUVERNEMENT.

La condamnation de Jeanne d'Arc au bûcher, a dit L'Averdy, fut un « assassinat judiciaire prémédité ». L'auteur de cet assassinat prémédité n'est autre que le gouvernement anglais. Qu'on en laisse au gouvernement anglais la responsabilité.

On objectera qu'il s'est servi, pour l'accomplir, d'un tribunal d'Eglise et de gens d'Eglise.

Nous en convenons : aussi à ces gens d'Eglise incombe pareillement une lourde responsabilité. Mais le gouvernement anglais n'en demeure pas moins devant l'histoire l'auteur principal de cet « assassinat ».

Ce n'est pas Jean-sans-Peur qui poignarda de sa main le duc Louis d'Orléans dans le guet-apens de la vieille rue du Temple, en 1407; ce furent des assassins à ses ordres. Jean-sans-Peur n'en est pas moins resté devant la postérité l'auteur responsable de ce guet-apens.

De même, ce sont des gens d'Eglise vendus à l'Angleterre, un évêque, des prélats, des docteurs qui ont frappé mortellement la Pucelle. Mais ils ne l'ont frappée qu'en exécution des ordres du gouvernement anglais; c'est pourquoi ce gouvernement restera seul le principal responsable. La responsabilité des maîtres,

en pareil cas, dépassera toujours celle des valets, ceux-ci fussent-ils crossés et mitrés.

A la responsabilité de l'« assassinat judiciaire » perpétré sur la place du Vieux-Marché de Rouen, s'ajoute la responsabilité des lettres par lesquelles le gouvernement anglais et ses créatures s'empressent hypocritement, dès que Jeanne eut été brûlée, d'en informer les princes de la chrétienté, les cardinaux et le Saint-Siège. Tout en revendiquant l'honneur d'avoir purgé la terre du monstre qu'était cette « femme », ils se déchargent habilement sur l'Eglise de la responsabilité du procès, et attribuent le mérite de l'avoir jugé à l'évêque de Beauvais et au vicaire de l'Inquisiteur.

« La divine clémence ayant permis que ladite femme fût mise en nostre obéissance et domination, disent ces lettres, Nous ne voulûmes pas que les gens et officiers de nostre justice séculière en prissent vengeance ou punition, ainsi que faire nous estoit raisonnablement licite, attendus les grans dommages, les horribles homicides et détestables cruautés et autres maux innombrables qu'elle avoit commis à l'encontre de nostre seigneurie et loyal peuple obéissant. Et nous fîmes bailler la dicte Jehanne à l'évesque du diocèse où elle avoit été prise, afin de lui faire son procez. Lequel évesque, adjoint avec lui le vicaire de l'Inquisiteur des hérésies, et appelez avec eux grant et notable nombre de solennels maîtres et docteurs en théologie et droit

canon, commença par grant solennité et due gravité le procez d'icelle Jehanne. »

En terminant, le roi d'Angleterre engage les évêques, prélats, ducs et comtes du royaume de France « à faire notifier ces choses, par prédications, sermons et autrement, pour le bien et exaltation de nostre dicte foy et édification du peuple chrétien ¹ ».

A cinq cents ans de distance environ, ce langage hypocrite porte encore ses fruits. Il revient à dire : « Nous, roi d'Angleterre, nous ne sommes pour rien dans le procès de « cette femme » : l'Eglise seule a tout fait. Jamais nous n'avons eu, nous, la pensée de nous venger — *nequaquam injuriam ulcisci fuit animus* — ni le dessein de la faire châtier par un tribunal séculier — *aut seculari judicio ipsam tradere puniendam*. — En conséquence, nous avons laissé à notre sainte mère l'Eglise le soin de la juger — *confestim antedictam mulierem judicio sancte matris Ecclesie expeditimus* ². »

Et ces bons Français du vingtième siècle de s'écrier : Le roi d'Angleterre le dit : bouche anglaise n'a jamais menti. Donc, c'est l'Eglise de Rome qui a jugé, condamné, fait brûler la Pucelle.

1. *Procès*, t. I, pp. 489-493.

2. *Ibid.*, pp. 486, 487.

III.

L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS ET L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

Après le gouvernement anglais, le principal responsable de la condamnation de l'héroïne française est Pierre Cauchon, évêque de Beauvais. Tout proche de lui, on aperçoit l'Université de Paris et les docteurs, ses suppôts, qui furent les conseillers intimes et les coopérateurs des juges en ce procès inique.

L'Université de Paris n'ayant agi qu'à distance, bien que très perfidement et très efficacement, le premier rang, en fait de responsabilité, revient à l'évêque de Beauvais, qui, du premier instant au dernier, a tout préparé, tout dirigé, tout perpétré, et a vraiment été l'âme du procès.

Le duc de Bethford et le cardinal de Winchester n'attendaient pas moins de lui. Aussi est-ce à Pierre Cauchon seul que le roi d'Angleterre, « dans sa providence royale — *regia providentia*, gardons ce mot *providence*, — prête la Pucelle », à lui seul que ses officiers auront ordre de la « bailler ».

L'évêque de Beauvais a répondu dignement à la confiance de son royal maître. Il s'est empressé de dépouiller ses insignes et son caractère d'évêque pour revêtir la livrée des Plantagenet. Durant tout le procès, le prêtre du Christ, le dignitaire de l'Eglise disparaît.

sent chez lui : il ne reste que le valet mitré, tremblant à la pensée que tel ou tel de ses actes, telle ou telle de ses résolutions pourraient « déplaire aux Anglais ».

Et, en vérité, les Anglais eussent été bien difficiles s'ils n'avaient pas été contents. Pour les satisfaire, le juge de leur choix n'a reculé ni devant les irrégularités les plus audacieuses, les procédés les plus odieux, la perpétration d'un faux en écriture publique, l'invention d'une information posthume calomnieuse, ni, après la plus inique et la plus cruelle des sentences, devant la publication d'enquêtes et de lettres — purs libelles diffamatoires — destinées à fausser l'opinion publique et à déshonorer à jamais l'héroïne française aux yeux des contemporains et de la postérité.

Que dire de la responsabilité de l'Université de Paris et des actes qui l'établissent ? Une chose est certaine : c'est que cette responsabilité est grande et que ces actes sont indéniables.

Dès qu'elle apprend la capture de la jeune guerrière, l'*Alma mater* entre en campagne pour faire remettre la prisonnière, soit au vice-Inquisiteur de Paris, soit à l'évêque de Beauvais. Jeanne sera toujours entre les mains de l'Angleterre, du moment qu'elle sera remise à l'un de ces dignitaires. Si elle n'est pas brûlée à Rouen, elle le sera à Paris.

L'Université eût tenu à faire juger la prisonnière dans Paris même. Déçue sous ce rapport, elle n'en témoigna aucune mauvaise humeur au duc de Beth-

ford, et elle suivit les débats de Rouen avec une sollicitude qui ne se démentit pas. Il n'est pas douteux qu'elle n'ait prêté à l'évêque de Beauvais l'aide de ses lumières et de ses conseils. Elle en donna la preuve dans l'affaire des fameux Douze articles qui ont été le point de départ de la condamnation de la Pucelle. Elle les couvrit de son autorité doctrinale, se porta garant de leur conformité avec les réponses de Jeanne dans ses interrogatoires, ce qui était le contraire de la vérité¹. En les qualifiant de manière à faire croire à la culpabilité de l'accusée, elle exerça sur les quatre-vingt-six docteurs et maîtres qui délibérèrent à sa suite une pression décisive.

Après le supplice de Jeanne, l'Université, toujours « très humble et très dévote fille du roi d'Angleterre », ne laissa pas les juges du procès sous le poids de la réprobation publique. Prenant hautement leur défense, en septembre 1431, elle écrivit à nos seigneurs le Pape, l'Empereur, et au Collège des cardinaux les

1. Dans sa lettre au « Pape et à l'Empereur », l'Université mentionne expressément la communication que l'évêque de Beauvais lui donna du procès mené contre Jeanne, lorsque le prélat sollicita la délibération des Facultés de théologie et de décret sur les Douze articles. — *Et quoniam processum adversus eam deductum nobis communicaverunt, requirentes ut super articulis per eam assertis deliberationem nostram redderemus...*

En avouant le fait de cette communication, l'Université se rend inexcusable. Elle reconnaît de la sorte avoir faussé très volontairement le sens des réponses de la Pucelle dans les interrogatoires dont l'*Alma mater* avait le texte sous les yeux.

lettres que nous avons rappelées plus haut, lettres dans lesquelles le plus grand éloge était fait « de la diligence qu'avaient déployée pour la défense de la religion chrétienne, en jugeant une femme dangereuse, Monseigneur l'Evêque de Beauvais et le vicaire de Monseigneur l'Inquisiteur de la perversité hérétique¹ ».

On a vu que, dans ces deux lettres, l'Université a le soin de passer sous silence l'Angleterre, son gouvernement et son roi : ils ne sont même pas nommés. Toujours la même tactique, la même hypocrisie : laisser dans l'ombre les vrais coupables ; ne parler que de l'Eglise, à qui on veut faire prendre leur place et assumer leur responsabilité.

IV.

DES ASSESSEURS DU PROCÈS. — ATTÉNUATION DE LEUR RESPONSABILITÉ. — LA DERNIÈRE DÉLIBÉRATION.

Les assesseurs qui suivirent de près les débats du procès de Rouen n'y remplirent pas tous le même rôle. Ceux dont l'évêque de Beauvais fit ses conseillers intimes et qu'il mit au courant de tous ses desseins furent les six docteurs de l'Université de Paris et quelques autres, tels que le promoteur d'Estivet, les chanoines Nicolas Loiseleur et de Venderès.

Pierre Cauchon avait choisi lui-même les docteurs

1. *Procès*, t. I, pp. 496-500.

de Paris dont il se proposait d'utiliser les lumières. D'opinion bourguignonne, ils étaient d'une intelligence remarquable, d'un savoir étendu et, comme le prélat, plus Anglais que les Anglais eux-mêmes. De ces docteurs, qui avaient nom Nicolas Midi, Guillaume Erard, Gérard Feuillet, Jacques de Touraine, Pierre Maurice, Thomas de Courcelles, le plus jeune, le plus réputé, le plus influent fut ce dernier. A ces représentants de l'*Alma mater*, l'évêque-juge confia les travaux les plus délicats, entre autres l'élaboration des Douze articles. Avec eux et les chanoines nommés plus haut, il arrêta le plan de l'abjuration du 24 mai et il détermina le rôle qu'ils devaient y remplir.

Evidemment, la responsabilité de ces conseillers intimes¹ de l'évêque de Beauvais est plus grande que celle des assesseurs qui se bornèrent à suivre les séances des débats. Plusieurs de ceux-ci n'y assistaient que terrorisés. Ceux même qui accédèrent à la délibération des Facultés de Paris sur les Douze articles eurent sans doute tort d'ajouter aveuglément foi, soit à Pierre Cauchon qui présentait ces articles comme le résumé fidèle des aveux de l'accusée consi-

1. Nous avons vu, dans la précédente Etude, chapitre XVIII, avec quelle ardeur J. Quicherat s'applique à diminuer cette responsabilité. C'est le cas de rappeler le mot d'un historien lorrain de la Pucelle, M. Villiaumé (*Histoire de Jeanne d'Arc*, p. 341, in-8°, Paris, 1864) : « Dans quel but cherche-t-on à justifier tous ces traitres et ces fripons ? »

L'expression est un peu vive, mais pas trop exagérée.

gnés dans les interrogatoires, soit à l'Université de Paris, qui avançait la même chose, quoique ayant eu avec la copie du procès le moyen de pratiquer les vérifications nécessaires; mais ce fut pour eux une circonstance atténuante d'avoir cru ces vérifications effectuées. Assurément, ils furent moins coupables que Pierre Cauchon et l'Université de Paris, qui ayant rédigé les articles savaient à quoi s'en tenir sur leur caractère dolosif.

A ces circonstances atténuantes on doit en ajouter une autre dont bénéficie la grande majorité des assesseurs qui prirent part à la délibération unique du procès de rechute, délibération qu'ils rendirent conditionnelle et par laquelle ils répondirent à la consultation de l'évêque de Beauvais.

Il est peu de lecteurs de l'histoire de Jeanne chez lesquels ne soit demeurée cette conviction que, la veille du supplice, l'évêque de Beauvais ayant convoqué les assesseurs du procès pour délibérer s'il y avait lieu de déclarer Jeanne hérétique relapse et de la livrer à la justice séculière, les assesseurs votèrent à l'unanimité dans le sens de l'affirmative.

« Le lendemain du 28 mai, dit l'*Histoire de France* de M. Ernest Lavisse, une assemblée de docteurs déclara que Jeanne, hérétique relapse, devait être livrée au bras séculier¹. »

1. *Histoire de France*, t. IV, p. 69. Paris, Hachette, 1902.

Ce n'est pas l'assemblée des docteurs composée de quarante-deux ecclésiastiques, non compris les deux juges; c'est deux assesseurs sur quarante-deux qui émirent ce vote. Sur les quarante autres, un ne se prononça qu'à moitié; les trente-neuf restants, avant de déclarer l'accusée relapse et de la livrer à la justice séculière, mirent à leur vote la condition suivante.

Avec messire Gilles Duremort, abbé de la Sainte-Trinité de Fécamp, ils demandèrent que les juges « fissent lire à Jeanne, en présence de l'assemblée, la cédule qu'elle passait pour avoir acceptée et signée — cédule dont on venait de donner lecture aux maîtres et docteurs, — qu'on la lui expliquât en lui proposant la parole de Dieu.

« Ces mesures prises, *his peractis*, si, comme l'ajoute dans sa délibération le prieur de Longueville-Giffard, l'accusée convient sans passion de toutes les choses contenues dans la cédule — *si, cessante passione, dicta mulier confessa est illa que continentur in schedula*, alors il n'y aura plus qu'à la déclarer hérétique et à l'abandonner à la justice séculière¹.

En définitive, tous les maîtres présents, trois exceptés, Nicolas de Venderès, Denys Gastinel et Jean Pinchon, distinguent avec l'abbé de Fécamp entre déclarer Jeanne relapse de fait, et la déclarer relapse de droit et hérétique.

1. *Procès*, t. I, pp. 463-467.

Relapse de fait matériellement, elle l'est *præsumptione juris*, à cause de la reprise matérielle de l'habit d'homme.

Relapse de droit, c'est-à-dire formellement et hérétique, elle ne le sera qu'autant qu'il sera prouvé qu'elle a souscrit les articles de la cédule insérée au procès et lue aux docteurs assemblés¹.

C'est pour avoir la preuve de la culpabilité de l'accusée à cet endroit, que les trente-neuf assesseurs requièrent des juges qu'ils fassent comparaître Jeanne devant eux, et qu'ils lui fassent lire et expliquer la cédule dont on leur a donné connaissance : *Bonum est quod schedula, nuper lecta, legatur iterum coram ipsa, — notez cet iterum et ce coram ipsa, — et sibi exponatur*

Pourquoi ces trente-neuf assesseurs tenaient-ils tant à cette lecture de la cédule du procès faite à l'accusée en leur présence?

Ils y tenaient parce que c'était le seul moyen qui leur permit de dégager leur conscience et de s'assurer

1. Cette explication permettra de comprendre la déposition de Thomas de Courcelles à l'enquête de la réhabilitation :

« *Nunquam positive deliberavit Johannam esse hæreticam.* » (Procès, t. III, p. 58.)

Or, voici les termes de sa délibération du 29 mai : « *Magister Thomas de Courcellis deliberavit conformiter ad deliberationem sæpe dicti domini abbatis Fiscampnensis.* — Maître Thomas de Courcelles a délibéré conformément à la délibération du seigneur abbé de Fécamp souvent nommé. » (Procès, t. I, pp. 466, 467.)

si ce texte était bien celui que Jeanne avait prononcé, ou si, comme le prieur de Longueville-Giffard paraissait le croire, elle avait accepté un texte différent. C'est ce religieux, on ne l'a pas oublié, qui déposa que la lecture de la cédule authentique n'avait guère duré que le temps d'un *Pater noster*.

Que serait-il advenu si les juges eussent admis la requête des maîtres et docteurs ? Il serait advenu l'une de ces deux choses : ou bien Jeanne eût reconnu l'authenticité du long formulaire, ou bien elle en eût dénoncé la fausseté.

Dans le premier cas, l'assemblée n'avait qu'à la déclarer relapse et hérétique.

Dans le second cas, un scandale affreux éclatait, l'évêque de Beauvais se trouvait pris en flagrant délit de faux, et les pires conséquences étaient à craindre.

Qu'on juge de la fureur des Anglais apprenant cette déconvenue !

Pierre Cauchon n'était pas homme à s'y exposer. Le vin de l'iniquité était tiré : il le but jusqu'à la dernière goutte. La requête et la délibération conditionnelle des trente-neuf docteurs n'obtinrent de lui qu'un silence et qu'un accueil glacial. En vertu du droit suprême dont il était investi, il n'en tint aucun compte et, le lendemain, sur la place du Vieux-Marché, au nom de deux assesseurs seulement et du vice-Inquisiteur Jean Le-maître, il déclara Jeanne hérétique relapse et la livra au bras séculier.

Par cela que les juges repoussèrent la condition qu'avait exprimée l'abbé de Fécamp et que la presque unanimité des docteurs avait acceptée, l'accession de ces derniers au vote absolu de la condamnation de la Pucelle fit défaut. C'est donc pire qu'une inexactitude, c'est une erreur formelle d'avancer que les assesseurs présents à la délibération du 29 mai reconnurent Jeanne hérétique relapse et invitèrent l'évêque-juge à la traiter en conséquence. La délibération conditionnelle de trente-neuf d'entre eux sur quarante-deux, véritable protestation contre l'iniquité de Pierre Cauchon, honore trop la mémoire de ces prêtres, tous Français hormis deux, pour n'être pas notée soigneusement et signalée aux amis de l'Eglise et de la France¹.

1. Voir 2^e série de nos *Etudes critiques*, de la page 480 à la page 505. On y trouvera les développements que nous n'avons pu donner ici.

Voir aussi la *Note* à la fin de la présente Etude.

Notons, en finissant, cette remarque de maître Guillaume Bouillé, doyen de la cathédrale de Noyon : « Jeanne ne saurait être considérée comme formellement relapse, parce que l'on ne fit pas ce que la majorité des assesseurs demandait, et qu'on ne lui donna pas lecture de la cédule. » (P. LANÉRY D'ARC, *op. cit.*, p. 349.)

CHAPITRE XII.

L'ŒUVRE DE LA FRANCE ET DE L'ÉGLISE.

LA RÉHABILITATION.

Le procès qui a fait « juger, condamner, brûler la Pucelle » est l'œuvre de l'Angleterre. Il est décidé par son gouvernement, mené par des juges à ses ordres, contre Jeanne, contre la France et contre l'Eglise.

Contre Jeanne, afin de la perdre d'honneur et de la faire mourir;

Contre la France, afin de déshonorer son roi, de le présenter à la chrétienté comme redevable de sa couronne et de son sacre à une aventurière, à une fille démoniaque et hérétique;

Contre l'Eglise, afin de la présenter à l'opinion qui se plaît si aisément à identifier les gens d'Eglise, même tarés et corrompus, avec l'Eglise, comme responsable du faux procès ecclésiastique dont la Pucelle a été la victime.

Telle est l'œuvre de l'Angleterre. Voici celle de la France et de l'Eglise.

Et d'abord à Rouen, en 1431, jamais l'Eglise, jamais le Saint-Siège n'ont jugé. Donc J. Quicherat et Henri

Martin ont commis une erreur tangible lorsqu'ils ont dit le contraire.

L'Eglise, en 1431, n'a pas plus jugé à Rouen que la France elle-même.

Mais en 1455-1456, l'une et l'autre, peut-on dire, ont jugé : la France, en demandant la revision du procès de 1431; le Saint-Siège, en ordonnant cette revision; et des prélats français, désignés par le pape Calixte III, n'ayant rien de commun avec l'évêque Cauchon, en proclamant, comme conséquence du procès de revision, l'innocence de Jeanne et sa réhabilitation.

La revision du procès de 1431, la réhabilitation de l'héroïne française, voilà l'œuvre de la France et de l'Eglise en 1455-1456, œuvre que l'une et l'autre s'approprient à couronner.

Nous ne traiterons pas actuellement de la revision même; nous l'avons fait ailleurs, dans notre *Histoire complète* d'abord, et, à plusieurs reprises, dans nos *Etudes critiques*¹. Nous avons dit la conscience et l'intelligence avec lesquelles les évêques français délégués par le Saint-Siège ont rempli leur mission. Dans la première Etude de cette troisième série, nous avons montré le peu de fondement des insinuations de Jules

1. Aux lecteurs qui se proposeraient d'étudier sérieusement l'histoire du procès de revision, nous signalerons l'ouvrage des religieux dominicains M.-J. Belon et Fr. Balme : *Jean Bréhal et la réhabilitation de Jeanne d'Arc*; in-8°, Paris, 1893, P. Lethielloux, libraire-éditeur.

Quichérat contre les Enquêtes et fait ressortir la confiance qu'elles méritent. Présentement, nous tenons à signaler le caractère catholique et français du grand acte de justice qu'a été le procès de 1456. On lui a reproché d'être venu tard. C'est un reproche qu'on ne saurait prendre au sérieux. On s'est occupé de la revision du procès de Jeanne dès qu'il a été possible de le faire. Quoi qu'on puisse dire, cette revision est venue à son heure.

I.

CHARLES VII ET LE PROCÈS DE REVISION. — PEUT-ON ACCUSER
LE ROI DE FRANCE D'AVOIR TROP ATTENDU ?

On peut accuser Charles VII de n'avoir fait aucune tentative digne de sa personne royale et de la France pour délivrer la Pucelle captive, pour amener de gré ou de force Jean de Luxembourg d'abord, les Anglais ensuite, à la mettre à rançon ou à lui rendre la liberté.

On peut encore lui faire un grief de n'avoir pas informé le plus rapidement possible le Pape régnant du procès d'Eglise que l'Angleterre se proposait d'intenter à la prisonnière. Il eût pu lui demander de faire entendre aux Régents anglais des paroles de conciliation, sauf à prendre, le cas l'exigeant, le ton d'autorité voulue et à intervenir comme Clément V l'avait fait pour le procès des Templiers.

Nous ne voyons pas bien de quelle manière on excu-

serait Charles VII de son attitude et de son inertie à ces deux points de vue. Mais aller jusqu'à le rendre responsable de cet intervalle de vingt ans qui s'est écoulé entre le supplice de la Pucelle et la première enquête en vue de la revision du procès, ce serait paraître ignorer le premier mot de notre histoire durant ces vingt années; ce serait paraître ne rien comprendre aux conditions indispensables pour qu'une revision efficace et sérieuse se produisît.

Ce serait paraître ignorer le premier mot de notre histoire, parce que ce serait paraître ignorer que, jusqu'en 1449, la Normandie et Rouen, sa capitale, demeurèrent au pouvoir de l'Angleterre.

Ce serait, en tout cas, ignorer les conditions indispensables à une revision sérieuse du procès, parce qu'il fallait que Charles VII fût maître de Rouen pour que la revision eût lieu et, à plus forte raison, pour qu'elle aboutît.

Au cours des événements qui survinrent dans les vingt années postérieures au drame de Rouen, Charles VII dut se reprocher plus d'une fois l'indifférence qu'il avait montrée pendant le procès de l'héroïne, sa bienfaitrice. Il avait méconnu ses intérêts propres autant que les devoirs sacrés de la reconnaissance. Il avait laissé fuir l'occasion de faire entendre au Chef suprême de la chrétienté la voix de la justice et de lui confier la défense d'une cause nationale. Quand cette occasion se représenterait-elle ? Sans doute, les événe-

ments prenaient une tournure favorable. Le duc de Bourgogne s'était rapproché du chef de la maison de France, le traité d'Arras avait été signé, Paris était rentré en l'obéissance de son souverain légitime. Mais les hostilités ne laissaient pas de poursuivre leur cours. Les Anglais occupaient toujours Rouen ; la Normandie ne se détachait d'eux que lentement. Or, tant que la Normandie et sa capitale resteraient anglaises, il fallait renoncer à tenter une revision sérieuse du procès de la Pucelle. La première condition pour qu'elle fût possible, c'est que cette province et sa capitale redevinssent françaises.

Que devait être, en effet, le premier acte de cette revision ?

Il devait être la recherche et l'audition des compagnons de l'héroïne, principalement des personnages avec lesquels elle avait été en rapport à Rouen durant son procès, puisque c'était surtout le procès dont les juges de la revision se proposaient d'apprécier la justice et de peser la validité.

Mais le moyen d'assigner par-devant un tribunal constitué, de convoquer, d'entendre les témoins rouennais ou normands, tant qu'on ne serait pas maître de Rouen et de la Normandie ?

Et pour les témoins du pays de Jeanne, pour ceux qu'elle avait rencontrés sur son chemin durant sa vie guerrière, à Chinon, Poitiers, Orléans, Bourges, comment appliquer les mêmes mesures tant que la paix

du royaume n'aurait point été assurée? On n'a qu'à jeter les yeux sur les noms des magistrats, capitaines, seigneurs, chevaliers, princes du sang qui comparurent aux enquêtes de la réhabilitation, pour se convaincre de l'impossibilité de la revision en des conditions différentes. Jamais un procès de revision ouvert avant 1450, avec pleins pouvoirs du Saint-Siège, n'eût recueilli les cent quarante-quatre témoignages, dont cinquante-cinq de prêtres et bourgeois rouennais ou normands, que nous trouvons consignés dans l'instrument officiel de la réhabilitation.

En l'année 1449, Dunois, avec le titre de lieutenant-général de Charles VII pour les pays situés entre l'Oise, la Somme et l'Océan, pénétrait en Normandie et paraissait devant Rouen. Au bout de quelques jours, l'attitude des Rouennais décidait le duc de Somerset à traiter de la reddition de la place. Le 29 octobre, l'accord était fait et signé.

Le lundi 10 novembre, Charles VII, armé de toutes pièces, monté sur un coursier recouvert entièrement de velours bleu semé de fleurs de lis d'or, entrait solennellement dans la ville où Jeanne d'Arc avait subi le dernier supplice.

Moins de trois mois après, six jours après la mort de la fameuse Agnès Sorel¹, le 15 février 1540, Char-

1. Elle mourut le 9 février, à Jumièges, à quelques lieues de Rouen.

les VII, « par la grâce de Dieu roy de France », donnait à son « amé et féal conseiller, maître Guillaume Bouillé, docteur en théologie », mission de rechercher la vérité sur le procès de la Pucelle.

Les 4 et 5 mars, maître Bouillé effectuait la première enquête de la revision du procès et entendait sept témoins, dont cinq assesseurs et deux officiers du tribunal de 1431.

Ces jours-là, le procès national de revision commençait, en attendant le procès du Saint-Siège.

Charles VII n'avait pas perdu de temps. C'est, après les reproches que lui fait l'histoire, une justice à lui rendre; qu'on ne la lui refuse pas.

II.

LE PROCÈS DE REVISION ET L'ÉGLISE.

Du côté de la France, la revision du procès de Rouen n'a pas subi de retard; elle n'en a pas subi davantage du côté de Rome et de l'Eglise.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que l'action de Rome était subordonnée à celle de la France et de son roi; c'est qu'il appartenait à Charles VII de prendre l'initiative de la revision, d'en exprimer le désir, d'en présenter en son nom ou d'en faire présenter au nom de la famille de Jeanne la demande. Le Chef de l'Eglise ne pouvait intervenir qu'autant qu'appel serait

fait à son intervention. Cet appel n'ayant pu se faire, comme nous venons de le voir, avant la prise de Rouen et la soumission de la Normandie, on n'a point à chercher dans tel ou tel calcul politique du Saint-Siège la raison du retard apparent du procès, mais dans la force des choses et dans la marche des événements.

Les années qui s'écoulèrent de 1431 à 1455 furent pour l'Eglise des années difficiles. Deux papes, en ces années-là, occupèrent le siège de saint Pierre : Eugène IV et Nicolas V. Eugène IV succéda le 4 mars 1431 à Martin V, qui venait de mourir le 20 février précédent. Eugène IV mourut le 23 février 1447. Nicolas V, qui montait sur la chaire pontificale le 6 mars suivant, expirait le 24 mars 1455 et, le 8 avril de la même année, Calixte III prenait en main le gouvernement de l'Eglise. A ce pontife était réservé l'honneur d'ordonner la revision canonique et sans appel du procès de Rouen.

Trois affaires occupèrent Eugène IV pendant son pontificat : celle des Hussites, celle du Concile de Bâle et celle du Concile de Florence, seizième œcuménique.

L'affaire des Hussites se termina plus heureusement qu'on ne pouvait l'espérer. Les Pères du Concile de Bâle firent adopter des idées de pacification.

L'affaire du Concile de Bâle eut une issue moins satisfaisante. Les Pères de ce Concile ne purent s'entendre avec Eugène IV, et ils se mirent en tête de lui opposer comme antipape le duc de Savoie,

Amédée VIII, qui était alors retiré dans la solitude peu monastique de son château de Ripaille (1439).

Eugène IV n'attendit pas cette élection pour dissoudre par une Bulle le Concile de Bâle et le transférer à Ferrare. La peste ayant éclaté en cette ville, le Concile se tint à Florence et il en porte le nom. Entre autres affaires de première importance, on y traita de la réunion des deux Eglises grecque et latine (1438-1442). Arrêtée en principe, cette réunion eut un commencement d'exécution ; mais le schisme ne tarda pas à reprendre le dessus.

Le fait qui domine l'histoire de l'Eglise et de la chrétienté sous Nicolas V est celui de l'invasion musulmane et de la conquête de Constantinople par Mahomet II. Cet événement, d'une si haute portée à tous les points de vue, fut le résultat des fautes commises dans la direction politique et religieuse des affaires de l'Europe. La faute qui domine les autres est l'abandon de la politique des croisades, dont l'idée si hautement civilisatrice et l'honneur reviennent au pape français Urbain II, et la substitution à cette politique d'une politique individualiste et essentiellement égoïste. Au lieu de chercher la satisfaction de leurs intérêts propres dans la poursuite des grands intérêts de la civilisation et du progrès de l'idée chrétienne, les princes chrétiens oublièrent ces grands intérêts pour ne travailler qu'à leur propre avantage. Ils ne réussirent qu'à se diviser.

« L'âme goûte tant de délices à dominer les autres âmes, écrivait Montesquieu; ceux mêmes qui aiment le bien s'aiment si fort eux mêmes, qu'il n'y a personne qui ne soit assez malheureux pour avoir encore à se défier de ses bonnes intentions. Et, en vérité, nos actions tiennent à tant de choses, qu'il est mille fois plus aisé de faire le bien que de le bien faire¹. »

En lisant ces lignes de l'auteur de l'*Esprit des lois*, notre pensée se portait vers ces grands événements du moyen-âge, les croisades, les efforts dépensés pour sauvegarder l'unité catholique et, comme résultante, ce coup de tonnerre qui fut la prise de Constantinople.

Deux hommes de grand talent ont exercé leur esprit sur ce sujet. L'un, de Bonald, se plaît à qualifier les Turcs de « barbares campés en Europe ».

L'autre, Joseph de Maistre, a dit des croisades que « si aucune en particulier n'a réussi, toutes dans l'ensemble ont réussi ».

Il faut convenir que, pour des barbares, les Turcs ont bien choisi le lieu de leur campement et les palais dont ils ont fait leur tente. Ils doivent s'y bien trouver, car ils y sont depuis bientôt cinq cents ans, et leurs ennemis irréconciliables, les chrétiens, n'ont pu encore les déloger.

Nous n'oserions dire que le pape régnant en l'année de la prise de Constantinople, Nicolas V, n'eût pas

1. *Esprit des lois*, livre XXVIII, chap. xli.

goûté de quelque manière le mot de Joseph de Maistre : l'esprit garde toujours son prestige. Mais à cette pensée douloureuse que l'étendard du prophète flotterait désormais sur la coupole de Sainte-Sophie, Nicolas V ne pouvait se dissimuler que, considérées isolément ou dans l'ensemble, les croisades, cette idée sublime d'un pape français, n'avaient pas réussi.

Sous le règne de ce pontife, le projet de revision qu'attestait l'enquête de maître Guillaume Bouillé prit le caractère canonique qui lui était indispensable pour en assurer le succès. Le légat du Pape, en 1451, était un prélat français, Guillaume d'Estouteville, évêque de Digne, cardinal-prêtre du titre de Saint-Sylvestre et de Saint-Martin-des-Monts. Instruit par Charles VII de l'intérêt que ce prince prenait à la revision du procès de Rouen, et frappé de la place que la Pucelle occupait dans l'opinion publique, il résolut d'ouvrir lui aussi, en vertu de ses pouvoirs de légat pontifical, une enquête canonique préparatoire sur cette grave question. Au mois d'avril 1452, il se rendait à Rouen et procédait à l'enquête résolue, avec l'Inquisiteur de France, Jean Bréhal, en qualité de juge-adjoint.

Le cardinal d'Estouteville, n'ayant pu achever son enquête et se trouvant rappelé à Paris dans les derniers jours d'avril par d'importantes affaires, délégua pour le remplacer maître Philippe de La Rose, trésorier du chapitre de Rouen.

Le cardinal avait entendu cinq témoins. Maître Phi-

lippe de La Rose en entendit dix-sept. Les deux enquêtes prirent place au procès de 1455-56 à titre d'informations préliminaires.

Les voies de la revision décisive étaient préparées. Restait à tenter auprès du Saint-Siège la démarche officielle et à solliciter de sa justice l'ouverture d'un procès canonique à l'effet de reviser et, s'il y avait lieu, de casser la sentence prononcée à Rouen et de réhabiliter l'héroïne.

Pour ne pas mêler la politique à l'affaire, on résolut de présenter la supplique au nom de la mère et des frères de Jeanne. La supplique fut rédigée dans la première moitié de l'année 1454, et l'inquisiteur Jean Bréhal la porta lui-même à Rome au cardinal d'Estouteville qui la remit au pape Nicolas V.

Nicolas V étant mort le 24 mars 1455, son successeur, Calixte III, accueillit avec une souveraine bienveillance la supplique de la famille de la Pucelle. Elu le 8 avril, le 11 juin suivant il publiait à l'adresse de l'archevêque de Reims, Jean-Jouvenel des Ursins, de Guillaume Chartier, évêque de Paris, et de Richard de Longueil, évêque de Coutances, un rescrit dans lequel il les chargeait de procéder à la revision canonique du procès de 1431 et « de rendre, en écartant tout appel, une sentence selon la justice ».

Le 17 novembre de cette même année, les juges délégués par Calixte III ouvraient dans l'église Notre-Dame de Paris le procès qu'ils avaient mission d'ins-

truire, entendaient la mère de Jeanne, son avocat Pierre Maugier, et constituaient le tribunal. Le 7 juillet 1456, la cause était entendue et la réhabilitation de Jeanne proclamée.

Cette fois-ci, l'Eglise avait jugé et bien jugé. La France et l'histoire n'ont point appelé et n'appelleront point de ce jugement ¹.

1. Nous avons dit plus haut, p. 180, qu'on peut reprocher au roi Charles VII de n'avoir fait aucune tentative pour rendre la Pucelle à la liberté. Ce reproche est d'autant plus fondé que, à Paris et Londres, les dirigeants de la politique anglaise s'y attendaient. Leurs craintes à ce sujet transpirent dans ce passage d'une lettre de l'Université de Paris du 14 juillet 1430 : « Et seroit plus grant inconvenient que oncques mais, s'il avenoit que icelle femme fust délivrée comme on dit aucuns des adversaires soy vouloir efforcer de faire par toutes voyes exquisés et, qui pis est, par argent ou ranson. » (*Procès*, t. I, p. 40, 11.)

NOTES

ÉCLAIRCISSEMENTS

APPENDICES

NOTES

ET

ECLAIRCISSEMENTS

NOTE I.

LES IDÉES ANGLAISES, L'HISTOIRE ET LE PROCÈS
DE LA PUCELLE.

(Préface.)

Il y aurait un livre intéressant à écrire sur ce sujet : *La France intellectuelle sous la domination anglaise.*

Malgré cent ans d'une guerre durant laquelle la victoire se rangea le plus souvent du côté de l'Angleterre, la vieille ennemie de la France n'a pu venir à bout de sa résistance et faire d'elle une province anglaise. Avec l'opiniâtreté qui la caractérise, elle a songé à prendre sa revanche d'autre sorte : renonçant pour le moment à l'occupation du territoire et à la domination politique, elle a visé à la domination par les idées et les mœurs : autre moyen de faire de notre pays une province de son empire intellectuel.

L'Angleterre a commencé cette conquête d'un nouveau genre au cours du dix-huitième siècle. Avant la fin du dix-neuvième, elle avait lieu d'être satisfaite : les idées dominantes en philosophie, en religion, en littérature, en histoire, en économie industrielle et sociale étaient anglaises chez nous,

ou peu s'en faut. Présentement, anglaises plus que jamais deviennent nos mœurs et jusqu'à notre langue. Dans les cercles de haut vol et sur les champs de course, dans le monde de l'industrie et dans celui des sports, dans les salons de la bourgeoisie et dans ceux de la société « select », on vit à l'anglaise, on converse à l'anglaise, on traite affaires et plaisirs à l'anglaise, en attendant l'annexion partielle ou totale du territoire, annexion de laquelle on ne paraît pas à Londres avoir désespéré.

Dans nos Études critiques sur la Pucelle, nous avons constaté l'origine et la couleur anglaise des principales erreurs qui, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ont envahi son histoire. Non seulement ces erreurs ont surpris la bonne foi des historiens qui passent pour sérieusement informés, mais elles ont trouvé chez eux leurs défenseurs les plus zélés et leurs propagateurs les plus persévérants. Chose d'autant plus étrange que ces erreurs ont garantie pour toute la parole de l'homme le plus suspect en ces matières qu'il y ait au monde, Pierre Cauchon, évêque de Beauvais.

Comment se fait-il que, après avoir été durant quatre cents ans l'objet de la suspicion la plus légitime, les affirmations intéressées de ce prélat vendu aux Anglais aient paru, de nos jours, dignes de créance à des écrivains tels que Henri Martin et J. Quicherat, en des questions qui mettent en jeu l'honneur de l'héroïne? Nous n'essaierons pas de l'expliquer. Il suffit que le fait soit dûment constaté. Il l'a été dans notre précédente Étude sur la Société de l'Histoire de France et la publication des deux Procès; il le sera une fois encore dans l'Étude que nous y joignons. Rétablir, au profit de Jeanne et de la France, une vérité historique écartée, méconnue, pour réduire à néant les responsabilités écrasantes du gouvernement anglais; montrer que l'erreur qu'on lui substitue n'a pour elle ni les raisons, ni les textes, ni les faits, quoi qu'on ait pu dire; ne pas laisser sans réponse les difficultés soulevées à ce sujet, c'est ce que nous nous sommes proposé dans cette Étude complémentaire de notre troisième Série.

La question que nous avons traitée est de celles sur laquelle, depuis quelque temps, on revient sans cesse :

« Qui a fait juger, condamner, brûler, Jeanne d'Arc? Est-ce l'Église et son chef; est-ce l'Angleterre et son gouvernement? »

L'opinion ne se préoccupe guère que de cette question, et l'on oublie celle qu'elle suscite, question de justice et d'honneur pour l'Église et pour la France :

« Qui l'a fait réhabiliter? »

Nous n'avons eu garde de passer cette dernière sous silence, mais nous avons pris spécialement à partie le système qui rend l'Église même responsable de la condamnation et du supplice de Jeanne d'Arc.

C'est chose étrange que la facilité avec laquelle ce système trouve créance chez les esprits les moins prévenus. M. Émile Faguet écrivait récemment : « Le sophisme qui consiste à raisonner ainsi : Il n'est pas impossible que cela soit; donc cela est, — est un sophisme effroyablement répandu¹. »

Une cause de ce genre est nécessaire pour expliquer la diffusion et le règne d'un préjugé qui n'est fondé que sur des documents d'origine anglaise et sur l'inintelligence des faits. Ces documents ayant pour auteur l'évêque de Beauvais, Pierre Cauchon, c'est en somme sur la seule parole de ce triste personnage que des historiens de valeur et des milliers de Français rendent l'Église et son chef responsables de la mort de Jeanne d'Arc. N'est-ce pas un exemple frappant de la facilité avec laquelle nous subissons, nous Français, le joug des idées anglaises, de celles-là même dont toute sorte de raisons devrait nous porter à nous défier?

En 1904, nous avons traité la question présente dans une Etude assez brève que *le Correspondant* du 25 mai publia. Il nous avait paru d'abord qu'il suffirait de reproduire cet article sous forme d'Appendice à la fin de notre dernier ouvrage sur les idées de Jules Quicherat : la lettre du président du Conseil des ministres à la municipalité orléanaise, en date du 16 avril 1907, nous a fait changer d'avis.

Dans cette lettre, vrai document officiel, M. Clémenceau a

1. *Annales littéraires* du 28 juillet 1907, n. 79.

fait sienne l'opinion de J. Quicherat et de Henri Martin sur la responsabilité de l'Église à propos de la condamnation et du supplice de Jeanne d'Arc. Tout en reconnaissant dans « la noble héroïne une de nos gloires les plus pures », il laisse « aux libertés de l'initiative individuelle les manifestations de ceux qui osent se réclamer de Jeanne d'Arc après l'avoir brûlée¹ ».

Ceux qui « osent se réclamer de la grande Française », ce ne sont pas les Anglais, ce sont les Français catholiques, c'est l'Église qui s'apprête à la béatifier.

S'ils osent « s'en réclamer », s'ils songent à la béatifier, c'est qu'ils ne l'ont point « brûlée ».

M. Clémenceau a sans doute découvert, dans quelque document inédit, que les Anglais ne firent point acheter la Pucelle; encore moins la firent-ils conduire à Rouen, juger sous la « protection des haches anglaises », et brûler par le bûreau à leurs ordres.

M. le Président du Conseil, journaliste redoutable, écrit ici l'histoire à l'anglaise, non à la française. Il parle comme ont parlé, dans les lettres que nous avons citées, Pierre Cauchon et « la très dévote et amée fille » du roi d'Angleterre, l'Université de Paris.

C'est beaucoup sans doute, mais ce n'est pas assez. L'essentiel, dans les questions d'histoire, est de parler comme les documents et les faits. C'est le langage qu'ils tiennent, en réponse à la question posée, que nous avons recueillie religieusement et transmis au lecteur. Il complétera ce que nous avons dit de l'opinion de J. Quicherat sur la responsabilité de l'Église dans les deux procès, opinion dont nous aurions dû nous occuper dans l'Étude précédente et qu'il nous a paru préférable d'exposer ici.

La première en date de nos *Études critiques* sur l'histoire de Jeanne d'Arc (1904) a eu la bonne fortune de mettre au jour la fausseté de la légende anglaise qui, en attribuant à la Pucelle l'acceptation du formulaire qu'on lit au procès, faisait d'elle une fille parjure, renégate de sa foi religieuse et patriotique.

1. Lettre susdite, Paris, 16 avril 1907.

L'Etude que nous publions aujourd'hui voudrait pareillement faire bonne justice de la légende anglaise tout aussi fausse, tout aussi corruptrice de l'opinion publique, qui s'efforce de ravir à la France et à l'Eglise l'honneur d'avoir flétri comme ils le méritent les juges de Rouen, et d'avoir élevé à l'héroïne française le monument national que l'on va couronner.

NOTE II.

PIERRE CAUCHON, HISTORIEN DE JEANNE.

(Page VII.)

Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, n'est pas seulement le juge de Jeanne d'Arc, il est aussi son premier historien.

Historien suspect, très suspect, nous en convenons, historien falsificateur et faussaire, mais enfin historien.

Il n'a pas, il est vrai, écrit une histoire suivie, conforme à l'ordre chronologique des faits; mais les actes du procès qu'il a rédigés contiennent le résumé substantiel de ces faits jusqu'à la sortie de Compiègne, et, pour les faits postérieurs, ils en donnent la suite depuis l'incarcération de la jeune Lorraine jusqu'à son supplice.

On trouve le résumé des faits antérieurs à la sortie de Compiègne dans les quinze interrogatoires du procès et dans les soixante-dix articles du Réquisitoire. C'est là que les historiens ont puisé les éléments principaux de leurs récits sur l'enfance et l'adolescence de Jeanne d'Arc. A plus forte raison ont-ils puisé dans l'instrument officiel ce qui a trait aux gestes de Jeanne prisonnière et aux incidents du procès.

Au surplus, c'est une chose dont tous les critiques tombent d'accord, que les deux grandes sources de l'histoire de la Pucelle sont les deux procès de condamnation et de réhabilitation. L'évêque de Beauvais étant le rédacteur du procès de condamnation, l'ayant scellé de son sceau, il est aussi bien l'auteur responsable de la partie historique que celui de la partie juridique, et il a droit aux deux titres de juge et d'historien, sauf les réserves à spécifier.

Habile et prévoyant comme il l'était, l'évêque Cauchon ne nourrissait point d'illusions au sujet du procès de la Pucelle : il prévoyait le jugement terrible que la postérité

porterait sur lui, juge inique et prévaricateur, juge « assassin », selon le mot de L'Averdy, d'une jeune fille qui n'avait pas vingt ans, si les dessous dudit procès étaient découverts. Aussi ne s'en remit-il à personne, pas même à Thomas de Courcelles, — celui-ci a été traducteur, non rédacteur, — du soin d'en écrire les actes. Ces actes touchant à la vie entière de Jeanne, en les écrivant, Pierre Cauchon devenait chronologiquement le premier historien de sa victime.

Historien donc de Jeanne, dans le sens large du mot, mais, devons-nous ajouter, historien « suspect » au plus haut degré, l'évêque-juge Pierre Cauchon; historien dont la tendance constante est de peindre l'héroïne sous les couleurs les plus noires, de ne jamais lui rendre pleinement justice, même dans les circonstances les plus indifférentes; historien enfin qui n'a pas reculé devant la falsification des textes et des faits, donnant le faux pour le vrai, le mensonge pour la vérité, affirmant quand il devrait nier, niant quand il devrait affirmer. On nous demandera des preuves à l'appui de ce jugement. En voici, car nous ne sommes pas embarrassés pour en produire.

Sur les soixante-dix articles du Réquisitoire, il n'y en a pas dix qui n'altèrent ou ne dénaturent les faits, ou bien qui ne mettent le faux à la place du vrai.

Sur les fameux Douze articles, il n'en est pas un seul qui énonce la vérité pure et simple.

Dans les interrogatoires, des circonstances décisives, éminemment favorables à l'accusée, ont été passées sous silence : par exemple la soumission de Jeanne à l'Eglise et au Concile de Bâle en présence de témoins; des faits sont dénaturés : telle la tentative d'évasion du donjon de Beauvoir.

Le récit de la « prétendue abjuration du cimetière de Saint-Ouen » est suspect d'un bout à l'autre : il supprime les incidents les plus significatifs; il affirme le fait d'une abjuration qui n'a jamais eu lieu, et il donne comme authentique le texte d'un formulaire que la Pucelle n'a jamais prononcé et souscrit.

Même altération des textes et des faits en ce qui regarde le prétendu « relaps », l'interrogatoire du procès de rechute, et silence absolu sur les circonstances qui justifiaient l'accusée.

L'Information posthume, pièce extra-judiciaire fabriquée par l'évêque de Beauvais pour qu'on ne doutât pas de la réalité de l'abjuration canonique du 24 mai, et de la gravité des reniements dont elle aurait été remplie. Dans cette pièce, on affirme l'existence d'une enquête posthume qui n'a jamais eu lieu, et de dépositions qui n'ont jamais été faites.

Et afin qu'on ne songe pas à révoquer en doute l'authenticité de ces textes et la vérité de ces affirmations, les lettres du roi d'Angleterre et celles de l'Université de Paris, écrites aux princes chrétiens et au Pape après le supplice de la Pucelle, reviennent sur ces inventions de l'évêque Cauchon et en parlent comme de choses publiques et avérées.

Bon nombre d'historiens, même de nos jours, ont eu la simplicité de s'en rapporter à la parole de l'évêque de Beauvais sur ces divers points : ce qui prouve l'autorité qu'ils lui reconnaissent à titre d'historien. Mais ce qui, indépendamment de cette autorité, prouve la puissance fascinatrice exercée sur les esprits à plus de quatre cents ans de distance par ce sombre personnage, c'est que, parmi ses disciples les plus fidèles, il compte les historiens de l'École franco-anglaise, et les hommes de talent qui s'appellent Jules Quicherat, Michelet et Henri Martin.

Pierre Cauchon, chef d'une École historique en plein dix-neuvième siècle, c'est un signe des temps. Toutefois son règne paraît approcher de sa fin. L'on voit poindre le jour où la démonstration que les Richer, les L'Averdy, les Le Brun de Charmettes et autres érudits ont donnée de la fausseté historique des assertions rappelées plus haut, et de la « suspicion grave » qui plane sur le texte du procès de Rouen, ne rencontrera plus ni incrédules ni contradicteurs.

NOTE III.

SILENCE DES DOCUMENTS SUR UNE INTERVENTION DU SAINT-SIÈGE DANS LE PROCÈS DE LA PUCELLE.

(Page 33.)

Pour avoir la preuve de ce silence, on n'aurait pas besoin d'ouvrir les chroniques du temps ; il suffirait de noter l'attitude que tous les historiens de Jeanne, même les plus hostiles à l'Eglise, gardent à cet endroit. S'il existait un seul document duquel on pût inférer que le Saint-Siège est intervenu, sous une forme quelconque, directement ou indirectement, dans le procès de Rouen, ce document ne fût pas resté dans l'ombre et tous les historiens se fussent empressés de le citer. Or, nulle part ne se montre un document de cette nature, nulle part il n'est cité. Pourquoi cela ? Parce que ce document est encore à trouver, ou plutôt parce qu'il n'existe pas.

Ne nous contentons pas de cet argument négatif. Prenons les chroniques du temps et parcourons les pages où il est question du procès, nous recueillerons le même résultat.

Perceval de Cagny dit en quelques mots comment « la Pucelle fut jugée à mort, amenée du chastel au dit lieu où le feu estoit prêt, liée à l'estache et arse » (*Procès*, t. IV, pp. 35, 36). Mais il ne dit que cela.

Le héraut Berri ne parle pas de la captivité et du procès de l'héroïne.

Jean Chartier dit que les Anglais, « après grant delation de temps, sans procès, la firent publiquement ardoir en ycelle ville de Rouen » (*Ibid.*, p. 93).

Le Journal du siège d'Orléans et la Chronique de la Pucelle arrêtent leur récit bien avant la sortie de Compiègne.

Le *Miroir des femmes vertueuses* rappelle que Jeanne,

devant ses ennemis à Rouen, « mit soy avec tout ce qu'elle avoit fait et dont ils l'accusoient, à l'examen du Saint-Siège apostolique, remontrant qu'ils ne debvoient estre juges et parties » (*Ibid.*, p. 275).

En toutes ces chroniques, *a fortiori* dans celles des écrivains bourguignons, Monstrelet, Chastellain, le Bourgeois de Paris, l'on ne rencontre aucun passage qui fasse la moindre allusion à des rapports quelconques entre Rome et les juges de Rouen, à l'occasion du procès. Le pape Pie II, fort bien placé pour être exactement renseigné, n'en dit pas davantage dans ses Mémoires.

Tout récemment (1901 et 1903), M. Germain Lefèvre-Pontalis annotait les pages de la *Chronique Morosini*, et publiait les textes de l'allemand Eberhard Windecke qui se rapportent à Jeanne d'Arc.

Eberhard Windecke ne raconte, en son œuvre, ni la capture, ni le procès, ni la mort de l'héroïne; il se borne à transcrire la lettre que le jeune roi d'Angleterre aurait adressée à Philippe, duc de Bourgogne, en juin ou juillet 1431. Cette lettre paraît être identique, quant au fond, à celle dont il a été question plus haut et qui eut pour destinataires les « ducs, comtes, nobles et bonnes villes de France ». Rien donc là qui suppose des relations antérieures entre le tribunal de Rouen et la Curie romaine¹.

Dans la *Chronique Morosini*, il est question de bruits d'après lesquels par « deux fois le Dauphin de France aurait fait parvenir aux Anglais des menaces qui les aurait empêchés de brûler Jeanne leur prisonnière. Mais, à la troisième fois, comme par dépit et n'ayant pas bon conseil, ils la firent brûler à Rouen. Le Dauphin en ressentit très amère douleur et se promit d'en tirer terrible vengeance sur les Anglais et femmes d'Angleterre² ».

Sur l'entente qui aurait pu exister entre Rome et Rouen, silence complet.

1. G. LEFÈVRE-PONTALIS, *Les sources allemandes de l'histoire de Jeanne d'Arc*, pp. 132 et suiv.; in-8°, Paris, Cl. Fontemoing, 1903.

2. *Chronique Morosini*, t. III, pp. 351-355. In-8°, Paris, Renouard, 1901.

Quant aux historiens ecclésiastiques français et étrangers, ni Fleury, ni le P. Longueval et ses continuateurs, ni aucun autre ne citent de document permettant de supposer que le Saint-Siège soit intervenu de quelque manière dans le procès de la Pucelle.

NOTE IV.

PREUVE POSITIVE DE L'IGNORANCE OÙ LE SAINT-SIÈGE ÉTAIT
DU PROCÈS DE LA PUCELLE. — LETTRE DU PAPE EUGÈNE IV
DE FIN AVRIL 1431.

(Page 47.)

Le silence des chroniqueurs du temps de la Pucelle que nous venons de constater nous fournit un argument négatif à l'appui de ce fait que le Saint-Siège et l'Eglise ne sont intervenus d'aucune manière dans le procès de Jeanne. Une lettre d'Eugène IV, successeur de Martin V, va nous mettre en possession d'un document positif. Cette lettre établit manifestement l'ignorance où Rome était du procès qui se jugeait à ce moment-là dans Rouen.

A peine couronné, — il l'avait été le mois précédent, — le pape Eugène IV se préoccupa de l'état de guerre qui existait entre la France et l'Angleterre et des malheurs qui en résultaient pour les deux nations. Sous cette impression, il chargea le cardinal de Sainte-Croix, Nicolas Albergat, évêque de Bologne, d'une mission de conciliation et de paix auprès de Charles VII et de Henri VI, par la lettre pontificale dont nous avons donné la traduction en partie et dont voici le texte (voir *Annales ecclesiastici, auctore Odorico Raynaldo, Congregationis Oratorii presbytero*, ad annum 1431, in-folio, Romæ, 1659, t. XVIII de la publication) :

« Dilecto filio Nicolao, tit. S. Crucis in Jerusalem presbytero cardinali, ad pacificandum regnum Franciæ, a S. N. cum potestate legati, salutem, etc.

« Videntes quod propter pestiferam et cruentam dissensionem dudum exortam in regno Franciæ, innumeræ civitates affliguntur populorum cladibus..., et graviora malis præsentibus pericula belli sequutura formidantes, quæ ulterius procedente discordia necesse est sequi, et Angliam exhauriri viris et opibus, et Franciæ regnum devenire ad

extremam calamitatem; et cum hæc duo regna sint firmissima et fortissima præsidia reipublicæ Christianæ, his regnis laborantibus, consequens esse Christianitatem cum summo periculo etiam fidei catholicæ laborare, præcipue a septentrione invalescentibus Bohemis hæreticis, et ab aliis plagis mundi infidelibus insurgentibus contra Christianos;

« Ad pacificandum præfatum regnum Franciæ convertimus omnes sensus nostros et spiritus.

« Hos igitur et alios effectus guerrarum pestiferos in nostræ considerationis aciem extollentes, ac desiderantes ut omnis guerrarum materia quæ versatur inter charissimos in Christo filios nostros Carolum Franciæ et Henricum Angliæ, reges illustres, in bonum salutaris concordie et unitatis pacificæ commutetur, etc., [instruit cum auctoritate, *poursuit Raynaldi*, ad componendam inter dissentientes Reges pacem, ineundas inducias, dissolvendas coitiones, et omnes qui redintegrandæ concordie obstitissent, ecclesiasticis censuris comprimendos].

« Datum Romæ apud S. Petrum, anno Incarnationis Domini M cccc xxxi, III Kal. Maii, pontificatus nostri anno 1. »

Il faudrait autre chose que de la bonne volonté pour découvrir dans cette lettre pontificale une ombre d'allusion au procès qui, au moment où le Pape l'écrivait, se jugeait à Rouen.

L'on ignorait donc, à la Cour romaine, les mesures que le gouvernement anglais avait prises contre la Pucelle, de concert avec l'évêque de Beauvais et l'Université de Paris. Comment le Saint-Siège eût-il pu, dans cette ignorance, songer à intervenir?

Le continuateur de Baronius fait suivre la lettre pontificale de cette remarque-ci :

« Hortatus est aliis litteris Pontifex Reges ipsos ut arma christiano cruore madentia in fidei hostes verterent, ac Nicolaum (le cardinal de Sainte-Croix) plurimis principibus, nimirum Philippo Burgundiæ, tum etiam Britanniæ ducibus commendavit. »

Les lettres du Pape et les instances du cardinal légat furent sans résultat. La France et l'Angleterre restèrent ennemies.

NOTE V.

DE L'ABERRATION D'ESPRIT QUI FAIT DES « GENS D'ÉGLISE »
ET DE L'« ÉGLISE » UNE SEULE ET MÊME CHOSE.

(Page 50.)

Tenant à faire la lumière aussi complète que possible, nous dirons un mot de l'aberration d'esprit qui consiste à identifier les « hommes d'Eglise » avec l'« Eglise » elle-même, les « tribunaux d'Eglise » avec le « tribunal de l'Eglise ».

Les ignorants, les illettrés, beaucoup d'esprits incultes commettent cette erreur de bonne foi. Esprits faibles, ils ne trouvent rien à objecter à la théorie de J. Quicherat déclarant que l'Eglise « a jugé » la Pucelle, parce que des « gens d'Eglise » l'ont effectivement jugée.

Mais ils ne font pas défaut les esprits plus ou moins cultivés qui commettent sciemment ce sophisme, et qui n'hésitent pas à rendre l'Eglise catholique responsable du mal, des iniquités, des crimes dont il arrive parfois à ses ministres et à ses membres d'être coupables. N'essayez pas de montrer à ces esprits-là que Pierre Cauchon et les assesseurs de Rouen qui ont condamné Jeanne d'Arc n'ont rien de commun avec l'« Eglise », puisqu'ils ne sont que des « gens d'Eglise ».

Raison de plus, répliqueront-ils : gens d'Eglise et l'Eglise, c'est la même chose.

Ne vous en tenez pas là. Poursuivez et demandez à ces logiciens farouches si un simple Français est la France, si un simple capitaine est l'armée, un juge la justice, un savant la science. Ils conviendront que cela est inadmissible ; mais en ce qui regarde l'Eglise et les gens d'Eglise, ils persisteront à penser autrement et à n'y voir qu'une seule et même chose.

Ne vous découragez pas encore. Prenez à parti ces obstinés et posez-leur ces interrogations :

— Judas Iscariote a trahi Jésus-Christ. Est-ce que jamais personne a rendu les autres apôtres responsables de sa trahison ?

Ils vous répondront : Personne.

— Bazaine, à Metz, a trahi la France. Est-ce que vous laisseriez, pour cette raison, accuser l'armée d'avoir trahi ?

Assurément non.

— Les plus grands savants ont commis des erreurs scientifiques. A-t-on jamais rendu la science responsable de ces erreurs ?

Pas davantage.

— Il arrive à nos tribunaux civils et criminels de rendre des arrêts injustes, de condamner des innocents, d'absoudre des coupables. Avez-vous jamais songé à transférer au chef d'Etat ou à la société même la responsabilité de ces jugements ?

Pourquoi raisonner au rebours quand il s'agit des erreurs ou iniquités commises par des gens d'Eglise ? A quel titre l'Eglise, le Pape, son chef suprême, en deviendraient-ils responsables ?

Puisque, au jugement du bon sens le plus vulgaire,

Les hommes de loi ne sont pas la loi ;

Les hommes de lettres ne sont pas la littérature ;

Les hommes de science ne sont pas la science ;

Les hommes d'Etat ne sont pas l'Etat ;

Dans les pays monarchiques, les gens du roi ne sont pas le roi ;

Dans les pays républicains, les présidents et ministres ne sont pas la République ;

De même, les hommes d'Eglise ne sont pas l'Eglise, et les tribunaux d'Eglise ne sont pas le tribunal de l'Eglise.

NOTE VI.

IL Y AURA TOUJOURS DES JUDAS DANS L'ÉGLISE ET DU MAL SUR LA TERRE.

(Page 52.)

De bonne ou de mauvaise foi, certaines gens s'étonnent d'un étonnement mêlé d'indignation qu'il se soit rencontré dans l'Eglise, et dans un rang des plus élevés, un évêque capable d'accepter et de remplir la mission que lui offrait le gouvernement anglais de juger, condamner et faire brûler la Pucelle. Comment, en plein christianisme, a-t-il pu y avoir un Pierre Cauchon ?

Il a pu y avoir et il y a eu au quinzième siècle un Pierre Cauchon, juge prévaricateur, conscience vendue à l'Angleterre, comme il a pu y avoir et comme il y a eu un apôtre trahissant et vendant son maître pour trente pièces d'argent ; un autre apôtre, celui qui devait être le premier pape, le reniant trois fois par crainte d'une servante ; un Simon magicien voulant acquérir à prix d'argent le pouvoir de donner le Saint-Esprit ; comme il y a eu à toutes les époques de l'histoire de l'Eglise des clercs, des prêtres, des pontifes infidèles à leurs serments, et chez tous les peuples des magistrats, des juges et des princes indignes.

Les passions humaines et la liberté morale dont l'homme est doué expliquent tout le mal, tous les crimes, toutes les monstruosité, tous les excès qui se sont produits à travers les siècles, de même que les sentiments généreux de notre nature et cette même liberté expliquent tout le bien, toutes les vertus, tous les prodiges d'héroïsme qui se sont accomplis.

A ne pas sortir de la société chrétienne et de l'Eglise catholique, on ne doit pas oublier que ni la qualité de chrétien, ni les dignités ecclésiastiques, ni l'usage des sacre-

ments n'affranchissent personne du mal. C'est un ancien qui l'a dit : *Corruptio optimi pessima*.

En ce qui regarde les individus, ni laïques et ecclésiastiques, ni princes et sujets, ni clercs, ni prêtres, ni séculiers et religieux, ni évêques, archevêques, cardinaux, ni les papes eux-mêmes ne sont impeccables. L'on peut gémir de la chute, des désordres, des crimes des uns ou des autres, l'on ne doit pas s'en étonner.

En ce qui regarde l'Eglise, son gouvernement peut laisser à désirer; il n'a jamais été parfait. C'est qu'il résulte du concours de deux éléments, l'un humain, l'autre divin. La Providence paraît quelquefois abandonner la société chrétienne à elle-même, sauf à réparer le mal qui s'y commet ou à redresser ses erreurs. Et c'est ainsi que, battue par les tempêtes, mille fois au moment de périr par l'imprudence de ceux qui la dirigent, la nef de l'Eglise néanmoins surnage toujours et ne sombre jamais. Le Christ tient la promesse qu'il a faite à ses apôtres. A l'heure critique, il dit une parole et il se « fait aussitôt un grand calme ».

Conclusion. On verra toujours, dans toutes les sociétés et chez tous les peuples, des Judas Iscariote et des Pierre Cauchon.

La race en est impérissable comme celle de Caïn. Le bien, la vérité ne régneront jamais sans partage sur la terre; mais ils domineront dans l'Eglise de Dieu : il y aura toujours une plus grande somme de bien que de mal, de vertu que de vices, de lumière que de ténèbres, de charité, enfin, que d'égoïsme.

NOTE VII.

TEXTE DE NICOLAS DE CLÉMENGIS SUR LA RECHERCHE IMMO-
DÉRÉE DES DIGNITÉS ET BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES AU
TEMPS DE L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS.

(Page 87.)

De la Note précédente sur les conditions dans lesquelles Jésus-Christ a fondé l'Eglise, il résulte que les successeurs des Apôtres, et en général les papes, les cardinaux, les évêques, prélats et autres dignitaires de ce grand corps social, ne sont, dans leurs actes personnels et dans leur vie privée, ni infaillibles ni impeccables. Si leurs mœurs et leurs exemples laissent plus d'une fois à désirer, il ne faut s'en prendre qu'à l'infirmité humaine, les dignités dont ils étaient revêtus n'ayant pu les en affranchir.

On dirait qu'au siècle de la Pucelle le haut clergé ait payé à cette infirmité de la nature un tribut plus large que le clergé du siècle précédent : ce qui expliquerait l'empressement des maîtres de l'Université de Paris à servir la cause anglaise de préférence à la cause française, et la position qu'ils prirent dans le procès de Jeanne d'Arc. Un membre de cette Université, Nicolas de Clémengis, a signalé cet état de choses au temps de Jeanne d'Arc, dans un écrit dont le titre indique la portée : « DE CORRUPTO ECCLESIAE STATU — *De la corruption qui règne dans l'Eglise.* » Les sujets de quelques-uns de ses chapitres donnent une idée nette du but qu'il se propose.

Au chapitre iv, Clémengis dénonce les « trois vices desquels tous les autres maux découlent dans l'Eglise. Ce sont : le luxe, le faste, la cupidité ».

Fuit satisfaciendum luxui, dit-il, qui delicias vini, somni, epularum, munificorum ludorum, effæminatorum lenonum scortorumque exposcebat;

Fastui qui domos excelsas, castella, arces, palatia lata et abundantissimam supellectilem vestium charissimarum, equorum, famulorum pompaticam requirebat ostentationem;

*Succ cupiditati, que ingentes ad hoc thesauros studiosius condebat*¹.

Au chapitre xi, le docteur de Paris traite de *multitudine beneficiorum et eorum incompatibilitate*.

Au chapitre xiv, il dira *quod congregatio pecuniæ sit præcipua cura prælatorum*.

Au chapitre xvi, il parlera de *indignis et indigne promotis; quanta eorum inscitia; vita eorum quam impia*².

Nicolas de Clémengis se borne à des propositions générales; il ne cite jamais de faits à l'appui. Il en eût trouvé de particulièrement probants dans la vie de ses contemporains, en ce qui concerne l'avidité avec laquelle on accumulait les bénéfices ecclésiastiques, évêchés, canonicats, abbayes, prébendes de toute sorte.

C'était un homme ayant le souci de ses devoirs et tenant à honorer son ministère que Guillaume d'Estouteville; cardinal-prêtre du titre de Saint-Sylvestre et de Saint-Martin-des-Monts, il mérita la confiance du pape Nicolas V, qui le nomma son légat auprès de Charles VII. Qu'on juge de ses revenus, bénéfices et dignités par l'énumération suivante :

Il fut abbé du Mont-Saint-Michel, de Saint-Ouen de Rouen, de Montebourg; évêque de Digne, de Béziers, de Lodève; archevêque de Rouen, de Porto; évêque de Sainte-Rufine, de Saint-Jean-de-Maurienne, d'Ostie et de Velletri. Pour le plus grand nombre de ces abbayes et évêchés, il en était possesseur simultanément à titre de commendataire. Ce prince de l'Eglise, si magnifiquement doté, fit un noble usage de ses richesses. C'est lui qui, en 1479, fit construire le chœur de la célèbre abbaye du Mont-Saint-Michel. (*Gallia Christiana*, t. XI; — Dom Pommeraye, *Histoire des archevêques de Rouen*, pp. 563-576.)

Chez le juge de la Pucelle, Pierre Cauchon, nous avons rencontré la même avidité d'honneurs, de dignités, de béné-

1. *Op. cit.*, p. 7.

2 *Ibid.*, pp. 11, 13, 14 15.

fices. Lorsqu'il se chargea du procès de Jeanne, il était évêque de Beauvais et en même temps était ou avait été :

Chanoine de Reims, de Chartres, de Beauvais;

Archidiacre de Chartres et de Châlons;

Référendaire du Pape;

Bénéficiaire de Saint-Clair, au diocèse de Bayeux;

Chapelain, à Dijon, de la chapelle des ducs de Bourgogne

Vidame de l'église de Reims;

Conservateur des privilèges de l'Université de Paris;

Maître des Requêtes;

Conseiller du roi d'Angleterre.

A toutes ces dignités, il brûlait du désir d'ajouter celle d'archevêque de Rouen. Le Grand-Conseil de Londres l'avait demandée au Pape en sa faveur. En se chargeant de juger Jeanne comme le voulaient les Anglais, l'ambitieux prélat comptait en payer le prix. La Providence en disposa autrement. Pierre Cauchon n'obtint pas le siège archiépiscopal de Rouen et il dut renoncer à l'évêché-pairie de Beauvais. Il mourut simple évêque de Lisieux.

NOTE VIII.

DES LETTRES DU ROI D'ANGLETERRE ET DE L'UNIVERSITÉ
DE PARIS ÉCRITES AU LENDEMAIN DU PROCÈS.

(Page 144.)

Ces lettres ont une importance que l'on n'a pas mise suffisamment en relief. Nous ne nous contenterons pas de ce que nous en avons dit dans notre Etude; une note complémentaire ne sera pas sans utilité.

I.

DES LETTRES DU ROI D'ANGLETERRE MISES A LA SUITE
DU PROCÈS.

Ces lettres, avons-nous dit, sont au nombre de deux : l'une en latin, adressée, dès le 8 juin 1431, « à l'empereur, aux rois, aux ducs et autres princes de toute la chrétienté » ; l'autre en français, destinée « aux prélats ecclésiastiques, aux ducs, comtes, autres nobles et cités de son royaume de France », à la date du vingt-huitième jour de juin (*Procès*, t. I, pp. 485-493).

Les deux furent écrites à Rouen.

Le but manifeste de ces lettres n'est pas de dire la vérité sur la Pucelle et son procès, mais de répandre dans le public et de faire accroire dans la chrétienté tout entière la version intéressée que le gouvernement anglais tiendrait à faire prévaloir, au détriment de la vérité historique pure. C'est un mémoire du roi d'Angleterre *pro domo sua*.

*De la lettre en latin à l'empereur et aux princes
de la chrétienté.*

Elle commence ainsi :

« Vos esprits, roi sérénissime et notre frère très affectionné, éprouvent une grande joie chaque fois que dans le monde la sainte religion est exaltée et que la tyrannie des erreurs pestilentielles est réprimée. Ces motifs nous engagent à mander par écrit à votre sérénité la juste punition qu'une fausse divinatrice a récemment subie, pour ses mensonges et ses méfaits, dans notre royaume de France. »

Qui croirait, à ne s'en rapporter qu'à ces termes, qu'il va être question de la vengeance tirée par l'Angleterre de la jeune fille qui avait battu ses troupes, jusque-là victorieuses, à Orléans, Jargeau et Patay ?

Le document en question n'en parle que comme d'une aventurière de bas étage, dont les erreurs étaient un danger non pour l'Angleterre, mais pour l'Eglise catholique. En la livrant aux juges ecclésiastiques, le monarque a rendu le plus signalé service à l'Eglise, et c'est à sa reconnaissance qu'il prétend.

« Cette femme, on l'appelait vulgairement la Pucelle. Revêtue de l'habit d'homme, elle ne craignait pas d'aller en guerre et de combattre. Elle se disait *envoyée de Dieu* et, pendant une année, elle a séduit par ses fables une grande partie du peuple. Or, elle est tombée entre nos mains. Quoiqu'elle nous eût causé grand dommage, *nous n'avons pas eu un seul instant la pensée de nous venger* par un châtiement sévère. Mais, requis de la remettre à la justice ecclésiastique, nous nous sommes conformé à nos habitudes de piété filiale envers l'Eglise, et nous avons livré ladite femme à la juridiction de monseigneur de Beauvais.

« Celui-ci, avec le vicaire de l'Inquisiteur de la foi, a instruit et jugé l'affaire de façon insigne. Il a été établi que la Pucelle était devineresse, idolâtre, superstitieuse, invocatrice des démons, blasphématrice envers Dieu, ses Saints et ses Saintes.

« Après avoir fait amende honorable, la malheureuse est revenue à ses erreurs. Alors l'Eglise a dû abandonner la relapse au pouvoir séculier, qui l'a condamnée au supplice du feu. »

En s'exprimant de la sorte, le gouvernement anglais se gardait bien d'avouer qu'il était, lui, ce « pouvoir séculier qui avait condamné Jeanne au supplice du feu ». Et il se flattait à tort que les dessous de ce procès, dont il était le promoteur et le régulateur, resteraient à jamais ignorés. Il en a été pour ses frais de ruse, de mensonge et d'hypocrisie. Le texte des deux procès de condamnation et de réhabilitation atteste que le procès de Rouen n'est pas, tant s'en faut, « un acte de piété filiale du roi d'Angleterre envers l'Eglise » ; dans le fond et dans la forme, il n'a été, comme nous l'avons montré, qu'un procès anglais de vengeance d'Etat.

2°

*De la lettre en français aux prélats, nobles et cités
du royaume.*

Cette deuxième lettre poursuit le même but que la précédente, avec de plus amples développements et des détails plus nombreux. Il s'agit toujours de présenter le procès de la Pucelle sous un jour des plus honorables pour le gouvernement anglais. Ce rôle de sauveur de l'Eglise plait au roi d'Angleterre et il met une sorte de jalousie à le revendiquer. Il est bien aise pareillement de réduire la mission de Jeanne à une mission d'imposture : il atteignait par contre-coup le prince qu'elle avait mené sacrer à Reims, et il préparait les voies à la conquête prochaine du royaume.

A la fin de cette seconde lettre, le monarque anglais prie les princes et prélats d'en accréditer le contenu de toutes les manières. Parlant en prédicant plus qu'en chef d'Etat, il les engage à n'y pas manquer, « pour l'exaltation de notre foi et l'édification du peuple chrétien ».

« L'exaltation de notre foi et l'édification du peuple chrétien », c'est uniquement ce qu'il s'est proposé en faisant

brûler Jeanne d'Arc toute vive sur la place du Vieux-Marché de Rouen.

II.

DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS AU PAPE,
A L'EMPEREUR ET AU SACRÉ-COLLÈGE.

Les deux lettres du gouvernement anglais aux princes de la chrétienté, aux prélats et cités du royaume, montrent bien le rôle qu'il veut passer pour avoir rempli en faisant faire son procès à la Pucelle, celui de bienfaiteur et sauveur de l'Eglise. La lettre de l'Université de Paris au Pape, en gardant le silence sur l'Angleterre et son intervention au procès, plaide plus habilement encore son irresponsabilité, et, en s'attachant à présenter le procès de Rouen comme un procès purement ecclésiastique, transporte à l'Eglise elle-même la lourde responsabilité dont elle décharge les vrais coupables.

Nous nous étendrons un peu plus sur le texte de cette lettre et nous en soulignerons les passages les plus importants.

COPIA LITTERARUM UNIVERSITATIS PARISIENSIS MISSARUM
DOMINIS PAPÆ, IMPERATORI ET COLLEGIO CARDINALIUM.
(*Procès*, t. I, pp. 496-499.)

« Eo diligentius elaborandum opinamur, beatissime pater, ne pseudo-prophetarum et reproborum hominum pestiferi conatus Ecclesiam sanctam variis contaminent erroribus, quo fines sæculorum propinquius instare videmus. Futura enim novissimis diebus tempora periculosa doctor gentium prædixit, quibus homines sanam doctrinam non sustinebunt, sed a veritate auditum avertent, ad fabulas autem convertentur. Veritas quoque ait : « Surgent pseudo-Christi et pseudo-prophetae, et dabunt signa magna et prodigia, ita ut in errorem mittantur, si fieri potest, etiam electi. »

« Dum igitur novellos prophetas assurgere videmus, qui

revelationes a Deo et Beatis in patria triumphantibus sese jactant accepisse, futura et humanæ mentis aciem transcendentes nuntiantes hominibus, novaque et insolita patrare audentes, pastorem sollicitudinem obnixius intendere decet, ne populos novarum rerum nimium credulos peregrinis aspergant doctrinis, priusquam si spiritus illi ex Deo sint habeatur comprobatum. Facile enim plebem catholicam inficere possent falsarum adinventionum callidi et perniciosi disseminatores, si, absque sanctæ matris Ecclesiæ approbatione et consensu, quisque supernas revelationes sibi pro libito fingere linqueretur, atque Dei et Beatorum auctoritatem usurpare. »

Remarquons d'abord que c'est l'Université de Paris qui, en son propre nom et sans se déclarer autorisée à cette démarche par le gouvernement anglais, écrit cette lettre au Pape pour lui expliquer et justifier à sa façon le jugement et le supplice de la Pucelle. Le préambule verbeux et ampoulé qu'on vient de lire, sur le danger qu'il y aurait à ne pas prémunir les fidèles contre les faux prophètes et leurs assertions mensongères, aboutit à cet éloge des juges de Rouen :

« Merito itaque commendanda videtur, beatissime pater, accurata diligentia quam reverendus in Christo pater dominus episcopus Belvacensis, et vicarius domini Inquisitoris hæreticæ pravitatis pro regno Francorum a Sancta Sede apostolica deputati, ad tuitionem Christianæ religionis nuper contulerunt. »

Pourquoi doit-on louer le zèle qu'ont mis l'évêque de Beauvais et le vice-Inquisiteur à juger et à condamner la Pucelle ? Parce que, en cela, ils ont défendu comme il convenait la religion et la foi chrétienne : *ad tuitionem Christianæ religionis...*

L'Université de Paris ne parle pas du gouvernement au nom duquel l'évêque de Beauvais a ouvert et mené le procès, du prince qui l'a pris sous sa protection et largement rémunéré. Elle n'en fait même pas mention. Dans le résumé qui suit, elle parle comme si le procès s'était jugé dans une ville soumise à Charles VII, à Beauvais même, par exemple. Voici ses paroles :

« Hi etenim quamdam mulierculam, intra limites Belva-

censis diœcesis deprehensam, habitu virili pariter et armis utentem, de revelationum divinarum mendosa effictione et gravibus adversus fidem orthodoxam criminibus coram ipsis judicialiter accusatam, sedulo examinare. ac suorum gestorum plenam veritatem comprobare curaverunt. »

Ces sept lignes sont tout ce que la lettre en question apprend au Pape de la part que les juges ont prise au procès et des circonstances qui les y ont amenés : elles disent peu de choses et se gardent de rien préciser.

A quel titre l'évêque de Beauvais a-t-il jugé cette « femme » en cause de foi ? Parce qu'elle avait été prise « dans les limites du diocèse de Beauvais ».

Dans quelle ville le procès a-t-il été jugé ? Pas de réponse. Rouen n'est pas nommé. On inférera de ce silence que le procès aura été jugé dans la ville dont Pierre Cauchon était évêque, c'est-à-dire à Beauvais même. On dirait, en vérité, que non seulement l'Université de Paris tient à ne point renseigner le Saint-Siège sur les circonstances caractéristiques du procès de Jeanne, mais qu'elle tient surtout à l'induire en erreur.

Après ces quelques mots sur l'évêque de Beauvais et le vice-Inquisiteur, la lettre s'occupe des circonstances qui mirent l'Université en rapport avec les juges de la Pucelle, c'est-à-dire des douze articles qui lui furent soumis et des qualifications qu'elle arrêta.

Ce que l'Université ne passe pas sous silence, et ce qu'elle affirme, comme s'il n'y avait pas là autant de mensonges, c'est d'abord la « prétendue obstination » de la Pucelle à « ne reconnaître aucun homme sur terre, de quelque dignité qu'il fût revêtu, pas même le sacré Concile général, pour juge : elle n'entendait se soumettre qu'à Dieu : — *nulli homini viventium in terris, quantacumque dignitate fulgeret, imo nec sacro generali Concilio se submittens, nullum sub Deo judicem recognoscens*; »

C'est ensuite la fausse abjuration, telle que la rapporte dans le procès officiel l'évêque de Beauvais :

« Tamen, presente grandi populorum copia, suos errores ore proprio revocavit et abnegavit, schedulamque abjurationis manu propria subscripsit ac signavit. »

Le faux relaps n'est pas oublié : « Sed paucis exhinc elapsis

diebus, rursus in pristinas insanias mulier infelix relapsa est, revocatisque iterum adhæsit erroribus. Quam ob causam, prænominati iudices ipsam tamquam relapsam et hæreticam definitiva sententia condemnaverunt, et sæcularis potestatis iudicio reliquerunt. »

Enfin, comme l'Information posthume, l'Université prête à la condamnée, avant qu'elle subit sa peine, l'avou qu'elle avait été jouée et déçue par « les esprits qu'elle disait avec vraisemblance lui être apparus. — *Aperte confessata est sese ab illis spiritibus, quos sibi verisimiliter dicebat apparuisse, illusam atque deceptam extitisse* ».

Le point caractéristique de ces lettres de l'Université de Paris au Pape et au Sacré-Collège, c'est le silence qu'elles font sur la part que le gouvernement anglais a pris au procès : si bien que, à ne juger du procès de Jeanne que par ce qu'en disent ces lettres, on devrait n'y voir qu'un procès ecclésiastique des plus communs auquel la France, l'Angleterre et tous les Etats chrétiens seraient demeurés étrangers.

De ce silence, non moins que du rôle restreint et flatteur que s'est arrogé le roi d'Angleterre, découle naturellement cette idée que, à l'Eglise et à ses ministres seuls reviennent tout le mérite et aussi toutes les responsabilités du procès de 1431.

De là l'erreur historique accréditée à ce propos ; de là aussi la nécessité de rétablir les faits et de les montrer sous leur véritable jour.

NOTE IX.

LA DÉLIBÉRATION DE L'ABBÉ DE FÉCAMP A LA DERNIÈRE
SÉANCE DU PROCÈS, ET LE VOTE DES QUARANTE-DEUX
ASSESEURS.

(Page 175.)

Ce sujet est trop important pour que nous ne tâchions pas de prévenir et de dissiper toute difficulté. Nous espérons y réussir :

1^o En revenant sur le texte même de la délibération de l'abbé de Fécamp et en pesant à leur exacte valeur les termes dont il a usé;

2^o En classant, d'après leur teneur, les délibérations des assesseurs qui accédèrent à la délibération de l'abbé de Fécamp, et en finissant par ceux qui votèrent la condamnation de l'accusée et son abandon au bras séculier.

1^o

De la délibération de l'abbé de Fécamp. — Sa portée juridique.

L'abbé de Fécamp fut le second des assesseurs à prendre la parole dans la dernière séance.

Nicolas de Venderès, qui l'avait prise le premier, avait opiné pour la condamnation de Jeanne comme hérétique, et pour son abandon à la justice séculière. L'abbé Gilles de Fécamp émit un avis tout différent. Il demanda deux choses, l'une absolument, l'autre conditionnellement comme conséquence de la première.

Ce que l'abbé de Fécamp demanda absolument, c'est « qu'on lût de nouveau, en présence de l'accusée, la cédule

qu'on venait de lire devant les assesseurs, et qu'on la lui exposât, en lui proposant la parole de Dieu ».

Ce que ledit abbé ne demande que sous condition, c'est la condamnation de Jeanne en qualité d'hérétique relapse et son abandon au bras séculier. La condition préalable qu'il y met, c'est explicitement la lecture du long formulaire à la condamnée, et logiquement l'aveu que ce formulaire était vraiment celui que Jeanne avait accepté.

« Ces conditions remplies, — *his peractis* — », si le résultat obtenu était bien celui qu'avait indiqué l'évêque de Beauvais, à savoir que la longue cédule dont on venait de donner lecture aux assesseurs Jeanne reconnaissait l'avoir prononcée et signée, « les juges n'avaient qu'à déclarer l'accusée hérétique et qu'à l'abandonner à la justice séculière, priant celle-ci de la traiter avec douceur. »

Prenons maintenant le texte même et arrêtons-nous aux points délicats.

« *Reverendus in Christo pater, dominus Ægidius, abbas monasterii Sanctæ-Trinitatis Fiscampnensis, sacræ theologie doctor...* »

L'abbé de Fécamp était l'un des théologiens les plus écoutés du procès. Au dire de Jean Massieu, il passait pour être peu favorable à la Pucelle¹. Mais il prouva, par sa délibération du 29 mai, qu'il faisait du procès une affaire de conscience et de justice, non une affaire de politique et de servilité.

L'abbé de Fécamp convient que Jeanne est relapse *de fait* : « ... *deliberavit quod dicta Johanna relapsa est.* »

De fait, vu la lecture qu'on venait de donner de l'interrogatoire du 28 mai et de la longue cédule, le relaps apparent n'était pas contestable. Mais était-il formel ? C'est ce dont la condition qu'il va proposer permettrait de juger.

« *Tamen bonum est quod schedula...* »

Qu'on note cette expression *bonum est*, nullement conditionnelle, nullement supplicatoire, parfaitement catégorique, et néanmoins respectueuse du droit souverain des juges.

L'abbé de Fécamp ne dit pas « il serait bon — *bonum*

1. *Procès*, t. III, p. 153.

esset », mais « il est bon, il y a lieu de..., c'est le cas de ».

Il ne dit pas non plus : « Je requiers, j'exige... » ; sa voix n'est que consultative ; il ne peut rien exiger des juges, leur droit de se refuser à toute exigence, à toute requête, est souverain et incontesté.

« ... *quod schedula, nuper lecta...* »

Les juges venaient de faire lire la longue cédula aux maîtres présents. *Et fecerunt legi*, dit le manuscrit de d'Urfé (*Procès*, t. I, p. 462), *ea quæ continentur in schedula* (le procès-verbal de l'interrogatoire du 28) *per notariosque lecta fuit*, ET ETIAM FUIT (lecta) SCHEDULA ABJURATIONIS.

« ... *Legatur iterum coram ipsa, et sibi exponatur...* »

L'abbé de Fécamp demande trois choses : 1^o qu'on lise la cédula devant les assesseurs, *legatur iterum* ; 2^o devant l'accusée, *coram ipsa* ; 3^o qu'on la lui explique : d'abord pour s'assurer que c'est bien la cédula qu'elle a prononcée ; puis pour s'assurer si elle l'a comprise ou non, en tout ou en partie ; puis pour lui expliquer ce qu'elle n'a pas compris.

« *Proponendo ei verbum Dei.* » Une exhortation pieuse aurait accompagné l'explication.

Voilà donc les conditions que, d'après l'abbé de Fécamp, il y a lieu d'observer avant de décider si Jeanne doit être condamnée ou non. *Bonum est quod schedula legatur coram ipsa...* Quand cela sera fait, alors seulement on arrêtera la sentence qu'il y aura lieu de porter : sentence de condamnation, si l'accusée reconnaît avoir abjuré selon la formule de Pierre Cauchon ; d'absolution, dans le cas contraire.

Par déférence pour les juges dont il ne veut point paraître se défier, l'abbé de Fécamp semble croire que Jeanne reconnaîtra avoir prononcé la cédula dont on viendrait de lui donner lecture. Devant cet aveu, s'il se produit, il n'y aurait plus à hésiter : on devrait la déclarer hérétique et l'abandonner à la justice séculière.

« *HIS PERACTIS, nos iudices habemus declarare eam hæreticam et ipsam relinquere justitiæ sæculari...* » Mais *his peractis* seulement. La sentence doit être précédée de la lecture demandée et mise en rapport avec les effets constatés.

Ce qui ressort des termes de cette délibération, c'est la preuve du doute que l'abbé de Fécamp et tous les assesseurs

qui se rangèrent à son avis avaient conçu au sujet de la cédula que l'accusée passait pour avoir prononcée, et leur détermination de s'assurer, en faisant donner lecture de ladite cédula à Jeanne, jusqu'à quel point ce doute était légitime. En souscrivant à la délibération de l'abbé de Fécamp, les maîtres et docteurs faisaient tout ce qu'ils pouvaient; le droit ne leur permettait pas de faire davantage.

Qu'on ne soit pas surpris de cette délibération de l'abbé de Fécamp. Parmi les assesseurs il y avait, grâces à Dieu, d'honnêtes gens. Ils s'aperçurent un peu trop tard de l'œuvre inique à laquelle on voulait les associer. Ils essayèrent de protester, mais ils n'empêchèrent rien.

Nous apprenons par les témoins rouennais de la réhabilitation que l'abbé de Fécamp « était, avec maître Pierre Maurice, un des assesseurs mécontents de la façon dont était mené le procès, et qu'ils coururent tous deux un grand danger pour leur vie ¹ ».

Mentionnons seulement pour mémoire l'affirmation gratuite de J. Quicherat imaginant que l'évêque de Beauvais tint compte du vœu de l'abbé de Fécamp, et se rendit auprès de Jeanne en sa prison pour lui parler de sa rétractation. (*Aperçus nouveaux...*, p. 143.) Ici, comme dans les cas semblables que nous avons rencontrés, le jeune critique supplée par l'imagination et une certaine audace au silence absolu des documents.

2°

*Classement des votes des assesseurs à la suite
de la délibération de Gilles Duremort, abbé de Fécamp.*

Il est regrettable que Gilles Duremort, abbé de Fécamp, n'ait pu déposer aux enquêtes de la réhabilitation. Il était mort sur le siège épiscopal de Coutances (1439-1444) depuis douze ans, lorsque la Pucelle fut solennellement réhabilitée.

A la suite et par l'effet de sa délibération, les voix des

I. *Procès*, t. III, p. 178. Déposition de Jean Lemaire, curé de Saint-Vincent, à Rouen.

quarante et un assesseurs présents — ils étaient, en comptant l'abbé lui-même, quarante-deux en tout — se répartirent ainsi : une voix indécise ; deux pour la condamnation et l'abandon au bras séculier, trente-neuf pour la condition posée par l'abbé de Fécamp ; sur ces trente-neuf, trente-trois sans réflexion aucune ; six avec réflexions.

Répartition des voix.

1.

Assesseurs qui se sont rangés sans observation aucune à la délibération de l'abbé de Fécamp.

1. Révérend Père en Christ, le seigneur abbé du monastère Saint-Ouen de Rouen a délibéré comme le seigneur abbé de Fécamp susdit — *deliberavit prout dominus abbas Fiscampnensis prædictus.*

2. Maître Jean de Châtillon, docteur en sacrée théologie, archidiacre et chanoine de l'église d'Evreux, a délibéré comme le seigneur abbé de Fécamp susdit.

3. Maître Erard *Emengart*, docteur en sacrée théologie, a délibéré conformément à la délibération du seigneur abbé de Fécamp nommé plus haut — *deliberavit conformiter ad deliberationem domini abbatis Fiscampnensis antedicti.*

4. Révérend Père seigneur Pierre, prieur du prieuré de Longueville-Giffard, docteur en sacrée théologie, a délibéré que si, toute passion cessant, la femme susdite a confessé les choses contenues dans la cédule, il se range à la délibération du seigneur abbé de la Sainte-Trinité de Fécamp.

5. Maître André Marguerie, chanoine de Rouen ;

6. Maître Jean Alépée, chanoine de Rouen ;

7. Maître Jean Garin, chanoine de l'église de Rouen, ont délibéré conformément au seigneur de Fécamp nommé plus haut.

8. Révérend Père en Christ, messire Guillaume, abbé de

Mortemer, s'en tient à la délibération — *stat in deliberatione* — du seigneur abbé susdit de Fécamp.

9. Maître Jacques Guesdon, docteur en sacrée théologie, a délibéré conformément à la délibération du seigneur susdit abbé de Fécamp.

10. Maître Nicolas Coppequesne, chanoine de Rouen, s'en tient — *stat in...* — à la délibération du seigneur de Fécamp.

11. Messire Guillaume Dudésert, chanoine de Rouen, a délibéré comme le seigneur abbé de Fécamp susnommé.

12. Maître Pierre Maurice, chanoine de Rouen, s'en tient à la délibération du seigneur susdit abbé de Fécamp.

13. Maître Guillaume de Baudribosc, bachelier en sacrée théologie;

14. Maître Nicolas Caval, licencié en droit civil;

15. Maître Nicolas Loiseleur, maître ès arts;

16. Maître Guillaume Desjardins, docteur en médecine, tous quatre chanoines de Rouen, ont délibéré comme le seigneur abbé de Fécamp susdit.

17. Maître Jean Tiphaine, docteur en médecine;

18. Maître Guillaume de Livet, licencié en droit civil;

19. Maître Geoffroy de Crotey, licencié en droit civil;

20. Maître Pierre Carrel, licencié en droit civil, ont délibéré conformément à la délibération dudit seigneur abbé de Fécamp.

21. Maître Jean Ledoux, licencié *in utroque jure*;

22. Maître Jean Colombel, licencié en droit canonique;

23. Maître Aubert Morel, licencié en droit canonique;

24. Frère Martin Ladvenu, de l'Ordre des Frères précheurs;

25. Maître Richard de Grouchet, bachelier en théologie;

26. Maître Jean Pigache, bachelier en théologie;

27. Maître Guillaume Delachambre, licencié en médecine, ont délibéré conformément au susdit abbé de Fécamp.

28. Maître Thomas de Courcelles, bachelier en théologie;

29. Frère Isambard de la Pierre, de l'Ordre des Frères précheurs, ont délibéré conformément à la délibération du souvent nommé le seigneur de Fécamp.

30. Maître Jean Maugier, chanoine de Rouen, a délibéré comme le seigneur susdit de Fécamp.

31. Messire Gilles, abbé du monastère de la Sainte-Trinité de Fécamp, ne doit pas être oublié.

2.

Délibérations commentées, mais conformes en définitive à la délibération de l'abbé de Fécamp.

32. Maître Guillaume Erard, docteur en sacrée théologie, « est d'avis que la femme susdite est retombée : étant retombée, elle doit être abandonnée à la justice séculière. Toutefois, pour les autres questions, il se range à l'avis du seigneur de Fécamp susdit ».

33. Maître Robert Gilebert, docteur en sacrée théologie, doyen de la chapelle du roi notre seigneur, a délibéré comme maître Erard.

Trente-trois avis conformes sur quarante-deux avis exprimés, c'est plus des trois quarts et, en tout cas, une belle majorité.

3.

Assesseurs qui, tout en se rangeant à la délibération de l'abbé de Fécamp, ont accompagné leur avis de réflexions peu favorables à la Pucelle.

1. « Maître Guillaume Boucher, docteur en sacrée théologie, est d'avis que ladite femme est retombée et qu'elle doit être condamnée comme hérétique. Du reste, il s'en tient à la délibération du susdit seigneur abbé de Fécamp. — *De residuo, stat in deliberatione...*

2. « Maître Guillaume Haiton, bachelier en sacrée théologie, est d'avis que, attendu les articles dont il a été donné lecture, ladite femme est retombée et doit être condamnée comme hérétique. Et il s'en tient à la délibération du seigneur de Fécamp — *stat in deliberatione domini Fiscampnensis.* »

Au fond, ces deux assesseurs distinguent, comme l'abbé de Fécamp, entre le relaps de fait et le relaps de droit. De

fait, la Pucelle est relapse. Elle le sera de droit, si la condition réclamée par l'abbé de Fécamp amène Jeanne à reconnaître qu'elle a prononcé le formulaire du procès.

On peut appliquer le même raisonnement aux quatre délibérations qui suivent :

3. « Maître Pasquier de Vaux, chanoine de Rouen, a délibéré conformément à la délibération du dit seigneur abbé de Fécamp et — tant il est assuré du résultat de l'épreuve demandée — sans supplique aucune.

4. « Maître Pierre de Houdenc, docteur en sacrée théologie, a délibéré que, à son jugement, attendu les moqueries et les façons de ladite femme, il lui semble qu'elle a toujours été hérétique et que, de fait, elle est retombée; par conséquent, elle doit être réputée hérétique et abandonnée entre les mains de la justice séculière, conformément à la délibération du dit seigneur de Fécamp.

5. « Maître Jean de Nibat, docteur en sacrée théologie, a délibéré que la femme est relapse et impénitente et qu'elle doit être réputée hérétique. Et il se range à la délibération du souvent nommé le seigneur abbé de Fécamp.

6. « Maître Jean Lefèvre, docteur en sacrée théologie, a délibéré que ladite femme est opiniâtre, contumace et désobéissante; quant au reste, il s'en tient à la délibération du seigneur abbé de Fécamp nommé plus haut. »

Deux choses, à notre avis, ressortent des termes de ces six délibérations : 1^o la justice rendue à la requête de l'abbé de Fécamp et l'efficacité des moyens qu'il propose pour s'assurer que vraiment l'accusée a prononcé la longue abjuration dont on venait de donner lecture; 2^o la persuasion dans laquelle ces six assesseurs demeurent que cette seconde lecture ne fera que mettre au jour la pleine culpabilité de la Pucelle et que rendre sa condamnation inévitable.

Dans ces conditions, nous aurions le droit de considérer comme absolue l'accession de ces six docteurs à la délibération de l'abbé de Fécamp. Ils en reconnaissaient la sagesse et la justice : cela nous suffit.

4.

Assesseyrs qui ont voté la condamnation de l'accusée sans condition.

1. Maître Nicolas de Venderès a délibéré que ladite Jeanne doit être réputée et est réputée hérétique; et, les juges ayant prononcé la sentence, elle doit être abandonnée à la justice séculière, en la priant de la traiter avec douceur.

2. Maître Denys Gastinel, chanoine de Rouen, a délibéré que la femme susdite est relapse et hérétique et qu'elle doit être abandonnée à la justice séculière sans supplication aucune.

5.

Délibération indéçise, sinon conditionnelle.

Reste la délibération de Jean Pinchon, chanoine de Paris et de Rouen. L'abbé de Fécamp n'y est pas nommé; le préopinant s'en réfère aux « seigneurs théologiens ». Mais l'abbé de Fécamp n'était-il pas un des principaux? Maître Pinchon n'affirme qu'une chose, le fait du relaps : *Mulier relapsa est.*

« Il a délibéré que ladite femme est retombée. » Il n'ajoute pas qu'elle doit être abandonnée à la justice séculière. Il se borne à dire : « Quant à la façon de procéder ultérieurement, il s'en réfère aux seigneurs théologiens. »

On ne peut pas conclure des termes de cette délibération, comme de celles de Nicolas de Venderès et de Denys Gastinel, que maître Pinchon ait voté la condamnation de la relapse sans condition. Nous aurions même le droit de ranger maître Pinchon parmi les partisans de la délibération conditionnelle. Il s'en rapporte aux « seigneurs théologiens ». Mais les « seigneurs théologiens » ne pouvaient se trouver que chez les trente-neuf assesseurs rangés à l'avis de l'abbé de Fécamp.

Dégageons de ces documents le fait historique méconnu jusqu'à présent.

Pierre Cauchon et Jean Lemaitre, juges en la cause, ont pris sur eux de condamner la Pucelle comme hérétique relapse et de l'abandonner au bras séculier après n'avoir obtenu, sur quarante-deux délibérations, que deux avis conformes, ceux des maîtres Nicolas de Venderès et Denys Gastinel. Les trente-neuf autres, sinon les quarante autres, n'avaient émis qu'une délibération conditionnelle. La condition était la lecture faite à l'accusée du formulaire du procès, en présence des assesseurs, afin que ces derniers acquiescent la certitude que ce formulaire était bien le formulaire qu'elle avait prononcé et non un autre. Pierre Cauchon ne tint aucun compte de cette condition. A la rigueur, c'était son droit; c'était aussi, de sa part, assumer la plus terrible des responsabilités. Elle ne l'effraya point.

En somme, quatre ecclésiastiques seulement, sur quarante-quatre, les deux juges et deux assesseurs, ont approuvé formellement la condamnation de Jeanne d'Arc; les quarante autres ont refusé de les suivre.

NOTE X.

DU POUVOIR SOUVERAIN DES JUGES EN CAUSE DE FOI.

(Page 177.)

Quelques critiques estiment que les assesseurs de la dernière délibération n'auraient pas dû se borner à demander aux juges une deuxième lecture de la cédula d'abjuration, celle-ci en présence de l'accusée; ils auraient dû l'exiger.

L'exiger, les assesseurs — nous l'avons déjà dit — n'en avaient pas le droit; ils n'avaient au procès que voix consultative, et les juges étaient toujours libres de suivre ou de ne pas suivre l'avis de la majorité.

C'est ce qui explique la conduite de l'évêque de Beauvais, citant après la séance Jeanne au Vieux-Marché de Rouen et, le lendemain, la condamnant comme hérétique relapse sans autre formalité.

En cela, l'évêque-juge avait pour lui la lettre de la loi, bien qu'il en violât l'esprit; il n'en demanda pas davantage.

Rappelons, pour dissiper toute obscurité, l'enseignement des canonistes dans cette question délicate :

Du droit des juges ecclésiastiques de prendre, en cause de foi, telle mesure qu'ils voudront, et même de condamner l'accusé malgré l'avis contraire de l'unanimité des assesseurs.

L'auteur du *Directorium Inquisitorum* se demande si « l'évêque et l'Inquisiteur doivent porter leur sentence d'après les conseils des gens de savoir : — *An de consilio peritorum ferenda sit ab Episcopo et Inquisitore sententia* ».

[Les gens de savoir sont les théologiens et canonistes invités à suivre le procès en qualité d'assesseurs.]

Le commentateur Pegna, estimant quelques développements utiles, s'explique comme il suit.

« Le point à trancher, est celui-ci :

« Les Inquisiteurs et les évêques sont-ils tenus nécessairement de se conformer à l'avis des gens de savoir; ou bien, après avoir recueilli les sentiments de ces derniers, sont-ils libres de juger comme il leur semblera bon, quoique dans un sens contraire à l'avis de leurs conseillers, ou du moins différent? »

Et il répond : « Les juges en cause de foi ne sont pas obligés de suivre l'avis des conseillers ou gens de savoir; ils ne doivent pas nécessairement s'y conformer. Les suffrages de ces derniers n'ont qu'une portée consultative, nullement décisive : — *eorum suffragia non sunt decisiva, sed solum consultativa.* »

« Les consultants de ce genre et gens de savoir intervenant en cause de foi n'ont aucune juridiction, ni ordinaire, ni déléguée; leur conseil n'est pas de ceux auxquels on doit nécessairement se conformer. »

Ce droit et cette indépendance des juges en cause de foi ne visent pas seulement la sentence à porter, mais toutes les décisions à prendre durant le procès. Il suffit que l'évêque et l'Inquisiteur se mettent d'accord.

Notons une observation du même canoniste qui ne sera pas désagréable aux défenseurs de l'évêque de Beauvais.

« Cette liberté laissée aux évêques et aux Inquisiteurs de ne pas se conformer à l'avis des consultants se conçoit sans difficulté chez des juges qui sont eux-mêmes de savants juristes : — *ista libertas... facilius usurpari potest ab illis qui constituti sunt juris peritissimi.* »

Assurément, l'évêque de Beauvais était réputé très fort en matière de droit, *juris peritissimus constitutus erat*; et il dut s'en prévaloir pour condamner la Pucelle, malgré les délibérations contraires de ses quarante assesseurs.

« Aujourd'hui, conclut naïvement Pegna, les juges ne peuvent guère se tromper, car ils ont pour les éclairer une infinité d'hommes de savoir et, dans les cas embarrassants, il leur est loisible de recourir à l'autorité suprême. » (*Director. Inquisit.*, quest. 78, pp. 630-631.)

En s'exprimant de la sorte, François Pegna oubliait que malheureusement tous les juges ne sont pas inaccessibles aux passions et à la corruption humaines. Et c'est, en effet,

une pareille « inaccessibilité » qu'il eût fallu pour que le procès de Jeanne ne fût pas jugé iniquement.

Raison de plus pour apprécier à une haute valeur morale la conduite des quarante assesseurs qui demandèrent que les juges fissent lire à l'accusée, avant de prononcer sa condamnation, la cédule d'abjuration qu'elle passait pour avoir acceptée et signée. Ils firent ce qui était en leur pouvoir pour empêcher l'assassinat judiciaire qui allait se commettre; n'ayant que voix consultative, ils ne pouvaient faire davantage.

En se refusant à leur donner satisfaction, l'évêque ne violait pas la lettre de la loi, mais il en violait ouvertement l'esprit. Il savait à quoi s'en tenir sur la justice de la demande qu'il repoussait, sur le faux qu'elle eût fait découvrir et sur le crime qu'elle aurait empêché. Il savait qu'il allait commettre un véritable assassinat, et il ne recula pas. Dieu permit que ce forfait se commit. C'était le prix du salut de la France.

NOTE XI.

PIERRE CAUCHON ET SA DOCTRINE FANTAISISTE SUR L'ÉGLISE.

(Page 176.)

Le mot du canoniste Pontanus que « ce furent les juges de Jeanne qui refusèrent de se soumettre à l'Eglise, non Jeanne elle-même », devrait être suivi de celui-ci qui le complèterait : « Ce n'est pas la Pucelle qui a conçu et maintenu jusqu'au bout une idée fausse de l'Eglise, c'est l'évêque de Beauvais et l'Université de Paris, dont Pierre Cauchon professait les doctrines. »

Jeanne, qui n'était pas théologienne, qui ne savait guère que son catéchisme, a pu d'abord laisser échapper quelques paroles inexactes sur la matière de l'Eglise; mais le jour du drame de Saint-Ouen, elle s'exprima d'une façon inattaquable au point de vue de l'orthodoxie, le lecteur en a eu la preuve.

Pierre Cauchon, au contraire, débute par une définition de l'Eglise, équivoque dans les termes, fausse dans l'application; et il persiste dans cette conception fausse et dans cette application jusqu'au bout.

Voici comment il définit l'Eglise (*Procès*, t. I, p. 175) : « L'Eglise militante c'est l'Eglise en tant qu'elle comprend le Pape, vicaire de Dieu sur la terre, les prélats ecclésiastiques, le clergé et tous bons chrétiens et catholiques; laquelle Eglise, dûment assemblée, ne peut errer et est gouvernée du Saint-Esprit. »

— *Est Ecclesia militans in qua est Papa, vicarius Dei in terris, Cardinales, Prelati Ecclesiæ, Clerus et omnes boni christiani atque catholici : quæ quidem Ecclesia, bene congregata, non potest errare et regitur a Spiritu Sancto.*

Cette définition est équivoque en ce sens qu'elle ne dési-

gne pas expressément les évêques, successeurs des Apôtres, et qu'elle les confond avec les Prélats dont beaucoup cependant ne possèdent pas le caractère et la juridiction épiscopale.

Cette définition est fausse dans l'application qui en est faite, parce qu'elle fait entrer dans l'Eglise « dûment assemblée — BENE CONGREGATA », le simple clergé, les prêtres et même les clercs privés du sacerdoce et jusqu'aux laïques, pourvu qu'ils soient « bons chrétiens et bons catholiques ».

Or, c'est là une doctrine qui a toujours été réputée fausse chez les théologiens. Jamais ils n'ont admis que le clergé inférieur, à plus forte raison les laïques, fissent partie de l'Eglise enseignante, infaillible dans son enseignement, et dirigée par le Saint-Esprit.

Cette doctrine, l'évêque de Beauvais, au cimetière de Saint-Ouen, la dépouille de tout voile, de toute équivoque et la professe formellement. Il l'exagère même, car il va jusqu'à mettre les évêques, les « Ordinaires », sur le même pied que le Pape dans leurs diocèses, jusqu'à faire d'eux des juges infaillibles en fait de doctrine.

En effet, le texte officiel nous montre Pierre Cauchon déclarant d'abord à l'accusée qu'il faut qu'elle « s'en rapporte à notre mère sainte Eglise ».

Jeanne répondant que volontiers elle « s'en rapporte au Pape de Rome et à l'Eglise romaine », l'évêque de Beauvais reprend : Point du tout; ce n'est pas cela : c'est à nous, Ordinaires, qu'il faut vous soumettre. Nous sommes juges, aussi bien que le Pape, chacun dans notre diocèse. Et c'est également aux « clercs et aux gens en ce connaissants (les docteurs de Paris et assesseurs) : car il faut que vous teniez pour vrai ce que « ces clercs et gens en ce connaissants ont déterminé de vos dits et faits ». (*Procès*, t. I, pp. 455-456.)

Un évêque, un prêtre, un docteur en théologie qui professerait opiniâtrément une semblable doctrine attirerait sur sa tête les foudres de l'Eglise. Quand il dogmatisait et jugeait de la sorte, l'évêque de Beauvais était dans le faux, et Jeanne, sa victime, dans le vrai. La petite paysanne en remontrait au vieux docteur de Sorbonne.

Faut-il ajouter que les idées de Pierre Cauchon sur l'Eglise étaient celles qui, en ce quinzième siècle, domi-

naient dans l'Université de Paris? Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à parcourir les pages d'histoire qui retracent le rôle joué par ses docteurs au concile de Constance et au concile de Bâle, lorsque ces questions y furent agitées.

Les Pères du concile de Bâle ne se bornèrent pas à la théorie, en fait de doctrines schismatiques; ils passèrent à la pratique. Dans la XII^e et XXVI^e session, ils citèrent à leur barre, et par décret, le pape Eugène IV. Dans la XXVIII^e, ils le déclarèrent contumace, parce qu'il n'avait pas comparu. Enfin, dans la XXXIV^e, trente-neuf Prélats et « trois cents ecclésiastiques de second ordre — les clercs en ce connaissants de Pierre Cauchon », déposèrent le Pape légitime.

Au nombre des députés envoyés par l'Université de Paris se trouvaient les assesseurs du procès de Rouen, Thomas de Courcelles, Jean Beaupère et Nicolas Loiseleur. L'évêque de Beauvais y parut aussi; mais ce fut au nom de l'Angleterre. Des lettres royales de Henri VI, du 10 juillet 1434 et du 20 février 1435, lui confièrent cette mission. Il n'y resta pas longtemps. Le 23 juillet 1435, il quittait le concile et, vers la fin de l'année, il allait défendre les intérêts de l'Angleterre au Congrès d'Arras. (Voir ci-après la Notice biographique.)

Sur cette question des idées schismatiques de l'Université de Paris et du rôle peu orthodoxe que ses députés jouèrent au concile de Bâle, on pourra consulter l'ouvrage du Père jésuite Ayroles, qui a pour titre :

L'Université de Paris au temps de Jeanne d'Arc — Un volume grand in 8°; Paris, Rondelet et Ce, éditeurs, ancienne maison Gaume, 1902.

NOTE XII.

JEANNE D'ARC, MARIE STUART, NAPOLÉON.

A quelle fin le rapprochement de ces trois noms ?

Nous les rapprochons pour montrer que la barbarie déployée par le gouvernement anglais envers la Pucelle n'est pas un cas isolé dans l'histoire.

L'Angleterre qui, en 1431, faisait brûler une pauvre fille de dix-neuf ans, était la nation orgueilleuse, vindicative, féroce, qui faisait tomber en 1587, après dix-neuf ans de détention, la tête de Marie Stuart, et qui, en 1815, envoyait Napoléon mourir sur le rocher de Sainte-Hélène.

Les peuples, comme les individus, ont leur caractère propre, leur personnalité politique et morale distincte. Quel est le caractère propre du peuple anglais, le trait distinctif de sa personnalité politique et morale ? L'auteur de la *Nouvelle Géographie universelle*, Elisée Reclus, va nous l'apprendre. Voici ses paroles :

« L'Anglais, chez lequel sont unis, dans une vigoureuse individualité, le Celte, le Germain, le Danois, se distingue surtout par la force de volonté, l'énergie, l'endurance. Il a quelque chose de ces dogues dressés par lui, qui ne desserrent plus les dents une fois qu'ils ont mordu, et qui se laisseraient couper en morceaux plutôt que de lâcher prise. »

« L'Anglais aime la lutte pour elle-même ; il l'aime surtout pour les résultats avantageux qu'il peut en tirer ; ce n'est pas seulement la victoire, satisfaction d'amour-propre, c'est la conquête qu'il lui faut.

« Employée pour l'avantage personnel de l'individu dans la lutte pour l'existence, l'énergie britannique est souvent accompagnée d'une véritable férocité. Son histoire nationale raconte d'épouvantables cruautés, commises de sang-froid, d'une manière systématique et réfléchie, non, comme en

d'autres pays, dans l'exaltation du fanatisme ou de la peur qui se venge. »

(Elisée RECLUS, *Nouvelle Géographie universelle*, t. IV, pp. 363-367. Paris, Hachette, 1883.)

Le supplice de Jeanne, l'exécution de Marie Stuart, la détention et la mort lente de Napoléon à Sainte-Hélène, trois individualités françaises — Marie Stuart, reine de France en 1559-60, était française de cœur — sont « de ces cruautés épouvantables, commises de sang-froid, d'une manière systématique et réfléchie », dont les annales du peuple anglais sont remplies.

Si l'on veut un exemple qui s'applique, non à des personnages célèbres, mais à de malheureux et obscurs individus, nous évoquerons l'alerte de la bataille d'Azincourt et la boucherie qui, sur l'ordre du roi Henri V, en fut la conséquence.

On était à la fin de la bataille; les Anglais avaient fait prisonniers beaucoup de Français. Tout à coup une panique survient. Le roi d'Angleterre craint que les prisonniers déjà faits ne se retournent contre les vainqueurs. Il donne l'ordre de les mettre à mort sur le champ. Des hérauts, au son de la trompette, vont criant « que chacun Anglais, sous peine de la hart, occit les prisonniers, afin que au besoin ne fissent aide à leurs gens ». (MONSTRELET.) Deux cents archers, désignés spécialement, frappent à la tête les chevaliers français à qui on avait ôté leurs casques et couvrent le sol de leurs cadavres.

On pourrait rappeler encore les atrocités de tout genre et les torrents de sang au prix desquels l'Angleterre assura sa domination dans les Indes, grâce à l'administrateur habile, mais peu scrupuleux, que fut Warren Hastings, gouverneur général des possessions anglaises.

Jeanne d'Arc et Marie Stuart! Les régents d'Angleterre et de France font brûler l'une; la fille de Henri VIII et d'Anne Boleyn, Elisabeth, fait décapiter l'autre.

L'historien de Marie Stuart, l'académicien Mignet, esquisse de sa rivale le portrait suivant :

« D'un esprit haut, d'un caractère impérieux, d'un orgueil extrême, ayant beaucoup d'énergie, d'astuce, de capacité,

Elisabeth ressemblait beaucoup à son père à qui elle avait été chère à cause de cela. » (MIGNET, *op. cit.*, t. I, pp. 56, 58; 2 vol. in-8°, Paris, 1852.)

Qu'on applique les traits de cette esquisse au gouvernement anglais de 1431, on n'aura pas un mot à retrancher.

Lorsque l'évêque de Beauvais vint annoncer à la Pucelle dans son cachot que le matin même de ce jour elle serait livrée au supplice, Jeanne s'écria : « Evêque, je meurs par vous ! J'en appelle de vous devant Dieu ! »

Il en fut de même de Marie Stuart. Lorsque les commissaires de la haute cour, formée pour la juger, vinrent lui annoncer sa condamnation, « elle en appela à Dieu de l'injustice avec laquelle on la traitait ». (Id., *ibid.*, t. II, p. 352.)

Notons un trait de ressemblance entre ces deux victimes de la politique anglaise, Marie Stuart et Napoléon.

La reine d'Ecosse vient demander à Elisabeth un asile et son assistance : « Je suis entrée dans ce pays, disait-elle, en me fiant à l'amitié et aux promesses de la reine d'Angleterre. » (*Ibid.*, p. 352.) Elisabeth répond à cette confiance en lui ôtant sa liberté et en la faisant juger, condamner, exécuter après dix-neuf ans de captivité.

Après Waterloo, Napoléon, dans une lettre fameuse adressée au prince régent d'Angleterre, « venait s'asseoir au foyer du peuple britannique ». Le 15 juillet 1815, avant d'avoir reçu la réponse du gouvernement anglais, Napoléon se faisait transporter sur le *Bellérophon*, vaisseau anglais en rade de Rochefort, et disait au capitaine : « Je viens me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. »

Le 30 juillet, deux commissaires apportaient la réponse du prince régent. Ils se présentèrent à l'empereur et lui signifièrent qu'il était prisonnier de guerre; l'île Sainte-Hélène serait sa prison.

Elle fut sa prison et elle fut aussi son tombeau.

L'Angleterre, en 1431, assigna une prison à Jeanne d'Arc, mais elle ne lui donna pas de tombeau.

APPENDICE I.

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR PIERRE CAUCHON

ÉVÊQUE DE BEAUVAIS ET JUGE DE JEANNE D'ARC.

Des Etudes critiques dans lesquelles l'évêque de Beauvais, qui a jugé et condamné Jeanne d'Arc, est à chaque page nommé, ne peuvent pas laisser le lecteur dans l'ignorance des faits caractéristiques de la vie de ce personnage. Nous allons les exposer brièvement sous forme de simples notes biographiques : un récit documentaire et raisonné nous entraînerait trop loin.

I.

DE LA NAISSANCE DE P. CAUCHON A SON ÉLÉVATION
A L'ÉVÊCHÉ DE BEAUVAIS.

(1371-1420.)

PIERRE CAUCHON, « chanoine de Reims, de Chartres, de Châlons, de Beauvais, archidiacre de Chartres et de Châlons, référendaire du Pape, bénéficié de Saint-Clair, au diocèse de Bayeux, chapelain à Dijon de la chapelle des ducs de Bourgogne » (*Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, t. XXIV, p. 16, article du P. Henri Denifle), évêque de Beauvais, puis de Lisieux, naquit vers 1371, à Reims ou aux environs de Reims, et mourut à Rouen en 1442. On infère la date de sa naissance de l'âge qu'il avait lorsqu'il fut nommé chanoine de Reims : d'après les Archives de

cette ville, c'était en 1409, et il était âgé de trente-huit ans. Il avait donc soixante ans environ lorsqu'il fit le procès de la Pucelle, et soixante et onze lorsqu'il mourut. Une famille noble du nom de Cauchon était établie à Reims depuis 1278. Pierre Cauchon appartenait-il ou non à cette famille? C'est une question sur laquelle les érudits se divisent.

Une particularité montrerait qu'il n'y appartenait pas :

C'est que les armes des Cauchon de Reims et celles du futur évêque de Beauvais étaient absolument dissemblables.

Juvénal des Ursins, qui succéda à Pierre Cauchon sur le siège de Beauvais et qui fut plus tard archevêque de Reims, dit que le juge de Jeanne « était de naissance obscure et fils d'un vigneron des environs de Reims ».

C'est à l'Université de Paris que Pierre Cauchon fit ses études et prit ses grades. En janvier 1398, il était reçu licencié en décret. En 1403, il était étudiant de sixième année en théologie. Ce qui ne l'empêchait pas de cumuler la cure de l'église paroissiale d'Egriselles, au diocèse de Sens, avec un canonicat et une prébende dans l'église de Châlons, et de solliciter un bénéfice du chapitre de Reims. Il prit aussi le grade de maître ès arts, et exerça en 1403 les hautes fonctions de Recteur de l'Université.

Il n'y a qu'une voix chez les contemporains sur son savoir, sa connaissance profonde du droit et son habileté comme praticien. La manière dont il a conduit le procès de Rouen prouve qu'il méritait bien cette réputation; car son savoir et son habileté n'ont été égalés que par son absence de scrupules et son incroyable audace. Oui, incroyable, car Jules Quicherat et son école n'y ont pas cru.

Comme les grands ambitieux, Pierre Cauchon demanda à la politique les succès et les honneurs dont il était avide. « Sa fortune commença par la faveur des Cabochiens; elle s'accrut ensuite par la confiance illimitée de la famille de Lancastre. » (J. QUICHERAT, *Aperçus nouveaux...*, p. 98.)

En 1407, il fit partie de l'ambassade que le roi de France envoya aux deux papes en présence, Grégoire XII et Benoît XIII, pour en finir avec le schisme.

Chanoine de Reims en février 1409, Cauchon fut investi des fonctions de *vidame* de la même église et les remplit pendant dix ans.

A partir de 1411, on voit le futur évêque de Beauvais prendre position en faveur du duc de Bourgogne, Jean sans Peur, et se mettre à la tête des universitaires bourguignons. Ses violences lui valurent d'être condamné, à la paix d'Auxerre (1412), avec les personnages accusés d'avoir fomenté les troubles de la capitale.

En 1413, année qui voit l'avènement des Cabochiens, Pierre Cauchon « fut l'un des meneurs de la troupe d'émeutiers qui se rua sur les hôtels de Guyenne et d'Artois, pénétra dans la chambre même du Dauphin et se saisit de ses officiers ». (Albert SARRAZIN, *Pierre Cauchon*, p. 32. In-8°, Paris, 1901. — DE BEAUREPAIRE, *Notes sur les juges et assesseurs...*, p. 12.)

Les Armagnacs étant revenus au pouvoir en 1414, Cauchon fut banni de Paris le 14 mai, pour la part qu'il avait prise aux violences des Cabochiens. L'ordonnance du bannissement qualifie les personnages condamnés de « traîtres, infâmes, homicides, rebelles, criminels de lèse-majesté ». (*Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, pp. 357 et suiv. — Publication de la *Société de l'Histoire de France*.)

En dédommagement de cette condamnation, le duc Jean l'envoya au Concile de Constance en 1415, avec le titre d'ambassadeur. Cauchon ne se contenta pas de ce titre : il se présenta au concile en qualité d'aumônier de Jean sans Peur et de délégué du chapitre de Beauvais, dont il était chanoine.

Les instructions secrètes données à l'ambassadeur du duc de Bourgogne le chargeaient de détourner le Concile de condamner le cordelier normand Jean Petit, l'apologiste du meurtre du duc d'Orléans, et ses doctrines sur le tyrannicide. Cauchon n'y réussit pas. Les Pères du Concile condamnèrent le cordelier, et l'ambassadeur dut se contenter de faire son éloge et d'essayer de justifier publiquement son maître.

Cependant le futur évêque de Beauvais ne cessait d'ajouter les honneurs aux honneurs, les bénéfices aux bénéfices. Nommé maître des requêtes en 1418, comme récompense de sa conduite au Concile, il plaidait la même année pour obtenir la prévôté de Lille, vacante par la mort de Jean de

Montreuil. En 1419, il parvenait à l'obtenir. On voit à cette occasion l'Université de Paris adresser une supplique au Pape à l'effet d'autoriser Pierre Cauchon à réunir divers bénéfices incompatibles, à titre de récompense pour les travaux entrepris et les souffrances endurées dans l'intérêt et au service de l'Eglise. (Arch. nation., m. 65^a, n° 10.)

Après le traité de Troyes (21 mai 1420), Cauchon fut plus que jamais l'homme du duc de Bourgogne et des Anglais, ses alliés. Le 1^{er} décembre 1420, Henri V d'Angleterre, époux de Catherine, fille de Charles VI, régent et héritier de la couronne de France, faisait, avec Isabeau de Bavière et Charles VI, son entrée solennelle dans la ville de Paris.

L'évêché de Paris étant devenu vacant sur ces entrefaites par la mort de Gérard de Montaigu, le monarque anglais chargea Pierre Cauchon de négocier avec le chapitre, afin qu'il choisit un prélat dévoué à la cause anglaise. Pierre Cauchon échoua dans cette négociation. Henri V ne lui en tint pas rigueur. A la fin de cette même année 1420, Cauchon était nommé à l'évêché de Beauvais.

II.

PIERRE CAUCHON, EVÊQUE-COMTE DE BEAUVAIS ET PAIR ECCLÉSIASTIQUE DU ROYAUME.

(1420-1429.)

L'évêque qui rendait par sa mort le siège vacant était Bernard de Chévenon. Pierre Cauchon ne fut pas son successeur immédiat : ce fut un certain Eustache de Laitre, qui, élu par le chapitre, mourut avant d'avoir reçu ses bulles. Comment Pierre Cauchon fut-il élu ? on ne le sait pas bien. Sans doute, la haute protection du roi d'Angleterre, du duc de Bourgogne et de l'Université de Paris y fut pour beaucoup : nous avons, en effet, une lettre de l'Université dans laquelle elle recommande chaudement au chapitre de Beauvais son suppôt Pierre Cauchon. (*Chartular. Univ. Par.*, à l'année 1420.) Mais on ignore si le chapitre se rendit à l'appel de l'Université, ou bien si, se désintéressant de

l'élection, il laissa au pape Martin V le soin de pourvoir à la vacance du siège.

Le nouvel évêque arriva à Beauvais le 12 janvier 1421. Il était accompagné de Henri, évêque de Tournay, et de Louis de Luxembourg, évêque de Théroutanne. Le duc de Bourgogne honora de sa présence la prise de possession de Cauchon. « Partant de Paris après la feste de Noël, il s'en alla en la ville de Beauvais, à la feste et entrée de Messire Pierre Cauchon, moult enclin et affecté à la partie de Bourgogne. » (MONSTRELET, *Chronique*, livre I.)

Les habitants de Beauvais, beaucoup plus attachés au parti français qu'au parti anglo-bourguignon, firent au nouvel évêque une réception nullement enthousiaste, très froide plutôt. Pour imposer et affermir son autorité, Pierre Cauchon ne recula pas devant les mesures de rigueur; il ne ménagea pas même le chapitre. « On le vit transformer en tribunal révolutionnaire la cour ecclésiastique de Beauvais. » (QUICHERAT, *loc. cit.*) Cependant, il prêchait la soumission au roi Henri. Lui-même ne négligeait aucune occasion de se rendre agréable et de faire la cour à ce prince.

Le 4 juin 1422, il assistait, dans l'hôtel de Nesles, au conseil qu'y tint le roi d'Angleterre.

L'évêque nommé par le chapitre de Paris, Jean Courtecuisse, s'étant installé à l'évêché, l'évêque de Beauvais fut chargé par le monarque anglais de faire des remontrances au chapitre. La conséquence de ces remontrances fut la translation de l'évêque Courtecuisse à l'évêché de Genève (juillet 1422).

Les sentiments français du chapitre de Paris étaient pour beaucoup dans la rancune que gardait à ses membres Pierre Cauchon; mais il y avait aussi une question d'intérêt, question de celles sur lesquelles l'évêque de Beauvais était peu traitable. En mourant, l'évêque de Paris, Gérard de Montaigu, avait légué ses livres et ornements au chapitre. Cauchon trouva le moyen de se les approprier, moyennant une somme dérisoire. Il fallut que le chapitre présentât une requête motivée au Parlement pour rentrer en possession de ces objets. (*Arch. nat.*, LL. 213.)

Peu de temps avant sa mort, le roi d'Angleterre députa l'évêque de Beauvais au sire Jacques d'Harcourt, capitaine

du château du Crotoy pour le Dauphin, afin de le décider à remettre la place entre les mains du régent de France. Cauchon en fut pour ses frais d'éloquence; le château du Crotoy demeura français.

Le 31 août 1422, le vainqueur d'Azincourt mourait au château de Vincennes. L'évêque de Beauvais assista à ses funérailles parmi les personnages les plus honorés.

Charles VI étant mort le 22 octobre suivant, Pierre Cauchon fut mis au nombre des exécuteurs testamentaires du feu roi, en compagnie des ducs de Bethford et de Bretagne, de l'évêque de Théroutanne et de plusieurs autres seigneurs.

Il eut bientôt gagné les bonnes grâces du nouveau régent de France, le duc de Bethford. En 1423, il devenait conseiller du roi Henri VI, aux appointements de 1,000 livres, et chancelier de la reine d'Angleterre. Cette même année, il était nommé conservateur des privilèges de l'Université de Paris, dignité qu'il garda dix ans.

Investi de charges si nombreuses, plus soucieux d'ailleurs de ses intérêts temporels que des choses spirituelles, l'évêque de Beauvais résidait peu en sa ville épiscopale. On le voyait beaucoup plus souvent à Paris et à Rouen, dont il convoitait le siège, qu'à Beauvais. En mars 1426, il prit part aux négociations qui eurent pour effet de dépouiller les évêques français du droit de conférer la plupart des bénéfices et de le transférer au Pape. Martin V le remercia de ses bons offices, ainsi que l'Université de Paris, qui avait secondé l'évêque de Beauvais en ses négociations.

Voilà donc le duc de Bethford, l'Université et Pierre Cauchon faisant campagne contre les évêques du royaume. Ils s'uniront de même, plus tard, quand il sera question de juger la Pucelle.

En 1426 aussi, l'évêque de Beauvais interviendra, à Rouen, auprès du chapitre, à l'occasion de l'élévation de Jean de la Rochetaillée, archevêque de cette ville, à la dignité de cardinal. Les chanoines étaient d'avis que les deux dignités de cardinal et d'archevêque étaient incompatibles. Le duc de Bethford et le Pape étaient d'un avis contraire. Une sentence arbitrale, à laquelle prirent part l'évêque de Beauvais et celui de Théroutanne, autorisa l'archevêque de Rouen à recevoir le chapeau cardinalice. Il le reçut en l'église de

Paris, le 25 février 1427. Mais il dut prendre ses mesures, dans les délais fixés par les arbitres, pour se faire transférer à un autre siège. Cette translation eut lieu en 1429; le nouveau cardinal quitta Rouen pour Besançon.

En cette année 1429, paraissait Jeanne la Pucelle. Le 8 mai, le siège d'Orléans était levé. L'envoyée de Dieu s'apprêtait à marcher sur Reims. Elle y serait sûrement, disait-elle, dans le cours de l'été prochain. Dès le mois d'avril, cette prophétie était rendue publique. L'évêque de Beauvais, qui tenait à revoir Reims, n'attendit pas la date que Jeanne avait fixée. Avant la fin du printemps, il vint dans la ville du sacre. Le 25 mai, à la procession de la Fête-Dieu, il portait le Saint-Sacrement. (P. COQUAULT, *Mémoires*, t. III, p. 642.)

Dans le courant du mois d'août 1429, sur la fin de la campagne de l'Île-de-France, les habitants de Beauvais se déclarèrent pour Charles VII.

Pierre Cauchon, impuissant à arrêter ce mouvement, dut quitter sa ville épiscopale — s'il n'en fut pas chassé — et se retirer à Rouen. Les biens de l'évêché furent mis sous séquestre et les revenus en furent perçus au nom du roi Charles. Le duc de Bethford ne voulut pas que son conseiller souffrit de cette saisie de son temporel; il le lui reconstitua et il l'augmenta considérablement, en le chargeant de diverses missions, toutes généreusement rétribuées. Une quittance du 16 janvier 1439 (nouveau style), dont on conserve précieusement l'original, nous montre Pierre Cauchon reconnaissant « avoir reçu la somme de 670 livres tournois, à l'occasion d'un voyage fait en Angleterre avec le cardinal d'Angleterre pour les affaires et besognes du roi ».

Il n'est pas douteux que l'évêque de Beauvais ne désirât vivement prendre sur le siège de Rouen la place du cardinal Jean de la Rochetaillée. Le concours du grand conseil d'Angleterre et du duc de Bethford lui était assuré. Mais il commit la maladresse d'entrer en conflit avec le chapitre, à l'occasion d'un impôt de 30,000 livres environ que le gouvernement anglais le chargea de lever sur le clergé de Normandie.

Pierre Cauchon s'étant avisé de fulminer des censures contre les récalcitrants, le chapitre lui reprocha d'avoir

manqué à ses devoirs et appela de ses sentences au Pape et au Concile.

Ce conflit éclata en 1429. Il fallut du temps pour qu'il s'apaisât, et l'on arriva ainsi à l'année de la prise de la Pucelle à Compiègne.

Lorsque le duc de Bethford se fut décidé à faire faire à la captive un procès en cause de foi, l'évêque de Beauvais était tout désigné pour présider et mener ledit procès. Il était le protégé du régent; il était plus Anglais que les Anglais eux-mêmes, réfugié dans une ville où ils étaient les maîtres, « totalement d'ailleurs à leur dévotion ». De plus, chose nullement indifférente, « ce prélat exerçait une grande autorité sur l'Université de Paris, étant son protecteur ou, comme on disait alors, le Conservateur de ses privilèges » (J. QUICHERAT, *Aperçus nouveaux...*, p. 98) et, de plus, juriste de première force.

Avec l'évêque de Beauvais, les Anglais, ennemis de la Pucelle, avaient le juge qu'il leur fallait. Quoi qu'il en soit des qualités que ses amis ont louées en lui, « Cauchon ne se révéla dans l'affaire de Jeanne, de l'aveu de Quicherat lui-même, que comme un homme passionné, artificieux, corrompu ». (*Op. citat.*, p. 99.) Notre *Histoire complète* et les *Études critiques* précédentes l'ont montré, de plus, inhumain, cruel et faussaire : ce sont des choses à ne point oublier.

Dès que la Pucelle eût été prise à Compiègne, l'Université de Paris proposa au duc de Bethford de la faire juger en cause de foi et lui désigna Pierre Cauchon comme le juriste le plus capable de mener le procès selon les désirs de l'Angleterre. L'évêque de Beauvais ne fit aucune opposition. Il s'entremet même pour décider Jean de Luxembourg à livrer, moyennant une certaine somme, sa prisonnière au roi Henri VI. Les négociations s'ouvrirent en juillet. Sur la fin d'août, les deux parties tombèrent d'accord. Vers la mi-novembre l'affaire était réglée et Jeanne, remise entre les mains des Anglais, était conduite à Rouen où elle arrivait dans le courant de décembre. Le 9 janvier 1431 (nouveau style), l'évêque de Beauvais, quoique privé de la juridiction indispensable, ouvrait le procès.

Nous n'ajouterons rien à ce que nous avons eu occasion

de dire de la conduite de l'évêque-juge durant ce procès, dans nos trois séries d'*Études critiques* et dans notre *Histoire complète de Jeanne d'Arc*.

III.

APRÈS LE PROCÈS DE JEANNE. — PIERRE CAUCHON,
EVÊQUE DE LISIEUX.

(1431-1442.)

Le lendemain du jour où la Pucelle fut brûlée vive, l'évêque de Beauvais officiait pontificalement dans la cathédrale de Rouen, et y célébrait la messe du Saint-Sacrement. (*Archives de la Seine-Inférieure*, G. 33.)

Le duc de Bethford ne fut pas ingrat envers l'homme qui avait débarrassé l'Angleterre de son ennemie la plus redoutée. Il ne put pas ou ne crut pas devoir le faire nommer au siège archiépiscopal de Rouen; mais il le combla d'honneurs et lui confia les plus importantes missions.

En juillet 1431, il le désignait, avec l'évêque de Noyon, pour tenir les assises solennelles de l'Echiquier de Normandie, où la justice était rendue en dernier ressort. Presque en même temps, Cauchon était nommé, avec l'évêque de Norwich, conseiller du roi pour juger une affaire importante. En septembre, il célébrait à Rouen les ordinations. Le jour du sacre de Henri VI dans la cathédrale de Paris, il y assistait avec Jean de Mailly, évêque de Noyon, en qualité de pair ecclésiastique; et, la cérémonie achevée, il s'asseyait à la table du roi (décembre 1431).

C'est le 8 août 1432 que le pape Eugène IV, confirmant le choix qu'avait fait Martin V le 13 février 1430 (P. H. DENIFLE, *Auctarium Chartul. Univers. Paris.*, t. I, p. 937), transféra Pierre Cauchon au siège de Lisieux. Conformément au cérémonial usité dans l'église de Lisieux, le nouvel évêque fut reçu par le chapitre à la porte de Paris. « Après la harangue du doyen, il prêta serment, reçut la crosse et s'avança nu-pieds sous le dais jusqu'à la porte de la cathédrale où il

remit ses chaussures. » (DE FORMEVILLE, *Histoire de l'évêché de Lisieux*, t. I, CVIII.)

Circonstance digne de remarque, Pierre Cauchon fut remplacé sur le siège épiscopal de Beauvais par J. Jouvenel des Ursins, le futur archevêque de Reims, qui devait être délégué par le pape Calixte III, en 1455, pour instruire le procès canonique de revision du procès de Rouen, et qui, en 1456, prononça le jugement solennel de réhabilitation¹.

Il est vraisemblable que, se conformant à un usage assez général en ce quinzième siècle, Pierre Cauchon confia l'administration du diocèse à ses vicaires généraux et à une sorte de coadjuteur que les documents désignent sous le nom d'évêque de Salabrion, car on le voit résider beaucoup plus à Rouen qu'à Lisieux. Ses fonctions de conseiller du roi d'Angleterre, ses relations avec le duc de Bethford l'y appelant souvent, il était plus simple pour lui d'y demeurer. L'évêque de Lisieux avait dans la cité rouennaise un manoir à lui et une sorte de cathédrale sur laquelle il avait seul juridiction (l'église de Saint-Cande-le-Vieux). A cette cathédrale se rattachait une cour ecclésiastique, un official, un promoteur, un chapitre et un territoire exempt de la juridiction de l'archevêque de Rouen, territoire qui ne comprenait pas moins de cinq paroisses.

Le manoir de l'évêque de Lisieux portait le nom d'hôtel Saint-Cande, et les restes en sont connus encore aujourd'hui sous le nom d'*hôtel de Lisieux*. Cauchon en fit sa résidence principale, surtout à la fin de sa vie, et c'est en cet hôtel qu'il mourut. Il eut ainsi la satisfaction de séjourner à Rouen, et de s'en croire, avec un peu de bonne volonté, comme le second archevêque. Mais, probablement, cette illusion ne suffit pas à son bonheur.

Les fonctions de Conservateur des privilèges de l'Université de Paris gênant le nouvel évêque de Lisieux pour les missions dont ne cessait de le charger le gouvernement anglais, il s'en démit et fit agréer comme son successeur l'évêque de Meaux.

En 1436, ces fonctions de Conservateur des privilèges apostoliques de l'Université étaient conférées au successeur

1. *Gallia Christiana*, t. IX, col. 758.

même de Pierre Cauchon sur le siège de Beauvais, Jean Jouvenel des Ursins, nommé plus haut¹.

Suivons maintenant le nouvel évêque de Lisieux dans les principales de ses missions politiques et autres.

En 1433, un sauf-conduit du 15 août autorise Pierre Cauchon à se rendre à Calais avec vingt chevaux pour assister à une entrevue qu'avait préparée le duc d'Orléans et qui n'aboutit pas.

Des lettres royales du 10 juillet 1434 et du 20 février 1435 le nomment député de l'Angleterre au concile de Bâle avec une indemnité de déplacement de 300 livres : il s'y rencontre avec Beaupère, Loiseleur, Thomas de Courcelles.

En cette ville, Cauchon eut le désagrément d'être avisé par l'évêque de Fossombrone, trésorier général des finances pontificales, que, à raison d'une somme de 400 florins d'or dont il était resté redevable à la cour de Rome, à titre d'annates, lors de sa translation au siège de Lisieux, et qu'il n'avait point payée, il avait encouru l'excommunication ; de plus, qu'ayant quoique excommunié célébré l'office divin, il était frappé d'irrégularité. L'envoyé du roi d'Angleterre ne s'émut pas de cette excommunication et continua à célébrer, malgré l'irrégularité qu'il encourait. Aucun document ne nous apprend qu'il ait versé au trésor pontifical les 400 florins.

C'est peut-être pour se dérober à ces réclamations fiscales et à l'humiliation qui en pouvait résulter, que l'évêque de Lisieux se rendit au congrès d'Arras après avoir quitté Bâle. Un mandement du roi d'Angleterre donné à Mantes le 15 octobre 1435 constate cette mission, avec des honoraires de 10 livres, tournois par jour. Cauchon partit de Bâle le 23 juillet 1435, et il revint à Rouen le 27 septembre suivant.

L'archevêque d'York qui devait prendre la parole au congrès d'Arras étant tombé malade, Cauchon le remplaça et dit à quelles conditions le roi d'Angleterre traiterait. Jusqu'à la fin du congrès, l'évêque soutint le droit exclusif de Henri VI à la couronne de France et réclama le démembrement du royaume.

Lorsque Cauchon rentra à Rouen, le duc de Bethford

1. *Gallia Christiana*, t. IX, col. 759.

venait de mourir (14 septembre 1435). L'année d'après (19 août 1436), l'archevêque de Rouen, Hugues d'Orges, expirait à Bâle. Cette fois-ci, non plus, ce ne fut pas le juge de la Pucelle qui fut nommé à sa place, mais Louis de Luxembourg, évêque de Théroutanne.

En cette même année 1436, Pierre Cauchon était allé à Paris réchauffer l'ardeur des partisans de Henri VI et les engager à ne point ouvrir à Charles VII les portes de la capitale. Mais ce fut en vain ; les troupes de Charles y pénétrèrent, et l'évêque et les Anglais durent se rendre aux lieutenants du roi qui les renvoyèrent à Rouen « par terre et par eau ».

En 1439, nouvelle mission de l'évêque de Lisieux à la cour de Henri VI et à Calais, pour traiter de la délivrance du duc d'Orléans. Le 5 novembre 1440, cette délivrance était un fait accompli.

On dit que, en 1441, l'évêque de Lisieux fit bâtir et orner richement à ses frais la chapelle de la Vierge qu'on voit derrière le chœur de la cathédrale. (On a donné aussi la date de 1432. Le difficile est de trouver la preuve documentaire de ces dates.) On a supposé que Cauchon avait construit cette chapelle en repentir et en expiation de la sentence prononcée contre Jeanne. « C'est, a-t-on dit, la tradition constante de l'église de Lisieux. » Malaisément on établira la preuve de cette tradition. L'historien du diocèse de Lisieux, M. de Formeville, dit « que cette intention d'expiation n'est prouvée par aucun titre ».

Le juge de la Pucelle mourut tragiquement. Il fut frappé soudain, en son hôtel de Saint-Cande, à Rouen, le 18 décembre 1442, pendant qu'on lui faisait la barbe. Il avait eu la sagesse, quelque temps auparavant, de faire son testament et de régler le détail de ses libéralités et fondations. Son corps fut transporté à Lisieux et inhumé avec les honneurs accoutumés. On l'ensevelit dans la chapelle de la Vierge, près de l'autel, du côté de l'évangile. La *Gallia Christiana* (t. XI, p. 794) dit qu'il reposait sous une pierre tombale de marbre noir. Mais cette pierre aurait été enlevée en 1705, d'après un document de la *Société historique de Lisieux*.

Il institua pour héritiers un de ses neveux, Jean Bidault,

qu'il avait fait nommer chanoine de Rouen et de Lisieux, et une nièce, Jeanne Bidault, femme de Jean de Rinel qui fut longtemps secrétaire du roi Henri VI.

Dans son testament, Cauchon n'oublia aucune des villes dans lesquelles s'étaient produits les principaux incidents de sa vie.

A Reims, il fonda un obit pour le repos de son âme, qui fut célébré chaque année le 19 décembre.

A Beauvais, il institua deux obits pour son frère Jean et pour ses parents, amis et bienfaiteurs.

A Lisieux, il fonda un quatrième vicariat pour la cathédrale, qui était dédiée à saint Pierre, son patron, et une grand'messe qui devait être chantée tous les jours dans la chapelle Notre-Dame.

Il y fonda aussi un obit qui devait être célébré tous les quinze jours de l'année.

A la cathédrale de Rouen et au chapitre, il légua une somme de 300 livres, dont le revenu devait être affecté à célébrer un obit le jour de l'anniversaire de sa mort.

Il laissa pareille somme de 300 livres à son église de Saint-Cande-le-Vieux, pour messes en l'honneur de la sainte Vierge et offices solennels pendant l'octave du Saint-Sacrement.

Mais parmi ces legs pieux, pas un seul qui ait pour objet la suppliciee de Rouen et les procédés abominables par lesquels, après l'avoir livrée aux flammes, l'évêque s'était efforcé de la perdre et de la déshonorer sans retour aux yeux des contemporains et de la postérité. Effrayante est l'habileté dont le juge de Jeanne a fait preuve dans le procès de sa victime; plus effrayante est encore la scélératesse tour à tour brutale et raffinée qu'il y a déployée.

L'influence prépondérante que Pierre Cauchon a exercée sur des hommes de la valeur des J. Michelet, des J. Quicherat, des H. Martin; la confiance à peu près absolue qu'il a réussi à leur inspirer en sa probité, sinon de juge, du moins d'historien, pourront fournir un argument décisif contre les écrivains qui ne lui accordent qu'une habileté médiocre. Elles ne modifieront en rien l'opinion qui voit en lui le plus inique des juges. Nous craignons que ce ne soit l'arrêt définitif de l'histoire.

APPENDICE II.

COMMENT, AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE, CERTAINS HISTORIENS
ÉCRIVAIENT L'HISTOIRE DE LA PUCELLE.

D'après eux, cette histoire s'explique par l'état déplorable auquel le roi Charles VII se trouvait réduit. Pour y porter remède, on inventa un « miracle ». Voici comment :

« Un gentilhomme des frontières de Lorraine, nommé Baudricourt, crut trouver dans une jeune servante d'un cabaret de Vaucouleurs un personnage propre à jouer le rôle de guerrière et d'inspirée. »

Deux erreurs historiques manifestes.

Baudricourt ne conçut pas le dessein qu'on lui attribue.

Jeanne d'Arc n'a jamais été « servante de cabaret », pas plus à Vaucouleurs qu'à Neufchâteau et qu'en tout autre bourg.

Pour un historien qui se pique d'exactitude, c'est un joli début.

« Cette Jeanne d'Arc, poursuit-il, que le vulgaire croit une bergère, était en effet une jeune servante d'hôtellerie, *robuste, montant chevaux à poil*, comme dit Monstrelet, *et faisant autres apertises que jeunes filles n'ont point accoutumé de faire*. »

« On la fit passer pour une bergère de dix-huit ans. Il est cependant avéré par sa propre confession qu'elle avait alors vingt-sept années. »

Erreurs sur erreurs. Jeanne, il est vrai, n'était point bergère; mais, quand elle vit Baudricourt à Vaucouleurs, elle n'avait que dix-sept ans.

« Elle eut assez de courage et d'esprit pour se charger de cette entreprise. »

Voilà Jeanne se prêtant à cette comédie sacrilège : chose démentie par le texte de ses interrogatoires à Rouen.

« On la mande devant le Roi, à *Bourges*. »

L'historien n'aurait pas eu à faire des recherches considérables pour se convaincre que la Pucelle fut menée, non à Bourges, mais à Chinon.

« Elle fut examinée par des femmes qui ne manquèrent pas de la trouver vierge, et par des docteurs de l'Université qui ne balancèrent pas à la déclarer inspirée, soit qu'elle les trompât, soit qu'ils fussent assez habiles pour entrer dans cet artifice. Le vulgaire le crut et ce fut assez. »

Tous comédiens en cette affaire : hommes et femmes, conseillers et docteurs, et, de plus, Jeanne une intrigante et une aventurière.

La levée du siège d'Orléans, le sacre de Reims, l'auteur se borne à les mentionner.

Il juge sévèrement, mais cette fois-ci justement, l'Université de Paris « présentant requête contre l'héroïne après la sortie de Compiègne, l'accusant d'hérésie et de magie. Ou l'Université pensait ce que le régent anglais de France voulait qu'on crût, ou, si elle ne le pensait pas, elle commettait une lâcheté détestable. »

Ce que l'auteur ajoute, à propos des juges du procès, dépasse les bornes d'une honnête fantaisie.

« Cette héroïne, dit-il, fut jugée à Rouen par Cauchon, évêque de Beauvais, cinq autres évêques français, un seul évêque d'Angleterre, assisté d'un moine dominicain, vicaire de l'Inquisition. »

Dans quel document l'auteur a-t-il découvert l'intervention, la présence de six évêques français et d'un seul anglais, en qualité de juges de Jeanne ? A coup sûr, il n'a pas une haute idée du patriotisme des évêques du royaume. C'est bien assez que les deux juges fussent Français, ainsi qu'un grand nombre d'assesseurs.

Les lignes qui suivent procèdent d'une inspiration meilleure et plus exacte.

« Les juges, qui n'étaient pas assurément en droit de la juger, puisqu'elle était prisonnière de guerre, firent mourir par le feu celle qui, ayant sauvé son Roi, aurait eu des au-

tels dans les temps héroïques où les hommes en élevaient à leurs libérateurs. »

On vient d'entendre Voltaire, dans son *Essai sur les mœurs*, chapitre lxxx, pp. 356-358. *Œuvres complètes*, in-8°, tome XVII de l'édition de 1785.

Dans le *Dictionnaire philosophique*, au mot ARC, JEANNE D'ARC, le même historien développe avec plus de détails les mêmes erreurs et les mêmes fantaisies. Il ne faut pas qu'on lui parle de la Pucelle, « envoyée de Dieu », ni de ses prédictions, ni de ses Voix. Il convient cependant que « cette malheureuse idiote avait eu assez de courage pour rendre de très grands services au roi et à la patrie ».

L'évêque de Beauvais et le chanoine Nicolas Loiseleur ne trouvent pas chez Voltaire un avocat prêt à plaider en leur faveur, comme Jules Quicherat, et à réclamer le bénéfice des circonstances atténuantes. Il ne fait pas non plus, comme l'auteur des *Aperçus nouveaux*, le silence sur l'horrible guet-apens de la prison. Il le dénonce au contraire avec indignation.

« On sait assez, dit-il, comment on eut la bassesse artificieuse de mettre auprès de la prisonnière un habit d'homme pour la tenter de reprendre cet habit, et avec quelle absurde barbarie on prétextait cette prétendue transgression pour la condamner aux flammes. »

L'auteur a écrit cet article et son chapitre de l'*Essai sur les mœurs* sans avoir pris la peine d'étudier les deux procès. S'il avait seulement parcouru le résumé de la dernière délibération, il n'aurait pas avancé que « Jeanne fut condamnée à être brûlée par quarante-quatre prêtres français qui l'immolaient à la faction de l'Angleterre ».

Il avait lu Villaret, continuateur de l'*Histoire de France* de Velly. Mais il ne connaissait probablement pas l'*Histoire de Jeanne* par Lenglet-Dufresnoy. Il était temps que L'Averdy fit ce qu'avait voulu faire Edmond Richer, et fournit à la France la preuve péremptoire que Jeanne d'Arc, sa libératrice, n'était pas, comme vient de le dire Voltaire, une « servante de cabaret » et une « malheureuse idiote ». (*Dictionnaire philosophique*, t. I, pp. 493-499. Tome XXXVIII des *Œuvres complètes*, édition de 1785.)

APPENDICE III.

APERÇU

DES QUESTIONS RELATIVES A L'HISTOIRE DE LA PUCELLE
QU'ONT ÉCLAIRCIES OU RÉSOLUES LES TRAVAUX CRITIQUES
DE LA SECONDE MOITIÉ DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

I.

L'histoire de Jeanne d'Arc et le dix-neuvième siècle.

Un des plus beaux titres de l'érudition française du dix-neuvième siècle sera d'avoir tiré des ombres de la légende les dits et faits de la Pucelle, et de lui avoir fait une place exceptionnelle dans le domaine de la grande histoire. A la Société de l'Histoire de France, — nous l'avons montré en son lieu, — revient l'honneur d'avoir provoqué cette évolution. En publiant les manuscrits des deux procès de Jeanne d'Arc, elle a fourni aux historiens un instrument incomparable de travail qui leur avait manqué jusque-là.

Aussi les uns — tels Jules Quicherat et son École — ont fait la lumière sur la partie de la vie de l'héroïne qui va de Domrémy à la sortie de Compiègne.

Les autres — tels les historiens de l'École française retrempee et rajeunie — s'apercevant que les Jules Quicherat et les Henri Martin avaient accordé à l'évêque de Beauvais une confiance qu'il ne méritait pas, et refusé aux enquêtes de la réhabilitation celle qu'elles méritaient, ont entrepris à leur tour une nouvelle revision critique des deux procès, et ils ont eu la satisfaction de justifier l'héroïne

des accusations lancées contre elle par son juge, Pierre Cauchon.

Cette revision critique est devenue indispensable par suite du procès ouvert à Rome pour la canonisation de la servante de Dieu. Jusques à présent, les historiens s'étaient gardés de toucher aux questions d'ordre théologique, critique que soulève le procès de Rouen; ou s'ils l'avaient essayé, ils avaient rarement eu lieu de s'en réjouir. Les historiens nouveaux auxquels on fit appel durent s'armer de courage et ne pas se laisser rebuter par les difficultés. Ils vinrent à bout de la tâche qui leur était confiée en déterminant rigoureusement les principes qu'il était nécessaire de ne jamais perdre de vue dans l'étude des actes de la Pucelle, sous peine de les travestir ou de les fausser: principes de deux sortes; les uns de critique historique pure, les autres de droit canonique et d'ordre théologique. C'est la détermination et l'application de ces principes, méconnus ou négligés jusqu'à présent, qui ont indiqué les jugements à porter sur le patriotisme constant et l'héroïsme sans défaillance de la grande Française.

De ces considérations générales passons aux questions particulières à l'occasion desquelles les deux Écoles française et franco-anglaise s'accordent ou se divisent.

II.

Des sources principales de cette histoire et de leur autorité.

1^o *Du procès de condamnation.* — Au point de vue juridique, J. Quicherat et l'Ecole franco-anglaise en ont défendu la régularité. L'Ecole française contemporaine, reconnaissant la solidité des raisons de l'Ecole française de L'Averdy, estime ce procès entaché d'irrégularités nombreuses et justement cassé par les juges de la réhabilitation.

Même conclusion au point de vue de l'autorité historique dudit procès. Quoi qu'ait prétendu l'Ecole franco-anglaise, les historiens de l'Ecole française, les Henri Wallon, les

Rambaud, les A. Desjardins, estiment les récits et les assertions de l'évêque de Beauvais frappés dans beaucoup de cas d'une légitime suspicion.

La pièce extra-judiciaire connue sous le nom d'*Information posthume* a été qualifiée justement par J. Quicherat de « libelle diffamatoire ».

Les lettres du roi d'Angleterre et de l'Université de Paris mises à la suite du procès font dudit procès un résumé à peu près faux d'un bout à l'autre.

2^e *Du procès de réhabilitation.* — L'Ecole franco-anglaise n'a pas mis directement en question son autorité juridique; elle reconnaît la régularité du procès au point de vue de la forme et de la procédure suivie. Mais elle attaque indirectement cette autorité, en mettant ouvertement en question son autorité historique.

Comme fondement à ses accusations, cette Ecole a prétendu que les juges de la revision avaient pratiqué ou laissé pratiquer, dans les dépositions des enquêtes, des suppressions, altérations et retranchements. Mis en demeure par les historiens de l'Ecole française de fournir la preuve de leur dire, ils n'ont pu en trouver aucune. En sorte que l'autorité historique et juridique du procès de 1456 est sortie de cette discussion plus évidemment, plus solidement établie qu'auparavant.

(Voir, pour les détails, notre Etude critique : *La Société de l'Histoire de France, Jules Quicherat et Jeanne d'Arc*, chap. VII-XVI.)

III.

De l'histoire même de Jeanne, de sa naissance à sa prise à Compiègne.

Sur cette partie de l'histoire de la Pucelle, les historiens des deux Ecoles sont généralement d'accord. Les divergences ne portent guère que sur des points insignifiants.

Le fait des Voix n'est plus contesté ni dénaturé. Les historiens ne se divisent que lorsqu'ils entreprennent de l'expliquer. Mais alors ils ne font plus de l'histoire; ils se lan-

cent dans la philosophie, la théologie, les sciences médicales, l'occultisme, etc., et concluent selon leurs tendances.

La question des prédictions de l'héroïne les trouve un peu divisés. J. Quicherat convient de trois prédictions ou révélations d'après lui indéniables; mais il ne convient pas des autres et, avec Henri Martin, il accuse Jeanne d'avoir été parfois fausse prophétesse. C'est une affaire de textes à vérifier et à serrer de près. L'Ecole française croit avoir de bonnes raisons pour attribuer à la Pucelle plus de trois prédictions indubitables et penser qu'elle n'a jamais eu recours à de fausses prophéties.

(Voir notre *Etude sur les Voix*, 2^e partie. Première série de nos *Etudes critiques*, in-8°, Paris, Poussielgue, 1903.)

Présentement aucun historien ne révoque en doute la parfaite sincérité de Jeanne dans l'idée qu'elle a conçue de sa mission patriotique et dans la manière dont elle l'a réalisée. Personne ne voit en elle le Luther féminin, l'Etienne Dolet en jupon qu'avaient imaginés Michelet et Henri Martin. La vierge de Domremy apparaît ce qu'elle a été, une chrétienne naïve mais fervente, une Française aimant après Dieu la France plus que tout, une jeune fille par sa pureté « plutôt ange que femme », comme le proclamaient les populations de son temps. (Voir le Réquisitoire du procès.)

Parmi les points de détail sur lesquels on n'est pas d'accord, signalons la nature du secret révélé à Charles VII par la Pucelle. H. Martin s'arrête à l'affirmation de la légitimité de la naissance du jeune prince. D'autres historiens réputent cette explication insuffisante et s'en tiennent à la révélation des trois prières secrètes du Dauphin.

Au sujet de la Commission de Poitiers, la Chronique de la Pucelle parle de deux maîtres en théologie du nom de Seguin. J. Quicherat et Anatole France sont d'avis que ces personnages n'en sont qu'un. D'après nous, la Chronique de la Pucelle a dit vrai; nous croyons en avoir donné des preuves péremptoires dans notre *Etude sur la Légende anglaise*, note VII (2^e série de nos *Etudes critiques*).

IV.

*De la sortie de Compiègne à la mort de l'héroïne
sur le bûcher de Rouen.*

A partir de la captivité de Jeanne, les deux Ecoles, celle de J. Quicherat et celle de L'Averdy, se séparent et leurs divergences vont s'accroissant jusqu'au lendemain même du supplice. D'où proviennent ces divergences ?

D'une cause bien efficace et bien simple. Tandis que les historiens de l'Ecole franco-anglaise estiment devoir s'en rapporter uniformément aux assertions et au récit de l'évêque de Beauvais et au texte du procès de Rouen, les historiens de l'Ecole française ne les acceptent que sous bénéfice d'inventaire ; ce qui les conduit à les rejeter ou à les amender en grande partie.

Les premiers jurent sur la parole de Pierre Cauchon ; ils font de lui leur chef en ce qui concerne le procès. Les seconds s'en défient toujours, ne l'acceptent jamais aveuglément et ne se prononcent sur les faits que lorsqu'ils sont nettement établis. Pour les uns, le procès de condamnation est un document digne de toute créance ; pour les autres, il reste en bien des points absolument suspect.

De là ces conséquences. D'après les historiens de l'Ecole franco-anglaise, l'héroïsme de la Pucelle meurt au seuil de sa captivité. Chargée de fers, la pauvre fille va de faiblesse en faiblesse, de chute en chute, jusqu'au reniement de ses Voix et de sa foi patriotique. D'après les historiens de l'Ecole française, au contraire, malgré les terribles épreuves par lesquelles la Pucelle passe, elle lutte si généreusement qu'elle évite toute chute et atteint au sublime de l'héroïsme.

Rappelons les faits principaux au sujet desquels se produisent ces appréciations divergentes.

Du procès lui-même.— Procès que, d'après tous les historiens, l'Angleterre intente à la Pucelle pour se venger et la faire mourir. Procès régulier d'Eglise, jugé par l'Eglise elle-même, d'après l'Ecole franco-anglaise. Faux procès

d'Eglise, non seulement irrégulier, mais nul dès la première heure, d'après l'Ecole française, et auquel l'Eglise et le Saint-Siège sont restés, par la volonté du gouvernement anglais, totalement étrangers.

Du saut de Beaurevoir. — Avec l'évêque de Beauvais et le Réquisitoire du procès, Jules Quicherat fait de ce qu'on a appelé « le saut du donjon de Beaurevoir », une tentative de suicide. Les historiens de l'Ecole française n'y voient aujourd'hui qu'une tentative classique d'évasion, dont le Réquisitoire du procès dénature et falsifie les circonstances.

Du Réquisitoire en soixante-dix articles. — L'Ecole franco-anglaise juge ce document digne de créance en des points compromettants pour la Pucelle et lui emprunte plusieurs de ses accusations. L'Ecole française l'en juge indigne, toutes les fois que n'est pas faite la preuve de ce que ladite pièce avance.

Des douze articles soumis à l'appréciation de l'Université de Paris. — Jugés avec indulgence par l'Ecole franco-anglaise, réputés même en partie exacts, l'Ecole française les regarde, avec les juges de la revision, comme une œuvre de falsification et d'imposture; ce qui dépouille de toute valeur juridique et morale les délibérations des assesseurs et des maîtres de Rouen à ce sujet.

De la scène du cimetière de Saint-Ouen. — A la suite de Pierre Cauchon, les historiens de l'Ecole de J. Quicherat la présentent comme une véritable abjuration canonique de la Pucelle en cause de foi; le formulaire qu'on lit au procès aurait été vraiment accepté, prononcé, signé par l'accusée. L'Averdy et les historiens de son Ecole sont, sur ces deux points, d'un avis formellement contraire. Il y a eu, le 24 mai, un semblant de rétractation; mais d'abjuration réelle, authentique en cause de foi, il n'y en a jamais eu, et le formulaire du procès est un faux substitué à la cédule authentique par l'évêque de Beauvais.

De l'abjuration canonique en cause de foi et des serments qui l'accompagnaient. — Jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, les historiens de la Pucelle, même Jules Quicherat, avaient négligé de spécifier ce qui distinguait de toute autre abjuration l'abjuration canonique en cause de foi, ce qui en faisait l'extrême gravité, le rôle qu'y remplis-

sait le serment. Ce sont des points qui, depuis l'année 1901, ont été exactement précisés et mis en lumière.

En attribuant à la Pucelle, avec l'évêque de Beauvais, une véritable abjuration en cause de foi, les historiens de l'Ecole franco-anglaise la rendent coupable de plusieurs parjures et déclarent logiquement justifiée l'inscription « *Hérétique, relapse, apostate* », qu'on lisait le 30 mai sur la mitre dont on lui avait couvert la tête. Le fait de son abjuration légitimait cette inscription.

L'Ecole française répudie, comme chose horrible, la confiance en l'évêque-juge et comme inventé par lui, le fait qui entraîne de pareilles conséquences.

Du guet-apens de la prison après le 24 mai. — In vraisemblable aux yeux de Quicherat; indéniab le au jugement de Voltaire, de L'Averdy et des historiens de nos jours.

Du cas de relaps et du reniement par la Pucelle de ses révélations. — Pris au sérieux par l'Ecole franco-anglaise; inventés par l'évêque de Beauvais, d'après l'Ecole française.

Du dernier interrogatoire du procès. — Suspect à tous égards et interpolé, falsifié dans la traduction latine. La preuve vient d'en être faite. (Voir notre précédente *Etude*, pp. 252 et suiv.)

De la dernière délibération. — Incomprise et inexactement rendue par les historiens franco-anglais. Présentée d'hier seulement sous son vrai jour. (Même *Etude*, p. 315.)

Du jour du supplice. — Invention, par J. Quicherat, d'un interrogatoire qui aurait eu lieu le matin, à la première heure, dans le cachot de Jeanne, et qui aurait provoqué une nouvelle abjuration de la condamnée et de nouveaux reniements, voire même une communion sacrilège.

Les historiens de l'Ecole de L'Averdy nient purement et simplement ces inventions odieuses. Pas un mot dans le texte officiel qui y fasse allusion.

De l'Information posthume. — Pièce qui n'est ni une *Information*, ni *posthume*, mais selon l'expression de de J. Quicherat, très juste cette fois, un pur « libelle diffamatoire », imaginé par P. Cauchon à l'effet d'accréditer l'abjuration canonique et les reniements de sa victime.

Des lettres du roi d'Angleterre et de l'Université de Paris, mises à la suite du procès. — Elles ont pour but de

surprendre l'opinion publique et de faire accroître que le procès, la condamnation et le supplice de la Pucelle étaient, non un acte de vengeance de l'Angleterre, mais un service rendu à l'Eglise elle-même par ses fidèles ministres, l'évêque de Beauvais et le vice-Inquisiteur Jean Lemaitre.

Sur toutes ces questions, qui mettent en cause l'honneur, la foi religieuse, le patriotisme et, en définitive, l'héroïsme de Jeanne, la grande majorité des historiens d'aujourd'hui semble s'éloigner des idées franco-anglaises et se rallier aux conclusions fortement établies de l'Ecole française. Puisse toute division cesser prochainement et faire place à l'unité!

JEANNE D'ARC ET L'ÉGLISE

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE.....	487
BIBLIOGRAPHIE.....	495
CHAPITRE PREMIER. — POINTS QU'ON SE PROPOSE D'ÉLUCIDER.....	497
I. Etat de la question.....	498
II. Deux réponses. — De la réponse anglaise.....	500
III. De la réponse française.....	503
CHAPITRE II. — LA GLORIFICATION PROJÉTÉE DE JEANNE D'ARC.....	507
I. De la responsabilité de l'Eglise dans le procès de la Pucelle.....	508
II. Dessesins du gouvernement anglais, d'après J. Quicherat et Henri Martin.....	510
CHAPITRE III. — LE PROCÈS DE ROUEN, J. QUICHERAT ET L'ÉGLISE.....	515
I. De la responsabilité de l'Eglise d'après J. Quicherat..	516
II. Des affirmations et point de preuves.....	520
CHAPITRE IV. — CE QUE NE FUT PAS LE PROCÈS DE ROUEN, UN PROCÈS JUGÉ PAR L'ÉGLISE.....	524
I. Que faut-il entendre ici par l'Eglise.....	525
II. D'après les documents, est-ce l'Eglise qui a jugé la Pucelle.....	529
III. Rome et l'évêque de Beauvais.....	533
IV. Le tribunal de Rouen n'était pas « le tribunal de l'Eglise ».....	538
V. Une lettre du pape Eugène IV.....	540

CHAPITRE V. — CE QUE FUT LE PROCÈS DE ROUEN, UN PROCÈS UNIQUEMENT ANGLAIS.....	545
I. Plan manifeste du gouvernement anglais.....	546
II. Le procès d'Etat : comment il est mené.....	553
III. La Pucelle en prison d'Etat.....	557
CHAPITRE VI. — LE PROCÈS DE ROUEN, PROCÈS ANGLAIS DE VENGEANCE D'ETAT.....	560
I. Au nom de qui se fait ce procès.....	560
II. La mort de la Pucelle, but avoué du procès.....	563
III. Pression exercée, régime de terreur.....	566
IV. Qui a dirigé le procès.....	571
CHAPITRE VII. — LE PROCÈS DE ROUEN, PROCÈS ANGLAIS D'EGLISE, MAIS FAUX PROCÈS.....	575
I. Pourquoi ce procès en cause de foi.....	575
II. Procès d'Eglise anglais, mais faux procès d'Eglise....	578
III. P. Cauchon sans juridiction.....	581
IV. Procès de l'« Ordinaire ».....	587
V. Tribunal uniquement anglais.....	593
CHAPITRE VIII. — FAUX PROCÈS ECCLÉSIASTIQUE, <i>per fas et nefas</i>	597
I. Refus de la prison d'Eglise.....	598
II. Refus d'un avocat-conseil.....	600
III. Récusation rendue impossible.....	603
IV. Les appels au pape de même.....	608
V. Accumulation des irrégularités.....	613
CHAPITRE IX. — EXCLUSION DU CHEF DE L'EGLISE.....	618
I. Opposition du gouvernement anglais.....	619
II. Des lettres jointes au procès.....	624
III. En cas d'intervention du Saint-Siège, qu'eût fait l'Angleterre.....	631
IV. La condamnation de Jeanne et la procédure inquisitoriale.....	633
V. Jeanne jugée par le Saint-Siège, que fût-il advenu.....	635
CHAPITRE X. — DIFFICULTÉS ET RÉPONSES.....	639
I. Les juges de Rouen représentaient-ils le Saint-Siège..	641
II. De la présence du vice-Inquisiteur.....	646
III. La Pucelle jugée par l'Eglise, ainsi que ses révélations.	650

TABLE DES MATIÈRES.

761

CHAPITRE XI. — LES RESPONSABILITÉS.....	658
I. La responsabilité de l'Eglise et du Saint-Siège.....	658
II. Celle du gouvernement anglais.....	661
III. Celle de l'évêque de Beauvais et de l'Université de Paris.....	664
IV. Celle des assesseurs. — La dernière délibération.....	667
CHAPITRE XII. — L'ŒUVRE DE LA FRANCE ET DE L'EGLISE.	674
I. Charles VII et le procès de revision.....	676
II. Le procès de revision et l'Eglise.....	680

NOTES. — ECLAIRCISSEMENTS.

NOTE I. — Les idées anglaises et l'histoire de la Pucelle...	689
NOTE II. — Pierre Cauchon, historien de Jeanne.....	694
NOTE III. — Silence des chroniqueurs sur l'intervention du Saint-Siège.....	697
NOTE IV. — Texte de la lettre d'Eugène IV.....	700
NOTE V. — Les « gens d'église » et l'Eglise.....	702
NOTE VI. — Perpétuité de la race des Judas.....	704
NOTE VII. — Textes de Nicolas de Clémengis.....	706
NOTE VIII. — Des lettres jointes au procès.....	709
NOTE IX. — De la dernière délibération du procès.....	716
NOTE X. — Du pouvoir souverain des juges en cause de foi.	726
NOTE XI. — Pierre Cauchon et sa doctrine sur l'Eglise.....	729
NOTE XII. — Jeanne d'Arc, Marie Stuart, Napoléon.....	732

APPENDICES.

APPENDICE I. — Notice sur Pierre Cauchon.....	735
APPENDICE II. — Comment on écrivait l'histoire de la Pucelle au dix-huitième siècle.....	748
APPENDICE III. — Points de cette histoire résolus ou éclaircis au cours du dix-neuvième siècle.....	751

RECTIFICATIONS

CONCERNANT LES PAGES DU TEXTE INDIQUÉES

AUX NOTES ET ÉCLAIRCISSEMENTS.

NOTE I. —	Au lieu de	<i>Préface</i> ,	lire.....	page	487
II. —	—	page VII,	—	—	487
III. —	—	page 33,	—	—	529
IV. —	—	page 47,	—	—	540
V. —	—	page 50,	—	—	545
VI. —	—	page 52,	—	—	547
VII. —	—	page 87,	—	—	578
VIII. —	—	page 144,	—	—	624
IX. —	—	page 175,	—	—	669
X. —	—	page 177,	—	—	672
XI. —	—	page 177,	—	—	672

TABLE ALPHABÉTIQUE GÉNÉRALE

A

- ABJURATION** (Des diverses espèces d'...), 185.
 — (De l'... en cause de foi), 185, 186, 221.
 — (De qui pouvait-elle être exigée), 221.
 — (Annonce de l'... en cause de foi), 222.
 — (Règles canoniques de l'...), 94 et suiv.
 — (Ignorance de Jeanne à ce sujet), 94.
 — (Oubli des historiens), 95.
ABJURATION du cimetière de Saint-Ouen (L'...), 9, 12, 118, 175, 356.
 — (L'... est tout le procès), 180 et suiv.
 — (La scène de l'...), 130, 177, 187.
 — (Nécessité de l'... pour l'évêque de Beauvais), 182.
 — (Ce qu'elle a été et ce qu'elle n'a pas été), 218.
 — (Du formulaire et des serments de l'...), 130.

- ABJURATION** (L'... et le jugement de réhabilitation), 224.
 — (L'École française et l'...), 309.
 — (H. Martin et l'...), 372.
 — (Vallet de Viriville et l'...), 373.
 — (Conséquences de l'...), 310.
 — (Le mot ... ajouté), 259.
ABSOLUTION (De la sentence d'...), 130.
ACADÉMIE (L'... française), 74, 99.
 — (L'... des Inscr. et B.-L.), 25.
ACCORD des deux Écoles (De l'...), 290.
ACCORD (De l'... à espérer), 380.
ACCUSATIONS (Les ... contre la Pucelle), 121, 351-52.
 — (Les ... contre les juges de la réhabilitation), 161.
ACHAT (L'... de la Pucelle), 552.
ACTES (Des ... frappés par la sentence de 1456), 139.
ACTIONS (Les grandes ... de la Pucelle), 87.
ADDITIONS (Les ... au texte officiel), 253.

764 ÉTUDES CRITIQUES DE LA TROISIÈME SÉRIE.

- ADVERTISSEMENTS** (Les ... d'E. Richer), 64.
AFFIDÉS (Les ... de l'Ev. de Beauvais), 215.
AFFIRMATION PURE (De la preuve par l'...), 143, 168, 169, 311, 352.
AGNÈS (sainte ...), 427.
AIX, 5.
ALAISE en Franche-Comté, 394.
ALBERGAT (card... de S^{te}-Croix), 700.
ALESIA (La question d'...), 394.
ALENÇON (Le duc d'...), 159.
ALISE-SAINTE-REINE, 394.
ALMA MATER, 64, 129.
ALTÉRATIONS (Les ... de la minute française), 132, 133.
AME (Jeanne d'Arc ... de la France), 296.
AMÉDÉE VIII (L'antipape...), 682.
ANDELOT (Nicolas d'...), 123.
ANGE (Jeanne ... plutôt que femme), 5.
ANGLAIS (Les ... chassés de France), 304.
 — (Jeanne exterminatrice des ...), 114.
ANGLAISE (Histoire écrite à l'...), 372, 488.
ANGLETERRE (Le cardinal d'...), 220, 548.
 — (Le roi d'...), 121, 129.
 — (L'... et le procès de Rouen), 491 et *passim*.
 — (Des lettres du roi d'...), 501.
ANGLO-BOURGUIGNONS (Les ...), 163.
APERÇUS NOUVEAUX (Les ...), 20, 59, 66, 73-85, 92 et *passim*.
 — (Genèse des ...), 76.
 — (But des ...), 345.
- APERÇUS NOUVEAUX** (Publication des ...), 394.
 — (Préface des ...), 81.
 — (Les ...) ouvrage de pure critique), 83.
 — (Inspiration anglaise des ...), 81.
 — (Les ... et les érudits), 82, 83.
APOSTASIE (La Pucelle et l'... de sa foi), 98.
APPARENCES (Les ... sauvées dans le procès), 143.
APPARITION (L'... de la Pucelle), 78.
APPARITIONS (Jeanne et ses ...), 10.
 — (Reniement des ...), 310 et seq.
 — (Des ... et du procès de Rouen), 59.
APPELS (Des ... au Saint-Siège), 344, 608.
APPENDICES (Les ...), 387 et seq.
ARC (Isabelle d'...), 137.
 — (Jean d'...), 137.
 — (Pierre d'...), 137.
ARCHÉOLOGIE (Mélanges d'...), xxxii, 393.
ARCHEVÊCHÉ de Rouen (L'...), 706.
ARCHEVÊQUE (Del'... de Reims), 166.
ARGUMENTS (Des ... opposés), 358.
 — (Silence de J. Quicherat sur les ...), 359.
ARRAS (Paix d'...), 306.
ARRÊT DE JUSTICE (Mort de Jeanne par ...), 326.
ARSENAL (Biblioth. de l'...), 419.
ARTICLES (Des cent-un ... du procès de revision), 166.

ARTICLES (Des douze ...), 9, 92, 129, 176, 183, 547, 614.
 — (Fausseté des ...), 100.
 — (Les juges et les ...), 152, 153.
 — (Condamnation des ...), 138.
 — (Les ... et J. Quicherat), 335.
 — (Les ... et l'Université de Paris), 335.
 — Les ... et les Délégués du Saint-Siège), 335.
 — (Les ... et L'Averdy), 336, 337).
 — (Les ... et les deux Ecoles), 467-470.

ARTICLES (Les ... essentiels du formulaire de l'abjuration), 208.

ASSASSINAT judiciaire (Mort de Jeanne par...), 101, 231, 339, 503, 574.

ASSEMBLÉE générale (L'... de la Société de l'Histoire de France), 31.

ASSESEURS (Des ... du procès), 593.

— (Responsabilité des ...), 667.

AULON (Le chevalier d'...), 159-162.

AUTEURS (Des ... modernes), 90.

AUTORITÉ (De l'... historique et juridique du procès de Rouen), 356.

— L'... du procès et frère Isambard de la Pierre), 356.

— L'... des deux procès), 108 et seq.

— (Opinion de J. Quicherat sur l'...), 111, 154.

AVERDY (L'...), VI, 18, 25-30, 37, 59, 63-70, 86, 91, 92, 98 et suiv., 109, 135, 136, 171, 172, 179, 205, 234, 495, 503, 574.

AVERDY (L'... et l'Ecole franco-anglaise), 285, 286.

— (L'... et l'Information posthume), 264, 275.

— (L'... et la dernière délibération), 319.

— (L'... et le jugement de réhabilitation), 139.

— (Notices sur L'...), 413 et suiv.

AVOCAT (J. Quicherat ... de Pierre Cauchon), 96.

— (Jeanne sans ... ni conseil), 125.

— (Refus d'un ... à la Pucelle), 600.

AVOCATS (Droits reconnus aux ...), 471, 475.

— (Des ... de la famille de Jeanne), 166.

— (Des ... de la béatification), 53, 376, 377.

AVRANCHES (L'évêque d'...), 145.

AYROLES (Le père ...), 437, 496, 731.

AZINCOURT, 733, 573.

B

BAGUENAUT DE PUCHESSE, 54, 55.

BAILLET, 428.

BAILLY (Nicolas ...), 123.

BÂLE (Soumission de Jeanne au Concile de ...), 126.

— (Le Concile de ... et Eugène IV), 681, 731.

BARANTE (De ...), 17, 435.

BARRÈS (Maurice ...), 432.

BÂTARD (Le ... d'Orléans), 159.

BAUDRICOURT (Les officiers de...), 158.

BAZIN (Thomas ...), 145.

BÉATIFICATION (La ... de la Pucelle), 52.

BEAUCOURT (Du Fresne ...), 50, 436.
 BEAULIEU, 308.
 BEAUPÈRE (Jean ...), 187, 213.
 BEAUREGARD (Barthélemy de...), 436.
 BEAUREPAIRE (Charles de ...), 437, 496.
 BEAUREVOIR, 116, 308.
 BEAUVAIS (L'évêque de ...), 7, 8, 125, etc.
 BELLEFOREST, 17.
 BELON et BALME (Les pères ... O. P.), 62, 495.
 BENOÎT XIV, 427.
 BENOÎT LABRE, 427.
 BERRI (Le héraut ...), 7.
 BERRIAT SAINT-PRIX, 30, 435.
 BERRUYER (Martin:..), 145.
 BESANÇON, 394.
 BETHFORD (Le duc de ...), 511, 548, 549 et *passim*.
 BIBLIOGRAPHIE (La ... de J. d'Arc), 27.
 — (La ... du procès), 495.
 BIBLIOTHÈQUE de l'École des Chartes, 34, 78, 348.
 BILLORY (Lettres de Martin ...), 550.
 BLANC-SEING donné à P. Cauchon, 548.
 BLANDINE (Sainte), 427.
 BLESSURE (La ... d'Orléans), 303.
 BOCHARD (Jean), 145.
 DONALD (De ...), 683.
 BOSSUET, 69, 434.
 BOUCHER DE MOLANDON, 50.
 BOUILLÉ (Guillaume ...), 145, 212, 680.
 BOULIGNY (René de ...), 162.
 BOURGEOIS (Les ... d'Orléans), 169.
 BOURGES, 112, 113.
 — (Jeanne à ...), 163.

BOURDEILLES (Élie de ...), 145.
 BOUTEILLIER (Le ...), 50, 573.
 BRABANT (Chambre de ...), 65.
 BRAUX (De ...), 50.
 BRÉHAL (Jean ...), 39, 58, 136, 495, 684.
 BRUNETIÈRE (Ferdinand ...), 423.
 BUCHON, 29, 432.
 BULLETIN (Le ... de la Soc. de de l'Hist. de France), 28 et seq.
 — (Le ... de l'École des Chartes), 80.

C

CADAVRE (Le ... moral de Jeanne relapse), 292.
 CAGE de fer (La ... de Rouen), 341, 558.
 CALIXTE III, 338, 527, 685.
 — (Rescrit de ...), 685.
 CALOMNIE (une ... historique), 509.
 CALOT (Laurent), 187.
 CALVIN, 194, 662.
 CAPITAINE (Jeanne grand ...), 338.
 CAPTIVITÉ (Jeanne avant et pendant sa ...), 297, 306.
 — (La ... de Jeanne et J. Quicherat), 306 et suiv.
 CARLYLE (Thomas ...), 1, 423 et suiv.
 CASUISTES et théologiens, 58.
 CATHERINE (Sainte ...), 60, 248, 258, 260.
 — (Sainte ... et sainte Marguerite), 301.
 CATHERINE de la Rochelle, 163.
 CAUCHON (Pierre ...), v, 7, 8, 54, 79, 120, 707, 708, etc.
 — (... et le procès de Rouen), 498 et suiv.
 — (Portraits, titres de ...), 322.

- CAUCHON (Honnêteté de...), 328.
 — (Véracité de ...), 88.
 — (... miséricordieux), 365.
 — (... ennemi de la Pucelle), 121.
 — (... historien suspect), 9, 487, 694.
 — (... juge inique), 487 et *passim*.
 — (... faux juge), 491, 499, 581.
 — (... et les deux Ecoles), 321.
 — (... , l'Angleterre et le pape), 529 et suiv.
 — (Éloge tacite de ...), 326-330.
 — (... victime à réhabiliter), 331, 333.
 CAUSES MAJEURES (Des ...), 609.
 CÉDULE (La ... de l'abjuration), 316.
 — (Lecture de la ... à Jeanne), 189, 316.
 CÉSAR, 394.
 CHAMBRE (La ... des interrogatoires), 283.
 CHAOURCE, 428.
 CHAPITAUT (Simon ...), 137, 267.
 CHAPITRE (Le ... de Rouen), 585.
 CHARLES VII, 32, 78, 155, 212, 297, 332, 431.
 CHARTES (École des ...), 29, 31, 171, 393.
 — (Des élèves de l'Ecole des ...), 522.
 CHARTIER (Jean ...), 7.
 — (Guillaume ...), 39, 136, 685.
 CHASTELLAIN (Georges ...), 50.
 CHATEAUBRIAND, 17, 298, 435.
 CHATELAIN (Émile ... et les appels au Pape), 611.
 CHEVALIER (Ulysse ...), 4, 27, 50, 51, 178, 378, 437.
 CHEVEUX COURTS (Jeanne et les ...), 219.
 CHINON, 158.
 CHRIST (Le ...), 2.
 CHRONIQUE DE LA PUCELLE, 8.
 CHRONIQUEURS (Les ... français), 7.
 — (Silence des ...), 697.
 CHRYSOSTOME (Saint Jean ...), 427.
 CIBOULE (Robert ...), 145.
 CID (Le ...), 92.
 CLÉMENCEAU (M^r ...), 519, 691.
 CLÉMENGIS (Nicolas de ...), 583, 706.
 CLÉMENT V (De la Décrétale de ...), 340.
 — (... et les Templiers), 632, 660.
 CLERCS (Des ... de l'évêque de Beauvais), 128.
 — (Les ... du roi Henri VI), 573.
 CLERMONT-FERRAND, 163.
 COLLECTES (Des ... en l'honneur de la Pucelle), 5.
 COLLES (Guillaume ...), 273.
 COMMISSION (La ... diocésaine d'Orléans), 54.
 COMMUNION (La dernière ... de Jeanne), 13.
 COMPAGNE (De la ... promise à Jeanne), 254.
 COMPIÈGNE, 79, 98, 158, 163, 291, 308, 552, 583.
 CONDITIONS (Des ... de l'abjuration de Jeanne), 261, 262.
 CONGRÈS des Sociétés savantes, 4, 377.
 CONSEIL (Le ... de la Société de l'Histoire de France), 171.
 — (Le grand ... d'Angleterre), 325, 326.
 — (Le grand ... de France), 551.
 — (Du ... refusé à Jeanne), 339.
 CONSTANTINOPLE (Prise de ...), 682.

CORDELIERS (Chronique des...), 115.
 CÔRNEILLE (Pierre...), 14, 23, 91.
 COURCELLES (Thomas de...), 9, 120, 122, 124, 252, 317, 327, 534, 671.
 COURONNE (Jeanne et le signe de la...), 308.
 CRITIQUE (De la ... française), 113, 171.
 — (De la ... à l'anglaise), 358.
 CRITIQUE HISTORIQUE (Lois de la...), 347, 349, 350.
 CRITIQUE IMAGINATIVE (La ... et J. Quicherat), 363, 507.
 — (... *a priori*), 507.
 CROISADES (Les ...), 683.
 CROTOY (Place du ...), 553.

D

DANIEL (Le Père ...), 434.
 DARESTE, 436.
 DAUNOU, 27, 70, 71, 99, 434, 435.
 DEBOUT (Abbé ...), 436.
 DÉCRET PONTIFICAL (Le ... du 6 janvier 1904), 379.
 DÉDAIN (Le ... transcendant de J. Quicherat), 112.
 DÉFENSEUR (Droit à un ...). 340, 473.
 DELACHAMBRE, 199, 201, 565.
 DELACROIX (Alphonse ...), 394.
 DÉLÉGATION (P. Cauchon, juge sans ...), 499, 581 et seq., 616.
 DÉLÉGUÉS (Les ... du Saint-Siège), 57, 170, 171, 212, 346.
 DÉLIBÉRATION (La dernière...), 315, 462-467, 716.
 — (Votes de la dernière...), 719.
 DELISLE (Léopold ...), 437, 669.
 DÉMÉTRIUS DE PHALÈRES, 52.

DÉMONS { Jeanne invocatrice des ... }, 10.
 DÉNÉGATIONS (Système des ... gratuites), 168.
 DENIFLE (Le Père Henri ...), 50, 125, 437, 496, 611.
 DÉNIS DE JUSTICE (Les ... du procès), 597.
 DÉPOSITIONS (Les ... de la revision), 156, 158, 170, 171.
 — (... passées sous silence), 361, 362.
 — (Altérations prétendues des ...), 167, 168.
 — (... sur le formulaire de l'abjuration), 360.
Desiderata (Les ... de la publication des deux procès), 57 et suiv.
 DESJARDINS (Abel ...), 179, 436, 436, 496.
 DESNOYERS (M.-J. ...), 31, 44, 45.
 DESSOUS (Les ... du procès de Rouen), 131.
 DEVOIRS (Les ... de l'historien), 349, 350.
 DIEU, 2.
 DIFFICULTÉS ET RÉPONSES, 639.
 DIJON (L'Académie de ...), 77.
Directorium inquisitorum, passim.
 DISCIPLINE (Mémoires de ...), 58.
 DISJONCTION (La ... des *Aperçus nouveaux*), 80.
 DITS ET FAITS (Des ... de la Pucelle), 60.
 DOCTEURS (Les ... de Paris), 668.
 — (Les ... de la revision), 329.
 DOCTRINE SUR L'ÉGLISE (La ... de Cauchon), 729.
 DOCUMENT (Le vrai ... français et le vrai ... anglais), 381.

DOCUMENTS (Étude critique des ...), 705.

— (Des ... essentiels), 103.

— (Les ... suspects), 350.

— (Les ... et l'Eglise), 529.

DOLET (Étienne ...), 651.

DOMREMY, 158, 291.

DONJON (Le ... de Beaurevoir), 115.

DOUTE (Du ... sur P. Cauchon), 366, 367.

DROIT (Du ... canonique), 59, 98.

— (Le ... et l'abjuration), 220.

— (Le ... et les juges de Rouen), 224, 226.

DUBOIS (Le statuaire ...), 51.

DUDÉSSERT (Le chanoine...), 219.

DU HAILLAN, 14, 316.

DUNOIS (Le sire de...), 164, 679.

DUPANLOUP (M^{sr} ...), 53.

DUREMORT (Gilles ..., abbé de Fécamp), 316, 669 et suiv.

E

ECCLECTISME (L'... de J. Quicherat), 87.

ECOLES (Des ... concernant Jeanne d'Arc), 6, 105, 107, 128, 289 et *passim*.

ECOLE (L'... anglaise), 6, 8, 14, 74.

— (P. Cauchon, chef de l'...), 372.

— (L'... française), 16, 51, 74, 120, 289-296, 374, 433-437.

— (L'... franco-anglaise), 96, 119, 176, 325, 370, 437, 439.

EDITEUR (L'... des deux procès), 74.

EFFETS (Principaux ... de la publication des deux procès), 46, 47.

EGLISE (De l'...), 3, 4, 38, 153.

— (Divers sens du mot ...), 525.

— (Le pouvoir judiciaire de l'...), 526.

— (Du Chef de l'...), 3, 110, 526.

— (L'... et les Conciles), 528.

— (De la soumission à l'...), 188, 217, 226, 497.

— (L'... a-t-elle jugé et s'est-elle déjugée?), 155, 506.

— (La responsabilité de l'... dans le procès de Rouen), 489, 497.

— (L'... et les gens d'Eglise), 156, 518, 702.

— Faux procès d'...), 575 et suiv.

ENFANCE (L'... de Jeanne), 114, 298.

ENQUÊTES (Les ... de la révision), 159, 162, 166, 211, 214, 440, 449-451.

— (Les ... de la béatification), 54.

ENVERS (L'... d'une sainte), 98.

EPOPEE (Une ... de deux héros), 383.

ERARD (Maître Guillaume ...), 187, 188, 198, 215-218, 312.

ERREURS (Deux ... de J. Quicherat), 162.

ERUDITION (L'... française), 62.

ERUDITS (Les ... orléanais), 50.

ESPRIT CRITIQUE (De l'...), 380.

ESTIVET (Le promoteur d'...), 128, 547.

ESTOUTEVILLE (Le cardinal d'...), 146, 212, 213, 684, 707.

ETAT (Procès de vengeance d'...) 111, 553.

— (La Pucelle en prison d'...), 557.

EUGÈNE IV (Lettre du pape ...), 528, 534, 540, 700.

EUGÈNE IV (Pontificat d'...), 681.
 EVANGILES (Les saints ...), 310.
 EVASION (Tentative d'...), 115.
 EVÊQUE ET INQUISITEUR (Qui doit présider?), 591.
 EXCLUSION du chef de l'Eglise, 618.
 EXPLICATION (Une dernière ...), 227.
 EYMERIC (Nicolas ...), 186, 495

F

FABRE (Joseph), 296, 432, 433, 496.
 FAGUET (Emile), xxi, 691.
 FAMILLE (Supplique de la ... de Jeanne d'Arc), 685.
Farewell, 234.
 FAUSSETÉS (Le procès tissu de ...), 587.
 FAUX (Un ... en écriture publique), 129, 198.
 FÉCAMP (L'abbé de ...), 316, 561.
 — (Délibération de l'abbé de ...), 714.
 FIERBOIS (L'épée de ...), 10, 303.
 FOI (Jeanne fidèle à sa ...), 226.
 — (Pourquoi un procès en cause de ...), 575.
 FOND (Le ... des deux procès), 151.
 FONTAINE (Réginald de ...), 583.
 FORME (De la ... du procès de Rouen), 141.
 — (Vices de ... dudit procès), 92.
 FORMULAIRE (Du ... d'abjuration inséré au procès), 189, 192-196, 251, 356.
 — (Questions qui se posent à l'occasion du ...), 192.
 — (Fausseté du ...), 198.
 — (Lecture du ... demandée), 250, 251.
 — (Du ... de huit lignes), 130.

FORMULAIRE (Les témoins de la revision et le ...), 198.
 — (De l'auteur du ...), 210.
 — (Le ... de l'abjuration et les deux Ecoles), 191.
 — (Le ... des enquêtes de la revision), 165-167.
 FRANÇAISE (Histoire écrite à la ...), 487.
 FRANCE (La ... sauvée par Jeanne d'Arc), 23, 296.
 FRANCE (Anatole ...), 432.
 — (... et Jeanne d'Arc), xvii.
 FRANÇOIS D'ASSISE (Saint), 427.
 FRANQUET d'Arras, 163.
 FRÉMIET, 51.
 FUSTEL DE COULANGES, xxxvii, 348, 421, 507.

G

GABRIEL (Saint ...), 301.
 GALILÉE, 373.
 GARANTIE (Lettres royales de ...), 581.
 GARDIENS (Les ... de la Pucelle), 171, 241.
 GASTINEL (Denys ...), 317, 670.
 GAUCOURT (Le chevalier de ...), 159, 164.
 GERSON, 145.
 GODEFROI, 436.
 GOERRES, xvi, 27, 179, 436.
 GOYAU (Georges ...), xv, 54, 55.
 GOUTHE-SOULARD, 5.
 GOUVERNEMENT ANGLAIS (Du ...), 483.
 — (Sa responsabilité), 489.
 GRAVERENT (Jean ..., grand inquisiteur), 569.
 GROUCHET (Le chanoine de ...), 125.
 GRUEL, 50.
 GUÉRARD, 40.

GUET-APENS (Le ... de la prison), 171, 231, 232, 236, 239, 344.

GUIZOT, 383, 436.

H

HABIT D'HOMME (Jeanne et l'...), 219.

— (L'... laissé dans le cachot), 233.

— (Reprise de l'...), 313, 616.

— (Pourquoi ...), 231.

— (Du serment de ne pas reprendre l'...), 248, 249.

HALLUCINATIONS (Des ... de la Pucelle), XII.

HAUTE-LOIRE (Campagne de la ...), 79, 163.

HENRI V, 733.

HENRI VI, roi d'Angleterre, 504 et *passim*.

HÉRÉTIQUE RELAPSE (Jeanne ...), 315.

HERMITE (Pierre L'...), 334.

HÉRODOTE, 76.

HÉROÏCITÉ (L'... des vertus), 4, 54, 56.

HÉROÏSME (De l'...), 1 et suiv.

— (De l'... humain), 1, 424.

— (De l'... divin), 2, 426, 427.

— (L'... des grands hommes), 1

— (L'... des saints), 2.

— (L'... de Jeanne d'Arc), 1, 368, 369, 375.

— (L'... et les deux Ecoles), 369, 370.

HÉROÏSME CIVIQUE (Jeanne, incarnation de l'...), 296.

HÉROÏSME (L'... de Jeanne et l'Ecole française), 14-19.

HÉROS (Du culte des ...), 424-426.

HIÉROPHANTES (Des ... dans l'antiquité), 354.

HISTOIRE de Jeanne (L'... et le dix-huitième siècle), 748.

— (L'... et le dix-neuvième siècle), 751.

HISTOIRE COMPLÈTE (Défaut d'une ... de la Pucelle), 23.

HISTOIRE (De l'... d'E. Richer), 63.

— (De l'... de Henri Martin), 295.

HISTORIEN (P. Cauchon ...), 8.

HISTORIENS de la Pucelle (Un oubli des ...), 184.

— Sentiment des ... sur le procès de Rouen), 110.

HISTORIENS (Les ... des deux Ecoles), 6, 90, 431-437.

HOCHÉ, 296.

HOMAI (Les ...), 520.

HONNÊTETÉ (L'... de P. Cauchon), 198.

HORACE, 370.

HORDAL (Jean ... du Lys), 433.

HOUPEVILLE (Nicolas de ...), 126, 149, 569.

HUSS (Jean), 660.

HUSSITES (Lettre aux ...), 163.

HYPOTHÈSES (Les ... de J. Quicherat), 204.

I

IDÉES (Les ... françaises de J. Quicherat), 430.

— (Des ... anglaises en France), 689.

IDIOTE (Jeanne une ...), XXI.

IMBART DE LA TOUR, 421.

IMPARTIALITÉ (L'... de P. Cauchon), 112.

IMPOSTURES (Les ... de la Pucelle), 310.

- INCIDENTS (Des ... passés sous silence), 214.
- INFAILLIBILITÉ (De l'... d'après H. Martin), 295.
- INFORMATION POSTHUME (De l'...), 9, 12, 13, 269-272, 275, 276, 309-314, 357.
- INFORMATION POSTHUME (L'... et les notaires), 267-272.
- (L'..., Courcelles et Leliis), 279.
- (L'... quant au fond), 277.
- (L'... et P. Cauchon), 278, 624.
- (L'... et J. Quicherat), 332, 333.
- (L'... quant à la forme), 280 et seq., 265 et seq.
- (L'... et les deux Ecoles), 263, 264, 285.
- (L'... et A. France), xviii.
- INFORMATIONS (Des ... préalables), 123, 334.
- (Des fausses ... ajoutées au procès), 267.
- (Les juges de la revision et ces ...), 268.
- INHUMANITÉ (L'... de l'évêque de Beauvais), 340.
- INIQUITÉ (L'... du tribunal de Rouen), 85, 152.
- INJUSTICE (L'... de la condamnation de Jeanne), 101.
- INQUISITION (La sainte ...), 550.
- INSTITUT (Prix de l'...), 394.
- (L'...), 99.
- INSTRUCTION (L'... du procès), 92.
- INTERPOLATIONS (Les ... du procès), 9, 252.
- INTERROGATOIRES (Rédaction des ...), 126, 127, 614.
- (Minute des ...), 125.
- INTERROGATOIRE (L'... du 28 mai), 237, 247, 248.
- Prétendu ... du supplice, 282, 284, 312 et suiv.
- INTRODUCTION, 1-20.
- IRRÉGULARITÉS (Les ... du procès), 64, 149, 334.
- (Accumulation d'...), 613.
- ISAMBARD (Fr. ... de la Pierre), 127, 142, 213, 241, 242, 360, 566.
- J**
- JEANNE D'ARC (La ... du procès), 291, 292.
- (Une nouvelle ...), 98.
- (Les deux ...), 291, 346.
- (Jeunesse de ...), 10.
- (Innocence, bonne foi de ...), 100, 101.
- (Partie ignorée de la vie de ...), 162, 163.
- (... en prison sans compagnie), 235, 236.
- (... prêtée seulement au tribunal), 555.
- (... avant et après Compiègne), 371.
- (Culte rendu à ...), 5.
- (... Vénérable), 54.
- (... et l'Eglise, 487 et seq.
- (La glorification de ...), 507 et suiv.
- JÉRÔME DE PRAGUE, 194, 660.
- JOLLOIS, 29, 31, 44, 435.
- JOURNAL (Le ... d'un bourgeois de Paris), 50.
- (Le ... des savants), 27.
- JUDAS (Les ... et l'Eglise), 704.
- JUGE (P. Cauchon ... de Jeanne), 8.
- JUGE-HISTORIEN (P. Cauchon...), 13.
- JUGEMENT (Du ... de 1431), 130.
- (Du ... de 1456), 139.

JUGEMENT (... sur les deux procès), 172.

JUGES (Pouvoir des ... en cause de foi), 724.

— (Les ... de Rouen), 6, 101, 110.

— (Des ... de la revision), 7, 135.

— (Des ... ecclésiastiques ordinaires), 648.

JURISTES (Les ... et le procès de Rouen), 110.

— (Décrets laissés aux ...), 150, 190.

K

KLÉBER, 296.

KURTH (Godefroi ...), 5, 54, 55.

L

LACABANE (M^r ...), 29, 30, 35, 153, 171, 172.

LA CHARITÉ, 163.

LADVENU (Frère Martin ...), 213, 241, 242, 360.

LADVOCAT (L'abbé ...), 429.

LAGNY-SUR-MARNE, 163, 431.

LAMARTINE (Alphonse de ...), 383, 436.

LANÉRY D'ARC, 27, 62, 146.

LASTEYRIE (Robert de ...), xvii, xxxii, 393.

LAVISSE (Ernest ...), 315.

LETHIELLEUX, 62.

LETTRES PATENTES (Des ... du roi d'Angleterre), 555.

LE BRUN DE CHARMETTES, 18, 24-26, 29, 30, 63-66, 109, 179, 435, 495.

LEÇONS (Quatre ... à l'év. de Beauvais), 280 et seq.

LECTURE (Refus de la ... du formulaire), 209.

— (Pourquoi cette ...), 7, 671.

LEFÈVRE (Maître Jean ...), 568.

LEFÈVRE-PONTALIS (M^r ...), 50, 437 698.

LELIUS (Camille ...), 146.

LEMAÎTRE (Le vice-Inquisiteur Jean ...), 237, 265, 319, 320, 547, 568, 592, 649.

LENGLET-DUFRESNOY, 18, 19, 24, 25, 63-70, 87, 91, 109, 194, 434, 495.

LENORMAND, 44, 45.

LETTRES (Des ... annexées au procès), 501, 624, 709.

LETTRES PATENTES (Des ... du roi d'Angleterre), 337 707.

LIBELLE DIFFAMATOIRE (L'Information posthume ...), 314.

LIBÉRATRICE (Jeanne ... du pays), 13.

LIBRE-PENSÉE (Jeanne et la ...), 294.

LILLE (Prévôté de ...), 323.

LISIEUX, 145, 706.

LITTÉRATURE (Discours sur la ...), 77.

LIVRE D'OR (Le ... de Jeanne d'Arc), 27.

LIVRE D'OR (Le ... des vierges), 509.

LOHIER (Maître ...), 149.

LOIS canoniques violées, 491.

LOISELEUR (Nicolas ...), 187, 216, 342, 343, 476 et *passim*.

LONDRES (Le grand Conseil de ...), 551.

LONGNON (Auguste ...), 436.

LONGUEIL (Richard de ...), 136, 685.

LONGUEVAL (Le père ...), 17, 434.

LONGUEVILLE-GIFFARD (Le prieur de ...), 199, 316, 672.

LUCE (Siméon ...), 50, 432.

LUGARI (M^{sr} ...), 55.

LUTHER, 194.

LUTHER féminin (Jeanne ...),
293, 296, 651.

LUXEMBOURG (Jean de ...), 308,
503, 551.

M

MAGNIN (Charles ...), 354.

MAHOMET II, 682.

MAISTRE (Joseph de ...), 683.

MALADIE de Jeanne, 565.

MANCHON (Le notaire ...), 126
et seq., 165, 167, 213, 220,
238, 239, 267, 272, 273, 360
et *passim*.

MANIFESTE (Le ... de l'Ecole
nouvelle), 75.

MANS (L'évêque du ...), 145.

MANUSCRIT (Du ... d'E. Richer),
72.

MANUSCRITS (Des ... des deux
procès), 19, 23, 41, 58.

— (Des ... de la bibliothèque
du roi), 28, 37.

MARCEAU, 296.

MARGUERITE (Sainte ...), 60.

MARIE STUART, 732.

MARTIN V, pape, 504, 528, 532,
536.

MARTIN (Henri ...), 74, 79, 180,
227, 244, 249, 255, 293, 296,
369, 441, 452, 453, 496, 510,
593, 650, 659, 690.

MARTIN (Henri ...; de la Bi-
blioth. de l'Arsenal), 145.

MASSIEU (Jean ...), 177, 198-
203, 215-220, 239-241, 295,
360, 560, 568 et *passim*.

MAUGIER, 137.

MÉDAILLES (Des ... en l'hon-
neur de la Pucelle), 5.

MEHUN-SUR-YÈVRE, 163.

MÉMOIRES (Des ... de la réha-
bilitation), 39, 57-61, 62, 146.

MENSONGES (Les ... prétendus
de Jeanne), 308.

MERCIÉ (Antonin), 51.

MESSSES (Des ... en l'honneur
de Jeanne), 5.

MESSIE (La Pucelle ... de la
France), 382.

MÉTAMORPHOSE (De la ... opé-
rée par J. Quicherat), 358.

MÉTHODE CRITIQUE (De la ...
de J. Quicherat), 345 et
suiv.

MEUSE (Vallée de la ...), 158.

MEYER (Jacques), 14.

MÉZERAY, 17, 434.

MICHAUD, 70, 71, 99, 205, 327,
361, 435.

MICHELET, 42, 74, 78, 88-91, 227-
229, 319, 369, 459-462, 496,
584, 650.

MIDI (Nicolas), 216.

MIGIET (Pierre), 128, 199, 568.

MIGNET, 733.

MINEURS (Droit des accusés ...),
475.

MINUTE (La ... française du
procès), 8, 131, 253, 262.

MIRAME, 92.

MISSION (La ... de la Pucelle),
10, 60, 299.

— (De la ... confiée à l'évêque
de Beauvais), 182.

MOINE (Parole de ...), 170.

MOLIÈRE, xxvi.

MONNET (Jean), 199, 202.

MONSTRELET, 14, 50.

MONTESQUIEU, 683.

MONTIGNY (Jean de ...), 145.

MONTREUIL (Jean de ...), 323.

MORERI (Louis ...), 429, 434.

MOROSINI (Chronique ...), 50,
437, 698.

MORT (La ... de la Pucelle, but
du procès), 563.

MOTIFS (Principaux ... de suspicion), 123.

MOTS creux pour raison, 149.

MOTS supprimés, 261.

MOUVEMENT (Du ... intellectuel), 46-51.

MOYEN-ÂGE (Jeanne sainte du ...), 88.

MUNICH, 27.

MUNICIPALITÉ orléanaise (Lettre à la ...), 520.

MUSIQUE (La ... et Jeanne d'Arc), 51.

MUTILATION (De la ... des interrogatoires), 168.

MYSTAGOGUES (Des ... de l'antiquité, 354.

MYSTÈRE (Du ... autour du procès), 620.

MYSTICISME (Du ...), 78.

N

NAPOLÉON, 732.

NAPOLÉON-BONAPARTE (Louis...), 387.

NICOLAS V (Pontificat de ...), 682.

NIETZCHE, 324.

NOTAIRES (Des ... du procès), 126.

NOTES justificatives, 421 et seq.

NOTES ET ÉCLAIRCISSEMENTS, 689 et suiv.

NOTICE littéraire (La ... de J. Quicherat), 63.

NOTICE biographique de P. Cauchon, 735-747.

NOTICES et extraits de la Bibliothèque du Roi, 25.

NOTRE-DAME (Du fonds de ...), 39.

— (De Paris et de Reims), 51, 685.

NOYON (Le Doyen de ...), 145, 212.

NULLITÉ (La ... juridique du procès), 100, 134, 135.

O

OBSERVATIONS (Quatre ... et point de preuves), 161 et seq.

ŒUVRE (L'... de l'Angleterre, 674.

— (L'... de l'Eglise et de la France), 674.

OMISSIONS (Des ... pratiquées), 123.

OPINION (L'... d'un certain public), 490.

OPINION DOMINANTE (L'... avant 1850), 96, 118, 489.

ORLÉANS, 163, 164, 291.

— (Le siège d'...), 27, 50, 158.

— (Levée du siège d'...), 305.

— (Journal du siège d'...), 7.

— (Monument du siège d'...), 23.

— (Le duc d'...), 304, 305.

ORDINAIRE (Pierre Cauchon, juge ...), 554, 556.

— (Procès de Rouen, faux procès de l'...), 587.

O'REILLY, 437, 496.

OUBLI (Un ... de J. Quicherat), 185.

F

PAIR ECCLÉSIASTIQUE (P. Cauchon ...), 323.

PALAIS (Du ... archiépiscopal de Rouen), 136.

PANÉGYRIQUE (Le ... de Cauchon), 88.

PANTHÉON (Fresques du ...), 51.

- PAPE (Jeanne s'en rapporte au ...), 188.
- PAPE (Le ... évêque des évêques), 527, 712.
- (Le ... et l'Angleterre), 623.
- PARAY-LE-MONIAL, 393.
- PARIS, 4, 34, 162, 167, 365.
- PARJURES (Les ... de la Pucelle), 310.
- PARODIE (Une ... d'abjuration), 96, 226, 616.
- PARTIES (Des ... suspectes du procès), 103, 176.
- PASQUEREL (Frère ...), 159.
- PASQUIER (Etienne ...), 64, 91, 433.
- PATAY, 291.
- Pater noster*, 318.
- PATRIOTISME (Jeanne et le reniement de son ...), 310.
- PAULMY (Le marquis de ...), 418, 419.
- PEGNA (Le père François ...), 186, 495, 724.
- PERCEVAL DE CAGNY, 7.
- PÉRIGUEUX (L'évêque de ...), 145.
- PETIT DE JULLEVILLE, 179, 436.
- PETIT-DUTAILLIS, 331, 432, 441.
- PETITOT, 436.
- PHILIPPE, duc de Bourgogne, 551.
- PHILIPPE LE BEL, 632.
- PICARD (Alphonse ...), 62, 393.
- PIE X (Décret de ...), 508.
- PIÈCES (Des ... jointes au procès), 624.
- PIÈCES FAUSSES (Substitution des ... aux authentiques), 122.
- PIÈCES ORIGINALES (Des ... touchant Jeanne d'Arc), 28.
- PINCHON (Le chan. Jean...), 317, 670.
- PLAIDOYER (Un ... en faveur de P. Cauchon), 89, 330, 337.
- PLAN (Adoption du ... de J. Quicherat), 40.
- PLANTAGENET (La maison de...), 571.
- PLATON, 20.
- PLUTARQUE, 354.
- POLITIQUES (Desseins des ...), 510.
- POLYDORE VIRGILE, 14.
- PONTANUS (Paul...), 156, 333-334).
- PONT-L'ÉVÊQUE, 163.
- PORT DES ARMES (Jeanne et le ...), 219.
- PORTRAIT de la Pucelle, 13, 16.
- Positio super virtutibus*, 54.
- POUJOLAT, 145.
- PRATIQUES DÉMONIAQUES (Jeanne et les ...), 311.
- PRÊCHE (Le ... de Saint-Ouen), 222.
- PRÉDICTIONS (Les ... de Jeanne), 303, 304-360.
- PRÉJUGÉ à dissiper, 515 et suiv.
- (Textes de J. Quicherat à ce sujet), 516.
- PRÉLATS ET SOLENNELS DOCTEURS, 7, 141, 145.
- PREScriptions canoniques (Les ... et l'abjuration), 185, 190.
- PRESSION (De la ... exercée sur les assesseurs : intérêt, terreur), 566 et suiv.
- PRESSION MORALE (Interdiction de toute ...), 223.
- PREUVE promise, non donnée, 207, 445-448.
- PRÉVOSTEAU (Guillaume...), 137.
- PRINCIPE en matière d'histoire, 169.
- PRISON promise à la Pucelle, 254.

- PRISON D'ÉGLISE (De la ...), 92, 124, 220, 233, 237, 285.
 — (Refus de la ...), 598.
- PRISON D'ÉTAT (Jeanne en ...), 125, 557.
- PROCÉDURE (De la ... inquisitoriale), 92, 134, 633.
 — (La ... et la condamnation de Jeanne), 624.
 — (La ... et la proclamation de son innocence), 638.
- PROCÉDURES (Des ... de 1431 et 1455-56), 37.
- PROCÈS (Le ... de Rouen), 7, 30, 32, 92, 107, 141, 346.
 — (Ce qu'il fut et ne fut pas), 492.
 — (Ce qu'il fut : uniquement anglais), 546 et suiv.
 — (Ce qu'il ne fut pas : procès jugé par le Saint-Siège et l'Eglise), 492.
 — (... procès de vengeance d'Etat), 492, 560.
 — (... faux procès d'Eglise), 575.
 — (Préparation du ...), 549.
 — (Marche du ...), 553.
 — (Direction du ...), 571.
 — (Frais du ...), 563, 567.
 — (Pourquoi le ... à Rouen), 566.
 — (Nullement procès d'inquisition), 587.
 — (Procès ecclésiastique *per fas et nefas*), 597.
 — (Le ... de rechute), 176, 118, 246.
 — (Le ... de réhabilitation), 10, 15, 30, 39, 64, 171, 346.
 — (Les deux ...), 26, 64, 84, 139.
- PROCÈS-VERBAUX (Les deux ... des interrogatoires), 127.
- PROCÈS DE REVISION (Le ... et la France), 676.
 — (Le ... et l'Eglise), 680.
- PROGRAMMES (Les ... des deux Ecoles), 86, 100-102 et suiv.
- PROMESSES (Les ... de l'évêque de Beauvais), 339.
- PROMOTEUR (Le ... de la foi), 55, 377.
- PROPHÉTESSE (Jeanne, fausse...), 11.
- PROPHÉTIES (Les ... de la Pucelle), 10 et suiv.
- PUBLICATION (La ... des deux procès), 46 et suiv., 61, 394.
- PUCELLE (La ...), 7, 4 et *passim*.
 — (... jugée par le Saint-Siège), 636).
- ❏
- QUESTIONS (Des ... embrouillées posées à Jeanne d'Arc), 125.
- QUICHERAT (Louis-Marie ...), 34, 392.
- QUICHERAT (Jules ...), 18, 31, 296, 659, 690 et *passim*.
- QUICHERAT (Jules ... et la Société de l'histoire de France), 84.
 — (... historien), 75, 395, 487.
 — (... archéologue), 397.
 — (... Directeur de l'Ecole des Chartes), 394.
 — (... chef d'Ecole), 74.
 — (... canoniste et théologien), 93, 333 et suiv., 476.
 — (Travaux de ... sur Jeanne d'Arc), 398, 399.
 — (Notice sur la vie et les œuvres de ...), 392 et suiv.
 — (Principe de ... en matière d'histoire), 522.

R

RACINE (Jean ...), 23.
 RAINS (Fontaine des ...), 298.
 RAMBAUD (Alfred), 436.
 RAPPORT (Le ... de J. Quicherat), 34 et seq.; 58, 152, 153, 401-412.
 RATIONALISME (Le ... de J. Quicherat), 87.
 RAYNALDI (Odéric ... oratorien), 495.
 RAYNAUD (Prix Jean ...), 394.
 RÉCAPITULATION (La ... de J. Bréhal), 39, 62.
 RECHERCHES DE LA FRANCE, 64.
 RECHUTE (Du procès de ...), 129, 230.
 RECLUS (Elisée), 732.
 RECOURANCE (De la ... du royaume), 344.
 RÉCUSATIONS (Des ... de la Pucelle), 603.
 RÉDACTEURS (Des ... du procès de condamnation), 120.
 RÈGLE (Une ... de critique historique), 169.
 REGNAULT de Chartres, 164.
 RÉGULARITÉ (De la ... du procès), 84, 85, 147, 148, 328, 329.
 RÉHABILITATION (De la ...), 144, 152, 155, 171.
 — La ..., l'Eglise et la France), 493, 674.
 REIMS (Du voyage de ...), 164.
 RELAPS (Du ...), 12, 130, 131, 176, 230, 237, 238, 245, 313, 317, 330.
 — (Des jugements de ...), 577.
 RENÉ (Jeanne ... féminin), 298.
 RENIEMENTS (Des ... de la Pucelle), 12, 13, 256, 356.
 RENOUVELLEMENT (Du ... de l'histoire de la Pucelle), 76.

RÉPERTOIRE des sources historiques, 27, 50.
 REQUÊTE (La ... des assesseurs), 318.
 — (... au roi d'Angleterre), 553.
 RÉQUISITOIRE (Du ... en soixante-dix articles), 5, 9 et suiv., 114, 128, 132, 176, 614.
 RÉSERVES (Des ... de J. Quicherat), 457-459.
 RESPONSABILITÉS (Le procès de Rouen et les ...), 658.
 RÉTRACTATION (La ... de la Pucelle), 257, 313.
 — (... visée), 512.
 RETRANCHEMENTS (Des ... de la réhabilitation), 157, 164.
 RÊVE (Un ... de J. Quicherat), 76.
 RÉVÉLATION (De la ... divine), 58.
 RÉVÉLATIONS (Enseignements de la théologie sur les ...), 655.
 — (Des ... de la Pucelle), 59, 248, 250, 256.
 — (Foi de Jeanne en ses ...), 650 et suiv.
 — (Les ... et le Saint-Siège), 654.
 REVISION (La ... de l'histoire de Jeanne d'Arc), 56, 73, 105, 107 et *passim*.
 — (Le procès de ...), 30, 32.
 — (Inspiration française du procès de ...), 15.
Revue des questions historiques, 179.
 RICARD (Abbé ...), 436.
 RICHARD (Frère ...), 163.
 RICHELIEU, 91.
 RICHER (Edmond), 18, 19, 24, 26, 51, 57, 62, 67, 68, 69, 71, 91, 92, 109, 128, 179, 274, 495, 584.

RICHER et Quicherat, 62 et suiv.

RIGUEURS (Les ... de la captivité de Jeanne), 341, 342.

RIOM, 163.

RITES (Congrégation des ...), 53, 56, 376.

ROCHETERIE (La ...), 54.

ROI D'ANGLETERRE (Lettres du ...), 626.

ROME, 52, 54.

— (... et l'évêque de Beauvais), 533.

— (... ignore le procès de Rouen), 544.

ROME ET PARIS, 375.

ROSE (Philippe de la ...), 212, 213, 375, 566, 684.

ROTSCLAER (Lettre du sire de ...), 65.

ROUEN (A ... pendant le procès), 8, 12, 308 et *passim*.

— (Des témoins et du procès de ...), 79, 167.

— (Tribunal de ... faux tribunal), 491.

— (Capitulation de ...), 679.

ROUSSEAU (Jean-Jacques), 77.

ROUSSEL (Le chanoine Raoul ..), 140.

ROUVRAY, 305.

S

SACRÉ-COLLÈGE, 379, 712.

SAINTÉ (Jeanne ... du patriotisme, du Moyen-âge, des temps modernes), 382-383.

SAINTÉ-BARBE (Collège ...), 34, 393.

SAINTÉ-CROIX (Le cardinal de ...), 642.

SAINTÉ-HÉLÈNE, 732, 734.

SAINT MICHEL, 10, 60, 217, 301.

— (Prieuré de ...), 126.

SAINT-OFFICE (Le ...), 37.

SAINT-OUEN (Le drame de ...), 9, 88, 129, 177, 311, 571.

SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER, 162, 163.

SAINTRAILLES, 439.

SAINTS (Jeanneau-dessus des ...), 5.

SAINT-SIÈGE, 63, 136, 155, 394.

— (Ignorance du ... relativement au procès), 506.

— (Le ... et l'évêque de Beauvais), 532.

— (L'intervention du ... et l'Angleterre), 631.

— (Évocation de la cause au tribunal du ...), 635.

SALVANDY (De), 394.

SCEAU (Du ... de l'évêque de Beauvais), 9.

SECRÉT (Le ... de Charles VII), 303.

SECRÉTAIRES (Des faux ...), 128.

SÉDUCTRICE (Jeanne ... des peuples), 11.

SENS CRITIQUE (Le ... d'E. Richer), 67.

SENTENCE (La ... du 24 mai 1431), 220.

— (... de 1456), 136, 137, 380, 686.

SENTENCES (Les deux), 172.

SEPET (Marius ...), 54, 55, 179, 436.

SERMENT (Du ... requis dans l'abjuration), 222.

— (A Saint-Ouen point de ...), 226.

SERVET (Michel), 661.

SIGNATURE (De la ... du formulaire d'abjuration), 130.

SILENCE (Du ... du procès sur divers cas), 124.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE, 4, 84, 387, 388, 390, 391.

— (Du Conseil de la ...), 18, 19, 27, 28 et suiv., 152, 264.

— (La ... et les *Aperçus nouveaux*), 80 et suiv.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS, 125.

SOISSONS, 163.

— (L'évêque de ...), 583.

SOMERSET (Le duc de ...), 679.

SOMMAIRES des procès, 64.

SOPHISME à la mode, 691.

SORBONNE, 18, 62.

SOREL (Agnès ...), 679.

SOUSSION A L'ÉGLISE (De la ...), 101, 293-295, 652.

SOURCES (Des ... de l'histoire de J. d'Arc), 53, 67 et suiv.

SOVERAIN PONTIFE (Du ...), 7.

STATUAIRE (Jeanne d'Arc et la ...), 51.

STATUES (Des ... en l'honneur de Jeanne d'Arc), 52.

SUBJECTIVISME (Le ... de la méthode de J. Quicherat), 168-170, 348, 349.

SUBSTITUTION de formulaires, 131.

SUICIDE (Tentative de ...), 117, 308.

SUITES (Des ... aux procès), 44.

SULLY-SUR-LOIRE, 163, 431.

SUPERCHERIE de P. Cauchon, 198.

SUPÉRIORITÉ (La ... du procès de revision), 172.

SUPPRESSION (La ... des dépositions), 167, 171.

SURHOMME (Le ... du quinzième siècle), 227, 324, 325.

SURREAU (Pierre), 563.

SYSTÈME HISTORIQUE (Du ... de J. Quicherat), 85 et suiv.

T

TABLEAUX (Des ... en l'honneur de Jeanne), 5.

TACTIQUE (La ... de J. Quicherat), 169.

TAINÉ (Hippolyte), 383.

TAQUEL (Nicolas), 199, 201, 219, 273, 283.

TÉMOIGNAGES (Des ... passés sous silence), 85.

TÉMOINS (Des ... entendus sur l'abjuration), 212, 228.

— (Les ... de la réhabilitation), 15, 16, 168 et suiv.

— (Les ... de 1450), 449.

— (Les ... de 1452), 449-450.

— (Les ... de 1455-56), 450, 451.

TEMPLIERS (Du procès des ...), 632.

TERREUR (De la ... durant le procès), 332.

TEXTE (Du ... des deux procès), 43, 53, 54.

— (Altérations du ...), 122.

— (... contre la Pucelle), 121.

— (... interpolé), 252 et suiv.

THÉOLOGIE (De la ...), 59.

THÉOLOGIE (J. Quicherat ... improvisé), 92 et suiv.

THÉOLOGIENS (Les ... et le procès de Rouen), 110.

THÉORIE (La ... philosophique et critique de J. Quicherat), 77, 87.

THIBAUT DE TERMES, 159.

THOMAS D'AQUIN, 427.

THOMAS-MARIE, 126.

THOU (De ...), 69.

TIPHAINE, 568.

TORTURE (Jeanne et la ...), 132.

TOUCHET (M^{re} ...), 377.

TOUL (L'évêque de ...), 583.

TOURNIER (Abbé Clément...), xv.
 TOUROULDE (Marguerite la ...),
 162.
 TOURS (L'archevêque de ...),
 145.
 TOUTMOUILLÉ (Frère ...), 449.
 TRADUCTION (De la ... du pro-
 cès), 9, 64.
 TRAHISONS (Des ... envers la
 Pucelle), 78.
 TRAITÉS sur la réhabilitation,
 137.
 TRÉMOUILLE (La ...), 481.
 TRIBUNAL (Du ... en cause de
 foi), 123,
 — (... de 1^{re} instance), 155.
 — (... suprême), 155.
 — (Iniquité du ... de 1431), 37.
 — (Ce que fut le ... et le pro-
 cès de ...), 505.
 — (Constitution du ...), 593.
 — (Irrégularité de ce ...), 641.
 TRIBUNAUX (La responsabilité
 des ...), 644.
 — (Erreurs possibles des ...),
 645.
 TURCS (Les ... campés en Éu-
 rope), 683.
 TURELURE (Pierre), 439.

U

UNION (De l'... des esprits), 52,
 381, 392.
 UNITÉ (De l'... dans les œu-
 vres littéraires), 84.
 — De l'... morale de Jeanne
 d'Arc), 97-98.
Univers (Le journal l'...), xv.
 UNIVERSITÉ DE PARIS (L'), 38,
 64, 74, 128, 488, 551, 595.
 — Des lettres de l'...), 501,
 586, 628, 712.
 — (Responsabilité de ...), 664.

URFÉ (Manuscrit de D'...), 38,
 132, 246.
 URSINS (Jean Jouvenel des ...),
 136, 685.

V

VALLET DE VIRIVILLE, 50, 120,
 122, 180, 296, 369, 442, 496.
 VALOIS (Noël), 437.
 VAUCOULEURS, 158.
 VELLY, 434.
 VENDERÈS (Nicolas de ...), 670.
 VÉRACITÉ (La ... de P. Cau-
 chon), 206.
 — (La ... des témoins de la re-
 vision), 158.
 VERCINGÉTORIX, 394.
 VÉRITÉ (L'amour de la ...), 20.
 VERNEUIL, 573.
 VERRIÈRES (Les ... d'Orléans),
 51.
 VERTUS théologiques et cardina-
 les, 427.
 — Naturelles et supérieures,
 2, 3.
 — (Jeanne modèle de toutes
 les ...), 6.
 VICE-INQUISITEUR (Présence du
 ... au procès), 646.
 — (Le ..., juge délégué), 649.
 VIERGE (La Bienheureuse ...), 5.
 — (Jeanne et la Bienheureuse...),
 5.
 — (Jeanne et les vierges chré-
 tiennes), 5.
 VIEUX-MARCHÉ (La place du ...),
 98, 291, 319, 572.
 VILLARET, 17, 434.
 VILLIAUMÉ, historien de Jeanne
 d'Arc, 496.
 VINCENT DE PAUL, 427.
 VISIONNAIRE (Jeanne ...), 11,
 301, 302.

16,064

922.244

J21

Dunand, Philippe-Hector

AUTHOR

Etudes Critiques Sur L'Histoire

344

TITLE de Jeanne d'Arc.

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY

